UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/histoiredefloren01perr

HISTOIRE

DE

FLORENCE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Jérôme Savonarole, sa vie, ses prédications, ses écrits. Ouvrage couronné par l'Académie française. 3e éd. 1 vol. in-12 (Hachette).

Deux ans de révolution en Italie. 1848-1849. 1 vol. in-12 (Hachette).

Étienne Marcel, prévôt des marchands. 2e éd. dans la collection municipale de la ville de Paris. 1 vol. in-4o (Champion).

Histoire de la littérature italienne depuis ses origines jusqu'à nos jours. 2e éd. 1 vol. in-12 (Delagrave).

Les mariages espagnols sous le règne d'Henri IV et la régence de Marie de Médicis. Ouvrage couronné par l'Académie française. 1 vol. in-8o (Didier).

Étude historique sur Sully, couronnée par l'Académie française.

L'Église et l'État en France sous le règne d'Henri IV et la régence de Marie de Médicis. Ouvrage couronné par l'Académie française. 2 vol. in-8o (Pedone-Lauriel).

La démocratie en France au moyen âge. Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. 2e éd. 2 vol. in-12 (Didier).

Histoire de Florence, depuis ses origines jusqu'à la domination des Médicis. Ouvrage qui a obtenu le grand prix Jean Reynaud, décerné en 1883 par l'Académie des ciences morales et politiques. 6 vol. in-8o Hachette).

HI
P4553hi

HISTOIRE

DE

FLORENCE

DEPUIS LA DOMINATION DES MÉDICIS

JUSQU'A LA CHUTE DE LA RÉPUBLIQUE

(1434-1531)

PAR

F.-T. PERRENS

MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME PREMIER

PARIS

MAISON QUANTIN

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'IMPRESSION ET D'ÉDITION

7, RUE SAINT-BENOIT

1888

Droits de propriété et de traduction réservés.

455592
8-8-46



AVANT-PROPOS

De 1877 à 1883, j'ai publié six volumes qui embrassent l'histoire de Florence depuis ses origines jusqu'à l'avènement des Médicis. Ce long ouvrage n'a pas eu trop à se plaindre des rigueurs du sort. Il a obtenu de l'Académie des sciences morales et politiques le grand prix Jean Reynaud, et, bientôt après, il a ouvert à son auteur les portes de cette classe de l'Institut. En Italie, les honneurs académiques, les distinctions honorifiques l'ont également consacré, et il suffira de rappeler ce que disent, ce qu'écrivent couramment les Italiens : « C'est, un peu à notre honte, la meilleure histoire de Florence que l'on connaisse[1]. »

1. Voy. notamment *Agnolo Pandolfini e Il governo della famiglia. Notizie e considerazioni,* par le docteur professeur F. C. Pellegrini. Extrait du *Giornale Storico*, t. VIII, fasc. 22. Tirage à part, p. 4.

J entreprends aujourd'hui la publication de trois nouveaux volumes, dès à présent terminés, qui exposent la suite de cette histoire dans sa période la plus célèbre, celle que remplissent de leur nom et de leurs vicissitudes les premiers Médicis. Du retour de Cosimo des Medici dans sa patrie en 1434, jusqu'à la suppression de la liberté et de la république par les armées de Charles-Quint en 1531, s'écoule un siècle d'ambitieuses menées et de tragiques péripéties, dont le sinistre dénouement marque la fin naturelle, nécessaire même, de ce vaste sujet. Je ne saurais, en effet, l'étendre aux années et aux siècles qui suivent, sans m'engager dans un autre ouvrage, que les lois de la composition ne me permettraient pas de rattacher à celui-ci.

Je l'ai déjà dit et je le redirai encore, parce que c'est une vérité non suffisamment reconnue : quand Florence n'est plus une commune libre, une république, un État, elle n'a plus d'histoire. Devenue la proie d'une famille, soumise à des maîtres qui portent le titre nouveau de ducs ou de grands-ducs, perdue et noyée en quelque sorte dans le grand-duché de Toscane, elle n'est plus qu'un municipe comme les autres; ou si elle en diffère encore, c'est parce qu'elle a un glorieux passé, et parce que les Médicis y ont maintenu leur résidence. Mais en quoi, je le demande, l'histoire

serait-elle changée, si Pise, Arezzo, Empoli même ou Poppi eût de préférence fixé leur choix ? Dans tout le pays dont ils régissent si mal les destinées, il n'est plus question que de leurs personnes et de leurs aventures, de leurs vices et de leurs crimes. C'est ce qu'on pourra déjà voir en raccourci aux dernières pages du dernier de ces trois volumes, car j'y résume en quelques mots rapides ce que je ne crois pas devoir exposer tout au long. Le curieux ouvrage de M. Ferdinando Sbigoli, dont j'ai donné la substance dans un article de la *Revue des Deux Mondes* (1er janvier 1885), permet de constater, sans recourir à des écrits qu'on pourrait presque qualifier de chroniques scandaleuses, ce que furent les représentants de cette race d'usurpateurs, à l'heure où, dans son épuisement précoce, elle dut céder la place à d'autres. On peut voir aussi dans cet ouvrage et dans cet article ce que fut pour la Toscane le premier prince de la dynastie lorraine, ce terne époux de Marie-Thérèse d'Autriche, lequel ne s'intéressa jamais au peuple confié par l'Europe à ses soins, que comme la sangsue s'intéresse au corps dont elle pompe le sang.

Quant à faire de cette étude l'objet d'un nouveau et détaillé travail, c'est ce que je n'ose ni promettre ni me promettre : l'âge ne me permet plus de planter ou même de bâtir. Qui a peu de jours à vivre fait sagement, à mon avis, de ne les

point consumer dans un labeur ingrat. Le principal intérêt d'un livre sur les grands-ducs des deux dynasties serait de montrer comment la monarchie du bon plaisir court à sa ruine, ce que nous apprend assez l'histoire de tous les temps et de tous les pays. Peut-être a-t-il été plus utile de faire voir à la démocratie, par un exemple mémorable, comment ses fautes frayent les voies aux ambitions monarchiques, comment elle peut de ses propres mains creuser son tombeau.

Cette lutte sans trêve ni merci entre deux principes inconciliables, — car je ne pense pas qu'on veuille considérer comme un terrain de conciliation, comme un moyen terme sérieux, ce qu'on est convenu d'appeler la démocratie impériale, — tel est l'objet des trois volumes que j'offre au public. L'intérêt en est poignant, alors même que les scènes ne sont pas dramatiques, pour nous surtout qui ne pouvons nous défendre de rapprocher dans notre pensée les destins cruels de Florence des destins bien obscurs, bien incertains encore de la démocratie moderne. Le point de départ est le moment où Cosimo des Medici, depuis quelque temps exilé, revient de Venise dans sa patrie, où le rappellent ses concitoyens, las du régime oligarchique des Albizzi, avides de revoir l'homme opulent qui répand l'or autour de lui, non résignés encore à subir un prince, mais murmurant

déjà que, s'il en faut subir un, mieux vaut Cosimo que tout autre [1].

Sur le terrain préparé par la lente et progressive évolution des idées, comme par les intrigues et les libéralités d'une famille, nous verrons évoluer Cosimo et sa lignée. Le jugement que j'en porte diffère un peu des jugements émis par une flatterie courtisanesque, consacrés par des historiens nullement critiques, par une postérité qui, depuis trois siècles, emboîte docilement le pas. J'ai donc hâte de dire combien je me suis senti heureux dans mon dissentiment, alors que, la réflexion et l'étude approfondie ayant confirmé l'instinct des premières lectures, j'avais déjà fait mon siège, de m'y pouvoir affermir, grâce à des lumières nouvelles. Notre Bibliothèque nationale a récemment acquis du marquis Costa de Beauregard, en son vivant sénateur du royaume d'Italie, une trentaine de volumes manuscrits, contenant les uns la minute, les autres la copie des dépêches qu'adressaient à leur maître le duc de Milan, les ambassadeurs lombards accrédités officiellement auprès de la Seigneurie florentine, et, en fait, auprès du chef des Médicis. Dans les quatorze volumes d'originaux, les plus importants passages sont en chiffre ; mais le chiffre a été retrouvé, la traduc-

1. Voy. notre sixième volume, et notre article publié le 15 mai 1887 dans la *Nouvelle Revue*, sous ce titre : *la Genèse d'une monarchie*.

tion faite, et ce précieux grimoire n'a plus pour nous de mystères. Or la politique des premiers Médicis prenant son point d'appui à Milan, ces ambassadeurs deviennent, l'un après l'autre, leurs confidents, leurs familiers. En transmettant à leur duc les épanchements intimes, en y ajoutant leurs appréciations personnelles, ils dépouillent les nouveaux et véritables maîtres de Florence de l'auréole complaisante dont on les a entourés. Ces dépêches nous présentent donc, à n'en pas douter, les vrais Médicis. Elles donnent raison aux rares sévérités de l'histoire; elles nous permettent de comprendre comment les Florentins se lassèrent si vite d'une famille par eux portée au pinacle, mais qui, sournoisement d'abord, effrontément bientôt, imposait sa domination, et comment enfin ils essayèrent, sous la conduite d'un moine, de la démocratie théocratique.

Cette nouvelle période, où paraît au premier plan l'originale et saisissante figure de Savonarole, je l'ai déjà exposée, il y a plus de trente ans, dans une monographie en deux volumes, corroborée de documents inédits. Les Italiens, depuis, en ont retrouvé d'autres en si grand nombre qu'on peut aujourd'hui reprendre avec fruit cette curieuse histoire. Grâce aux relations mieux connues entre la cour de Rome et la république de Florence, il est possible de prononcer en appel sur ce procès qui

paraissait à des papes postérieurs absolument inextricable. La sentence différera quelque peu de celle que je rendais, à mes risques et périls, en 1853, et davantage de celle qu'avait cru pouvoir rendre, dix ans plus tard, M. Pasquale Villari, prononçant en juge sur la cause qu'il avait plaidée en avocat.

Tout autres, mais non moins tragiques sont les péripéties de la dernière période, qui s'écoule entre la chute de Savonarole et celle de la République. Le flux rapporte les Médicis et le reflux les remporte, jusqu'au moment où l'esprit de liberté cessant de les repousser au large, ils s'implantent définitivement dans ce sol tourmenté, à l'ombre des piques et des arquebuses impériales. Ici encore les documents abondent, et même depuis longtemps. C'est en effet par cette crise finale que les Florentins ont commencé le dépouillement de leurs riches archives, lorsque l'heureuse fondation de l'*Archivio storico italiano* leur a permis de mettre au jour les matériaux de leur histoire, pour tenter et soutenir les historiens. On ne peut que les approuver d'avoir remonté le cours des siècles au lieu de le descendre : pour les temps les plus modernes, je veux dire pour les derniers temps de la République, il y avait pléthore de pièces, de correspondances, d'écrits plus importants les uns que les autres, tandis qu'à mesure qu'on remonte vers le moyen

âge et qu'on s'y enfonce, ce qui était richesse devient de plus en plus pauvreté. C'est ce qui fait, me sera-t-il permis de le dire? que les premiers volumes de cette Histoire sont une création, la difficulté étant de découvrir et de démontrer le vrai avec des documents rares ou tronqués, tandis que dans les derniers le difficile, c'est de se débrouiller dans un flot chaque jour croissant de sources qui menace de submerger l'écrivain dont le devoir est d'y puiser.

Il appartient au lecteur de dire si je suis ou non parvenu à me maintenir à la surface, à me reconnaître, à distinguer la vérité de la flatterie et du convenu. Les doctes, j'ose l'espérer, ne contesteront pas ce mérite à cette nouvelle et dernière série. Ils y trouveront, si je ne m'abuse, les faits mieux établis, les personnages plus fidèlement présentés qu'ils ne l'avaient été jusqu'à ce jour. Quant aux lecteurs qui cherchent surtout dans l'histoire des enseignements applicables à la politique, les rapprochements que j'ai dû m'interdire ne leur manqueront pas, car ils sont au fond des choses. En M. Thiers, c'est le politique bien plus que l'historien qu'avait tenté l'histoire de Florence. C'est au contraire en historien et en historien seulement que je l'ai abordée, ne m'étant mêlé jamais de politique qu'à titre de simple citoyen, dans un pays de suffrage universel. Il me sera permis de

le rappeler, comme justification ou comme excuse, je ne me suis point imposé cette lourde tâche avant d'avoir vu cet homme d'État émérite, à l'heure où, sous le poids des années, un septuagénaire n'aspire plus qu'au repos, chargé par la nation tout entière de sauver notre malheureuse patrie. Sans illusions alors, mais avec courage, ma bonne volonté s'est remise aux études florentines qu'elle ajournait par prudence et respect depuis quinze ans. J'ai vu la place vide, et il m'a semblé utile que, bien ou mal, elle fût remplie. De bons juges ont pensé que je n'avais pas tort : après m'avoir vu à l'œuvre, ils m'ont, par leurs encouragements, donné la force de poursuivre. Je les en remercie de tout cœur, et maintenant que l'œuvre est terminée, je n'ai plus qu'un vœu à former, c'est qu'ils accueillent ces trois derniers volumes avec autant de bienveillance et de faveur qu'ils ont fait les six premiers.

HISTOIRE

DE

FLORENCE

LIVRE I

LA DOMINATION DE COSIMO DES MEDICI

CHAPITRE PREMIER

AFFERMISSEMENT DE COSIMO PAR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ET LA GUERRE.

— 1435-1441 —

Politique extérieure de Cosimo. — Son alliance avec Francesco Sforza. — La ligue avec Venise renouée. — Sforza capitaine général (juin 1435). — Hostilités de Sforza dans les États de l'Église et de Fortebracci en Toscane. — Paix de Ferrare (20 août). — Florence engagée dans la guerre pour la succession de Naples. — Secours envoyés aux Génois contre Milan. — Consécration de S. M. del Fiore par Eugène IV (25 mars 1436). — Il quitte Florence. — Intrigues de Rinaldo des Albizzi auprès du duc de Milan. — Piccinino sur la frontière de Lucques. — Il est battu par Sforza et Neri Capponi (8 février 1437). — Nouvelle entreprise pour la conquête de Lucques. — Sforza appelé en Lombardie par les Vénitiens (octobre). — Ambassade de Cosimo à Venise (avril 1438). — Trêve de trois ans (28 avril). — Manœuvres cauteleuses de Filippo-Maria et de Piccinino. — Sforza à la solde de Venise et de Florence (19 février 1439). — Ambassade de Neri Capponi à Venise. — Campagne de Sforza en Lombardie. — La guerre ramenée en Toscane (7 février 1440). — Sforza retenu par les Vénitiens. — Succès de Piccinino autour de Florence (avril). — Agitation à Florence. — Neri Capponi éloigne l'ennemi. — Piccinino appelé dans le Casentino par le comte de Poppi. — Bataille d'Anghiari (29 juin). — Défaite et retraite de Piccinino. — Conséquences de la victoire. — Nouvelles persécutions contre les exilés. — Destinée de Rinaldo des Albizzi et des siens. — Expulsion du comte de Poppi (31 juillet). — Campagnes de Lombardie (1440-1441). — Exigences de Piccinino. — Mariage de Sforza (24 octobre). — Paix de Cavriana (20 novembre).

Rappelé de l'exil par ses compatriotes[1], ramené chez lui comme en triomphe, Cosimo des Medici ne

1. Voir sur l'exil de Cosimo et son retour notre *Histoire de Florence*

peut plus être, même en apparence, un simple citoyen. Ce marchand parvenu règne sur Florence, on peut le dire ; mais il faut ajouter aussitôt qu'il règne uniquement par la force de l'opinion. Il ne fût pas resté debout vingt-quatre heures, s'il n'avait pas représenté un grand parti, les vaincus de la démocratie, les victimes de l'oligarchie. Son retour est pour eux une vengeance longtemps désirée, et leur satisfaction fait sa force. C'est avec leur appui fidèle, intéressé, qu'il pourra s'affermir, proscrire ses principaux adversaires, attirer à soi les autres, transformer un pouvoir d'influence en pouvoir d'autorité, d'action, et l'instabilité florentine, fléau séculaire, en stabilité.

Ce ne fut point sans doute l'œuvre d'un jour. Les lents progrès de cet envahissement hypocrite expliquent seuls l'erreur de quelques-uns de nos contemporains sur le rôle de Cosimo. Ne voyant presque jamais ce nom aux documents, ils se persuadent et voudraient nous persuader que rien n'est encore changé à Florence, qu'il n'y a qu'un Florentin de plus, que l'établissement du pouvoir monarchique est d'un temps ultérieur, quand Piero, fils de Cosimo, se fut débarrassé par l'exil des chefs attardés de la faction oligarchique, c'est-à-dire de 1466 [1]. Mais ils prennent l'apparence pour la réalité; ils oublient les précédents de l'histoire. On a maintes fois comparé Cosimo des Medici à Octave Auguste, et il y a entre eux, toutes proportions gardées, bien des

depuis ses origines jusqu'à la domination des Médicis, t. VI, liv. XII, ch. 3-4. Paris, 1883.

1. C'est notamment l'opinion de M. Pellegrini. M. Villari, au contraire, pense comme nous que Cosimo sut être maître absolu, en gardant les apparences d'un simple particulier. (Voy. *Niccolò Machiavelli e i suoi tempi*, t. I, p. 44-45. Flor. 1877-1882.)

points de ressemblance; il n'y en a aucun plus manifeste que cette prudente et progressive prise de possession. A Florence, sous Cosimo, comme à Rome, sous Auguste, la République a bel et bien cessé d'exister, quoique ces deux patients ambitieux affectent d'en respecter les formes, en briguent et en obtiennent les charges. Du fond de son palais, où il se tient à l'écart, Cosimo ne gouverne pas moins que ne faisait jadis Auguste, que ne venait de faire Maso des Albizzi, et il y a entre ce dernier et lui cette capitale différence que, Maso mort, son fils Rinaldo, quoique capable, est contesté, n'est pas reconnu pour le chef virtuel de la ville, tandis qu'à la mort de Cosimo, son héritier Piero, quoique incapable et impotent, sera reconnu pour son successeur, presque sans contestation.

Ce progrès suppose un lent et souterrain travail, qu'il ne faudrait pas nier, alors même qu'au début on n'en saisirait pas, chaque jour, dans le détail, les résultats. Pour crier : au voleur! les Florentins attendirent que le voleur fût devenu maître de toutes choses : ils n'avaient pas l'expérience des usurpations et des usurpateurs. Mais le fait saute aux yeux, même dans le silence des documents. L'ancienne histoire, par exception, a raison ici contre la nouvelle. C'est l'impression première qui est la bonne : il faut savoir s'y tenir.

Cosimo prenait donc, grâce à la vengeance satisfaite des petites gens, la place que Rinaldo n'avait pas su prendre, quoique son père la lui eût préparée. Mais il sentait trop que ce plaisir des dieux est éphémère, pour ne pas procurer à ses concitoyens d'autres sujets de contentement. Sa sagacité rare pénétra ce que personne ne voyait encore, l'état d'esprit qui portait les Floren-

tins fatigués à la servitude paisible plus qu'à la liberté agitée, et les disposait, sans qu'ils s'en doutassent, à devenir des sujets. Pour les détourner de la politique, il les poussa plus que jamais vers le trafic et l'industrie, vers les lettres et les arts. Il n'eut besoin, pour y parvenir, ni de leur faire violence, ni de se faire violence à lui-même. On l'appelait volontiers « le grand marchand[1] ». Florence, depuis des siècles, sacrifiait avec peine le travail lucratif aux guerres ruineuses. Le goût des lettres et des arts était, en ce temps-là, répandu en Toscane et dans toute l'Italie. Le favoriser et l'accroître, encourager l'essor du travail et le développement de la richesse, c'étaient de bons moyens de gouvernement. Nous en rencontrerons de moins avouables dans la carrière publique de ce politique avisé ; mais nous n'oublierons pas, pour ne point le charger outre mesure, qu'au xv[e] siècle, siècle des aventuriers et des bâtards[2], « la toile d'honneur, pour parler comme Gonsalve de Cordoue, est d'un tissu lâche » ; que partout déjà s'implante et s'établit cette révoltante morale du succès dont Machiavel rédigera plus tard le code, et que c'est, à ce moment de l'histoire, presque un mérite de remplacer la violence par la ruse et le cynisme par l'hypocrisie[3].

Salué, à son retour, d'un applaudissement général, Cosimo pouvait, dans Florence, compter pour un temps

1. Luca Landucci, *Diario fiorentino dal* 1450 *al* 1516, publié et annoté par M. Jodoco del Badia, Flor. 1883, p. 3.

2. Ainsi Borso d'Este à Ferrare, Sigismondo Malatesta à Rimini, Francesco Sforza à Milan, Ferrante d'Aragon à Naples, et beaucoup d'autres encore.

3. Leo est trop favorable à Cosimo, et Sismondi trop hostile. L'un, en vrai tudesque, se complaît au spectacle du césarisme naissant ; l'autre ne peut pardonner au vainqueur d'une aristocratie où il voyait la liberté, et échoue à discerner en lui le bien du mal.

sur la tranquillité; mais, au dehors, aurait-il la paix, si nécessaire à son affermissement? L'avenir et même le présent ne lui ménageaient pas les menaces. Jusqu'alors, sans doute, il n'avait trouvé qu'amis chez les seigneurs étrangers; mais leur amitié pour un proscrit n'était-elle pas une forme de leur inimitié pour la République? N'allaient-ils pas ouvrir leurs bras aux nouveaux exilés, favoriser leurs menées, se prêter à quelque ligue, à quelque prise d'armes? Et s'ils le faisaient, ce n'est pas « le grand marchand » qui leur tiendrait tête. Pas plus que ses ancêtres et ses autres compatriotes il n'avait l'instinct militaire, le goût de combattre : mal héréditaire chez tous, et désormais incurable. Il fallait donc trouver un *condottiere*, que Florence prît à ses gages. Cosimo jeta les yeux sur Francesco Sforza [1].

Il aurait pu plus mal choisir. Ce soldat, né à San-Miniato *al Tedesco*, sur le territoire florentin, d'une femme du pays [2], n'était pas tout à fait un étranger. La Toscane s'enorgueillissait de ce demi-Toscan, déjà célèbre. On l'avait vu, à l'âge de vingt-trois ans, et quoique bâtard, remplacer son père mort, dans le commandement de sa compagnie, se faire reconnaître de tous ses capitaines [3]; puis, à l'âge de trente-cinq ans bien sonnés, obtenir pour plus tard la main d'une enfant qui en avait vingt-quatre de moins que lui, Bianca, fille naturelle du duc de Milan Filippo-Maria, et seule héritière du duché [4]. Vigoureux, brave à l'occasion, capa-

1. Fabroni, *Magni Cosmi Medicei vita*, p. 53.
2. Le 23 juillet 1401. Sa mère se nommait Lucia Frezzania.
3. Bonincontri, XXI, 82; Simoneta, XXI, 188, 202.
4. Litta, *Famiglie italiane*. Famille Visconti.

ble d'une idée fixe, et du mal par intérêt ou par haine [1], il inspirait la défiance, mais forçait de compter avec lui [2].

Filippo-Maria différant, sous mille prétextes, de remplir sa promesse [3], que devait faire Sforza pour l'y décider ? Se montrer fort par ses appuis. Il avait une armée, espoir de son indépendance; l'argent lui manquait pour l'entretenir. L'argent, il saurait bien où le trouver : Venise et Florence étaient assez riches pour payer qui les servirait ; mais elles marchaient d'accord avec le pape Eugène IV, que Sforza soupçonnait d'avoir voulu l'empoisonner [4], et qu'il bravait en datant ses lettres *ex Girifalco nostro Firmiano, invito Petro et Paulo* [5]. Se rapprocher de lui, c'était dur et peu sûr; pourtant, s'il ne s'y résignait, il n'avait plus qu'à tendre la main aux aventuriers *Bracceschi*, et ceux-ci étaient inébranlablement dévoués au Visconti qu'il voulait intimider, réduire dans ses retranchements [6]. Plus de doute dès lors : ainsi que Cosimo, Sforza veut l'équilibre en Italie, et la paix au moins provisoire; comment ne se fussent-ils pas entendus?

La paix par l'équilibre était une politique. Combien plus sérieuse même que celle qui, dès l'année 1428, tâchait d'unir en une seule ligue tous les États d'Italie,

1. Ricotti, III, 103, 104.

2. Cavalcanti parle de ses actes honteux, l'appelle félon et mauvais, insensé et bestial, mais plus félon qu'insensé. (*Seconda Storia*, c. 18, 19, II, 170-172, 202.)

3. M. Ant. Sabellico, *Rerum Venetiarum Dec. III*, liv. III, f° 589. Venise, 1718.

4. Le projet d'empoisonnement venait de Baldassare d'Offida, qui était au service du pape. Le pape y était-il pour quelque chose? On ne saurait l'affirmer. Voy. Simoneta, liv. 4, XXI, 255, 256.

5. Cette bravade est rapportée par tous les auteurs. Voy. Machiavel, *Ist. flor.*, liv. V, p. 67 A.

6. Ricotti, III, 51, 52; Sismondi, VI. 31.

leur imposant la chimérique obligation de châtier celui des contractants qui manquerait à sa parole[1] ! Cosimo avait des vues moins larges et plus pratiques. Pour porter tout son effort sur un point, et, par la guerre, puisqu'il le fallait, s'acheminer vers la paix, il fermait les yeux sur les menées d'une partie de ses ennemis : il vivait bien avec Sienne, voisine incommode, facilement dangereuse[2]. Il voulait bien vivre avec Venise, et chargeait Neri Capponi d'y renouer pour dix ans l'alliance dont les liens s'étaient détendus depuis la défaite d'Imola[3]. Cela fait, en juin 1435, il faisait nommer capitaine général « le comte Francesco » : c'est ainsi qu'on appelait Sforza, depuis qu'il était gonfalonier de l'Église et seigneur dans la Marche[4].

C'est contre Milan qu'on s'armait, et c'est sur les environs de Rome qu'on marcha, pour les purger du « démon Fortebracci », chef des *Bracceschi*, qui les infestait[5]. Eugène IV l'exigeait, et il fallait bien, par cette concession, calmer sa mauvaise humeur, mériter son amitié, quand on lui refusait, quoiqu'il résidât toujours à Florence, le pardon de Rinaldo et des autres vaincus. Qu'importe au surplus la façon dont s'engageait la guerre ? Filippo-Maria ne peut abandonner son Fortebracci, chassé de la campagne romaine, assiégé dans Assise : il le dégage en lâchant Piccinino sur la Toscane, diversion qui y ramène Sforza. Du coup, le frère de Sforza, Alessandro, est battu, fait prisonnier

1. 9 décembre 1428. Osio, *Doc. diplom.*, II, 269, et Cipolla, p. 346.
2. Voy. dans G. Capponi (Append., II, 505) trois lettres adressées à Neri Capponi.
3. Voy. notre t. VI, liv. XII, c. 4, p. 485.
4. Boninsegni, p. 62 ; Fabroni, p. 52 ; Ammirato, XXI, 2, 3.
5. Boninsegni, p. 63.

par Fortebracci, plus libre de ses mouvements ; mais le terrible comte Francesco, le vrai, le seul Sforza, vole à la rescousse. Battu à son tour, tué dans la mêlée, le chef des *Bracceschi* ruine par sa mort la cause que soutenait son bras redouté [1]. C'est la fin de la guerre, d'une guerre qui n'a pas duré deux mois.

Le 20 août, en effet, la paix est conclue à Ferrare, mais sur les mêmes bases fragiles qu'en 1428 : chacun recouvre ce qu'il a perdu, et les confédérés contractent l'obligation platonique de marcher d'accord contre le parjure [2]. Ils prévoyaient si bien leur prochain désaccord, que leur défiance éclate dans l'instrument même de la paix. « Nul ne pourra, y était-il dit, déclarer seul la guerre, parce que ce serait y entraîner les autres après soi. » Venise avait exigé cette clause : elle redoutait ces seigneuries éphémères de Florence, qui pouvaient, tous les deux mois, inaugurer une politique nouvelle [3]. Rien n'avertissait encore le Conseil des Dix, d'ordinaire plus perspicace, que, sous cette mobilité apparente, Cosimo introduisait dès lors un gouvernement plus stable, parce qu'il devenait personnel.

Mais il ne suffit pas de vouloir pour diriger les événements. Le plus personnel des gouvernements subit comme tout autre la loi des circonstances. Cosimo avait besoin de la paix pour s'affermir : à peine l'a-t-il rétablie dans le Nord, qu'il la voit troublée dans le Sud. Non moins versatile que Filippo-Maria, la vieille Jeanne, reine de Naples, avait successivement institué ses héri-

1. Boninsegni, p. 62, 63 ; Machiavel, V, 68 A ; Ricotti, III, 59.

2. Boninsegni, p. 62 ; Ammirato, XXI, 3. Machiavel (V, 68 A) se trompe sur les temps : il place ces événements pendant l'exil de Cosimo.

3. Lettre de la seigneurie à Neri Capponi, resté à Venise comme ambassadeur après la ligue conclue. 1er avril 1435, dans G. Capponi, II, 6, n. 2.

tiers Alfonse d'Aragon, Louis d'Anjou, puis, au lieu et place de ce dernier, mort sans enfants en 1434, son frère René, comte de Provence[1]. Quand, à son tour, elle eut terminé sa vie dissolue (11 février 1435), ses fantaisies testamentaires donnèrent un chef aux deux partis qui divisaient son royaume: le peuple se déclara pour René, les barons proclamèrent Alfonse. Ceux-ci avaient de forts atouts dans leur jeu: Alfonse était en Sicile, sous leur main, et, descendant de Constance, fille de Manfred, ses titres semblaient antérieurs à ceux mêmes de la première maison d'Anjou[2]. Avec une flotte considérable, il s'était empressé d'assiéger Gaëte; mais il y était battu par les Génois (5 août 1435)[3], qui, toujours menacés chez eux, tenaient à la franchise de ce port, si beau et si sûr, pour y faire escale et y entreposer leurs marchandises. Cette victoire imprévue, grosse de conséquences, ne permettait pas aux Florentins, comme dans la période communale, de s'enfermer dans leur isolement habituel, dans leur chère neutralité.

Le duc de Milan, « protecteur » des Génois, ne les avait laissés courir à la guerre qu'en prévision de leur

1. On peut voir dans Giannone (liv. XXV, cap. 6, p. 336) le testament final par lequel elle appelait René à sa succession. Cf. Lecoy de la Marche, *le Roi René*, t. I, p. 112. Paris, 1875; H. Martin, t. V, p. 307; Sismondi, t. VI, p. 8.

2. Voy. sur ces droits réciproques Sismondi, VI, 6-9.

3. Cavalcanti (liv. XI, c. 3, 4; t. II, p. 4-10) donne les noms des prisonniers, des navires pris, des gens qui les achètent. Sur ces événements voy. Stella, XVII, 1316; Bracelli, *De bello hispanico*, liv. III, G 3 v°, Haguenau, 1530 (les pages de cet ouvrage sont numérotées par en bas comme suit: A, A II, A III, B, etc.); P. Bizari, *Senatus populique genuensis Historia*, liv. XI, p. 246-248. Anvers, 1579; Barth. Facio, *De rebus gestis ab Alphonso I°*, l. IV, p. 49-61, dans Burmann, *Thes. antiq. ital.*, t. IX, part. 3; *Giornali napoletani*, XXI, 1100; Simoneta, l. 2, XXI, 244; Boninsegni, p. 62; Monstrelet, éd. du *Panth. litt.*, ch. 185, p. 702; Mariana, *Historia general de España*, t. II, p. 428, Madrid, 1848; Giannone, l. XXV, c. 7, p. 338; Sismondi, VI, 6-12; Cipolla, p. 400.

défaite, certaine à ses yeux[1]. Dans son dépit d'une gloire qui lui rendait l'oppression plus difficile, il ne permit point aux vainqueurs d'annoncer leur triomphe à l'Europe. Il prodigua au roi vaincu, conduit à Milan comme tous les autres prisonniers, les marques d'affection, de respect, et prêta à ses conseils une oreille complaisante. Alfonse, si supérieur par son caractère chevaleresque, comme par son esprit cultivé[2], aux contemporains qui le surnommaient magnanime, lui démontra facilement les fautes de sa politique : abaisser la maison d'Aragon, n'était-ce pas élever la maison d'Anjou, qui convoitait Milan comme Naples, et qui en était plus voisine[3] ? Venant donc à résipiscence, Filippo-Maria alla jusqu'à ordonner aux Génois de restituer les vaisseaux capturés, de ramener leur prisonnier sur le théâtre de sa défaite, et de combattre désormais en sa faveur[4]. Mais c'était trop tendre la corde. Le duc n'en recueillit qu'une révolte : Gênes reconquit sa liberté (24 ou 27 décembre 1435)[5].

Pour la défendre contre son perfide protecteur, elle implora des secours, elle envoya un de ses citoyens, l'historien Bracelli, solliciter à Florence ceux des Florentins et d'Eugène IV. La tentation était grande, car tout ce qui affaiblissait Milan tournait au profit des villes rivales; mais la ligue y paraissait un obstacle : n'avait-elle pas uni au duc les deux grandes républiques et le

1. *Giornali napoletani*, XXI, 1100.
2. Voy. Folieta, l. X, p. 215 ; Facio, l. IV, p. 53, 54.
3. Folieta, l. X, p. 219 v°; Simonetta, l. 3, XXI, 245; Bracelli, l. IV, II 4 v°; Bizari, l. XI, p. 219; Machiavel, V, 69 A; Mariana, l. XXI, c. 10, t. II, p. 429; Sismondi, VI, 15-17.
4. Bracelli, l. IV, 1, 2; Machiavel, V, 69 B, 70 A; Sismondi, VI, 18.
5. Cavalcanti, l. XI, c. 6, t. II, p. 12; Folieta, l. X, p. 221 ; Ammirato, XXI, 4.

pape? On sait, à vrai dire, ce que pèsent les traités quand les passions ou les intérêts parlent haut. Pour ne pas violer la foi jurée, Eugène ne fournit point de secours; mais il ne défendit pas aux Florentins d'en fournir[1], à condition qu'on n'en vînt pas aux mains[2]. Bientôt partirent pour Gênes du blé, des chevaux, des hommes, sous la conduite d'un certain Baldaccio d'Anghiari, qu'attendait une tragique célébrité. Seulement Florence s'irritait de voir son hôte sacré restreindre sa liberté d'action ; et comme il était déjà gênant pour Cosimo, par ses protestations sur l'exil de Rinaldo, tout le monde murmurait contre lui: on l'accusait à voix basse de vouloir annexer aux domaines de l'Église la ville qui lui donnait l'hospitalité[3]. On le vit donc avec plaisir annoncer son départ. Un parjure de son légat à Bologne l'avait rendu maître de cette ville (6 octobre 1435)[4], et il allait y résider.

Désirée des deux parts, la séparation s'accomplit sous les dehors de la bienveillance et du respect. Le 25 mars 1436, jour de l'Annonciation, qui était pour les Florentins le premier de l'année, Eugène IV consacra la cathédrale reconstruite, la vieille Santa-Reparata ou Liberata, rajeunie par son nom nouveau de Santa-Maria del Fiore, et par cette coupole audacieuse que

1. Bracelli, l. IV, 1, 3; Bizari, l. XI, p. 251 ; Ammirato, XXI, 4, 5; Machiavel, V, 70 A.

2. Légation de Neri Capponi à Gênes. Ms. de la Bibl. de G. Capponi, cité dans sa *Stor. di Fir.*, t. II, 8, n. 2. Cavalcanti, l. XI, c. 7, II, p. 14.

3. Neri Capponi, XVIII, 1183.

4. Ce légat avait accordé la paix à tous les émigrés de Bologne, et Bentivoglio, exilé depuis quinze ans, était rentré sur la foi de ces paroles. Sans être accusé d'aucun crime, sans confession, il eut la tête tranchée, et on ne lui accorda même pas des funérailles chrétiennes. Voy. Burselli, *Ann. Bonon.*, XXIII, 876 ; *Cron. Bol.* XVIII, 655 (et 526 sur les faits de Bologne); Ammirato, XXI, 6.

Brunelleschi venait de terminer. Pour éviter au pape d'être serré de trop près sur son passage, on avait imaginé, au lieu d'une haie d'hommes d'armes, un *corridore* ou chemin en planches, à deux brasses au-dessus du sol, de Santa-Maria Novella à Santa-Maria del Fiore. Sur ce chemin recouvert de feuillage, de riches draps, de belles tapisseries, on vit s'avancer le pontife, suivi de sept cardinaux, de trente-sept archevêques et évêques, de beaucoup d'ambassadeurs et des neuf membres de la Seigneurie. Des marches de l'autel, il bénit le noble édifice; puis, le cardinal Orsini, en grand costume, monta sur des échelles pour asperger d'eau bénite toutes les murailles. La cérémonie ne dura pas moins de cinq heures. Au retour, le gonfalonier de justice Davanzati servit au pape de porte-queue, et le ceinturon de chevalerie fut sa récompense. La journée se termina par un banquet donné aux ambassadeurs étrangers [1]. Florence pardonnait au père des fidèles; il l'avait un moment amusée.

Cosimo, lui, était tout à la joie d'avoir ses coudées franches, de pouvoir reporter son attention sur Milan. De là, en effet, soufflait le vent de guerre. Comment le duc n'aurait-il pas souhaité d'abattre les soutiens des Génois rebelles? Auprès de lui se trouvait le fougueux Rinaldo, qui avait rompu son ban au risque de sa vie [2]. Plus d'un de ses amis avaient déjà payé de la leur semblable désobéissance; mais que risquait-il, s'il ne mettait les pieds en des pays alliés des Florentins? A Milan,

1. Cambi, *Del.*, XX, 208; Boninsegni, p. 64; Rinuccini, p. 71; Machiavel, V, 74 A; Ammirato, XXI, 5; Cesare Guasti, *la Cupola di S. M. del Fiore*, p. 9, 37, 89, Flor., 1857; C.-J. Cavallucci, *S. M. del Fiore, storia documentata dall' origine fino ai nostri giorni*, Flor., 1881.
2. Voy. notre t. VI, p. 511.

il était bien sûr de n'être pas livré. Il montrait au Visconti, objet jadis de sa haine et maintenant de son espoir, que les Florentins, l'ayant reconnu protecteur de Gênes, n'auraient point dû l'empêcher de la soumettre; que Cosimo était seul coupable de ce manque de foi; qu'il avait dominé, appauvri, divisé, irrité ses concitoyens, et que ceux-ci n'attendaient qu'un libérateur[1]. On croit aisément ce qu'on désire; et la preuve que Rinaldo était sincère dans sa confiance, c'est qu'il se répandait en bravades. « La poule couve », faisait-il dire à son heureux rival. Cosimo répondait bien, avec beaucoup de sens, que « la poule ne saurait couver hors du nid[2] »; mais il conservait quelques doutes, et il craignait les exceptions. Le tout est de trouver un nid artificiel, et Milan en était un[3].

C'est donc à propos des Génois que se rallumait la guerre, quoique sans franchise, comme sans célérité. Niccolò Piccinino, *condottiere* au service du duc, ayant échoué contre leur ville[4], ne poursuivait plus les hostilités que contre leurs possessions, tantôt devant Pietrasanta que les Lucquois leur avaient livrée en gage d'un emprunt[5], tantôt devant Sarzana, qu'il attaquait sous prétexte de s'ouvrir la route de Naples. L'année 1436 s'écoula sans que ses bannières fussent levées contre les Florentins. S'il menaçait quelques-unes de leurs places, Vico Pisano et Barga, par exemple, il déclarait agir en

1. Machiavel, V, 70. Il fait le discours de Rinaldo. Ammirato, XXI, 6.
2. Ammirato, XXI, 6.
3. Il est bien curieux de voir que Gino Capponi, si honnête pourtant, est à ce point partisan du régime aristocratique représenté par Rinaldo, qu'il passe sous silence ces intrigues. Voy. *Stor. di Fir.*, II, 8, 9.
4. Folieta, l. X, p. 222 r°; Bracelli, l. IV, K 2; Machiavel, V, 70 B.
5. Neri Capponi, XVIII, 1184; Cavalcanti, l. XI, c. 8, 9, t. II, p. 15, 17.

son propre nom, et point comme capitaine de Milan[1]. Si l'on feignit un temps de le croire sur parole, le moyen quand il était à Lucques? Craint autant qu'admiré[2], il pouvait, en deux jours de marche, être sous les murs de Florence. Neri Capponi courut à Pise avec toutes les forces disponibles[3]; mais que valaient les talents militaires de Neri Capponi? Contre un autre adversaire ils auraient pu suffire; contre Piccinino, Sforza seul inspirait confiance.

Or, ce Francesco Sforza, on l'avait alors sous la main. Il se trouvait à Florence, auprès de Cosimo, qui l'accueillait avec de grands honneurs, avec des joutes sur la place de Santa-Croce et des « bals de femmes » sur la place de la Seigneurie. Seulement, depuis qu'il avait fait son choix entre les deux ligues, il était au service du pape, et le pape, répugnant toujours à la guerre, refusait de le céder. Eugène IV le céda pourtant à la fin, lorsqu'il eut perdu l'espoir de se faire pardonner en rejetant toute responsabilité sur un de ses conseillers morts, ce poison que Sforza l'accusait de lui avoir versé[4]. Encore fallut-il subir sa condition de ne point envoyer son *condottiere* en Lombardie[5]. C'est donc pour Pise que partait, porteur du bâton de commande-

1. Neri Capponi, XVIII, 1185; Cavalcanti, l. XI, c. 9, t. II, p. 18; Poggio, l. 7, XX, 385; Machiavel, V, 71 A; Ammirato, XXI, 7.

2. Neri Capponi, XVIII, 1185; Machiavel, V, 71 A.

3. « Richorda che Nic. Piccinino consumò tutto il verno passato in Lunigiana e a Pontriemoli, stando sempre a campo nelle nevi, e vivendo di castagne (Agnolo Pandolfini à Averardo, 18 oct. 1431). Nic. Piccinino, l'anno passato, di verno e sanza danari sempre stette in hopera, et in uno punto quando bisogniò andò da staggia Arezzo, et chosì poi di subito d'Arezzo in Lombardia. Et perchè potresti dire de' suoi pari ce sono pochi. » (Cosimo à Averardo, 3 oct. 1431. Voy. ces textes dans les doc. Pellegrini, Append. n[os] 76, 81.)

4. Simonetta, l. 20, XXI, 255, 256. (Voy. plus haut, p. 20.)

5. G. Capponi, II, 9.

ment, le comte Francesco : il avait l'ordre exprès de se tenir sur la défensive, de ne pas accepter la bataille. Cette prudence lui plaisait : il ne voulait pas perdre la Marche. Elle plaisait moins aux Florentins. N'étant point dans le secret des dieux, ignorant les répugnances et les conditions du pape, ils se répandaient en railleries frondeuses : si le renommé *condottiere* évitait une rencontre, c'est qu'il avait peur, c'est qu'il était enlacé dans les pernicieux liens du mariage [1].

Non moins vive était la déception, au camp de Piccinino, parmi les exilés. Placés en face les uns des autres, animés de leurs haines traditionnelles, *Sforzeschi* et *Bracceschi* ne se commettraient-ils donc qu'en vaines escarmouches, sans effet pour rompre les négociations que le pape poursuivait à Milan [2]? Heureusement pour leurs espérances, Piccinino était un rude jouteur. Avec lui, les choses ne pouvaient aller longtemps de ce train de tortue. Ce fils d'un boucher pérugin, formé au métier de la laine et à peine frotté d'un peu de calcul, était devenu l'élève favori de Braccio, et même son neveu par alliance, après avoir tué sa première femme sur un simple soupçon, et reconnu, nonobstant, le fruit de l'adultère supposé [3]. Dormant à peine trois heures sur la dure et sans quitter ses armes, il était le plus audacieux, le plus rapide *condottiere* qu'eût encore vu l'Italie, le plus fertile en expédients, le plus habile à réparer ses revers, le seul qui sût, après une défaite, terrifier son vainqueur. Divers obstacles à sa fortune l'avaient aigri. Comme il parlait mal et avec peine, il était devenu taci-

1. Cavalcanti, l. XI, c. 9, t. II, p. 17-19.
2. Boninsegni, p. 65; Neri Capponi, XVIII, 1185.
3. Cet enfant fut Jacopo Piccinino, qu'attendait aussi une haute renommée.

turne et dissimulé. Petit, son nom l'indique, débile et maladif, boiteux et plus tard paralytique, il fallait le hisser sur son cheval. Après ses plus hardis coups de main il s'arrêtait court, par besoin de repos. Toute armure lui étant devenue trop lourde, il avait fini par combattre sans armure, et on le ménageait; mais, furieux de sa faiblesse, il n'avait nulle reconnaissance. Dur envers tous, on le vit prendre pour but de ses flèches les traîtres qui lui tombaient entre les mains [1].

A la grande joie des exilés, il prit l'offensive aux derniers jours de décembre. Après un inutile coup de main sur Vico-Pisano [2], il mit le siège devant Barga, clef de la montagne de Pistoia et du val de Nievole, place dont la perte pouvait entraîner celle de la Ligurie florentine [3]. Neri Capponi et Francesco Sforza reçurent ordre de soutenir sérieusement la lutte, sans égard aux sujets de Lucques ou de Milan. Avec leurs trois mille hommes, le 8 février 1437, ils battaient Piccinino et le forçaient à lever le siège [4]. Ce qui le sauva peut-être d'un désastre, c'est que Venise, par une forte démonstration armée, contraignit Filippo-Maria à le rappeler vers le nord [5].

1. Pietro Candido Decembrio, *Vita di Nic. Piccinino*, R. I. S., XX, 1051-1084, ouvrage déclamatoire en forme de discours ; G.-B. Poggio, *l'Historie et vite di Braccio Fortebracci detto da Montone et di Niccolò Piccinino, perugini*. Venise, 1572, p. 144-164 ; le texte est en latin. Le titre qui précède est celui de la traduction italienne par Pompeo Pellini de Pérouse. G.-B. Poggio est un des fils de Poggio Bracciolini, qui a continué Leon. Bruni et dont l'histoire est au t. XX de Muratori. Cf. Ricotti, III, 7, 102; Sismondi, VI, 119.

2. Cavalcanti, l. XI, c. 9, t. II, p. 18.

3. Neri Capponi, XVIII, 1185 ; Boninsegni, p. 65 ; Crist. da Soldo, *Ist. Bresc.*, XXI, 831 ; Machiavel, V, 71 A ; Ricotti, III, 65.

4. Neri Capponi, XVIII, 1185 ; Cavalcanti, l. XI, c. 10, t. II, p. 20 ; Simoneta, l. 4, XXI, 258 ; Bonincontri, XXI, 146 ; Boninsegni, p. 66 ; Machiavel, V, 71 A ; Ammirato, XXI, 8.

5. Cavalcanti, l. XI, c. 11, t. II, p. 21 ; Poggio, l. 7, XX, 387 ; Simoneta, l. 4, XXI, 261 ; Sabellico, l. II, f° 555.

Voilà donc Lucques sans défense, exposée à de vieilles convoitises, que ravivait une naturelle soif de vengeance contre son petit peuple, fauteur de Piccinino. Pour cette satisfaction depuis si longtemps attendue, Florence comptait sur Cosimo, et Cosimo, à son début, ne pouvait se dérober. S'il voulait régner, il devait plaire. Que Venise dût voir de mauvais œil cette conquête, il le sentait bien[1] ; mais l'oligarchie qu'il remplaçait ayant donné Pise à Florence, pouvait-il moins faire que de lui donner Lucques, ville de moindre importance sans doute, position stratégique pourtant, et capitale du riant jardin de l'Italie? Ce serait s'affermir par la gloire, et, tout ensemble, par une distribution de nombreux offices, de terres fertiles, qui contenterait ses partisans, lui en procurerait de nouveaux, mettrait fin aux dépenses de son économe patrie, prodigue de ses deniers, dans les emprunts publics, dès qu'il s'agissait de Lucques, mais fort heureuse le jour où elle n'aurait plus à les prodiguer[2].

Pour commencer, on recourut à la tactique usée du *guasto*. C'était montrer peu d'imagination. « Qu'on le donne sans retard, écrivaient les Dix à Neri Capponi, commissaire devant Lucques, car c'est ici le cri unanime. Si l'on ne pouvait, nous serions lapidés. La meilleure garantie que nous puissions avoir avec les Lucquois, fussent-ils d'accord avec nous, c'est qu'ils aient besoin d'être nourris par notre territoire[3]. » Le machiavélisme du but rajeunissait, on le voit, la vieillerie du

1. Ammirato, XXI, 9.
2. Lettre des Dix à Neri Capponi, commissaire devant Lucques, 1er avril 1437, citée par G. Capponi, II, 10, n. 1. Capponi fait ici très heureusement profiter l'histoire de ses archives domestiques.
3. Autres lettres des mêmes au même, *ibid.*, n. 3.

moyen. Sforza obéit (26 avril), non sans reprendre, à l'occasion, les places que Gênes et Florence avaient perdues[1]; mais Lucques tint bon derrière ses fortes murailles, insensible en apparence à ses vignes, à ses blés coupés, à ses bestiaux enlevés. « Avec ces Lucquois, écrivaient encore les Dix au mois de juillet suivant, nulle espérance d'accord : ils sont plus fermes qu'avant la perte de leur *contado*[2]. » Le but reculait donc devant les Florentins[3]; mais, eux, ils ne reculaient point dans leur ambition cynique, et c'est un de leurs fils, Machiavel, qui la flétrit en des termes dont la simplicité accroît l'énergie : « Rarement, dit-il, on a éprouvé autant de déplaisir d'avoir perdu son bien, qu'en éprouvaient les Florentins de n'avoir pas acquis le bien d'autrui[4]. »

Mais l'unique homme de guerre, pour cette belle campagne, c'était Sforza, et Venise le réclamait à grands cris. Elle venait de perdre les deux capitaines à sa solde : Gattamelata, frappé d'apoplexie[5], et le marquis de Mantoue, gagné par l'or de Milan[6]. Ce fut toute une négociation. — C'est la guerre de Lombardie qui est l'essentiel, disait le Conseil des Dix : d'elle dépend la conquête de Lucques, la liberté de Florence, celle même de toute l'Italie. Ensemble, les deux Républiques contiennent à peine le duc; que fera Florence seule, une

1. Voy. les noms avec les dates dans Boninsegni, p. 66. Cf. Ammirato, XXI, 9.
2. Texte dans G. Capponi, II, 10, n. 3.
3. Neri Capponi, XVIII, 1186; Poggio, l. 7, XX, 386; L. Bruni, XIX, 938; Cavalcanti, l. XI, c. 12, t. II, p. 23; Machiavel, V, 71 B, 72.
4. Machiavel, V, 73 B.
5. Sanuto, XXII, 1063; *Ist. Bresc.*, XXI, 798; Sabellico, l. II, f° 555; Cavalcanti, l. XII, c. 1, t. II, p. 33; Neri Capponi, XVIII, 1191; Simoneta, XXI, 286.
6. *Ist. Bresc.*, XXI, 797; Sanuto, XXII, 1062.

fois Venise vaincue? — L'argument avait sa valeur; mais il dissimulait le dessous des cartes, sans tromper les Florentins. Selon Cavalcanti, ce qui rendait les Lucquois « à ce point enragés que la mère eût mangé le fils, et la femme le mari plutôt que de se soumettre, c'est que Venise les encourageait[1] ». En fallait-il davantage pour compromettre l'alliance? Les deux alliées, dit encore le même auteur, redoutaient un tyran moins qu'une république, parce qu'il dure moins longtemps[2]. Quel état, d'ailleurs, Venise pouvait-elle faire d'un capitaine trop jaloux de conserver sa chère Marche, trop désireux d'obtenir enfin la main de Bianca, pour combattre avec zèle le voisin de cette province, le père de sa promise[3]? C'est donc surtout pour affaiblir les Florentins qu'elle le leur réclamait. Cosimo pouvait le refuser, car les clauses de son engagement avec la ligue dispensaient Sforza de franchir le Pô; mais ce refus pouvait rompre la ligue même, interrompre la guerre : Florence n'aurait sa liberté d'action contre Lucques que le jour où Venise serait fortement engagée contre Milan.

Cosimo devait donc lâcher son *condottiere*, et il le lâcha. Parti en octobre, Sforza rencontre à Reggio l'ambassadeur vénitien, Andrea Morosini, qui le somme de faire franchement la guerre, sans quoi son commandement et sa paye lui seront retirés[4]. Ce n'est pas, dit le proverbe, avec du vinaigre qu'on attrape les mouches. L'avisé paysan s'accrocha plus que jamais à Cosimo[5];

1. Cavalcanti, l. XI, c. 13, t. II, p. 25.
2. Cavalcanti, l. XII, c. 1, t. II, p. 34.
3. Lettre des Dix à Neri Capponi, dans G. Capponi, II, 11, note.
4. Voy. sur les défiances de Venise à l'égard de Sforza, Sabellico, l. II, p. 557.
5. « Che la decta signoria faza quella propria stima de luy che faria el

bientôt même il reprit le chemin de la Toscane[1], agréable par là tout ensemble à Cosimo et à Filippo-Maria, mais au grand courroux des Vénitiens.

Déjà ennemie de Milan, Florence l'allait-elle donc être aussi de Venise? Pour conjurer ce grave danger, le « grand marchand » s'y fit envoyer en ambassade (avril 1438). Il y comptait sur les amitiés de l'exil pour obtenir des Vénitiens qu'ils empêchassent tout accord de Sforza avec le duc et qu'ils vissent sans ombrage une nouvelle entreprise sur Lucques. — Notre Sénat, lui répondit froidement le doge Foscari, connaît ses forces et celle des autres États d'Italie. Il n'a pas coutume de payer qui ne le sert pas. Venise ne veut pas grandir à ses dépens le comte Francesco. Quant à Lucques, Florence peut agir à son gré; on ne voit pas le motif de ses ouvertures à ce sujet. — Cosimo n'obtint rien au delà de ces déclarations pleines de réticences, et ce fut le principe de son refroidissement avec la république des lagunes[2], fait capital dans son histoire. Où il avait échoué, on se flatta un moment que réussirait Giuliano Davanzati, plus éloquent que lui et grand ami du pape[3]; mais l'illusion ne fut pas de longue durée. Pour surcroît de disgrâce, Florence, abandonnée

figliolo verso el padre quando fosse in pericolo. Dicendo che se Sforza fosse vivo et fosse assediato da Brazo et quella signoria fosse in pericolo del stato suo, lasseria pericolare el padre per aydare la decta signoria. (Lettre de Sforza, 12 octobre 1437.) — Ogni mia volontà remetto in vuy... Ben ve prego che al facto vostro vogliate havere buona advertentia, perchè non potete havere el vostro, che non habiate el mio. » (Sforza à Lorenzo des Medici, 6 mars 1438.) Ces extraits ont été publiés par M. B. Buser, *Die Beziehungen der Mediceer zu Frankreich während der Jahre* 1434-1494, *in ihrem Zusammenhang mit den allgemeinen Verhältnissen Italiens*. Leipzig, 1879, p. 351. Le langage que Sforza tient ici, il le tiendra de longues années; nous le verrons plus loin par de nombreux documents.

1. Simoneta, XXI, 266; Neri Capponi, XVIII, 1186; Ammirato, XXI, 10.

2. Neri Capponi, XVIII, 1186; Boninsegni, p. 67; Sabellico, l. II, p. 558; Machiavel, V, 73; Ammirato, XXI, 11.

3. Ammirato, XXI, 12.

de Venise, le fut bientôt de tous ceux sur qui elle comptait. Gênes, requise d'assistance, ne donna que des réponses générales[1], belle récompense des secours récemment accordés[2]. Sforza, trahi par ses lieutenants, caressé par Filippo-Maria, persuadé que « mieux vaut tondre la laine qu'arracher la peau[3] », conclut un accord formel qui lui assurait, une fois de plus, la main de Bianca dès qu'elle serait nubile, et promit, lui soldat, de procurer la paix.

Ainsi, les Florentins étaient abandonnés de tous. Ils voyaient les forces ennemies prêtes à se tourner contre eux. Ils sentaient que nul ne les voulait maîtres de Lucques[4]. Ruinés par les impôts, épuisés par la disette, décimés par une épidémie[5], comment eussent-ils tenu bon? D'ailleurs, pour sauver leur amour-propre, on ne leur demandait qu'une trêve de trois ans[6], et si l'on exigeait que le siège de Lucques fût levé, on leur laissait toutes leurs conquêtes, ce qui réduisait la malheureuse Lucques à un territoire de six milles autour de ses murailles. Ces conditions étaient assez bonnes pour être acceptées, et elles le furent (28 avril). Mais quel crève-cœur pour les Florentins de voir Sforza, un ami, les rendre mauvaises, en restituant de son chef aux Lucquois tout ce qu'ils avaient perdu, moins Montecarlo, Uzzano et le port de Motrone[7]!

1. Boninsegni, p. 67.
2. Voy. plus haut, même chap., p. 25.
3. Cavalcanti, l. XI, c. 17, t. II, p. 30.
4. Lettre rapportée dans *Cron. d'Agobbio*, XXI, 975.
5. Boninsegni, p. 67.
6. Neri Capponi, XVIII, 1187; Cavalcanti, l. XI, c. 17, t. II, p. 30. Pourtant, L. Bruni (*Comm.* XIX, 939) emploie le mot de paix.
7. L. Bruni, *Comment.*, XIX, 939; Boninsegni, p. 67; Sabellico, l. II, f° 561; Beverini, dans Cavalcanti, l. XI, c. 17, t. II, p. 31, n. 2; *Cron.*

Les auteurs s'étonnent de cette sorte de trahison ; ils en ignorent le motif. Le deviner n'est pourtant pas difficile : *is fecit cui prodest*. De tout temps, les Visconti avaient voulu Lucques libre et forte contre Florence. Or le retors *condottiere* se voyait déjà dans la peau d'un duc de Milan[1]. Filippo-Maria, renonçant à lui présenter l'hymen comme un lointain mirage, lui promettait Asti et Tortona en dot, lui comptait par avance trente mille ducats, ordonnait qu'on fît les robes, le trousseau, qu'on adressât les invitations; il désignait les personnes qui accompagneraient sa fille[2]. En même temps, à vrai dire, pour éloigner Sforza des Vénitiens dont il craignait l'or corrupteur, il lui exagérait les dangers de la marche et le poussait, à la suite du fils de Piccinino, dans les lointaines Abruzzes, afin d'y défendre ses fiefs, héritage de son père. Le duc, loin de son futur gendre, respirait plus librement[3].

Mais ce n'est là que le premier acte de la comédie. Les autres, où s'en forme le nœud, sont bien autrement compliqués. Même privée de Sforza, la ligue subsiste encore, et le Visconti veut la dissoudre. Ici joue le principal rôle son confident Piccinino. Feignant un grand courroux de ce que Bianca est promise à son rival, il se retire et se fortifie en Romagne; il offre au pape de lui rendre la Marche[4]. Eugène aussitôt mord à l'hameçon. Cet auxiliaire qui lui tombe du ciel reçoit de lui cinq mille florins, la promesse de terres en fiefs, la liberté de

d'Agobbio, XXI, 975; Simoneta, XXI, 265; Poggio, XX, 390; Platina, XX, 814; Bonincontri, XXI, 147; Machiavel, V, 73 B; Ammirato, XXI, 13.

1. Simoneta, XXI, 266; Ricotti, III, 66.

2. Neri Capponi, XVIII, 1187.

3. Simoneta, XXI, 266; Ammirato, XXI, 14.

4. G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Piccinino*, p. 157.

choisir ses moyens, de guerroyer à la solde du Saint-Siège ou de Venise. Après l'éclatante rupture, qui eût flairé en Piccinino un hypocrite ennemi ?

Quand le rusé compère eut endormi la prudence pontificale et républicaine, ses émissaires secrets parcoururent les États de l'Église, y ravivant les vieilles factions, y faisant espérer l'appui de Milan ; puis, à la mi-avril, il jette son masque, et tandis que son fils surprend Spolète, il force Ostasio de Polenta, seigneur de Ravenne, allié du pape et de Venise, à reconnaître le duc pour protecteur[1]. Bientôt c'est Bologne qui se soulève (21 mai), et, à son exemple, vingt autres villes. Filippo-Maria, cependant, feint d'en être surpris, proteste que ces révoltes ont lieu à son insu, contre sa volonté, et jure ses grands dieux que s'il met la main sur Piccinino, il lui fera couper la tête. Piccinino plie sous l'orage et ordonne à son fils d'évacuer Spolète ; mais quand il a vu la traînée de poudre bien enflammée, il se retourne, par un mouvement à la Tartufe, contre le pape. — Sa Béatitude, dit-il, ne l'accuse que pour lui ôter l'amitié du duc, et Elle mérite bien, en punition, de perdre ses États[2].

Flétrir la perfidie, ce serait, en parlant du xve siècle, le plus rebattu des lieux communs. Mieux vaut, sinon comme Machiavel louer l'art des joueurs, du moins reconnaître et dire lequel joue le mieux. Tout l'avantage, alors, est au Visconti et à son *condottiere*. Bien conçue,

1. Sanuto, XXII, 1057 ; Sabellico, l. II, f° 561 ; Simoneta, XXI, 271 ; Boninsegni, p. 68 ; G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Piccinino*, p. 158 ; Gir. Rossi, *Hist. Ravennatum*, l. VII, p. 626, Venise, 1589 ; Machiavel, V, 74 B ; Ammirato, XXI, 14.

2. Sanuto, XXII, 1058 ; Machiavel, V, 75 A ; Ricotti, III, 70 ; Sismondi, VI, 41 ; G. Capponi, II, 15.

la perfide entreprise est bien conduite. En couvrant de ses soldats la rive droite du Pô, Piccinino coupe en deux ses ennemis : d'une part, les Vénitiens isolés, facilement attaquables; de l'autre, le pape, Sforza, Florence, hors d'état de leur porter secours, tous fort loin ou fort refroidis. Puis, laissant ses conquêtes à la garde de son fils, il court en Lombardie : au printemps, il est devant Vicence et Vérone. Que ces deux places tombent comme est tombée Brescia, et Venise ne pourra plus défendre ses provinces de terre ferme.

Il faut donc à tout prix que le Conseil des Dix assure ses alliances. Giovanni Pisani se rend auprès de Sforza, qui est revenu dans la Marche d'Ancône, et Francesco Barbarigo s'achemine vers Cosimo. Parviendrait-on à resserrer les liens de la ligue, que l'accord du 28 avril, que la trêve de trois ans entre Florence et le duc avait à peu près rompus [1] ? Là était la question.

Sur les bords de l'Arno, la politique et le calcul triomphèrent de la rancune. On reconnaît l'influence croissante des froids et posés Medici. Il ne fut point répondu à Barbarigo de cet air dégagé dont Venise, récemment, avait donné l'outrageux exemple. Ses ouvertures furent accueillies. Quoique payer au *condottiere* la moitié de sa solde parût une charge bien lourde [2], Florence consentit à l'engager de nouveau pour cinq ans avec treize cents lances et autant de fantassins, au prix de dix-sept mille florins d'or par mois, dont elle payerait

1. Sabellico, l. III, f° 563; Machiavel, V, 75 B; Ricotti, III, 72; Sismondi, VI, 45.

2. On voit à tout instant dans les auteurs la preuve que Florence et Venise ne cessaient de rejeter l'une sur l'autre le principal poids des soldes. Par exemple, ce passage : « Cum ei tum a Venetis, tum a Florentinis discordia duarum civitatum avare maligneque stipendia persolverentur. » (Platina, XX, 814.)

la moitié. La *condotta* pourrait même être prolongée d'un an encore, sous condition d'avertir Sforza quatre mois d'avance (19 février 1439)[1]. Les deux Républiques ayant renom d'avoir leurs caisses pleines, Pandolfo Malatesti, Pietro Orsini, les seigneurs de Faenza et de Ferrare firent, à leur tour, agréer leurs services mercenaires. Le pape et les Génois entrèrent dans cette ligue armée jusqu'aux dents[2], vraie toile de Pénélope qu'on ne défaisait que pour la refaire presque aussitôt.

Une seule chose surprend : c'est que Sforza, qu'on croyait lié à Milan, rompît ainsi avec son futur beau-père. Mais Venise et Florence avaient touché la corde sensible, en lui persuadant qu'il était berné avec tous ces préparatifs de mariage. De plus, on prit par l'argent cet homme besogneux et avide[3] : on fit remonter au 1er février sa *condotta* et par conséquent sa solde. Restait à lui faire franchir le Pô, au risque d'un retour offensif de Piccinino en Toscane. Comme il s'y refusait, pour ne pas laisser ses domaines de la Marche sans défense, on lui dut dépêcher Neri Capponi. — Si Venise, dit ce Florentin subtil, perd ses États de terre ferme, elle ne pourra plus payer sa part des dix-sept mille florins, et Florence ne saurait se charger du tout[4]. — Cet argu-

1. Voy. le document authentique dans *Archivio Sforzesco*, Bibl. nat., ms. ital. n° 1583, f° 5. Neri Capponi (XVIII, 1188) et Ammirato (XXI, 17) donnent la date du 18 février ; *Ist. Bresc.* (XXI, 809) du 7. Selon Neri Capponi, la somme à payer était non de 17,000 fl., mais de 20,200, dont 9,000 par Venise, 8,400 par Florence. Peut-être y avait-il des suppléments. Les autres auteurs disent que Venise contribuait pour les deux tiers à l'armement et Florence seulement pour un tiers.

2. Simoneta, XXI, 275 ; Poggio, XX, 400 ; Boninsegni, p. 69 Cavalcanti, l. XII, c. 2, t. II, p. 35 ; Machiavel, V, 75 B ; et les auteurs cités dans la note précédente.

3. Neri Capponi, XVIII, 1188 ; Cavalcanti, l. XII, c. 5, t. II, p. 40.

4. Les dépêches des ambassadeurs de Sforza et ses propres lettres sont

ment des espèces sonnantes levait les scrupules intéressés du soldat devenu seigneur. Il consentit au départ de Neri Capponi pour Venise, en vue de régler l'itinéraire de l'expédition.

Neri nous rapporte lui-même les détails de son audience. Il trouva la seigneurie vénitienne, comme toute la ville, vêtue de deuil. Il lui reprocha discrètement sa conduite envers Florence, qui, pourtant, lui cédait le comte Francesco, si nécessaire pour tenir Sienne et Lucques en respect. Sans attendre que, selon l'usage, le Doge prît la parole pour répondre, les seigneurs tous debout, les mains levées, les yeux baignés de larmes, rendirent grâces aux Florentins, et à Neri lui-même, en des termes que la modestie du narrateur se refuse à rapporter.

Plus tard, il est vrai, les annalistes vénitiens représentèrent autrement cette séance : le sénat était tumultueux, il repoussait la ligue, il abhorrait l'ingratitude florentine, il préférait les conditions du duc de Milan. Mais on peut croire à quelque exagération des deux parts : deux Républiques marchandes ne durent pas manquer l'occasion de faire valoir chacune sa marchandise. Il faut même remarquer, sur l'aveu du Vénitien, que le sénat, énergiquement conseillé par le Doge, finit par changer d'avis[1], et, sur la déclaration du Florentin, que les fonds, à Venise, montèrent beaucoup[2].

L'itinéraire put donc être fixé d'un commun accord,

pleines d'incessantes et rebutantes demandes d'argent. Il n'y a qu'à parcourir l'*Archivio Sforzesco* pour s'en convaincre.

1. Navagero, XXIII, 1104. Cet écrivain est passablement postérieur; il florissait en 1498. Voy. la préface de Muratori, p. 921.

2. Neri Capponi, XVIII, 1189, dont Machiavel (V, 76) et Ammirato (XXI, 17) suivent le récit.

et Sforza, au pied du mur, partit enfin avec toute son armée. Le 20 juin, il était dans le Padouan[1]. Il y déployait les bannières de Venise, de Florence, de Gênes, à lui envoyées en signe de parfaite entente[2]. Sans aucun enthousiasme, mais avec une décision rare, Florence avait fait triompher la politique de la raison.

Nous ne suivrons point dans ses détails une guerre où la République toscane prend peu de part, sauf par ses écus. De tels détails, au reste, sont sans intérêt; ils rappellent ce qu'on nomme aujourd'hui la petite guerre, ces simulacres de combats où s'exercent les armées. Les chefs n'y exposaient que leur réputation, et les soldats y risquaient à peine leur vie: tout au plus ramassait-on soixante hommes sur un champ de bataille; leur armure les protégeait, à moins que, au temps chaud, elle n'en étouffât quelques-uns. La lutte se bornait à des marches rapides, inopinées, pour surprendre l'ennemi ou se dérober à ses coups, pour se couvrir d'une rivière ou d'un canal, protection sûre, personne ne sachant encore jeter des ponts sous le feu. On se comptait à vue d'œil, et les moins nombreux se tenaient pour vaincus. La défaite ne consistait qu'à être dispersé, dépouillé, ennui médiocre pour qui se pouvait refaire, le lendemain, sous un nouveau maître ou sous le même, aux dépens des provinces perdues ou contestées, et de leurs malheureux habitants[3]. Ammirato montre Piccinino cerné par ses ennemis, leur échappant dans un sac, sur les épaules

1. Neri Capponi, XVIII, 1190.
2. Romanin, l. X. c. 7, t. IV, p. 197, d'après les docum. vénitiens.
3. Simoneta, XXI, 277; Sabellico, l. IV, p. 566; Sismondi, VI, 51; G. Capponi, II, 16. Sur les opérations militaires, voy. en outre G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 158-164; Cavalcanti, l. XII, c. 6-10, t. II, p. 41-51. Morelli (*Del.* XIX, 170) se borne à indiquer les principaux.

d'un soldat allemand, qui simule au naturel le rôle de pillard, et il remarque qu'ainsi se sauvent, dans les comédies, les moindres freluquets d'amoureux[1].

C'est justement parce que ces opérations de parade restaient stériles, que la guerre revint en Toscane. Piccinino demanda au duc d'y être envoyé, avec les exilés florentins. Il voulait des opérations sérieuses, pour se tailler une principauté, à l'exemple de son rival, peut-être à ses dépens. Il pensait qu'une si brusque évolution frapperait au cœur la République des Medici, épouvanterait le pape, éloignerait Sforza de Brescia. En isolant ainsi les Vénitiens, on pourrait les écraser, puis se retourner ensuite contre le comte Francesco, pour l'écraser à son tour[2], vieille tactique, renouvelée des Horaces. Le doge sentait si bien le danger, qu'il voulait à tout prix retenir le capitaine de la ligue. « Vaincre en Lombardie, disait-il, c'est vaincre partout. Que le comte s'éloigne, et Venise perdra ses possessions de terre ferme[3]. »

Aussi, déjà, avec sa nature confiante, Rinaldo des Albizzi se revoyait-il dans sa patrie. Il le disait hautement, et ses compagnons d'exil faisaient chorus[4]. La poule avait couvé, et, par une nouvelle bravade, il faisait savoir à Cosimo que les proscrits ne dormaient pas. — Je le crois bien, répondait Cosimo, je leur ai ôté le sommeil[5] ! — L'événement devait mettre de son côté les

1. Ammirato, XXI, 20, qui a pris les faits dans *Ist. Bresc.*, XXI, 815; Simonetta, XXI, 281; G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 163.

2. Voy. Machiavel, V, 78 B.

3. Neri Capponi, XVIII, 1192.

4. « Affirmantes se ipsos et eorum quemlibet tunc fieri et esse potentes in dicta civitate. » (Condamnation de Rinaldo et autres, 6 juillet 1440. *Commis. Rin.*, III, 667.)

5. Ammirato, XXI, 22.

rieurs; mais pour lors on riait également des deux côtés. A Filippo-Maria, Rinaldo promettait un passage sûr par le Casentino, où dominait le comte de Poppi, son ami; puis, une révolte de Pistoia, que provoqueraient les Panciatichi, alliés à son fils, et aussitôt après, un soulèvement de Prato et de Lucques. Bien plus, à l'approche du moindre corps d'armée, se soulèverait Florence, accablée d'impôts, irritée contre d'orgueilleux maîtres, frémissante sous l'oppression[1].

Qu'il y eût des mécontents, et en grand nombre, comment en douter? mais s'ensuit-il qu'on regrettât les bannis, qu'on souhaitât leur retour? Assurément non, car Rinaldo et ses amis, on le savait, n'eussent point avec eux ramené la liberté. Or revenir de l'aristocratie nouvelle à l'aristocratie ancienne n'offrait pas assez d'avantages pour qu'on affrontât une guerre dévastatrice et ruineuse, peut-être une prise d'assaut. Tout semblait à craindre, car on ne pouvait croire que le prudent Filippo-Maria, que l'habile Piccinino « entrassent dans le navire sans biscuit[2] », en d'autres termes s'embarquassent dans la lutte sans la certitude d'un puissant secours; et le danger était, contre ceux qui l'attiraient sur la Toscane, un terrible grief, bien propre à rapprocher de Cosimo ses concitoyens les plus défiants.

Mais ce secours, quel était-il? On soupçonnait le fameux Vitelleschi, dit le cardinal florentin, préposé au gouvernement des États pontificaux, alors que le pape résidait à Florence. Ne marquait-il pas le regret d'avoir

1. Cavalcanti, l. XIII, c. 9, t. II. p. 88. Au livre XII, c. 11, p. 51, cet auteur fait le discours de Rinaldo. Machiavel, V, 79 A; Ammirato, XXI, 22.

2. Cavalcanti, l. XII, c. 13, t. II, p. 57.

poussé Rinaldo à déposer les armes? ne gardait-il pas une mortelle rancune à Sforza, son vainqueur dans la Marche, et aux deux Républiques qui l'avaient dénoncé à son maître pour un détournement de vingt mille florins? Or de ce malfaiteur mitré toute rancune était redoutable. Vivant à Rome en prince arrogant et cruel, il dévastait pour dévaster; il promettait à ses soldats cent jours d'indulgence pour chaque pied d'olivier qu'ils abattraient[1]. Lui seul, disait-on, avait conseillé au duc d'envoyer Piccinino en Toscane. Une lettre en chiffre fut surprise, où il offrait à ce dernier de joindre leurs forces, et on la mit sous les yeux du pape[2]. Eugène IV se laissa même persuader qu'après avoir soumis Florence, son criminel légat le ferait périr, pour placer sur sa propre tête la tiare[3].

Pure invention, sans aucun doute; mais ce qui n'était point inventé, c'est la main tendue à Piccinino. Soutenu du remuant prélat, du comte d'Urbino et des Malatesti[4], Piccinino pouvait marcher. Il quitta donc ses quartiers d'hiver, l'hiver durant encore (7 février 1440), avec six mille hommes. Il en rallia trois mille de Vitelleschi après avoir franchi le Pô, et s'avança vers le sud, au territoire de Faenza[5]. Pendant ce temps, Sforza se morfondait devant Brescia, condamné à l'inaction jusqu'à la fonte des neiges. Mais, ne voulant pas « de seigneur redevenir *condottiere*[6] », il ne tenait plus en place, il voulait voler au secours de la Marche menacée. Les

1. *Giorn. Napol.*, XXI, 1107.
2. G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 165, 166.
3. Poggio, XX, 406.
4. Cavalcanti, l. XI, c. 13, t. II, p. 58.
5. Simonetta, XXI, 286; G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 165; Machiavel, V, 79 B; Ammirato, XXI, 22.
6. Neri Capponi, XVIII, 1191-1192; Machiavel, V, 80 A.

Vénitiens, eux, prétendaient le retenir. C'est Florence qui trancha le différend. Neri Capponi[1] repartit pour Venise, chargé de soutenir Giuliano Davanzati, orateur de sa patrie. Ils reconnurent tous deux le danger, pour les possessions vénitiennes, de dégarnir la Lombardie, et ils promirent de lever une autre armée, pour l'opposer à Piccinino[2].

Présent à ces délibérations, où il ne trouvait pas son compte, car il ne s'en fiait qu'à lui pour défendre ses domaines, Sforza rongeait son frein. Se soumettrait-il aux résolutions prises? Rien n'était plus douteux. Mais les événements parfois marchent vite. Vitelleschi paye de sa vie sa lettre chiffrée[3]. Les Malatesti, sur le point de passer à Piccinino, se ravisent, restent fidèles à leurs obligations. Gian Paolo Orsini, capitaine de Florence, dégage Rimini[4]. Plus n'est besoin, dès lors, de secourir la Marche. Qu'on lui paye sa solde, Sforza restera en Lombardie. Il fera plus. Un versement de quatre-vingt un mille florins lui persuade qu'il est assez fort pour prendre l'offensive, pour envoyer avec Neri Capponi mille chevaux vers la Toscane (18 avril)[5].

C'est qu'en effet il fallait la défendre. Piccinino rôdait

1. Neri venait d'être nommé pour la cinquième fois des Dix de la guerre, avec Cosimo, Leon. Bruni, Angelo Acciajuoli, c'est-à-dire avec les principaux citoyens, tant cette guerre paraissait avoir de gravité. Voy. Bonincontri, XXI, 149.

2. Neri Capponi, XVIII, 1191; Simoneta, XXI, 286.

3. Il était à Rome fort puissant. Le commandant du château Saint-Ange parvint par ruse à s'emparer de lui et le fit périr, 18 mars 1440. Voy. les détails dans Bonincontri, XXI, 149; *Mesticanza di Paulo Petrone*, XXIV, 1123; Platina, *Vita Eugenii IV*, p. 275; Boninsegni, p. 71; Cavalcanti, XIV, 3, t. II, p. 106. Tous ces auteurs admettent la mort violente; seulement Platina accuse les Florentins pour décharger le pape. Salvi (*Ist. di Pistoia*, II, 302) croit à la mort accidentelle.

4. Neri Capponi, XVIII, 1192; Machiavel, V, 80 B; Ammirato, XXI, 22.

5. Neri Capponi, XVIII, 1122; Ammirato, XXI, 24.

autour, cherchant par où y entrer. Il voulut forcer le passage de Marradi, au pied des montagnes du val de Lamone qui séparent le pays toscan du pays romagnol. Protégée par un cours d'eau au fond d'un précipice, cette *rocca* pouvait arrêter plusieurs mois une armée; mais Bartolommeo Orlandini, qui y commandait pour les Florentins, s'enfuit « comme ce paysan qui prenait le bourdonnement du frelon pour le son de la trompette[1] », et ne s'arrêta qu'à Borgo San Lorenzo. Piccinino put donc (10 avril) s'avancer sans résistance jusqu'aux montagnes de Fiesole, ravager toute la contrée dans un rayon de trois milles autour de Florence, camper à Remole, passer l'Arno, semer la terreur. Les documents officiels chargent ses soldats de toutes les abominations[2]; mais il faut en rabattre. Cavalcanti eut la curiosité de demander aux femmes qui venaient, avec leurs hommes et leurs bêtes, chercher un refuge derrière les murs de la ville, si vraiment elles avaient été violées. — Non, répondirent-elles; volées et battues seulement, — une bagatelle pour ces temps-là. On n'avait même pas commis l'indécence traditionnelle de leur couper les habits plus haut que ne le permet la pudeur[3]. C'est que l'aventurier Piccinino n'était plus un barbare. La Renaissance l'avait touché. Il menaçait de mort quiconque brûlerait les objets d'art, les belles choses[4]. Ce sont ses soldats qui, par calcul, faisaient de lui un épouvantail. — Rendez-vous promptement, criaient-ils devant les portes de Florence; n'attendez pas la furie de

1. Cavalcanti, l. XIII, c. 2, t. II, p. 65.
2. Condamnation de Rinaldo et autres, 6 juillet 1440. *Commiss. Rin.*, III, 667.
3. Cavalcanti, l. XIII, c. 3, t. II, p. 67.
4. *Ibid.*, c. 3, p. 67.

Niccolò, car, avant peu, nous entrerons avec lui ! — Et dans les localités voisines, ils sonnaient les cloches à toute volée, pour que, entendues en ville, elles y provoquassent un soulèvement[1].

Ce soulèvement, toujours promis par Rinaldo à ses alliés, n'avait, à vrai dire, rien d'invraisemblable. Les Florentins s'agitaient « comme des poissons dans une mer empoisonnée[2] ». Leurs rues, encombrées de *contadini* et de bestiaux, étaient dans une confusion très propre au désordre. La disette se faisait sentir et le soupçon planait sur tout[3]. Grâce à cet appoint des gens du dehors, en tout temps réputés peu fidèles, les ennemis de Cosimo, minorité la veille, semblaient devenir majorité. Ses amis profitaient de ses embarras pour faire sonner haut leurs services, pour ne pas permettre la répression d'abus dont ils profitaient. — C'est nous, lui disaient-ils, qui t'avons rendu à ta patrie ; c'est toi qui es notre obligé. — Et les conseils de pleuvoir. L'un demandait qu'on vidât les prisons pour les emplir de suspects ; un autre, qu'on fît des exemples, ou, pour parler net, des exécutions. Divers, au contraire, et ceux-là Cavalcanti les tient pour insensés, émettaient l'avis « bestial » de rappeler tous les bannis pour produire l'apaisement.

Ne sachant à qui entendre, Cosimo, en bon Tartufe, disait : — Pour la République, ne vaut-il pas mieux que je m'en aille ? — Ce n'eût été le compte ni de ses complices, qui n'avaient de jouissances et de sécurité que par lui, ni de la populace qui lui restait toujours

1. Condamnation de Rinaldo. *Commiss. Rin.*, III, 667.
2. Cavalcanti, l. XIII, c. 1, t. II, p. 62.
3. L. Bruni, XIX, 940 ; Simoneta, XXI, 287.

attachée, ne fût-ce que par crainte de vengeances, si les exilés revenaient. Aussi, Neri Capponi, ami de la dernière heure désormais dévoué, demandait-il à Orsini de tenir trois cents chevaux toujours sellés pour la défense du maître[1], tant il paraissait menacé. Tout récemment revenu de Venise, Neri remontait à propos le moral des Florentins ; il prenait même la conduite des opérations militaires. Avec le petit corps de cavalerie qu'il tenait de Sforza et quelques fantassins levés dans les rangs du peuple, il délogeait l'ennemi de Remole, il en arrêtait les déprédations, tandis que Puccio Pucci, par d'énergiques discours, faisait honte à ses concitoyens de leur inertie : mettant à profit l'érudition à la mode, Pucci rappelait ces femmes perses qui, relevant leurs cottes jusqu'à la ceinture, criaient à leurs fils, mous au combat : — Lâches, allez attaquer les Mèdes ou rentrez par ces portes d'où vous êtes sortis[2] !

Florence étant, grâce à Neri Capponi, à l'abri d'une surprise, Rinaldo voulait que Piccinino s'établît à Pistoia, où des alliances de famille donnaient aux Albizzi un fort point d'appui. Mais Piccinino ne partageait pas l'acharnement des exilés. Se piquant d'ailleurs d'indépendance, il préféra se diriger vers le Casentino, où l'attendait un bon accueil[3]. Il le savait et les Florentins ne l'ignoraient pas : Neri Capponi, à Venise, représentait comme un des dangers de sa patrie, l'inimitié du comte de Poppi[4].

Francesco de Battifolle, comte de Poppi, était l'héri-

1. Cavalcanti, l. XIII, c. 6, t. II, p. 73-76.
2. Cavalcanti, l. XIII, c. 7, p. 76.
3. Neri Capponi, XVIII, 1193 ; L. Bruni, XIX, 940 ; Poggio, XX, 406 ; Machiavel, V, 81 A ; Ammirato, XXI, 23, 24.
4. Neri Capponi, XVIII, 1188.

tier des fameux Guidi, qui possédaient depuis quatre siècles et plus ce montagneux district. Sur les pentes, sur les sommets, il possédait de nombreux châteaux, et aujourd'hui encore, on voit s'élever, dans une position magnifique, celui qu'il habitait[1]. Issu d'une branche toujours guelfe de cette ancienne famille, comment se trouvait-il l'ennemi de la ville guelfe par excellence? Enveloppé des domaines de la république, il avait intérêt à la ménager. Ayant obtenu, avec le titre de recommandé, la restitution des biens que le légat Vitelleschi lui avait ravis, nommé vicaire ou commissaire dans le Casentino, pourvu par les Florentins de bombardes pour s'y défendre[2], il devait, semble-t-il, son dévouement à ses protecteurs. Mais cette sujétion l'humiliait, l'amoindrissait à ses yeux. Pour se fortifier par des alliances, après avoir donné une de ses filles au *condottiere* Fortebracci[3], il avait rêvé de marier l'autre, Gualdrada, en grand renom de beauté, à Piero de Cosimo[4], et la préférence de Cosimo s'était portée, par calcul de modestie, sur une Florentine de condition médiocre, Lucrezia Tornabuoni[5]. Voilà comment Francesco de Battifolle était devenu pour les Florentins un ennemi. Voilà comment « pour ne pas faire comme le faisan, qui se croit inaperçu, quand il a caché sa tête sous son aile[6] », il avait appelé Piccinino[7].

Que cet habile capitaine coupât Florence de Pise, qui

1. Gino Capponi, II, 20.
2. Boninsegni, p. 72; Machiavel, V, p. 81 A.
3. Cavalcanti, l. XIII, c. 2, t. II, p. 95; Neri Capponi, *la Cacciata del conte di Poppi*, XVIII, 1117-19; Bonicontri, XXI, 148.
4. Voy. dans Fabroni (*Doc.*, p. 147) une lettre de Battifolle en date du 25 juillet 1435, témoignant de ces projets de mariage.
5. Fabroni, p. 81; Ammirato, XXI, 24.
6. Cavalcanti, l. XIV, c. 7, t. II, p. 112.
7. Cavalcanti fabrique sa lettre. Voy. l. XIII, c. 11, t. II, p. 92.

la ravitaillait de vivres, ou d'Arezzo et de Pérouse, chemin naturel de l'armée pontificale accourant au secours, peu importait, pourvu qu'il la coupât[1]. En peu de jours, il prit Bibbiena et Romena. Mais là, à sa grande surprise, s'arrêtent ses succès. Le petit château de San-Niccolò, situé au pied des montagnes qui séparent le Casentino du val d'Arno, le retient plus d'un mois: Florence y avait affermi les courages en donnant un asile aux femmes et aux enfants, en promettant aux hommes, s'ils étaient vaincus, de les établir dans les plantureuses campagnes de Pise[2]. De défections, point dans la province envahie, et à Florence même, malgré les provocations des bannis, nul mouvement.

Attaquer les murailles florentines était donc impossible; et quant à s'éterniser dans le rocailleux Casentino, comme le souhaitait Battifolle, Piccinino s'y refusait, « ses chevaux ne se nourrissant pas de pierres[3] ». Mieux valait une pointe sur Pérouse, sa patrie[4]. Il se flattait que sa gloire déciderait ses compatriotes à lui déférer la seigneurie, comme jadis à son patron Braccio; il n'obtint d'eux que mille florins pour tourner les talons. Même humiliation devant Cortone et Città di Castello. Il en était venu à ce point de s'applaudir des succès de Sforza en Lombardie, qui forçaient le duc à y rappeler son capitaine malheureux[5].

1. L. Bruni, XIX, 941; Boninsegni, p. 72; G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 166; Ammirato, XXI, 28.

2. Cavalcanti, l. XIV, c. 12, 16, 20-22, t. II, p. 114-132; Bonincontri, XXI, 150; Boninsegni, p. 72; Poggio, XX, 411; Machiavel, V, 81 B; Ammirato, XXI, 25.

3. Machiavel, V, 81 B; Ammirato, XXI, 29.

4. Neri Capponi, XVIII, 1194; Cavalcanti, XIV, 21, t. II, p. 136.

5. Neri Capponi, XVIII, 1194; Cavalcanti, l. XIV, c. 31, t. II, p. 144; G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 166; Machiavel, V, 81 B; Ammirato, XXI, 26.

Mais, avant de rebrousser chemin, Piccinino tenait à livrer une bataille. Sa gloire militaire s'y trouvait intéressée ; les exilés florentins l'y poussaient ; enfin il aurait voulu protéger le comte de Poppi contre des vengeances faciles à prévoir. Le succès semblait probable, car le camp florentin, c'était le camp d'Agramant, la cour du roi Pétaud[1]. Neri Capponi et Bernardetto des Medici y étaient commissaires de la République[2]. Gian Paolo Orsini tenait le bâton du commandement[3]. Le patriarche d'Aquilée était chef du contingent pontifical[4]. Micheletto Sforza Attendolo commandait un autre corps. Ces chefs, tous plus ou moins hommes de guerre, ne s'entendaient que sur un point : ne pas reconnaître l'autorité, ne pas admettre l'immixtion de deux marchands, de deux intrus. Les Dix et la Seigneurie avaient donc dû enjoindre de temporiser, de ne rien livrer au hasard, quoique l'armée présentât un respectable effectif de neuf mille chevaux. La tactique, au demeurant, était sage, car Piccinino ne pouvait s'attarder longtemps. Qu'il attaquât, s'il l'osait.

Il devait l'oser, car il avait besoin d'un succès pour couvrir sa retraite. Mais dans la position des deux armées, l'offensive n'était facile à personne, et tout le désavantage serait au plus pressé. Sur la colline dont le fort château d'Anghiari couronnait le sommet, les Florentins s'étaient comme étagés. Au pied, à une cinquantaine de pas, coulait un petit cours d'eau aux rives escarpées, qu'on passait sur un pont unique, et qui se

1. Neri Capponi, XVIII, 1194; Ammirato, XXI, 27.
2. Condamnation de Rinaldo, *Commiss. Rin.*, III, 667.
3. Cavalcanti, l. XIV, c. 24, t. II, p. 136.
4. Il se nommait Luigi Scarampi, était médecin du pape, venait d'être fait cardinal et patriarche d'Aquilée.

jetait un peu plus au sud dans le Tibre. Entre le Tibre, qui couvrait Borgo San Sepolcro, et cet affluent qui couvrait Anghiari, s'étendait une plaine de quatre à cinq mille pas[1]. Qui voulait engager la lutte devait passer le pont, sous les traits et le feu de l'ennemi. Piccinino n'y pouvait parvenir qu'en traversant la plaine, et la plaine était coupée de fossés pour marquer les limites de la propriété morcelée, pour recevoir les eaux de pluie, pour empêcher les troupeaux de brouter les semences[2]. L'attaque était difficile et la retraite dangereuse. Difficultés et dangers, il se flatta de les rendre moindres, en livrant bataille le jour de Saint-Pierre (29 juin), fête chômée alors presque à l'égal de la Saint-Jean, et dans l'après-midi, au plus fort de la chaleur, quand les Florentins comptant, en ce jour sacré, sur une sorte de trêve de Dieu, auraient déposé leurs armes, en partie même leurs vêtements, pour se livrer à leurs plaisirs[3]. De plus, il les savait sans vedettes, sans avant-postes, faute commune en ce temps, mais fort grave, car ce n'est pas en quelques minutes que des cavaliers pouvaient revêtir leur pesante armure, harnacher leurs chevaux, se préparer au combat[4].

Le 28, une fausse attaque fut tentée, afin d'ôter tout soupçon du lendemain. Dans la matinée de ce lendemain, les commissaires écrivaient : « Hier, nous avons presque engagé le combat. On a rompu quatre lances, et chacun s'est retiré. Niccolò, venu au Borgo avec un petit nombre d'hommes, nous a trouvés sur

1. Lettre de Neri Capponi aux Dix, 25 juin 1440, dans G. Capponi, II, 22, n. 1.
2. Decembrio, XX, 1081.
3. Poggio, XX, 413, et G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 167; Ammirato, XXI, 26.
4. Sismondi, VI, 66.

nos gardes. Ce matin, dans son camp, on voit beaucoup de feux. Tous pensent qu'il va déguerpir ; mais où ira-t-il? Nous le saurons bientôt [1]. » Dans l'après-midi, avant que le soleil déclinant ait affaibli l'étouffante chaleur, Micheletto Attendolo, vieux routier, plus vigilant que ses collègues, croit apercevoir au loin un fort nuage de poussière qui s'avance lentement vers Anghiari. Il flaire l'ennemi et appelle aux armes les soldats dispersés. Suivi des premiers qui accourent, il occupe la tête de pont. Bientôt viennent se placer à sa droite le légat, à sa gauche Orsini et les commissaires, déployant l'infanterie sur la rive, pour qu'on ne puisse passer à gué le torrent. La surprise était manquée, le plan de l'ennemi déjoué.

Deux partis restent donc à prendre : ou battre en retraite, ou tenter le passage du pont. L'intrépide capitaine n'hésite pas. Il lance en avant ses Milanais, que repousse vigoureusement Micheletto. Astorre Manfredi, Francesco de Piccinino accourent à la rescousse avec le reste de l'armée ducale, rétablissent le combat, ramènent les Florentins jusqu'à la montée d'Anghiari. L'agresseur avait désormais le pied sur un terrain transformé par Orsini en esplanade, et propre au combat. Mais il s'y trouvait découvert, menacé sur les deux flancs par le légat et par Orsini. La place n'étant pas tenable, il se retranche sur le pont, qu'il occupe deux longues heures. A la fin pourtant, il plie, il recule, il se retrouve sur la rive gauche, poursuivi, culbuté dans les fossés par la cavalerie florentine, décimé par les flèches de l'infanterie et les escopettes à plus longue portée [2]. Se

1. Texte dans G. Capponi, II, 22, n. 2.
2. Decembrio, XX, 1082.

rallier est impossible ; revenir à la charge l'est bien davantage. Il n'y eut pas jusqu'au retard de nombreux soldats florentins à s'armer qui ne tournât au profit de leur cause, car ils arrivaient comme une réserve, frais et dispos, contre des adversaires épuisés. La nature elle-même se mit de la partie : au coucher du soleil, s'éleva de la montagne un vent impétueux qui chassa la poussière dans les yeux des Milanais, de ceux du moins qui n'avaient pas encore tourné le dos.

Complète fut la déroute. L'étendard du capitaine ducal tomba aux mains des vainqueurs, avec un grand nombre d'armes, d'hommes, de chevaux. Mais selon Neri Capponi, autorité irrécusable dans la question, sur dix-neuf cent quarante prisonniers, il n'y avait que quatre cents soldats ; le reste, c'étaient des gens du Borgo, écumeurs du champ de bataille. Vingt-deux chefs sur vingt-six avaient, dit-on, été pris ; on n'en ramena que six au camp, leurs camarades de l'armée florentine ayant procuré l'évasion des autres [1]. Sur le nombre des morts Neri garde le silence ; mais il ne faut pas prendre au sérieux la mauvaise plaisanterie, que renouvelle Machiavel, d'un mort unique, tombé de cheval et foulé aux pieds [2] : elle n'a pour but que de discréditer les milices mercenaires, et sa place n'était

1. Neri Capponi, XVIII, 1195 ; Boninsegni, p. 73 ; Decembrio, XX, 1082 ; Simonetta, XXI, 292 ; L. Bruni, XIX, 942 ; Poggio, XX, 413 ; G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 167 ; Machiavel, V, 83 A ; Ammirato, XXI, 28 ; Fabroni, p. 82, et lettre de Michele Attendolo à Cosimo, 7 juillet 1440, *ibid.*, Doc., p. 147. L. Bruni est ici une autorité presque égale à Neri Capponi, car il était des Dix de la guerre. Il devait mourir quatre ans plus tard, et il ne pousse pas plus loin son *Commentaire*, moins célèbre que son *Histoire*, mais aussi élégant et peut-être plus utile. Voy. encore une lettre du légat Scarampi aux habitants de Spolète, dans Graziani, *Cron. di Perugia* (*Arch. stor.*, 1a ser. XVI, 459, n. 1), et Cipolla, p. 472.

2. Machiavel, V, 83 A.

pas dans une page d'histoire. D'autres auteurs portent le nombre des morts de quarante à soixante, et parlent qui de deux cents, qui de quatre cents blessés[1]. Pour un si grand succès, ce ne serait pas déjà si meurtrier.

Comme à Hannibal, Montesquieu eût reproché aux Florentins de ne pas savoir profiter de la victoire. Le lendemain, 30 juin, Neri Capponi voulait courir sus à Piccinino et aux quinze cents hommes qui lui restaient; c'était déjà tard, puisque les vaincus avaient eu la nuit pour prendre de l'avance; et pourtant, sauf Orsini et Micheletto[2], nul *condottiere* ne voulut le suivre, regagner le temps perdu. Ils alléguaient leurs blessés, leurs prisonniers, leur butin. Ils alléguèrent bientôt la chaleur du jour, quand ils eurent en ces discussions perdu la fraîche matinée. Le soleil brûlant, qui les empêchait de poursuivre Piccinino, ne les empêcha pourtant point de s'acheminer vers Arezzo, pour y mettre le butin en sûreté. Piccinino eut donc tout loisir d'opérer sa retraite vers la Romagne. C'est seulement le 1er juillet que les Florentins l'allèrent remplacer à Borgo San Sepolcro, sans savoir seulement à qui cette place appartiendrait.

Dans leur effroi, les habitants voulaient se donner à la République : il fallut les en détourner, pour ne pas mécontenter le légat. N'avait-on pas pris envers lui l'engagement verbal que tout ce qui serait reconquis des

1. Biondo Flavio de Forlì (*Historiarum ab inclinatione Romanorum imperii Liber*. Venise, xve siècle, éd. en caractères gothiques, sans pagination) dit 70 morts et 800 blessés milanais; 10 morts et 200 blessés florentins. Poggio (XX, 414), 40 morts et 200 blessés florentins, dont 10 morts de leurs blessures. Selon Ammirato (XXI, 28), l'artillerie coucha sur le champ de bataille 600 chevaux.

2. Micheletto déclare avoir partagé l'avis de Neri. Voy. lettre citée dans Fabroni, *Doc.*, p. 148.

anciens biens d'Église ferait retour à l'Église [1] ? Or il n'admettait même pas de tout concilier en introduisant les Florentins au cri de : vive l'Église [2] ! Il se séparait de ses alliés, avec une moitié de l'armée, pour rétablir partout, dans les États pontificaux, l'autorité pontificale [3]. Ce fut son maître qui, court d'argent, se montra bientôt plus traitable : pour avoir vingt-cinq mille ducats, il allait remettre aux Florentins Borgo San Sepolcro en toute propriété. Quoique moins importante que Lucques, cette place du Borgo avait son prix : elle garantissait la Toscane contre tout prochain retour offensif des Milanais ; elle reportait au loin le théâtre de la guerre; elle confondait surtout les intrigues des exilés et permettait d'en finir avec eux. À l'aurore de son pouvoir, Cosimo était heureux, comme l'avait été jadis l'oligarchie.

Il pouvait se montrer dur. Il l'était naturellement, et il en avait la réputation, même avant son triomphal retour. Sous lui, Florence dut changer ses habitudes les plus louables. Dans les anciens temps, quand elle exilait le mari, elle tolérait la femme : celle de Dante avait pu rester dans sa demeure, y veiller à ses intérêts. Lui, il ne permet même plus à la femme d'un exilé de traverser sa ville natale. Francesco Gianfigliazzi a été proscrit avec toute sa famille. Sa bru est malade à Sienne et son fils s'alite à Bologne. La mère infortunée, qui soignait l'une, veut courir à l'autre. Son plus court chemin est par Florence. Elle y passe donc, sous un

1. Neri Capponi, XVIII, 1195; Boninsegni, p. 73; Machiavel, V, 83 A; Ammirato, XXI, 29.

2. Lettre des commissaires aux Dix, 1er juillet 1440, dans G. Capponi, II, 24, n. 2.

3. Machiavel, V, 83 B; Ammirato, XXI, 29.

déguisement. Elle a échappé une fois au châtiment, elle n'y échappera pas deux. Au retour, on s'empare d'elle et on la met à la torture. Cavalcanti la vit, les membres disloqués, soutenue sous les bras par deux *berrovieri*, conduite aux *Stinche,* dans le quartier des femmes de mauvaise vie [1].

Les hommes, quand il ne peut s'emparer d'eux, Cosimo les déshonore. Il fait peindre « au naturel », pendus par les pieds, avec leurs noms et prénoms en grosses lettres, sur le mur de façade, au palais du podestat, Rinaldo et son fils Ormanno, Lodovico des Rossi, Lamberto des Lamberteschi, Bernardo Barbadori, Stefano Peruzzi, Baldassare et Niccolò Gianfigliazzi [2], en un mot les principaux de ses ennemis, la fleur du panier.

Ce fut, sous le nouveau régime, une fonction importante que celle du poète-bourreau qui composait les vers infamants, légende obligée de la peinture. Antonio del Palagio en avait le privilège et les profits. Bouffon de la Seigneurie, son office était de chanter, durant le repas des prieurs, des chansons morales et poèmes sur les hauts faits de la République [3]. En 1430, il était tout dévoué aux Albizzi. Rinaldo se louait alors de sa cour-

1. Avril ou mai 1440. Cavalcanti, l. XIV, c. 4, t. II, p. 107.

2. « Eorum figuris et pitturis ad naturale detraendis. » (Acte de condamnation, 6 et 13 juillet 1440. *Commiss. Rin.*, III, 667.) Le peintre chargé de l'exécution lui dut et sa renommée et son surnom. C'est Andrea del Castagno, dit « degli impiccati », mort en 1457, et à qui Vasari prête sur les Pazzi, condamnés en 1478, un travail analogue, dont l'auteur fut, en réalité, Sandro Botticelli. C'est ce que prouve très bien M. Guasti (*Commiss. Rin.*, III, 669). Voy. plus bas, p. 396.

3. *Commiss. Rin.,* III, 669. Ce bouffon appartenait à une famille considérable, qui avait dans l'église des *Servi* un tombeau et même une chapelle. Voy. *Lettere di un notaro,* II, 86, n. 1. Il est très souvent question des del Palagio dans ces lettres.

toisie, lui remettait ses lettres pour les Dix, grande marque de confiance[1]. En 1440, dans ses vers de commande, il appelle Rinaldo « ingrat et traître, le plus cruel et le plus inique de tous »; Ormanno est « rude et trompeur »; Stefano Peruzzi, « voleur, ruffian, ribaud »; Rossi, « menteur, hardi en paroles, lâche en action »; Lamberteschi, « sans cervelle »; Barbadori, « fils d'un spoliateur d'églises et d'hôpitaux »; Niccolò Gianfigliazzi, « bâtard et mulet, traître à la patrie et à Dieu[2] ».

Ce qu'on peut reprocher à l'exécuteur de ces hautes œuvres poétiques, c'est d'avoir, comme la girouette, tourné sous le souffle du vent; mais ses victimes ne sont pas toutes dignes d'intérêt, et sur la dernière notamment il aurait pu en dire plus long, si le cadre d'une inscription en vers l'eût permis. Abbé de Passignano, Niccolò Gianfigliazzi était accusé par le Saint-Siège, par les paysans, d'avoir commis l'adultère et le sacrilège, fait de son abbaye un mauvais lieu, pris comme lit, pour violer une jeune fille qu'on le chargeait d'exorciser, l'armoire sacrée où l'on conservait la tête du glorieux saint Jean Gualbert[3]. Mais ces indéniables méfaits d'un seul ou de quelques-uns, on les faisait sonner haut, on les exploitait odieusement contre tous les vaincus de l'oligarchie.

1. Lettre de Rinaldo à Ormanno, 3 février 1430. (*Commiss. LIV Rin.*, III, 345.)

2. Voy. ces vers dans *Commiss. Rin.*, III, 670. Ils ont été publiés aussi dans Cavalcanti, append., II, 577, d'après un ms. appartenant à G. Capponi, et dans *Testi di lingua inediti*, de Guglielmo Mansi, Rome, 1816.

3. « Che la badia era ridotta a bordello... l'armario ove sta la testa del glorioso S. Gualberto come letto a piumaccio adoperò ad ingravidare una fanciulla... con la medicina, non che gli cacciasse lo spirito, ma egli gliene aggiunse uno di nuovo. » (Cavalcanti, l. XIV, c. 5, t. II, p. 109.)

C'est que la violence, franche autrefois, est maintenant hypocrite : il faut tout couvrir de beaux dehors. Jamais on n'avait tant parlé de la liberté qu'on en parle alors dans les documents publics. Le nom en est reproduit presque à chaque ligne [1]. Parmi ceux qui s'en remplissent la bouche, il en est de sincères : ce sont des dupes de la modestie que Cosimo affectait. Ces dupes voient clairement que le retour de Rinaldo n'eût point profité à la liberté; mais elles ne voient pas qu'avec Cosimo la liberté n'est qu'un mot et un leurre, et que toute la différence sera bientôt de gémir sous un seul, au lieu de gémir sous plusieurs.

Pour les exilés, en tout cas, c'était bien fini, cette fois, et Rinaldo, tout porté qu'il fût à l'espérance, ne se fit plus d'illusions. Il pensa, quoique vieux, à un voyage d'outre-mer [2] : dès l'an 1406, il avait fait vœu d'aller au Saint-Sépulcre [3], et il était bien aise de s'éloigner d'Ormanno, fils ingrat, insoumis [4]. Il venait de marier à Gherardo Gambacorti, fils de l'ancien seigneur de Pise, une de ses filles, promise dans les temps prospères à Piero Panciatichi, refusée aux jours de disgrâce par cet homme positif [5]. Le vieil athlète se croyait libre, quand la mort le saisit à Ancône, au port de départ, entre les bras des siens [6].

1. Voy. par ex. la condamnation de Rinaldo et autres. (*Commiss. Rin.*, III, 666, le mot de libre, liberté, s'y retrouve au moins quatre fois.

2. « Cum ejus ætatem et annos considero, vereor ne maris tædium ac labor ejus senectutem obruat. » (Lettre de Francesco Filelfo, 18 oct. 1440. *Commiss. Rin.*, III, 673.)

3. Dans ses notes, à la date du 19 décembre 1406, on trouve : « Promissio sancti sepulcri. » (*Commiss. XVII Rin.*, I, 116.)

4. « Dum tibi mavis quam patri obsequi, omnibus es ridiculo. » (Lettre de Filelfo à Ormanno. 30 oct. 1444. *Ibid.*)

5. Cavalcanti, l. XIV, c. 35, t. II, p. 151.

6. M. Guasti établit cette date. Voy. *Commiss. Rin.*, III, 677. Cf. Machiavel, V, 83; Ammirato, XXI, 32.

De ses trois fils, aucun ne devait revoir Florence. Deux d'entre eux, Maso et Giovanni, sont déjà citoyens d'Ancône avant la mort de leur père [1]. L'aîné, Ormanno, compromet bassement la dignité de l'exil. Besogneux et voulant retirer la dot de sa femme, il l'envoie elle-même à Florence, non sans risques pour sa liberté ou sa vie; voulant obtenir un prêt de cent ducats, il s'adresse à Giovanni de Cosimo, au fils du mortel ennemi de son père [2]. Le premier de la famille à qui il sera donné de rentrer dans la patrie, c'est un petit-fils de Maso, un arrière-petit-fils de Rinaldo, et seulement en 1478 [3], sous la domination de Lorenzo, fils de Piero. Ni Piero ni Cosimo n'avaient tenu pour inoffensifs ces gens dégénérés.

Il convenait de suivre, pour n'y plus revenir, les destinées de cette famille, grande dans le passé : d'abord parce que sa défaite sans retour montre le sensible et rapide affermissement de Cosimo, ensuite parce que telle fut aussi la destinée moins bien connue de mainte famille qui n'a pas trouvé, pour en rechercher et en retracer les vicissitudes, un Passerini, comme les Alberti, ou un Guasti, comme les Albizzi. Nous revenons maintenant au lendemain d'Anghiari, et aux autres conséquences de ce grand succès.

La possession de Borgo San Sepolcro promettait d'amples fruits de la victoire et permettait de les cueillir. Bernardetto des Medici, un des commissaires à l'armée, obtient la soumission de diverses places [4]. Neri

1. 24 févr. 1441. (*Commiss. Rin.*, III, 681.)
2. Voy. les deux lettres dans *Commiss. Rin.*, III, 680-681.
3. M. Guasti donne les documents. (*Ibid.*, p. 682.)
4. Valialla, Monteagutello, Monterchi. Voy. Lettre de Bernardetto aux Dix, 4 juillet 1440, dans G. Capponi, II, 25, n. 1.

Capponi, son collègue, et Niccolò Gambacorti soumettent les châteaux révoltés du Casentino, chassent Battifolle de ses fiefs héréditaires. L'imprudent comte de Poppi aura été le dernier des Guidi exerçant une souveraineté en Toscane. L'outrage ne manque pas à son départ. Comme il se retirait avec sa femme, ses enfants et quarante mulets chargés (31 juillet)[1] : — Vous êtes libre, lui dit avec une dure ironie Neri Capponi, d'aller vous faire grand seigneur en Allemagne. — C'est vous que j'y voudrais voir! — répond l'insulté ; et l'insulteur lui rit au nez[2]. Rien de plus commun chez les Florentins que la raillerie aux vaincus[3], si ce n'est l'engouement pour les vainqueurs. Neri et Bernardetto furent « enguirlandés de dons triomphants[4] ». — « Le Conseils décidèrent de leur conférer la chevalerie, et, s'ils la refusaient, de leur donner un pennon, un cheval harnaché, un heaume magnifique et un bouclier aux armes du peuple. Ils acceptèrent ces dons, et de la *parte guelfa* d'autres semblables[5]. » Ils passaient pour d'habiles capitaines, uniquement parce que Michele Attendolo avait eu quelque flair militaire. C'est que les résultats obtenus avaient leur prix. Ils auraient pu être plus grands par la poursuite de Piccinino[6] ; mais ce n'était

1. Fragments de lettres des 25 et 31 juillet dans G. Capponi, II, 25, n. 2; Boninsegni, p. 74; Bonincontri, XXI, 150; Poggio, XX, 414; Machiavel, V, 84 A ; Ammirato, XXI, 31.

2. Neri Capponi, *la Cacciata del conte di Poppi,* XVIII, 12-20.

3. On peut voir dans Ammirato (XXI, 30) celle qu'ils se permirent envers Eufrosina, veuve de Bartolommeo de Pietramala, obligée de leur abandonner Monterchi.

4. Cavalcanti, *Seconda Storia*, c. 16. II, 158.

5. Neri Capponi, *Comment.*, XVIII, 1197. Boninsegni, p. 73, dit simplement : « Donarono di cavalleria... » sans parler de ce refus du ceinturon que laissent entendre les paroles de Neri.

6. Machiavel, V, 83 A.

pas, nous l'avons vu, la faute des commissaires si Piccinino avait pu se retirer librement.

Heureux d'avoir vaincu, Cosimo n'aspirait qu'à ne plus vaincre : il voulait la paix pour assurer ses conquêtes, comme pour affermir son pouvoir. A cette heure bénie de sa fortune ascendante, il ne devait pas longtemps attendre ce repos ; en effet, les vicissitudes de la guerre lassaient, en Lombardie, les plus belliqueux. Tantôt vainqueur, tantôt vaincu, ne poussant jamais à fond ses avantages, parce qu'il tient à ménager son futur beau-père, ses futurs domaines[1], Sforza aurait pu payer cher sa tactique, si Piccinino qui, par son habile stratégie, l'avait assiégé dans son camp[2], n'eût compromis, par sa maladresse politique, un succès presque assuré.

Il crut à tort l'heure venue de faire au duc ses conditions : il lui écrivit qu'à l'âge de la retraite, et après tant de services rendus, il ne possédait pas un coin de terre pour sa sépulture, et il demanda Plaisance ou son congé avec tant de bruit, tant d'éclat, que l'appétit en vint à ses compagnons d'armes. Luigi de San-Severino veut Novare ; Luigi del Verme, Tortona ; Taliano réclame Furlano, Bosco, Figaruolo dans l'Alexandrin ; les autres, à l'avenant. En l'absence de tout héritier légitime, ne peut-on découper l'héritage du duc, même de son vivant[3] ? Mais ce seigneur le prit mal : il aima mieux céder à son ennemi qu'à d'exigeants serviteurs ; il mit en avant un prétexte admirable de sa part et dans son

1. Voy. le détail dans *Ist. Bresc.*, XXI, 820, 822 ; Sabellico, L. V, f°s 628-642 ; Simoneta, XXI, 289-302 ; Poggio, XX, 416 ; G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 169 ; Ammirato, XXI, 33.

2. Simoneta, XXI, 304 ; Neri Capponi, XVIII, 1198 ; Platina, XX, 838 ; Sabellico, l. V, f° 634 ; Ammirato, XXI, 34.

3. Simoneta, XXI, 306 ; Machiavel, VI, 85 B ; Ammirato, XXI, 35.

siècle : le respect de la parole donnée. Sur l'heure du tard, il se souvenait d'avoir promis sa fille à Francesco Sforza. Sérieusement, cette fois, quoique en secret, il lui offrit d'être l'arbitre des conditions de la paix ; il lui promit en dot Crémone avec son territoire, pour nantissement de tout ce que Piccinino avait pris sur le territoire de Bergame[1].

Piccinino fut au désespoir : un autre récoltait ce qu'il avait semé. Mais menacé de pis, et notamment d'être livré à son rival[2], il dut faire bon visage à mauvais jeu. Dans une entrevue qu'il eut avec Sforza, on vit ces bons apôtres se jeter les bras autour du col, et s'entre-baiser sur la bouche, en pleurant de joie[3]. Les deux camps se fondirent en un seul, ne furent plus qu'aux fêtes et aux festins. Un barbon de quarante ans célébra ses noces avec une fillette de seize (24 octobre), et prit possession de Crémone, de Pontremoli[4]. Il n'avait rien perdu pour attendre, et le riche héritage était au bout.

Abandonnées de lui, Venise et Florence ne pouvaient que subir son arbitrage. A Cavriana, le 20 novembre 1441, il leur dicta les conditions de la paix. Comme à l'ordinaire, chacun des contractants devait recouvrer ce que lui avaient fait perdre les hostilités : c'était à glacer les ambitions guerrières. Dans Venise satisfaite ou résignée, Sforza put rejoindre les négociateurs florentins, Neri Capponi et Agnolo Acciajuoli, sans craindre le tragique sort de Carmagnola, que son très prudent beau-

1. Simoneta, XXI, 306.

2. Sabellico, l. V, p. 645 ; Platina, XX, 838 ; Machiavel, VI, 85 B ; Ammirato, XXI, 35.

3. *Ist. Bresc.*, XXI, 828 ; Poggio, XX, 418 ; G.-B. Poggio, *Vita di Nic. Picc.*, p. 169.

4. Bonincontri, XXI, 82. Le contrat de mariage, daté du 25 octobre 1441, se trouve dans l'*Archivio Sforzesco*, Bibl. nat., ms. ital. 1583, f° 14.

père lui montrait en perspective[1]. Florence nageait dans la joie : son ancien *condottiere*, son allié de la veille devenait puissant, elle pouvait faire enfin des économies et digérer sa lourde proie du Casentino. Son maître discret était au comble de ses vœux : il allait jouir et s'affermir. Le moins content, c'était Eugène IV. S'il recouvrait la Romagne, s'il évitait que Piccinino s'implantât à Pérouse et à Sienne[2], il sentait bien qu'on ne pouvait retirer au médiateur, à l'arbitre de la paix, ce qu'il possédait de terres ecclésiastiques[3]. Là était le point noir, qui devait grossir bientôt, et qui annonçait de nouveaux orages.

1. On peut voir le texte du traité dans *Archivio Sforzesco*, copies n° 1597, f°s 17-32.

2. Neri Capponi, XVIII, 1199.

3. Simoneta, XXI, 310; Neri Capponi, XVIII, 1198; Sanuto, XXII, 1102; Sabellico, l. V, f° 645; Poggio, XX, 419; Navagero, XXIII, 1108; Machiavel, VI, 85 B; Ammirato, XXI, 36.

CHAPITRE II

AFFERMISSEMENT DE COSIMO PAR LA POLITIQUE INTÉRIEURE.

— 1435-1444 —

Efforts de Cosimo pour attirer à Florence le concilo de Bâle et de Ferrare. — Le pape et l'empereur grec à Florence (27 janvier, 16 février 1439). — Réunion du concile à S. M Novella (26 février). — Débats sur l'union. — Séance de clôture (6 juillet). — Avantages que les Florentins retirent du concile. — Mauvais gouvernement de Cosimo. — Rivalité de Cosimo et de Neri Capponi. — Attaque detournée contre ce dernier. — Baldaccio d'Anghiari. — Son passé. — Meurtre de Baldaccio (6 septembre 1441). — Indignation en Italie. — Amoindrissement de Neri Capponi. — Gestion financière de Cosimo. — Annulation du *catasto* (1441). — La *scala* ou impôt progressif. — Multiplicité des taxes. — L'impôt de la *graziosa* (1443). — Rigueurs de la perception. — Émigration. — Condamnation des *morosi*. — Mauvaise foi envers les créanciers de l'État. — Agiotage sur les titres des *monti*. — Conséquences morales des ruines privées. — L'État usurier. — Opposition persistante des classes élevées. — *Balie* pour les dompter (1444). — Nouvelles rigueurs. — *Balie* pour rendre inutile le tirage au sort. — Revision des lois et statuts.

Pendant que s'accomplissaient au dehors les événements politiques et militaires rapportés dans le précédent chapitre, Cosimo, qui en profitait sans les avoir dirigés, dirigeait au dedans toutes choses. Déjà, selon Guicciardini, il devenait maître absolu, et, comme toujours, ne cherchait que son bien particulier[1]. Ce fut son habileté de le trouver plus d'une fois dans le bien général. Du premier coup, il obtenait pour Florence l'honneur, vainement recherché par l'oligarchie, de devenir

1. « Avendo i Medici sempre per ultimo fine il ben suo particulare... che ad ognuno fussi noto che loro erano i padroni assoluti. » (*Del reggimento di Firenze. Opere inedite*, II, 41, Flor., 1858.)

le siège d'un concile. En 1408, les Albizzi avaient dû se contenter d'en voir un réuni à Pise sous leur protection, et le concile de Pise, sans résultats pour la religion, avait été sans profit pour la République[1]. Le concile de Florence allait faire une autre figure dans l'histoire et servir les intérêts de la ville qui lui donnait l'hospitalité, plus encore ceux de la famille ambitieuse qui avait détourné vers l'Arno ce Pactole.

Tout récemment les pères de Bâle, acharnés à poursuivre l'œuvre de Constance, venaient de citer devant eux Eugène IV, et, sur son refus d'obéir, de le déclarer contumax (1er octobre 1437)[2]. C'était un nouveau schisme en perspective. Les ambassadeurs des princes avaient donc protesté pour la plupart, et le pape enhardi transférait le concile à Ferrare[3].

Fut-ce un coup de tête, inspiré par le dépit? Non, la pensée, chez lui, en était déjà ancienne, et elle se justifiait par de sérieuses raisons. Depuis longtemps il négociait avec l'empereur byzantin. Jean Paléologue, menacé par les Turcs, cherchant des protecteurs à sa couronne, se prêtait à traiter de la réunion des deux Églises grecque et latine[4]; mais il ne voulait pas, et son clergé moins encore, d'un lointain voyage vers quelque ville de France ou d'Allemagne : il avait refusé Bâle, Avignon, les villes de Savoie[5]. Eugène, alors,

1. Voy. notre t. VI, p. 170-176.

2. *Ann. eccl.*, 1437, § 18, t. XXVIII, p. 248 ; Labbe, t. XII, p. 592. Voy. sur ces affaires du concile, Sismondi, VI, 91 sq., et Reumont, *Lorenzo de' Medici il magnifico*, c. 7, t. I, p. 170 sq. Leipzig, 1874.

3. Labbe, t. XIII, p. 876.

4. Sur les origines de cette question, voy. Vast, *le Cardinal Bessarion*, l. I, ch. 4, p. 37 sq. Paris, 1878.

5. *Ann. eccl.*, 1434, § 13, t. XXVIII, p. 176 ; Labbe, XIII, 578, 580.

avait proposé Ferrare ; au besoin il eût proposé Constantinople, sauf à déléguer la présidence à un légat[1].

De bonne heure ces pourparlers avaient suggéré à Cosimo l'espoir d'attirer le concile à Florence. Dès le 3 juillet 1436, il adressait à Bâle de formelles propositions. Comme il promettait les soixante-dix mille florins réclamés par les cardinaux et prélats pour se déplacer, il se croyait assuré du succès. Le 28 août de la même année, toutes les dispositions étaient prises dans la ville, et quant au chiffre des pensions, au choix des demeures, au prix des vivres, la Seigneurie s'en remettait à la discrétion du légat[2]. « Aux Grecs on donnera, écrivait-elle, vingt-cinq maisons, *absque ulla mercedis pensione*. Pour les recevoir, avec l'empereur et le patriarche, on enverra deux grosses galères armées à Constantinople, on y en laissera deux pour garder cette capitale pendant l'absence du souverain. Si soixante-dix mille florins ne suffisent pas, on ira jusqu'à cent mille[3]. » Le bruit s'étant répandu que les abords de Florence ne sont pas sûrs, on rassure les cardinaux de Sainte-Sabine et de Saint-Pierre (30 octobre) : il est faux que Piccinino ait paru aux portes de la ville ; c'est sur le territoire de Lucques qu'il est venu, et, comme on lui a opposé Sforza, il ne s'est pas avancé davantage. Un peu plus tard (24 décembre), on proteste contre cette assertion que la République a une ligue avec le pape : elle n'a pour lui que la révérence due à sa dignité[4]. Le mensonge a toujours

1. *Ann. eccl.*, 1435, § 8, t. XXVIII, p. 192.
2. Doc. dans Giuseppe Müller, *Documenti sulle relazioni delle città toscane coll' Oriente cristiano e coi Turchi fino all' anno* 1531, p. 159. Flor., 1879.
3. *Ibid.*, p. 161.
4. *Ibid.*, p. 162, 163.

été diplomatique; mais celui-là était effronté et ne peut s'expliquer que par quelque réticence ou quelque abus de mot, d'interprétation.

Pendant toute l'année 1437 se poursuivent les pourparlers. Il faut réfuter les objections soulevées, établir qu' « aucun sol n'est plus riche que celui de Florence, ne produit le vin, l'huile, le blé, les fruits en meilleure qualité. C'est un verger, avec plus de maisons de campagne qu'on n'en trouve nulle part. Les territoires fertiles de Prato, de Pistoia, de Pise, d'Arezzo assurent la subsistance. Les édifices sont admirables. Qui parle de guerre civile? Il n'y a que quatre ou cinq exilés de marque. Nul besoin d'une citadelle. Enfin, arriver à Florence est facile, soit en venant par mer jusqu'à Pise, soit en débarquant à Ravenne et en traversant l'Italie par la route de Rimini [1]. »

A la grande déception des Florentins, Ferrare n'en avait pas moins obtenu la préférence. Le concile s'y ouvrit le 8 janvier 1438, mais presque dans le désert. Les Grecs, le patriarche de Constantinople, l'empereur n'ont nulle hâte : ils arrivent les uns après les autres, et ce dernier seulement le 4 mars [2]. Puis, en avril, on veut attendre les princes d'Occident et les pères de Bâle; on perd ainsi le temps jusqu'au 8 octobre : alors, après cette longue et vaine attente, s'ouvre la première session des deux Églises [3].

1. Gius. Müller, *Docum.*, p. 167, 168.

2. Lettre de la seigneurie de Venise à Marco Dandolo, orateur auprès du pape, 17 février 1438, dans Buser, *Die Beziehungen der Mediceer zu Frankreich*, append., p. 349. Cf. Vast, *le Card. Bessarion*, l. II, c. 1, p. 53 note et 59.

3. On trouve les *acta græca* du concile, source du premier ordre, dans Labbe, t. XIII, p. 5-824, et aussi dans les collections des conciles d'Hardouin, t. IX, et de Mansi, t. XXXI. M. Vast donne avec soin toutes les

Cosimo, à ce moment, boudait un peu. On le voit entretenir d'amicales relations avec ces pères de Bâle qui refusaient de venir à Ferrare, leur prêter deux mille florins d'or, remboursables sur le prix des indulgences accordées à quiconque favoriserait la réconciliation des Grecs avec Rome[1]. Mais les circonstances le servirent : il put bientôt reprendre son dessein d'accaparer le concile. Ferrare n'était pas sans inconvénients : le pape y craignait un coup de main de Piccinino, maître de Bologne et de la Romagne, le départ des Grecs, trop voisins de la mer et de leur pays, peu disposés à s'éterniser en Italie, surtout s'ils y entendaient le bruit des armes. Il manquait d'argent pour subvenir à leurs besoins, ou n'avait que celui de Cosimo, qui lui en promettait bien davantage, s'il venait à Florence. La peste l'y décida. Elle venait d'éclater à Ferrare, et, selon l'usage, elle mettait tout le monde en fuite[2]. Le 22 janvier 1439, un noble de l'empire d'Orient, Jean Dissipato, arrivait à Florence, chargé de visiter les maisons destinées aux Grecs[3]. Succès notable, dont Venise se montra jalouse : — Vous voulez le pape, disaient les seigneurs vénitiens, vous voulez le concile, vous voulez Lucques ; du monde entier vous ne seriez pas contents[4].

Le 27 janvier, Eugène IV faisait son entrée dans cette Florence où il avait si longtemps résidé. Il y fut

sources, les plus récentes comme les plus anciennes. Voy. *le Card. Bess.*, p. 47, 48, 56, 63, etc.

1. L'acte de restitution, daté du 31 août 1438, a été publié par M. Luciano Scarabelli, *Dichiarazione di documenti di storia piemontese*, dans *Arch. stor.*, 1re sér., t. XIII, p. 299, note 3.

2. Voy. notre t. VI, p. 96, 115, 238-242, 382, note 1.

3. Le cardinal de Sant' Angelo écrivait de Ferrare, pour recommander Dissipato à Giuliano et Lorenzo des Medici. *Doc.*, dans Gius. Müller, p. 172.

4. Cavalcanti, l. XI, c. 13, t. II, p. 25.

suivi, le 12 février, du patriarche, et, le 16, de l'empereur[1]. C'est à l'empereur, nouveau venu, que fut réservée la magnificence des réceptions. Cosimo s'était fait nommer gonfalonier de justice, pour avoir officiellement le droit de présider à ces solennités. Il vint à pied, avec la Seigneurie, au-devant de Paléologue, jusqu'aux portes de la ville. Leonardo Bruni, chancelier de la République, conduisit le César grec aux maisons des Peruzzi exilés, qui lui étaient assignées. Les fifres et autres instruments remplissaient l'air de leurs notes bruyantes. Dans les rues décorées avec éclat, aux fenêtres, sur les murs, sur les toits, se pressait une foule immense, qui avait revêtu ses habits des jours de fête. Par malheur, un violent orage dispersa tout ce monde, sauf le cortège, qui, même en changeant, en abrégeant l'itinéraire, ne parvint à destination que mouillé jusqu'aux os[2].

Le 26 février, pour la première fois, se réunit le concile. Santa-Maria Novella lui ouvrit ses portes : comme par le passé, Eugène IV s'y était établi. Le 13 avril seulement commencèrent les débats sur l'union. Nous n'avons point à les rapporter ici. Les choses, on ne l'ignore pas, furent loin d'aller à souhait[3]. Divers membres de l'assemblée voulaient s'éloigner : il fallut, sur le conseil de Bessarion, archevêque de Nicée, les retenir comme captifs ; on arrêtait jusqu'à ceux qui sortaient dans la campagne pour la moindre excursion de plaisir[4]. Une minorité seule se prononçait pour réunir les deux Églises. Voyant, un jour, le plus grand nom-

1. Leon. Morelli, *Del.*, XIX, 170, 171 ; Boninsegni, p. 68.
2. *Acta græca*, dans Labbe, XIII, 120 ; *De ingressu Græcorum in civitatem Flor.*, *ibid.*, p. 1032. Vast, l. II, c, 2, p. 75.
3. On peut suivre les débats dans Vast, p. 78 sq.
4. Vast, p. 84.

bre s'abstenir de voter, l'empereur s'écria : — Pourquoi ceux des bancs inférieurs restent-ils muets? — Ce simple mot opéra des conversions soudaines. — Tout le monde accepte et consent[1]! répondit le métropolitain de Nicomédie. — Et personne n'y contredit. Mais que valaient les conversions? La défiance était née. Des commissions peu nombreuses et bien composées remplacent les sessions générales. A son éloquence désormais sans emploi, Bessarion substitue sa diplomatie : il sert d'intermédiaire entre le pape et l'empereur, il négocie les adhésions, sans trop de succès tout d'abord. Pour les arracher en nombre suffisant, il fallut priver les pères grecs de leur petite pension[2]. Cet expédient sacrilège a plus d'une fois réussi.

Le 6 juillet, dans Santa-Maria del Fiore eut lieu la séance de clôture. Le pape officiait. Les pères, au nombre de plus de cinq cents, latins et grecs, avaient revêtu leur grand costume sacerdotal. Le cardinal Cesarini lut à haute voix la rédaction latine du décret, et Bessarion la rédaction grecque[3]. L'un et l'autre, ils tenaient sous leurs yeux un long parchemin en deux colonnes, avec les deux rédactions en regard. Puis, ils s'embrassèrent, en signe de l'union rétablie. Un long défilé termina la cérémonie : tous les Grecs, l'empereur en tête, puis tous les Latins, vinrent fléchir le genou devant le pape. Après six siècles de séparation, l'accord était un événement. Pour en conserver le souvenir, une inscription fut gravée dans le marbre, à côté de la sacristie du

1. Syropoulos, sect. VIII, c. 5, dans Vast, p. 84.
2. Vast, p. 104, 107.
3. Ammirato (XXI, 19) dit, au lieu de nommer Bessarion, « un prélat grec dont il ne se rappelle pas le nom ». Bessarion était pourtant assez considérable et assez connu.

Dôme. On fit bien, car cet acte solennel n'était pas de durée : l'Église grecque devait plus tard rejeter l'union, sauf une congrégation peu nombreuse, qui, aujourd'hui encore, porte en Orient le nom de Grecs unis[1].

Un peu par l'effet du hasard, beaucoup par l'habileté de Cosimo, Florence venait de reprendre son rôle séculaire de ville guelfe par excellence. Le concile qui allait porter son nom dans l'histoire était une réaction guelfe contre l'esprit de révolte religieuse qui soufflait au début du xve siècle, qui menaçait la suprématie des papes dans ce qu'elle avait de trop absolu, et qui venait d'en affranchir la France, l'Allemagne, par les pragmatiques de Bourges et de Francfort. Ce concile de combat supprime toutes les restrictions apportées à cette suprématie, la met au-dessus même de l'Église assemblée, et une déclaration si grave n'est nullement platonique : elle aura son effet jusqu'au grand déchirement de la Réforme, elle deviendra la loi de l'Église dans les temps modernes, et, plus que jamais, de nos jours. En attendant, le concile de Bâle se voit abandonné de ses plus illustres champions; les pragmatiques ne tardent pas à tomber; l'union a relevé le prestige d'Eugène IV

1. *Ann. eccl.*, 1439, § 1, t. XXVIII, p. 289; Labbe, XIII, 509; Boninsegni, p. 70; Ammirato, XXI, 15-19; Gibbon, ch. 66, éd. du *Panth. Litt.*, t. II, p. 840-44; Vast, p. 108. On trouve à la Laurentiana et à l'Archivio di Stato des exemplaires de l'Union, avec les signatures du pape, de l'empereur et des pères. (G. Capponi, II, 14, note.) Cf. Cecconi, *Studi storici sul concilio di Firenze;* Paul Calligas, prof. à la Fac. de droit d'Athènes, Μελέται καὶ λόγοι, recueil de quatre études, dont la première roule sur le concile de Florence, Athènes, 1882, 1 vol. 8° de 550 p.; Warschauer, *Uber die Quellen zur Geschichte der Florentiner Concils*, dissertation inaugurale, Breslau, 1881; Markos Renieri, Ἱστορικαὶ μελέται. Τὸ Βυζάντιον καὶ ἡ ἐν Βασιλείᾳ σύνοδος, Athènes, 1882. On peut voir la notice bibliographique placée en tête de l'ouvrage de M. Vast, et particulièrement les ouvrages de M. Von Gœthe, *Studien und Forschungen über das Leben und die Zeit des cardinal Bessarion*, Iéna, 1871, et de M. Fromman, *Zur Kritik des Florentiner Unions Decret*, Leipzig, 1870.

et du saint-siège, non sans augmenter celui de Cosimo et de la cité brillante qui subit sa loi [1]. L'orthodoxie militante s'y rencontre avec le génie de la Renaissance ravivé par le passager séjour de tant de Grecs. Ces Grecs ont aussi séjourné à Ferrare, et Ferrare pourtant ne s'en est guère ressentie : c'est qu'il y a, comme dit l'Église, des vases d'élection.

De moindres avantages, mais fort sensibles encore, furent en outre la conséquence des relations nouées avec l'empereur byzantin. Son départ était fixé au 26 avril [2]. Il alla visiter les Seigneurs sur la *ringhiera ;* il fit le gonfalonier Filippo Carducci comte du palais, avec le droit de porter dans ses armes l'aigle impériale à deux têtes, de créer des notaires, de légitimer ses fils naturels, et cette dernière prérogative aurait été, paraît-il, étendue aux huit prieurs. La République obtint des exemptions de gabelles et des grâces dans toute l'étendue de l'Empire, lequel, il est vrai, ne s'étendait guère au delà des murs de Constantinople. Dans cette capitale, la maison du consul pisan fut donnée aux Florentins, pour que le leur y demeurât, et les privilèges dont jouissait dans la Romanie entière la République pisane leur furent reconnus, puisqu'ils l'avaient remplacée [3]. Ce n'était, au surplus, qu'échange de bons procédés. Le pape, ne pouvant fournir aux Grecs la flotte et l'ar-

1. Voy. Vast, p. 112, 113.

2. Cambi (*Del.* XX, 220) dit le 16, mais ce ne peut être qu'une faute d'impression. La date du 26 est donnée par Morelli (*Del.* XIX, 170); or Pâques étant tombé, en 1439, le 5 avril, le mercredi, qu'indique Cambi, est bien le 26 et non le 16.

3. Cambi, *Del.* XX, 220; Ammirato, XXI, 19. Les promesses faites furent tenues. On peut lire dans Giuseppe Müller (p. 172, 174), les diplomes rédigés en grec et datés d'août 1439, qui confèrent aux prieurs florentins, avec les privilèges des Pisans, le droit de créer des notaires impériaux.

mée qu'il leur avait promises contre les Turcs, leur faisait remettre par Cosimo, banquier du saint-siège, un acompte de douze mille florins. Lui-même, quittant à son tour Florence pour continuer à Rome le concile sans Grecs, comprenait dans une promotion de dix-sept cardinaux un Florentin, Alberto des Alberti, membre de cette famille si longtemps infortunée, dont la défaite de l'oligarchie avait seule fait cesser le cruel exil[1].

Cosimo, désormais, était assez grand pour ne plus craindre; mais c'est le destin du pouvoir absolu de craindre toujours. Il ne peut tolérer rien de grand autour de lui. Il doit, avant de s'adoucir, tout réduire en poussière à ses pieds. Ce marchand en passe de devenir auguste ne croyait point que la douceur lui fût permise, et la sévérité dont il continue de faire preuve n'a rien amélioré. Loin de là, Cavalcanti « rougit d'un si mauvais gouvernement[2] »; il constate que « toutes les belles manières de la vie civile se transforment en injures, rapines, adultères et autres abominations qui sont la négation de toute vie politique[3] ». Au début de son indigeste, mais curieux ouvrage, il avait appelé Cosimo « homme divin plutôt que mortel[4] »; plus tard, il rappelle ce mot, mais pour le rétracter, car « où entre la prospérité, suivent l'ingratitude et l'orgueil[5] ». Sur le maître se modèlent ses amis. Puccio, qui a donné son nom au parti[6], acquiert en très peu de temps de

1. *Ann. eccl.*, 1442, § 1, t. XXVIII, p. 386. Eugène aurait quitté Florence en décembre 1439 selon Morelli (*Del.* XIX, 170), en février 1440, selon Cambi (*Del.* XX, 226).

2. Cavalcanti, *Seconda Storia*, c. 28, t. II, p. 197.

3. *Ibid.*, c. 1, p. 156.

4. L. I, c. 1, t. I, p. 3.

5. *Seconda Storia*, c. 1, t. II, p. 156.

6. Voy. notre t. VI, p. 383.

très grandes richesses, par des moyens déshonnêtes. Or, « plût au ciel, ajoute notre auteur, qu'il n'y eût pas, dans la République, de plus mauvais citoyens[1] » ! Et il y en a en si grand nombre qu'il s'en prend à « l'universalité[2] ». C'était un ennemi, disent les apologistes de Cosimo, et il sortait des *Stinche*. Soit; mais il y était entré en 1427, sous l'oligarchie[3], et il recouvrait sa liberté sous le régime nouveau. Personne ne cite quelque offense, quelque blessure postérieure, propre à égarer son jugement. On ne l'appelle ennemi que parce qu'il est sévère. Que n'en dit-on autant de G.-B. Poggio, qui parle, à son tour, des « honteuses coutumes de la République, à peine dignes, en aucun temps, d'une cité libre[4] » ? Cosimo est sacré. Ainsi le veut la légende. C'est le règne de l'idée préconçue, et il dure depuis quatre cents ans.

Sortons des généralités. Rien ne vaut de voir l'homme à l'œuvre, dans ses rapports avec les principaux Florentins. Plus qu'aucun autre, Neri Capponi avait le droit d'être jaloux de lui, et l'on peut croire qu'il l'était au fond du cœur; mais sa parole ne manquait jamais de courtoisie; il se résignait même d'assez bonne grâce à servir le maître qu'il n'espérait ni renverser ni remplacer[5]. Qu'importe? il avait des torts irrémissibles : plus de réputation, selon Cosimo luimême, et peut-être de cervelle que les plus renommés citoyens[6]. Il passait pour sobre, tempérant, entendu

1. Cavalcanti, *Seconda Storia*, c. 23, t. II, p. 189.
2. *Ibid.*, c. 1, t. II, p. 156.
3. *Ibid.*, p. 155, n. 1.
4. *Vita di Nic. Piccinino*, p. 147.
5. Passerini voit en lui l'homme de l'opposition légale, qui ne conspira jamais. (*Arch. stor.*, 3e sér., t. III, part. 2, p. 144.)
6. Guicciardini, *Storia fiorentina*, c. 1, *Op. ined.*, t. III, p. 7.

aux affaires, secourable aux besogneux, juste pour les riches et les puissants, prévoyant dans le danger, patient dans l'adversité, modeste dans le succès [1]. Souvent ambassadeur et commissaire aux camps, il avait des relations nombreuses dans les cours, parmi les *condottieri*, même parmi les soldats. C'est à lui surtout qu'on rapportait l'honneur de la brillante journée d'Anghiari et de l'heureuse conquête du Casentino. La victoire n'était-elle pas héréditaire dans sa famille? N'est-ce pas à son père que Florence devait l'acquisition de Pise? Cosimo n'avait point à son actif pareille gloire : la comparaison ne lui était nullement favorable. L'un est plus riche, écrivait Cavalcanti, l'autre est plus sage [2]. Sur la direction des affaires publiques, ils n'étaient pas toujours d'accord. Par exemple, à l'alliance de l'aventurier Sforza Neri préférait celle de la puissante Venise. Il pouvait assumer, quelque jour, avec plus de prudence, le rôle de Rinaldo hors de combat. Cosimo le tenait donc en suspicion, affectait de le redouter, s'exonérait ainsi de toute reconnaissance pour cette victoire d'Anghiari qui l'avait définitivement mis hors de pair. Oserait-il prendre le taureau par les cornes, attaquer de front ce rival en perspective, trop habile pour prêter le flanc? Non : s'il était d'avis qu'on ne gouverne pas avec des patenôtres [3], il avait les mœurs cauteleuses de ceux qui les marmottent. Ne pas toucher à Neri et pourtant l'amoindrir, lui donner une leçon qui profiterait à tous, tel fut le calcul, le dessein de cet artisan de ruses, de ce politique ténébreux.

1. Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 25, t. II, p. 192.
2. *Ibid.*, c. 16, p. 159.
3. G. Capponi, *Stor. di Fir.*, II, 30.

Vivait pour lors à Florence un capitaine de fantassins, Baldaccio d'Anghiari, qui passait pour le bras droit de Neri Capponi. « Si Neri voulait s'opposer aux volontés de Cosimo, on estimait qu'à l'aide de Baldaccio, il pourrait, une fois gonfalonier, bouleverser la République [1]. » Lui, réputé vertueux, il avait mis sa confiance dans un homme de sac et de corde, dont la vertu était le moindre souci. Baldaccio, en somme, était redouté. On citait de lui des traits de bravoure [2], et l'on ne parlait que tout bas de certaines aventures fort peu à son honneur. Dès l'année 1420, il avait dû perdre ses biens et la tête, pour avoir mis à mort un des chefs de sa patrie. En 1424, après la bataille de Zagonara, il s'était retiré dans son château de Ranco pour y vivre en brigand. On le voyait tuer un de ses ennemis, attaquer, blesser, bâillonner, lier et laisser dans un bois un voiturier de Florence, pour lui prendre des marchandises, de l'argent qu'il portait. Obligé de fuir, il était de nouveau condamné par contumace à la potence pour le vol, et, de plus, à cinq cents livres de réparation pour le meurtre [3]. Cette fois, il criait effrontément à l'injustice : sa victime l'avait injurié, et, après tout, elle n'était pas morte de sa blessure ; quant au vol, il faut bien vivre, et ainsi vivaient les soldats.

Une si belle défense l'avait sans doute rendu plus blanc que neige, car en 1430, en 1435, il est à la solde des Florentins, avec paye entière, quoiqu'il n'entre-

1. Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 16, t. II, p. 160. Machiavel a dû s'inspirer de cette assertion pour écrire les premières lignes de son livre VI.

2. Boninsegni, p. 75 ; Cavalcanti, l. VIII, c. 5, t. I, p. 489.

3. Voy. le travail de Passerini sur Baldaccio dans l'*Arch. stor.*, 3e sér., t. III, part. 2, p. 132. Il a été fait sur les archives, et il est suivi de deux documents, avec un *regesto* des autres.

tienne pas sur pied le nombre d'hommes auquel l'obligeait sa *condotta*. En 1437, on le fait citoyen, on le dispense de se construire, conformément aux statuts, une maison dans la ville, on lui en donne une de quatre cents florins; on l'exempte, sur sa demande, de tout *catasto*, de tout *estimo* [1]. Ainsi, il n'est pas moins en faveur sous Cosimo qu'au temps de l'oligarchie. Le 7 février 1439, quand il épouse Annalena Malatesta, — beau mariage pour un aventurier de son espèce, — il a pour témoins Neri Capponi, Piero Guicciardini, Luca des Albizzi, frère de Rinaldo et qui jamais n'avait marché avec sa famille, c'est-à-dire trois des plus considérables citoyens. Ce capitaine de fantassins a dû monter en grade, car on l'appelle alors *equitum peditumque conductor* [2].

Comme tel, il continue sa vie capricieuse de *condottiere*, au service tantôt de Florence, tantôt des ennemis de Florence, invariable seulement en ses procédés, le saccage, le vol, la cruauté, le parjure [3]. Aux reproches des Dix, il a une réponse toute prête : celui qu'il pille apportait des vivres à l'ennemi. Quelque paix passagère le réduit-elle à l'inaction? Ce sont des amis qu'il pillera, et le vicaire de Firenzuola s'en plaint : « Telle est l'indiscipline de ces hordes, que si elles restent ici trois ou quatre jours, elles ruineront ces Alpes pour dix ans ; elles chassent les gens de leurs habitations [4]. » Mais lui, il proteste : ses hommes ont été des moines, non des

1. Passerini, dans *Arch. stor.*, 3e série, t. III, part. 2, p. 134, 136.
2. Carta degli sponsali di Annalena Malatesta con Baldaccio d'Anghiari, *Giorn. degli arch. tosc.*, I, 42.
3. Passerini, *Arch. stor.*, 3e sér., t. III, part. 2, p. 137-139.
4. Lettre du 20 août 1439 aux Dix, Carteggio, t. XI, n° 118.

soldats [1]. De Firenzuola il s'achemine vers Piombino, puis vers Arezzo, pour s'approprier ces villes et s'enrichir : comme à tant d'autres, la principauté de Sforza lui ôte le sommeil. Enfin, la mesure est comble, le vase déborde : à Florence, sur les places publiques, on murmure de ses méfaits, on réclame son châtiment [2]. Longtemps on l'eût réclamé en pure perte, si Cosimo, en le frappant, ne se fût flatté d'atteindre Neri Capponi.

Il fallait une occasion : Eugène IV la fournit, en engageant Baldaccio au prix alléchant de huit mille florins d'or (5 septembre 1441). Cet ami de la veille n'allait-il pas devenir l'ennemi du lendemain [3] ? L'alarme était vive. Cosimo en profita pour donner le « conseil » d'en finir avec lui. Soigneusement déjà, il avait tout préparé pour faire le coup : Neri Capponi avait été envoyé à Venise en ambassade [4], et Bartolommeo Orlandini, installé depuis quatre jours dans les fonctions de gonfalonier de justice, non assurément sans imposer ce nom flétri à la piperie du tirage au sort [5]. Créature des Medici, audacieux, effronté, plein de haine pour les exilés [6], cet Orlandini était le lâche qui abandonnait, l'année précédente, le passage de

1. Passerini, *Arch. stor.*, ibid., p. 140.

2. *Ibid.*, p. 142. Voilà pourtant l'homme de qui Machiavel dit que Neri Capponi « per le sue virtù delle quali sempre era stato testimone l'amava (VI, 86 B) ». C'est Machiavel qui a induit Sismondi (VI, 111) à voir dans Baldaccio un homme considérable et honoré.

3. Vespasiano, *Vita di Giannozzo Manetti*, § 9, *Spicil. Rom.*, I, 658; Naldo Naldi, *Vita di Giannozzo Manetti*, R. I. S. XX, 544. Cet auteur écrit d'après Vespasiano.

4. G. Capponi, *Stor. di Fir.*, II, 31.

5. G. Capponi semble, à cet égard, penser comme nous, car il écrit ce mot accusateur : « Quasi che fosse scelto a quel fine. » (II, 28.)

6. Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 16, t. II, p. 161. Cet Orlandini avait déjà été gonfalonier de justice en mai 1438.

Marradi à l'invasion de Piccinino [1]. Baldaccio avait blâmé de vive voix et par écrit cette coupable faiblesse : il en était devenu la bête noire du nouveau chef de la Seigneurie. Celui-ci, muni de ses instructions, ardent à la vengeance, ourdit le complot avec les prieurs, ses collègues. Un seul, Cante Compagni, refusa d'y tremper; mais son âme timorée crut devoir garder le secret des délibérations.

Le 6 septembre, le cavalier du capitaine et huit de ses *fanti* étant cachés dans la chambre d'un des Seigneurs [2], ceux-ci mandent auprès d'eux Baldaccio, qui se promenait sur la place, sous le toit des Pisans [3]. Pendant une heure, qu'il employa peut-être à prendre conseil [4], Baldaccio diffère d'obéir; mais enfin il s'y décide, il entre au palais, rencontre Orlandini, parcourt, en causant avec lui, le couloir qui longe les chambres de la Seigneurie. A l'extrémité se tenait un des prieurs, Francesco de Tommaso. Sur un signe du gonfalonier, qu'il transmet sans retard, les *fanti* sortent de leur cachette, se précipitent sur la victime désignée, la renversent pour la lier, la couvrent de blessures pour triompher de sa résistance, la jettent presque morte par la fenêtre, dans la cour du capitaine. Sur le seuil de la porte on coupe la tête du misérable, et tout le jour son

1. Machiavel, VI, 86 B; Ammirato, XXI, 37. Ce dernier, par erreur, écrit Anghiari pour Marradi.

2 Ce prieur était Francesco de Tommaso Giovanni, qui a laissé des *ricordi* manuscrits où il énumère, quoique incomplètement, les méfaits de Baldaccio.

3. Naldo Naldi, XX, 545. Le toit ou loge des Pisans était l'endroit où se promenait le menu peuple. Voy. notre t. V, p. 50, n. 2.

4. *Arch. stor.*, loc. cit., p. 143. Cavalcanti prétend que c'est à Cosimo qu'il demanda conseil. (*Sec. Stor.* c. 16, t. II, 161.) Selon Machiavel (VI, 87 A), il obéit sans aucun soupçon.

cadavre reste exposé aux regards d'une multitude ivre de joie.

Mais cette joie ne dura point. Dès le lendemain, Florence, mieux éclairée, qualifiait ce meurtre d' « abominable et bestial [1] », cri d'indignation qui trouvait de l'écho dans toute cette Italie où Visconti et Sforza faisaient déchirer leurs sujets par des chiens, les ensevelissaient vivants. La République et l'homme « inique » qu'elle avait mis à sa tête en furent déshonorés [2]. Eugène IV, qui perdait son *condottiere*, fit retentir les éclats d'un courroux intéressé et pensa peut-être à renverser Cosimo au profit de Rinaldo : c'est à grand peine que Giannozzo Manetti, lettré en renom, parvint à l'apaiser [3]. Ce qui frappa surtout les imaginations, c'est moins le meurtre, chose ordinaire, que le mystère qui ne cessa de planer sur les causes du meurtre. Les contemporains supposent les plus diverses [4]. Seul, Machiavel ne s'y est pas trompé. Avec sa clairvoyance à bien juger les faits qu'il connaît mal, l'unique motif qu'il allègue, c'est l'amitié de Baldaccio avec Neri [5].

1. Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 16, t. II, p. 160-62 ; Boninsegni, p. 75 ; Machiavel, VI, 87 A ; Ammirato, XXI, 37 ; *Arch. stor.*, loc. cit., p. 143. Cavalcanti s'indigne surtout de la confiscation frappant un cadavre. C'était, il ne pouvait l'ignorer, un usage immémorial à Florence.

2. Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 16, t. II, p. 162.

3. Naldo Naldi, XX, 544. C'est Passerini (p. 146) qui croit aux complots du pape ; Ammirato y croit aussi, mais, prêtre, il n'ose accuser un pape de machinations.

4. Boninsegni (p. 75) accuse une partie des prieurs, et ne paraît pas soupçonner le rôle d'Orlandini et de Cosimo. Cambi (*Del.* XX, 234) croit que ce fut le châtiment du sac de Suvereto. Voy. sur ce fait *Arch. stor.*, loc. cit., p. 138. Mais Baldaccio en avait fait bien d'autres et de plus graves ; aussi Passerini rejette-t-il bien loin l'hypothèse de Cambi (*Ibid.*, p. 144). Bart. de la Pugliola (*Cron. Bol.*, XVIII, 665) croit que c'est pour avoir voulu enlever Piombino aux Appiani. Ammirato (XXI, 37) met l'amitié de Neri au nombre des motifs, mais sans donner à ce grief plus d'importance qu'aux autres.

5. Machiavel, VI, 86 B.

Devant la tempête imprudemment déchaînée, Cosimo ne plia point. Avec une fermeté froide, il déclara rebelle Baldaccio mort, et il confisqua ses biens [1]. Les Conseils décidèrent que personne ne pourrait être inquiété pour ce fait, pour ce guet-apens. Devant cette volonté imperturbable, les colères s'évanouirent en fumée : le XV[e] siècle n'avait pas qualité pour s'indigner. Les fruits du meurtre furent ceux qu'on s'en était promis : Neri Capponi perdit amis, puissance, réputation [2]. A Venise, où il est encore, son collègue d'ambassade, Agnolo Acciajuoli, signe seul au traité de paix avec Milan (20 novembre 1441). Parvenu, dans ses commentaires, à cette période critique de sa vie, Neri lui-même cessa de mettre son nom en avant : durant deux années, on ne voit pas qu'il ait reçu aucune ambassade ou commission. Mais, las sans doute de n'être plus rien, il consentit, pour redevenir quelque chose, à l'être en sous-ordre : entre lui et Cosimo la paix se fit, complète cette fois : c'était l'abdication du dernier rival que pût craindre le pouvoir nouveau [3].

Verser le sang, répandre la terreur est un de ses moyens d'action ; manipuler le trésor public, la finance, en est un autre, et plus sûr encore : Guicciardini a dit expressément que contre ses ennemis, contre ceux qu'il

1. La veuve, ayant perdu son unique enfant, fit de la maison qu'elle habitait, dans une rue conduisant à la porte Romana, un couvent où elle s'enferma avec quelques pieuses femmes, et qu'on appela le monastère d'Annalena. Il existait encore aux premières années de notre siècle. Cette maison était celle-là même que la République avait donnée à Baldaccio, en le faisant citoyen. Comment échappa-t-elle à la confiscation? Baldaccio en avait-il fait donation à sa femme? Voy. *Arch. stor.*, loc. cit., p. 147 ; *Giorn. degli Arch. tosc.*, I, 42, sq.; G. Capponi, II, 28 et les auteurs cités aux notes précédentes.

2. Machiavel, VI, 87 A.

3. Ammirato, XXI, 38 ; G. Capponi, *Stor. di Fir.*, II, 31.

soupçonnait de l'être, Cosimo se servit des impôts comme d'un poignard [1].

A l'exemple de tant de riches, la riche Florence était toujours dans la gêne. Comme les créances inscrites au *monte* rapportaient de gros intérêts [2], elle dépouillait sans profit les citoyens. Comme la guerre se faisait par le bras d'aventuriers coûteux, et la paix à force d'argent [3], elle en était réduite à lever l'impôt dix, quinze fois en une année [4]. Cosimo aurait paru un bienfaiteur, s'il avait remédié à ce mal séculaire; mais, loin d'y remédier, il l'aggrava. Il resta étroitement fidèle à la vieille et surannée politique qui écrasait et ruinait ses adversaires. A peine était-il rentré de l'exil, que la fameuse *balie* lui servait d'instrument (1434). L'ayant fait instituer sans limites, il put emplir les bourses de noms d'hommes dévoués qu'il chargea de fixer les taxes, et qui avaient tous des injures à venger ou des convoitises à assouvir.

Le premier acte significatif fut l'annulation du *catasto* ou cadastre; les nouveaux maîtres, pas plus que les anciens, ne voulaient l'égalité devant l'impôt. Un impôt nettement déterminé par la loi, permettant à chacun de connaître l'étendue de ses charges, eût paru comme une délivrance : Cosimo et les siens prétendirent toujours avoir la faculté d'accabler arbitrairement qui ils voudraient. Ainsi, pour atteindre plus sûrement les objets de leur haine ou de leur défiance, ils condamnaient toute une

1. *Del reggim. di Fir., Op. ined.*, t. III, p. 68.
2. C'est ce qu'on peut voir presque à chaque page des *Lettere di un notaro.*
3. L'acquisition seule de Borgo San Sepolcro, vendu par le pape, coûtait vingt-cinq mille ducats. Voy. Canestrini, p. 221.
4. Guasti, *Proemio alle Lettere di un notaro*, p. LVII.

génération, plusieurs même, à vivre sous une épée de Damoclès dont le fil rompait très souvent. Immoral et, par surcroît, impolitique parce qu'il risquait d'épuiser la richesse, ce calcul est pourtant compréhensible chez des financiers à courtes vues, qui ne cherchaient que leur intérêt immédiat : il y avait des gens qu'on ne pouvait attirer à soi par l'appât des emplois publics. Trop humbles pour y aspirer, ou trop occupés de leur trafic, on n'avait prise sur eux qu'en faisant à leur bourse de fréquentes et fortes saignées, qu'en les obligeant à prendre leur part d'énormes dépenses dont tout l'avantage, tout l'honneur était pour les Medici [1].

Cosimo, d'ailleurs, savait son métier de despote démagogue : il imagina un système d'impôts propre à plaire au menu peuple, autant que l'impôt peut lui plaire, celui que les *ciompi* avaient proposé en 1378. Ce qu'ils demandaient alors, dans leur fameuse pétition, c'est que tout créancier inscrit sur le livre des *monti* fût remboursé, dans les douze ans, du capital, mais sans avoir touché d'intérêts, et qu'on ne levât plus aucune *prestanza* ou emprunt, sans avoir refait la répartition, ce qu'on appelait l'*estimo* [2]. Leur pétition, devenue provision, n'avait eu, grâce à leur désastre, aucun effet. La seule concession qu'obtinssent les vaincus, c'était, en octobre 1378, l'ordre de commencer la réforme de l'*estimo* [3]. Cosimo fit davantage pour leur agréer : il introduisit un système que les Florentins nommèrent la *scala*, l'échelle, et que nous nommons l'impôt progres-

1. Voy. Guicciardini, *Del reggim. di Fir.*, *Op. ined.*, II, 41. Canestrini (p. 207) donne un abrégé de ces trois pages où Guicciardini, outre ces considérations, rappelle ces événements jusqu'en 1479.
2. Art. 8 et 7. Voy. notre t. V, p. 247.
3. Voy. March. de Coppo, Rub. 809. *Del.*, XV, 63.

sif[1]. Quand les pauvres payaient 1 pour 100 de leur revenu, les riches durent payer 2, 3, 4, et même plus, sauf, bien entendu, les « gouverneurs », qu'on ménageait ou qui se ménageaient toujours. S'ils furent grevés par aventure (1441), le peuple naïf y put bien voir un acte de justice[2]; mais c'est uniquement qu'il fallait de l'argent tout de suite, à tout prix. Tels étaient les besoins, qu'en peu de temps on frappa vingt-quatre taxes, et jusqu'à quatre ou six dans le même moment. La moitié de ces taxes produisit, dans la seule année 1442, cent quatre-vingt mille florins d'or[3].

Et cela ne suffit pas. En 1443, apparaît un nouvel impôt, la *graziosa*. Qu'il méritât son nom, il est permis d'en douter : nul impôt n'a de grâce aux yeux de qui le paye[4]. Trois degrés ou échelons étaient établis. Au plus bas, on payait 4 pour 100 ; au degré intermédiaire, 16; au degré supérieur, 33 et demi. Ceux du premier possédaient, au plus, un revenu de 50 florins; ceux du troisième, un d'au moins 1,500. La répartition était laissée au jugement, ou, comme disait la provision, « à la discrétion et à la conscience des répartiteurs ». Ces répartiteurs avaient le droit d'accorder diminutions ou

1. On peut voir dans Canestrini (p. 212, 217, n. 1) que l'idée de l'impôt progressif était en principe dans les projets des *Ciompi*.

2. « Che fu tenuto avessin posto giustamente. » (Cambi, *Del.*, XX, 231.)

3. Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 28, t. II, p. 198; Canestrini, p. 170. Cf. une dépêche de Nicodemo Tranchedini de Pontremoli, ambassadeur de Fr. Sforza à Florence, à Sforza, 23 mars 1454. Bibl. nat. de Paris, *Arch. Sforz.*, Origin., n° 1586, t. IV, f° 246.

4. Canestrini (p. 219) cherche à expliquer ce nom bizarre : il vient probablement, selon lui, de ce qu'on faisait une grâce à la classe la plus nombreuse. Souvent on trouve dans les documents le mot de « grazie di gravezze », dans le sens d'exonération totale ou partielle. — Nicodemo de Pontremoli écrit en 1454, à propos d'une *gravezza* : « Chiamasi dispiacente, cioè che piace al comuno et despiace a paganti. » (Bibl. nat. de Paris. *Arch. Sforz.*, originaux, n° 1586, t. IV, f° 246. Dépêche à Sforza, 23 mars 1454.)

exemptions aux familles qui comptaient des malades ou des inutiles, sauf deux restrictions : ils ne pouvaient dégrever en rien qui avait plus de deux cents florins de rente ; tout dégrèvement devait être approuvé par la Seigneurie et les collèges à la pluralité de vingt-huit voix. On évaluait à cinq cent cinquante mille florins la somme totale des revenus à Florence, et on entendait que cet impôt en rapportât quatre-vingt mille ! Il atteignit donc le revenu de la richesse, tant mobilière qu'immobilière, les intérêts du *monte* et les personnes. On payait en dix ou douze fois, c'est-à-dire par mois, ou à peu près[1]. Poussant la rigueur à l'extrême, une loi ordonna de rechercher l'arriéré, d'exiger même les arrérages de quiconque aurait payé moins qu'il ne devait[2].

Il faut suivre l'impôt dans sa perception, si l'on veut se faire une idée juste de ce qu'était cet âge d'or de tant d'historiens. Un ambassadeur de Francesco Sforza auprès de Cosimo, dont il était devenu l'ami, Nicodemo Tranchedini, de Pontremoli, écrit à son maître que la commune fixe et perçoit « arbitrairement » les impôts[3]. Elle n'hésitait point à jeter dans les « fétides *Stinche* » ceux qui ne payaient pas, surtout les pauvres gens. Pour échapper à la prison, ainsi qu'à des charges intolérables, beaucoup de familles allaient vivre hors ville, à la campagne, ou même rejoindre au loin les exilés. Cette sorte d'absents qu'on appelait *morosi*, c'est-à-dire retardataires, on se proposa de les at-

1. D'où l'expression « pagare in sei, dieci, dodici registri ». Voy. Canestrini, p. 214-218.

2. Naldo Naldi, XX, 548 ; Vespasiano, *Vita di G. Manetti*, § 13, dans *Spicil. Rom.*, I, 589 ; G. Capponi, II, 32.

3. « È in albitrio del comuno reschoter da chi li pare il valsente et da chi li pare le gravezze. » (*Arch. Sforz.*, originaux, n° 1586, t. IV, f° 246. Dép. du 23 mars 1454.)

teindre en les condamnant à la peine légale et rigoureuse de la confination. Plusieurs s'y soumirent plutôt que de rentrer à Florence. Il fallut alors imaginer un moyen plus efficace : deux fois l'an, des messagers et *berrovieri* couraient le *contado*, vidaient les maisons, enlevaient les récoltes et les denrées comestibles ou les détruisaient, et rien de tout ce qu'on avait pris ou détruit n'était porté en déduction de la somme due; on n'y voulait voir que le châtiment de n'avoir pas payé. Ceux qui n'avaient pas déserté la ville, « fussent-ils d'anciens gardiens de troupeaux, parvenus aux offices », appelaient sauvages ces mécontents qui cherchaient au dehors plus de justice, ou du moins, de liberté [1].

Il y avait des citoyens à la fois débiteurs et créanciers de la commune : de ceux-là même on exigeait le payement de l'impôt. Leurs créances, n'étant pas encore exigibles, n'entraient pas en ligne de compte. Ces créances, payées aux seuls puissants, confisquées aux autres, étaient vendues aux amis « du second poil [2] », aux petites gens d'un dévouement avéré, qui les achetaient au quart, au cinquième de leur valeur, bien sûrs qu'elles leur seraient plus tard remboursées intégralement. C'est ainsi que Puccio Pucci, par exemple, fit sa grande fortune : pauvre d'abord, malgré son trafic de mercerie, en sept ans il toucha du trésor public cinquante-quatre mille florins d'or, « les plumes des affamés [3] ». Tant de ruines furent cause, s'il faut en croire Cavalcanti, des plus tristes perturbations morales. Les veuves, les jeunes filles, à qui, par surcroît, on refusait de compter, sur

1. Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 28, t. II, p. 198.
2. Del secondo pelo.
3. *Ibid.*, c. 23, p. 188.

le *monte delle doti*, le capital qui leur était dû, ne virent plus d'autre moyen de vivre que de se donner au mal. « Bien des fils, écrit-il, assistèrent aux noces de leur mère, à qui jamais leur père ne fut connu. J'en nommerais beaucoup, de ces malheureuses, si l'honneur de ma patrie ne me l'interdisait[1]. »

Le pis, c'est que, grâce au système, à l'abus des *prestanze*, des emprunts forcés, peu de citoyens pouvaient conserver quelque indépendance. L'État écrasait presque tout le monde. Ses opérations étaient réputées usuraires, même en ce temps où l'usure était partout; où les théologiens ne s'entendaient plus pour la condamner; où, loin d'assimiler l'usurier aux brigands, comme au XIVe siècle, on ne lui refusait plus la sépulture en terre sainte[2]. Il semble, dit notre contemporain Gino Capponi, que les Medici s'étudiassent à rendre la République pauvre et les particuliers riches[3]. C'est encore faire aux Medici trop d'honneur : parmi les particuliers, ils n'enrichissent que leurs amis ou ceux qui ne demandent qu'à le devenir. Mais ce fut, à vrai dire, le triomphe de leur art machiavélique, et qu'eux seuls pouvaient poursuivre, puisque ce triomphe supposait une opulence sans égale. C'est par là qu'ils s'étaient fait, dès longtemps, un fort parti dans la multitude; c'est par là que, constituant comme les Albizzi le noyau d'une aristocratie, d'une oligarchie, ils surent, au lieu de rester comme eux en l'air, s'établir sur de solides fondements.

1. Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 29, p. 203.
2. Guasti (*Proemio alle Lettere di un notaro*, p. XIII) cite des textes de Passavanti et de saint Antonin.
3. *Stor. di Fir.*, II, 33.

Les classes élevées leur échappaient encore, et, sans leur appui, nul pouvoir n'est stable. Les Medici le savaient et, à la longue, ils parvinrent à se les concilier. Le tout était de durer, car elles se lassent partout de bouder le succès. Mais, au moment où nous sommes parvenus, elles boudent encore, et leur mauvaise humeur est extrême[1]. Tout les choquait; la suppression du *catasto*, une rigueur sans pareille pour la perception des impôts[2], le tripotage dans les bourses et sur les *monti*, l'énormité des charges, qu'ils ne pouvaient ni supporter, ni rejeter[3], « les adultères, les rapines, les injustices innombrables auxquelles ils préféraient les hauteurs du gouvernement passé[4] ». Leur opposition s'enhardissait par les mécomptes du dehors, qu'on ne pouvait dissimuler[5]. Il fallait la réduire à l'impuissance. Cosimo ne s'y épargna point; mais il n'y fit guère preuve d'invention et de génie : il ne sut que marcher dans l'ornière des vieux moyens.

D'après l'organisation de 1434, tous les cinq ans, on devait refaire les bourses. Le moment en était donc venu, pour la seconde fois, en 1444. Le mécontentement général se fit jour dans cette opération : aux scru

1. Ammirato, courtisan des Medici postérieurs, prétend bien qu'un petit nombre seulement de personnes étaient mécontentes (XXII, 44); mais ce qu'il ajoute montre bien qu'il atténue à dessein, puisque Cosimo crut devoir remédier à cet état de choses, et, comme dit Machiavel, après dix ans de pouvoir, abattre ses ennemis qui reprenaient courage, et de nouveau élevaient la voix. (VI, 87 A.)

2. Il est vrai que, sous les Albizzi, on condamnait à mort ceux qui ne payaient pas leurs amendes et leurs impôts; mais un châtiment si disproportionné était bien moins redoutable qu'un autre plus doux qu'on pouvait appliquer sans faire crier personne de ceux qu'on appelle la galerie.

3. « Le cittadinesche discordie ebbero principio da non avere pazienza delle misurate gravezze. » (Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 29, t. II, p. 202.)

4. Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 24, 25, t. II, p. 190, 194.

5. Ammirato, XXII, 44.

tins, les parents des exilés, nombre de personnes suspectes obtinrent beaucoup de fèves : « scrutins de fleurs d'alise, bel aspect, mais odeur puante », disait avec dépit le parti des gouverneurs [1]. Cosimo et ses amis firent donc décider par la Seigneurie qui entrait en charge au 1er mai, que ce scrutin serait refait par les prieurs, leurs collèges et deux cent cinquante autres citoyens, qui ne furent pas, on peut le croire, les premiers venus, car cette assemblée reçut, en outre, le pouvoir de réformer l'assiette de l'impôt et toutes choses à son gré. Aussitôt les confinés voient leur peine prolongée de dix ans, c'est-à-dire doublée, et dix citoyens, qui étaient aux *Stinche* à perpétuité, la leur commuée en confination, pour y faire place à d'autres ennemis. On y fit entrer Giovanni Vespucci, personnage important sans doute, puisqu'il est nommé par tous les auteurs. Furent *posti a sedere* (mis à pied, comme nous disons familièrement), ou même privés de leurs droits civiques, les Mancini, les Baroncelli, les Serragli, les Gianni, un des Ridolfi, le fils de Ser Viviano des *Riformagioni*, Francesco de la Luna, qui passait pour avoir fait le *catasto*, et tous les *accoppiatori* de 1443 [2]. On pourrait citer d'autres condamnations encore, dont les motifs n'étaient pas avouables, celle, par exemple, de Bartolommeo Fortini, officier du *monte* : un puissant voulait sa place. Il l'eut, mais plus tard on en vint à révoquer la condamnation prononcée, tant elle était criante, tant Fortini était estimé [3]. Ser Filippo Pieruzzi, notaire des *Riformagioni*,

1. *Sec. Stor.*, c. 24, 25, t. II, p. 192.
2. Boninsegni, p. 79 ; Cambi, *Del.*, XX, 246 ; Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 25, t. II, p. 192 ; Ammirato, XXII, 44.
3. Vespasiano, *Vita di Bartolommeo Fortini*, dans *Arch. stor.*, 1re sér., t. IV, part. 1, p. 376. Cette vie ne se trouve pas dans le *Spicil. Rom.* de Maï.

chancelier de la République, encore un « homme de grande et bonne renommée », fut cassé aux gages et exilé à dix milles, avec défense de sortir du territoire, sans doute parce qu'il était dépositaire de secrets d'État[1]. Pendant les deux mois de cette Seigneurie, deux cent quarante-cinq citoyens furent frappés[2].

En même temps qu'elle déblayait le terrain, la *balie* créait, pour cinq ans, dix *accoppiatori*, qui, avant qu'on fît dans les bourses le tirage public, devaient désigner ceux qui seraient appelés aux offices. Si l'hypocrisie est toujours le fait de Cosimo, c'est l'effronterie qui est celui de ses instruments. Ils avaient, en outre, bien de l'humilité, car ils donnaient le droit de détruire ce qu'ils venaient de faire aux dix *accoppiatori* nommés pour un temps si long, eu égard aux traditions florentines, et visiblement destinés, sous la seule forme alors possible, à réaliser l'unité durable du pouvoir. De ces agents d'une politique secrète, et, on peut déjà le dire, du bon plaisir, les uns appartenaient aux anciennes familles : ainsi Alamanno Salviati, Diotesalvi Neroni, un Soderini, un Martelli, qui auraient dû, semble-t-il, être plus soucieux de l'honneur du nom; les autres étaient des gens de peu, nouvellement venus à Florence, et à la discrétion de qui les faisait vivre[3]. Cavalcanti nous dépeint un de ces derniers, Domenico de Matteo de Ser Michele

1. Boninsegni, p. 79; Morelli, *Del.*, XIX, 172; Vespasiano, *Vita di Ser Filippo Pieruzzi*, § 5, 6, dans *Spicil. Rom.*, I, 503, 504; Ammirato, XXII, 44. Morelli et Machiavel (VI, 87 A) l'appellent Peruzzi ; mais Boninsegni et Cambi (*Del.*, XX, 245) le disent fils de Ser Ugolino Pieruzzi, le notaire dont il a été antérieurement parlé. Vespasiano (§ 1) dit, d'ailleurs : « Il padre fu poverissimo uomo da Vertine di Chianti. » Donc ce n'était pas un Peruzzi. Il put, ajoute Vespasiano, passer son exil dans sa campagne de Vertine.

2. Leon. Morelli, *Del.*, XIX, 172.

3. Cambi, *Del.*, XX, 246 ; Machiavel, VI, 87 A.

de Castelfiorentino, villain et superbe, inique et sans foi, prévaricateur, la main ouverte aux présents, le physique aussi hideux que le moral[1]. L'année suivante (1445), Cosimo s'étant fait nommer, pour la troisième fois, gonfalonier de justice, chargeait huit de ses créatures de revoir les livres des anciennes *Riformagioni*, d'y modifier tout ce qui pourrait être une entrave et de noter toutes les réformes, toutes les innovations auxquelles il serait expédient de procéder, dans l'avenir, au moyen de nouvelles *balie*. Au nombre de ces huit créatures, il faut noter Neri Capponi : il était réconcilié, rentré en grâce depuis qu'il avait, sans arrière-pensée, renoncé au premier rang[2].

Ainsi se fondait peu à peu, mais pour des siècles, la puissance d'une famille de banquiers, de marchands, qui s'acheminait au principat. Chez Cosimo, les actes sont souvent odieux, les scrupules manquent toujours, l'habileté est terre à terre, loin de mériter le nom de génie; mais si le génie était, comme l'a dit Buffon, une longue patience, on ne saurait en refuser quelques parties à cet impitoyable et cauteleux personnage qui brise l'obstacle quand il le peut, qui le tourne quand il n'espère pas le briser, et qui sait se contenter d'un progrès lent, pourvu qu'il soit continu.

1. *Sec. Stor.*, c. 25, t. II, p. 194. On peut voir ce texte, y compris le portrait physique, dans G. Capponi, II, 35, n. 2.

2. Cambi, *Del*, XX, 246 ; Morelli, *Del.*, XIX, 172 ; Boninsegni, p. 79 ; Machiavel, VI, 87 A ; Ammirato, XXII, 48. Ce dernier donne les huit noms.

CHAPITRE III

DOMINATION DE COSIMO. GUERRES ET NÉGOCIATIONS POUR LA SUCCESSION DES VISCONTI.

— 1442-1450 —

Politique de paix et d'équilibre à Florence. — La paix et l'équilibre rompus au royaume de Naples. — Sforza à la solde de René (1442). — Piccinino envoyé à Alfonse par le duc de Milan. — Rôle effacé de Cosimo. — Rôle double d'Eugène IV. — Il quitte Florence (7 janvier 1443). — Il reconnaît Alfonse et se lie à lui (9 avril, 14 juin). — Ligue renouvelée entre Sforza, Venise, Florence et Milan (18 octobre). — Sforza à la solde de Florence et de Venise (30 octobre). — Jalousie et mort de Piccinino (8 septembre 1444). — Jalousie et coalition des autres puissances italiennes. — Position précaire de Sforza. — Les Vénitiens vainqueurs à Casalmaggiore (28 septembre 1446). — Sforza, sur le conseil de Cosimo, se rapproche du duc de Milan (10 novembre). — Dernières intrigues et mort du duc (13 août 1447). — Son codicille en faveur d'Alfonse. — Affranchissement précaire des Milanais. — Dissentiment de Cosimo et de Neri Capponi à ce sujet. — Marche d'Alfonse sur la Toscane (septembre). — Il assiège Piombino (mai 1448). — Florence secourt les assiégés. — Le siège levé. — Sforza au service de Milan. — Sa victoire à Caravaggio (15 septembre). — Il passe au service des Vénitiens vaincus (18 octobre). — Florence refroidie à son égard. — Conquêtes de Sforza. — Paix de Venise avec Milan (24 septembre 1449). — Milan se soumet à Sforza (26 février 1450).

Pas plus que les autres Florentins, Cosimo des Medici n'aimait la guerre pour la guerre. Son pouvoir tout personnel ne pouvait, d'ailleurs, s'affermir que par la paix. Maintenir à terre l'oligarchie abattue, lui en substituer une nouvelle qui le reconnût pour chef, s'affranchir de ces petites gens en appétit de manger enfin quelques-uns de ces marrons qu'ils venaient, comme au temps des *Ciompi*, de tirer du feu, c'était une tâche qui

demandait tous ses soins, qui suffisait à son activité. Au lendemain d'Anghiari, il croyait pouvoir s'y consacrer. Florence était satisfaite dans son amour-propre. Elle jouissait, pour l'heure, d'une sécurité inaccoutumée; elle avait à s'assimiler de récentes conquêtes, et, plus que jamais, en voyant disparaître ses florins aux avides mains des *condottieri*, elle croyait voir couler son sang. Quoiqu'il y eût encore à conquérir dans le voisinage, elle était, dans son désir du repos, en parfaite communion d'idées avec l'inspirateur de sa politique.

Mais une politique de paix devenait de moins en moins facile : un État ne s'isole point comme une commune. Situé au cœur de la péninsule, l'État florentin ne pouvait vivre tranquille que si on ne l'était pas autour de lui, que si Venise tenait Milan en échec, que si la maison d'Anjou, ou, à son défaut, le saint-siège, donnait au roi de Naples assez d'occupations chez lui pour l'y retenir. Se prononcer contre celle de ces puissances qui menacerait d'écraser ou de supprimer son adversaire naturel était une nécessité plus impérieuse encore que de faire des économies, que de remplir le trésor public et les caisses des particuliers.

Or l'équilibre italien, toujours fort instable, était, en ce moment-là, très menacé dans le sud. Prisonnier en France lorsqu'il connut le testament qui l'appelait au trône de Naples [1], et devenu solvable par ce coup de fortune, René d'Anjou avait recouvré sa liberté, s'était hâté d'accourir en Italie (12 avril 1438). Mais médiocre et malheureux en présence d'un adversaire heureux autant qu'habile, il avait bientôt perdu toutes ses places

1. Voy. même vol., c. I, p. 22, 23.

en Campanie. Naples même était assiégée et manquait de vivres [1].

Florence porterait-elle secours à ce Français, préférable pour elle au roi d'Aragon? Il lui parut qu'elle s'en pouvait dispenser, qu'elle ferait assez en abandonnant Sforza à René qui le réclamait [2]. Ce n'était pourtant pas faire beaucoup; le renommé *condottiere* était engagé alors dans la guerre de Lombardie, et tenu en outre envers Alfonse par une trêve de dix ans. L'imprudence d'Alfonse leva cet obstacle en attaquant les places que Sforza possédait en Campanie (1440-1442) [3]. Affranchi de ses engagements, le comte Francesco s'engagea aussitôt à la solde de René et du pape [4]. La paix conclue au nord du Pô, il descendit vers le Royaume, avec une puissante armée, afin d'y remplacer de faibles lieutenants [5]. Ses embarras personnels dans la Marche allaient l'y retenir à moitié du chemin; mais nul encore ne pouvait le soupçonner.

Par une inspiration vraiment politique et qui réparait sa faute précédente, c'est au beau-père qu'Alfonse demanda secours contre le gendre. Filippo-Maria, il le sentait bien, devait nourrir d'amères rancunes, d'invincibles soupçons contre ce soldat qu'il n'avait pu, même

1. Simoneta, XXI, 311; Folieta, l. X, p. 235; Fazio, l. VI, dans *Thes. antiq. ital.*, t. IX, part. 3, p. 92; *Giorn. napol.*, XXI, 1109-1125; Lecoy de la Marche, *le Roi René*, I, 112, 120, 136; H. Martin, V, 307-309, et 316 note; Sismondi, VI, 8, 9.

2. Lettre du card. de Capoue à Sforza, 30 novembre 1441, dans Osio, III, n° 231, p. 240; Simoneta, XXI, 311.

3. Pour les détails, voy. Ricotti, III, 87 sq., et Sismondi, VI, 97.

4. Osio, t. III, n° 246, p. 267. Les stipulants sont : pour le pape, Lodovico Mezzarota ou Scarampo, patriarche d'Aquilée, et pour Sforza, Cosimo des Medici. L'acte est passé à Florence le 13 avril 1442. Le condottiere soutiendra le pape avec six mille chevaux et mille fantassins. *Archivio Sforzesco*, Bibl. nat., mss n° 1583, f° 17.

5. Simoneta, XXI, 313; Sismondi, VI, 98; Cipolla, p. 409.

en lui donnant sa fille, détacher de Florence et de Venise, ses ennemies. En effet, si le duc de Milan n'osait violer encore la paix qu'il venait de conclure, il insinuait à Piccinino de se mettre à la tête des mercenaires que licenciait Venise, et de faire avec eux, vers Bologne, une forte diversion. Bien fourni d'or milanais, Piccinino offrit à Eugène IV de lui reconquérir cette Marche d'Ancône que le pontife regrettait tant d'avoir livrée à Sforza [1]. La tentation était trop forte; Eugène oublia, du coup, que toujours le saint-siège avait vu la meilleure garantie de son indépendance dans le règne des princes d'Anjou à Naples. Tout en prodiguant les protestations pacifiques, il nommait Piccinino gonfalonier de l'Église, l'autorisait à surprendre Todi, à mettre le siège devant Assise [2], tandis que l'Aragonais lui concédait le privilège de prendre le nom et les armes de la maison d'Aragon [3]. Ainsi la papauté se rapprochait de son ennemi traditionnel, qui, loin de se jeter à corps perdu dans cette alliance, négociait avec Sforza [4], en même temps qu'avec Piccinino, bon moyen, pensait-il, de gagner l'un ou l'autre à meilleur marché.

Que les chatouilleux Florentins prissent mal ces combinaisons, faites sans eux et contre eux, on n'en saurait douter; mais ils apprenaient la patience à l'école de Cosimo. Rien ne les tire de leur flegme, ni hostilités formelles, ni offenses directes. L'accord est rompu qu'ils viennent d'établir entre Sforza et le pape; qu'y faire, si le pape prête les mains à la rupture [5]? Piccinino peut

1. Voy. sur la domination de Sforza dans les Marches, un travail de M. Valeri dans *Archivio storico lombardo*, ann. XII, 1884.

2. Simonetta, XXI, 314; Machiavel, VI, 80 A; Ammirato, XXII, 39.

3. Doc. du 27 juin 1442; *Arch. stor.*, 1re sér., XVI, part. 1, p. 485.

4. Doc. du 26 juillet 1442, dans *Arch. stor.*, 1re sér., XIII, 289.

5. Ammirato, XXII, 39.

s'emparer de Città di Castello, comprise dans la ligue et en chasser le podestat florentin; il peut refuser de rendre Modigliana à la République, entrer en vainqueur à Todi, tandis qu'Alfonse entre à Naples (2 juin 1442)[1]; Cosimo se borne à soudoyer Sforza en secret[2], à proposer, d'accord avec Venise, sa médiation. Le médiateur, c'est un des siens, Bernardetto des Medici, homme très entendu aux affaires, qu'on voyait toujours dans sa boutique où il vendait de la laine, et jamais sur la place ou au palais, sauf quand il y était appelé[3]. Habile négociateur, il détermine par deux fois le pape et Piccinino à traiter avec Sforza; mais à peine Sforza, comptant sur la foi jurée, se dirige-t-il vers le Royaume, qu'Eugène IV, en vertu de son droit pontifical de délier les serments, relève Piccinino du sien, et voilà pleinement ouvert, par son fait, le champ des hostilités[4].

Au fond, le grand politique, dans cette affaire, ce n'est ni Cosimo, ni même Alfonse, c'est Filippo-Maria. En donnant Piccinino au pape, il se débarrassait d'un serviteur exigeant, et par lui d'un gendre, son ennemi; il affaiblissait du même coup Venise et Florence, toujours hostiles à Milan. En vain les deux républiques font-elles accepter une trêve de huit mois; les deux capitaines se baisent et rebaisent, jurent de l'observer, mais ils ne l'observent point. Plus que jamais l'Italie est divisée en deux camps, et bientôt les deux ligues resser-

1. Simoneta, XXI, 316; *Giorn. napol.*, XXI, 1125-1128; Bonincontri, XXI, 151; Bracelli, l. IV, f° M; Folieta, l. X, p. 226; Fazio, l. 7 (*Thes. antiq. ital.*, t. IX, part. 3, p. 101-104); Ammirato, XXII, 40; Mariana, l. XXI, c. 17. t. II, p. 447; Lecoy de la Marche, I, 214.

2. 180,000 écus en 12 impôts. Ammirato, XXII, 40.

3. Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 34, t. II, p. 213.

4. Simoneta, XXI, 322; Bulle d'Eugène IV, Flor., 3 août 1442, *Ann. eccl.*, 1442, § 12, t. XXVIII, p. 396.

reront leurs liens pour mieux se combattre : d'un côté, le pape, le duc de Milan et le roi de Naples; de l'autre, Sforza, les Vénitiens, les Florentins (30 novembre 1442)[1].

Le piquant de l'aventure, c'est qu'Eugène IV, désormais ennemi de ces derniers, résidait pour la seconde fois au milieu d'eux : il y était depuis quatre ans, c'est-à-dire depuis le concile[2]. C'est à Florence que le vit René d'Anjou, alors qu'il retournait aux rivages provençaux, dégoûté des Italiens égoïstes, des capitaines infidèles, qui faisaient de lui comme une marchandise[3], abandonnant ce royaume qu'il n'avait su défendre (16 juillet 1442)[4]. Il voulait dire son fait au pape, principal artisan de sa ruine; mais il s'en allait la tête basse; comment aurait-il eu le verbe haut? Intimidé, il parla humblement, se contenta de bonnes paroles, d'une investiture nouvelle qui ne valait pas, dit un contemporain, le moindre corps d'armée[5]. Florence, ne pouvant rien pour lui, l'enguirlanda d'honneurs. Elle le logea aux maisons des Bardi, et le nourrit à raison de vingt-cinq écus d'or par jour. Elle flatta sa passion pour les « bestes estranges », par le don d'une lionne. Comme on lui avait volé une croix d'or, prêtée par les chanoines de San-Lorenzo, elle lui en fit fabriquer une magnifique et la lui donna en toute propriété[6]. L'Angevin partit pour

1. Simoneta, XXI, 318 sq. ; Ammirato, XXII, 40; Ricotti, III, 94.

2. On a vu au chap. Ier qu'il avait quitté Florence pour Bologne en 1436. Il y résidait depuis le 23 juin 1434. Il y revint pour le concile le 22 janvier 1439.

3. « Disse che non voleva che il conte Francesco nè altri capitani italiani di ventura facessero mercanzia di lui. » (*Giorn. napol.*, XXI, 1127.)

4. Simoneta, XXI, 323 ; Fazio, l. VII. (*Thes. ant. ital.*, t. IX, part. 3, p. 107.)

5. *Giorn. napol.*, XXI, 1125. Boninsegni, p. 76; *Ann. eccles.*, 1442, § 12, XXVIII, p. 395; Machiavel, VI, 86 A ; Ammirato, XXII, 40.

6. Lecoy de la Marche, I, 219. Le document, du 7 septembre 1442, est publié par cet auteur dans son Appendice, n° 18, t. II, p. 252.

Marseille le 22 septembre [1]. Dès le lendemain, en témoignage de reconnaissance, il concédait aux prieurs en exercice le privilège de porter dans leurs armes la fleur de lis qui figurait dans les siennes [2].

Eugène IV ne tarda pas lui-même à quitter Florence. Mécontent de ses hôtes comme de tout le monde, il ne pardonnait à Cosimo ni de maintenir les proscriptions, ni d'avoir tué sous ses yeux le peu intéressant Baldaccio, ni moins encore de vouloir que Sforza restât seigneur de la Marche [3]. Cosimo, de son côté, voyait de mauvais œil que le pape marquât le dessein de s'acheminer vers Sienne, ville ennemie des Florentins. Gouverneurs de Florence et orateurs de Venise lui représentaient à l'envi que c'était se livrer, pieds et poings liés, au duc de Milan et au roi de Naples; que les environs de Rome étaient infestés de gens d'armes nullement sûrs [4]. Des vers satiriques, affichés sur les murs de Santa-Maria Novella, où il habitait, lui donnaient avis qu'à Sienne il trouverait la guerre, la ruine, l'incendie, le sang; que c'était folie de se défier d'un fidèle ami et de se donner Piccinino pour maître; enfin, que le bon tailleur mesure sept fois avant de tailler [5]. Ces poètes anonymes n'ajoutaient pas, ce qui était au fond de leur pensée, que leur patrie, toute politique à part, tirait du séjour pontifical honneur et profit. L'intérêt dictait leurs avis, on ne tarda pas à le voir. Eugène IV ayant per-

1. Boninsegni, p. 76.
2. « Unum lilii florem, prout domus nostra portare consuevit et portat » (charte provenant des archives des Buondelmonti, récemment donnée avec d'autres à l'Archivio di stato de Florence, et publiée dans l'*Arch. stor.*, 1876, 3ª disp., p. 532).
3. G. Capponi, II, 37.
4. Boninsegni, p. 77 ; Ammirato, XXII, 41.
5. Vers publiés dans *Arch. stor.*, 1ª ser., XVI, part. 1, p. 526.

sisté dans son dessein, les Conseils délibèrent toute une nuit : faut-il permettre son départ [1] ? Lui, il feignit sagement d'ignorer ces délibérations attentatoires à sa liberté ; il consacra solennellement les églises de Santa-Croce, de San-Marco, et finalement il put partir, suivi de ses quinze cardinaux, accompagné des Florentins jusqu'à Sienne, avec de grandes démonstrations de respect. La nuit avait porté conseil [2].

Une fois à Sienne, il leva le masque. Sous prétexte d'amour de la paix, il reconnaît le fait accompli à Naples (9 avril 1443) [3], il reconnaît roi Alfonse d'Aragon [4]. Plus tard, malgré les protestations de René, il légitimera Don Ferrando, bâtard d'Alfonse, pour le rendre apte à succéder [5]. De quel prix Alfonse payera cette volte-face pontificale, on le devine : il expulsera Sforza de la Marche, il y rétablira partout la domination du saint-siège, « au grand dommage, dit le Vénitien Sanuto, et à la grande honte de l'Église de Dieu [6] ».

Ainsi Venise condamnait ces accords, et Florence ne leur était pas moins sévère ; mais ils ne valaient, en somme, que ce que vaudraient les opérations militaires, et celles-ci s'annonçaient mal pour Sforza. A l'approche de Piccinino et d'Alfonse, ses lieutenants dans la Mar-

1. Nuit du 6 au 7 janvier 1443. Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 18, II, 169; Vespasiano, *Vita di Agnolo Acciajuoli*, c. 7, et *Vita di Leonardo d'Arezzo*, c. 5, 6, dans *Spicil. Rom.*, I, 467, 562. Vespasiano insiste sur ce que la proposition de retenir le pape émanait des Vénitiens.

2. Ammirato, XXII, 41.

3. Bulle datée de Sienne. Arch. de Naples, n° XXXIV, f° 8, dans Lecoy de la Marche, I, 266.

4. Voy. les détails et les documents dans Lecoy de la Marche, I, 266.

5. Bulle de Rome, 12 juillet 1444. Arch. de Naples, n° XXXIV, f° 22, dans Lecoy de la Marche, I, 267.

6. Marin Sanuto, XXII, 1108; Simonetta, XXI, 324; *Ann. eccl.*, 1443, § 1, t. XXVIII, p. 400; Fazio, l. VIII, (*Thes. ant. ital.*, t. IX, part. 3, p. 111.)

che faisaient défection, et les villes arboraient les bannières de l'Église. C'est qu'il n'avait jamais pour ces lieutenants assez d'or; c'est qu'afin de leur en donner il pressurait ces villes, où il ne résidait point, qui le connaissaient à peine, qui ne voyaient en lui ni le droit d'hérédité, ni, à défaut, cette longue possession qui vaut titre[1]. Les secours des deux républiques, qu'il sollicitait du fond de sa retraite en Romagne, se faisaient attendre, et il avait devant lui vingt-quatre mille hommes conduits par deux habiles chefs. Il pouvait être perdu : le hasard des événements, le caprice des hommes le sauvèrent.

Tout à coup, le 6 juin 1443, les Bolonais chassent de chez eux Piccinino pour rétablir, sous la tyrannie d'Annibale Bentivoglio, leur indépendance, qu'ils appelaient leur liberté. Le 14 août suivant, soutenus de Venise et de Florence, ils consolident leur œuvre par la défaite d'Alvise del Verme, un des capitaines de Milan[2]. Piccinino en est affaibli, Alfonse et Filippo-Maria en sont déconcertés. C'est plus qu'il n'en faut pour que ce dernier accomplisse un de ces changements de front dont sa mobilité avait l'habitude. Sa politique avait été jusqu'alors d'amoindrir son gendre sans le ruiner tout à fait, ce qui eût été grandir Piccinino si exigeant, contribuer aux incessants progrès d'Alfonse; maintenant, le comte Francesco a le vent en poupe, et

1. Ammirato, XXII, 43; Ricotti, III, 95.

2. Simoneta, XXI, 325-27; Neri Capponi, XVIII, 1200; Sanuto, XXII, 1108; *Cron. Bol.*, XVIII, 667-72; Boninsegni, p. 78; Platina, XX, 840 Burselli, XXIII, 879; Machiavel, VI, 86 B; Ammirato, XXII, 42. Sur ces événements de Bologne, il y a un récit de Galeazzo Marescotti ou Marscotto, grand ami d'Annibal Bentivoglio, *Cronica come Annibale Bentivogli fu preso e menato de prigione et poi morto et vendicato*, publiée à Bologne en 1869. Voy. notamment p. 52.

il se réconcilie avec lui, et il forme avec lui une ligue secrète, où entrent nécessairement Vénitiens et Florentins. Tout le profit en est pour Sforza. Retiré à Fano, chez son propre gendre, Sigismondo Malatesti, il était prêt à se porter où l'on aurait besoin de sa présence [1]. La chance avait tourné; c'était au roi de Naples, désormais, à user de circonspection : des deux *condottieri*, il voyait l'ennemi plus fort et l'ami plus faible; il n'osait pas rompre avec le duc de Milan, il sentait le siège de Fano difficile, et l'hiver approchait [2]. Deux victoires encore de Sforza à Montelauro et à Montolmo [3], Piccinino prisonnier [4], et la paix est faite. Eugène IV, déjà tremblant dans Pérouse, accepte la médiation des deux républiques; Cosimo des Medici et Neri Capponi sont institués arbitres des différends. Douze jours seront laissés au comte Francesco pour recouvrer ses villes perdues. Ce délai expiré, il conservera ses possessions et ses conquêtes à titre de fief et de marquisat, le reste de la Marche faisant retour à l'Église (30 septembre) [5]. Trois villes seulement résistaient encore après ces douze jours; mais elles n'échappaient à Sforza qu'à la condi-

1. G.-B. Poggio, p. 171; Fr. Adami, *De rebus in civitate Firmana gestis fragmentorum Libri duo*, l. II, c. 85, p. 104. Rome, 1591; Ammirato, XXII, 43. Sur Sigismondo Malatesti, voir le travail de M. Yriarte, publié dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er déc. 1881.

2. Simonetta, XXI, 331; *Ann. foroliv.*, XXII, 222; Fazio, l. VIII (*Thes. ant. ital.*, l. IX, part. 3, p. 117); Machiavel, VI, 86 B; Ammirato, XXII, 42-44.

3. Simoneta, XXI, 340-43; *Ann. foroliv.*, XXII, 222; Sanuto, XXII, 1112; G.-B. Poggio, p. 171; Fazio, l. VIII, p. 125; Fr. Adami, l. II, c. 97, p. 113; Machiavel, VI, 87 B; Ammirato, XXII, 44; Ricotti, III, 97.

4. Sur la date, les auteurs varient du 19 août 1444 aux premiers jours de septembre. Simoneta, XXI, 355-57; *Ann. foroliv.*, XXII, 222; Sanuto, XXII, 1114; *Ist. Bresc.*, XXI, 832; Ammirato, XXII, 45.

5. Doc. dans Osio, t. III, no 291, p. 312. Les négociations étaient déjà anciennes : dès le mois de mars précédent, le duc exprimait le désir d'être nommé commissaire des deux républiques. *Ibid.*, no 272, p. 299.

tion de lui payer, à l'avenir, le tribut qu'elles payaient, dans le passé, à la chambre apostolique [1]. L'ancien paysan, le soldat d'aventure, était définitivement Seigneur, presque prince : il n'en exercera pas moins son métier de *condottiere*, dont il apprécie les profits. Le traité n'est connu que le 18 octobre [2]: dès le 30, il s'engage pour trois ans à la solde de Florence et de Venise, qui lui compteront, chacune, huit mille cinq cents florins d'or par mois [3]. C'était probablement, malgré ses exactions sur ses sujets, le plus clair de son revenu.

Il n'en était pas moins marquis, possesseur de vastes domaines, tandis que Piccinino, son rival, le plus illustre des *condottieri*, ne possédait pas même un coin de terre pour le repos de sa vieillesse. Qu'importait à ce vaillant soldat que ses contemporains le déclarassent supérieur à Agamemnon, à Cyrus, à Pyrrhus, aux plus fameux Grecs et aux plus fameux Romains! On pouvait le louer de n'avoir tant entrepris que pour l'amour de la gloire; il était las d'être payé en fumée. C'est fausse modestie s'il répondait aux flatteurs n'être qu'un ver de terre, nullement comparable à ces magnanimes seigneurs de l'antiquité [4]. Le chagrin de l'ambition déçue et rentrée s'ajoutant à tant de fatigues trop fortes et trop prolongées pour sa débile constitution, il mourut bientôt (8 septembre 1444) [5], laissant, malgré ses fils, héritiers

1. Simoneta, XXI, 361; Sanuto, XXII, 1115; Machiavel, VI, 87 B; Ammirato, XXII, 45.

2. Osio, t. III, n° 268, p. 296, contient la lettre du duc ordonnant de publier la ligue.

3. *Archivio Sforzesco*, Bibl. nat., Originaux, n° 1583, f°s 37-43.

4. Lettre de Piccinino à Giannozzo Manetti, dans la vie de ce dernier, éd. Fanfani, p. 190, dans G. Capponi, II, 38 n.

5. G.-B. Poggio, p. 172; Ammirato, XXII, 45. D'autres auteurs donnent diverses dates pour la mort de Piccinino, du 8 septembre au 6 octobre.

de ses traditions, la faction militaire des *bracceschi* éclipsée à jamais devant celle des *sforzeschi*. La postérité le juge comme l'a fait Ricotti, historien des compagnies d'aventure : « Aucun homme de sentiment élevé n'enviera ni Sforza, ni Piccinino; mais, s'il fallait choisir, je préférerais l'aventurier malheureux à son rival devenu seigneur [1]. »

Tout n'était pas roses, au reste, pour ce seigneur de la veille. Sa cruauté bien connue lui aliénait les peuples, comme sa convoitise les princes. Le duc de Milan ne pouvait le voir, sans en prendre ombrage, investi à ses portes d'une puissance effective et stable. Les prétextes ne manquaient point pour lui susciter des ennemis, ainsi qu'à ses invariables fauteurs, les Florentins. Il avait fait périr son lieutenant Zarpellione, le véritable vainqueur de Montelauro, successeur désigné de Piccinino [2]. Il allait fondre, « comme l'épervier sur la caille », et avec l'aide de Venise, de Florence, des Français, sur ce qu'il ne possédait pas encore dans la Marche. Il finirait par chasser même de Calabre Alfonse d'Aragon. Mieux valait obéir à un vrai roi que de s'exposer à la domination de « seigneurs non naturels », qui ne savent pas encore quel a été leur père, ou de communautés que conduisent des cordonniers, des tailleurs [3]. Sforza et Florence, si clairement désignés, étaient

1. Ricotti, III, 104.

2. Simoneta, XXI, 362; *Cron. Rimin.*, XV, 950; Ricotti, III, 105. On peut voir le détail des guerres dans Sismondi, VI, 120-130, dans Ricotti et dans la plupart des chroniqueurs du temps.

3. « Meglo ne pare stare ad obedientia de uno signore e Re naturale che sia con nuy quello che è, questo per respecto de' beneficii et de le altre cosse, che stare a periculo de venire ad obedientia de comunitate o signorie in le quale siano calzolari, sertori et ogni altra sorte e specie de homini o vero de capitanei quali non sapiano ancora che sia stato suo padre. « (In-

enveloppés par le duc de Milan dans la même défiance, dans la même haine [1], et ces sentiments réunissaient bientôt avec lui le pape, le roi de Naples, jusqu'à Sigismondo Malatesti, gendre de l'ancien *condottiere*.

Mais celui-ci n'en avait cure : il se sentait soutenu de Cosimo, son trésorier et son conseil [2], qu'il poursuivait de ses lourds éloges [3]. Cosimo l'exhortant à marcher sur Rome, où, disait-il, barons, cardinaux et peuple l'attendaient comme un libérateur, il promettait, en fanfaron, de réduire le pape à la paix par la force, de faire des miracles [4], et, au demeurant, il en faisait si peu qu'on vit son armée, toute de cavalerie pesante, réduite pendant trois jours à se nourrir des fraises de la montagne, contrainte à rétrograder, sans avoir pu avancer plus loin que Montefiascone [5]. C'est que le bailleur de fonds florentin était en retard : la parcimonie des Conseils ne lui permettait pas toujours de tenir en temps

structions à Ottino de Marliano, envoyé au roi d'Aragon, 9 novembre 1445. *Arch. Sforzesco*, Originaux, n° 1583, f° 51. Les dernières lignes de ce document ont été imprimées dans l'appendice de Buser, *Die Beziehungen der Mediceer zu Frankreicht*, etc., p. 352.

1. Le 11 janvier 1445, le duc écrivait qu'il n'ignorait point les convoitises de Florence sur Piombino, et que si Cosimo voulait avoir intelligence avec lui, il promettrait de ne jamais se mêler des affaires de Toscane que pour l'aider de toute sa puissance, de tous ses trésors, publiquement ou en secret; il offrait toutes les sûretés désirables. Voy. le texte dans Osio, III, n° 313, p. 358.

2. Le 15 janvier 1446, Sforza écrit à Antonio de Trivulcio qu'il n'a eu qu'à paraître à Florence pour qu'en trois jours les conseils aient décidé de lui donner l'argent dont il aurait besoin. (*Arch. Sforzesco*, copies, n° 1597, f° 66.)

3. « Ingenium perspicacissimum, intellectum magnifici viri Cosme Johannis de Medicis de Florentia qui summa rectitudine et diligentia accuratissime et prudentissime omnia que vult perficit ad effectum. » (8 avril 1446. *Arch. Sforzesco*, Orig., n° 1583, f° 61.)

4. Neri Capponi, XVIII, 1201.

5. Simoneta, XXI, 376 ; *Cron. d'Agobbio*, XXI, 985. Nous répétons une fois de plus qu'il ne faut pas chercher ici le détail infini et assez peu intéressant de ces guerres.

utile ses promesses; c'est que le pape, pour détacher de Sforza ce peuple de marchands, faisait saisir des mulets chargés de leurs marchandises, ne les restituait que moyennant finance, enfermait au château Saint-Ange l'ambassadeur Bernardetto des Medici (août 1446), sous prétexte d'une créance sur le *monte*, et ne le relâchait qu'au prix de cinq mille florins[1]. Rigueurs de bonne guerre : si Florence trouvait de l'or pour stipendier les ennemis du saint-siège, que ne payait-elle au saint-siège ce qu'elle lui devait?

Cosimo supportait avec philosophie ces petites disgrâces; il en redoutait une plus grande, la ruine de ce Sforza dont la puissance lui semblait si nécessaire à l'équilibre. Il avait mis tout son enjeu sur cette carte. Or le comte Francesco, s'il était seigneur au centre de la péninsule, avait tout perdu au royaume de Naples et sur les terres de l'Église; Filippo-Maria lui voulait même reprendre Crémone et Pontremoli, sous prétexte que ces deux places ne faisaient point partie de la dot, n'en étaient que la garantie provisoire[2]; Venise, redoutant par avance ce successeur présumé du vieux duc, restait froide, malgré les efforts des orateurs florentins pour l'échauffer[3] : le Conseil des Dix se laissait difficilement arracher quatre mille chevaux pour l'armée de Lombardie[4], alors que Cosimo poussait toutes ses forces à en venir aux mains[5]. C'est eux pourtant qui, avec ce

1. Dépêche du 16 août 1446 à Donato, orateur florentin, dans Fabroni, Doc., p. 170; Boninsegni, p. 81; Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 34, t. II, p. 212.

2. Sanuto, XXII, 1121; *Ist. Bresc.*, XXI, 834.

3. Neri Capponi en octobre 1445; Neri Capponi et Bernardo Giugni de mai à juillet 1446.

4. Neri Capponi, XVIII, 1201; Gino Capponi, II, 40 et n. 2; Ricotti, III, 107; Sismondi, VI, 133.

5. Le 27 avril 1446, Cosimo exhortait Sforza à entrer immédiatement

faible contingent et grâce à Michele Attendolo, leur général, recueillaient tout l'honneur de cette campagne : ils délivraient Crémone assiégée; ils s'emparaient, par une victoire presque sans combat (28 septembre 1446), du pays entre l'Adda et l'Oglio, ils s'avançaient en dévastateurs jusqu'à Monza, tandis que le comte Francesco, dans les Romagnes, tenait tout au plus tête à ses ennemis[1].

Avant l'insuccès de ses armes, le duc était fort insolent. Puccio Pucci, qui lui apportait des propositions de paix, ne pouvait obtenir audience : il fallait renvoyer au moment que les astrologues auraient déclaré favorable. L'ambassadeur n'attendit pas d'être appuyé de la victoire pour venger la dignité offensée de sa patrie. Lorsqu'on le vint chercher, il répondit qu'à son tour il n'était pas prêt, et que l'heure du duc ne se trouvait pas être la sienne (1er septembre)[2]. Le sort des armes acheva de mettre à nu les misères du Visconti : il était presque aveugle, affaibli, malade, en danger de mort[3]. Haï de ses sujets tout occupés de savoir qui serait le maître du lendemain, abandonné de Charles VII de France, d'Alfonse de Naples, qui ne répondaient même pas à ses demandes de secours, il ne lui restait plus qu'à se jeter dans les bras de son gendre, en lui promettant de ne le

en campagne : « Reusciendo vi dà et la Marcha et la Romagnia, et anchora rompe la intelligenza del Re et del Ducha. Chredo la signoria vostra farà più al presente con cinque che de qui a uno mese con dieci. » Texte dans Osio, III, n° 342, p. 401.

1. Osio, III, n° 365, p. 440; Simoneta, XXI, 382-85; *Ist. Bresc.*, XXI, 836-38; Sanuto, XXII, 1121; *Cron. d'Agobbio*, XXI, 986; Ammirato, XXII, 51; Sismondi, VI, 135; Ricotti, III, 108; Cipolla, p. 422.

2. Ammirato, XXII, 51.

3. Un ambassadeur de Sforza, Angelo Simoneta, lui écrit de Venise le 30 septembre 1446 : « Dubito de la morte de lo duca de Milano, la quale predicono tutti li indicii. » (*Arch. Sforz.*, Orig., n° 1583, f° 91.)

point déshériter[1]. Mais après tant de tergiversations, trouverait-il créance? Il fit solliciter Sforza par le pape, par l'Aragonais, et celui-ci entra assez dans le dessein du moribond pour compter à son ancien ennemi quarante mille ducats[2].

Pourtant Sforza hésitait. Ses perplexités étaient extrêmes. Rompre avec son beau-père, c'était perdre ses chances à l'héritage; se rapprocher de lui, c'était renoncer à l'appui de Florence et de Venise, se trouver par conséquent à sa merci. D'autre part, à seconder les Vénitiens, il courait risque de leur livrer la Lombardie; et pourrait-il plus tard la leur reprendre? Un de ses confidents lui conseillait, au contraire, de s'en rapprocher, s'il ne voulait être dépouillé; Parme déjà s'offrait à lui[3]. Un autre nous apprend que, dans son embarras, il prit conseil de Cosimo. Cosimo nous est dépeint, quoique ami, comme un fourbe, si cauteleux qu'il évitait de dire lui-même, qu'il faisait dire par un tiers ce qu'il voulait qu'on sût de ses pensées, de ses projets. Et son porte-voix le plus ordinaire, c'était Nicodemo Tranchedini de Pontremoli, orateur de Sforza auprès de lui[4]. Ce qu'il conseillait à son vieil allié, c'était de ne suivre

1. Simoneta, XXI, 385; Machiavel, VI, 88 B; Sismondi, VI, 137; G. Capponi, II, 40.

2. Neri Capponi, XVIII, 1202.

3. « Essendo la S. V. lontana, ve poresti lavare le mani et tutto quello stato capitaria in altre mani... certificando la S. V. che venendo haveriti Parma. Perchè da uno de li principali de quela città io fui richiesto che sollicitasse la S. V. al venire colà. » (Angelo Simoneta, Venise, 30 sept. 1446. *Arch. Sforz.*, Orig. n° 1583, f° 91.)

4. « Cosmus explicare quid in animo haberet aperte non ausus, sententiamque ambiguis verbis involvens, ita per Nicodemum Pontremulensem referri jubet. » (Giov. Simoneta, XXI, 388.) Sforza avait trois secrétaires du nom de Simoneta et de la même famille : Angiolo dès 1426, et en 1433 ses deux neveux, Cecco, secretarius a secretis, et Giovanni, secretarius ab epistolis, c'est-à-dire chancelier. Voy. préf. de Muratori à la chronique de Giovanni Simoneta, XXI, 168.

d'autre loi que celle de son intérêt, de ne point se croire lié envers les deux républiques, qui ne l'avaient aidé qu'en vue du leur. Par là, il l'invitait indirectement à ne plus tenir compte de Venise, dont l'ambition était inconciliable avec la sienne. Si l'on ajoute qu'il recommandait de donner satisfaction à la soldatesque, en livrant au pillage Pesaro, la seule ville restée fidèle, on comprendra ce qu'ajoute Giovanni Simoneta, l'historien-secrétaire de Sforza : « Conseils iniques, que repoussa le comte Francesco, étonné de trouver en un tel homme une si exécrable barbarie [1]. » Sforza ou les siens traitant Cosimo de barbare, quel jour jeté sur ce prétendu père de la patrie !

Au fond, ce qu'il désirait, ce n'était pas le bien de Sforza, c'était le mal de Venise, objet maintenant de ses rancunes personnelles et de ses appréhensions politiques. Blessé plus d'une fois dans son amour-propre, voyant que Venise avait pris le premier rang dans les ligues, depuis que la parcimonie florentine lui laissait les deux tiers des dépenses, il craignait, comme les autres puissances italiennes, cette ambition grandissante que servaient une froide énergie, un mystérieux silence. Pour le moment, elle n'aspirait qu'à la Lombardie; mais ne lui faudrait-il pas, plus tard, l'Italie entière? Contenir Venise dans ses limites par l'établissement d'un pouvoir fort à Milan, telle apparaît la conception politique de Cosimo. Il oubliait peut-être que la fidélité de Sforza devait être incessamment salariée ; que ce parvenu était insatiable dans sa soif ou ses besoins d'argent [2]; qu'un

1. Simoneta, XXI, 388.
2. Les demandes d'argent, les plaintes de n'en recevoir jamais ni assez ni assez tôt sont incessantes aux nombreux volumes de l'Archivio Sfor-

jour pourrait venir où les Florentins lui fermeraient leur bourse, et qu'en tout cas, son successeur, sinon lui-même, pourrait bien rechercher d'autres amis. Mais on ne fait pas de la politique pour l'éternité[1].

La politique même du jour semblait fort aléatoire. Sforza pesait encore le pour et le contre. Les démonstrations amicales de Cosimo lui laissaient des doutes sur sa sincérité, et il en avait de plus graves sur la stabilité de ce pouvoir occulte. Il apprenait qu'on avait dû intriguer beaucoup pour faire maintenir, un an de plus, le chef des Medici parmi ces officiers du *monte* qui manipulaient sans contrôle la fortune publique[2]. Cosimo disait bien au confident Nicodemo qu'il n'avait désiré être maintenu dans cette charge que pour fournir aux besoins pécuniaires de son allié en même temps qu'aux siens[3]; mais il disait aussi qu'il n'oserait « forcer ce peuple », ne voulant point se faire couper la tête[4]. C'était là son invariable échappatoire, quand il n'était

zesco, qui en deviennent d'une monotonie vraiment fastidieuse. On trouve dans une de ces dépêches quémandeuses ces mots curieux : « Bixogna faciate a la mercadantescha, che rare volte famo gran guadagno senza el gran pericolo. » (Nicodemo, Boccaccino et Contuzo à Sforza, 25 nov. 1446. Orig., nº 1583, fº 127.)

1. Guicciardini (*Stor. di Fir.*, *Op. ined.*, III, p. 8, 9) croit que Cosimo, s'alliant à Sforza, sauva la liberté de l'Italie, qui n'avait pas de pires ennemis que les Vénitiens. Machiavel est également de cet avis. Voy. ses Lettres d'affaires.

2. « Et è stato difficilissimo a vencerla. » (Boccaccino et Nicodemo à Sforza, 22 octobre 1446. *Arch. Sforz.*, Orig., nº 1583, fº 104; et Buser, Append., p. 352.)

3. « Et pur Cosimo quando ce fece durare tanta fatica a farlo refermar al monte, ce dicia farlo solamente perchè ritrovandosse in quel offitio potia sempre soccorrervi ad omne vostro bixogno et assicurarsi de assignamenti luy estesso. » (Nicodemo à Sforza, 25 nov. 1446, en chiffre. *Arch. Sforz.*, Orig., nº 1583, fº 133.)

4. « Fariavi omne bene, ma pur non vene voria sforzare questo populo. Et dice che seriano tute cose da farli mazare el cappo. » (*Ibid.* Dans les copies, nº 1597, fº 150, on trouve au clair les passages qui sont en chiffre dans l'original.)

pas en humeur de financer, et, pour le moment, il semblait refuser de s'engager à fond : il faisait recommander à Sforza de dire bien haut qu'on ne pouvait manger l'énorme gâteau du duc, sans en donner une bonne part aux Vénitiens[1]. On voyait bien « qu'il voulait diminuer les dépenses de sa patrie, tenant pour certain que son *condottiere* ne cesserait jamais d'être à lui[2] ».

Le soupçon était donc légitime, et l'hésitation explicable. Une faute de Venise y mit fin. Jusqu'alors, Venise avait défendu contre le duc de Milan la ville de Crémone, où elle voyait comme un boulevard pour ses États de terre ferme; mais, apprenant les négociations pendantes entre le beau-père et le gendre, elle prit ses craintes pour des réalités, elle crut conclus des accords encore douteux, et, pour ne pas voir cette place, son rempart, le devenir du voisin, elle essaya de s'en emparer par trahison[3]. Sans plus tarder, Sforza accepta de Filippo-Maria la même solde qu'il recevait de la ligue, soit deux cent quatre mille florins d'or par an, avec la suprême autorité militaire sur tous les soldats, toutes les places de guerre du duché. Ces places sont dénommées dans le traité; Milan n'y figure pas (10 novembre 1446)[4].

Ainsi assuré du présent et de l'avenir, Sforza n'en

1. « Et ha voluto Cosimo che de verun altra cosa se participi el vero con persona... et ad chi ce strengesse un poco più, dichiamo che serate de parere, poy che la torta del duca è grande, che la non se devesse mangiare che costoro non ne havessero una bona parte et nuy qualche particella per ristoro. » (Copies, *ibid.*, f° 150.)

2. « Et forsi quando potesse liberare questo populo de la spesa vostra, gli pareria fare un bel facto, et maxime che gli pare essere certo habiate sempre ad essere suo. » (*Ibid.*)

3. Simoneta, XXI, 389; *Ist. Bresc.*, XXI, 839; Ricotti, III, 110; Sismondi, VI, 141.

4. Simoneta, XXI, 391. Voy. l'instrument dans Du Mont, *Corps diplom.*, t. III, part. I, p. 155.

continue pas moins de tendre à Cosimo sa main de mendiant armé : il ne pouvait, disait-il, s'embarquer dans le navire sans biscuit[1]. Il s'est dévoué à la ligue avec plus d'amour et de foi que n'en eurent jamais saint Jean-Baptiste et le Christ. Il y a sacrifié sa chair, et il ne s'en plaint pas. Il y a perdu de beaux États, appauvri sa compagnie et lui-même, au point que personne n'a plus rien, qu'il a engagé tout ce que possède Madonna Bianca, sa femme, et qu'elle vit avec ses enfants dans une misère honteuse à dire[2]. Il flatte Cosimo, de qui il espère plus de conseils et d'assistance que de son père, si ce dernier vivait[3]. Il entend être le fils et serviteur de la commune de Florence ; il le sera de toute son âme, de tout son corps, avec ses gens d'armes, ses fils, ses parents, ses amis, tant qu'il aura vie, et plus à l'avenir que par le passé. En mourant, il laissera sa malédiction à ses enfants, s'ils ne sont pas de la même volonté[4].

Toutes ces protestations pour de l'argent, est-ce assez de bassesse ? Pas encore. Sforza devait avoir une singulière habitude du mensonge, car il se défend auprès de Cosimo, auprès de ses propres ambassadeurs, d'avoir menti : « Je n'use point d'artifice avec vous. Si vous trouvez que je n'ai pas dit la vérité, je veux que vous

1. « Non faria per vui intrare in nave senza biscotto. » — On disait : « Che saria impossibile havessino omne cosa cossi ad votum, che ad quel modo luy et ognuno saperia vincere. » (Boccaccino et Nicodemo à Sforza, 25 nov. 1446. Copies, n° 1597, f° 148.) Le 3 décembre suivant, dans une lettre de Sforza lui-même, revient la métaphore du navire et du biscuit. (*Ibid.*, f° 158.)

2. Sforza à Boccaccino et Nicodemo, Pesaro, 7 déc. 1446. (Copies, n° 1597, f° 164.)

3. Autre lettre du même aux mêmes, même date. (*Ibid.*, f° 166.) Ces deux lettres sont fort curieuses.

4. Du même aux mêmes. 12 mars 1447. (Copies, n° 1598, f° 42, et dans Buser, App., p. 355.)

ne me croyiez jamais plus. Pour vous en assurer, envoyez Diotesalvi[1]. » Un enfant, un écolier, souvent pris en faute et puni, aurait eu peut-être plus de soin de sa dignité.

C'est qu'en ce siècle de mensonge et de parjure, n'ayant confiance en personne et en rien, on ne pouvait raisonnablement se flatter d'inspirer confiance soi-même. Sur ces engagements de la veille on écrivait comme s'ils n'engageaient point. A Florence, ils avaient produit « un grand *busbu* à la florentine ». On ne savait que croire de tous les mouvements de troupes; on ne marchait plus qu'à tâtons, on suspectait l'ambition de ce *condottiere*, à qui il ne suffirait pas d'être roi d'Italie[2]. Vingt jours après le traité conclu entre le beau-père et le gendre, celui-ci délibère encore avec ses amis et alliés s'il fera la paix avec Venise ou la guerre au duc dans le Parmesan, en s'appuyant aux deux républiques, ou encore s'il se mettra à la solde de ce vieillard, dans le cas où il aurait les moyens de payer. C'est là ce que conseillait Cosimo, mais ce qu'il conseillait seul[3], et, dans tous les cas, pour dissiper les défiances, il était urgent de se décider[4].

Ce fourbe de Filippo-Maria n'avait pourtant pas le droit de se plaindre : de son côté, il négociait secrète-

1. « Et non credate che io usci queste parole in arte alcuna con voi. Et quando trovate che io ve dica bosia, io son contento che non mi crediate mai più cosa alchuna... Et perchè cognoschati che se io ve dico il vero o non, io ve prego che voi mandiate per mia compare Diotesalvi. » (27 avril 1453. A Cosimo. Copies, nº 1602, fº 64.) — « Io ve ho dicto come le cose sonno passate et passano de qua, et dictove el vero. » (7 déc. 1446, à Nicodemo. *Ibid.*, nº 1597, fº 164.)

2. Nicodemo à Sforza, 28 nov. 1446. Orig., nº 1583, fº 135.

3. « Cosimo solo è in opinione de lassar andare el conte a la via del duca. » (Nicodemo à Sforza, 30 nov. 1446. *Ibid.*, fº 143.)

4. Nicod. et Bocc. à Sforza, 29 nov. 1446. Orig., nº 1583, fº 139.

ment en France une intervention du Dauphin, auquel il aurait abandonné Gênes[1], et ce n'était bientôt plus que le secret de la comédie. Le 9 février 1447, la seigneurie florentine donnait même avis au Conseil des Dix, à Venise, qu'un écuyer de Charles VII, passant par Florence pour aller à Rome, avait confessé « à quelques citoyens importants », c'est-à-dire à Cosimo, que le Dauphin venait de faire ligue et convention avec le duc, que le duc lui promettait l'hérédité de son duché, lui livrait dès à présent Asti, Novi, Gavi, tous les châteaux du pays de Gênes, et s'obligeait à l'assister dans la conquête de cette ville, conquête prochaine, car déjà deux mille chevaux, franchissant les Alpes, s'étaient « sans aucun doute » emparés d'Asti. En retour, le Dauphin promettait de défendre son allié contre tous, sauf contre Florence et Sforza, en lui conduisant, au printemps, cinq mille chevaux[2]. Ces propos n'étaient point, il est vrai, paroles d'Évangile, et ils semblaient même contradictoires : comment le Dauphin, dépouillant Sforza, pouvait-il s'engager à ne pas le combattre ? On ne reconnaît plus l'habileté du Visconti, il livrait tout sans rien obtenir. Était-ce par haine de son gendre et par esprit de vengeance ? Peut-être ; mais vengeance, alors, de malade, et presque de mourant.

Le 13 août 1447, la fièvre, la dysenterie emportaient ce hideux géant, aussi obèse dans l'âge mûr que maigre dans sa jeunesse, malpropre, sombre, taciturne et faux, défiant de lui-même autant que des autres, fin

1. « Li Francesi cercano con ogni via de havere Zenoa et siamo quasi certi che stando le cose come le stano, la gli capitarà in le mane. » (Le Duc à Sforza, 31 déc. 1446. *Ibid.*, f° 159.)

2. Lettre de la seigneurie, publiée par Fabroni, Doc., p. 178, et reproduite, à cause de son importance, par Desjardins, I, 59.

et belliqueux sans profit, traître envers tout le monde, et non trahi, malgré tout, par ses *condottieri*. Il était de son temps par l'irréligion, et du moyen âge par ses superstitions ridicules. Il n'a été loué que du seul Filelfo, qui vendait ses éloges[1], et, dans ses funérailles sans pompe, l'unique sentiment que ses sujets firent paraître, ce fut la joie[2]. Quelques-uns d'entre eux, des courtisans, lui avaient arraché, quand il était déjà dans les affres de l'agonie, un codicille qui léguait ses États au roi d'Aragon, sans aucune mention de Bianca, de Sforza, du Dauphin, et chargeait trois fidéicommissaires de lui livrer les forteresses[3].

Ce codicille *in extremis*, beaucoup, ne l'ayant point vu, le croyaient supposé. D'autres ne le tenaient pas pour valable; ils alléguaient le mot prêté à Filippo-Maria, quand on le sollicitait de désigner son successeur, qu'il était bien aise qu'à sa mort tout fût confusion[4]. Il avait fait de son mieux pour atteindre ce beau résultat, mais les circonstances le servaient mal : elles simplifiaient la situation qu'il voulait compliquer. La mort d'Eugène IV avait privé Alfonse d'un ami, débarrassé d'un ennemi Sforza et Cosimo, dont il contrariait l'alliance. Les deux alliés craignirent un moment que le

1. Simoneta, XXI, 395-97; *Cron. Bol.*, XVIII, 684; Sanuto, XXII, 1126; Ammirato, XXII, 54.

2. Niccola Guarna à Sforza, 14 août 1447. Orig., n° 1584, f° 239. Plusieurs dépêches de cet ambassadeur nous font assister aux progrès de la maladie et aux événements qui la marquèrent. *Ibid.*, f°s 228-237.

3. Guarna à Sforza, 13 et 14 août 1447. Orig., n° 1584, f° 237, 239. Les plus récents auteurs, M. Cipolla entre autres (p. 427), ne parlent qu'hypothétiquement de la résolution prise par le duc de désigner Alfonse comme son successeur. La lettre de Guarna confirme pleinement le témoignage de Candido Decembrio (R. I. S., XX, 1020) et de Fazio (p. 142). M. Cipolla donne d'ailleurs d'autres textes qui semblent probants.

4. Simoneta, XXI, 397.

nouveau pape ne fût pire [1]; mais ils ne tardèrent pas à être rassurés.

Le choix du conclave s'était, en effet, fixé (6 mars) sur Tommaso Parentucelli, citoyen de Sarzana, mais Florentin dans l'âme [2]. Né d'un pauvre médecin de Pise, il avait dû, avant de terminer ses études à Bologne, gagner son pain à Florence, en servant de répétiteur aux fils de Rinaldo des Albizzi et de Palla Strozzi [3]. Plus tard, il était revenu dans cette ville à la suite du cardinal Niccola Albergati, qu'il servit vingt ans en qualité d'intendant, de secrétaire, de médecin [4], et dont, par reconnaissance, il prit le nom en ceignant la tiare. Durant ce second séjour, Tommaso de Sarzana, comme on l'appelait, toujours mêlé aux savants [5], mais reconnaissable à sa robe bleue et à son bonnet de prêtre, débattait, le matin, au coin du palais, les plus graves questions. Cosimo s'éclairait de ses conseils pour composer les bibliothèques dont il ornait Florence [6]. Devenu pape alors qu'il n'était cardinal que depuis un an à peine, il faisait de Cosimo son correspondant, son banquier, comme Giovanni de Bicci, père de Cosimo, l'avait été de Martin V [7], mais avec plus d'intimité, plus d'a-

1. Ammirato, XXII, 53. « Ha pur voluto (Eug. IV) fare come diceva la S. V., cioè morire per farve male, non solamente vivendo, ma etiamdio morendo. » (Marcolino des Barbavari à Sforza, 27 févr. 1447. Orig., nº 1584, fº 48.)

2. Voy. *Oratio Æneæ Sylvii de creatione Nicolai V*. R. I. S. III, part. 2, p. 894. Sismondi (VI, 268) rapporte d'après cet auteur les circonstances de l'élection, fort honorable pour l'élu.

3. *Commentario della vita di papa Niccola, composto da Vespasiano*. R. I. S. XXV, 270; Sforza, *la Patria, la famiglia e la giovinezza di Niccolò V*, dans *Rivista storica italiana*, ann. I, fasc. 2, avril-juin 1884.

4. *Ibid.*, p. 271, et *Vita di Nic. V, a Janottio Manetto*, R. I. S. III, part. 2, p. 915.

5. Voy. leurs noms dans Vespasiano, *ibid.*, et dans Sismondi, VI, 265.

6. Vespasiano, *ibid.*, p. 271, 274.

7. A peine élu, Nicolas disait à Vespasiano : « Tu sai quanti benefizi

tomes crochus. Grand ami de la paix, il s'était fait représenter par un membre du sacré collège aux conférences de Ferrare, où Neri Capponi et Bernardo Giugni représentaient leur patrie [1], quand la mort du duc de Milan vint tout interrompre, tout remettre en question.

En effet, malgré ses dispositions testamentaires, ou plutôt à cause d'elles, puisqu'elles étaient contradictoires, sa succession restait ouverte. Charles d'Orléans, fils de Valentine Visconti, et neveu par conséquent du défunt, élevait des prétentions plausibles, si l'on ne tenait compte du prétendu droit salique [2]. Sforza invoquait les droits de sa femme, fille unique, et rappelait qu'on avait vu bien des bâtards succéder [3]. Le duc de Savoie, beau-frère de Filippo-Maria, se tenait pour un prétendant acceptable, et Venise eût aimé à s'arrondir du Milanais, « le premier État d'Italie », écrivait à Sforza un de ses serviteurs [4]. Enfin, le peuple de Milan croyait avoir voix au chapitre; déjà même il avait pris position, crié

m'ha fatto Cosimo de' Medici ne' mia bisogni, e però ne lo voglio remunerare; domattina lo farò mio depositario. » (Vespasiano, *Vita di Nicola V*, c. 19, dans *Spicil. Rom.*, I, 42.) — « Il papa ama cordialissimamente Cosimo. Sono cierto tucto remetterebbe in lui, perchè da ora dice non essere huomo al mondo di chui tanto si fidasse quanto di lui. » (Roberto des Martelli à Sforza, Rome, 8 mars 1447, dans Osio, III, 488, nº 393.) Sur Giovanni de Bicci, banquier de Martin V, voy. G. Amati, *Notizie di alcuni manoscritti dell' Archivio secreto Vaticano*, dans *Arch. stor.*, 3ª ser., III, part. 1, p. 199.

1. Gino Capponi (II, 42) cite leurs instructions, datées du 28 juillet 1447.

2. Une lettre du duc Philippe de Bourgogne, datée de Bruxelles, 28 septembre 1447, et adressée à Sforza, a pour but de ruiner ces prétentions. Il en est cité une phrase, d'après les Archives de Milan, par M. Fr. Bartolini, *Arch. stor.*, n. ser., XV, part. 2, p. 31, n. 1. M. Desjardins (I, 62) indique une lettre du même (7 janvier 1448) réclamant les bons offices de Florence auprès du peuple de Milan, en faveur du duc Charles d'Orléans. C'est bien de la duplicité, s'il n'y a pas là une erreur de lecture.

3. Sismondi, VI, 150.

4. « Questo è lo primo stato de Italia. » (Antonio Guidoboni à Sforza, 8 sept. 1447. Orig., nº 1584, fº 298.)

vive la liberté! élu quatre citoyens par porte pour présider au gouvernement, occupé portes et forteresses, enrôlé des capitaines d'armes, écrit à Venise, à Florence, pour leur communiquer le dessein de vivre libres [1]. On disait partout que, près de trois siècles auparavant, à la paix de Constance, Milan avait obtenu le droit de se gouverner, qu'elle l'avait délégué aux Visconti, mais que, les Visconti éteints, elle le reprenait, car celui des femmes, et surtout des bâtards, était nul. Leur savant jurisconsulte, Bartolommeo Morone, émettait un avis conforme : la dynastie éteinte, la république était de droit [2].

Le malheur, c'est que les Milanais n'étaient point unanimes. Les nobles qui occupaient le château estimaient « la tourte assez grande » pour qu'Alfonse et Sforza en pussent prendre chacun une bonne part. D'autres, en grand nombre, ouvraient exclusivement les bras au roi, tandis que certains appelaient le *condottiere* comme défenseur de la liberté [3], ou même comme vicaire, avec une partie de la tourte, du gâteau [4]. Bientôt, jusque parmi les partisans de la liberté régna la division : les Trivulzi furent guelfes et pour la guerre, les Lampugnani et les Bossi, gibelins et pour la paix ; ceux-là s'appuyant à Sforza, ceux-ci aux Piccinini [5].

1. Nic. Guarna à Sforza, 14 août 1447. Orig., n° 1584, f° 239.

2. Leo, l. VI, c. 3, t. II, p. 704.

3. Nic. Guarna à Sforza, *loc. cit.*, et 19 août, f°s 244, 247 ; Ant. Guidoboni à Sforza, 12 sept. 1447. Orig., n° 1584, f° 305; Sismondi, VI, 153.

4. « Chiamare la S. V. par loro defensore et alcuni dicono per vicario, con dire che ve feranno tale parte de questa torta che meritamente vene potrete contentare. » (Nic. Guarna, 13 août 1447. Orig., n° 1584, f° 237.) Voy. nombre de lettres et billets sur les villes et forteresses qu'on est prêt à livrer à Sforza, *ibid.*, f°s 255 298.

5. Ricotti, III, 126.

C'est qu'il était bien tard, après tant d'années d'asservissement, pour s'affranchir; c'est qu'une république aristocratique, la seule possible dans une cité qui n'en avait point connu d'autre, ne l'était même pas avec une noblesse pliée à la vie des cours, et n'eût, en tout cas, pu être que municipale, les villes du Milanais étant perdues, ce qui diminuait fort le prix des libres institutions. « Tout n'était, dit le secrétaire Simoneta, que désordre, rapine et meurtre [1]. » Son maître Sforza y contribuait largement pour sa part : en mettant la main sur Pavie pour prendre ses sûretés [2], il avait donné le double d'adhérents au roi de Naples [3]. Celui-ci faisait venir du nord Sigismond d'Autriche, avec toutes ses troupes disponibles, et s'avançait du sud, mais grimaçant l'amitié, feignant de vouloir s'entendre avec son rival, le traitant comme un fils [4].

Les Milanais, eux, le traitaient en ennemis. Ils le menaçaient, s'il ne rendait Pavie, de s'allier à Gênes, à Venise, à Florence [5]. Cette alliance, en effet, était le meilleur atout de leur jeu. Une république aristocratique devait trouver appui auprès des Génois, des Vénitiens, et même des Florentins, qui, sous Cosimo comme sous les Albizzi, n'avaient plus rien d'une démocratie. Réunis, ces quatre États pouvaient faire prévaloir dans le nord

1. Simoneta, XXI, 399.

2. « Il conseglio è molto desdignato cum voi perché avete tolto Pavia. » (Ant. Guidoboni à Sforza, 12 sept. 1447. Orig., n° 1584, f° 305.)

3. « È desiderato e chiamato qui da una gran parte. » (*Ibid.*) Les Pavésans reconnurent Sforza pour leur comte le 17 octobre. Voy. Cipolla, p. 429.

4. « È ligere cossa che siati Re de Lombardia, perchè lo dito Re di Ragona haverà caro intendersi cum la S. V. et haverla per fiolo. » (Guidoboni à Sforza, *loc. cit.*) Avant même d'être certain de la mort du duc, le 21 août, Alfonse écrivait à Sforza de continuer sa marche sur Milan. (Orig., n° 1584, f° 254.)

5. Ant. Guidoboni à Sforza, 12 sept. 1447. *Ibid.*, f° 305.

des idées communes, reléguer Alfonse dans son midi, réduire Sforza à l'impuissance [1]. Mais Venise manqua de sa clairvoyance ordinaire : elle s'obstina à voir dans Milan, même libre, une ennemie, un obstacle à son ambition, un pernicieux exemple pour ses peuples, et, en voulant l'asservir, elle la ramena au désir d'un seul maître, assez habile pour dissimuler un moment le joug [2].

A Florence, deux politiques étaient en présence : celle de Neri Capponi et celle de Cosimo. Neri Capponi était de la vieille école : il croyait possible de maintenir les institutions libres à Milan, et il ne partageait pas les craintes qu'inspirait partout l'ambitieuse Venise. Deux républiques rivales en Lombardie, obligées de rechercher l'appui de Florence, lui paraissaient, non sans raison, un gage de puissance pour sa patrie. Et si l'on ne pouvait maintenir Milan libre, il aimait mieux voir Venise prendre une partie du pays que de fournir des secours à Sforza pour la conquête, convaincu qu'il était que les Milanais aux abois se donneraient à la redoutable reine des lagunes, qui possèderait alors non pas une partie, mais le tout. Sur ce point, il prophétisait de travers, on va le constater tout à l'heure.

Plus avisé de beaucoup était Cosimo. Il souhaitait de voir, en Italie, tous les États égaux en puissance [3].

1. Parmi tous les documents sur la conquête du Milanais par Sforza, publiés dans l'*Archiv für Kunde österreichischer Geschichts-Quellen*, sept. 1855, il n'y a qu'une seule lettre à lui adressée (par Fiesco, Rapallo, 10 juillet 1448) dans la première année, où il soit appelé « princeps et excellentissimus Dominus Dux mediolanensis ». Voy. dans l'*Arch. stor.*, n. ser., XV, part. 2, p. 31, n. 2, le travail de M. Fr. Bertolini intitulé : *Il conquisto di Milano per Fr. Sforza dietro i documenti raccolti dal Sickel.*

2. Ricotti, III, 118 ; Sismondi, VI, 156.

3. « Riducere le potenze d'Italia a quella equalità che le ridusse. » (Vespasiano, *Vita di Cosimo*, c. 30, dans *Spicil. Rom.*, I, 354.)

Ses rancunes personnelles contre Venise se trouvaient d'accord avec le sentiment général, qui redoutait les envahissements territoriaux de cette puissance maritime. Sa vieille amitié pour Sforza, s'il parvenait à lui mettre la couronne ducale sur la tête, opposerait à Venise le plus ferme rempart, derrière lequel Florence pourrait respirer à l'aise, et Cosimo lui-même achever de s'établir [1]. Entre Sforza et Venise, c'est Venise qu'il fallait craindre, car elle balançait déjà sur terre Florence, qu'elle dépassait de beaucoup sur mer par son large et riche trafic. Sforza, au contraire, séparé de ses possessions par un mince filet d'eau, serait l'éternel ennemi de cette éternelle conquérante, toujours trop tenu en échec pour se tourner contre son ancienne alliée, pour n'en pas rechercher l'appui. Il fallait donc que le comte Francesco dirigeât tous ses efforts contre Venise et se mît en paix avec tous les autres États. C'est ce que lui mandait Cosimo, par l'intermédiaire de Nicodemo Tranchedini [2].

Les objections ne manquaient point. Il y en avait de faibles : Milan, disait-on, était l'ennemi traditionnel. Rien de plus vrai quand régnaient les Visconti, quand Venise n'avait encore ni l'appétit, ni la force de dévorer ses voisins; mais la vérité de la veille est l'erreur du lendemain. Il y en avait de fortes : au point de

1. Michele Bruto, ennemi de Cosimo, a bien marqué le nœud de sa politique, qui était d'établir à Milan un pouvoir fort, propre à tenir tête à Venise. Voy. l. I, p. 62, 65.

2. « Nicodemo, io voria ch'el conte attendesse bene ad fare una sola cosa, et questa è l'impresa che piglia in Lombardia, et lassassi stare omne altra particularità, imperhochè Venetiani serano subito in ordine et hanno gente assayssimo, et sono apti ad fare male al duca, non andando presto el conte, et pur la via è longha. » (Paroles de Cosimo à Nicodemo, rapportées par ce dernier, dép. du 22 avril 1447, dans Osio, III, 537, n° 424.)

vue du sentiment, une république vivante devait-elle empêcher une république morte de renaître? Et, au point de vue de l'intérêt, pourquoi tant craindre un État irrésistiblement tourné vers la mer? Qu'on s'abstînt, comme il était sage, de rivaliser avec Venise de vaisseaux et de colonies, une entente durable devenait possible. Mais à supposer que telle fût l'opinion du plus grand nombre, l'ascendant de Cosimo, chaque jour plus marqué, plus despotique [1], rallia les suffrages à sa volonté [2].

C'étaient, au reste, pour le moment, des discussions platoniques. Cosimo ne pouvait que par ses conseils venir en aide à Sforza, car Florence avait à se défendre contre Alfonse. Dans ce dessein, elle envoyait même Antonio Pazzi au roi René, pour l'inviter à faire revivre ses prétentions sur le Royaume [3]. Avant même la mort de Filippo-Maria, et peut-être d'accord avec lui [4], Alfonse d'Aragon tendait à posséder au centre de la péninsule des établissements solides. Il voulait assurer ses communications avec le nord, et il cédait à cette nécessité, qui fut toujours la faiblesse de l'État napolitain, de ne pouvoir le défendre qu'en dehors de ses frontières. Privé de son précieux allié Eugène IV, par la vacance du trône pontifical, il était venu s'établir à Tivoli, pour profiter des mouvements qu'il espérait à Rome [5]. Déçu dans

1. « Cognosco la natura de Cosimo che vole che tutti li cappigratii siano soy, et vole mostrar finalmente venire da se et non essere tirato. » (Nicodemo à Sforza, 26 mai 1453. Orig., n° 1586, f° 209.)

2. La preuve en est dans la joie que témoignèrent les Florentins après le succès de Sforza. Voy. Ammirato, XXII, 63.

3. Lettre du 21 nov. 1447, indiquée par Desjardins, I, 61.

4. C'est ce que dit Machiavel (VI, 89 B), et le codicille *in extremis* rend la chose assez probable.

5. Instructions manuscrites à Neri Capponi et à Bernardo Giugni. Lettres des 7 et 9 août 1447, indiquées par G. Capponi, II, 42. Cf. Machiavel, VI, 89 B.

cet espoir, et tandis que les négociations pour la paix se poursuivaient à Ferrare, il avait emporté la petite forteresse de Cennina (9 août), qui lui ouvrait par le val d'Arno supérieur l'entrée de la Toscane. L'ayant perdue quinze jours plus tard, il se portait, aux premiers jours de septembre, avec quinze mille hommes, vers Montepulciano. Il sollicitait de son alliance Sienne, qui ne lui accordait que des vivres [1], et il continuait de prodiguer les protestations pacifiques. Aux questions inquiètes des Florentins sur sa marche en avant, il répondait n'en avoir d'autre motif que la ligue de leur ville avec Venise. Venise ne continuait-elle pas la guerre, malgré la trêve de cinq ans conclue à Ferrare, et la trêve de Ferrare n'était-elle pas valable, parce qu'il y manquait la ratification du feu duc de Milan [2] ? Que cette ligue prît fin, et les Florentins trouveraient dans le roi de Naples un ami. Mais la réponse se faisant attendre, par défiance de sa sincérité ou par embarras de rompre avec Venise [3], il occupait plusieurs châteaux du Volterran [4], puis il allait prendre ses quartiers d'hiver sur le territoire de Sienne, près de la vieille Populonia (janvier 1448).

Là, sur le bord de la mer, il n'était qu'à trois milles

1. Machiavel, VI, 89 B. Le 4 novembre 1447, la commune de Florence remerciait celle de Sienne de la résistance opposée aux forces d'Alfonse. Doc. à la suite de la *Vita del Re Alf. d'Aragona*, par Vespasiano ; *Arch. stor.*, 1a ser., IV, part. 1, p. 417. Ces remerciements officiels n'empêchent pas Boninsegni (p. 83) de se plaindre vivement des Siennois au sujet de cette affaire.

2. Machiavel, VI, 89 B.

3. Ammirato, XXII, 55.

4. Lettre de la seigneurie à Alessandro des Alessandri, capitaine de Pise, 11 novembre 1447. Doc. à la suite de la *Vita del Re Alf. d'Aragona*, par Vespasiano, *Arch. stor.*, 1re ser., IV, part. 1, p. 418. — Lettre adressée de Florence à Sforza, le 3 nov. 1447. Orig., n° 1584, f° 377.

de Piombino, cette bourgade dont les Appiani avaient fait, en pays désert, une place forte, toujours convoitée par les Florentins [1]. Pour ne pas tomber dans leurs mains trop voisines, Manuello d'Appiano, qui se regardait comme l'héritier légitime des seigneurs de son nom [2], poussait Alfonse à s'emparer de Piombino, comptant bien y dominer comme auparavant, sous ce maître lointain. C'eût été pour le roi une précieuse escale sur la route de Lombardie [3]. Mais l'héritière de fait était Caterina, nièce de Manuello, et son mari, Rinaldo Orsini, la conseillait. Les deux époux avaient d'abord sollicité des Siennois, à qui leur ville était recommandée, un secours efficace. N'en ayant obtenu que deux ou trois cents soldats [4], ils ne cherchaient plus d'appui qu'en Florence. S'ils avaient eu précédemment quelques difficultés avec elle, l'exemple des comtes de Poppi leur profitait. En signe de leur bonne volonté, ils refusaient des vivres aux Napolitains, d'où le siège de Piombino (mai 1448) [5].

Prête à soutenir ces sujets volontaires, et voyant son propre territoire envahi, Florence avait nommé les Dix

1. Voy. plus haut, p. 105, note 1.

2. Depuis la mort de son frère Gherardo, fils, comme lui, de Jacopo Ier d'Appiano, mais qui avait laissé la principauté à sa veuve Donna Pavola ou Paola Colonna, de qui elle avait passé en 1445, sur l'avis favorable de son Conseil, à sa fille Caterina, mariée à Rinaldo Orsini. Voy. Cesaretti. *Istoria del principato di Piombino*, I, 154, 166, c. 8 et 10, et II, 1 sq. c. 1. Flor., 1789. L'arbre généalogique se trouve à la fin du volume.

3. G. Capponi (II, 42) croit que la possession de Piombino fut le but de *toute* la guerre. Ce ne fut qu'un moyen, comme l'avait été Cennina.

4. Malavolti, part. III, l. 2, f° 35 r°.

5. Boninsegni, p. 86; Neri Capponi, XVIII, 1204; Poggio, XX, 422; Fazio, l. IX, p. 146; Machiavel, VI, 90 A; *Istoria dell' assedio di Piombino*, poème d'Antonio des Agostini, R. I. S. XXV, 321-24. Cet auteur, né à San Miniato, était à la cour de Rinaldo pendant le siège, sorte de troubadour courtisan, qui serait plus utile s'il n'avait noyé des détails curieux dans un déluge d'invocations, de discours, de comparaisons, à l'imitation des anciens.

de balie, levé une armée, pris à sa solde de petits seigneurs, Federigo de Montefeltro, comte d'Urbino, et Sigismondo Malatesti, ennemis naguère, maintenant réconciliés. Aux derniers jours de juin, elle accordait à Rinaldo Orsini quinze cents florins par mois, quatre cents soldats à pied, dix galères et six navires plus petits [1]. Le défendre, c'était, elle en avait le vif sentiment, défendre sa propre cause. Les hostilités n'en furent pas moins misérables, comme presque toujours en ce temps-là. Si l'on combattit sur mer, ce n'est pas qu'on voulût combattre. Quatre galères florentines, qui amenaient à Piombino des hommes, de la poudre, du plomb (8 juillet), furent prises ou dispersées par les galères napolitaines, déjà maîtresses de l'île du Giglio (15 juillet) [2]. A ce combat de hasard avaient assisté les habitants de Piombino du haut de leurs murailles, et les deux armées du haut des collines en amphithéâtre qui entourent la ville et dominent la mer. Mais la fibre belliqueuse n'en avait point été excitée : Alfonse ne songe qu'à la chasse; il demande des sauf-conduits pour ses fauconniers. Neri Capponi, chef des Florentins, les refuse, parce qu'il ne s'agit pas, dit-il, de chasser la perdrix [3]; puis, après cette fière réponse, il fait place nette, il s'éloigne sous prétexte de reconquérir les châteaux perdus l'été précédent. Il ne craignait pas d'être poursuivi, et il ne le fut point : le vin manquait aux troupes napolitaines. Ces gens du sud, aujourd'hui si sobres, y voyaient alors le nécessaire tonique de la saison chaude.

1. Cesaretti, t. II, p. 8, c. I; Neri Capponi, XVIII, 1206.
2. Neri Capponi, XVIII, 1205; Boninsegni, p. 86; Fazio, l. IX, p. 148; Ant. des Agostini, part. III, c. 3, XXV, 339; Machiavel, VI, 90 A; Ammirato, XXII, 58.
3. Neri Capponi, XVIII, 1205

Pour combattre, ils voulaient leurs aises. On eût dit des Anglais.

Entre hommes si peu portés à croiser le fer, on négocie vite, sauf à faire traîner les négociations en longueur. Bernardetto des Medici rapporte du camp royal les conditions d'Alfonse, dont la première est qu'on lui remette Piombino. Beaucoup de Florentins y inclinaient. Neri accourt de l'armée pour faire toucher du doigt les dangers de cette résolution, et aussi de toute résolution. C'était, à l'entendre, comme un tison embrasé qui, de quelque côté qu'on le prenne, brûle la main : la guerre amènerait la disette et provoquerait la débandade ; la paix, donnant au roi, par la possession de Piombino, un pied en Toscane, lui permettrait d'attaquer par terre, en même temps que par mer, Pise toujours hostile. Les Florentins, pourtant, jugèrent sans doute que le tison brûlait plus d'un côté que de l'autre, car vingt-huit voix sur trente-sept décidèrent que la paix ne serait pas conclue, si le seigneur de Piombino en devait faire les frais.

Le siège continua donc[1]. Mais, dans cette saison torride, la fièvre décimait les assiégeants, et l'on annonçait l'approche de Taddeo des Manfredi, de Faenza, que la République venait de prendre à sa solde. Quelques escadrons parurent au Napolitain être une armée entière : il se retira dans son royaume, non sans menacer de revenir au printemps. Le printemps venu, il ne bougea point, et l'année 1449 fut sans guerre en Toscane[2].

En Lombardie, au contraire, se poursuivaient les

1. On en peut voir les détails dans Antonio des Agostini, part. IV, c. 5, XXV, 362 ; Neri Capponi, XVIII, 1206 ; Poggio, XX, 423 ; Fazio, l. IX, p. 151 ; Malavolti, part. III, l. 2, p. 36 ; Ammirato, XXII, 60.

2. Neri Capponi, XVIII, 1207 ; Poggio, XX, 422 ; Fazio, l. IX, p. 151 ; Agostini, part. IV, c. 6, XXV, 365 ; Boninsegni, p. 87 ; Machiavel, VI, 90 B.

hostilités : Alfonse n'y craignait point la *malaria*, et de graves intérêts l'y appelaient. Les Vénitiens, en effet, avouaient aux Florentins leurs convoitises sur ces riches plaines[1], et, s'ils y devaient renoncer, se disaient prêts à favoriser le duc d'Orléans en ses prétentions. Sforza était perdu[2], si les Milanais, pour soutenir leur cause compromise, ne l'eussent mis hors de pair. N'ayant d'autre armée que la sienne, abandonnés de presque toutes leurs villes, ils lui offraient de maintenir, avec des avantages nouveaux, le traité qui le liait au feu duc, sous réserve de l'autorité suprême du Conseil communal de Milan. Il était dur pour Sforza d'obéir, quand il prétendait commander; mais se plier au service de ces gens lui parut le moyen de devenir leur maître[3].

Qu'il le devînt, rien de plus vraisemblable, puisque les Milanais, faisant de nécessité vertu, lui passaient usurpations et violences : l'occupation de Pavie qui les avait tant irrités naguère[4], celle de Tortone, qu'aggravait la récidive[5], celle de Plaisance, livrée par lui à un si horrible pillage, qu'il faudrait, écrit un soldat, chroniqueur de Brescia, une rame de papier pour dire tant de cruautés[6]. Un de ses lieutenants, Colleoni de Ber-

1. 27 décembre 1447. Lettre indiquée par Desjardins, I, 61.

2. Lettre du 6 janvier 1448, indiquée par Desjardins, I, 61, 62.

3. Simoneta, XXI, 401; Machiavel, VI, 89 A; *Arch. stor.*, n. ser., XV, part. 2, p. 32.

4. Ant. Guidoboni à Sforza, 12 sept. 1447. Orig., n° 1584, f° 305. Il est vrai que l'on avait dû promptement refouler la colère : le 18 du même mois, les Milanais soumettaient à Sforza « Capitula que supplicant sibi concedi et confirmari ac inviolabiliter observari per illustrem D. Fr. Sfortiam, vice comitem. » (*Arch. Sforz.*, Orig., n° 1584, f°s 318-325.)

5. Sept. 1447. Simoneta, XXI, 407; Machiavel, VI, 90 B; *Arch. stor.*, n. ser., XV, part. 2, p. 32; Ricotti, III, 119; Sismondi, VI, 161.

6. Cristoforo da Soldo, R. I. S. XXI, 845. Cf. *Ann. placent.*, XX, 896, l'auteur, Ant. de Ripalta, est une des victimes de ce saccage; Simoneta, XXI, 408; *Cron. Bol.*, XVIII, 688; Ricotti, III, 120; Sismondi, VI, 170. Ces

game, ayant vaincu à Asti Renaud du Dresnay, lieutenant du duc d'Orléans[1], il n'avait plus à tenir tête qu'à Venise et au roi de Naples, dont il fallait à tout prix empêcher l'accord. Cosimo l'y aidait *totis viribus;* mais il y pouvait peu, parce que Alfonse était courroucé qu'on lui voulût prendre sa part du gâteau[2], et parce que le pape, prêt à agir contre Venise, tenait à ménager le roi, son dangereux voisin.

C'est donc contre Venise seule que se pouvait porter tout l'effort de Cosimo et de Nicolas V, si étroitement unis[3], et ce fut par pure comédie que deux orateurs florentins vinrent dans les lagunes négocier une entente contre Alfonse, en faveur du comte Francesco et du roi René[4]. La réponse et ses conséquences étaient d'avance connues : Sforza recevait bientôt des Milanais l'ordre d'attaquer Caravaggio pour s'emparer de Lodi, et, le 15 septembre 1448, il remportait une des plus importantes victoires du siècle. S'il est vrai, comme le prétend Sanuto, qu'un seul Vénitien eût péri dans la mêlée, l'armée vénitienne, presque entière, n'en tombait pas moins aux mains du vainqueur[5].

sombres récits ne sont point empreints d'exagération, puisque Plaisance n'a jamais pu se relever.

1. 11 oct. 1447. Simoneta, XXI, 429; Sanuto, XXII, 1127; Sabellico, déc. III, l. 6, f° 670; Sismondi, VI, 165.

2. Nicodemo à Sforza, 22 et 29 févr. 1448. Orig., n° 1585, f° 34.

3. « El papa se mostra male contento ch'el Re de Raghona gli manchi de questo accordo, ma mostra non ne potere fare altro al presente, et cum Cosimo mostra intendersi benissimo, maxime a la oppressione de Venetiani et redurli ad humeltà. » (Nicod. à Sforza, 22 févr. 1448. *Ibid.*, f° 49.) Le même Nicodemo dit de Cosimo : « Al tutto è scoperto contra li Venetiani. » (29 févr. 1448. *Ibid.*, f° 34.)

4. 9 mars 1448. Lettre indiquée par Desjardins, I, 61. D'après cette lettre, les ambassadeurs sont Neri Capponi et Dietisalvi Neroni. Nicodemo (28 févr. 1448, f° 34) dit que la veille ont été élus pour cette ambassade Alessandro des Alessandri et Domenico Martelli.

5. Sanuto, XXII, 1129; Simoneta, XXI, 444, 476; *Ist. Bresc.*, XXI, 847,

Le danger était grand pour ces pauvres Milanais, qui suaient sang et eau à le tenir en bride. Avant son triomphe, ils ne pouvaient s'entendre à son sujet ; après son triomphe, ils ne sont pas loin d'y réussir : ils exhortent secrètement Alfonse à lui mettre des bâtons dans les roues; ils poussent Brescia à lui résister sans détour[1]. Ainsi menacé, Sforza n'hésite point : il a affaibli les Vénitiens par les Milanais, il affaiblira les Milanais par les Vénitiens. Le tout est que ceux-ci agréent ses services, et ils les agréent. Dégoûtés de leur capitaine Attendolo, qui vient de se laisser battre, ils le remplacent par celui qui l'a battu. Ils sont bien sûrs que ce nouvel instrument ne pourra, étant à leur service, dominer à Milan qu'en sous-ordre, si même les Milanais, révoltés de sa trahison, n'aiment mieux se donner à Venise[2]. En ce temps des cyniques volte-face, celle de Sforza dut paraître bien effrontée, puisque l'officieux Simoneta se croit tenu de la justifier : il allègue les circonstances, l'ingratitude de ce peuple, qui avait pris, aux premiers jours de l'année, avec le Conseil des Dix, l'initiative des négociations[3]. Le 18 octobre, à Rivoltella, fut conclu l'accord. La sérénissime république s'engageait à aider Sforza dans la conquête de Milan et du Milanais, sauf à partager avec lui, l'Adda

851; Sabellico, Dec. III, l. 6, f° 674; Platina, XX, 846; Boninsegni, p. 87; Machiavel, VI, 91 A; Ricotti, III, 130-136; Sismondi, VI, 171-183.

1. « Senza dubio infra uno mese ad tardius Milano è per fare grande novità; li Ghibelini tuti se accordano a volere V. S. par Signore, et li Guelfi... prima vogliono darsi a Venetiani che havervi per signore. » (Nicod. à Sforza, 24 juin 1448. Orig., n° 1585, f° 38.)

2. *Giorn. Napol.*, XVI, 1130; Machiavel, VI, 91 B.

3. Simoneta, XXI, 442. Cf. *Ist. Bresc.*, XXI, 846.

servant de frontière[1], et, dès ce jour, elle le reconnaissait duc de Milan[2].

Que l'indignation fût au comble dans la malheureuse ville, qu'un édit supprimât aussitôt toutes communications avec Sforza, ses adhérents et les pays de son obéissance[3], on n'en saurait être surpris. Ce qui surprend. c'est que ce marché, qui faisait à son allié la courte échelle, trouva Florence peu enthousiaste. Dans cette période où, n'ayant point d'affaires propres, elle vit en quelque sorte de la vie d'autrui, ce sont ses sentiments sur autrui qui constituent son histoire. Certes, Cosimo restait fidèle à Sforza, de qui il ne pouvait espérer le remboursement de ses avances que par la possession effective de la riche Milan. Il avait même acquis, dans cette politique, l'appui de Neri Capponi, longtemps trop jaloux de lui pour n'être pas hostile à son bras droit[4]. pour ne pas refuser d'aller en ambassadeur auprès du *condottiere*[5], pour ne pas souhaiter l'union avec Venise et la division en Lombardie[6] ; puis désarmé de ses arguments par le traité de Rivoltella, qui coupait la Lombardie en deux et dispensait Florence, pour soutenir Sforza, de prendre parti contre les Vénitiens. Mais. quoique d'accord avec leurs compatriotes pour ne pas croire la république viable à Milan[7], ils rencontraient

1. Voy. le traité dans Du Mont, t. III, part. 1, p. 169, et dans Arch. Sforz., orig., n° 1585, f° 45. Cf. Simoneta, XXI, 485; Navagero, XXIII. 1112; *Ist. Bresc.*, XXI, 855; Sabellico, Dec. III, l. 6, f° 675; *Arch. stor.*, n. sér., XV, part. 2, p. 33.
2. *Arch. stor.*, n. sér. XV, part. 2, p. 31.
3. Arch. civico de Milan, reg. C. fol. 52, dans *Arch. stor.*, ibid., p. 33.
4. Machiavel, VI, 94 A.
5. Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 55, II, 253.
6. Cavalcanti, append., II, 517; Machiavel, VI, 94 A.
7. Machiavel, VI, 94 A. — Cf. Giacomo de Camerino à Sforza, 1449;

une vive résistance à leur dessein de soutenir l'usurpateur : on sentait trop qu'il y faudrait de l'argent, des subsides et par conséquent de nouvelles taxes, de ces impôts qu'on levait au nombre de vingt-quatre d'un coup. Cosimo avait bien essayé parfois de dissimuler ses secours en donnant de la main à la main ; malheureusement, il n'y consentait pas toujours ; chacun savait, d'ailleurs, que, comme officier du *monte*, comme principal banquier et citoyen de la République, il pouvait puiser, pour se couvrir, dans le trésor communal, s'attribuer les revenus des portes, extorquer une loi pour recouvrer les créances arriérées [1], même se faire rembourser ouvertement, en jurant ses grands dieux qu'il n'y reviendrait plus, quoique, en fait, il y revînt [2].

C'est qu'il était pris dans l'engrenage : il ne pouvait plus se détacher de Sforza, et Sforza mendiait toujours ! Qu'importait à cet ambitieux qu'une épidémie, libéralement décorée du nom de peste, eût fait fuir hors de Florence les cinq septièmes des habitants, et que la cloche de la tour, les appelant aux Conseils, n'y réunît pas le nombre nécessaire pour la validité des délibérations [3] ! Ne pas le couvrir d'or, c'était vouloir sa ruine [4]. Il se plaignait de ne pas recevoir un pauvre *quatrino*, de ne trouver que Cosimo qui fût pour lui. Ses orateurs l'exhortaient à écrire une lettre comme il les savait faire,

Arch. de San Fedele, dans *Arch. stor.*, n. sér., XV, part 2, p. 35, n. 17. G. Capponi (II, 49, n. 4) a reproduit le texte.

1. « Aggiungevano come le casse delle porte s'andavano a votare a casa di Cosimo. » (Cavalcanti, *Sec. Storia*, c 33, II, 211). Cf. Machiavel, VI, 93 B.

2. Cambi, ann. 1449, *Del.*, XX, 265 ; Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 69, 70, II, 269.

3. Lettre de l'orateur de Sforza, 30 juin 1449, dans *Arch. stor.*, n. sér. XV, part. 2, p. 35, et G. Capponi, II, 49, n. 4.

4. Arch. de San Fedele, correspondance ducale, sans date, dans *Arch. stor.*, ibid., p. 35, et G. Capponi, II, 49, n. 4.

car, « pour obtenir autre chose que des paroles, il faudrait que les Florentins se sentissent échauffés autrement que par le soleil[1] ». Mais quel moyen d'échauffer des gens qui craignaient une invasion napolitaine, qui voyaient Venise s'abstenir, malgré ses engagements de Rivoltella, de plaider auprès d'eux la cause du comte Francesco, et qui pouvaient croire, par conséquent, que ce serait duperie de se saigner aux quatre veines pour un aventurier qui s'était aliéné Milan et que Venise ne soutenait qu'à moitié[2]! S'il geignait par lettres et par ambassadeurs, s'il tendait obstinément la main, c'était par cupidité, non par misère, puisqu'il conquérait tour à tour les villes lombardes, Plaisance, Abbiategrasso, Romagnoso, Tortone, Alexandrie (1448), puis, après un long siège, Vigevano (4 juin 1449)[3].

Milan découragée n'avait pas attendu ce dernier désastre pour négocier avec le Conseil des Dix. Le 8 janvier 1449, elle lui adressait un de ses marchands, Enrico Panigarola, établi à Venise. Venise avait quelque pudeur de rompre sitôt le traité de Rivoltella[4] ; mais elle comprenait trop quelle lourde faute c'était de ne pas protéger, dans sa difficile éclosion, cette république milanaise qui ne pouvait être qu'anémique, pour ne pas la réparer : un armistice, les préliminaires de paix, furent suivis à

1. « Non se po obtenere de fare un quatrino... Da Cosimo in fora non ce havete homo al mondo qui che la piglia a denti; or pote più uno tristo ad guastare una simile facenda che due boni ad aconzarla... con una vostra lettera como sapete fare, mostrarvi animoso et non volere esser balocato e tenuto in tempo, ve habia grandemente a giovare, et che per altra via recoglieremo parole et non danari, se già non havessero qualche calda d'altro che de sole. » (Nicod. à Sforza, 18 juin 1449. Orig., n° 1585, f° 68.)

2. *Arch. stor.*, ibid., p. 30.

3. Voy. Sismondi, VI, 190, 203, et Cipolla, p. 435 sq.

4. Arch. civico de Milan, Reg. C., f° 52, *Arch. stor.*, n. sér., XV, part. 2, 34.

Brescia, le 24 septembre, de la signature du traité[1]. Vingt jours étaient laissés à Sforza pour y accéder et subir les conditions peu tentantes qui lui étaient faites[2]; mais, deux jours à peine écoulés, « Enrico Panigarola et les autres coquins qui gouvernaient Milan[3] » lançaient une proclamation ordonnant à tous de prendre les armes, de se tenir prêts à marcher contre lui[4].

Quant à lui, il traînait en longueur, les yeux tournés vers Florence, où il espérait que son fidèle Cosimo triompherait du mauvais vouloir général[5], « s'il n'avait pas la goutte, ou s'il pouvait surmonter sa naturelle lenteur[6] ». Mis enfin au pied du mur par Venise, sommé d'accéder au traité *senza replicatione alcuna*[7], il jette le masque; mais Venise n'admet pas son refus, Florence plaide inutilement en sa faveur[8], et, le 24 décembre, le jour même où il écrivait à ses alliés toscans que la paix avait été faite à son insu[9], Venise et Milan con-

1. *Arch. stor.*, ibid., p. 37 et n. 22. Voy. le texte dans *Arch. Sforz.* Orig., nº 1585, fºs 112-114.

2. Restitution contre indemnité des pays de Milan, Côme, Lodi, conservation de Crémone, Parme, Pavie. (Lettre de Sforza à la Seigneurie de Florence. Arch. de S. Fedele, Corresp. ducale, *Arch. stor.*, ibid., p. 41.)

3. « Quello Henrighino Panigarola et alcuni altri ribaldi che regeno adesso Milano hanno promesso alla signoria di tenere modo che Milano gli venerà in le mane. » (Lettre de Sforza, 23 oct. 1449, *Arch. Sforz.* Orig., n. 1585, fº 93, et Busor, app., p. 367.)

4. « Omnes sint in puncto contra Sfortiam. » (Proclamation du 26 sept. *Arch. stor.*, ibid., p. 39 et n. 28.)

5. « Molti seguano questa erronea oppinione, ma per la Dio gracia el ce il bon patrono e defensore Cosmo, il quale arditamente et cum summa astutia ha sbrigliato et refrenato la brigata contraria, in modo che se in tuto non si rimove il loro pensero, saltem non la possono mandar ad effecto. » (Francesco des Butichelli à Sforza. Flor., 7 déc. 1449. Orig., nº 1585, fº 102.)

6. « Non bisogniava za fusse stato absente al Trebio cum le gotte. (*Ibid.*) A un poco de tardità laquale molte fiate è in Cosimo de soa natura. » (Nicod. à Sforza, 3 juin 1451. Orig., nº 1585, fº 195.)

7. Lettre de Sforza aux Florentins. *Arch. stor.*, n. sér. XV, part. 2, p. 42, n. 36.

8. *Ibid.*, p. 43.

9. « La pace è stata facta senza alcuna saputa de mi. » (*Ibid.*, p. 40, n. 29.)

cluaient une ligue offensive contre le détenteur illégitime d'une partie des territoires que l'une garantissait à l'autre sur le papier, faute d'oser, pour les garantir plus efficacement, traverser les lignes de Sforza[1].

Vain accord! Pour l'infortunée Milan, l'heure est venue de prendre un parti : se soumettre au capitaine à sa solde en lui imposant un gouvernement modéré, comme le voulaient les nobles gibelins, ou lui préférer le diable, pis encore le Grand-Turc, et mettre à mort lui, l'ambassadeur vénitien, tous ceux qui proposaient de plier: c'était ce que réclamait, dans sa passion, le peuple guelfe[2]. Mais la nécessité fait loi : le manque de vivres, une horrible famine amenaient à composition les plus énergiques[3]. Comme on ne lisait pas au fond des cœurs, il fallut du courage à un citoyen, ancien soldat de Sforza, Gaspare de Vimercate, pour dire en assemblée générale (26 février 1450) que les rois de France et de Naples étant trop éloignés et le duc de Savoie trop faible pour protéger Milan contre Venise, le salut était de se mettre aux mains du puissant et miséricordieux comte Francesco. L'orateur eût peut-être été écharpé la veille; ce jour-là, le nom que personne n'osait prononcer fut acclamé comme celui de l'unique sauveur[4].

Le premier pas fait, les autres ne coûtent guère.

1. *Arch. stor.*, ibid., p. 43, 44. Le pape refusait aussi de lui porter secours. (Giov. des Baldirombi, des frères mineurs, à Sforza. Venise, 1149. Corresp. duc. *Arch. stor.*, n. sér. XV, part. 2, p. 37, n. 21.)

2. Simoneta, XXI, 597; Machiavel, VI, 94 B; *Arch. stor.*, n. sér. XV, part. 2, p. 45. Une lettre du 22 avril 1450 parle encore des offres faites à Venise de tuer Sforza dans l'année. (Arch. Ven. Cons. X, mista 13, dans Buser, app., p. 367.)

3. Simoneta, XXI, 594.

4. Simoneta, XXI, 600; Boninsegni, p. 89; *Ist. Bresc.*, XXI, 863; Machiavel, VI, 94 B; Ammirato, XXII, 63.

Milan ne recevait Sforza que sous la réserve et sans préjudice de ses droits[1]; or à peine a-t-il fait son entrée (25 mars)[2], les arrogants articles ne sont plus que d'humbles désirs. Un paysan succédait donc aux Visconti au moment précis où ses mercenaires, instruments de sa fortune, touchent à la décadence, grâce au progrès des armes à feu et de l'infanterie, grâce aux armées permanentes qu'Alfonse établit en Italie comme Charles VII en France. Le nouveau duc aurait dû faire comme lui, créer des armées à grand renfort d'impôts et en défendant aux hommes d'armes de sortir de ses États pour en servir d'autres. Faute d'une imitation intelligente et opportune, il fondait sur le sable. Sa dynastie ne devait pas atteindre au sixième héritier, et à ces héritiers étaient réservés de tragiques destins[3].

Mais, dans les premiers temps, ce pouvoir nouveau semblait solide, comme ils le semblent tous à leur aurore, et c'est, en somme, une solidité relative, dans le cours ordinaire des choses humaines, qu'une durée de six générations.

1. « Cum reservatione et sine prejudicio cujus libet juris. »

2. Les auteurs disent le 26 ou 28 février; la date du 25 mars est donnée par M. Bertolini, qui a vu les documents, et qui ajoute même que le 11 mars seulement avaient été arrêtées les mesures pour l'entrée solennelle. Cf. Simoneta, XXI, 602; *Ann. Placent.*, XX, 901; Sanuto, XXII, 1137; Navagero, XXIII, 1114. Ce sont les *Capitula inter civitatem Mediolani et Fr. Sfortiam*, qui sont du 26 février. Voy. *Arch. Sforz.* Orig., nos 1585, fos 136-147.

3. Voy. Ricotti, III, 150-158; Sismondi, VI, 215.

CHAPITRE IV

DOMINATION DE COSIMO
GUERRES ET NÉGOCIATIONS AVEC VENISE ET NAPLES.

— 1450-1454 —

Cosimo, pour s'éloigner de Venise, se rapproche de Naples. — Alfonse préfère Venise. — Ambassade vénitienne et napolitaine à Florence (6 mars 1451). — Proscription des marchands florentins (mai). — Alliance des Florentins avec Sforza. — Ambassade en France (10 septembre). — Lettres patentes de Charles VII et traité (21 février 1452). — L'empereur Frédéric III de passage à Florence (30 janvier, 5 mai). — La guerre déclarée par Alfonse aux Florentins (11 juin). — Vaine campagne de son fils. — Nouvelles négociations en France (28 septembre). — Campagne d'Alessandro Sforza (août 1453). — Acquisition du comté de Bagno (12 août). —Traité avec la France (11 avril). — Le roi René en Lombardie (septembre). — Haine des Italiens pour les Français. — Retour de René en France. — Conséquences de la prise de Constantinople sur les querelles italiennes. — Paix de Lodi (9 avril 1454) imposée par Venise et Sforza. — Les puissances se refusent à la croisade contre les Turcs.

Florence pouvait se tenir pour satisfaite du succès complet, définitif de son ancien allié. Tous les dissentiments, d'ailleurs, devaient disparaître devant le fait accompli. Ceux-là mêmes qui étaient le moins enthousiastes n'avaient pas à regretter le feu duc, ennemi invétéré. Quelques-uns des principaux citoyens furent envoyés à son successeur pour le féliciter : Piero de Cosimo, Neri Capponi, Luca Pitti, Dietisalvi de Nerone[1]. Le paysan couronné allait devenir, suivant les cas, le bouclier de Florence contre Venise ou son épée.

1. Simoneta, XXI, 608; Boninsegni, p. 89; Ammirato, XXII, 63.

Il n'y avait point de rupture encore entre les deux républiques; mais Giannozzo Manetti, orateur résident des Florentins aux lagunes, paraissant trop favorable au Conseil des Dix, Piero et Neri avaient reçu mission de le rejoindre pour lui faire contrepoids. Neri, cependant, se laissa gagner à ses idées, qu'il partageait autrefois et qui trouvaient dans les Conseils de sa patrie, au palais même, de nombreux adhérents. La politique personnelle s'en trouvait contrariée; Cosimo, n'ayant point d'ordres officiels à donner aux ambassadeurs, enjoignit à son fils Piero de revenir sans retard, dans le dessein, qu'il avoue, de décider les autres à faire de même[1]. Le calcul était juste, et ce départ collectif présageait une rupture.

Dès lors, avant de la consommer, les deux républiques devaient se disputer l'alliance du puissant Alfonse, en qui elles détestaient l'étranger et redoutaient le conquérant[2]. Pour éviter ces fourches caudines, Cosimo avait fait maint appel au roi René[3]. Ne le voyant point venir, il avait bien fallu renouveler auprès de l'Aragonais des avances déjà repoussées. La fierté des Dix de la guerre s'y refusait. Ils rappelaient même les orateurs envoyés à ce prince; mais un d'eux, Giovannozzo Pitti,

1. « Piero, all'avuta di questa, te ne verrai, perchè venendone tu, non vi rimarrà ignuno degli altri. » (Lettre citée par Vespasiano, *Vita di Giannozzo Manetti*, p. 35. Turin, 1862. Cité par G. Capponi, II, 54, n. 1. Cette variante ne se trouve pas dans l'édition de *Spicil. Rom.* Voy. t. I, p. 594-598, c. 17, 20.)

2. Témoin un curieux passage où paraît le « chauvinisme » italien d'alors dans Arch. de san Fedele. Corresp. ducale. *Arch. stor.*, n. sér. XV, part. 2, p. 36, n. 19.)

3. Le 21 novembre 1447, un des Pazzi, grand ami de René, lui était envoyé en ambassade. (Lecoy de La Marche, I, 219.) Le 16 avril 1448, on lui écrivait ces paroles hyperboliques : « Omnis nostra spes in vestris potentissimis armis et auxiliis posita est. » (Lettre de la Seigneurie, Reg. XXXVI, f° 99, dans Lecoy, I, 270.)

exposant les faits de leur mission, l'on vit son collègue Bernardo Giugni verser ostensiblement des larmes, gémir de ce que leur rappel les avait empêchés de signer la paix, et sa mimique méridionale, accentuant ses paroles, avait à ce point ému, gagné l'assistance, qu'il y eut nécessité pour les Dix à nier que les négociations fussent compromises[1] et à envoyer de nouveaux ambassadeurs[2]. Le traité fut signé le 21 juin 1450[3]. Ce n'était qu'une trêve, et Florence la payait de sacrifices pénibles : Alfonse conservait Castiglione della Pescaia, c'est-à-dire le moyen d'aborder par mer en Toscane ; le seigneur de Piombino, recommandé à la République, devenait le vassal du roi, et s'engageait à lui faire hommage, chaque année, d'une coupe d'or valant cinq cents florins[4].

Beaucoup d'humiliation pour rien : à huit jours de distance, Venise obtenait d'Alfonse un autre traité, qui annulait celui des Florentins et qui devait être plus durable[5]. Mais nul, alors, ne pouvait le savoir, et grâce à

1. Vespasiano, *Vita di Bernardo Giugni*, dans *Arch. stor.*, 1re sér. IV, part. 1, p. 326, 328.

2. Ammirato, XXII, 64. Ces deux ambassadeurs furent Giannozzo Pandolfini et Franco Sacchetti, homme fort éloquent, neveu du *novelliere*, et que Sismondi (VI, 236) confond avec son oncle, mort en 1402.

3. Voy. le texte dans Du Mont, t. III, part. 1, p. 175. Le 24, les ambassadeurs l'envoyaient à la Seigneurie. Doc. à la suite de la *Vita del Re Alf. d'Arag.*, par Vespasiano, dans *Arch. stor.*, 1re sér. IV, part. 1, p. 419. Les lettres arrivèrent avec l'*ulivo* le 29 juin. Voy. Boninsegni, p. 90. De là l'erreur de divers auteurs qui donnent, pour la signature du traité, la date du 29.

4. Ammirato, XXII, 64 ; Légations manuscrites de Neri Capponi (Arch. di Stato à Florence). Un détail curieux relatif à cette paix : on donnait des pourboires aux ministres et serviteurs royaux, et le mot italien était alors le mot français : « Sa la V. S. quello si costuma in tali acti et di pagare il rogo per la vostra parte, et per beveraggi a vari ministri. » (Lettre de Pandolfini et Sacchetti annonçant le traité à la Seigneurie. Doc. à la suite de *Vita del Re Alf. d'Arag.*, par Vespasiano. *Arch. stor.*, 1re sér. IV, part. 1, p. 420.)

5. 2 juillet 1450. Texte dans Du Mont, III, part. 1, p. 178. Boninsegni (p. 91) met ce traité au mois de novembre.

ses deux traités, le perfide Alfonse restait libre de choisir entre les deux rivales au moment opportun. Venise le sentait si bien, quoiqu'elle eût l'avantage de la plus récente signature, qu'elle cherchait partout d'autres alliés : le duc de Savoie, le marquis de Montferrat, la commune de Sienne, qui se réservait, en traitant, le droit de ne livrer passage, sur son territoire, à aucun corps de troupes destiné à troubler le repos de Florence[1]; Bologne, enfin, que Venise ne pouvait gagner qu'en renversant Santi Bentivoglio, bâtard né dans l'exil à Florence, où un sien oncle l'avait intéressé dans une boutique de l'art de la laine pour un capital de trois cents florins, en le recommandant à Neri Capponi, et qu'un soudain retour de la fortune avait placé à la tête des Bolonais[2]. Venise allait plus loin encore : elle cherchait à prévenir une lutte prévue, en supprimant Sforza par l'assassinat, expédient ordinaire de son abominable politique et qu'on a mis récemment en pleine lumière[3].

Menacée par ces intrigues, par ce réseau d'alliances qui se formait en dehors d'elle, autour d'elle et contre elle, Florence devait-elle prendre l'initiative d'un éclat ? Elle le devait d'autant moins que si les Vénitiens ne re-

1. Machiavel, VI, 96 A.

2. Neri Capponi, XVIII, 1207 ; Boninsegni, p. 80 ; Cavalcanti, *Sec. Stor.*, c. 48, II, 242 ; Ammirato, XXII, 67. G. Capponi (II, 51) donne de longs détails sur cette affaire, d'après son ancêtre Neri.

3. Dans la *Revue historique* (t. XX, p. 108 sq., sept. 1882), M. Vladimir Lamansky a publié des analyses de documents extraits de divers dépôts vénitiens, et qui montrent la République acceptant les offres d'assassinat ou même les provoquant, promettant aux assassins des récompenses pécuniaires et même de les prendre à son service. Du 5 septembre 1448 au 25 novembre 1453, on ne relève pas moins de huit négociations de ce genre contre le seul Sforza. Voy. p. 109-111. Et M. Lamansky ne se flatte sans doute pas d'avoir été complet : il ne mentionne pas une lettre du 22 avril 1450, faisant à Venise l'offre de tuer Sforza. (Arch. ven. Cons. X, mista 13, ans Buser, app., p. 367.)

cevaient pas ses ambassadeurs, sous prétexte de ne pouvoir entendre à rien sans la participation de son allié du sud[1], ils envoyaient eux-mêmes à Florence Matteo Vettori, en même temps qu'Alfonse le célèbre Antonio de Palerme, secrétaire royal. Le 6 mars 1451, ils communiquèrent officiellement à la Seigneurie l'alliance de leurs maîtres, connue, disaient-ils, depuis huit mois, conclue pour le maintien de la paix, ouverte à qui voudrait y entrer. Mais à ces paroles, prononcées d'un ton aimable dans un discours élégant, ils ajoutèrent d'aigres reproches pour avoir, l'année précédente, appelé Alessandro Sforza, frère du duc, fourni de l'argent au duc lui-même, procuré un rapprochement entre lui et le marquis de Mantoue[2]. Le chancelier, selon l'usage, répondit en lettré aux compliments, et l'on prit du temps pour répondre aux reproches. C'est seulement le 17 mars que Cosimo s'en fit donner la mission. Quoique pauvre orateur, il parla, si l'on en croit un contemporain, « merveilleusement et avec de si véritables sentences, en langage si orné, que les ambassadeurs, loin de contredire à rien, semblèrent être calmés, bien satisfaits et éclaircis[3] ». Il récitait sans doute les belles périodes que quelque secrétaire avait « fourbies », alignées par son ordre, dans le silence du cabinet.

Des deux parts on s'aspergeait d'eau bénite de cour, sans prendre le change sur les secrètes intentions. Étaient-elles même secrètes? Déjà, vers la fin de 1450, Venise avait frappé de droits onéreux les marchands

1. Machiavel, VI, 95 B.
2. Boninsegni, p. 92.
3. *Ibid.* Ammirato (XXII, 65) fait longuement le discours de Cosimo, selon sa coutume, et Sismondi (VI, 237) le résume d'après lui.

étrangers qui trafiquaient sur ses domaines, et la draperie qu'ils importaient[1]. Aux derniers jours de mai 1451, elle faisait saisir toutes les marchandises florentines, enjoignait à tous les Florentins d'évacuer son territoire avant le 20 juin. Simultanément, Alfonse rendait un semblable décret : des galères vénitiennes lui devaient être fournies pour en procurer l'exécution et conquérir Gênes[2].

De pressants efforts étaient faits pour englober dans une ligue contre Florence divers princes, divers États, notamment l'empereur Constantin Paléologue et jusqu'à la petite république de Raguse, sans succès, il est vrai[3]. Ceux qui repoussaient ces ouvertures n'avaient aucune raison de tenir la lumière sous le boisseau. Florence savait donc que Venise et Naples machinaient sa ruine[4]; mais rien ne semblait changé depuis la paix de l'année précédente : aucune rupture, aucune déclaration de guerre, et les dernières relations diplomatiques pouvaient, en somme, passer pour amicales.

1. Ammirato, XXII, 65.

2. « Hogi sono stato cum N. Signore quale me dice havere lettere da Vinesia da particulare cittadini, como Venetiani al tuto intendono cacciare Fiorentini de omne loro paese, et attendere chel Re facia quel medesimo et dargli aiuto de galee per farlo fare contra Fiorentini. Ceterum che soa Santità ha aviso de uno de li principali cortesani del Re como el Re intende fare in ciò la voluntà de Venetiani... Crede che una de le principale casone per le quale el Re attende a fare contra li Fiorentini et adnerirse a le voglie de Venetiani è per havere quelle 15 galee et cum le soe vedere de insignorirse de Zenoa. » (Nicod. à Sforza, Rome, 3 juin 1451. Orig., n. 1585, f° 195, et Buser, app., p. 370.)

3. Boninsegni, p. 94; Machiavel, VI, 15 B. — Les Bolonais, stimulés par les Dix de la guerre (Lettre du 19 déc. 1451. *Arch. Sforz.* Copies, n. 1599, f° 369), répondent aux orateurs de Venise et de Naples qu'ils entendent maintenir leur neutralité, qu'ils ne donneront accès, passage, asile, vivres à personne de leur côté. (Sans date. *Ibid.*, f° 379.)

4. « Per alcuni altri tractati astricti infra lo Imperatore e lo Re d'Aragona in quibus inter cetera dicitur contineri expressa destructio Florentinorum per Regem Aragonum et papam consentendosi fieri poterit. » (Doc. dans Buser, app., p. 370.)

La rigueur dont d'inoffensifs marchands étaient l'objet éclatait ainsi comme un coup de foudre dans un ciel à peu près serein. La violence choqua d'autant plus qu'elle s'accompagnait de perfidie et même d'ingratitude. L'historien de Mantoue Sacchini, plus connu sous le nom de Platina[1], désintéressé dans la question, déclare que le décret de Venise parut à tous inhumain, surtout après les bons offices des Florentins, à qui elle devait notamment la conservation de Brescia et de Bergame[2].

Pour toute réponse, Florence indignée nommait les Dix de la guerre, dont les noms montrent assez que la lutte s'annonçait grave : Cosimo en tête, puis Neri Capponi, Agnolo Acciajuoli, Luca des Albizzi, Domenico Boninsegni, le second historien de ce nom, et, parmi les cinq autres, selon la coutume, deux artisans, un aubergiste et un armurier[3]. Aussitôt fut conclue avec le nouveau duc de Milan une étroite alliance ; les parties contractantes se garantissaient mutuellement leurs États. Les Dix détachèrent du roi et reprirent au service de la République Simoneta « du Camp de Saint-Pierre », *condottiere* pour lors fameux[4]. En prévision d'une attaque des Napolitains sur la Toscane et des Vénitiens sur le Milanais, ils envoyèrent au roi de France Charles VII un d'eux, Agnolo Acciajuoli, rompu dès 1415 aux ambassades, confident et allié de Cosimo[5], exilé et revenu en même temps que lui[6].

1. Sacchini était né à Platina, village au pays de Crémone.

2. Platina, XX, 849.

3. D'autres *Balie* des Dix, en 1452 et 1453, contiennent encore deux artisans. Voy. Ammirato, XXII, 74 et 78.

4. Boninsegni, p. 94; Ammirato, XXII, 68.

5. Sa sœur Laudomia avait épousé Pier Francesco des Medici.

6. Voy. sa notice biographique dans Desjardins, I, 55, sous réserve des erreurs où cet auteur tombe trop souvent.

A cet orateur il était enjoint, après les protestations serviles d'usage et les compliments que méritaient à la couronne de France ses succès éclatants contre l'Anglais, d'exposer la situation de l'Italie, d'excuser la République de n'avoir pas porté secours au roi René dans son expédition sur Naples, mais en glissant sur ce point délicat [1]. Il devait montrer les négociations les plus contradictoires se croisant en Italie contre Florence et contre la France même, solliciter l'alliance de Charles VII, et lui laisser le choix des moyens d'action. Que si le roi très chrétien demande dans quelle mesure la République coopérerait à l'entreprise, en hommes ou en argent, l'orateur répondra que, lorsqu'il est parti, on n'imaginait pas que cette question pût être posée, et qu'en conséquence on n'en avait pas délibéré [2], mais que le roi pouvait compter sur les âmes, les corps, les facultés de tout le peuple florentin. Toutefois, comme Florence ne souhaitait aucune acquisition et qu'elle n'aurait que la dépense, s'il était nécessaire de l'engager, il ne faudrait le faire que pour trois mille chevaux au plus, et encore dans un traité particulier, secret [3]. Charles VII devrait, enfin, être supplié d'expulser de son royaume les marchands vénitiens, et de molester sur les Pyrénées, en Navarre, le roi d'Aragon [4].

Ces ouvertures, donnant lieu à de longs pourparlers, furent bientôt connues et mirent, chez les inté-

1. « E di questa parte uscirete aptamente, perchè non è tale che vi si voglia dimorare. » (Instructions à Ang. Acciajuoli, 10 sept. 1451, dans Desjardins, I, 65.)

2. « Qui non s'imaginò la S. M. avere tale pensiero. » (*Ibid.*, p. 68, et supplément aux Instructions, p. 70, 71.)

3. *Ibid.* Supplément, p. 71.

4. *Ibid.*, p. 69.

ressés, toutes les têtes à l'envers. On ne doutait point que le roi de France entrât en campagne, ne fût-ce que pour se débarrasser des gens d'armes dont il n'avait plus besoin. On le voyait déjà maître de la Lombardie, de Gênes, de l'Italie entière, où il trouverait partout des alliés et qu'il réputait pleine d'or. Ne voudrait-il pas ensuite ceindre la couronne impériale, transférer de nouveau le Saint-Siège à Avignon, exercer à plaisir ses vengeances contre les ducs de Bourgogne, de Savoie et tous les amis des Anglais [1] ? En fait, avant la fin de l'année, il était d'accord avec Acciajuoli sur les bases du traité ; mais, craignant toujours une nouvelle invasion britannique, retenu par le duc d'Orléans, pour qui Sforza était un usurpateur, un ennemi personnel, il résistait à l'empressement de ses gens d'armes [2]. C'est seulement le 21 février 1452 qu'il s'engageait par lettres patentes, si, à partir de ce jour jusqu'à la Saint-Jean de l'année suivante, les Florentins ou le duc de Milan étaient molestés, à les défendre contre tous, sauf contre le pape et l'empereur, à leur envoyer un prince de son sang ou un autre capitaine, avec une armée dont il se réservait de fixer le chiffre ; mais il espérait que, d'ici là, tous les différends seraient aplanis, sans en excepter ceux qui intéressaient sa famille, allusion transparente aux prétentions du duc d'Orléans sur Milan et sur Gênes [3].

1. 12 sept. 1451. Memoriale über die Verhältnisse Frankreichs zu Italien, geschrieben in Mailand. Texte italien dans Buser, app., p. 372.

2. Lettre d'Acciajuoli à Sforza, Tours, 21 déc. 1451. *Arch. Sforz.* Orig., n° 1585, f° 234. Acciajuoli, quoique envoyé de Florence, correspond avec Sforza comme avec ses chefs. Rien ne montre mieux l'étroite intimité de Florence et de Milan à cette date.

3. Lettres patentes dans Desjardins, I, 72. Lettre d'Acciajuoli, 27 févr. 1452. *Lettere alla Signoria*, t. VIII, n° 221. Lecoy de La Marche, I, 271. La

Un incident qui eût, jadis, précipité la guerre, la retarda. Avant même la conclusion du traité entre la France, Sforza et les Florentins, l'empereur Frédéric III était parti pour l'Italie. Ce fils du duc d'Autriche et de Styrie Ernest, était alors dans la douzième année d'un règne qui provenait d'une usurpation : il s'était déloyalement substitué à son neveu et pupille Ladislas le posthume, un enfant de quatorze ans, fils d'Albert II, roi de Hongrie et de Bohême [1], et, par prudence, par défiance, il le conduisait avec lui en tous lieux. Exécré en Allemagne pour sa perfidie [2], ce prince sans prestige venait, comme tant d'autres avant lui, chercher à Rome la couronne impériale; mais il venait en voyageur, non en souverain, car pour un roi des Romains, pour un César, quinze cents chevaux étaient à peine une escorte [3].

Redoutant Sforza, blessé qu'il eût pris, sans sa permission, le titre de duc de Milan, il refuse de le reconnaître [4], et s'abstient par conséquent de prendre, à

lettre citée du même, en date du 21 déc. 1451, indiquait déjà les principales bases du traité, notamment l'attribution des conquêtes. Toutes terres conquises en Toscane devaient appartenir à Florence, alors même qu'elle n'y avait aucun droit, sous réserve d'indemnité pécuniaire à régler avec l'armée française. Les conquêtes : en Lombardie, pour Sforza; dans les terres d'Église, pour le pape, à la charge par eux de prêter assistance au roi ou à toute personne de son sang dans leurs entreprises en Italie. *Arch. Sforz.* Orig., n° 1585, f° 234.

1. Elisabeth, fille de Sigismond et mère de Ladislas, l'avait confié à Frédéric, qui ne l'avait jamais remis aux Hongrois. (Voy. Sismondi, VI, 240, et Ammirato, XXII, 71.)

2. « El Imperatore non ha quello favore da Alemania qual se credeva in questa sua venuta... Tuti li baroni di Hungaria, Boemia, Moravia et de la principale parte de Austria sono mal disposti contra di lui », etc. (Leodrysius de Ghellis à Sforza, 15 janv. 1452. Orig., n° 1586, f° 18.)

3. Machiavel, VI, 96 A.

4. « Havesse V. S. facto male ad haverse intitullato del ducato senza concessione imperiale. » (Nic. des Arcimboldi à Sforza, Flor., 7 mai 1452. Orig., n. 1586, f° 113.)

Monza, la couronne de fer, préliminaire accoutumé de la cérémonie qui l'appelait à Rome[1]. Tel est son début en Italie. Il passe par Venise et Ferrare, précédé d'une ambassade « solennelle » qui proclame ses desseins pacifiques et réclame à Florence des sauf-conduits, ainsi que l'ordre de pourvoir sur tout le territoire à ses besoins et à ceux de sa suite[2]. Le 29 janvier, quand il franchit la frontière, une grande partie de la « noblesse florentine » — notons au passage ce mot d'Ammirato — accourt au-devant de lui jusqu'à Scarperia dans un ordre et un appareil « merveilleux ». Cosimo et Bernardetto lui donnent l'hospitalité dans leurs maisons des champs. Le lendemain, l'archevêque saint Antonin[3], avec ses chanoines et vingt-deux chevaliers, allait à sa rencontre en dehors de la ville. Là, au couvent de San Gallo, sous la *loggia* richement ornée, Frédéric reçut les hommages des Dix, qui se prosternèrent à ses pieds ; il assista au défilé processionnel du clergé avec ses croix. On faisait alors des processions comme on fait aujourd'hui des revues. Carlo Marsuppini d'Arezzo, secrétaire de la République, le harangua au nom des prieurs et de toute la ville, dont il mit les forces à sa disposition. En son nom répondit son chancelier Silvio Piccolomini de Sienne, l'Æneas Sylvius de la Renaissance, le futur

1. « Essendo mostro a lo Imp. la via di tornare in Lombardia... lo Imp. rispose et si steti : Comes Franciscus capet (sic) nos, et tornando quelli tali ad replicare : come può credere la M. V. ol conte Francesco vi facessi injuria, rispuose anchora : et si capet nos ; et tertio itterando queli che questo seria troppo grande infamia, tertio disse : et si capet nos, pare essemus capti. » (Nicodemo et quatre autres à Sforza. 16 mars 1452. Orig., n° 1586, f° 55, et dans Buser, app., p. 374.)

2. Neri Capponi, XVIII, 1211.

3. Antonio de ser Niccolò Pierozzi, Florentin. Il était archevêque de Florence depuis 1446, frère prédicateur observant, homme de grande et bonne renommée pour sa doctrine et ses exemples. (Boninsegni, p. 81.)

Pie II de l'Église. Quand le César remonta à cheval pour se rendre à Santa-Maria Novella, où il allait occuper l'appartement des papes, les Dix lui tinrent la bride jusqu'à la porte San-Gallo, où les prieurs le reçurent et le firent placer sous un dais, la bride étant tenue à droite par le gonfalonier de justice, et à gauche par le *proposto*. Les femmes aux fenêtres, les hommes dans la rue saluaient de leurs *vivat* l'hôte de la commune. Durant les cinq jours qu'il lui plut de l'être et de prendre du repos, il fut défrayé de toutes ses dépenses, qui se montèrent à treize mille florins[1].

Le 8 mars, il était à Rome; il en repartait, le 25, pour Naples, n'y restait que jusqu'au 20 avril, et, le 19 juin, il rentrait dans ses États[2]. De passage une seconde fois à Florence (5 mai), il y fut reçu avec les mêmes démonstrations que la première, avec plus d'empressement et d'éclat que dans aucune autre cité. Le peuple ne savait pas et ses magistrats feignaient d'ignorer qu'à Rome, en descendant de sa galère sur la rive du Tibre, s'il avait touché la main à l'orateur de Florence, toutes ses grâces avaient été pour l'orateur de Venise[3]; qu'à Naples, on l'accusait d'avoir conclu secrètement des accords contre Sforza et Florence avec ce monarque somptueux qui dépensait pour lui cinquante mille ducats, dont quatorze mille de présents à l'impératrice[4]. Ce gouvernement florentin, qui se mo-

1. Boninsegni, p. 95; Ammirato, XXII, 70.

2. Neri Capponi, XVIII, 1211; *Cron. Bol.*, XVIII, 698; Malavolti, part. III, l. 2, p. 38 v°; Machiavel, VI, 96 A; Ammirato, XXII, 70.

3. Nicodemo et Nic. des Arcimboldi à Sforza. Rome, 24 avril 1452. Orig., n° 1586, f° 104.

4. *Ibid.*, et lettres des 6 et 7 mai, f°s 111 et 113. Nic. des Arcimboldi, supposant que Frédéric avait conféré à Alfonse le titre de duc de Milan, ce qui serait un scandale, ajoutait : « Queli titoli serano derisorii, però che

delait sur celui de Venise, put bien dissimuler ses griefs ; mais il n'était pas maître des événements, qui allaient abréger le séjour de l'empereur dans leur ville. En y rentrant, Frédéric avait eu la désagréable surprise d'y trouver une ambassade hongroise qui lui venait redemander Ladislas. Il avait refusé de la recevoir, malgré les instances du gonfalonier de justice, et dit d'un ton sec que, de retour dans ses États, il aviserait [1]. En vain Ladislas, à l'instigation de son précepteur, sollicita-t-il une nouvelle démarche : les Dix s'y refusèrent, ainsi qu'à favoriser sa fuite ou seulement à fermer les yeux. L'indigne tuteur en fut sans doute fort reconnaissant [2] ; mais, de peur qu'on ne se ravisât, il repartait deux jours après son arrivée, et si précipitamment qu'il n'attendit pas les prieurs déjà montés à cheval et sortis du palais pour lui faire escorte. Ces magistrats, peu soucieux de leur dignité propre et de celle de leur patrie, lui coururent après, le rejoignirent au dehors pour lui présenter leurs plats hommages [3]. Au retour, plus encore qu'à l'aller, parce que, à tout prix, il fallait remplir sa bourse, ce triste empereur donnait au plus offrant, sous prétexte de récompense, des titres, des prérogatives, des diplômes de noblesse et de notariat impérial, le droit de légitimer les bâtards et de pardonner aux faussaires [4]. Et l'on se plaint que les peuples aient perdu le culte de la royauté !

altro ce bisognarà ad haver la possessione che pur haver le carte. » (Flor., 6 mai 1452. *Ibid.*, f° 111.)

1. Nic. des Arcimboldi à Sforza. Flor. 6 mai 1452. Orig., n° 1586, f° 111 ; Boninsegni, p. 98 ; Ammirato, XXIII, 71.

2. Neri Capponi, XVIII, 1211.

3. Boninsegni, p. 99 ; Ammirato, XXII, 71.

4. Voy. pour le détail, Boninsegni, p. 99 ; Machiavel, VI, 96 A ; Ammirato, XXII, 71 ; Sismondi, VI, 243 ; Du Mont, III, part. 1, p. 185.

Il était encore en Italie qu'on y prenait, qu'on y publiait sans sa permission les résolutions les plus graves. Le 9 avril, Florence promulguait la ligue faite avec le roi de France et le duc de Milan [1]. Le 16 mai, au moment même où Frédéric, en route vers l'Allemagne, mettait de nouveau le pied sur le territoire vénitien, Venise déclarait la guerre à Sforza [2], et, le 2 juin, Alfonse faisait de même pour Florence, par une brève lettre où il lui reprochait vaguement de prêter secours à ses ennemis [3]. Les prieurs, aussitôt, de rétorquer l'accusation, de renvoyer le reproche (16 juin) : les troupes royales ont envahi, sans déclaration de guerre, les territoires de la République et de ses recommandés; Venise, au mépris de l'empereur et de l'honnêteté, a envahi, pillé les frontières de Milan et pris plusieurs places, deux insultes également imméritées. Un mot de cette réponse sort du ton ordinaire et dénote une irritation profonde : « Nous demandons que vous jugiez impartialement laquelle, de votre cause ou de la nôtre, a le plus d'honnêteté [4]. »

L'heure était passée des jugements, des arbitrages. Déjà, le 11 juin, était parti de Naples, pour défier Florence, un simple trompette [5]. Un bâtard d'Alfonse, son futur successeur, Don Ferrando, à peine âgé de vingt ans, mais flanqué comme mentor du renommé comte d'Urbino, suivait avec une armée de dix à douze mille hommes. En entrant sur le territoire florentin du côté

1. Boninsegni, p. 98.
2. Ammirato, XXII, 71.
3. *Arch. Sforz.*, Orig., nº 1586, fº 127. Doc. publié dans l'*Arch. stor.*, 1re sér., IV, part. 1, p. 422.
4. *Ibid.*
5. Boninsegni, p. 99.

de Cortone, il était, le 22 juillet, devant Foiano, dont les faibles murailles, le retenant un mois et demi (jusqu'au 2 septembre), le couvrirent de ridicule. Boninsegni appelle ce siège « le martyre de Don Ferrando[1] ». D'autres petites places, plus heureuses encore, lassent sa patience. La désertion de ses soldats, l'obstination de Rosso Ridolfi, commissaire de la République, les pluies d'automne le condamnaient à la retraite, sans autre gloire que d'avoir dévasté des campagnes ouvertes, jusqu'à six milles de Florence[2].

Pendant qu'il perdait ainsi le temps, les forces, l'or de son père, Florence, trouvant Charles VII trop peu empressé, lui donnait dans les reins un vigoureux coup d'épée. Le 28 septembre, l'orateur Acciajuoli recevait un collègue d'ambassade, Francesco Venturi, et de nouvelles instructions[3]. Les raisons abondent pour une prompte expédition de la « sacrée couronne » : le roi d'Aragon ne hait la République que parce qu'il la sait dévouée au roi de France. Charles VII est puissant, ses victoires sont de bon augure. Dans l'Italie divisée, il aura de son côté Florence, Milan et Gênes. La cause est juste : les royaumes injustement acquis doivent revenir à leurs légitimes possesseurs. Les seigneurs et barons de Naples se soulèveront infailliblement. — De ce flot d'arguments émerge, sans sincérité, l'insinuation capitale : puisque le roi hésite à secourir Sforza et Florence,

1. *Cron. d'Agobbio*, XXI, 989 ; Boninsegni, p. 100.

2. Boninsegni, p. 101 ; Neri Capponi, XVIII, 1212 ; Bonincontri, XXI, 156 ; Fazio, l. X, p. 164 ; Poggio, XX, 428 ; Machiavel, VI, 96 ; Ammirato, XXII, 72. Au nombre des châteaux qui arrêtèrent et rebutèrent D. Ferrando, Castellina, à l'entrée de la vallée du Chianti, qui le retint 44 jours, et Brolio, encore aujourd'hui propriété de la famille toujours féodale des Ricasoli.

3. Doc. dans Fabroni, p. 200. Cf. Ammirato, XXII, 73.

c'est Sforza et Florence qui le secourront pour rendre Naples à René. La République y contribuera de quatre mille chevaux, à condition que le duc de Milan en fournira le même nombre, et la « sacrée couronne » onze mille de plus, « c'est-à-dire quinze mille payés ». Les troupes françaises devront arriver en mars ou même hiverner en Lombardie, afin d'entrer en campagne dès les premiers beaux jours.

Pour les acquisitions à faire, on s'en remet « à la discrétion de sa très divine sagesse », mais on lui rappelle, à cet égard, les propositions de l'année précédente, à savoir que les conquêtes en Toscane appartiendraient à Florence[1]. Quant à la question financière, sur laquelle le gouvernement florentin était resté dans une prudente, disons mieux, dans une imprudente réserve[2], cette fois on l'aborde résolument : Florence fournira, pour la guerre en Lombardie ou en Toscane, dix mille florins par mois, plus deux mois de paye au renvoi des troupes royales; elle entretiendra à ses frais, si elle doit s'employer à reconquérir le Royaume, quatre mille chevaux et mille fantassins. Voilà qui est parler net, et voilà des offres tentantes; et cependant tel est l'intérêt d'obtenir le concours actif du roi, que les orateurs sont secrètement autorisés à dépasser encore leurs instructions sur ce point[3].

1. Voy. plus haut, p. 144, n. 3.
2. Voy. plus haut, p. 143.
3. Doc. dans Fabroni, p. 200-211. G. Capponi (II, 57 n.) cite un passage de ces instructions dont il possédait une copie manuscrite, passage qui diffère du texte publié par Fabroni ; mais on n'y trouve rien de bien intéressant ni de bien nouveau, si ce n'est que l'on prie le roi, dans le cas où il ne viendrait pas lui-même, d'envoyer René. M. Desjardins (p. 76, 77 n.) parle de ce document, mais il n'en a probablement pas eu connaissance *de visu*, car il l'indique comme étant à la p. 308 de Fabroni, et il n'y a pas de p. 308 dans l'édition dont il se sert ainsi que nous. De plus, il dit

Par malheur, ce coup d'épée dans les reins ne pouvait être, en ce moment là, qu'un coup d'épée dans l'eau : Bordeaux venait de rouvrir ses portes aux Anglais[1]. Charles VII aura encore de bonnes paroles, mais il n'aura que des paroles. Au printemps, on verra. Déjà il a détaché le duc de Savoie des Vénitiens[2], et il s'applique maintenant à réconcilier avec Sforza le marquis de Montferrat et son frère[3]. Sans être bien décidé sur ce qu'il ferait en Italie, il n'était pas éloigné d'y faire quelque chose, quand il serait de loisir. Ce renvoi aux calendes grecques n'était guère encourageant; aussi les hostilités s'engageaient-elles sans l'attendre; mais elles se poursuivaient sans éclat. Pour les peuples épuisés, amollis, ennemis de la guerre, quiconque la fait, fût-ce mal, est un objet d'admiration : pour le Napolitain Porcelli, Piccinino est un Scipion et Sforza un Hannibal[4], quoique Sforza ne prenne plus les armes qu en prince égoïste, pressé de jouir. A Florence, les pacifiques ont pour chef Nerone Nigi Dietisalvi, et maintes fois ils sont près de prévaloir, quand sa terrible goutte cloue Cosimo sur son lit de douleur. C'est alors surtout qu'on tonne contre les impôts, qu'on déclare que la guerre ne peut se prolonger au delà de l'été[5]. Les ora-

que ces instructions portent par erreur dans Fabroni la date du 26 janvier 1453, et elles y portent celle du 28 sept. 1452, comme dans le document des archives.

1. Voy. H. Martin, VI, 479-82.

2. 7 nov. 1452. Les instructions des orateurs florentins sont des derniers jours de septembre; mais on ne partait pas du jour au lendemain, et il fallait alors bien du temps pour aller de Florence à Tours ou à Paris.

3. Déc. 1452. Documents indiqués par Desjardins, I, 77.

4. *Comment.*, 1re sér. R. I. S. XX, 65-154, et 2e sér. XXV, 1-66.

5. « Cosimo sta in lecto in mano del nostro maestro Benedecto da Norsa che è qui in casa soa, et questo male de Cosimo da animo a li nimici soy, et questa graveza de l' altro canto ha desperati molti et de li principali in modo che vedo questa città in mala conditione... El facto loro sta

teurs de Sforza réclamant toujours des subsides et menaçant les Dix de partir dans les vingt-quatre heures, les Dix, avant de céder, voulaient en conférer avec le podagre tout-puissant; mais, lui, il avait pris médecine, il ne voulait recevoir âme qui vive, sauf son intime confident. l'orateur milanais, Nicodemo Tranchedini[1]. Rien de plus clair : il ne refusait pas de financer, pourvu que la commune fît les fonds[2]; mais la commune alléguait la nécessité de se réserver pour le subside du roi René[3]. et les malveillants murmuraient que tout sacrifice nouveau n'aurait qu'un effet, couvrir de ses avances la banque du Medici[4].

Tout l'hiver durèrent ces négociations misérables. Au printemps, Sforza, enfin assuré de quatre-vingt mille florins annuels, envoyait son frère Alessandro rejoindre Sigismondo Malatesti, qui assiégeait Foiano pour le compte des Florentins[5]. Foiano repris, mis à sac, incendié (11 août)[6], la terreur provoque les soumissions[7]. Si près de Sienne, n'étendra-t-on pas la main sur cette

in excessiva discensione et discordia, in modo che non credono potere tirare questa guerra più là che questa estate. » (Nicod. à Sforza, 2 mai 1453. Orig., n° 1586, t. IV, f° 202.)

1. « Volsono essere cum M^ro Cosimo per respondermi, et non possetero, perchè hogi ha preso medicina et non ha voluto altri che me. » (Nicod. à Sforza, 3 mai 1453. Orig., n° 1586, f° 202.)

2. « So stato cum Cosimo mo mo a solo a solo, e confortatolo che facia siate aiutato dal comune et che non facendolo del comune bixogna facia del suo. Assay se torse, pur non me taglia al tuto la speranza, et comprehendo voria farvi dare dal comune parechie migliara de fiorini, et che se remetesse a V. S. che mandasse quale e quante gente ve piacesse. » (Nicod. à Sforza, 2 mai 1453. Orig., n° 1586, f° 202.)

3. *Ibid.*, 8 mai 1453, f° 204.

4. « Ce sono molti che dicono damo che queste provisione se fano a nostra instantia et per assicurar Cosimo de quel ve ha prestato e intende prestare. La impossibilità et disordine loro ve noceno. » (*Ibid.*, 26 mai 1453, f° 209.)

5. Simoneta, XXI, 633.

6. Cambi, *Del.* XX, 314; Boninsegni, p. 106.

7. Poggio, XX, 431 ; Fazio, l. X, p. 167; Ammirato, XXII, 73.

détestable voisine, trop favorable aux Napolitains? La tentation était grande, mais Cosimo y résistait, et Neri Capponi, capitaine pour lors à Pistoia, en revenait pour le seconder. Que Sienne se jetât tout à fait dans les bras d'Alfonse, qu'Alfonse s'établît à Sienne, disait-on, et Florence ne connaîtrait plus la sécurité[1].

Moins périlleuse était l'acquisition du comté de Bagno, que les circonstances offraient aux Florentins. C'est le fait le plus saillant de cette guerre sans relief. Le comté de Bagno consistait dans une petite vallée aux sources de ce ruisseau du Savio qu'il faudrait presque appeler fleuve, puisqu'il se jette à la mer[2]. Situé entre le Casentino et les États de l'Église, cet État minuscule appartenait à Gherardo Gambacorti, fils du dernier chef de la république pisane, qui avait vendu sa patrie aux Florentins en 1406 et reçu cette compensation, cette récompense. Les discordes, les haines des Albizzi et des Medici avaient là leur contre-coup, car Gherardo était beau-frère de Rinaldo, fort peu tendre, par conséquent, pour Cosimo et les nouveaux maîtres qui maintenaient en exil la plus illustre des familles vaincues. Alfonse d'Aragon sut en profiter. Il offrit dans son royaume à Gherardo un fief beaucoup plus considérable que le comté de Bagno : avoir un pied en Toscane était toujours un des objectifs de sa politique.

Les Florentins ayant eu vent de la négociation, Gherardo, pour les tranquilliser, n'hésita pas à leur livrer en otage son fils, âgé de quatorze ans. Mais, « traître de sa propre chair[3] », il n'en poursuivit pas moins ses

1. G. Capponi, II, 56.
2. Dans le voisinage de Cesena, entre Cervia et Ravenne.
3. Boninsegni, p. 105.

secrets pourparlers, si bien que, le 12 août 1453, Fra Puccio, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, lieutenant royal, paraissait avec un corps de troupes, devant Corzano, principale forteresse du comté. Déjà s'abaissait le pont-levis, quand un Pisan, oublieux du passé et plus enclin, comme bien d'autres, à la protection de Florence qu'à la domination d'un maître étranger, poussa rapidement dehors le vil Gambacorti, fit relever le pont et arborer de nouveau la bannière florentine. Le coup était manqué, les protégés de la République devenaient ses sujets, le comté se transformait en vicariat, et Gambacorti s'éloignait honteusement avec l'armée napolitaine, heureux encore que les triomphateurs, en veine de clémence, tirassent son fils des *Stinche* pour le lui renvoyer[1].

Mais ce n'était là qu'un accident heureux, un brillant épisode. Rien n'importait, au fond, que les événements de Lombardie et le rôle qu'y jouerait la France, si elle se décidait enfin à en jouer un. Venise, en effet, avait pris à sa solde presque tous les *condottieri*, et si les *condottieri* étaient toujours susceptibles de céder à une surenchère, qui donc pouvait surenchérir sur Venise, sinon Charles VII? Or Charles VII lanternait, prêchait la patience. Il annonçait aux Florentins qu'il avait « délibéré et conclud envoyer présentement aucuns de nos chiefs, nos parens et autres, bien accompaignez de gens de guerre en bon nombre, ès marches et lieux où nostre dit cousin (le comte Francisque) nous a fait savoir[2] ». Un mois plus tard, il informe ledit cousin

1. Cambi, *Del.* XX, 313; Boninsegni, p. 104; Bonincontri, XXI, 157; Machiavel, VI, 97 B; Ammirato, XXII, 76.

2. 17 juillet 1452. Mehun-sur-Yèvre. Texte publié par Desjardins, I, 73. Le passage cité est à la p. 74.

qu'il viendra lui-même « rejoindre à Lyon ses gens de guerre, qui sont déjà sur la rivière de Saône et de Rhône, pour donner secours contre le duc de Savoie, s'il attaque Milan ou Florence, ce qu'il ne fera pas, on l'espère, ni lui ni d'autres, tels que ceux de Berne ou les Suisses attirés à son alliance », et que cette démonstration militaire avait retenus de s'y engager[1]. Mais, en fait, ladite démonstration lui semblait suffisante : il refusait finalement de se mêler de l'affaire, et, pour la soutenir, il se bornait à mettre en avant le Dauphin, le « roi de Sicile » René, à qui il se remettait de tout[2].

C'est donc avec René qu'il fallait s'entendre, si l'on voulait, de la France, tirer pied ou aile. Le 11 avril 1453, à Tours, Acciajuoli concluait avec lui un accord par lequel il s'engageait à être, le 15 juin suivant, au service de Milan et de Florence, avec deux mille quatre cents chevaux au moins, pour prendre le commandement de toutes les troupes. Florence lui devait compter dix mille florins d'or par mois, plus un mois de solde pour ses frais de voyage, dès qu'on le verrait dans Asti ou dans Alexandrie. S'il désirait se délier, il devrait prévenir deux mois d'avance, et s'il repassait les Alpes, il se ferait remplacer par son fils, le duc de Calabre, aux mêmes conditions. Quant au théâtre de la guerre, il serait celui que décideraient les trois alliés, à la pluralité de deux contre un[3].

Jouait-on au plus fin ? Le plus fin, en ce cas, n'était

1. 31 août 1452, Bourges. Texte dans Desjardins, I, 75. Cf. Lecoy de La Marche, I, 271.

2. Ang. Acciajuoli à Sforza, 21 avril 1453. Orig., nº 1586, fº 79.

3. *Capitula cum Rege Renato*, Arch. Sforz. Orig., nº 1586, fº 80. — Ce document a été publié par M. Lecoy de La Marche, app., nº 28, II, 265, d'après les archives des Bouches-du-Rhône, B, 673.

ni Charles VII ni René, puisque, aux termes du traité, Sforza et Cosimo, faisant la pluralité, pouvaient refuser net leur coopération à la conquête du Royaume. Il fallait l'outrecuidante naïveté de l'Angevin pour croire qu'en sa qualité de chef de l'armée, il la conduirait où il voudrait. Florence, ne s'y trompant point, fit éclater, à la nouvelle de l'accord, une joie exubérante [1], remplacée bientôt par une impatience fébrile : René devait arriver le 5 mai [2]; le 10, on l'attendait encore, et, avec force compliments, on lui écrivait de se hâter [3]. Un ambassadeur l'allait attendre à Milan, et Sforza était prévenu que si, avant novembre, on n'obtenait pas un résultat décisif, la République, à bout de ressources, aviserait à son salut par quelque autre moyen [4].

C'est que le doute prenait Cosimo, comme tout le monde, sur la réalité de cette intervention française qui renversait les données de la politique et mettait la France avec Milan, Gênes et Venise avec Alfonse [5]. Pourtant, le doute était mal fondé. A cette heure, René se trouvait déjà dans les Alpes, où le duc de Savoie et le marquis de Montferrat lui refusaient le passage. Il en avait honte, comme il l'écrivait, de Sisteron, à Sforza, et il espérait bientôt lui parler de plus près [6].

Machiavel attribue à l'ambassadeur florentin qui se

1. Boninsegni, p. 102.

2. Doc. indiqué par Desjardins, I, 77.

3. *Lettere della Sign.*, Reg. XXXVII, f° 77 v°, dans Lecoy de La Marche, app., n° 30, II, 271. Evidemment, les lettres du 5 et du 10 mai se croisèrent.

4. 6 juillet 1453. Doc. indiqué par Desjardins, I, 77.

5. « Il qual Re fece quello che mai nessuno poteva credere che mai venisse da Francia in Lombardia con gente. » (*Ist. Bresc.*, XXI, 883.)

6. 4 juillet 1453. Texte en mauvais italien, publié par Lecoy de La Marche, app., n° 31, II, 272, d'après les archives de Milan, *Carteggio de' principi*.

trouvait pour lors à Milan, le stratagème du retour de René en Provence, pour pénétrer en Lombardie par la voie de mer [1]. Ce qui est certain, c'est que ce roi sans couronne suivit cette voie, la plus praticable, si elle était la plus longue [2], mais dans le dessein, probablement, en passant par Gênes, d'y servir le dauphin Louis. Ce dernier, très pressé de rentrer en France, pour y renouer le fil de ses ténébreuses intrigues, ne voulait cependant pas rester sourd à l'appel des exilés génois qui lui offraient de se reconnaître ses sujets : il comptait les servir au moyen de son oncle René, à qui il remettait ses troupes [3], et de Venise, qui refusa son concours [4]. Les uns accusaient le mauvais vouloir des Vénitiens, d'autres les excusaient sur leur manque de ressources ; quant à René, fort mécontent, il se tenait pour joué par le Dauphin [5].

Peut-être l'était-il ; mais cette barbe grise n'avait plus ni les ardeurs de la jeunesse, ni l'espoir de jamais régner à Naples. Sa banale bienveillance perdait, au pied des Alpes, un temps précieux à réconcilier entre

1. Machiavel, VI, 98 A.

2. « Messer Benedetto Doria... dice come le gente del Re Renato sono tucte passate. » (Nic. Soderini aux Dix de la guerre. 22 août 1453. Arch. Fir., cl. X, Dist. 2, filza 22, dans Buser, app., p. 384.)

3. « Et con esse circa dua mila cavagli et tre mila fanti delle genti del Dalfino et sono venuti in Asti. » (*Ibid.*) Cf. Doc. du 23 août 1453, analysé par Desjardins, I, 77.

4. *Lettere alla Sign.*, XXII, f° 294, 306 ; *Lettere della Sign.*, XLVII, f° 70, 97 ; Arch. des Bouches-du-Rhône, B, 14, f° 126 v° ; Arch. de Venise, *Libri partium secretarum*, XIX, f° 211, délibération du 31 août 1453. Lecoy de La Marche, I, 277.

5. « Il re Renato è stato e sta molto disperato et di mala voglia, et pargli che insino ad qui el abbia ingannato, et che questa sua passata debba turbare et guastare tucti i disegni suoi et della vostra lega... et dolsesi della mala conditione et cattiva dispositione et animo del Dalfino... In verità universalmente a ognuno dispiace più per la natura et conditione et povertà del Dalfino. » (Nic. Soderini aux Dix, *loc. cit.*)

eux le marquis de Montferrat et le duc de Milan[1].

Les succès, dans cette guerre, furent plus funestes qu'utiles[2], un peu par la faute des Français brutaux et cruels qui massacraient les habitants des villes dont ils s'emparaient[3], et commettaient mille déprédations dans les loisirs forcés d'un hiver exceptionnellement hâtif et rude. Sforza, dont les soldats usaient de représailles et semaient la haine, en était réduit, par esprit politique, à défendre le roi René, « venu de si loin et avec tant de dépenses, trop tard sans doute, mais non par sa faute, et qui rehaussait grandement la ligue[4] ». Chacun faisait ses réflexions et ses comptes. Florence, qui dépensait soixante-dix mille florins par mois[5], tint sa parole d'aviser si tout n'était fini en novembre[6], pria le pape d'ouvrir des négociations[7], en avertit René[8], lui refusa tout ensemble l'argent qu'il quémandait comme un Sforza, et des quartiers d'hiver en Toscane, non sans rappeler que, pour lui comme pour la République, le vrai théâtre de la guerre, c'était la Lombardie[9]. Le pa-

1. Sa sentence est du 15 sept. 1453. Voy. Simoneta, XXI, 649; *Ist. Bresc.*, XXI, 883; Benvenuto de San Giorgio, *Hist. Montisferrati*, XXIII, 731.

2. On peut les voir dans Sismondi, VI, 252 sq., et Lecoy de La Marche, I, 278 sq.

3. Simoneta (XXI, 656), *Ist. Bresc.* (XXI, 884), Sanuto (XXII, 1147), Fazio (l. X, p. 173), racontent les suites de la prise de Pontevico par les Français et les vengeances des soldats de Sforza.

4. *Instructio spectabilium militum et juris utriusque doctorum dominorum Seve de Curte et Jacobi de Trivulcio oratorum iturorum pro tractatu pacis Italie ad ex. comunitatem florentinam.* 21 oct. 1453. Arch. Sforz. Orig., n° 1586, f° 232. Ce texte se trouve imprimé dans Buser, app., p. 385.

5. Boninsegni, p. 103.

6. Voy. plus haut, p. 157.

7. Lecoy de La Marche, I, 281.

8. Desjardins, I, 79.

9. « Perchè vi è dentro la riputazione maggiore della sua M. insieme col nostro bisogno. » (*Lettere della Sign.*, XLVII, 207, dans Lecoy de La Marche, I, 283.)

cifique monarque se montra bon entendeur : quitter ses alliés avant d'être quitté par eux lui parut sage. C'était trop tôt à leur gré. Sforza essaya de le retenir. Florence regretta de ne s'être pas montrée plus malléable. Ses orateurs en Lombardie offrirent à René trente-six mille ducats en trois ans. Lui, il fit à tous la sourde oreille. Tout ce qu'on obtint, c'est qu'il laissât son fils, selon ses engagements [1]. Enfiévré d'amour à quarante-cinq ans, sur la simple vue d'un portrait, il ne voyait pas le jour de rentrer en France, d'épouser Jeanne de Laval [2], et il partit plein de ressentiment contre le fourbe duc de Milan, qui s'était joué de ses efforts pour le réconcilier avec Venise [3].

De France, Angelo Acciajuoli écrivait que Charles VII avait déploré la « lâcheté » de son beau-frère [4]. Mais le dépit que devait éprouver tout Florentin rend très suspecte cette assertion. L'incident, au surplus, fut bien vite oublié : un événement grave, dont nul ne mesurait encore les conséquences, la prise de Constantinople, venait de porter le trouble dans toutes les cervelles. L'empe-

1. Boninsegni, p. 108; Simoneta, XXI, 662; Machiavel, VI, 98 B; Lecoy de La Marche, I, 283. — Selon Boninsegni, on aurait promis au duc de Calabre 1,600 ducats par mois, plus qu'on n'offrait à son père. — Selon Machiavel, Florence, bien aise de voir partir René, n'aurait fait aucun effort pour le retenir, attendu qu'elle avait recouvré ses terres, ses châteaux perdus, et qu'elle ne désirait point que Sforza acquît des possessions hors de Lombardie.

2. Simoneta, XXI, 662. Il l'épousa, en effet, le 10 sept. 1454. Voy. Lecoy de La Marche, I, 301.

3. *Giorn. Napol.*, XXI, 1131. Lecoy de La Marche (I, 285) dit que les documents confirment l'assertion des *Giornali*, et il n'accorde pas à la passion amoureuse toute l'importance qu'elle dut avoir chez un prince si vain et si léger; mais il a peut-être raison de contester à Simoneta qu'elle en fût l'unique motif : « Sola muliebri causa in tanta rerum mole movebatur. » (Simoneta, XXI, 662.)

4. Vilità. (Lettre du 17 juin 1454, publiée par Lecoy de La Marche, app., n° 38, II, 279.)

reur Constantin Paléologue massacré avec quarante mille chrétiens, d'innombrables marchands de toute nation retenus en captivité, permettaient de tout craindre, si l'ambition inassouvie des Turcs exécutait sa menace de reprendre sa marche vers l'ouest. Charles VII souhaitait donc de n'être pas trop engagé dans cette Italie où devait se répandre le premier et irrésistible flot de cette nouvelle invasion. Le pape Nicolas V, le roi Jean III de Chypre n'avaient que trop raison d'inviter les fidèles à oublier leurs querelles misérables pour s'unir et se tourner contre le Croissant[1]. Mais soit sentiment de l'impuissance d'efforts trop tardifs, soit que la concorde, qui était sur les lèvres, ne fût pas au fond des cœurs, chaque État mettait à son concours des conditions exorbitantes, inadmissibles : Sforza, que les Vénitiens restituassent ce qu'ils avaient pris, et qu'Alfonse, qui avait attaqué *nullo jure* les Florentins, posât les armes; Alfonse, que les Florentins lui remboursassent les frais de la guerre; les Florentins, qu'il leur rendît Castiglione della Pescaia en Maremme[2]. Ces derniers promettaient même à Frédéric III d'envoyer un ambassadeur à la diète de Ratisbonne, pour « délibérer sur l'entreprise contre le Turc[3] », c'est-à-dire pour parler, non pour agir. On peut croire que, mise au pied du mur, Florence aurait su se dégager, quand on se rappelle avec quelle désinvolture elle le faisait déjà cinquante ans auparavant[4]: elle s'excusait alors de porter secours à Manuel Paléologue contre

1. Epistola card. Tusculani, dans Porcelli, *De gestis Scipionis Piccinini* XXV, 35, Bologne, 13 juillet 1453. — Lettre de la Seigneurie à Nic. V, 19 sept. 1453, dans Mas Latrie, *Hist. de Chypre*, t. III, p, 72. Paris, 1855 et G. Müller, *Docum. sulle relazioni*, etc., p. 178.
2. Simoneta, XXI, 645, 666; Machiavel, VI, 98 B.
3. Lettre du 27 févr. 1454, dans G. Müller, p. 179.

Bajazet, sous prétexte qu'un Bajazet italien, ami de l'autre, Gian Galeaz, la menaçait elle-même [1] ! Mais quoi ! le pape, lui aussi, ne donnait-il pas l'exemple de la défection ? Pour bâtir, il voulait la paix chez lui, et pour avoir la paix chez lui, il devait souhaiter la guerre en Italie : c'est pourquoi, dans le congrès qu'il avait réuni à Rome, il montrait peu de zèle à concilier les prétentions contradictoires, il traînait en longueur les négociations [2].

Avant tout le monde les Vénitiens y virent clair. Comprenant qu'ils n'avaient rien à attendre de ce vain congrès, ils conclurent à Lodi avec Sforza (9 avril 1454) une paix à laquelle ils conviaient toute l'Italie [3]. Ce fut un scandale : deux des belligérants imposaient leurs volontés aux autres ! Le pape se montrait fort courroucé. Le roi de Naples resta six jours sans ouïr personne : il eut de laides paroles, pour les Vénitiens surtout, qui lui avaient marqué si peu d'estime, et fait dépenser cent cinquante mille ducats [4]. Cosimo partageait ces sentiments : Sforza l'abandonnait sans l'aider à conquérir Lucques, qu'il lui avait, dit-on, promise ; mais cette fois il se trouvait en désaccord avec ses compatriotes, qui, pour réduire les dépenses, eussent accepté la paix à tout prix. Blessé de leur joie, il fit présenter par ses confidents des objections qui donnèrent lieu à de nombreux

1. « Imminet nobis italicus Baisettus, illius vestri persecutoris amicus. » (Lettre du 20 août 1401, dans G. Müller. p. 148.)

2. Simoneta, XXI, 666 ; Giannozzo Manetti, R. I. S. III, part. 2, p. 943. Ce dernier auteur est un panégyriste de Nicolas V.

3. Simoneta, XXI, 669 ; Sabellico, Dec. III, l. VII, p. 707 ; *Ist. Bresc.*, XXI, 887 ; Neri Capponi, XVIII, 1215 ; Boninsegni, p. 109 ; Machiavel, VI, 98 B ; Ammirato, XXII, 78. Le traité est dans Du Mont, III, part. 1, p. 202, et en multiple expédition dans *Arch. Sforz.*, Orig., n° 1586, f° 250-270.

4. Nicodemo à Sforza, 6 mai 1454. Orig., n° 1586, f° 277, et Buser, App., p. 288.

et longs débats ; mais l'entraînement était irrésistible : le 23 avril, l'accession de la République au traité était un fait accompli [1]. Jean de Calabre, que Florence avait accueilli avec de grandes fêtes [2] et dont on attendait encore les actions d'éclat, aurait dû repartir pour la France; il resta une longue année en Toscane, pour dissimuler son dépit, et surtout pour avoir droit aux sommes promises. Il les reçut sans qu'il y manquât un *quatrino*. On y ajouta même un présent de vingt mille florins, de quatre-vingt-dix-sept livres d'argenterie [3]. Savait-on si les sires des fleurs de lis ne seraient pas de ressource plus tard ?

Les autres adhésions ne se firent pas non plus beaucoup attendre [4]. Alfonse seul fit quelques difficultés [5], mais il s'exécuta le 26 janvier 1455 [6]. Quelques jours plus tard, le 10 février, il sollicitait des Florentins le pardon de quelques exilés, dont Gherardo Gambacorti, le traître, et Ormanno de Rinaldo des Albizzi [7]. Ainsi le

1. Du Mont, t. III, part. 1, p. 206. Neri Capponi, XVIII, 1215. Ici s'arrête ce bon écrivain, d'esprit net et qui parle de ce qu'il sait. Il mourut à Florence le 23 novembre 1457, dans sa soixante-dix-neuvième année, d'une tumeur sous le bras qu'il voulut faire extirper. Platina, *Vita di Neri Capponi*, R. I. S., XX, 516.

2. Ammirato, XXII, 78.

3. Il rentra en France en mai 1455. Cambi, *Del.*, XX, 333 ; Ammirato, XXII, 81.

4. L'adhésion des alliés et recommandés de Florence est du 14 mai 1454 ; celle des alliés de Venise, du 4 juin. Voy. Du Mont, t. III, part. 1, p. 207, 209. Du mois de mai est l'adhésion de Gênes. Voy. Boninsegni, p. 109. Pour le détail des autres, on peut voir Du Mont, *loc. cit.*, et Cipolla, p 445.

5. « El Re dicea voler ratificare, ma che volia più termine per poter meglio intendere el facto suo. » (Nicod. à Sforza, 6 mai 1454. Orig., n° 1586, f° 277, et Buser, App., p. 388.)

6. *Cron. d'Agobbio*, XXI, 989; Platina, XX, 857 ; Sanuto, XXII, 1152; Navagero, XXIII, 1117 ; Poggio, XX, 434.

7. Doc. dans *Arch. stor.*, 1re sér., IV, part. 1, p. 426. Dans ce recueil le doc. porte la date de 1454, mais c'est évidemment par inadvertance, faute de tenir compte du vieux style.

fils aîné du fougueux et fier Rinaldo courbait la tête devant le proscripteur de sa famille, et il la courbait en pure perte, car Cosimo ne consentit point à lui rouvrir les portes de sa patrie[1].

C'est en vue d'une croisade contre les Turcs qu'a été conclu ce traité de paix d'une importance jusque-là sans égale, puisque toutes les puissances italiennes l'ont souscrit et sont devenues solidaires. On va donc partir pour la croisade? Nicolas V, du moins, revient à la charge; mais chacun se dérobe à l'envi. Venise, neuf jours après s'être ainsi engagée, s'engage avec Mahomet II, en vertu de cet adage des lagunes : *Siamo Veneziani, poi Cristiani.* Florence ne songe qu'à mettre de l'ordre dans ses finances. Elle promet bien à Frédéric III d'envoyer un délégué à la diète qui sera tenue vers la Saint-Michel, non plus à Ratisbonne, mais à Francfort ou à Nuremberg[2]; elle fait bien espérer son appui à Thomas Paléologue, despote de Morée; mais elle y met pour condition que les principaux potentats d'Europe auront pris les armes[3]. Quand les Turcs ont été battus sans son assistance, elle témoigne sa joie par des feux, des processions, des « sacrifices »; elle fait des vœux pour l'entière expulsion de la race impie, infidèle[4]. Si le roi de Naples s'y emploie, elle recevra, elle ravitaillera ses

1. Ce refus résulte de ce qui a été dit plus haut au sujet des destinées de cette famille. Voy. ch. I, p. 59, 60.

2. 29 août 1454. Doc. dans G. Müller, p. 180. Voy. plus haut, même ch., p. 161.

3. « Nos semper paratos fore pro posse nostro ad fidelium christianorum defensionem, cum videbimus eos qui in hac re principes esse debent et ad quos hoc opus precipue spectare videtur, separare et arma capere ad refrenandam et opprimendam potentiam Theucrorum (*sic*). » Doc. dans G. Müller, p. 182. On peut voir dans *Arch. Sforz.*, Orig., n° 1587, f° 18, une copie de la ligue conclue à Venise le 30 août 1454 contre les Turcs.

4. 13 sept. 1456. Doc. dans G. Müller, p. 184.

navires dans l'occasion ; elle fera même partie de l'expédition nouvelle qu'on prépare, pourvu que le pape ne lui fixe sa part qu'en proportion de ses forces [1]. Mais si l'on veut comprendre ce que parler veut dire, il faut se reporter à un autre document, antérieur de quelques mois à ces belles protestations. Le 3 décembre 1455, la République remerciait Mahomet II de ses bons traitements envers les marchands florentins, le priait de leur accorder libre accès dans ses domaines, et l'appelait, sans barguigner, *serenissime atque invictissime princeps et excellentissime Domine* [2]. Venise avait fait plus et mieux ; mais sa jalouse rivale ne tendait qu'à l'imiter, pour développer son trafic.

Qui aurait pu lui jeter la première pierre ? L'intérêt égoïste est la loi de tous, et la ferveur chrétienne est éteinte dans les cœurs. Les temps héroïques de la foi sont passés. Charles VII, dans son royaume, ne laisse pas même publier la bulle pour la croisade. Le clergé français, plutôt que de payer la dîme pour y subvenir, en appelle au futur concile. Le chevaleresque duc de Bourgogne, Philippe le Bon, qui a juré Dieu, la Vierge, les dames, le faisan, qu'il marchera contre les infidèles [3], oublie d'acquitter son vœu, rendu public dans toute l'Europe. Le roi de Portugal ne tient pas mieux sa promesse. L'Espagne s'abstient : elle a ses Maures. L'Allemagne, l'Angleterre ont aussi leurs raisons ou leurs

1. « In animo habemus huic pie expeditioni pro facultate nostra et viribus subsidia ministrare. Verumtamen que et qualia illa futura sint, et quid comparatione aliarum potentiarum italicarum suppeditare valeamus, discretioni summi pontificis relinquimus, cui vires nostre notissime sunt. » (12 sept. 1456. Doc. dans G. Müller, p. 183.)

2. Doc. dans G. Müller, p. 182.

3. Olivier de la Marche, *Mémoires*, ch. XXX, dans la collection Michaud et Poujoulat, t. III, p. 489.

prétextes pour rester dans l'inaction. Nous assistons à la fin d'un monde et à la naissance d'un autre, qui aura sa grandeur et sa gloire, mais dont l'enfantement est aussi répugnant que laborieux.

CHAPITRE V

DERNIÈRES ANNÉES DE COSIMO.

— 1454-1464 —

Pouvoir absolu de Cosimo sous des dehors modestes. — Procédés tortueux de gouvernement. — Politique de paix appuyée sur l'alliance de Sforza. — Causes de mécontentement : l'amour-propre, les rigueurs, les charges pécuniaires. — Vicissitudes de Giannozzo Manetti. — Division dans le parti de Cosimo. — Neutralité apparente de Cosimo. — Rétablissement du tirage au sort (23 février 1454). — Conjuration de Piero des Ricci (3 septembre 1457). — Mort de Neri Capponi (novembre 1457). — Nouveau *catasto* (11 janvier 1458). — Tentatives de réaction : Matteo Bartoli (mars 1458), Luca Pitti (juillet). — Complicité secrète de Cosimo. — Assemblée à parlement (11 août). — Création d'une nouvelle *balie*. — Les suspects exilés. — Améliorations matérielles. — Honneurs rendus aux pouvoirs populaires amoindris. — Importance et abus de pouvoir de Luca Pitti. — Galeaz-Maria Sforza à Florence (17 avril 1459). — Arrivée de Pie II (25 avril). — Réjouissances publiques. — Mort de saint Antonin (10 mai). — *Buonuomini di San Martino*. — Attitude équivoque de Cosimo entre les maisons d'Aragon et d'Anjou (1461) et avec Sforza (1464). — Tristesse des dernières années de Cosimo. — Sa mort (1er août 1464). — Jugements des contemporains et de la postérité la plus rapprochée. — Libéralités de Cosimo. — Ses constructions. — Protection accordée aux lettres, aux beaux-arts, aux petits métiers. — Abaissement des esprits à Florence.

Les quatre chapitres qu'on vient de lire font assez voir, à notre avis, combien est peu fondée l'opinion commune que l'histoire de Florence n'offre d'intérêt qu'à partir des Medici. Il nous semble, au contraire, qu'avec eux, l'intérêt diminue. Ces intrigues misérables de la politique extérieure et ces guerres sans éclat sur un vaste théâtre où disparaissent comme perdus nos Florentins, restent bien au-dessous de ces luttes que, sur un théâtre plus étroit, mais plus rapproché, la démocratie soutenait pour l'existence, et l'oligarchie pour la domi-

nation. A l'intérieur, l'attrait n'est point plus grand. Nous avons vu les rigueurs, déplaisantes parce qu'elles sont presque sans excuse, de Cosimo à son triomphal retour de l'exil ; nous devons maintenant jeter un coup d'œil sur son gouvernement égoïste, cauteleux, hypocrite jusqu'à la fin de sa vie : nous n'y verrons rien, si l'on excepte les lettres et les arts, qui lui mérite l'estime que les mensonges ou les réticences de ses courtisans lui ont assurée dans la postérité.

On veut qu'il n'ait été, à Florence, que le premier des citoyens. Auguste, à Rome, eut aussi cette prétention. Les plus sûrs témoignages prouvent que Cosimo régnait en maître. Aucun témoin n'est mieux placé pour être impartial, que ce grand Æneas Sylvius, devenu le pape Pie II. Or il écrit que Cosimo pouvait tout, qu'il était l'arbitre de la paix, de la guerre, des lois ; que c'est dans sa maison qu'on délibérait sur les affaires de la République et sur le choix des officiers publics ; que de la royauté, il lui manquait seulement la pompe et le nom[1]. S'il n'avait ni cour ni gardes, s'il n'exigeait point les marques du respect et de la sujétion, s'il feignait de vivre d'égal à égal avec ses compatriotes, dans une modestie calculée[2], s'il briguait par aventure, ainsi que ses fils, les divers offices de l'État, s'il permettait qu'à la Seigneurie s'adressassent les protestations, les prières,

1 « Nihil Cosmæ negatum. Is belli pacisque judex et legum moderator, non tam civis quam patriæ dominus haberi ; consilium de Rep. domi suæ agitari ; magistratum hi gerere quos ipse designasset. Nihil sibi ad regnum, nisi nomen et pompa, deesset. » (*Pii II pontificis commentarii rerum memorabilium*, l. II, p. 50. Francfort, 1614.)

2. « Non laxo Cosimo che dire, beneche modestamente... qui se scandalizò quanto may più el vedessi quantunche modestissimamente come sole. » (Nicodemo à Sforza, 11 mai et 9 oct. 1463. Orig., n° 1589, f°s 138 et 243.) Les phrases de ce genre sont très nombreuses dans les dépêches de Nicodemo.

les remerciements, on ne s'y adressait que s'il le trouvait bon[1]. « Quand vous voulez une chose plutôt qu'une autre, lit-on dans une dépêche de Nicodemo Tranchedini, écrivez en secret à Cosimo, et vous obtiendrez toujours. Les gouvernements populaires ne ressemblent pas aux autres, et Cosimo ne peut être sans cesse au palais, comme jadis[2]. » Goutteux comme il est, il reçoit souvent au lit, dans sa chambre ou dans celle de son fils Piero, podagre comme lui et qui s'alite pareillement : là se réunissent avec Nicodemo, tous ses fils, son frère, Luca Pitti et quelques autres conseillers intimes. Tantôt il parle le dernier, pour mettre fin au débat[3]. Tantôt, dédaignant de consulter, il prend le premier la parole, et tous opinent du bonnet[4]. C'est vers lui désormais, rien n'est plus clair, qu'il faut se tourner pour tout[5]. Plus tard, un panégyriste sans vergogne écrira dans ses *Ricordi* restés manuscrits : « Cosimo était tout à Florence, et sans lui Florence n'était rien[6]. » Cet homme

1. « Poy andaray ad Fiorenza et te retrovaray con el m^{co} Cosmo... et poy, parendo ad Cosmo, te retrovaray con li Signori. Dicendo più et meno ad essi Signori de le cose soprascripte como parirà ad esso Cosmo. » (Instruction de Sforza à Prospero de Camulio, 21 avril 1457. Orig., n° 1587, f° 168, et copies n° 1604, f° 316.) — « Subgionsi... como non deliberavate parlassi cum la Signoria, sed cum privati citadini, se non quanto, como et quando paresse ad sua magnificentia. » (Nicod. à Sforza, 5 mars 1463. Orig., n° 1589, f° 121.)

2. « Quando volete più una cosa che un' altra, scriviate secretamente ad Cosimo el parer o desiderio vostro, et luy ve lo adapterà sempre, et non state in sul dire : io voria intendere da loro etc., perochè... li governi populari sono alieni et diformi da l'altri, et non pò Cosimo continuamente esser in palazo, et far como solia. » (Nic. à Sforza, 4 avril 1458. Orig., n° 1588, f° 50.) « Io curo poco el dire de l'altri; ma Cosimo.... » (15 août 1463. *Ibid.*, n° 1589, f° 189.)

3. Nicod. à Sforza, 10 mars 1463. Orig., n° 1589, f° 123.

4. 15 août 1463. *Ibid.*, f° 189.

5. « Le altre cose che diremo di sotto diray solamente ad Cosmo et non ad altri. » (*Instruction à Prospero de Camulio*, 21 avril 1457, copies, n° 1604, f° 316.)

6. « Cosimo in somma era tutto in Firenze, e, senza lui, Firenze era un

clairvoyant n'avait pourtant pas vu les dépêches où Nicodemo tient le même langage : « C'est Cosimo qui fait tout, sans lui rien ne se fait[1]. »

Or il ne faisait rien que pour lui. L'égoïsme, dans cette nature sèche, sue par tous les pores ; mais par sa prudence, par ses procédés obliques, il le rendait acceptable, ou plutôt il le dissimulait : il ordonnait de convoquer des « pratiques » ou commissions de trente, trente-cinq citoyens pour leur exposer la question pendante, sans jamais leur dévoiler la vérité, dont sept ou huit créatures au plus recevaient la confidence[2]. Aux exilés qu'il avait résolu de maintenir hors de leur patrie, il laissait toujours l'espoir[3]. A Luca Pitti, un de ceux qui recherchaient les grandeurs dangereuses, il disait : « Vous courez après l'infini ; moi, je cours après le fini ; vous appuyez vos échelles au ciel ; moi, j'appuie les miennes à la terre, pour ne pas tomber en montant trop haut[4]. » Modeste, il voulait l'être plus qu'il ne l'était : on se trahit toujours. Ces balles qui figuraient aux armes des Medici, il les avait mises partout, « jusque dans les latrines des moines[5] ». Dira-t-on que Caval-

niente ; e benchè il desiderio d'un buon cittadino sia di non poter più che tutta la Rep., tuttavia il suo potere non era chi l'uguagliasse. » (Bibl. nat., ms. ital., n° 348, f° 28 v°.)

1. « Cosimo che guida tuto. » (Nicodemo à Sforza, 15 juillet 1458, Orig., n° 1588, f° 94.) — « Sine ipso factum est nihil. » (Du même, 2 juillet 1464. Orig., n° 1590, f° 262.)

2. « Ad quali se diria el vero. » (Nic. à Sforza, 18 mars 1462, Orig., n° 1589, f° 52.)

3. Voy. les curieuses *Lettere di una gentildonna*, et celles dont M. Guasti les a complétées.

4. Vespasiano, *Vita di Cosimo*, c. 19, *Spicil. Rom.*, I, 343. Ces propos sont rapportés aussi, avec plus de développement, dans les *Lettere di una gentildonna*, p. 270. Vespasiano, toujours circonspect, ne nomme pas Luca ; il use de sa périphrase accoutumée : « Uno de' principali. »

5. « Egli ha pieno per insino i privati de' frati delle sue palle. » (Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 33, II, 210.)

canti, ici, exagère par haine? Il n'était pas si haineux, l'historien bizarre qui, rapportant qu'on blâmait Cosimo d'avoir commencé un palais au prix duquel ne serait rien le Colisée de Rome ; qu'on ne jugeait point difficile d'élever de somptueux bâtiments avec l'or d'autrui ; que les caisses des gabelles s'allaient vider dans sa caisse particulière, répond, en apologiste, « qu'on ne se plaignait point quand ce particulier pourvoyait Florence de beaucoup plus d'argent qu'il n'en recevait[1] ».

C'est que l'argent est, même quand il en manque, la force de Cosimo. Il reste marchand et banquier, il étend ses affaires, il crée ou favorise la création, le développement de plusieurs maisons de banque et de trafic qui correspondent avec la sienne, les Sassi, les Portinari, les Benci, les Tornabuoni[2], et l'on a vu plus haut que dans cette dernière famille il avait marié son fils Piero. Il sait qu'on affermit les États en augmentant le nombre de ceux qui ont des intérêts à ménager et qui redoutent les révolutions. Il s'entend à leur dorer la pilule : c'est par là surtout qu'il se montre supérieur aux autres tyranneaux de l'Italie.

N'ayant pas comme eux une armée, il avait dû s'assurer un allié pour lui emprunter la sienne, et cet allié, il l'avait trouvé dans Francesco Sforza. « Les Florentins et Sforza, disait le roi de Naples, sont une seule et même chose[3]. » A l'égal de Cosimo, Sforza savait

1. « Ma niuna cosa dicevano quando quell' uomo sovveniva il comune di molto più somme che quelle non erano. » (*Sec. Stor.*, c. 33, p. 211.)

2. G. Capponi, II, 64. On peut voir Reumont, *Lorenzo de' Medici*, c. 6, t. I, p. 137 sq. : *Suprematie Cosimo's de' Medici bis zur Verfassungsreform Luca Pitti's.*

3. « Perchel sa (Alfonse) che Fiorentini sono una cosa medesima cum la S. V. » (Antonio de Tricio à Sforza. Naples, 29 avril 1456, Orig., nº 1587, fº 120.)

bien ce qu'il faisait. Qui donc, excepté Cosimo, aurait pu et voulu lui verser d'abondants, d'incessants subsides [1] ? L'intérêt, des deux parts, cimenta, rendit durable cette alliance, malgré ses inconvénients pour les Florentins : elle froissait leur amour-propre, elle réveillait surtout, elle rendait plus vifs les mécontentements à l'intérieur.

Ce n'est pas sans raison que les despotes cherchent à occuper, par les émotions de la guerre, l'esprit de leurs sujets. N'ayant plus à se tourner vers les champs de bataille que pour y verser des flots d'or, le peuple de Florence restait les yeux fixés sur ce gouvernement qui le maîtrisait et l'épuisait. Il s'apercevait bien que les éphémères seigneuries, avant de sortir de charge, choisissaient elles-mêmes celle qui leur devait succéder et ne laissaient plus rien à faire au sort. Mais quiconque murmurait se voyait privé des emplois, exilé, dépouillé, et l'on avait même donné droit de sang sur eux aux Huit de garde : c'est un fauteur des Medici qui le déclare [2]. Proposait-on une loi humaine accordant aux émigrés licence de rentrer dans leur patrie, sous condition d'y payer quatre florins par an et par tête, Cosimo s'y opposait, ne voulant pas avoir sur les bras ses ennemis. Or les émigrés étaient nombreux et dans une grande misère : le papetier Vespasiano, si grand admirateur de Cosimo, parle d'une fille de Rinaldo des Albizzi, bru de Rinaldo Gianfigliazzi, qui, abandonnée avec son fils dans l'exil, s'estimait heureuse d'une aumône de

1. Les registres de l'*Archivio Sforzesco* sont pleins des demandes d'argent de Sforza, des négociations de Nicodemo pour l'obtenir, et des curieux marchandages de Cosimo comme des pouvoirs publics. Il est bien visible que le besogneux Sforza s'attache à sa vache à lait.

2. Nerli, *Comment.*, l. III, p. 45.

quelques ducats[1]. On sut si mauvais gré au maître de sa dure et invincible opposition, qu'une nuit on barbouillait de sang la porte de son palais[2].

On ne lui pardonnait pas non plus l'excès toujours renouvelé des charges pécuniaires, d'autant plus intolérables que la disette sévissait presque sans interruption[3]. Dans les vingt premières années du règne dissimulé des Medici, soixante-dix-sept maisons de Florence payent en impôts extraordinaires et arbitraires[4] 4,875,000 florins. De 1442 à 1446, on lève vingt-quatre impôts, dont la moitié produisit, dans la seule année 1442, la somme de 180,000 florins[5]. En 1452, une *balie* est nommée pour cinq ans, et un des services qu'on attend d'elle, c'est toujours de frapper, de lever des impôts[6]. La guerre, à vrai dire, les exigeait, et ils étaient lourds : Boninsegni, nous l'avons vu[7], portait le chiffre des dépenses à 70,000 florins par mois. Coup sur coup, la *balie* levait deux taxes de 580,000 et 360,000 florins, dont 50,000 sur les gens qui, jusqu'alors, d'après les lois, étaient exempts. Mais quand le prétexte des hostilités n'est plus de mise, les exactions continuent et n'en paraissent que plus choquantes. « On ne fait autre chose que payer, écrit Alessandra Macinghi-Strozzi, quoique

1. Vespasiano, *Vita d'Antonio Cincinello*, c. 13. *Spicil. Rom.*, I, 544.
2. G. Capponi, II, 50.
3. « La carestia è qui continuamente. » (Nicod. à Sforza, 19 févr. 1459. Orig., n° 1588, f° 223)
4. Alessandra Macinghi parle d'un impôt qu'elle appelle l'*albitro*, parce qu'on le mettait arbitrairement sur les citoyens, ou, comme dit Varchi (*Stor flor.*, l. XIII, t. III, p. 32, Flor., 1838), « per conjettura di quel che eglino potevano guadagnare l'anno coll' industria loro ». Varchi croit à tort que cet impôt date de 1508. Voy. *Lettere di una gentildonna*, 24 août 1447, p. 7 et n. 1.
5. Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 28, II, 198.
6. Ammirato, XXII, 72.
7. Au chap. précédent, p. 159.

nous ayons la paix et la tranquillité. C'est miraculeux l'argent qu'on tire de nous! Vraiment, nous n'en saurions donner davantage[1]. » Aussi cette femme énergique prenait-elle le parti de vendre tout ce qu'elle possédait et de s'en aller vivre dans l'exil avec ses fils[2].

S'il y avait des règles en matière de finance, elles étaient rares, vagues, sans cesse méconnues; les répartiteurs ne connaissaient qu'une loi, leur bon plaisir, ou plutôt celui de Cosimo. Quel admirable moyen de réduire ses adversaires et de les transformer en créatures! Les supplications pleuvaient pour obtenir un dégrèvement. Être avec Cosimo, ce qui s'appelait *aver lo stato,* était l'équivalent d'être peu imposé. Être contre lui, c'était la ruine. La famille des Pazzi, très riche, mais écrasée, ne commença de respirer qu'après avoir noué des alliances matrimoniales avec les Medici, et, dès ce jour, elle respira à pleins poumons, fut au nombre des plus favorisées[3]. Quant aux victimes, elles ne sauraient être énumérées. Il suffira de donner un exemple.

Quoique sans grandes richesses, Giannozzo Manetti était parvenu à un haut degré d'estime et de considération[4]. On l'avait vu, à l'âge de vingt-cinq ans, quitter la banque pour l'étude désintéressée, ne plus dormir que cinq heures, et, pendant neuf années, ne point sortir

1. « Mai s'ha a fare altro che pagar catasti, che se fussi punto di sospetto di guerra, sarèno disfatti, tanti se ne paga ora che la terra è in pace e tranquilla; per molti altro non si può fare (21 avril 1464). È un miracolo e danari si pagano. » (12 janv. 1465. *Lettere di una gentild.*, nos 31 et 40, p. 293, 355.)

2. Elle finit pourtant par renoncer à son projet, quoique ses fils l'approuvassent. Voy. *Lettere di una gentild.*, notes à la lettre 15, p. 164.

3. Vespasiano, *Vita di Piero de' Pazzi*, c. 2. *Spicil. Rom.*, I, 486.

4. Né à Florence en 1396, mort en 1459. Il sera encore fait mention de lui, comme lettré, au ch. suivant, p. 254.

de son quartier, ne point passer l'Arno[1]. Doué d'une mémoire éternelle, comme dit Vespasiano, il avait appris le latin, le grec, l'hébreu. Dans les emplois publics, dans les ambassades, ses oraisons étaient devenues célèbres. A Venise, à Gênes, à Naples, à Rome, on le recevait comme un prince de sang royal. Pendant qu'il parlait, le roi Alfonse semblait une statue. Chargé de haranguer Nicolas V à son exaltation, il était écouté si attentivement par le nouveau pontife, qu'un prélat placé à côté de ce dernier lui touchait plusieurs fois le coude, parce qu'il le croyait endormi, et l'ambassadeur de Venise écrivait au Conseil des Dix qu'il y allait de l'honneur de leur république de mander auprès du Saint-Siège un orateur non moins éloquent. De plus, il jouissait, dans ce siècle corrompu, comme Coluccio Salutati et Palla Strozzi, d'un grand et extraordinaire renom d'honnêteté[2]. Mais il avait commis le crime de penser autrement que Cosimo sur la politique, de lui reprocher la rupture avec Venise, d'essayer même de renouer : deux ans plus tard, envoyé à Rome, il avait négocié avec l'ambassadeur vénitien l'acquiescement des deux républiques à la paix générale que voulait procurer Nicolas V.

Pour le punir, Cosimo résolut de le ruiner en l'acca-

1. Vespasiano, *Vita di G. Manetti*, § 2. *Spicil. Rom.*, I, 579.

2. *Ibid.* et §§ suivants. Cf. Villari, *N. Machiavelli*, I, 127. Le style oratoire de Manetti nous paraîtrait aujourd'hui bien gonflé et bien faux. Ses ouvrages, histoires, biographies, traductions ne le relèvent point. On pourrait encore citer quelques honnêtes gens, mais en petit nombre. Vespasiano loue Zambrino de Pistoia qui enseignait non seulement les lettres, mais les mœurs, qui donnait tout son bien aux pauvres et vivait comme un ermite (*Vita di Zembrino*, chanoine de Pistoia, § 1. *Spicil. Rom.*, I, 655) et le savant florentin Paolo qui dormait sur des planches à coté de sa table à travail, se nourrissait d'herbes et de fruits, passait pour n'avoir jamais approché une femme. (*Vita di Maestro Pagolo*, § 1, 2. *Spicil. Rom.*, I, 660-662.)

blant d'impôts. Déjà il avait payé 135,000 florins; on le taxe à 166, c'est-à-dire qu'il en a 5,312 à verser dans l'année[1]. Pour un de ses versements, il dut vendre une partie de ses créances sur le *monte :* ce qui lui avait coûté 100, il le vendit 10 1/4. Il dut se retirer auprès du pape, qui lui avait marqué beaucoup de bienveillance, et il en obtint un emploi avec une provision.

Quand Cosimo le vit à l'abri de ses coups, il lui fit savoir que de lui dépendait de rentrer en grâce : le mal d'impôts, disait-il, n'était pas mortel[2]. Mais Giannozzo connaissait le sire : l'eût-il vu sac, il n'aurait point approché. Alors, Luca Pitti, qui avait fait frapper l'impôt, joua le grand jeu : l'imposé devra se présenter à jour fixe, sous peine d'être déclaré rebelle. Que faire? Braver, en ne se présentant pas, la confiscation des biens? Le rusé compère eut une inspiration : il se fit donner des lettres qui l'accréditaient en qualité d'ambassadeur du Saint-Siège et qu'il présenterait au besoin. Un sauf-conduit de Cosimo devait être, selon l'usage, joint à ces lettres : il ne le reçut point. Il passa outre, cependant; ses lettres de créance valaient mieux. — Si j'avais, dit-il à l'audience des prieurs, servi Dieu, qui m'a créé, avec autant d'amour et de fidélité que j'ai fait la République, je croirais être aux pieds de saint Jean-Baptiste. Les récompenses que j'ai reçues, vos seigneuries les connaissent.

Un tel début ne manquait pas d'audace; mais notre homme pouvait risquer. Il avait derrière lui le pape, et,

1. Vespasiano, *Vita di G. Manetti*, § 28. *Spicil. Rom.*, I, 607.

2. *Ibid.* Vespasiano, grand ami de Cosimo, ne le nomme pas pour ce mot peu à son honneur. Il dit : « Uno de' principali », tout comme pour Luca Pitti. Voy. plus haut, p. 170, n. 1.

devant, un peuple mécontent de ses chefs. L'opinion se prononça en sa faveur. Jean de Calabre venait de paraître en Toscane. A l'élection des Dix de la guerre, un grand nombre de voix portèrent Giannozzo. En temps de guerre, on substituait ouvertement au sort le choix pour les principaux officiers [1], implicite aveu de la supériorité du choix. — Et voilà, disait-on, ce que peut la vertu! — Après avoir rempli honorablement son office, Giannozzo se trouva trop mal à l'aise dans sa patrie pour continuer d'y vivre. Il préféra retourner à Rome, d'où, quand son protecteur Nicolas V fut mort, il se réfugia à Naples, auprès d'Alfonse. Il y devait terminer sa vie [2].

Ainsi, après vingt ans de progrès continus, alors que les vieux opposants étaient morts ou délaissés et que leurs fils, grandis sous le nouveau régime, le regardaient comme le régime normal de leur patrie, le parti des Medici rencontrait encore une opposition avec laquelle il fallait compter quelquefois [3]. C'est qu'après la victoire, les partis vainqueurs se divisent, et parce qu'ils ne voient pas devant eux d'adversaires redoutables, se figurent qu'ils n'en verront jamais. Grâce aux élections *a mano*, c'est-à-dire au triage ou tripotage des bourses, les amis du premier degré se transmettaient de l'un à l'autre les offices et reconstituaient une aristocratie, une oligarchie. Les amis du second, qui restaient en dehors, crurent que le sort leur serait plus favorable, et ils entre-

1. Six fois de 1434 à 1455 on recourut à la *balie* selon les formes régulières, et par le vote des Conseils. (Machiavel, VII, 102 A.)

2. Le 26 octobre 1459. Vespasiano, *Vita di G. Manetti*, c. 30-31. *Spicil. Rom.*, I, 609-613.

3. Ammirato (XXII, 62) parle d'une tentative, en 1449, pour substituer le scrutin secret au scrutin public, trop facile à intimider et à diriger.

prirent de le rétablir, soutenus des ennemis déclarés, aussi peu jaloux qu'eux des libertés démocratiques, mais dont l'ambition et la haine trouvaient leur compte à en prononcer le nom prestigieux.

Dans cette lutte entre cosimesques, pour qui se prononcerait Cosimo? Là était la question, de lui dépendait le succès. Qu'il eût intérêt à concentrer tous les pouvoirs aux mains d'un petit nombre de marionnettes dont il tiendrait les fils, cela n'est pas douteux ; mais pouvait-il, lui dont la politique avait toujours été de flatter le peuple, s'opposer à une réforme que, visiblement, le peuple souhaitait? D'ailleurs, il ne plaisait guère au maître de vivre entouré d'une caste formée d'amis à qui il devait son rappel, qui se tenaient pour ses égaux et voulaient leur part de sa puissance. Il n'était point fâché de les voir compromis, amoindris, ses libéralités constantes le devant préserver de leur sort. Les bourses étaient pleines de noms sûrs. Il n'y aurait danger que le jour où elles seraient épuisées, et, jusque-là, on aurait le temps d'aviser. Il fallait donc laisser couler l'eau : se tenir à l'écart est quelquefois d'une bonne politique. Durant son exil, Cosimo avait pu voir quelle place il tenait dans sa patrie. Sans s'éloigner, il pouvait recommencer l'épreuve, laisser ses acolytes en velléité d'indépendance, étaler au grand jour leur incapacité, leur impopularité, contre laquelle il les protégeait seul : ne serait-il pas toujours à temps de dire son *quos ego?* Qu'il fermât les cordons de sa bourse, qu'il exigeât des restitutions qu'on se flattait de ne jamais faire, et il tenait tout ce monde à sa merci. Maître par la finance, il pouvait, en politique, se montrer patient.

C'est donc sans opposition de sa part que, le 23 fé-

vrier 1454, les Conseils du peuple et de la commune purent décider, l'un par 218 voix contre 22, l'autre par 169 contre 7, qu'on rétablirait le tirage au sort[1]. Ces chiffres ont leur éloquence : ils témoignent du vœu public, ils rendent croyable la joie qui, selon divers auteurs, les accueillit; on se flattait que les jugements, les répartitions d'impôts échapperaient désormais à la faveur, à la brigue; qu'on n'aurait plus à acheter par des présents l'appui des meneurs, amis de Cosimo[2].

« C'était chose honnête, écrivait plus tard Giovanni Cambi, c'était chose bonne : si l'on y avait persévéré, on aurait arrêté les progrès de la tyrannie[3]. » Mais on ne persévéra point. On mit même une singulière lenteur à se conformer aux décisions prises. Plus d'un an s'écoula avant qu'on tirât au sort la Seigneurie (1er juillet 1455). L'allégresse populaire n'en parut pourtant pas diminuée[4]. Le peuple est coutumier des longues patiences, et, comme l'a écrit le vieux Lancelot, il est « souvent bien grue[5] ».

Comme il n'y avait point de noms ennemis dans les bourses, des amis de Cosimo en sortirent seuls sous le régime restauré du tirage au sort; mais, élevés par une réaction, obligés conséquemment de la représenter plus ou moins ou de la servir, ils retrouvaient, vis-à-vis du maître, une certaine indépendance; si bien que les amis

1. Fil. Rinuccini, *Ricordi*, p. 85. Machiavel (VII, 102 A) croit que la mort de Neri Capponi facilita cette réforme. Or elle est de 1454, et Neri mourut en novembre 1457.

2. Machiavel, VII, 102 A.

3. « La tratta a sorte fu chosa honesta e buona, se avessi seghuitato, che non sare multiprichato la tiranida. » (Cambi, *Del.*, XX, 330.)

4. Ammirato, XXIII, 82.

5. Voy. au mot λάος le *Jardin des racines grecques*, inconnu aujourd'hui à nos écoliers.

du premier degré, qui, sans être exclus des offices, en perdaient le monopole, ne parlaient de rien moins que de brûler les bourses des Seigneurs. Ce fut Cosimo qui s'y opposa (octobre 1457)[1]; il aimait, sans le dire, ce jeu de bascule qui allait équilibrer, amoindrir les deux catégories de ses partisans.

Cette rivalité, dont un pondérateur puissant modérait les excès, assura pour une courte période la tranquillité aux Florentins. Les rares auteurs contemporains qui nous sont parvenus[2] ne mentionnent guère que des pestes, des tremblements de terre, des cyclones, des inondations de l'Arno[3]. C'est à peine s'ils nous disent qu'une conjuration fut découverte (3 septembre 1457), dont le chef était un de ces Ricci[4] qui avaient ouvert les voies à la famille régnante, et, pour unique récompense, obtenu l'expulsion. Parmi les conjurés, Alamanno des Adimari et Botticello, bâtard de Niccolò Valori, sauvèrent leur vie par la fuite; mais Piero des Ricci paya pour tous : il eut la tête tranchée[5]. Nous voyons bien aussi qu'un médecin, Giovanni de Montecatini, fut pendu et brûlé; mais c'était comme hérétique et négromant[6], pour avoir enseigné mordicus, malgré toutes les admo-

1. Machiavel, VII, 102 B; Ammirato, XXIII, 85.

2. Cavalcanti termine en 1447, Neri Capponi avant 1457, Boninsegni en 1460. Cambi, Morelli, Rinuccini, qui continuent d'écrire, sont d'une sécheresse extrême. L'historien ne se tire d'affaire, pour ce temps-là, qu'au moyen des documents de plus en plus nombreux que publie la curiosité du nôtre et qu'accompagnent parfois des pages judicieuses de critique.

3. Voy. Boninsegni, p. 116; Fil. Rinuccini, p. 86, et Cambi, *Del.* XX, 338 sq., qui est d'une génération postérieure.

4. Piero de Giovacchino des Ricci.

5. Le 16 septembre selon Boninsegni (p. 119) et Fil. Rinuccini, p. 86; le 26, selon Ammirato (XXIII, 84); mais ce n'est peut-être chez ce dernier qu'une faute d'impression. Cf. Cambi, *Del.* XX, 350; Morelli, *Del.*, XIX, 177.

6. Morelli, *Del.*, XIX, 174

nestations, que l'âme meurt avec le corps[1]. Les querelles de parti n'avaient rien à voir dans l'affaire. Sceptiques au fond, indifférents à la forme en matière de religion, les Florentins, dans ces questions qui passionnèrent les siècles suivants, vivaient dans un accord parfait.

La mort de Neri Capponi (novembre 1457) acheva la dislocation du parti cosimesque[2]. Sans posséder de grandes richesses, sans être chef de faction, Neri avait été, pendant quarante années, mêlé à tout dans sa patrie. Par son désintéressement et sa droiture, par ses aptitudes de commissaire civil et même de capitaine, il avait inspiré la confiance et le respect à une génération corrompue et sans bravoure. On l'avait vu au premier rang devant Lucques et Piombino, comme à Anghiari. On le louait d'avoir retiré sa main d'un parent coupable d'homicide, bon moyen pour mériter l'estime, non pour se faire des partisans[3]. Ne pouvant ainsi tenir tête à Cosimo, il avait finalement emboîté le pas derrière lui. Sans devenir jamais un intime, quoi qu'en dise Sismondi, le plus souvent il donnait à tout son acquiescement[4], il couvrait tout de son nom respecté.

Mais que, par aventure, il eût un avis propre et marquât sa dissidence, les mécontents faisaient de lui, malgré lui, un chef d'opposition, un rival possible, pour les éventualités de l'avenir. Cosimo n'admettait point cet antagonisme, qui supposait entre eux l'égalité. Affectant de planer dans les hauteurs sereines, au-dessus de

1. G. Capponi, II, 65.
2. Machiavel dit même (VII, 102 A) que cette mort commença la dislocation. On vient de voir qu'elle est antérieure.
3. Cavalcanti, *Sec. Storia*, c. 30, II, 206. G. Capponi (II, 65 n. 2) donne le texte de Cavalcanti. Machiavel, VII, 102 A.
4. Machiavel, VII, 102 A.

tous ses concitoyens, et de ne point paraître sur la place publique, il y avait opposé à Neri, comme dans les Conseils, Luca Pitti, homme énergique et vif, dévoué entre tous, et de trop peu de cervelle pour devenir jamais redoutable[1]. Au fond, en suivant sa pente naturelle, en faisant obstacle. par amour de la raison et du droit, aux mesures violentes, Neri servait, affermissait Cosimo, peut-être sans le vouloir, et Cosimo dut regretter, quand il le perdit, cet utile contrepoids. L'activité brouillonne de Luca Pitti n'est plus nécessaire; les deux factions cosimesques peuvent se déchirer.

Que fait la première Seigneurie qui entre en charge après la mort de Neri (janvier 1458)? Un de ses premiers actes est de décider que le *catasto* établi en 1427 sera renouvelé. Elle avoue le dessein d'amortir les dettes de l'État, accrues dans une proportion effrayante; mais elle dissimule celui, qui était le principal, d'ôter aux puissants la faveur, leurs avantages[2]. Aucune mesure, du reste, n'était plus légitime et plus urgente. De nouvelles richesses étaient nées depuis 1427, surtout depuis 1434, qui échappaient à l'impôt. On acquérait de préférence les valeurs mobilières, faciles à cacher. On les faisait disparaître des livres destinés à être produits, sauf à tenir pour soi des écritures secrètes. En outre, on soutenait cette doctrine que l'obligation de montrer les livres nuisait au crédit, gênait la liberté des trafiquants. Les riches, les puissants obtenaient qu'on n'exigeât pas d'eux cette production, et qu'on fermât les yeux même sur les acquisitions mobilières. Quelque arbitraire qui présidât

1. Guicciardini, *Opere ined.*, III, 8.
2. Nerli, *Comment.*, l. II, p. 48.

à la création d'un nouveau *catasto*, il vaudrait mieux que cette situation détestable; il satisferait les petites gens, les pauvres, dans leur éternel désir de l'égalité devant l'impôt[1].

Mais si les Medici, en quête de popularité, avaient favorisé cette tendance populaire quand ils ne disposaient que de leurs voix dans les Conseils, maintenant que la roue de la fortune avait tourné et qu'ils étaient les maîtres, comment eussent-ils soutenu le système d'antan? Les calculs de la politique prévaudraient-ils contre les intérêts menacés? Nicodemo voit Florence « en ébullition et sens dessus dessous : qui ne l'aurait connue pourrait croire à une révolution prochaine[2] », car le secret avait été bien vite éventé[3]. « Tous les riches font opposition, poursuit l'orateur de Milan, le compère, tous excepté Cosimo, qui se comporte avec une souveraine modestie, parce qu'il ne veut pas, d'un côté, déplaire aux hommes riches, de l'autre, perdre la grâce du menu peuple, qui tient absolument à ce *catasto*[4]. »

En restant neutre, sans démentir son langage de 1427, il ne courait aucun risque, puisqu'il pourrait sans gène payer la taxe nouvelle, tandis que ceux de ses partisans qui le gênaient en seraient amoindris. La provision,

1. Voy. Machiavel, VII, 102 B; Ammirato, XXIII, 85; Canestrini, *la Scienza di stato*, p. 66.

2. « Interea se vedrà el fine de questo catastro che bolle cossi forte... Va questa città tutta sotto sopra, in modo che chi non intendesse el modo loro, extimaria fossero per venire a novità. » (Nicod. à Sforza, 10 janvier 1458. Orig., n° 1588, f° 10, et Buser, Append., p. 400.)

3. « Li stati popolari non se sano nè possono governare cum quella discretione et secreto che se converia, maxime questo nel disordine è stato da un pezo in qua. » (*Ibid.*)

4. « Contra la voglia de tuti li richi da Cosimo in fora che se ne porta cum summa modestia, perchè da uno canto non vole dispiacere a li homini richi, dall' altro non vole perdere la gracia del popolo minuto che vuole questo catasto omnino. » (*Ibid.*)

rendue le 11 janvier 1458[1], fut exécutée par dix commissaires nommés pour un an et qui restèrent dix-huit mois en charge, tant l'évaluation des fortunes et la répartition des charges leur donnèrent de labeur[2]. Ce labeur était même aggravé par la prescription qui leur avait été faite de n'accorder des dégrèvements qu'à l'unanimité des voix[3], garantie prise contre la pression des puissants, bien plus, assurément, que contre les plaintes et réclamations des misérables.

Sur l'abandon du système commode des dictatoriales *balie*[4] et sur la restauration du tirage au sort, Cosimo aurait dû, semble-t-il, se montrer moins conciliant que sur la réfection du *catasto ;* mais il savait se plier aux circonstances et laisser couler l'eau. Matteo Bartoli, gonfalonier de justice dans la Seigneurie suivante (mars 1458), ayant voulu rapporter ces deux mesures, il ne le soutient point, il n'empêche point les prieurs de l'abandonner, il le laisse retourner, honteux et ridicule, à sa maison; il permet que la Seigneurie prenne une résolution tout opposée : la *balie* ne dut plus être sollicitée des Conseils que si les Conseils et leurs Collèges avaient été unanimes, et, pour la créer, il faudrait le vote des trois Conseils du peuple, de la commune et des Deux Cents[5]. Tel était le vœu populaire, et il paraissait sage de s'y conformer. Mais attendons la fin.

1. Voyez-en le texte dans Canestrini, p. 171. Le préambule, comme tous les préambules, s'inspire des sentiments de justice et d'équité.

2. Boninsegni, p. 119.

3. Canestrini, p. 171.

4. On peut voir dans l'ouvrage de M. Cesare Paoli, *Del magistrato della balia nella Rep. di Siena, notizie e documenti*, Sienne, 1870, que la *balie* est, là comme à Florence, une exception d'abord des circonstances graves, puis un abus qui devient presque permanent au XVIe siècle.

5. Cambi, *Del.*, XX, 353; Morelli, *Del.*, XIX, 177; Nerli, L. III, p. 47;

Selon l'usage, on avait édicté de fortes peines contre le *proposto* et les Seigneurs qui contreviendraient à ces règles nouvelles: faible barrière, à vrai dire, pour des hommes résolus. Il s'en trouvera, et, à leur tour, Cosimo les laissera faire : il veut sa part du succès, non de l'échec[1]. Le 1er juillet 1458, Luca Pitti prenait, pour la troisième fois, le gonfalon de justice. Il ne cachait point ses sentiments contraires au *catasto* et à l'ancien état de liberté. Il passait pour homme d'énergie. Dans sa jeunesse, il avait obtenu d'Eugène IV, qui résidait à Florence, et de la Seigneurie en exercice, la mission d'aller à Rome, avec quelques compatriotes, pour aider le commandant du château Saint-Ange à capturer et mettre à mort le patriarche légat Vitelleschi : tel avait même été le commencement de sa faveur auprès des Medici[2]. Il n'avait donc pas besoin d'être poussé à l'action, et il le fut par ses amis, par quelques-uns de ses collègues.

Ce qui surprend, c'est qu'il y mit de la prudence. Il se proposait de procéder par voie de pétition, de faire demander, sous prétexte que la mort de Calixte III, l'anarchie de Rome et les brigandages du comte Averso de l'Anguillara faisaient courir de grands dangers à la République, que les bourses fussent brûlées et reconstituées, et que les élections aux offices fussent de nouveau faites *a mano*. Mais il ne put enlever une résolution en

Machiavel, VII, 102 B; Ammirato, XXIII, 85. Machiavel se trompe sur le nom du gonfalonier et par conséquent sur la date.

1. Il est difficile de plus mal comprendre Cosimo que ne fait Sismondi. Il le montre affligé de ce que son parti donne en Luca Pitti un tyran à la République (VI, 373). Voy. Nerli, l. III, p. 48, lequel n'est pas suspect d'hostilité aux Medici.

2. Jacopo Nardi, *Istoria della città di Firenze*, l. I, t. I, p. 22. Flor., 1842. — On avait découvert les intelligences du légat avec Milan contre le saint-siège.

ce sens. Geronimo Machiavelli, docteur ès lois, citoyen influent, niait les dangers du dehors, montrait ceux de la *balie* et de l'assemblée à parlement. Il fallait désormais, on vient de le voir, un vote unanime des Seigneurs et des Collèges ; or le scrutin secret, récemment établi, donnait aux dissidents, timides ou intimidés, le courage facile de se prononcer sans danger selon leur sentiment[1]. Fallait-il donc renoncer? Un autre l'eût fait peut-être. L'impétueux Pitti trouva des ressources dans la patience. Comme la fourmi qui rencontre un obstacle, il chercha d'autres voies. Le coup d'État qu'il n'osait faire par la force, il le fit par la ruse.

C'est seulement au sein de la Seigneurie et de ses Collèges que la proposition d'une *balie* devait, suivant la loi nouvelle, réunir l'unanimité des suffrages. Le cas de l'assemblée à parlement n'avait pas été prévu. On pouvait donc la convoquer pour d'autres causes, et comme on en savait jouer l'indécente comédie, on pourrait faire voter, à la pluralité supposée des deux tiers, tout ce qu'on voudrait. Mais il fallait, au préalable, mettre la main sur Geronimo Machiavelli, réputé dangereux. On s'assura de sa personne, et en même temps, de quatre autres pauvres fous (*pazzarelli*) ou pauvres diables (*homini da poco*), dont Antonio Barbadori et Carlo Benizzi, qui auraient pu « tirer les oreilles à ceux de l'État, afin d'accommoder leur fait pour longtemps[2] ». Par le supplice de la corde, on leur fit avouer tout ce qu'on voulut, notamment qu'ils avaient conjuré, quoique sans

1. Boninsegni, p. 121.

2. « Pur questi detti pazarelli poriano tanto tirare le orechie ad questi de lo stato, che gli sveglariano a volere sodare el facto loro per un pezzo. » (Nicod. à Sforza. 1er août 1458. Orig., 1588, f° 109.)

chef et par misère [1]. Il y allait de leur tête. « N'ayant pas su endurer la grenouille, écrivait Nicodemo, ils endureront le serpent », à moins que Cosimo ne leur fasse grâce, « car il pardonne toujours, déclarant qu'il lui suffit d'avoir vaincu », ce qui provoquait la louange, l'admiration des badauds [2]. Pour cette fois tout au moins, son mérite n'était pas grand, puisque, de l'aveu du même compère, tout le crime du principal accusé était « d'avoir été fort loin en paroles [3] ».

Que Machiavelli eût comploté, c'est au moins douteux ; ce qui ne l'est pas, c'est le complot de Luca Pitti : l'espèce n'est pas rare des conspirateurs au pouvoir. Le jour fixé était le 11 août. Dès le 8, Nicodemo, confident de Cosimo, communiquait à Sforza son maître le plan déjà arrêté : « Demain, sera ici le seigneur de Faenza avec trois cents chevaux et cinquante *fanti*, plus ceux de Simonetto. Jeudi, arriveront les peuples du dehors [4]. Les fantassins seront logés dans les maisons des arts, autour de la place ; les chevaux du seigneur de Faenza dans la plaine de San-Salvi, hors de la porte *alla Croce*,

1. « Chi più errava chiede perdonanza e confessa peccava perchè gli mancava faccenda et vedessi non haveano cappo et sono homini da poco. » (Nicod. à Sforza, 5 août 1458. Orig., n° 1588, f° 114.) — « Questi giorni passati, questa citade ci è stata in grande ruyna, pensando il populo cum alcuni gentilhomini delfare questo stato et retoglierlo ne le loro mane.... Havoli dato de la corda a prode tante che hano discoperto el facto. » (Giovanni de Babilano, podestat de Florence, à Sforza, 13 août 1458. *Ibid.*, f° 119.) Les noms des prisonniers se trouvent dans une lettre de Nicodemo en date du 8 août. *Ibid.*, f° 116.

2. « Et passa cum summa laude et commendatione de Cosimo, quale.... perdona ad ognuno et dice gli basta el vencere. (Nicod. à Sforza, 5 août 1458. Orig., n° 1588, f° 114) Sono cose che ne anderia la vita et credessi che moiano, ma la bontà de Cosimo ha viso de camparli. » (Nic. à Sforza, 8 août. *Ibid.*, f° 116.)

3. « Uno M. Geronimo Machiavelli quale era el da più fosse fra costoro et era andato molto innanti con le parole. » (*Ibid.*, lettre du 5 août. f° 114.)

4. Ainsi la campagne était cosimesque, et elle ne croyait point avoir droit aux mêmes libertés que les citoyens de la ville.

ceux de Simonetto entre la *Lastra* et la porte de Pise. Le matin du jour fixé pour le parlement, ils viendront se ranger en bataille sur la place. Tout le peuple sera là sans armes. Les Seigneurs feront lire une liste de nombreux citoyens auxquels ils diront avoir donné *balie* de réformer la terre, et ils demanderont au peuple s'il en est content. Les gens bien disposés crieront *sì, sì,* et de même fera tout le peuple, comme c'est l'usage [1]. Les Seigneurs, *plaudentes et exsultantes,* se lèveront de la *ringhiera ;* ils rentreront dans le palais, et la fête sera terminée. Puis, peu à peu, on réduira le nombre des membres de la *balie ;* il n'en restera que peu, qui réformeront l'État comme ils l'entendront, pour un bon bout de temps, et *tunc* on pourra estimer cette seigneurie, cette commune qui, depuis tant d'années, n'a vécu que dans l'agitation. Piero de Cosimo arrivera aujourd'hui. Il veut être présent à cet acte qui se fait rarement et qui se fera sans danger. Il a laissé sa femme et les siens sous bonne garde à Cafaggiolo [2]. » Voilà ce qu'on appelle un aveu dénué d'artifice. L'indigne piperie du parlement est percée à jour et la complicité de Cosimo mise hors de doute, quoiqu'il affectât de « rester neutre [3] ». Ce n'est pas dans les archives de Florence qu'on trouverait de ces pièces accusatrices, probantes, et qui, par ce qu'on dit, permettent de deviner ce qu'on ne dit pas.

Du 8 au 11, se multiplièrent les conciliabules secrets. Nicodemo y prit part. Sollicité de donner son avis, il y consentit; mais il refusa de monter à cheval, pour cette

1. « Et cossi farà il populo, como è de usanza. »
2. Nicodemo à Sforza, 8 août 1458. Orig., nº 1588, fº 116.
3. « Benchè Cosimo se ne porti molto saviamente e in vista quasi neutrale. » (Nicod. à Sforza, 1er août 1458. Orig., 1588, fº 109.)

raison qu'on n'avait pas fait appel aux armes de Milan. On obtint de lui, du moins, qu'il s'enfermerait dans le palais, pour le garder, avec Piero de Cosimo, Angelo Acciajuoli et autres considérables citoyens. Le 11 au matin, fut exécuté le programme transmis à Sforza par son orateur. Le seigneur de Faenza, avec cent cinquante chevaux environ et plus de mille fantassins, s'établit d'un côté de la place. De l'autre, Simonetto avec le même nombre de chevaux et plus de cinq mille hommes à pied, venus de la campagne ou de la montagne de Bologne. Au débouché des rues, plus de deux mille citoyens, dévoués à l'État et bien armés ; quant au reste du peuple, on l'avait admis, sans armes, au milieu de la place. Cosimo restait dans son palais bien gardé, avec Nicodemo et « une telle quantité d'armes et d'armures qu'elles valaient un trésor et que nul, en Italie, n'en avait un si grand nombre [1] ».

Comment s'étonner, dès lors, que tout se soit fait, dans cette matinée, « avec la plus grande union du monde, sans le moindre scandale [2] » ? Giovanni de Balbiano, en ce moment-là podestat à Florence, devait bien peu en connaître l'histoire et en sentir l'avilissement, pour admirer cette unanimité si bien préparée. « Cela me paraît, écrit-il, une des plus surprenantes choses du monde. Si je n'avais été présent, je ne pourrais croire qu'une si grande multitude de peuple pût être réunie, après les rumeurs récentes, sans scandale [3]. » Tout d'une voix, et comme par un coup de tonnerre, l'assistance

1. Nicod. à Sforza, 11 août 1458. Orig., n° 1588, f° 117. Le podestat de Florence, écrivant à Sforza, évalue à 12,000 cavaliers ou fantassins le nombre de gens d'armes assemblés. (13 août. *Ibid.*, f° 119.)

2. Nicod. à Sforza, *ibid.*, f° 117. Cf. Boninsegni, p. 121.

3. Giov. de Balbiano à Sforza, *ibid.*, f° 119.

répondit : *Sì, sì, fiat, fiat*[1] ! à la proposition d'accorder pleine *balie* aux Seigneurs et à deux cent cinquante autres citoyens de réformer l'État, de présider à l'élection des officiers publics, aux jugements non judiciaires, à la fixation et à la répartition des impôts, à la reconstitution, pour cinq ans, des bourses de la Seigneurie, et cela jusqu'à la fin de janvier suivant, c'est-à-dire pour une durée d'environ six mois[2]. Le podestat était confirmé pour un an avec de pleins pouvoirs, sans rendre aucun compte, sans être soumis au syndicat à sa sortie de charge[3]. C'était la fameuse *balie* de 1434 qu'on renouvelait. On s'en était bien trouvé pour de honteux tripotages, et l'on comptait de nouveau s'en trouver bien. « Les propositions de la Seigneurie, écrit encore Nicodemo, ont paru très honorables, en sorte que le peuple les a très volontiers acceptées, et que tout le monde les loue[4]. » Le tour était joué.

Restait, pour que la comédie parût sérieuse, à en faire payer les frais aux boucs émissaires qu'on avait sous la main. Geronimo Machiavelli, Pietro, son frère, et Carlo Benizzi furent confinés en Avignon pour vingt-cinq ans, et payèrent le premier quatre cents, le troisième mille ducats. Les trois frères de Benizzi, et leurs fils, Antonio Barbadori et les deux siens furent bannis du territoire pour la même durée, neuf autres pour un an, tous, bien entendu, privés des offices à perpétuité[5]. Les

1. G. de Balbiano à Sforza, Orig., *ibid.*, f° 119.

2. Fil. Rinuccini, p. 88; Boninsegni, p. 121; Cambi, *Del.*, XX, 358; Machiavel, VII, 102 B; Ammirato, XXIII, 87.

3. « Cum baylia et cum possanza de poter fare come meglio a my pari et piace, senza rendere alcuna raxone nè stare a sindacato. » (G. de Balbiano, *ibid.*)

4. Nicodemo à Sforza, 11 août. *Ibid.*, f° 117.

5. *Archivio Sforzesco*, Orig., n° 1588, f° 129. Liste des confinés, 17 août

marquis de Lunigiana ayant livré Machiavelli, celui-ci fut mis de nouveau à la torture et jeté en prison. Il y devait mourir en juillet 1460, des suites de ses souffrances passées, peut-être de celles qu'on lui imposa ultérieurement, si même on ne lui donna pas la mort, pour liquider définitivement son affaire [1].

C'était peu encore de ces victimes : la Seigneurie de novembre, pour se débarrasser des suspects, engloba dans les condamnations prononcées en 1434 tous les fils et neveux des citoyens qui les avaient encourues. Ainsi furent frappées onze familles : Bardi, Belfredelli, Brancacci, Peruzzi, Castellani, Strozzi, Ardinghelli, Baldovinetti, Guasconi, Guadagni, Rondinelli [2]. « Que le lecteur apprenne, écrit à ce propos Giovanni Cambi, à ne jamais donner la *balie*, à ne jamais laisser faire le parlement. Plutôt mourir l'épée à la main que de permettre qu'on fasse un tyran, car, en peu de temps, les tyrans abaissent ceux qui les ont faits grands ; ils s'entourent d'hommes nouveaux, inconnus dans la ville, ayant toutes raisons de le soutenir, pour n'être pas entraînés dans sa chute [3]. » Ainsi parlent les premiers historiens du « père de la patrie ». Nous sommes loin de la clémence d'Auguste, comme du consentement universel à sa domination. Ce que le froid Guicciardini, qui est

1458. Les noms s'y trouvent. Cf. Boninsegni (p. 121) et Fil. Rinuccini (p. 88) qui ont des inexactitudes.

1. Les contemporains hésitent : Il mourut, dit Boninsegni (p. 127), « per disagi o per tormenti ». Machiavel (VII, 103 A) n'hésite pas à croire que son ancêtre « fu morto in carcere », c'est-à-dire assassiné. Ammirato (XXIII, 90) : « Si morì per i disagi patiti prigione. » Gir. Machiavelli mourut, dit Inghirami (VIII, 351), voyant à quoi servait d'avoir une âme républicaine dans un pays esclave. Cf. Cambi, *Del.*, XX, 361.

2. Fil. Rinuccini, p. 88 ; Cambi, *Del.*, XX, 362.

3. Cambi, *Del.*, XX, 363.

déjà la postérité, dit des premiers jours de Cosimo, peut aussi se dire des derniers : « Il en fut de son pouvoir comme de tous les pouvoirs qui se fondent : abondance de rigueurs et de mauvais exemples[1]. »

Cette *balie* dictatoriale qui se substituait ou plutôt se superposait à tous les pouvoirs officiels, qui devait durer cinq ans et être renouvelée tous les cinq ans, assurait à jamais les pouvoirs dissimulés de Cosimo, le rendait maître absolu sous les dehors d'un simple particulier[2]. Elle est la clef du système. Machiavel a nettement dit que les hommes qui gouvernèrent de 1434 à 1494 professaient « qu'il était nécessaire de reprendre tous les cinq ans l'État, en inspirant la même terreur que lorsqu'ils l'avaient pris », et il justifie cette politique par ce fait que tous les dix ans les peuples changent de coutumes, d'idées et transgressent les lois[3]. Le mot d'ordre devient alors de rendre en bien-être matériel aux Florentins qui se soumettent, ce qu'ils perdent en liberté, sûr moyen de rallier des hommes avilis. Cosimo, Luca Pitti se firent donner commission de canaliser l'Arno[4]. Des maisons en pierre furent construites, où put commodément loger une population toujours croissante[5] (1463). En dix-huit mois (1458-1459), dix galères pleines de marchandises avaient été envoyées en Angleterre, en Barbarie, à Constantinople. Ces marchandises furent vendues et remplacées par un abondant fret de retour. Chose qui parut miraculeuse, il n'y eut pas

1. Guicciardini, *Del Reggim. di Fir. Op. ined.*, II, 68.
2. Id. *Storia di Fir. Op. ined.*, III, 13.
3. *Discorsi sopra la prima deca di T. Livio*, III, 1, p. 254 A.
4. Ammirato, XXIII, 88.
5. Fil. Rinuccini, *Ricordi*, p. 90.

d'accidents de mer, Florence fut en liesse pour une faveur si manifeste et si rare du ciel [1].

Autre caractère de cette politique dégradante : ce qu'on enlevait de pouvoir aux principaux officiers, on affectait de le leur rendre en honneurs. Déjà en novembre 1453, Luca Pitti étant gonfalonier de justice, on avait décidé que, quand les prieurs sortiraient, ils seraient entourés de douze massiers, avec masses d'argent. En janvier 1454, on achetait de l'argenterie, des tapisseries, pour donner plus d'éclat à leur table, à leur résidence; dans la cour du palais on débarrassait les arcades des bureaux qu'on y avait établis, et le marché qui se tenait sur la place fut transféré ailleurs, pour que quiconque approchait de la Seigneurie ressentît une impression de respect [2]. En janvier 1459, à la suite des événements que nous venons de rapporter, et sur la proposition du même Luca Pitti, au titre officiel et fort ancien de *prieurs des arts,* — celui de seigneurs n'était en effet que de courtoisie, — fut substitué le nom de *prieurs de liberté,* afin que l'emploi constant du mot donnât le change aux naïfs sur la perte de la chose [3]. Au gonfalonier de justice, qui avait désormais autorité sur le podestat de plus en plus amoindri, sur le capitaine du peuple qui n'était plus que le chef des soldats du palais, sur l'exécuteur réduit à la condition de *bargello* ou bourreau, fut accordé le privilège de siéger non plus à la droite des prieurs, mais au milieu d'eux, et de marcher à leur tête, grave changement que célé-

1. Boninsegni, p. 125. Ammirato (XXIII, 87) ne parle que de cinq galères.
2. Ammirato, XXII, 78.
3. Cambi, *Del.*, XX, 367; Nerli, l. III, p. 49; Ammirato, XXIII, 88.

brèrent des processions [1]. Jusqu'alors le gonfalon de justice était remis au gonfalonier entrant par le podestat; il ne dut plus le recevoir que du gonfalonier sortant, afin qu'il y eût comme une suite ininterrompue dans la transmission de la principale magistrature [2]. Le 31 janvier 1463, toujours pour sauver ou relever les apparences, pour jeter de la poudre aux yeux, on élisait, devant siéger au palais du podestat dans les causes civiles, quatre docteurs, avec un salaire de trois cents florins; puis deux autres qui siégeraient au palais du capitaine pour les appels, et un notaire avec quarante *fanti* pour l'exécution des sentences prononcées par les Huit de *balie* [3].

Vaines simagrées, garanties illusoires! Au-dessus de tout planait Cosimo, représenté en son absence, en l'absence de son fils (car tous les deux vieillis avant l'âge, perclus de goutte, sortaient peu, résidaient d'ordinaire à la campagne), par le fidèle Luca Pitti, qu'on suivait partout, qui recevait les honneurs, qui paraissait le premier citoyen de la République [4]. Son apport

1. Nerli, l. III, p. 49; Machiavel, VII, 103 A.
2. Cambi, *Del.*, XX, 361; Ammirato, XXIII, 83.
3. Alam. Rinuccini, *Ric.*, p. 90. Ammirato (XXIII, 87) dit que ces Huit étaient de création récente; il croit que c'est eux qu'on appela plus tard « les Huit de pratique ». Suivant Reumont (*Cenni sui magistrati della Rep.*), les Huit de balie et de garde avaient la charge des choses criminelles et de la police. Leur office durait quatre mois, mais ils devaient être confirmés, au commencement du troisième, par la Seigneurie entrante. Ils siégeaient au palais du podestat. Le même Reumont, aux mots « Huit de pratique », renvoie aux « Dix de Liberté, dits aussi Dix de balie et de guerre, ou de guerre et de paix, et institués en 1423 ». Avant eux, depuis 1376, il y avait les Huit de la guerre. En 1512, on supprima les Dix de liberté et on les remplaça par les Huit de pratique. Ce serait le cas de s'écrier, comme le général La Marmora : « Un pò più di luce! » Mais nous nous y reconnaissons impuissant, et c'est bien un peu la faute de Florence, avec sa pléthore d'offices qui se succèdent ou plutôt se superposent sans utilité comme sans raison.
4. Guicciardini, *Stor. di Fir. Op. ined.*, III, 13. — Nicodemo, par-

dans les œuvres de ruse et de violence avait d'abord été la violence; maintenant, il forçait son talent, il se faisait courtois, aimable pour tous, et l'on feignait de le trouver tel, car il distribuait les faveurs. Il ne les distribuait point gratis : on assure qu'il reçut de la Seigneurie et de nombreux Florentins pour vingt mille ducats de présents en une fois (23 décembre 1463) [1].

Mis en appétit, il ne connut plus de bornes. Il voulut rivaliser avec les Medici, et même les éclipser. Comme il voyait des balles dans leurs armes, il mit une bombarde dans les siennes. Moins riche qu'eux, il étala plus de magnificence. Il fit construire deux palais, « superbes et royaux », dit Machiavel [2], l'un à Rusciano, à un mille des murs, l'autre dans les murs mêmes, au pied des collines d'Oltrarno, ce fameux palais Pitti qui a gardé son nom, même après que, pour avoir plus d'espace, les Medici, devenus grands-ducs, y eurent établi leur résidence. Pour ces constructions dispendieuses, le pouvoir arbitraire, le règne du bon plaisir ne lui fut pas inutile : il se fit fournir par les particuliers et les communes argent et matériaux. Tout exilé, tout coupable de meurtre ou de vol n'avait qu'à s'employer à ces travaux pour trouver, à l'ombre des pierres qui s'entassaient à la mode cyclopéenne des Étrusques, un abri plus sûr que n'eût été une église [3]. Les Medici durent lui envier cette invention. Quant aux

lant d'une décision importante à enlever (far novo squitinio ad tuti li offitii), mais difficile parce qu'il y fallait « tre consigli de popolo et tre di comune », ajoute : « li più credono se habia ad obtenere per rispecto a l'autorità de Luca Pitti. » (24 juillet 1458. Orig., 1588, f° 96.)

1. Morelli, *Del.*, XIX, 179.
2. Machiavel, VII, 103 A.
3. *Ibid.*, Ammirato, XXIII, 87.

Florentins, ils tenaient pour intolérable cette tyrannie subalterne, et elle dura huit années [1] !

Leur consolation, comme jadis leur joie, c'étaient les fêtes. On en cherchait l'occasion ; tout au moins ne la laissait-on pas échapper. *Panem et circenses*, c'est tout ce qu'il faut à un peuple abâtardi. Au vieux Calixte III, ennemi d'Alfonse de Naples, dont il avait été le ministre [2], venait de succéder (16 août 1458) Æneas Sylvius, ce grand lettré de la suite impériale, aussi célèbre sous son nom de pape que sous son nom de savant. Tout entier à ses projets de croisade contre les Turcs, Pie II avait, dès son exaltation, contrarié la politique florentine en se rapprochant des Aragonais, en donnant l'investiture du Royaume au successeur de leur irréconciliable adversaire, à Don Ferrante, Ferrando ou Ferdinand, fourbe et cruel bâtard d'Alfonse le Magnanime [3]. Toute l'Italie, comme Florence, préférait à ce nouveau venu les aimables Angevins; mais nul État ne leur était lié comme cette République par tant d'avances et de protestations faites à Charles VII et à sa famille. Tout portait donc les Florentins à faire au pape grise mine. Nonobstant, quand ils apprirent qu'en route vers Mantoue, où il avait convoqué une grande assemblée de princes chrétiens, passerait par leur ville ce vieillard que Cosimo blâmait fort de se lancer dans une entreprise de jeune homme [4], ils se préparèrent à lui faire honneur, c'est-à-

1. Machiavel, VII, 103 A.

2. Cosimo ne croyait pas cette hostilité sincère. Le roi et le pape, disait-il, sont « unum et idem, posto che facciano tale vista del contrario... Il Re non extima el papa, como quello che cognosce da poco et sa non gli pò scampare da le mani. » (Nicod. à Sforza, 4 avril 1458. Orig., 1588, f° 50.)

3. Octobre 1458. Voy. Sismondi, VI, 324.

4. Machiavel, VII, 104 B; Ammirato, XXIII, 92. — « Hano in horrido et odio la natura del Re di Ragona (Alfonse), al quale dicono aver usate molte

dire à s'amuser. On savait si bien leurs fêtes sans pareilles [1], que Sforza, envoyant son fils Galeaz-Maria, âgé de dix-sept ans, complimenter le pontife, au lieu de le diriger sur Mantoue, plus voisine de Milan, lui permettait d'aller jusqu'à Florence.

Arrivé le 17 avril 1459, Galeaz-Maria fut logé au palais de Cosimo, et, dès le 19, il donnait à son père, sur son séjour, des détails de quelque prix, car ils permettent de pénétrer plus avant que ne fait d'ordinaire l'histoire dans l'intérieur de cette famille de parvenus. Qu'il allât entendre la messe à la Nunziata ou rendre visite aux prieurs de liberté, nombre de citoyens se pressaient sur son passage, le suivaient dans sa route, le voyaient avec satisfaction toucher la main à chacun des neuf membres de la Seigneurie. Rentrait-il au palais Medici, chaque fois ses hôtes allaient au-devant de lui. Ils lui donnaient cette marque assez rare de familiarité de faire rester les femmes dans la chambre où ils le recevaient [2]. Chaque jour au moins une fois, une des filles de Piero jouait d'un instrument de métal [3] : n'était-ce pas une provocation matrimoniale? C'est peu : on attire le jeune seigneur à Careggi, où il admire tout, les jardins, le palais, le mobilier, la cuisine, contenant

cortesie et portato per suo amore mille corne, et tamen non l'hano may possuto placare nè adomesticare. » (Nicod. à Sforza, 9 avril 1458, f° 54.)

1. « Qui è uno vetustissimo dicto, cioè che li signori fiorentini non sano spendere poco nè l'assay, se non a lume de lucerna, cioè in furia. » (Nicod. à Sforza, 15 déc. 1457. Arch. di Milano, dans Buser, append., p. 399.)

2. Après avoir dit certaines choses qu'il trouve agréables dans cette réception, Galeaz-Maria ajoute : « Ma molto magiore l'usare la domestícheza con mi che egli fa in fare stare le done sue dove io sto. » (Galeaz-Maria à Sforza, 19 avril 1459. Orig., 1588, f° 225.)

3. « Fea sonare una figliola di Piero suo figliolo uno organo do cave, che era una zentil cosa da oldire... laqual cosa però l'ha facto ogni dì dopo ch'io sono qui. » (*Ibid.*)

et contenu. Il dîne avec toute la famille, sauf Giovanni, fils de Cosimo, qui ne se met point à table, et ne mange même pas, pour mieux veiller à ce que chacun soit servi. Sur la table, Galeaz remarque huit plats montés et dorés, sans compter les sucreries. « C'était splendide », écrit-il. Puis, on passe dans une autre chambre. Là, « un maître chante avec la cithare ». Un poète récite des vers à la louange de l'étranger qui, naturellement, estime « qu'aucun poète ou orateur au monde n'aurait aussi bien parlé. Certaines de ses comparaisons étaient si belles que Lucain ou Dante n'eussent pas mieux fait. C'était un mélange d'histoires et de fables antiques, avec force noms de Romains, de poètes, et ceux de toutes les Muses. » Après la musique et la poésie, vint la danse : y figurèrent la femme de Piero, sa « grande fille », autrement dit sa fille aînée, la femme de Giovanni, d'autres encore, dont une Strozzi, qui est sinon la plus belle de Florence, au moins parmi les plus belles, et plusieurs campagnardes. On danse « à la florentine, avec sauts et entrechats ». Pour finir, on sert une collation. Au sortir de cette fête intime, Galeaz-Maria, rentrant chez lui, y trouvait deux messagers, qui lui venaient offrir en présent un perroquet, un singe et un chat[1].

Deux jours plus tard (25 avril), Pie II faisait son entrée solennelle, suivi de dix cardinaux, de soixante évêques et d'un grand nombre de prélats[2]. Accueilli avec de belles harangues, dont une fut prononcée à genoux par le jeune Sforza[3], et ayant donné son pied à baiser à

1. Galeaz-Maria à Sforza, 23 avril 1459. Orig., 1588, f° 226.
2. Boninsegni, p. 123.
3. Les ambassadeurs de Sforza ne tarissent pas sur la faconde, la mo-

tous les assistants, il fut placé sur un siège gestatoire couvert de brocart, que portèrent sur leurs épaules Galeaz, les seigneurs de Rimini, de Carpi, de Forlì. On se contentait naguère encore de jucher les papes, à leur entrée dans la ville, sur une mule magnifiquement caparaçonnée. *Crescit eundo.* « Ce fut de l'orgueil, et non de la sainteté », dit l'historien Cambi [1].

La nuit venue, à la lueur de plus de trois cents torches, furent célébrées des joutes sur la place de Santa-Croce. Le 30 avril, au *Mercato nuovo,* eut lieu un bal où les jeunes gens des deux sexes, qui dansaient officiellement au nom de la commune, changèrent plusieurs fois de costumes, paraissant chaque fois plus magnifiques. Dans des vases et corbeilles d'argent on servait des friandises. Les spectateurs étaient, dit-on, au nombre de soixante mille [2]. La vingtième partie n'en pouvait assurément tenir sur cette élégante, mais étroite place. C'est le mot de « spectateurs » qui est de trop. La foule affluait innombrable aux alentours, désireuse de voir, plutôt qu'elle ne voyait [3]. Le 2 mai [4], on donna une grande chasse sur la place de la Seigneurie. Toutes les issues étant fermées et le public mis à l'abri, on introduisit des animaux divers, chevaux, taureaux, vaches, veaux, buffles, sangliers, loups, une girafe, dont les formes étranges étaient alors une nouveauté, enfin quel-

destie, la prudence de son fils dans cette cérémonie. Voy. leurs deux lettres du 27 avril et celle de Galeaz à sa mère, même date. Orig., 1588, f° 227-229.

1. « Che fù chosa di superbia e non di santità. » (Cambi, *Del.*, XX, 369.)

2. Cambi, *ibid.*

3. On peut voir dans Muratori (R. I. S. Suppl. II, 723-52) une longue description en vers de ces fêtes.

4. Date donnée par Galeaz-Maria, qui écrit le lendemain (Orig., 1588, f° 233) et ne peut par conséquent se tromper. Le poème descriptif dont il vient d'être question dit le 1er mai (p. 741).

ques-uns de ces lions que, de temps immémorial, entretenait la République. Mais ces nobles bêtes, abâtardies par une longue vie de captivité, étourdies, effrayées par le tumulte et les cris de l'assistance, ne firent face qu'une fois ou deux. Le spectacle tourna au ridicule. Ce fut une déception [1]. Les Seigneurs, très vexés, suppléèrent à ce plaisir manqué par force politesses et une collation, à laquelle furent conviés Galeaz-Maria et plusieurs cardinaux. « On y dépensa un trésor [2]. »

Mais c'est le soir du même jour que fut prise la vraie revanche. A la lueur vacillante et comme fantastique des flambeaux et des torches, Florence célébra le triomphe de l'Amour. Un char traîné de deux chevaux blancs était précédé de vingt jeunes « gentilshommes » des premiers de la ville, et d'une compagnie d'hommes à pied, armés de bâtons qu'ornaient diverses devises. Les chevaux étaient richement harnachés de brocart et de velours. Par derrière, un étendard et des trompettes. Sur le char, qui était d'or fin, s'élevait aux quatre coins une sorte de *campanile* surmonté d'une pomme, le tout également d'or. De jeunes garçons, portant chacun une lanterne au bout d'un bâton, formaient comme des guirlandes de feu qui semblaient embraser tout le char. Au centre, et bien en vue, un autre garçon, vêtu d'un collant couleur de chair qui le faisait paraître nu, avec

1. On s'en souvint longtemps. Le 15 mars 1462, voulant à nouveau éprouver les lions, on leur jette « un porco ghagliardo et poy una cerva grande. » Nicodemo, qui rapporte le fait, ajoute : « Et fecero bona prova et bel vedere, molto più che a la caccia grande del nostro Ill. conte Galeaz. » (16 mars 1462. Orig., 1589, f° 51.)

2. Galeaz-Maria à Sforza. 3 mai 1459. Orig., 1588, f° 233; Cambi, *Del.*, XX, 369-370; Morelli, *Del.*, XIX, 178; Boninsegni, p. 124; Fil. Rinuccini, p. 89; Poème dans R. I. S., suppl. II. En tête de ce poème est une vignette montrant la place vide et les lions qui s'y ébattent. On n'aperçoit que peu de spectateurs.

des ailes multicolores, les yeux bandés, arc et flèches en main : c'était le dieu d'amour. Contre un cheval de bois richement orné, douze de ces jeunes gens vinrent rompre une lance, et ce fut la fin de la fête. Il y faut pourtant ajouter l'épilogue des présents. Galeaz-Maria, qui était, bien plus que Pie II, le héros de ces réjouissances, car plus que jamais on voulait rattacher son père à la République, recevait de la Seigneurie deux bassins et deux vases d'argent, si lourds que d'un seul un homme avait sa charge; vingt-quatre tasses d'un travail exquis et très pesantes aussi : le tout d'une valeur de dix-huit cents ducats. Voilà ce qu'il appelle « un petit présent [1] ». Il avait été à bonne école pour se former à la gloutonnerie de l'argent [2].

Ces fêtes furent, non interrompues, mais troublées, attristées par la maladie qui devait, le 10 mai, emporter saint Antonin, l'archevêque vénéré de Florence [3]. Ce tout petit homme, qu'on appelait non Antonio, mais Antonino, à cause de sa taille exiguë, portait la mitre, dans sa ville natale, depuis l'année 1446. Le pape avait dû lui faire violence pour le tirer de son couvent dominicain de Fiesole, et les Florentins l'avaient accueilli avec joie, quoiqu'il parût étrange à ces prétendus démocrates de voir le fils de l'humble notaire Pierozzo élevé à une si haute dignité [4]. Si, comme tout le monde, il courtise les Medici, c'est qu'il est malaisé de n'être pas

1. Galeaz-Maria à Sforza, 3 mai 1459. Orig., 1588, f° 233. Un cardinal, qui tenait sans doute Galeaz pour un enfant, lui envoyait un petit navire, cristal et argent, bien travaillé. (*Ibid.*)

2. A peine les fêtes finies, Galeaz quittait Florence, précédant le pape de deux jours (Boninsegni, p. 124; Fil. Rinuccini, p. 89), tant il est vrai qu'il y était venu pour son plaisir, non par déférence.

3. Ughelli, *Italia sacra*, aux archevêques de Flor., III, 173.

4. Boninsegni, p. 125.

mouton de Panurge. Généreux, charitable, indulgent pour les autres, il était pour lui-même rigide, prêchant la vertu par ses exemples comme par ses livres, habitant, dans son palais épiscopal, une petite cellule à peine meublée d'une couchette de moine et d'un siège de bois, ne laissant à sa mort, pour tous biens, qu'un mobilier de cent vingt livres à peine, et la mule qui lui servait de monture[1].

A vrai dire, il laissait aussi, comme souvenir durable de son passage, un établissement de bienfaisance qui mérite une mention, parce qu'il existe encore aujourd'hui : les *buonuomini* de San-Martino. Leur office fut de secourir les pauvres honteux, en grand nombre par les spoliations et confiscations. Comme le prudent prélat connaissait les tendances envahissantes de ces sortes de sociétés, il imposa à celle-ci l'obligation de n'acheter aucune terre, de ne créer aucun capital et de dépenser en aumônes les fonds, si considérables qu'ils fussent, provenant de tout legs ou don qui lui serait fait[2]. Il eut la rare chance d'être prophète en son pays. Sa mort fut une apothéose. Ses concitoyens suivirent ses funérailles jusqu'à San-Marco, couvent de son ordre, où il fut enseveli. Ils prirent l'habitude de l'invoquer, de lui consacrer des images, des *ex-voto*, imposant par là, en quelque sorte, au Saint-Siège la canonisation[3].

Pie II avait pu aller à Mantoue; il en devait revenir

1. Vespasiano, *Vita dell'arcivesc. Antonino fior.*, c. 14. *Spicil. Rom.*, I, 242; *Pii II Comment.* l. II, p. 50; Boninsegni, p. 124; Ammirato, XXII, 49.

2. Boninsegni, p. 125; G. Capponi, II, 72; Martelli, un travail sur les *buonuomini di S. Martino*, et leur histoire jusqu'à nos jours, dans la *Rassegna nazionale*, Ann. VI. 1er févr. 1884.

3. Boninsegni, p. 124. C'est Adrien VI qui, en 1524, canonisa saint Antonin. Voy. Ughelli, III, 173.

l'oreille basse, sans avoir ameuté contre le Turc les princes chrétiens, surtout ceux d'Italie, tout entiers à leurs querelles égoïstes. Ce qui les occupait alors, c'était la lutte entre Ferrante de Naples et Jean d'Anjou, duc de Calabre, fils de René. Les deux rivaux sollicitaient simultanément les secours de Florence et de Venise, Ferrante selon les engagements de la ligue de 1455, Jean en vertu des liens de la maison de France avec les deux Républiques. Le titre invoqué par l'un avait le double mérite d'être récent et écrit, tandis que le titre invoqué par l'autre se perdait dans la nuit des temps; mais ce qui rétablissait la balance, c'est que toutes les sympathies allaient à Jean : on louait sa modestie, son intégrité, son humanité, sa bonté[1]. La balance finit même par pencher en sa faveur, et comme on trouve toujours des raisons pour justifier ses actes, on imagina de dire que les deux Républiques étaient engagées envers les Napolitains, non envers les princes d'Aragon, attendu que les rois sont toujours supposés traiter au nom des peuples, et que l'alliance ne pouvait engager les contractants à donner au Royaume un roi détesté. On ajoutait que Don Ferrante avait perdu tout droit à invoquer le traité de la ligue, en permettant à Piccinino, en lui ordonnant peut-être de guerroyer en Toscane.

Mais Florence ne s'était pas, du premier coup, décidée[2]. Entre Charles VII qui occupait Gênes, et Don

1. Lettre de la seigneurie à Charles VII, 30 juin 1455, au roi René, sans date, texte dans Desjardins, I, 80. Réponses à un ambassadeur de Charles VII, 7 oct. 1458, et à un de René, 21 oct. 1458, texte dans Desjardins, I, 87, 91.

2. Les négociations durent toute l'année 1458. Voy. les documents dans Desjardins, I, 82-96. Ils perdent un peu de leur prix quand on pense que ces discussions ne sont, comme on dit en style de baladin, que la bagatelle de la porte.

Ferrante qui la lui disputait, se partageaient ses citoyens. Acciajuoli et Dietisalvi croyaient au succès de Don Ferrante[1], à cause de « la négligence naturelle aux Français[2] », et, avec d'autres, ils le désiraient. Cosimo était d'avis contraire, suivi comme toujours par le plus grand nombre dans la vieille haine de l'Aragonais, que rajeunissaient des différends de tous les jours[3]. Plus zélé pour Jean de Calabre que n'était Venise, il lui promettait un subside annuel de quatre-vingt mille florins. Pourrait-il tenir sa promesse? Tout dépendait de Sforza, son bras droit, et Sforza, à ce moment, inclinait au roi de Naples. Ce prince, faible comme il était, affaibli encore par l'inimitié pontificale, ne pouvait plus avoir de visées sur Milan, devenait à Gênes un voisin peu dangereux[4]. A Don Ferrante, qui demandait qu'on le débarrassât du pape[5], c'est Sforza qui avait conseillé d'in-

1. Nicod. à Sforza, 9 avril 1458. Orig., 1588, f° 54. — 17 août 1463 Orig., 1589, f° 190. Nicodemo dit formellement que Dietisalvi est Aragonais parce que Cosimo est Français.

2. « Per la loro innata negligentia. » (Nicod. et l'évêque de Modène à Sforza, 6 mai 1458. *Ibid.*, f° 57.)

3. « L'universale de li cittadini nel comuni voriano piutosto Francia per rispecto a l'amicitia antiqua (Nicod. Lettre du 9 avril 1458, f° 54). — Non se mostrano contenti che l'habii piutosto luy che Francesi. » (6 mai 1458, f° 57.) — Voy. un texte plus haut, p. 196, n. 4. — Le roi de Naples tenait comme sous sa dépendance tous les ports de la côte florentine. Une galère génoise, poursuivie par les napolitaines, se réfugie à Livourne; elles veulent l'y saisir. Ne le pouvant, elles taxent leur déception à 100 ducats et s'emparent de trois barques montées par 17 Livournais. Le capitaine de Livourne riposte en s'emparant de 12 hommes des galères napolitaines qui étaient descendus à terre. Les Florentins disaient : « Io me darey prima al inimico de Dio non che al gran Turcho che patergli tanta puzza. » (Nicod., 9 avril 1458, f° 54.)

4. « De Re Ferrando se haveria molto meglior servitio che del patre, presertim perchè la reputation è menore, et ex consequente luy ha major bixogno de amici. » (Nicod. à Sforza, 15 juillet 1458. Orig., 1588, f° 94.) On peut voir les preuves de l'inimitié pontificale dans deux dépêches, l'une de Don Ferrante, l'autre de Nicodemo, toutes deux à Sforza, 20 et 24 juillet 1458. Orig., 1588, f° 95-96.

5. Il demande « de duobus alterum : o mandino al papa a removerlo

voquer le traité de la ligue pour réclamer les secours des Florentins. Cosimo lui rappelait donc ses obligations à la maison d'Anjou, ses griefs contre la maison d'Aragon, lui représentait le chef de celle-ci comme perdu, l'exhortait à ne pas ressusciter un mort. Entre lui et le duc de Calabre il s'offrait pour intermédiaire, se faisant fort d'obtenir de bonnes conditions[1].

A cette tactique médiocre d'un vétéran de la politique, Sforza en préférait une plus avisée. Alléguant tout d'abord ses engagements, dont il aurait su s'affranchir s'il y avait trouvé son intérêt, il répondait que Don Ferrante était loin d'être mort, qu'il avait même sur son compétiteur l'avantage de posséder la capitale et les forteresses, qu'ayant pour toutes possessions le Royaume[2], il devenait Italien, en quoi il différait et de son père qui avait aussi régné en Espagne, et des princes d'Anjou que pourraient seuls soutenir à Naples ces Français insolents et ambitieux, pleins de mépris pour les mœurs et les lois d'autrui, qui avaient déjà un pied en Italie par leurs garnisons d'Asti et de Gênes, par leurs alliances en Romagne, par leurs conquêtes en Calabre. Établis dans le nord, voulait-on les établir dans le sud[3]?

de questa opinione, o per via d'arme gli propulsino questa ingiuria da dosso ». (Nicod. à Sforza, 29 juillet 1458. Orig., 1588, f° 103.) Pie II ne faisait que continuer la politique de Calixte III, qui avait excommunié le roi d'Aragon et de Naples. Voy. le disc. de l'amb. de France, Milon de Liers, docteur et doyen de Chartres, dans Desjardins, I, 88.

1. Voy. cette lettre de Cosimo dans R. I. S., XXI, en note au texte de Simoneta, p. 701-703. Rien, dans Simoneta, n'indique précisément la date de cette lettre et de la réponse ; mais les colonnes où elles sont rapportées portent en tête : An. 1459.

2. C'était justement la raison qui décidait les Français à une nouvelle expédition : « Nullum aliud regnum nisi Sicilie retinentem, tempus Renato Regi visum est illius regni recuperandi. » (20 oct. 1458. Ambassade de l'évêque de Marseille au nom de René. Texte dans Desjardins, I, 90.)

3. Voy. le texte de cette réponse dans Simoneta, R. I. S., XXI, 703-706. Cf Ammirato, XXIII, 89.

Comme la raison finit toujours par avoir raison, Sforza y gagnait Pie II, malgré d'invétérées préventions du pontife contre ses voisins de Naples et le bâtard qui portait la couronne. Pie II, à son tour, de passage à Florence où il se sentait trop peu aimé[1] pour y rester plus de quarante-huit heures[2] (27 janvier 1460), catéchisait Cosimo et obtenait de lui qu'il fît retirer la provision déjà votée qui accordait des subsides à Jean de Calabre. Florence et Venise, d'un commun accord, s'obligèrent à une stricte neutralité, tout en promettant aux deux rivaux amitié et bons offices[3].

Au fond, cette volte-face coûtait peu à Cosimo; depuis longtemps il jouait jeu double. Deux années auparavant, il envoyait au roi de Naples une ambassade qui provoquait les protestations de l'évêque de Marseille, ambassadeur de René[4]. Il faut voir la réponse que faisait par ordre, à ce prélat, le gonfalonier de justice, Otto Niccolini : c'est avec l'assentiment de René que la République avait conclu les traités qui ne lui permettaient plus d'intervenir en faveur de ce prince; il ne voudrait pas infliger à ses alliés le déshonneur, l'infamie, et cela sans profit pour sa cause[5], car, des puissances confédérées, Florence était la moindre. Comment soutiendrait-elle cette guerre avec son territoire pauvre que

1. « L'universale de la città non amano el papa. » (Nicod. à Sforza, 28 juin 1464. Orig., 1590, f° 256.)

2. Boninsegni, p. 126.

3. *Pii II Comment.*, l. IV, p. 96; Ammirato, XXIII, 89.

4. « Et quum intellexit orator ipse destinasse Dominos oratores quosdam ad hunc regnum Sicilie detinentem... dixit rem hanc Francorum regi et suo non mediocrem admirationem allaturam; ideoque rogare Dominos ut oratoribus ipsis destinatis scribant, ne ultra progrediantur. » (20 oct. 1458. Texte dans Desjardins, I, 90.)

5. « Dedecus illis et infamiam pararent, absque aliqua ipsorum commoditate. » (*Ibid.*, p. 92.)

nourrissait seul son trafic, avec un trafic trop considérable en Pouille et en Sicile pour qu'elle s'exposât à le perdre, en perdant toute sûreté de navigation[1] ? L'évêque ne restait point court : nul traité n'était valable avec un bâtard déclaré déchu par le pape et les cardinaux ; mais, connaissant son monde, il demandait une réponse par écrit[2], et il persistait dans sa demande, quoique le gonfalonier déclarât blessante cette mise en suspicion de la fidélité florentine[3]. Blessante ou non, elle était fondée : les oreilles tintaient encore au roi de France et au roi René des conseils de Cosimo. N'avait-il pas été jusqu'à leur tracer un plan ? Avec force adjectifs gracieux pour le duc de Calabre et disgracieux pour le « roi d'Aragon », il conseillait alors aux sires des fleurs de lis de marcher d'accord avec Milan, Lucques et Florence, d'attendre la mort du roi Alfonse et du pape Pie, tous deux avancés en âge, d'assurer à Rome une élection favorable, puis de faire tous ensemble l'entreprise contre le Royaume[4]. Peut-être avait-on goûté en France ces combinaisons spécieuses ; mais, depuis, la grave girouette avait tourné.

La rouerie n'est point l'habileté, et qui a tendu ses filets peut bien s'y prendre. Cette grande habileté de Cosimo, que vante l'histoire, on la cherche en vain dans ses actes de ce temps-là : il n'en fit preuve que pour s'établir, et encore était-il servi par la force des choses.

1. « Nam ex Italie potentiis que in federe sunt, hanc minorem esse. » (Otto Nicolini, gonf. de justice, etc. *Ibid.*, p. 92, 93.)

2. L'évêque de Marseille, *ibid.*, p. 94, 95.

3. Otto Nicolini, *ibid.*, p. 95, 96. Le gonfalonier rétorque tous les arguments de l'évêque : Don Ferrante a toujours été tenu pour fils d'Alfonse ; la décision de Calixte III est nulle ; on ne peut rappeler les ambassadeurs. — Ces négociations continuent jusqu'en 1460. Voy. Desjardins, I, 96-100.

4. Nicodemo à Sforza, 24 mai 1458. Orig., 1588, f° 74.

Sur la fin de sa carrière, tous ses calculs se trouvent faux. En juillet 1461, la flotte de René est battue par les Génois[1]. Le 18 août 1462, devant Troia est défait Jean de Calabre[2]. Au printemps de 1464, abandonné de ses alliés, il quitte le Royaume, et Gênes se soumet aussitôt au duc de Milan[3].

C'était le moment ou jamais, pour Cosimo, puisque le duc de Milan devenait fort, de se cramponner à son alliance et d'en tirer enfin quelque avantage[4] ; d'autant plus que Louis XI marquait le dessein de marier Jean de Calabre à Hippolita, fille de Sforza, et de s'unir à ce dernier, comme à Florence, pour combattre les prétentions du duc d'Orléans sur la Lombardie, pour soutenir dans la conquête de Naples ces jeunes époux[5]. Eh bien, c'est justement à cette heure qu'il fait ou tolère qu'on fasse à son vieil allié d'impolitiques chicanes, dictées par la lésine. Le détail en est instructif.

Aux instances réitérées et vraiment exaspérantes de Sforza, Cosimo n'avait cru pouvoir refuser une somme de cinquante mille ducats[6]. Mais il n'a pas assez lu Sénèque pour savoir que « donner vite, c'est donner deux fois », et il ignore cet adage du droit que « donner et

1. Voy. les détails dans Sismondi, VI, 357-61.

2. Le 4 mai précédent, alors que, deux fois vainqueur, il se maintenait encore dans le Royaume, Louis XI remerciait les Florentins pour « labores non modicos et diligentias per vos jam factas apud ducem Mediolani super pacificatione regis Siciliæ ». (Texte dans Desjardins, I, 134.)

3. Voy. Sismondi, VI, 357-61.

4. « La partenza di M. Alberico in su la quale fa fundamento (Cosimo) assay per la salveza de' vostri incliti successori, *ex consequenti de soy figlioli.* » (Nicod. à Sforza, 1er sept. 1463. Orig., n° 1589, f° 201.) Machiavel (VII, 104 B) dit que Cosimo était mécontent que Sforza ne l'eût pas aidé à conquérir Lucques.

5. Rapport des ambassadeurs de France, 13 et 14 mars 1462, dans Desjardins, I, 127-133. Ce même recueil donne (p. 104-124) divers documents attestant les meilleures relations entre Louis XI et Florence.

6. Nicod. à Sforza, 6 juin 1463. Orig., 1589, f° 150.

retenir ne vaut ». Les fonds votés, il ne veut pas qu'on les réclame à la Seigneurie avant qu'il ait arrangé la chose [1] : lui seul tient pour le duc, c'est une corde qu'il fait souvent résonner [2]. Un mois s'écoule, et alors il n'empêche pas, lui le maître, qu'on exige un engagement de rembourser en deux ans la somme. Bien plus, il laisse invoquer le silence de la provision sur la nature des espèces : le texte ne dit pas que les florins seront *larghi* ou *di camera*; donc on en profitera pour compter des florins *di sugello*, de valeur moindre, qui feront perdre à Sforza sept mille ducats. Cosimo reconnaît qu'on devrait verser en florins *di camera* le montant du prêt ou subside; mais il n'y a pas de remède, ajoute-t-il, car il faudrait recourir aux Conseils [3]. « Ces cinquante mille ducats, écrivait Nicodemo, me font devenir chèvre. Que notre Seigneur Dieu m'envoie la mort, plutôt que de me condamner à aller sans cesse des Seigneurs au *monte* et du *monte* aux Seigneurs [4]. » C'était bien la peine, quand on risquait ainsi, pour quelques ducats, une brouille avec Sforza, d'accuser les Vénitiens, comme le faisait Cosimo, de semer la zizanie [5] ! Il est vrai que « ces Vé-

1. « Non vole Cosimo che per hogi faci la richiesta vostra de li 50 m. ducati ad questa signoria che è intrata questa matina, ma vole prima haver disposta la cosa. » (Nicod. à Sforza, 1er sept. 1463. Orig., 1589, f° 201.)

2. « Havimo voluto chiarire che qui non havete altro che luy. (26 mars 1464. Orig., 1590, f° 91.) Cosimo et Piero vogliono quel che noy, ma dubitano de doe cose principalmente : una di non poter indure el popolo al bixogno vostro, dubitando de guerra et de la disfactione de loro mercadanti et trafichi oltremonti. L'altra che sopra de le borse de questo popolo, nol dicono a la scoperta, ma cum enigmati che gli intendo benissimo. » (4 avril 1462. Orig., 1589, f° 55.)

3. « Pur conclude non vi esser rimedio, perho ne da corozarsene. (Nicod. à Sforza, 27 sept, 1463. Orig., 1589, f° 221, et Buser, append., p. 415.) Se si potesse havere per qualche via extraordinaria senza havere a capitare a consigli. » (16 oct. 1463, f° 254.)

4. 1er octobre 1463. Orig., 1589, f° 227, et Buser, append., p. 416.

5. « Sentisti tu may, Nicodemo, li maiori bosardi et sfazati homini che

nitiens menteurs » nourrissaient contre les Florentins une haine incroyable [1] ; mais, outre que ce n'était qu'un prêté pour un rendu [2], Florence, dès longtemps, avait ameuté contre elle toutes les inimitiés [3].

C'est que Cosimo, tout en continuant de louvoyer, parce que c'était son génie, gardait moins de ménagements que par le passé : il se sentait bien en selle. Alessandra Macinghi, mère des Strozzi exilés, écrivait ces paroles significatives : « Tout tourne bien à qui est avec les Medici ; tout tourne mal à qui est avec les Pazzi [4]. » Peu auparavant, elle s'abaissait jusqu'à dire d'un des Medici, Antonio de Bernardo, non sans une secrète ironie peut-être, que « tous devraient baiser la terre où il posait ses pieds [5] ». A cette heure pourtant, Cosimo était au déclin. Vieilli, tracassé de sa goutte, qui le rendait sensible à la moindre humidité, au moindre changement de température [6], réduit à se mettre au lit après ses audiences, ou même à les donner au lit [7], il avait fréquemment la fièvre, il souffrait de douleurs d'estomac, de rétention d'urine [8]. Tout le monde semble avoir été

sono Venetiani... Non si vergognano ad volere irritare el signore contra de noy. » (Nicod. à Sforza, 9 oct. 1463. Orig., 1589, f° 243.)

1. « Costoro ano tanto odio contra Fiorentini che he una cossa incredibile. » (Ghirardo de Colli à Sforza. Venise, 24 mars 1464. Orig., 1590, f° 83.)

2. « Mostrò epso sign. Laurenso che il sign. suo intende benissimo l'ambitione et mala dispositione de' Venetiani, et che veruna cosa desideri più che trovarsi a la persecutione loro. » (Nicod. à Sforza, 11 mai 1463. Orig., n° 1589, f° 138.)

3. « Quel me doleva è che in fine se siano qua governati per modo che non habino satisfacto a persona. » (Nicod. à Sforza, 16 mars 1462. Orig., 1589, f° 51.) On remarquera que cette déclaration si grave est antérieure de dix-huit mois au mécontentement des 50,000 ducats.

4. *Lettere di una gentild.* 15 mars 1462, p. 256.

5. *Ibid.*, 25 août 1461, p. 240.

6. Nicod. à Sforza, 24 oct. 1463. Orig., 1589, f° 265. Cf. 4 avril 1458. Orig., 1588, f° 50.

7. Nicod. à Sforza, 21 février 1464. Orig., 1590, f° 52.

8. Lettre de son fils Piero, 26 juillet 1464, dans Fabroni, Doc. p. 251,

maladif dans cette famille au pinacle : un jour qu'arrivait de Milan le fameux médecin Benedetto de Norsia, leur dernière ressource des cas graves, il les trouvait tous alités[1]. Aussi étaient-ils de méchante humeur, ennemis les uns des autres, incapables de supporter les représentations des tiers[2], même de ce Nicodemo qui avait si bien pris pied dans la maison, quoiqu'il fût le moins sûr des amis[3].

Comme il arrivait souvent, ces discordes intestines n'empêchaient point ceux qui s'y livraient de se pleurer entre eux, quand la mort les venait visiter. En 1440, Cosimo avait perdu son frère Lorenzo, dont la lignée devait faire souche de grands-ducs. En 1463, il perdait son second fils Giovanni, son cher, son seul espoir, car Piero, plus âgé de cinq ans, était à ce point perclus de goutte qu'on doutait qu'il survécût au chef de la famille; espoir trop semblable à celui qu'on met dans la branche pourrie, car Cosimo ne pouvait ignorer que son favori, mangeant et buvant à l'excès, toujours trop chaud, se brûlait l'estomac, se ruinait le tempérament, s'abrutissait[4].

et Ricordo du même, p. 253. Cf. Alam. Rinuccini, p. 94; Ammirato, XXIII, 92; Bibl. nat., mss. ital. n° 348, f° 45 v°.

1. Nicodemo écrit spirituellement : « Non sapevano che maior honore se gli fare che aspectarlo tucti in lecto, sperando tamen che gli havesse a liberare. » (7 oct. 1463. Orig., 1589, f° 237.)

2. « Me confessò haverne facta pur cum molti etiam de soy carissimi, et non gli consentono. Dissemi poy favellassi con alcuni... L'odio è grande fra loro. (Nicod. à Sforza, 24 mars 1462. Orig., 1589, f° 53.) Qui sono pur de' mali spiriti et tucti non se possono admonire. » (*Id.*, 8 août 1463, f° 186.)

3. « Cosimo et li soy non hano qui major nè più ambitioso inimico che Dietisalvi... Io sto cum Dietisalvi et cum ognuno qui come carne et ungia; et cognosco el mal me poria far questa lettera. » (*Id.*, 17 août 1463, f° 190.)

4. Bibl. nat., mss. ital. n° 348, f° 49 v°. Sur la maladie et la mort de Giovanni, voy. les dépêches de Nicodemo des 25 sept., 1, 7, 10 oct. 1463, Orig., 1589, f°s 218-237. Sur les dernières années de Cosimo, Reumont, *Lorenzo il Magnifico,* c. 8, t. I, p. 179-190.

Le deuil fut si profond à sa mort, qu'on craignait que ses parents ne le pussent supporter [1]. On avait tort de craindre; Cosimo supporta la catastrophe avec plus de philosophie qu'on ne s'y attendait. « On ne le vit point verser quatre larmes, on n'entendit point sa voix trembler, prononcer une parole qui ne fût d'un philosophe et d'un saint. » Il consolait même ses consolateurs, disant que deux sortes d'hommes avaient seuls besoin de consolations, ceux qui n'avaient pas de mémoire et ceux qui étaient mal avec « Notre Seigneur Dieu [2] ». Résignation de chrétien, dira-t-on, et fort naturelle un mois après le coup qui lui ravissait son héritier de prédilection. Mais si la résignation est antérieure au malheur, ne la trouvera-t-on pas un peu trop chrétienne? Or voici le témoignage de Nicodemo, il est précieux à recueillir : « Cosimo nous cita des histoires, des textes tirés des psaumes, des prophètes, des philosophes, des gentils. Puis, il nous conforta beaucoup mieux que je n'avais su le conforter lui-même. Sur ces entrefaites sonnèrent les nones; il les dit avec une merveilleuse dévotion, puis, il pria Notre Seigneur Dieu que, s'il lui voulait ôter Giovanni, il mît fin à ses malheurs pendant que ce fils vivait encore. Le tout sans un soupir ni une larme [3]. On eût dit Job à la mort de ses fils [4]. »

Cosimo en avait bien un troisième; mais c'était un bâtard, nommé Carlo, né d'une esclave (peut-être de cette Circassienne qu'il avait achetée soixante-deux ducats d'or à Venise en 1427) [5], et qu'il ne pouvait par consé-

1. « Parmi vedere non perderamo luy che non perdessimo anche in poco tempo el patre et la matre. » (Nicod. à Sforza, 10 oct. 1463, f° 252.)
2. Nicod. à Sforza, 4 nov. 1463. *Ibid.*, f° 275.
3. Nicod. à Sforza, 31 oct. 1463. Orig., 1589, f° 271.
4. *Id.*, 4 nov. 1463, f° 275. C'est le jour même de la mort de Giovanni.
5. « De genere Circassiorum ætate annorum viginti duorum vel circa,

quent reconnaître[1]. Pour tout espoir de la dynastie naissante, restait donc un enfant, Lorenzo, fils de Piero. Déjà l'aïeul pensait à le marier[2]. Il souffrait cruellement du vide qui se faisait autour de lui. Sa maison, disait-il, était bien grande pour une si petite famille[3]. Deux mois avant sa mort, il se sentait mourir[4]. Elle

vocatam Magdalenam, sanam et integram de persona et de omnibus et singulis suis membris tam occultis quam manifestis ac a morbo caduco. » (1[er] août 1427. Contrat de vente dans Fabroni, Doc., p. 214.) Cosimo avait encore d'autres esclaves, dont quatre suivirent ses funérailles. Voy. la note de Piero sur les dépenses y relatives, à la fin de Fabroni.

1. Cosimo le fit protonotaire apostolique, chef du chapitre des chanoines à Prato. On a de lui des lettres à son père et à son frère (Carteggio Mediceo). Elles roulent sur des affaires privées et des corrections de mss. Son père l'avait chargé de traduire du grec en latin les épîtres de Phalaris. On a son épitaphe où il est appelé fils de Cosimo, mort en 1494. Voy. Fabroni, p. 130, et Doc., p. 213. — Dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, M. Blaze de Bury parle du « sultanisme » de Cosimo, mais il parle aussi du dépeuplement de Florence, causé par ses condamnations à mort, et il croit « l'intuition logique » plus sûre que l'examen des documents. Nous n'avons rien rencontré qui justifiât cette assertion, et M. Pellegrini, consulté par nous, est dans le même cas. L'intuition logique ne sied pas à l'historien. Ce que nous avons trouvé de plus grave contre Cosimo, ce sont certaines accusations de Filelfo, c'est-à-dire d'un ennemi, et de quel ennemi! Il aurait obtenu de je ne sais quel mari le droit du seigneur, et, ce qui est pis, il l'aurait accordé lui-même sur sa propre femme au pape Jean XXII (Balthazar Cossa) :

Dicam ego pontifici qui cesserat œre Joanni
Prima nocte torum, sobolemque e sanguine sacro
Partum leno suam nondum appellare rubescit.

(Filelfo, Dec. VII, hec. 4, dans Charles Nisard, *les Gladiateurs de la République des Lettres*, I, 54, Paris, 1860.) — Ajoutons pourtant que Cosimo n'hésita pas à accepter la dédicace de l'*Hermaphrodite* d'Antonio Panormita, de cet ouvrage qui révoltait les cyniques Filelfo et Poggio, dont on invectivait l'auteur dans les chaires, allant jusqu'à le brûler en effigie à Ferrare et à Milan, en attendant qu'on le brûlât lui-même en personne, selon le vœu de Lorenzo Valla. (Nisard, *les Gladiateurs de la République des Lettres*, I, 56.)

2. Il voulait le marier à Clarice Orsini, de qui Lucrezia Tornabuoni, mère de Lorenzo, disait dédaigneusement : « La fanciulla à due buone parti, ch'è grande e bianca. » (Lettre de Lucrezia à Piero, publiée avec deux autres à Florence, en 1859. Voy. *Lettere di una gentild.*, p. 6, n. 1.)

3. Machiavel, VII, 104 B.

4. « Nicodemo mio, io non posso più; sentomi mancare in modo che me accordo al andarmene. » (Nicod. à Sforza, 1[er] juin 1464. Orig., 1590, f° 212, et

l'enleva le 1er août 1464, dans sa villa de Careggi, à l'âge de soixante-quinze ans, non sans qu'il eût, à plusieurs reprises, prié Nicodemo de recommander son fils Piero au duc de Milan, qu'il tenait, disait-il, pour son Dieu en ce monde[1].

Ce puissant de la terre rendit le dernier soupir dans un lugubre isolement : son entourage craignait, à tout hasard, qu'il n'y eût dans son cas quelque chose de pestilentiel[2]. Sentant ainsi la vanité des grandeurs, il avait eu le temps de recommander qu'on ne lui fît point de pompeuses funérailles[3]. Pour lui obéir ou par négligence, peu d'invitations furent faites; mais, de toutes parts, on accourut. De Careggi, le corps, suivi de quatre esclaves[4], fut porté à San-Marco, ensuite à San-Lorenzo. Piero se tenait, sur le passage du cortège, dans la *loggia* de son palais, au rez-de-chaussée, où Nicodemo lui adressa une harangue[5]. C'est donc un étranger, non un concitoyen, qui prononça l'oraison funèbre. Ce sont, en effet, les étrangers, princes et républiques, qui le regrettèrent ; ils redoutaient ses successeurs. Les lettres de condoléance affluèrent à la Seigneurie[6]. Sforza se distingua entre tous : son intimité l'autorisait à consoler

Buser, append., p. 422.) A cette date, il était « in lecto da doy dì in qua continuo, molto defesso et invilito ». (*Ibid.*) Voy. sur les progrès du mal dép. des 13 et 20 juillet. Orig., 1590, fos 277, 291. Son urine est fréquente, troublée; il a une démangeaison brûlante sur tout le corps; il ne lui reste que la peau et les os, il disparaîtra sans qu'on s'en aperçoive.

1. « L'affectione che vi portava era paterna, licet ve haveva per suo Dio a questo mondo, et nol direy se non l'havessi inteso da luy moltissime flate. » (Nicod. à Sforza, 1er août 1464. Orig., 1590, f° 316, et Buser, append., p. 423.)

2. « Che sono quasi soli per lo dubio de la peste. » (*Id.* 1er août, Careggi, f° 313, et Buser, app., p. 423.)

3. *Id.* 30 juillet 1464, f° 311. Cf. Reumont, c. 8, p. 190.

4. Note de Piero à la fin de Fabroni.

5. Nicodemo à Sforza, 4 août 1464, f° 325.

6. Fabroni en cite quelques-unes. Doc., p. 262, 263.

de ses épîtres la famille du défunt. Il les fit si émues qu'à chacun il tira des larmes, au point, curieux épilogue! que Piero et les siens chargèrent Nicodemo de l'inviter « à ne plus écrire de ces lettres attristées, larmoyantes, et à se résigner comme eux aux volontés de Notre Seigneur Dieu[1] ». Florence n'était pas moins consolée. Elle avait pu croire un moment ses destins attachés à l'existence de cet homme[2], qui « s'habillait en paysan et vivait en roi[3] » ; elle s'apercevait alors qu'il n'y a pas d'hommes nécessaires. C'est plus tard seulement, quand on eut vu à l'œuvre son fils si inférieur, qu'une Seigneurie, en mars 1465, décida d'inscrire sur le tombeau de Cosimo, élevé au pied du grand autel de San-Lorenzo, le titre fastueux et peu mérité de « père de la patrie[4] ».

Déjà commençait pour ce grand mort la postérité adulatrice qui a fait la loi à l'histoire. Devant un cadavre, les moins bienveillants contemporains se sentirent désarmés. L'humanité est oublieuse : dès qu'elle ne souffre plus de ses maux, elle pardonne à qui les a causés. On tient Cosimo désormais pour un homme sans pareil à Florence, par le sens et la réputation, comme par la richesse[5]. De loin, on juge son autorité « doulce et amyable, et telle que estoit nécessaire à une ville de

1. « Che si ponga fine ad questo scriver mesto et lachrimoso... che se degni accordarsi come loro a la voluntà et dispositione di N. S. Dio. » (Nicod. à Sforza, 10 août 1464, de Montughi. Orig., 1590, f° 340.)

2. « La grandeza de V. S. E. è perho la megliore medicina habino costoro, et drieto ad questo la vita di Cosimo. » (Nicod. à Sforza, 24 juillet 1458. Orig., 1588, f° 96.)

3. Bibl. nat. mss. ital. n. 348, f° 45 v°.

4. Ammirato, XXIII, 94; Bibl. nat., mss. ital. n. 348, f° 45 v°.

5. « Uomo di senno, ricchezza, e riputatione tale che mai la nostra città avea fino ad ora avuto simile. » (Alam. Rinuccini, p. 94.)

liberté[1] ». L'éloignement dans l'espace produit le même effet que l'éloignement dans la durée. Les détails disparaissent et aussi les ombres. Pour les voir, il faut l'œil perçant de la haine. C'est ainsi que Michele Bruto, un siècle plus tard, à Lyon, écrira sur les mémoires ou sous la dictée de proscrits florentins, victimes du grand-duc Cosimo Ier, une histoire accusatrice, vengeresse, qui fait remonter à Cosimo l'ancien tous les maux de ceux dont l'historien se fait comme le secrétaire[2]. On dénie à Bruto toute autorité : il en a bien autant, du moins quand ses critiques reposent sur des faits, que les apologistes de parti pris, Machiavel et Guicciardin, par exemple[3]. A-t-il tort quand il reproche à Cosimo d'avoir poussé à la guerre contre Lucques, avant son exil, pour augmenter son importance, et de l'avoir entravée, par la suite, pour perdre ses ennemis; de s'être enrichi par le maniement des deniers publics, dont son crédit écartait tous les autres citoyens; d'avoir étendu ses vengeances sur tout ce qu'il y avait d'illustre dans la République; enfin, de s'être allié à Sforza, dans l'intérêt de sa famille plus que dans l'intérêt de sa patrie[4]? Cavalcanti, lui non plus, n'est guère favorable, et il l'a été au début, et il écrit à Florence, et il est contemporain.

Mais quand on aura prêté une oreille complaisante aux accusations les mieux fondées de Cavalcanti et de Bruto, il n'en restera pas moins un fait indéniable : c'est

1. Comines, l. VII, ch. 6, t. II, p. 338, éd. de la Société de l'Histoire de France. — Pie II n'est pas moins favorable.

2. *Historia florentina*, Venise, 1764. Se trouve aussi dans Burmann, *Thes. antiq. ital.*, t. VIII, part. 1, p. 1-24.

3. Machiavel, VII, 104, 105. — Guicciardini, *Del reggim. di Fir.*, *Op. ined.*, II, 30.

4. Michele Bruto, *loc. cit.*

que Cosimo, sans beaucoup de violences, parvint à s'imposer. Un pouvoir habile à se dissimuler se rend tolérable, surtout s'il succède à un autre qu'on ne saurait regretter. Comment les Florentins se fussent-ils sentis humiliés et victimes, puisqu'ils s'étaient donnés d'eux-mêmes ou, pour mieux dire, vendus? Il faut en revenir au mot de Jugurtha, que s'appropriait déjà Niccolò d'Uzzano : ville à vendre, si elle trouvait un acheteur. Cet acheteur, Florence l'avait trouvé, mais habile plutôt que brutal, et dissimulant la corruption sous les dehors du bienfait.

Dans l'éloignement, avec le temps, comme il était naturel, s'effacèrent de la mémoire des hommes les souvenirs pénibles de ce caractère cauteleux et hypocrite, de ce despotisme sensible, quoique voilé. Il ne resta que celui d'une libéralité sans égale, qui donnait sans compter ou ne comptait que pour donner, qui prêtait sans réclamer les intérêts, ni même quelquefois le capital. Les peuples sont indulgents, dans ces conditions, aux maîtres bons ménagers de leurs biens, habiles à les augmenter par l'agriculture et la banque[1] : le tout est de savoir répandre autour de soi la manne terrestre. Cosimo ne disait-il pas, en bon dévot, qu'il n'était pas sûr que

1. Voy. les conseils que Cosimo fait donner à Sforza : « Vi conforta a sgravare li vestri subditi, tenere meglio pagati li salariati et provisionati vostri, ex consequenti più contenti, et cossi ad non spendere si largamente et provedere che la Ill. Mad. Duchessa facia il simile. Item ad non vendere li offitii, poy honestamente vi conforta ad non vi travagliare de benefitii, et sopratucto vi conforta ad mectere homini intendenti et amorevoli ad havere cura de ordinare, accrescere et *manegiare le intrate vostre como ha facto luy qui che da pochi anni in qua l'ha accressute per quarto o più.* » (Nicod. à Sforza, 26 mars 1464. Orig., 1590, f° 91.) Cet aveu n'empêchait point Cosimo, en bon marchand, de crier misère à l'occasion : « Ch'io me trovi in evidente pericolo de omne mio stato et de quello ancora non ho guadagnato io et che l'hanno sudato li antenati mey, non me par sia da haverci pacienzia. » (Du même, 11 mai 1464, *ibid.*, f° 160.)

tous ses biens eussent été honorablement acquis, et qu'il n'avait jamais assez donné à Dieu pour le trouver débiteur sur ses livres[1]? Personne alors ne connaissait bien le dessous des cartes: on n'établissait pas le lien entre les faits; on ne remarquait pas que ce qu'il donnait lui rapportait toujours quelque chose, à lui ou aux siens, et, par exemple, que c'est par des largesses bien entendues envers Thomas de Sarzana qu'il obtint de ce clerc lettré, devenu Nicolas V, le titre de dépositaire de l'Église, en sorte que, au jubilé de 1450, il avait déjà dans ses caisses 100,000 ducats pontificaux qu'il faisait valoir[2]. En somme, il y eut dans son temps, grâce à cette puissance de l'or qu'on prétend être toute moderne, peu d'hommes qui fissent une telle figure. Sa maison était, dit Comines, « la plus grande que je croy qui jamais ait esté au monde, car leurs serviteurs et facteurs ont eu tant de crédit soubs çouleur de ce nom Medici, que ce seroit merveilles à croire à ce que j'en ay vu en Flandre et en Angleterre ». Ce que Comines avait vu en Angleterre, c'était Édouard IV recevant de Cosimo des sommes de 120,000 florins; et il voyait en France le même banquier se porter caution de ce prince, auprès du duc de Bourgogne, une fois pour 50,000, une autre fois pour 80,000 florins[3].

Favorables aux généreux, les hommes ne le sont guère moins aux grands bâtisseurs. Cosimo ne l'ignorait point : c'est par calcul, autant que par goût, qu'il fit tant de constructions fastueuses, à Venise, à Padoue

1. Vespasiano, *Vita di Cosimo*, c. 18. *Spicil. Rom.*, I, 342.
2. G. Capponi, II, 75.
3. Comines, l. VII, ch. 6, t. II, p. 337, éd. de la Société de l'Hist. de France.

durant son exil, et, depuis son retour, à Florence : les couvents de San-Marco et de Santa-Verdiana, l'église de San-Lorenzo et d'autres du côté de Fiesole, comme dans le Mugello, des autels, des chapelles splendides au noviciat de Santa-Croce, au couvent dit des Anges, à l'église de San-Miniato *a monte*. La maison de Milan où son facteur, un Portinari, tenait le comptoir, était la plus élégante, la plus somptueuse de la ville : on peut la voir encore aujourd'hui. A Paris, Cosimo restaurait le collège des Italiens. A Jérusalem, il bâtissait un hôpital pour les pauvres voyageurs malades. On pense bien qu'il ne s'oubliait pas lui-même. Pour avoir ses aises et, tout ensemble, frapper les yeux, il se fit construire à Florence, près de San-Lorenzo, une maison, connue depuis sous le nom de palais Riccardi, et dont on admire encore aujourd'hui la majestueuse élégance. Il avait dans les environs, à Careggi, à Fiesole, à Trebbio, à Cafaggiola, quatre maisons de plaisance, demeures de roi, non de particulier, au jugement de Machiavel [1].

Il n'y a pas d'année où il ne dépensât en constructions de 15,000 à 18,000 florins; 60,000 furent engloutis dans son beau palais de Florence; 70,000 dans le cloître et autres constructions de San-Lorenzo; 80,000 dans l'abbaye de Fiesole; 40,000 au couvent de San-Marco, et cela ne suffit pas [2]. Un auteur inédit ne craint pas de porter, de ce chef, la dépense totale à 500,000 écus [3]. Lorenzo, fils de Cosimo, dans les notes, ou *ricordi*, qu'il a laissées, affirme que,

1. Machiavel, VII, 103 B.
2. Vespasiano, *Vita di Cosimo*, c. 8, 10, 11, *Spicil. Rom.*, I, 331, 333, 335 et sq.
3. Mss. ital., n. 348, f° 28 v°.

de 1434 à 1471, son père et lui dépensèrent en impôts, aumônes, murailles, etc., 663,755 florins. Somme considérable, écrit-il; mais « je ne m'en plains pas. Beaucoup penseront qu'il vaudrait mieux en avoir une partie en poche; j'estime, quant à moi, que ç'a été l'honneur de notre maison[1]. »

Pour Cosimo, c'étaient ses assurances contre les dangers de l'avenir : — Cinquante ans à peine écoulés, disait-il, nous serons chassés; mais les édifices resteront[2]. — A tout hasard, il en préparait le refuge et l'ombrage à ses arrière-neveux.

Ce qui augmentait son banal mérite de bâtisseur, c'est qu'il tenait à bien bâtir. Dans quelle mesure il avait, par don naturel, le goût des arts comme des lettres, c'est ce qu'on ne saurait dire; mais, en les protégeant par mode et par calcul, il y devint entendu, au point d'en faire la consolation de sa vieillesse. Pour sa maison de Florence, il se fit présenter des plans par Brunelleschi et Michelozzo, les deux plus illustres architectes du temps. S'il préféra les dessins plus simples et plus modestes de ce dernier, le moins illustre des deux, c'est qu'ils n'étaient pas moins élégants[3]. Les constructions qu'il élevait, il les faisait orner par les plus habiles artisans. Sur les conseils de Donatello, il rassemblait, pour servir de modèles, tous les chefs-d'œuvre de l'antiquité qui tombaient sous sa main, ruines de monuments, pierres

1. Voy. ces *Ricordi* dans Roscoë, *Life of Lorenzo*, III, 98, 4e éd. Londres, 1800. — Cette grosse somme, dit Sismondi (VI, 375, note), équivaudrait poids pour poids à 7,975,060 fr., et d'après la proportion entre les métaux précieux et le prix du travail, à environ 32 millions de francs. — Resterait à savoir quelle est la part des impôts et des aumônes dans ces chiffres, pour connaître celle des constructions.

2. Vespasiano, *Vita di Cosimo*, c. 16, *Spicil. Rom.*, I, 339.

3. Leo, l. VII, c. 4, t. II, p. 212.

gravées, médaillons, monnaies, vases, joyaux, dont l'inventaire porte la valeur à 28,423 florins, sans compter l'argenterie et les meubles[1].

Nous parlerons, au chapitre suivant, des lettrés, des peintres, qui étaient en même temps pour la plupart sculpteurs, architectes, et qu'on ose à peine appeler artistes par crainte d'un anachronisme d'expression. Parler d'eux ici, ce serait les grouper autour de Cosimo, montrer en lui leur inspirateur et leur guide, tandis qu'il ne fut que leur Mécène; ce serait commettre l'erreur qu'on a si souvent commise en faisant honneur à Léon X des splendeurs d'un siècle dont il n'a seulement pas vu le quart, et à Louis XIV de la gloire qu'ont versée à flots sur son long règne des génies antérieurs à sa maturité et qui ne lui devaient rien pour le développement de leur esprit, Pascal et La Rochefoucauld, La Fontaine et Sévigné, Molière et tant d'autres, qui mériteraient d'être nommés, quoique moins éclatants.

Les belles-lettres, plus encore que les beaux-arts, ont porté aux étoiles le nom de Cosimo : la plume a plus de ressources que le pinceau, le ciseau ou la truelle pour transmettre à la postérité le souvenir des hommes de marque; elle ne fournit pas seulement témoignage, elle juge et donne les motifs de son jugement. L'imagination, l'invention semblaient taries; elles cédaient la place à une génération d'érudits. Or la richesse, impuissante à susciter le génie, peut fort bien provoquer, seconder le travail. Il s'agissait d'acquérir, de faire copier à grands frais des manuscrits grecs, latins, de toute langue. Le prix dont on payait le moindre d'entre eux stimulait à

1. Voy. l'inventaire dans Fabroni, Doc., p. 231-233.

fureter partout pour en trouver, et l'on en trouvait en grand nombre. Sur ses compatriotes, sur ses contemporains, Cosimo n'avait, à cet égard, d'autre avantage que d'être opulent.

La plupart, dans la mesure de leurs moyens, faisaient comme lui, Sforza même, qui n'était qu'un paysan, qu'un soldat à peine dégrossi[1]. Mais cet avantage, c'était tout dans l'espèce. Pas plus que Sforza, Cosimo n'était un grand clerc; il n'en accueillait pas moins les savants, nombreuse légion que les Turcs chassaient sur les routes de l'exil.

Venir en aide à leurs jeunes ou à leurs vieux ans, créer pour eux des chaires, leur acheter les manuscrits dont ils avaient les mains pleines, telle était sa constante politique. C'est ainsi que Marsilio Ficino, entre tant d'autres, grandissait par ses soins; il lui donnait non seulement une maison de ville à Florence, mais encore une maison de campagne, une *villetta* à Careggi. Pour aider les gens studieux dans leurs études, il avait ouvert deux bibliothèques, l'une au couvent de San-Marco, l'autre dans l'abbaye de Fiesole. Son palais regorgeait de livres. Vespasiano, Poggio Bracciolini, Cristoforo Buondelmonti étaient chargés de lui en faire copier de nouveaux. « En vingt-deux mois, écrit Vespasiano, j'engageai quarante-cinq copistes, et je terminai deux cents volumes. » Et le bon papetier, le naïf, mais si utile biographe, nous donne la liste des manuscrits anciens

1. Sforza tient à avoir un Tite-Live complet en langue vulgaire. Il n'en a pas trouvé dans ses États et demande qu'on lui en fasse venir un de Florence, fallût-il le transcrire tout exprès. (Sforza à Nicod., 3 janv. 1463. — Orig., 1595, f° 298.) Il demande un Tite-Live à peu près dans les mêmes termes qu'un diamant en forme de cœur (même date, *ibid.*, autre lettre) ou des lunettes. (21 oct. 1462, *ibid.*, f° 291.)

qu'il fit transcrire. Un catalogue de bibliothèque, laissé par Cosimo et qu'on peut voir dans l'*Archivio mediceo*, a paru trop long au lettré Fabroni pour qu'il l'imprimât parmi les documents de son appendice. Cosimo enrichissait l'église de San-Lorenzo de trente gros volumes qu'il avait fait écrire et enluminer pour le chœur. San-Marco recevait un présent du même genre[1]. L'élan était donné, il ne devait plus s'arrêter de longtemps.

Il fut favorisé par la tranquillité au dedans et la paix au dehors, deux sources de prospérité qu'alimentaient une neutralité voulue dans les querelles de l'Italie, et la protection accordée dans Florence aux gens des moindres arts contre ceux des arts majeurs. Entre les uns et les autres, Cosimo avait rendu les conflits plus rares en encourageant le délicat travail de la soie, qu'on faisait à domicile, au détriment du travail de la laine, qui demandait le concours de tant d'agglomérations d'hommes et de tant de métiers. Serviable d'ailleurs envers tous, affectant d'avoir, lui et les siens, les mains nettes[2], le banquier, devenu chef d'État, donnait l'exemple le plus

1. Voy. Vespasiano, *Vita di Cosimo*, c. 11-15, *Spicil. Rom.*, I, 334-38; Machiavel, VII, 104 B; G. Capponi, II, 76. On peut voir dans la traduction italienne de Roscoë par Gaetano Mecherini (4 vol., Pise, 1816) les destinées des livres de Cosimo, de son fils Piero et de son petit-fils Lorenzo, tant imprimés que manuscrits. Lorsque après la mort de ce dernier, les Medici furent exilés, livres et manuscrits vinrent au pouvoir du couvent de S. Marco, mais furent bientôt vendus pour 1,500 florins au card. Giovanni des Medici, le futur Léon X, et transportés à Rome. Clément VII, un autre Medici, les renvoya à Florence où ils devinrent le noyau de la Laurentiana, qui s'accrut bientôt d'autres collections, par exemple celle de l'abbaye de Fiesole.

2. Parlant du fils de Cosimo, Giovanni, au moment de sa mort, Nicodemo écrit : « Se vede in quanta affection et gracia era do tucto questo populo, perhoche a dicto de ognuno non fo may qui el più servente et netto cittadino de luy, presertim netto de le mane, licet el padre et fratello sieno quel medesimo. » (4 nov. 1463. Orig., 1589, fº 275.) Cette assertion d'un ami est naturellement contredite par les ennemis. Voy. plus haut, même chap., p. 171.

propre à honorer le trafic, à enrichir la République et les particuliers.

C'étaient là des conditions d'existence que les Florentins avaient trop rarement connues pour ne pas s'en trouver heureux. On comprend donc qu'ils aient fermé résolument les yeux pour ne pas voir de quel prix ils payaient ces biens : la vénalité, la corruption, l'abaissement des esprits, les citoyens libres transformés en courtisans, les lettrés gagnant leur pain en vendant leurs éloges, des rivalités continuelles, l'absence de tout sentiment de fraternité, même dans des castes fermées, l'exemple du vice et du crime donné par les Medici comme par le Saint-Siège, prédicateur officiel de la vertu, en un mot une société visiblement en décadence [1].

Ce que l'on comprend moins, c'est que, de nos jours, l'histoire, organe de la postérité, ait peine à s'affranchir de jugements qui ont quatre cents ans de date, et qui, même sincères, peuvent paraître suspects. L'Italie reste trop favorable à Cosimo [2], un peu, il est vrai, par cette sorte de patriotisme militant qui croit de son honneur, comme les fils de Noé, de voiler les nudités paternelles. L'Allemagne, qui n'a pas les mêmes raisons d'oublier le mal et d'exalter le bien, tient le même langage, parce qu'elle manque absolument du sens de la

1. M. Villari, qui n'est pas suspect, flétrit avec énergie le XV[e] siècle et ne trouve, pour le relever, que la grandeur intellectuelle. Voy. *N. Machiavelli*, I, 130. On verra au chapitre suivant dans quelle mesure est mérité ce dernier éloge.

2. Voy. l'article cité plus haut de M. Agenore Gelli et le travail en cours de publication de M. Pellegrini. Gino Capponi n'est plus sévère qu'au profit des Albizzi, dont le gouvernement oligarchique est le régime de ses préférences. On peut consulter un ouvrage également récent, *Cosimo de' Medici*, par M. Ferrai, Bologne, 1882

liberté[1]. L'Angleterre, qui le possède, n'est pas du moins tombée dans cette grave erreur; elle a senti l'oppression, l'abaissement moral, et elle s'en est indignée[2]. Celui qui tient ici la plume ne s'en indignera point, car il lui paraît naturel qu'un pommier porte des pommes et un sauvageon des fruits amers; mais il a cru devoir montrer cette génération nullement spontanée de la servitude, et, en exposant les faits, mettre le doigt sur le fumier moral dont les couches superposées ont favorisé et hâté l'éclosion des fruits empoisonnés.

On ne pourra dire désormais que la France libre ne s'est pas associée à la libre Angleterre pour flétrir l'oppression, la suppression de toute liberté, de toute moralité. Seulement, pour signaler ce mal, elle remonte plus haut que la domination d'un seul; elle le trouve déjà dans la domination de l'oligarchie, et si elle voit une excuse aux Medici, c'est dans l'exemple des Albizzi.

1. Voy. Buser, Reumont. Pour Leo, esprit mal réglé, tout est à admirer dans Cosimo, non seulement l'habileté et le succès, mais encore la gloire d'avoir « formé » les savants et les artistes. Il ne regrette point la liberté pour cette raison que Sienne et Lucques, restées libres, n'ont rien fait pour la civilisation. Voy. l. VII, c. 4, t. II, p. 222. — Comme si toute ville pouvait prétendre à l'hégémonie! Comme si Sienne n'avait pas fait beaucoup pour les arts! Comme si Florence n'avait pas fait autant sous un régime de liberté que sous un régime de servitude!

2. Voy. Trollope, *A History of the Commonwealth of Florence*, III, 165, 168.

CHAPITRE VI

LES BELLES-LETTRES ET LES BEAUX-ARTS SOUS COSIMO DES MEDICI.

Mouvement littéraire du xve siècle. — Réorganisation du *Studio* sous l'oligarchie (1385). — Son budget (1387). — Les lecteurs. — Leurs disciples. — Leonardo Bruni. — Poggio Bracciolini. — Niccolò Niccoli. — Le *Studio* fermé (1404), rouvert (1412), réformé (1428). — Filelfo lecteur (1429). — Ses vicissitudes à Florence. — L'érudition. — Dédain de la langue vulgaire. — Le mouvement littéraire sous Cosimo. — Le *Studio* languissant. — L'érudition encouragée. — Bibliothèques publiques. — Faveurs aux lettrés. — Les platoniciens. — L'académie platonicienne. — Marsilio Ficino. — Les beaux-arts aux derniers temps de la démocratie. — Sous l'oligarchie. — Les Mécènes. — Lorenzo de Bicci. — Sous les Medici. — L'architecture et la sculpture, l'orfèvrerie : Brunelleschi. — Ghiberti. — Donatello. — Michelozzo Michelozzi. — Leone Battista Alberti, théoricien. — Luca della Robbia. — La peinture. — L'étude de la nature. — Les Peselli. — Masolino. — La perspective. — Paolo Uccello. — La peinture à l'huile. — Andrea del Castagno. — L'école de la miniature agrandie. — Fra Beato Angelico. — Le naturalisme. — Masaccio. — La chapelle des Brancacci. — École de Masaccio. — Filippo Lippi. — Benozzo Gozzoli. — Piero de Cosimo, protecteur parcimonieux des arts.

En exposant l'histoire de l'oligarchie florentine[1], si nous avons passé sous silence les belles-lettres et les beaux-arts, ce n'est pas qu'ils aient subi, sous ce régime de fer, une éclipse totale; c'est qu'ils y tenaient peu de place, au prix surtout de ce qu'on avait vu au temps de la démocratie, et de ce qu'on allait voir sous les Medici. Mais, en reprenant ici cette étude, nous devrons jeter un regard en arrière et distinguer, dans ce développement magnifique, la période des Medici de celle des Albizzi, de même que nous distinguerons, parmi les

1. Voy. notre t. VI.

Medici, entre celle de Cosimo et celle de Lorenzo, entre l'aïeul et le petit-fils.

Avant eux, Florence avait eu un moment l'hégémonie dans le domaine des lettres et de l'art ; mais la gloire en appartient à la période démocratique, alors que la stérilité des autres provinces de la péninsule et de toute l'Europe faisait briller d'un éclat plus grand et rendait d'un exemple plus persuasif le génie de Dante, de Pétrarque, de Boccace, ainsi que celui de Giotto et de ses plus grands disciples. Au XVe siècle, il n'y a plus nulle part de créateurs, et il y a partout des érudits. Si Giotto reste encore chef d'école, son école se répand dans toute l'Italie. Plus de ville, plus de pays exceptionnel ; les hommes de la Renaissance sont en tous lieux les mêmes, s'affranchissant avec peine des instincts grossiers, des rudes mœurs du moyen âge, cherchant à débrouiller en eux le génie moderne avec ses raffinements, portés toujours aux plaisirs, mais à des plaisirs beaux, ordonnés, harmonieux. L'oligarchie florentine qui est, chronologiquement, comme à cheval sur les deux siècles, le XIVe et le XVe, était déjà entrée dans ce mouvement des esprits qui allait libérer l'Europe du joug scolastique; mais il y a en elle de l'homme du passé, plus que de l'homme de l'avenir, et ses efforts pour se transformer, intermittents et incohérents, durent rester infructueux.

Il est hors de doute qu'elle voulut donner aux études un certain essor. Non pas assurément dès le premier jour : on sortait d'une grande crise, il y avait bien des vengeances à exercer, bien des ruines à relever, bien des réformes à entreprendre, réputées plus urgentes. N'oublions pas que, durant huit années, de 1382 à 1390, les marques du mécontentement public furent presque

toute l'histoire de Florence. Mais dès le 14 juillet 1385, était décrétée la réorganisation du *Studio* [1].

Cette pauvre université ne battait et ne pouvait battre que d'une aile. Une ville de marchands ne prisait l'instruction que dans ses rapports avec la marchandise. Au XIVe siècle, elle avait des écoles pour huit mille bambins qui apprenaient à lire et pour douze cents qu'on exerçait au calcul [2]. L'enseignement secondaire n'était qu'une dépendance un peu négligée de l'enseignement supérieur : les étudiants de ce dernier étaient chargés d'élire un maître de grammaire pour l'enfance, et l'objet de leurs études, la routine scolastique de la théologie, du *trivium* et du *quadrivium*, plaisait médiocrement à un peuple d'avant-garde. Ces jeunes gens étaient peu nombreux : en 1364, on en comptait huit pour le droit canon ; en 1404, vingt-trois. Les maîtres le mieux payés, ceux du droit canon et du droit civil, touchaient à peine quelques centaines de florins. En ses plus beaux jours le *Studio* ne coûtait à l'État que mille, deux mille et, par exception, un moment, trois mille florins [3].

Les fêtes, bien plus que les études, étaient le grand souci des étudiants. Outre les dimanches, ils chômaient

1. Nous avons, désormais, pour étudier le *Studio florentin* dans le détail, un précieux recueil de documents : *Documenti di storia italiana. Statuti dell'Università e Studio fiorentino dall'anno* 1387, *seguiti da un appendice di documenti dal* 1320 *al* 1472, par Alessandro Gherardi. Ce recueil divisé en deux parties : 1° histoire du *Studio*; 2° écoliers et lecteurs, est précédé d'un discours du prof. Carlo Morelli. 1 vol. Flor., 1881. M. Giuseppe Rondoni a tiré de ce recueil un travail qui en rassemble les principaux résultats. Voy. *Arch. stor.*, 1884, t. XIV, p. 41 sq.

2. C'est ce que dit Giov. Villani. Cette histoire reste à faire ; mais elle semble impossible, faute de documents. Voy. Rondoni, p. 200.

3. *Ibid.*, p. 200, 204, 194, et Gherardi, part. II, p. 32; part. I, p. 80-93; Prezziner, *Storia del pubblico Studio e delle società scientifiche e letterarie di Firenze*, t. I, p. 43-46. Flor., 1810; Corpi, *Le università italiane nel medio evo*. Flor., 1880.

soixante fêtes religieuses, les jours du carnaval, quinze jours à Pâques, trois à la Pentecôte, huit au commencement de mai, on ne sait combien à la Saint-Jean, fête patronale de la ville. Il y avait, en sus, des vacances d'automne, plus courtes peut-être que les nôtres. Les examens, les disputes probatoires étaient surtout une occasion de réjouissances. Ces étudiants, que des règlements étroits condamnaient à se vêtir d'étamine de laine noire à bas prix et qu'on appelait *panno dell' onestà*, drap de l'honnêteté, montaient à cheval pour porter leurs invitations de candidats, et se faisaient accompagner par leurs condisciples, par les bedeaux. Avaient-ils réussi dans les épreuves, dont l'une était privée et l'autre publique, ils quittaient le palais du *Studio* au son des trombes et des fifres qu'ils payaient, qu'ils étaient tenus de garder à leurs frais tout le jour. Ils distribuaient du vin, des confitures, donnaient collation ou festin, jeux ou joutes devant leur maison. Cette dernière partie du programme n'était pas officiellement obligatoire, mais elle s'imposait comme un usage [1]. Ces mœurs ne sont pas tout à fait celles de l'Université de Paris. Si l'on travaillait moins à Florence, on y avait mieux ses aises : au lieu de paille, comme dans la rue du Fouarre, on y était assis sur des bancs ; on y jouissait de privilèges qui faisaient oublier les petites, mais multiples tyrannies des règlements.

La réforme de 1385 fut toute de détail : les Florentins n'avaient pas un juste sentiment de ce qui les rendait froids pour les chaires qu'ils entretenaient. On a peine à croire qu'avant cette date le *Studio* n'eût pas ses

1. Gherardi, p. 32-38, 79-81, 97 ; Rondoni, p. 51, 59, 61.

officiers, puisque les moindres services avaient les leurs; en créant cette charge, on décida qu'elle serait annuelle. N'osant toucher aux pouvoirs politiques de deux mois, arche sainte de la démocratie vaincue et sa dernière illusion, l'oligarchie s'y risquait sur un terrain à part, négligé du grand nombre. Ces officiers ne sont pas des hommes spéciaux : on les recrute dans toutes les professions, on en trouve qui sont artisans, marchands de vin, soldats, quoique leur fonction soit de déterminer les ingérences du recteur, de choisir des lecteurs, de revoir les statuts, tout autant que de pourvoir aux locaux, aux salaires, aux recettes, aux dépenses. Plus tard, en 1420, l'art de *Calimala* prendra par ses consuls et ses *arruoti* la direction du *Studio*[1]. Le recteur Napoleone Parisani réunit les étudiants dans la *Badia* pour leur faire accepter le statut nouveau ou renouvelé qui leur liait les mains. On leur dorait la pilule en limitant les attributions, les droits de leurs chefs. La pratique de ce statut en fit apprécier les mérites au point de vue autoritaire, puisque, en 1473, Lorenzo des Medici, reconstituant l'Université de Pise, le lui imposait[2].

Il est regrettable qu'on sache si peu de chose sur l'état des études en ce temps-là. En 1402, l'enseignement paraît avoir été au complet : on comptait alors vingt lecteurs, neuf pour les lois, quatre pour la médecine, deux pour la chirurgie, un pour la rhétorique, un pour la logique et la philosophie, un pour la « philosophie naturelle ». Notons un lecteur — peut-on l'appeler lec-

1. Gherardi, part. I, p. 62-75, 106; Rondoni, p. 63, 197.

2. Fabroni, *Historia academiæ Pisarum*, t. I, part. 1, c. 8, p. 72, Pise, 1791 Le second volume roule sur les temps postérieurs à la chute de la Rép. de Florence; Prezziner, t. I, p. 43-46.

teur? — d'astrologie et de calcul, *ad faciendum Taccuinum ;* c'est Giovanni Bartoli, dit *dell'abbaco ;* il touche quinze florins. Filippo Villani en touche quatre-vingts pour lire Dante, les jours de fêtes [1]. Un autre, Giovanni Malpaghini de Ravenne, pour la même besogne et aux mêmes jours, ne recevra que huit florins, et la République, toujours chiche, croira beaucoup faire [2]. Si chaque lecteur est peu rétribué, il y en a souvent plusieurs pour la même matière, quoique la concurrence fût alors mal vue, dans les lettres comme dans le trafic, les uns ordinaires, les autres extraordinaires, suivant la différence du gage, l'heure du cours, l'importance du sujet. On accorde aux leçons d'anatomie les cadavres des pendus [3]. Tout est réglé, le moment de l'année où a lieu chaque cours, et la durée de chacune de ses parties [4] ; mais, dans son enseignement même, la liberté du maître n'a d'autres limites que celle de son voisin. Il est vrai que cette liberté est souvent ombrageuse : Domenico de Bandino, citoyen d'Arezzo, ne souffre pas qu'Antonio, *piovano* ou curé de Vado, lise en même temps que lui les tragédies de Sénèque. Nul n'ayant droit de l'empêcher, il obtient que Coluccio Salutati, chancelier de la République, par la persuasion et les prières, décide l'importun curé à choisir un autre auteur [5].

Ces rivalités, ces entraves, la modicité du salaire étaient cause qu'on trouvait difficilement de bons lecteurs, et qu'on ne les gardait guère. On les retrouvait

1. Gherardi, part. II, p. 115; Rondoni, p. 198.
2. « Volentes maxime pro honore civitatis et utilitate civium providere. » (Provision dans Gherardi, part. II, p. 127.)
3. Gherardi, p. 74-76; Rondoni, p. 56.
4. Gherardi, p. 60, 63; Rondoni, p. 56.
5. Voy. cette lettre dans Mehus, *Vita Lapi Castiglionchii*, p. 141. Prezziner en donne une partie, t. I, p. 47.

pourtant quelquefois, car le séjour de cette nouvelle Athènes plaisait. Les deux plus illustres qu'on cite disparaissent et reparaissent. Giovanni de Ravenne, grammairien renommé, disciple, dans sa jeunesse, de Pétrarque vieilli, lit sur les bords de l'Arno en 1396, émigre vers d'autres villes, mais est derechef dans sa chaire en 1412. Il y explique Dante pour la seconde fois[1]. Emmanuel Chrysoloras était venu une première fois, pour le concile de Pise, à la suite de Gemistius Plethon, qui consacrait à propager les doctrines platoniciennes tout le temps que lui laissaient les vains débats de cette assemblée. Plus tard (1396) il revenait, ambassadeur impérial, implorant des secours contre les Turcs; il consentait à faire quelques leçons, et, charmé de son succès, acceptait un engagement de dix ans pour enseigner la grammaire et les lettres grecques, avec cent florins de gages et la faculté d'avoir des élèves privés autant qu'il voudrait. Il ne se croit pas tenu par sa parole, — c'est la commune honte de son temps : — il rejoint en 1400, à Milan, son empereur, Manuel Paléologue; mais on lui offre cent cinquante, puis deux cent cinquante florins, un engagement réduit à cinq années, avec la faculté de s'éloigner momentanément en temps de peste, et il ne résiste pas[2].

Si intermittentes qu'aient pu être ses leçons, il n'avait

1. Salvino Salvini, *Fasti consolari*, préface; Mehus, *Vita Ambrosii Camaldul.*, p. 348; Prezziner, I, 50; Ginguené, III, 281, 282; Sismondi, *De la litt. du Midi de l'Europe*, II, 29, Paris, 1813. Giovanni de Ravenne mourut en 1420.

2. Gherardi, part. II, 105-110; Rondoni, p. 198. On croyait précédemment qu'après son départ en 1400, Chrysoloras n'avait plus reparu à Florence. Il mourut en 1415 au concile de Constance. Voy. Hody, *De Græcis illustribus*, l. I, c. 2, p. 12 sq. Londres, 1742; Tiraboschi, t. VI, part. 2, l. III, c. 2, § 9; Prezziner, I, 52; Ginguené, *Histoire littéraire de l'Italie*, III, 261, 262; Sismondi, *De la littérature du Midi de l'Europe*, II, 29.

pas, du moins, prêché au désert. Son passage est une époque, son succès un symptôme. Il avait ouvert des horizons nouveaux, communiqué le feu sacré. La scolastique recule devant la rhétorique qu'on appelle *omnium scientiarum persuasorium instrumentum*, et *rerum publicarum maximum instrumentum*[1]. Le *Studio* se transforme. Personne jusque-là n'avait connu sérieusement le grec. Les Calabrais de la Grande Grèce, Barlaam et Pilato, avaient pu jadis, l'un enseigner sa langue à Pétrarque, l'autre en faire un cours à Florence; mais Pétrarque n'avait jamais pu se débrouiller dans Homère, et, malgré Pilato, l'étude du grec avait langui, disparu. Eux-mêmes ne le savaient qu'empiriquement, par la pratique. C'est à Constantinople qu'allaient alors l'apprendre Guarino et Filelfo, qui en étaient curieux. Les premiers fugitifs qui abordèrent en Italie ne purent modifier cette situation, car ils savaient peu la langue latine et point du tout l'italienne. Chrysoloras, au contraire, est un véritable homme de lettres. Grâce à lui, le grec, si différent du latin, prend droit de cité à Florence. On en sent les beautés avec toutes les délicatesses de l'homme de goût, avec toute la finesse du philologue et la dialectique du philosophe. Deux littératures, deux civilisations, et non plus seulement deux langues, sont en présence, dont le contact fait jaillir la lumière. Les disciples ne se comptent plus : dans le nombre, Roberto des Rossi, maître à son tour de Cosimo des Medici et de Luca des Albizzi, Giannozzo Manetti, Palla Strozzi, Leonardo Bruni, Poggio Bracciolini, Carlo Marsuppini, Francesco Filelfo, Guarino de Vérone, Giovanni Aurispa,

1. Gherardi, part. II, p. 105; Rondoni, p. 198.

Lorenzo Valla, d'autres encore [1]. Tous n'étaient pas nés à Florence, mais plusieurs y enseignèrent à leur tour, notamment Guarino et Aurispa, plus utiles par leurs leçons que par leurs écrits.

Parmi ceux qui avaient vu le jour sous le ciel toscan, plus d'un, dont le nom a figuré déjà dans l'histoire de leur patrie, l'ont racontée : Leonardo Bruni en imitateur de Tite-Live, Poggio Bracciolini en continuateur de Leonardo, tous deux trop bons écrivains, — car on commence à bien écrire en langue latine, — pour n'être pas appelés aux emplois qui réclamaient une plume exercée. Leonardo Bruni étudiait la science du droit ; il l'abandonna pour la langue d'Homère, quand il sut qu'enfin on pouvait la connaître [2]. C'est que, dès ce temps-là, dans la curieuse Florence, qui ne sait pas le grec n'est qu'un demi-savant et presque un ignorant : la terreur d'un menaçant avenir et la réunion du concile ont jeté de nouveau sur les côtes d'Italie des Grecs en grand nombre, attirés, par goût ou par mission, dans la ville qui les prise si haut. Poggio Bracciolini, plus vivant et plus original dans son style, à la fois homme d'étude et de plaisir [3], n'écrit son *Liber facetiarum,* s'il faut en croire sa préface, que pour prouver qu'on peut tout

1. Sur ces personnages, on peut voir des détails dans Prezziner, I, 52 ; Ginguené, III, 261, 282, 288, 291-94 ; Sismondi, II, 25, 31, 36 ; Leo, *Histoire d'Italie,* trad. Dochez, II, 218. Sur le tableau de ce mouvement littéraire, Villari, *N. Machiavelli,* I, 109-112.

2. Leon. Bruni, *Rerum suo tempore in Italia gestarum commentarius.* R. I. S, XIX, 920.

3. Voy. deux jolies anecdotes sur les mœurs de Poggio et du clergé dans Shepherd, *Vie de Poggio,* traduite en italien par E. Tonelli, Flor., 1825, t. I, p. 184-185, et dans Villari, *N. Machiavelli,* I, 118. Poggio, âgé de cinquante-cinq ans, abandonnait la femme de qui il avait eu quatorze enfants pour épouser une toute jeune fille de bonne famille, et écrivait, pour « maximer ses pratiques », un dialogue *An seni sit uxor ducenda.*

dire en latin. Nous ne l'en croirons qu'à moitié, quoiqu'il eût alors plus de soixante-dix ans, et qu'il portât, comme tant de célibataires, sans avoir pris les ordres, l'habit ecclésiastique, pour en avoir les immunités et les privilèges : ces obscénités charmaient partout, et, après l'*Hermaphroditus* du Panormita, les Italiens pouvaient tout lire. En tout cas, ce que prouvaient le mieux ces indécentes et fastidieuses facéties, c'est combien, depuis Sacchetti, le genre de la nouvelle avait dégénéré. L'honneur de Poggio, c'est l'intelligent emploi d'une fortune acquise en rédigeant, pendant cinquante années, les lettres pontificales ; ce sont ses lointains voyages pour chercher, acheter, sauver de l'incurie des moines maints précieux manuscrits [1].

Plus anciens dans les voies modernes que Leonardo et Poggio, sont Coluccio Salutati et même Niccolò Niccoli, qui ne survécut que deux ans à la période oligarchique [2]. Tous les deux avaient eu pour devancier Luigi Marsigli (1330-1394), augustin et docteur en théologie, grand admirateur de l'antiquité, qui marque la transition entre le XIVe siècle scolastique et le XVe érudit. Coluccio Salutati avait eu le mérite de polir la langue de la politique, d'introduire dans les dépêches de la diplomatie un style qu'il croyait cicéronien et qui le parut : de son succès d'écrivain témoigne le mot fameux de Galeaz-Maria sur ces missives plus fortes contre lui que mille cavaliers [3] : progrès funeste en ce

1. Voy. *Vie de Poggio* par G. Shepherd, traduite en italien par T. Tonelli. Les lettres de Poggio ont été publiées sous ce titre : *Poggii Bracciolini Epistolæ, editæ a T. Tonelli,* Flor., 1831. Cf. Sismondi, II, *De la litt. du Midi*, 32, 33; Ginguené, III, 303-325; Reumont, *Tavole cronologiche;* Villari, *N. Machiavelli,* I, 117 sq.

2. Mort en 1436, à l'âge de soixante-treize ans.

3. Voy. notre t. VI, p. 74.

sens qu'il profitait à la perfidie, mais heureux si l'on ne regarde qu'aux lettres[1]. Niccolò Niccoli, nullement écrivain, et ridicule parce qu'il était le serviteur connu de sa servante, dépensait sa grande fortune en libéralités, en achat de livres, et faisait même des dettes. Il avait rassemblé huit cents volumes latins, grecs, orientaux, d'une valeur de six mille florins[2]. C'était beaucoup pour un particulier. Ce studieux Florentin copiait lui-même les textes, les mettait en ordre, corrigeait les fautes des précédents copistes, si bien qu'il passa pour le père de ce genre de critique[3]. Le premier, après les anciens, il eut l'idée d'une bibliothèque publique; en mourant, il destina la sienne à le devenir, et il y nomma seize curateurs[4]. Par là il répondait à des besoins nouveaux, qu'atteste un fait bien curieux : dès l'année 1400, sur la place du Dôme, se tenait un *spacciatore* qui faisait métier de vendre des manuscrits latins et grecs, souvent pleins de fautes et de mauvaises leçons[5]. Tel est dès lors le goût des lettres, et tel le renom de cette bibliothèque privée, que tout savant qui venait à Florence sollicitait la faveur d'être admis à visiter les

1. Secrétaire dès 1375, Coluccio mourut en 1406. Voy. Voigt, *Die Wiederbelebung des classischen Altherthums*, Berlin, 1859, et Villari, *N. Machiavelli*, I, 103, 104.

2. Vespasiano, *Vita di N. Niccoli*, § 8, *Spicil. Rom.*, I, 624.

3. « Illud quoque animadvertendum est Nicolaum Niccolum veluti parentem fuisse artis criticæ, quæ auctores veteres distinguit emendatque. » (Mehus, *Præfatio in vita Ambrogii camald.*, p. 50.)

4. *Poggii in funere Nycholai Niccoli oratio funebris*, dans *Poggii Opera*, f° 104 v°, 1513, sans indication de ville. L'histoire de la bibliothèque de Niccoli se trouve dans F. Blumes, *Iter italicum*, t. II, p. 42, Berlin, 1824. — Niccoli n'en est pas moins le héros d'une aventure de famille assez fâcheuse. On la trouve racontée dans Leo, II, 217.

5. Voy. Ch. Yriarte, *Florence*, Paris, 1881. Cet auteur fait de N. Niccoli un pensionnaire de Cosimo, un de ses commis voyageurs en manuscrits. Ce ne serait pas en tout cas pour longtemps. Cosimo ne revient de l'exil qu'à la fin de 1434, et Niccoli meurt en 1436.

livres de Niccoli[1]. Cet ami passionné des lettres faisait, en outre, de la propagande pour les études classiques : il y ramenait des jeunes gens qui, comme Piero des Pazzi, n'avaient d'autre souci que de se donner du bon temps[2].

Aux premières années du xve siècle, Filippo Villani, troisième du nom, fils de Matteo et neveu de Giovanni, historien comme eux et, par surcroît, jurisconsulte, était professeur au *Studio*. Ce fut pour peu de jours : en 1404, le *Studio* était supprimé[3]. La guerre contre Pise absorbait alors et la guerre contre Ladislas absorba bientôt toute l'attention, toutes les ressources. Pour l'oligarchie florentine, comme jadis pour la démocratie, l'instruction publique ne fut jamais que d'un intérêt secondaire. On n'y consacrait les deniers publics que lorsqu'il y en avait pléthore. C'est pour avoir fait autrement, que les Medici ont obtenu et, dans une certaine mesure, mérité la gloire que les siècles postérieurs n'ont pas assez marchandée à leur nom.

Soumis ainsi à toutes les fluctuations de la politique et même de la santé générale, de la température, puisque la moindre épidémie mettait les gens en fuite et vidait Florence, comment le *Studio* eût-il prospéré? On ne cessait de le fermer, de le rouvrir, de le refermer.

1. « Nemo Florentiam, qui aliquid sapit, unquam adiit quin potius in primis Nycholai domum et libros sibi visendos putaret. » (Poggio à Carlo Marsuppini. *Poggii Opera*, f° 129 v°.)

2. « Attendo a darmi buon tempo. » — Voy. cette anecdote agréablement racontée dans le travail de M. Eug. Müntz, *Un Mécène italien au* xve *siècle*, *Revue des Deux Mondes*, 1er nov. 1881, p. 171.

3. De 1404 à 1412 la suppression ou suspension est réelle; pourtant quelques chaires restent occupées : en 1405, Filippo Villani est nommé pour cinq ans lecteur de Dante, et la Seigneurie demande à Venise un sauf-conduit pour Francesco Zabarella de Padoue, appelé à lire à Florence. Voy. Gherardi, part. II, p. 124; Rondoni, p. 194.

Dans une éclaircie du ciel florentin, le 13 mars 1412, une provision est rendue pour ouvrir ses portes, closes depuis huit ans : Giovanni de Ravenne reparut dans sa chaire, et Guarino de Vérone en occupa une. Deux ans plus tard, pour donner de l'éclat à l'enseignement, et sur la proposition de Niccolò Niccoli, on renouvelle un décret interdisant à tout sujet de la République d'être lecteur au *Studio*, ce qui rendait nécessaire d'y introduire de doctes étrangers, et, comme en 1348, on rappelle les jeunes Florentins qui étudiaient au dehors [1]. Bientôt (1417), les pouvoirs des surintendants sont portés d'une année à trois. Niccolò d'Uzzano est un d'eux, et, avec Palla Strozzi, le plus zélé. Au nombre de ses dispositions testamentaires se trouvait la fondation, à l'exemple des autres villes qui avaient un *Studio*, d'un collège de la *Sapienza*, pour recevoir quarante ou cinquante écoliers pauvres, par moitié florentins, par moitié étrangers, qui, à la moindre condamnation, devaient être considérés comme « morts de mort naturelle ». Ce généreux testateur instituait une rente de mille florins d'or par an, donnait l'administration du collège à l'art de Calimala, lui léguait ses biens en ville et à la campagne, si ses héritiers venaient à disparaître [2]. Ce ne fut point sa faute si, sans respect pour ses volontés suprêmes, les constructions furent plus tard suspendues, et les fonds autrement employés [3].

1. Prezziner, I, 76.

2. Prezziner, I, 72-100. En 1496, les consuls de la marchandise, à qui appartenait l'édifice de la Sapienza, le cédèrent au couvent de San-Marco. En 1550, le second Cosimo y logea les lions. On y mit aussi la cavalerie, les écuries du grand-duc. Voy. Reumont, *Tav. Cron.*

3. 10,500 florins sont affectés à cette fondation, qui est votée au Conseil du capitaine par 217 voix contre 17, au conseil de la commune par 157 contre 30. Le pape Martin V autorise à lever un impôt de 1,500 florins sur

En 1428, Palla Strozzi, qui avait déjà dépensé de fortes sommes pour acheter à Byzance des manuscrits, et fourni de sa poche une grande partie de celle qui avait déterminé Chrysoloras à venir enseigner le grec aux Florentins[1], attirait l'attention sur l'université de sa patrie en y appelant un autre érudit déjà célèbre, un des plus batailleurs de ce siècle bruyant. C'était Francesco Filelfo, bâtard d'un prêtre, selon Poggio[2], et, ajoute-t-on, d'une blanchisseuse : à peine âgé de dix-huit ans, il avait enseigné l'éloquence à Padoue[3]. Strozzi l'enleva à Bologne, où il donnait le même enseignement, accru de la philosophie morale, pour quatre cent cinquante écus d'or[4]. Il vint à Florence sans augmentation de salaire. C'est que Bologne était mauvaise paye[5], et qu'il en fallait une bonne à ce bourreau d'argent, comme lui-même il se jugeait[6].

les biens des ecclésiastiques; mais, en fait, ce fut Niccolò d'Uzzano qui fit les fonds. Voy. Gherardi, part. I, p. 122, 125; Rondoni, p. 200-202.

1. Vespasiano, *Vita di P. Strozzi*, § 1 sq. *Spicil. Rom.*, I, 358-376.

2. *Liber facetiarum*, f° 176 r°, et *Invectiv.* III, p. 177. *Poggii Opera*, 1513. Filelfo, né à Tolentino en 1398, devait mourir à Florence en 1481. Sa violence épileptique, on le voit, n'abrégea pas ses jours. Cf. Meucci, *Philelphi Vita*, Flor., 1741; Lancelot, *Vie de Philelphe* (*Mém. de l'Ac. des Inscr.*, t. X); Niceron, *Mémoires*, t. VI, X; Voigt, *Die Wiederbelebung des classischen Altherthums* : Ch. Nisard, *les Gladiateurs de la Rép. des Lettres*, Paris, 1860.

3. Sismondi, *De la Litt. du Midi*, II, 32, 33. On peut voir dans Leo, II, 217, un résumé de la jeunesse et des pérégrinations de Filelfo avant son arrivée à Florence.

4. *Philelphi Epistolæ*, l. I, ép. 24 à Giov. Aurispa, 23 févr. 1428, f° 4 v°, sans lieu ni date. Vol. coté à la Bibl. nat. Z. 697. Les documents publiés par M. Gherardi disent que, pour enseigner la rhétorique, Filelfo touchait 225 fl. (Voy. part. II, p. 178, et Rondoni, p. 203.) Il exagérait peut-être, pour se glorifier.

5. « Ut sine quottidianis molestiis ii mihi suis temporibus numerentur. » (*Philelphi Epistolæ*, à Palla Strozzi, 19 sept. 1428, l. I, lett. 41, f° 7.)

6. « Existimo tibi consuetudinem meam non esse ignotam. Non modo fœnerari non didici, sed ne parcus quidem etc. Haud enim consuevi unquam servire nummis, sed iis uti potius pro servis. » (*Ibid.*)

En avril 1429, il commença ses leçons[1]. Dès le point du jour, il en faisait une sur les anciens, devant plus de quatre cents auditeurs, hommes considérables pour la plupart, et « de l'ordre sénatorial[2] ». Puis, après un repos de quelques heures, il revenait en faire une autre, soit sur le même sujet, soit sur la morale et la philosophie. Pour le protéger dans sa querelle contre les deux Marsuppini, père et fils, ses rivaux d'enseignement et d'érudition, les pouvoirs publics lui assignaient une chaire à Santa-Maria del Fiore, où il lut Dante les jours de fête, et condamnaient à cent florins d'amende quiconque essayerait de l'empêcher de lire ou d'occuper sa chaire[3]. Professeur, plus qu'écrivain, son succès allait grandissant, et il s'en montrait enivré. « Toute la cité a les yeux fixés sur moi, écrivait-il à Aurispa, tous me chérissent, m'honorent, me comblent de louanges, m'élèvent au ciel. Mon nom est dans toutes les bouches. Sur ma route, les premiers citoyens, les plus nobles matrones me cèdent le pas[4]. » Faisons leur part aux exagérations dont était coutumier un amour-propre excessif; il n'en est pas moins vrai que Filelfo remplit Florence de son encombrante personne. La faction des Albizzi, qui lui est favorable, tandis que

1. Sa première lettre datée de Florence est du 19 avril 1429. *Philelphi Epistolæ,* à Palla Strozzi, f° 9 r°.

2. « Auditores sunt quotidie ad quadringenta vel fortassis et amplius, et hi quidem magna ex parte viri grandiores et ex ordine senatorio. » (*Ibid.* à Giov. Aurispa, 31 juillet 1429, l. II, f° 9 r°.)

3. Gherardi, part. II, p. 167, 171; Rondoni, p. 204. Ici encore nous prenons Filelfo en flagrant délit d'exagération ou même de mensonge : « Da niuno astrecto... senza alcun altro o publico o privato premio a ciò fare indocto, cominciai quello poeta publicamente leggere. » (Phrase de Filelfo dans un discours sur Dante adressé par lui à ses auditeurs. Document produit par Carlo des Rosmini, *Vita di Filelfo,* t. I. Monumenti inediti, n° IX, p. 124; Milan, 1808.)

4. *Phil. Epist.,* l. II, f° 9 r° à Giov. Aurispa, 31 juillet 1429.

celle des Medici lui est contraire, n'en est pas moins forcée de le confiner pour trois ans à Rome, parce qu'il a mal parlé de Venise et de son orateur, avec menace, s'il revenait plus tôt, d'être traîné par les rues et décapité [1]. C'était le 10 mars 1431 ; or, dès le 12, on surseoit à l'exécution de la sentence, on enjoint à Filelfo de ne pas quitter Florence sous peine de mort ; le 11 avril, on l'absout, on le remet dans « son état » ; en mai, on défend de le molester, quoi qu'on lui impute, et il reçoit le droit de cité [2]. Le Capitole après la roche Tarpéienne !

Mais la roche Tarpéienne menace toujours sa mauvaise langue ; ses ennemis renouent bientôt leur trame. Il en avait jusque parmi les officiers du *Studio*, poignée de médiocres lettrés, s'il faut l'en croire, à qui sa présence donnait de l'ombrage [3]. Pour se débarrasser d'un hôte si incommode, sans l'attaquer de front, Niccolò Niccoli, Poggio Bracciolini, Carlo Marsuppini font rendre une provision qui réduisait les gages de tous les professeurs. Ils espéraient que, chargé de famille et fort dépensier, d'humeur atrabilaire par surcroît, Filelfo ne se résignerait pas à ce déficit inattendu de son budget

1. « Die 10 martii 1431. Considerantes quod Fr. Philelphus qui legit Dantem in civ. Flor. coram dictis DD. PP. inhoneste et temere locutus fuit contra dominationem Venetorum et contra oratorem dicte dominationis Venetorum... quod per totum presentem mensem Martii teneatur et debeat confinare et mittere ad confines pro tribus annis dictum Fr. Philelphum in civitate romana. » (Fabroni, *Vita Cosmi*, Doc. p. 69.) Filelfo ne parle nulle part de cette sentence, mais Ambrogio Traversari en fait mention dans ses lettres (lib. VI, ép. 28, col. 311, à la suite de sa vie par Mehus) ; il y dit que Filelfo demandait qu'on lui envoyât, à ses frais, ses habits et ses livres. Cf. Gherardi, part. II, p. 168 ; Rondoni, p. 204 ; A. Gelli, *l'Esilio di Cosimo dei Medici*, dans *Arch. stor.*, t. X, disp. 5, ann. 1882, p. 149 sq.

2. Salvini, *Fasti consolari*, préf., p. 18 ; Prezziner, I, 92 : Gherardi, part. II, p. 168 ; Rondoni, p. 204 ; A. Gelli, dans *Arch. stor.*, t. X, disp. 5, ann. 1882, p. 149 sq.

3. *Phil. Epist.*, l. II, f° 10 v°, à Niccolò, card. de Bologne, 22 sept. 1432.

domestique, et ils intriguèrent auprès de ses collègues, pour qu'ils s'abstinssent de réclamer, en ce qui les concernait. Mais lui, loin de se tenir pour battu, il porta sa cause devant le « conseil public [1] », où trente-quatre voix sur trente-sept se prononcèrent en sa faveur. Dans leur colère, ses ennemis répliquent en faisant élire quatre officiers ou commissaires, avec pleins pouvoirs pour examiner et diminuer, s'il y avait lieu, toutes les dépenses de la République. Comme ils voulaient qu'il y eût lieu, leurs instruments, sous prétexte qu'on avait assez dépensé à la guerre, supprimèrent les salaires de tous. Cette fois, Filelfo en appela aux « sages », et il obtint d'eux qu'on rapporterait cette mesure peu sensée, qui, pour frapper un homme, supprimait ou suspendait une institution [2], alors surtout qu'on venait une fois de plus, la veille, de la réformer pour lui donner une nouvelle vie : on venait de décider que les professeurs perdraient le privilège d'être jugés par leurs propres tribunaux, et que leurs disciples ne contribueraient plus, comme à Bologne, à augmenter leur salaire (11 mars 1431) [3]. Et voilà ce qui restait, sous cette fameuse oligarchie, d'esprit politique aux Florentins!

Deux fois vaincus, les ennemis de Filelfo quitteraient-ils la partie? Non, il reste encore l'assassinat. Un certain Filippo de Casale, d'une famille de sicaires bien

1. Rosmini, *Vita di Filelfo*, I, 61. De quel conseil s'agit-il? Les anciennes institutions ont désormais si peu d'importance qu'on leur donne des noms de fantaisie, conseil public, sénat. Les chiffres de membres présents permettent de supposer qu'il s'agit de la Seigneurie et de ses collèges, formant une réunion de 33 membres, à laquelle se joignirent sans doute quatre anciens gonfaloniers de justice ou autres *richiesti*, selon l'usage établi par d'assez récentes provisions.

2. *Phil. Epist.*, l. II, f° 12 r° v°, à Cosimo des Medici, 1er mai 1433; Rosmini, I, 61-62; Prezziner, I, 97-98.

3. Lettre de Minucci, n° 22, dans Prezziner, I, 98.

connue, est armé par eux d'une épée, en frappe le docte lecteur au bras gauche, au visage. Mais le coup est manqué, et Filelfo, sans hésiter, dédaignant le sicaire, accuse Cosimo et son frère Lorenzo, uniquement parce qu'il n'était pas de leur faction. En vain Ambrogio Traversari, le célèbre camaldule, lui apporte-t-il leurs doléances : « Je ne saurais vous répondre, dit son interlocuteur ; mais personne ne peut se cacher de Dieu[1]. » Filelfo avait la longue rancune des prêtres et l'audace des lâches : « du fétide cloaque de sa bouche[2] », il insulte Cosimo en prison[3]. Pourra-t-il, Cosimo rappelé, rester à Florence? Le jour même où entrait en charge la Seigneurie qui mit fin à l'exil de l'ennemi qu'il s'était si gratuitement fait, il communiquait à Palla Strozzi ses craintes sur l'astuce et la richesse de ce taciturne[4] ; douze jours après l'arrivée du nouveau maître, il parlait de se retirer à Sienne[5], où depuis longtemps on le sollicitait de chercher un asile, s'il n'aimait mieux Bologne, Milan ou Venise[6]. Les agréments de la vie à Florence

1. *Phil. Epist.*, l. III, f° 17 r°, à Æneas Sylvius, 28 mars 1439 ; Rosmini, I, 64, 65. — « Qui fuerit sicarius notum est ; a quibus autem conductus, et si nihil habetur certi, infamia tamen in Medices repit et Cosmum, quoniam non solum ejus factio mihi semper adversaretur, sed etiam Laurentius frater aperte multa adversus me ageret... Ego quid tibi respondeam nihil habeo. Deum latere nemo potest. » (Lettre de Filelfo, 5 juin 1433, publiée par Rosmini, t. I, p. 132, append. 12.) Dans la lettre à Æneas Sylvius, f° 17 v°, Filelfo raisonne aussi longuement sur son assassin.

2. Mot de Poggio. *Poggii Opera*, p. 165, dans Villari, *N. Mach.*, I, 118.

3. Rosmini, I, 75.

4. « Cavendum est a pecunia cosmiana ; est enim vir ille versutus et callidus, et, ut nosti, taciturnus. Tantam opportunitatem nunquam sinet elabi sibi e manibus. » (Filelfo à Palla Strozzi, 1er sept. 1434, dans Rosmini, I, 143, append. 18.)

5. 12 octobre 1434, à Antonio Petrucci. *Ibid.*, p. 144, append. 19.

6. *Phil. Epist.*, l. II, f° 10, à Antonio Panormita, 13 juillet 1432. A cette date, Filelfo, qui pensait déjà à suivre ce conseil, penchait vers Milan. Rosmini, I, 133-140, append. 13, donne des lettres relatives à cet appel.

l'y retenaient pourtant encore; une dernière taquinerie le décida : on venait de charger Carlo Marsuppini d'enseigner les mêmes matières que lui [1]. Il feint de ne s'en pas sentir blessé, il contracte même un nouvel engagement; mais il s'y dérobe en partant pour Sienne, où nous le retrouverons.

C'est son enseignement et celui de ses collègues qui donne le ton aux lettres, dès les vingt dernières années du XIVe siècle. En les introduisant au *Studio*, on a mis les loups dans la bergerie. Grâce à eux domine l'érudition, l'étude de l'antiquité, des langues qu'elle a parlées, de ses mœurs, de ses croyances. Dans les questions d'attribution, ils ne manquent point de critique : ils savent distinguer ce qui est des anciens de ce qui est indigne d'eux. Ce sont ces questions qui passionnent, et non plus la guerre : diffère-t-on sur un mot? de sang-froid et par exercice de rhétorique, on accuse le contradicteur de vol, de parjure, d'empoisonnement, de parricide; en bon latin, les plus grossiers outrages ne blessent point, s'ils ne sont suivis de coups [2]. Mais le latin est rude encore; on ne prise pas l'élégance; qu'un ouvrage soit reconnu ancien, et on l'admire sans réserve, jusque dans ses fautes. Les femmes ne poussent guère à la politesse : ignorantes ou charmées de l'impudique, elles tiennent un rôle effacé. Comment donc réprimeraient-elles les échappées de la brute qu'il y a au fond de chacun de nous?

1. Carlo Marsuppini, le père, qu'on appelait alors Carlo Aretino, était né à Arezzo en 1399; il mourut à Florence en 1453. (Reumont, *Tav. Cron.*; Tiraboschi, t. VI, part. 2, l. III, § 50; Vespasiano, *Vita di Carlo d'Arezzo*, dans *Spicil. Rom.*, I, 572.) Prezziner brouille les faits, faute de tenir assez compte des dates.

2. Poggio et George de Trébizonde en vinrent aux coups. Voy. Villari, *N. Machiavelli*, I, 120, qui donne de curieux détails.

L'étude obstinée policera les mœurs et le langage, même la langue vulgaire, alors si négligée; mais il y faudra du temps. Cette langue, Filelfo, Poggio et les autres l'ont en grand mépris[1]. C'est en latin qu'ils écrivent jusqu'à leurs plates et obscènes facéties. Quelques lignes en italien échappent-elles à une plume habile, vite on les traduit en latin. Filippo Villani parle avec dédain de son oncle et de son père qui, en employant l'idiome vulgaire pour écrire l'histoire, « n'ont certes pas fait une belle chose[2] ». Ce qu'on admire chez Dante, c'est le penseur catholique, non l'écrivain; chez Pétrarque, le philosophe de l'amour, non le poète. Niccolò Niccoli dédaignait même, dans l'auteur de la *Divine Comédie,* ce qu'il disait, non moins que la manière dont il le disait : pour ce raffiné, Dante était le poète des chaussetiers et des boulangers[3]. Or on sait en quel mépris les boulangers vivaient à Florence. Il lui reprochait de ne pas comprendre Virgile, de le mal imiter. Boutade isolée, dira-t-on. Non pas: bien des années plus tard, vers la fin du siècle, Pico de La Mirandola soutiendra qu'à Pétrarque manquaient les idées et à Dante les mots; Cristoforo Landino n'admettra point qu'on puisse, sans savoir le latin, bien parler le toscan[4]; Angelo Poliziano, qui manie si bien les deux langues, croira devoir écrire en latin l'histoire de la veille, la con-

1. Ginguené, III, 348.
2. Fil. Villani, *le Vite d'uomini illustri fiorentini,* p. 90-91. Venise, 1747.
3. « Poeta da fornai e da calzolai. » (Leon. Bruni, *Dialog. I, ad Petrum Histrium*, ms. à la Laurentiana, et imprimé à Bâle. Citation de G. Capponi, II, 180.)
4. « Ch'era mestieri essere latino chi vuole essere buono toscano. » (*Oratione di Cristoforo Landino,* Flor., 1853. Citation de G. Capponi, II, 180.)

juration des Pazzi, et Lorenzo des Medici s'excusera d'employer la langue vulgaire[1].

On l'avait employée pourtant bien avant lui, dans les écrits comme par la parole, Cavalcanti avec une fougue confuse et bizarre, Neri Capponi avec une simplicité correcte[2], les auteurs de lettres familières, Alessandra Macinghi-Strozzi, Ser Lapo Mazzei et autres, d'un tour vif, quoique dépourvu, en dépit de Boccace, de l'élégance et de l'ampleur antiques. Mais on s'était ravisé depuis. Dante, par ses obscurités comme par son génie, avait découragé les imitateurs, et Pétrarque, qui ne les décourageait point, n'avait produit que l'intolérable séquelle de ces pétrarquistes qui, par leurs jeux d'esprit à la provençale, par leur papillotage d'idées inintelligibles et d'images incohérentes, détournaient de la poésie et de la langue vulgaire des esprits formés, épurés par l'étude des anciens[3], mais vides et creux le plus souvent, comme l'a été, jusqu'à nos jours, la vieille école italienne[4]. Une période ronflante leur tenait lieu de pensée. Quelques hommes de goût en étaient déjà choqués. Un discours fait avec art, disait Pie II, ne peut être l'œuvre

1. G. Capponi, II, 181. Cet auteur a consacré tout un long et excellent chapitre à des considérations plus littéraires que historiques.

2. Nous l'avons souvent cité (1388-1457). On sait qu'outre l'histoire de son temps et celle de l'expulsion du comte de Poppi, on lui attribue, avec toute apparence de raison, les commentaires sur la guerre de Pise, publiés sous le nom de son père Gino.

3. Si l'on veut citer quelques représentants de la poésie vulgaire, il faut nommer, au XIV[e] siècle, Feo Belcari, médiocre auteur de laudes et *représentations*, et le barbier florentin Domenico de Nanni, dit Burchiello (mort en 1448), qui écrivait à l'aventure, *alla burchia*, des folies souvent inintelligibles, dans le genre de Rabelais, moins le génie ou même le talent. Voy. Ginguené, III, 481-482 ; Capponi, II, 176.

4. M. Villari (*N. Machiavelli*, I, 121) rapporte un curieux passage de Filelfo.

que d'un sot[1]. Le cardinal d'Estouteville, entendant l'éloge de saint Thomas d'Aquin par Lorenzo Valla, s'écriait : « Mais cet homme est fou[2] ! » La mode n'en faisait pas moins loi. Point de solennité publique ou même privée qui ne se donnât le plaisir, le luxe de ces discours soigneusement « fourbis », pour employer un mot qu'aiment les Italiens parlant de l'éloquence. Les riches familles, comme les cours et les gouvernements, ont leur orateur officiel[3]. La belle école pour constituer ou reconstituer une littérature nationale!

Dans ce chœur des lettrés, Cosimo est le coryphée à Florence, ainsi que le sont à Rome Nicolas V et Pie II, à Milan les Visconti et les Sforza, à Naples Alfonse et Ferrante, à Mantoue la maison de Gonzaga, à Ferrare la maison d'Este, faisant tous de leur résidence un raccourci d'Athènes, où les savants trouvent asile, protection, aisance, parmi des gens qui parlaient latin comme eux et écrivaient même en vers grecs[4]. Si Cosimo, plus qu'aucun autre, frappe les imaginations, c'est qu'il n'est qu'un banquier, qu'un marchand et que, pourtant, il rivalise de magnificence avec les papes, les rois, les seigneurs, sans qu'on puisse l'accuser, tant il est riche, d'être la grenouille qui s'enfle à l'égal du bœuf. Son or attirait les lettrés comme la lumière les papillons; une population plus heureusement douée que ses voisines les

1. « Artificiosam orationem stultos, non sapientes nectere. » (Platina, *Vita Pii II*, p. 302, Cologne, 1574.)

2. Gaspardo de Vérone, cité par Voigt, *Die Wiederbelebung*, etc., p. 437, et Villari, *N. Machiavelli*, I, p. 121.

3. Beaucoup de ces discours ont été publiés ; un plus grand nombre encore sont restés manuscrits dans les bibliothèques d'Italie. Voy. Villari, *ibid*.

4. Voy. pour les détails Tiraboschi, t. VI, part. 1. l. I, c. 2 ; Ginguené, c. 18, t. III, p. 237 sq. ; Sismondi. II, 24-28.

retenait, et c'est ainsi que, pour la troisième fois, comme au temps de Dante ou de Pétrarque, Florence prenait, dans la civilisation en marche, le premier rang.

Cosimo, l'on n'en saurait douter, voulut, non moins que ses devanciers ou ses émules, développer les études antiques[1]; mais, pas plus qu'eux, il ne réussit en ce qui concerne le *Studio*. Il faut bien que le *Studio* périclitât sans cesse, puisqu'il est éternellement question de le réorganiser. C'est la toile de Pénélope. En 1434, Niccolò Niccoli et Francesco Sacchetti se livrent une fois de plus à cet ingrat travail. En 1437, durant une épidémie légère, mais qui se prolonge dix-huit mois, le *Studio* reste fermé; on décide même formellement qu'il ne sera rouvert qu'après l'entière disparition du « fléau[2] ». Quand il le fut, s'il fit parler de lui, malgré la guerre de Lucques qui en détournait l'attention, c'est qu'on le vit en proie aux troubles d'une décadence sensible. Le budget n'en est plus que de 100 ou même de 50 florins. Il est de nouveau fermé de 1447 à 1452: *defecit Studium*, lit-on dans les documents[3]. Puis d'incroyables scandales y éclatent: un docteur en médecine avait prêté au recteur certains objets, il les lui réclame et est banni de ce chef, sous prétexte d'infamie. Le recteur supprime à un de ses assesseurs son salaire et lui vole six paires de gants. Les *Stinche* sont là pour recevoir ceux qu'on veut spolier de leur argent. Un étudiant à qui l'on avait enlevé six mesures de blé et remis un livre en gage, se

1. On peut voir sur ce sujet Don Agostino Fortunio, camaldule, *Historiarum camaldolens. Libri III*, Flor., 1575.

2. Voici ce qu'on lit dans un *Ricordo d'entrata dell' Università preso il di 4 maggio* 1439, par un notaire du *Studio* : « Hassi avere dal comune per danari avanzati nel 1437-38, perchè non si lesse per la moria, fl. 1936. » Dans Prezziner, I, 104, 105. Cf. Gherardi, préf.; Rondoni, p. 205.

3. Gherardi, part. II, p. 153 160, 206; Rondoni, p. 206.

le voit redemander par le recteur et, sur son refus de se dessaisir, est jeté en prison[1]. Aussi voit-on des doctes ne point accepter l'offre qu'on leur fait d'une chaire. Le *Studio* ne compte plus quelquefois que deux lecteurs, à 60 florins chacun, et c'est à San-Miniato qu'ils lisent, qu'ils enseignent, qu'ils disputent, ou bien au couvent des Anges, dans la cellule d'Ambrogio Traversari, chez Cosimo à Careggi. Ce sont des réunions privées de lettrés; mais que devient l'enseignement de la jeunesse[2]? C'est surtout dans leur particulier que les rares bons maîtres qu'on engage encore forment des élèves. Jean Argyropoulo, appelé de Constantinople (1456), engagé pour deux ans, enseigne quinze ans le grec, la philosophie péripatétique, forme Donato Acciajuoli[3], Pandolfo Pandolfini, Angelo Poliziano, John, duc de Glocester[4], et reçoit, comme Filelfo, le droit de cité. Cristoforo Landino, originaire de Pratovecchio, né à Florence (1424), exclu en droit, par conséquent, des chaires florentines, n'en professe pas moins, de 1457 à 1497, avec ou sans interruption, les lettres grecques, la philosophie platonicienne, à raison de 100 florins par an. Il commente, en outre, Dante et Pétrarque. Favori de Cosimo, de Piero, de Lorenzo, s'il résigne ses fonctions à l'âge de soixante-treize ans, il en conserve le titre et les émoluments, récompense, sans doute, des soins par lui donnés, après

1. Gherardi, part. II, p. 180, 425-438; Rondoni, p. 207.

2. Gherardi, part. II, p. 199; Rondoni, p. 208-209.

3. Donato Acciajuoli, né à Florence en 1428, mort à Milan en 1478. Il remplit sous Lorenzo d'importantes missions diplomatiques, et a laissé un commentaire de l'Ethique d'Aristote, une traduction italienne de Leonardo Bruni. Voy. Vespasiano, *Vita di D. Acciaj.*, c. 22, *Spicil. Rom.*, I, 458; Bandini, *Specimen litteraturæ florentinæ sæc.* XV, t. II, p. 9-15. Flor., 1748.

4. Voy. Vespasiano, Vie du duc de Glocester, c. 1, *Spicil. Rom.*, I, 525; Paolo Cortese, *De hominibus doctis*, p. 43, Flor., 1734; Prezziner, I, 131.

Gentile Becchi, à l'éducation des deux petits-fils de Cosimo, des deux fils de Piero le goutteux[1].

Tout autre est, à Florence, la destinée de Filelfo, dont il faut reprendre ici l'orageuse histoire. Adversaire connu des Medici, insulteur de l'exil comme de toutes choses et de tout le monde[2], il s'était réfugié à Sienne, pour insulter sans péril au triomphe. « Si je ne m'étais sauvé, écrit-il ambitieusement, c'en était fait du philosophe et des muses[3]. » A mots couverts, il accusait Cosimo de le vouloir une seconde fois tuer[4] et il l'outrageait à mots découverts dans des satires pleines de fiel et d'obscénités[5]. Il le défiait, il l'appelait lâche, il prétendait qu'on ne l'osait plus persécuter[6]. Ainsi provoquée, la persécution reprit donc, et, dix mois après sa fuite, l'impudent était déclaré rebelle[7]. Et le voilà qui de cette condamnation, réponse à sa bravade, veut tirer vengeance sans retard. Feignant de vouloir tuer deux de ses ennemis, un étudiant en médecine d'Imola, et Carlo Marsuppini d'Arezzo, « qui lisait la rhétorique », il lâcha sur Cosimo un Grec obscur qui, avant même

1. Prezziner, I, 132-133; Ginguené, III, 371-373.

2. Voy. les injures que se distribuent libéralement Poggio et Filelfo, quand ce dernier a quitté le *Studio* et Florence, dans *Poggii Opera*, p. 165, 167; Villari, *N. Machiavelli*, I, 117 sq.; Ch. Nisard, *les Gladiateurs de la République des lettres*, t. I, p. 136-159.

3. *Phil. Epist.*, l. II, f° 13 r°. De Sienne, le 24 décembre 1435, à Leonardo Giustiniano.

4. « Vides tu quanta arte quibusque conatibus hi perditissimi et facinorosissimi homines qui Florentiæ tyrannida nunc gerunt, cum aliis viri (*sic*) optimatibus perscriptis omnibus tum mihi in primis vitam eripere moliuntur. » (*Phil. Epist.*, l. II, f° 13 v°. Sienne, 13 avril 1436, à Francesco Gallina.)

5. *Philelphi Opus Satyrarum seu Hecatostichon Decades* X. Milan, 1476, in-f°, Venise, 1504, in-4°; Paris, 1508, in-4°. Cosimo y est désigné sous le nom de Mundus, traduction du grec κόσμος. Voy. Ginguené, III, 332.

6. Rosmini, I, 80.

7. *Phil. Epist.*, l. III, f° 17 r° v°, à Æneas Sylvius, 28 mars 1439.

d'avoir tenté le coup, eut, pour l'intention, les deux mains coupées. Filelfo se contentait naguère de demander qu'on en coupât une au sicaire qu'il accusait Cosimo d'armer contre lui. Le Grec, dans ses interrogatoires, ne resta point muet sur l'instigateur du crime projeté, et l'ancien lecteur fut condamné par contumace à avoir la langue coupée; son bannissement devenait perpétuel[1]. Pas n'était besoin de le dire, la chose allait de soi.

Mais le perpétuel est rare en politique et, alors surtout, personne n'y croyait : l'accort et ambitieux camaldule Ambrogio Traversari se porta médiateur entre les deux ennemis[2]. Cosimo sentait trop ce qu'avait perdu Florence pour refuser d'y recevoir Filelfo; sauf que, pour ne pas créer un précédent dont profiteraient d'autres rebelles, il souhaitait que le duc de Milan demandât lui-même la grâce, en invoquant pour le proscrit le titre d'étranger. Sforza, préférant le garder pour lui, brouilla tout[3], et ce fut partie remise. Plus tard, on le verra, Francesco Filelfo devait rentrer à Florence avec les honneurs de la guerre, et même y mourir.

1. Voici la phrase de la sentence rendue, qui montre qu'il s'agissait de Cosimo : « D. Francisum Checchi vocatum il Filelfo da Tolentino, condannato a doverli essere tagliata la lingua e bandito dal dominio fiorentino per avere voluto fare ammazzare M. Girolamo de Broccardi da Imola, o M. Carlo di Arezzo, o un cittadino fiorentino del presente governo e stato, il nome del quale per meglio si tace. » (Août 1436. Fabroni, *Vita Cosmi*, Doc., p. 115. — Leo (II, 220) a donné une partie de ce texte. Cf. Rosmini, I, 85; Prezziner, I, 101; Ginguené, III. 333.)

2. Ambrogio Traversari, né à Portico de Romagne en 1386, nommé général des Camaldules en 1431. Voy. Mehus, *Ambr. Camald. Vita*, et Villari, *N. Machiavelli*, I, 108.

3. Lettre de Filelfo à Lorenzo des Medici, Milan, 20 mai 1478. Texte dans Fabroni, *Laurentii Vita*, Doc., p. 102. On peut voir sur Filelfo et d'autres lettrés de ce temps, Burckhardt, *Die Cultur der Renaissance in Italien*, Leipzig, 1877; Voigt, *Die Wiederbelebung des classischen Alterthums;* Eug. Müntz, *Un Mécène italien au XVe siècle*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er nov. 1881, p. 164-170.

Cosimo fit donc peu pour le *Studio*, soit par impuissance, soit plutôt que son goût le portât ailleurs. Ce qu'il aimait, c'étaient les lettres antiques. Comme plusieurs de ses concitoyens moins fortunés, mais sur une plus grande échelle, il profitait de l'exode des doctes Byzantins, avant même la prise de Byzance, pour acheter leurs manuscrits de toute langue, grecs, syriaques, chaldéens, que ses navires lui apportaient avec les tissus d'Alexandrie, et aussi de l'incurie monastique, pour dépouiller à prix d'or les couvents d'Europe des livres que des moines ignorants y laissaient périr. Pour cette recherche et ces achats, il utilise les employés de ses comptoirs, les marchands, les voyageurs, les missionnaires : Cristoforo Buondelmonti, comme Poggio Bracciolini, se distinguait dans cette chasse aux manuscrits[1].

Durant son exil, Cosimo cherchait déjà des asiles sûrs à ces trésors : c'est ainsi qu'il faisait construire à Venise la bibliothèque du couvent de San-Giorgio. A Florence, créer des bibliothèques fut un de ses soins constants. On a vu plus haut[2] que Niccolò Niccoli avait décidé d'ouvrir la sienne après sa mort, et qu'à cet effet il avait désigné quarante curateurs, dont Cosimo. Ce dernier, traité ainsi en simple citoyen, mais qui, dans les moindres choses, voulait être plus, se fit donner par ses trente-neuf collègues le droit de disposer des livres à son gré, sous condition de payer les dettes du testateur, et il logea ces précieux manuscrits au couvent de San-Marco, reconstruit par Michelozzo Michelozzi, son compagnon d'exil à Venise, pour le prix de 36,000 du-

1. Voy. Sismondi, II, 24, 28; Leo, II, 115. Sur Poggio, voy. plus haut même chap., p. 234.
2. Même chapitre, p. 236.

cats[1]. Il les fit mettre en ordre par cet excellent copiste qui s'appelait Tommaso de Sarzana et qui allait s'appeler Nicolas V. Il y joignit nombre des siens : en tout, bientôt quatre cents volumes. On l'en glorifie; mais combien c'était peu, si l'on pense que Niccolò Niccoli, qui ne prétendait point régner, en avait réuni huit cents[2], et que Nicolas V en allait réunir cinq mille dans la bibliothèque du Vatican, sa création! Pour l'arrangement, furent employés Andrea de Rimini et Vespasiano de Bisticci, le papetier-biographe, avec Poggio et Buondelmonti, avec bien d'autres. Leur emploi n'était pas une sinécure, car dans tout couvent ou établissement qu'il faisait construire, Cosimo ne manquait jamais de ménager et d'ouvrir une bibliothèque[3].

Peut-être, pour en garnir les rayons, n'y regardait-il pas d'assez près. Ses trésors n'étaient pas exempts de scories. On le trompait, on lui offrait de faux anciens, revêtus d'une patine obtenue par des

1. Vespasiano, *Vita di N. Niccoli*, § 8, *Spicil. Rom.*, I, 624; Mehus, *Ambr. Camald. Epist.* Præfatio, p. 31, 63, 82; Marchese, *Scritti vari*, p. 46. Flor., 1855; Vasari, *Vie de Michelozzi*, éd. Lemonnier, in-12, III, 272, 279 — Désormais en citant cet auteur, toujours d'après l'édition Lemonnier qui est la seule bonne, nous indiquerons tantôt l'in-12, que nous avons sous la main, tantôt l'in-8° où les frères Milanesi ont introduit de nombreuses additions et corrections. Pour plus de détails, voy. Villari, *N. Machiavelli*, I, p. 108, note. Sur la reconstruction de S. Marco, Alberto Avogadro, *De religione et munificentia Cosmi*, l. I, dans Lami, *Deliciæ eruditorum*, XII, 117, et Marchese, *Scritti vari*, p. 43, n. 2, dont il faut aussi voir le texte à cet endroit.

2. Voy. plus haut, même chap., p. 236.

3. Reumont, *Tav. Cron.*; Leo, II, 215. Les destinées de cette bibliothèque de San-Marco sont connues : elle s'écroula en 1453 et fut reconstruite en 1457. Après la mort de Lorenzo, lorsque les Medici furent exilés, leurs livres, restés au pouvoir des moines de San-Marco, furent vendus par eux au card. Giovanni des Medici, le futur Léon X. Transportés par lui à Rome, ces livres furent renvoyés à Florence par Clément VII, autre membre de la famille. Ils devinrent le fonds principal de la bibliothèque Mediceo-laurentiana, qui s'augmenta plus tard d'autres collections, notamment celle de l'abbaye située près de Fiesole.

mélanges chimiques[1]. Mais qu'importe? Sa correspondance montre quelle place ce genre d'affaires tenait en son esprit[2]. Dans la voie tracée par Pétrarque, suivie par Niccoli, il les distance tous deux, ses ressources étant inépuisables. Pour avoir renom de Mécène, il ne suffit pas d'aimer les lettres, il faut les aimer l'argent au bout des doigts.

Ses faveurs aux lettrés ont été maintes fois célébrées. Il y a pourtant lieu de distinguer. Elles ne s'attachaient point à ceux qui ne séparaient pas l'érudition de la politique. Les hommes de la vieille roche restaient donc dans l'oubli, souvent en disgrâce : ainsi Giannozzo Manetti, malgré sa grande renommée de linguiste, de savant, d'érudit[3]. Mais une fois qu'en s'attachant aux Medici on s'était détaché de la politique, les lettres conduisaient à tout, aux grâces et aux honneurs. Ces favoris partaient pour les ambassades, où leur beau langage tournait à la gloire du maître. Matteo Palmieri[4], Donato Acciajuoli, dont il sera amplement question plus tard, l'y servirent en se servant eux-mêmes. Ils se disputaient, pour peu qu'ils eussent renom d'écrivains, le poste envié, parce qu'il était fixe, de secrétaire, de chancelier de la République. On les cherchait

1. Sur ces falsifications, M. Ch. Yriarte, en son livre intitulé *Florence*, donne de curieux détails.

2. Voy. le *Carteggio mediceo innanzi al principato*.

3. Giannozzo Manetti a laissé beaucoup d'œuvres latines, dont les vies de Pétrarque et de Nicolas V, des oraisons funèbres, une chronique de Pistoia. Vincenzo Acciajuoli a écrit sa vie. Sa statue est à S. M. del Fiore, comme celle de Poggio Bracciolini. (Reumont, *Tav. Cron.*) Il a été parlé de Manetti au ch. 5, p. 174-177, à l'occasion de sa disgrâce.

4. Matteo Palmieri (1405-1475) était si renommé alors qu'on traduisait en français un traité de lui fort oublié aujourd'hui, comme tous ses autres écrits, même son récit historique *De Captivitate Pisarum*. (Reumont, *Tav. Cron.*)

jadis, maintenant il fallait choisir entre eux. Occupèrent, dans ce temps-là, cette place en vue, des maîtres d'élégances : Leonardo Bruni et Poggio Bracciolini, les deux Carlo Marsuppini, le père et le fils; Benedetto Accolti, Bartolommeo Scala, natif de Colle, dès sa jeunesse cher à Cosimo[1]. Un de leurs successeurs devait être Niccolò Machiavelli.

L'intérêt, le caprice de Cosimo faisaient entre les destinées d'étonnants contrastes. Paolo Cortese devenait, par lui, assez riche pour héberger dans son château les doctes dont il écrivait, à l'occasion, la vie; Poggio Bracciolini se voyait exempté, avec ses douze fils et ses deux filles, tous nés de la même concubine[2], de toutes les charges publiques, sous prétexte qu'il était venu à Florence pour y vivre dans l'étude, non pour y faire des profits dans le trafic; mais Filippo Bonaccorsi, natif de San Gemignano comme Cortese, en était réduit à se faire voyageur pour chercher fortune, et ne devenait un personnage qu'en Pologne, où il se fit historien[3].

C'est donc le zèle servile, non le talent littéraire, que Cosimo récompense chez les érudits, chez les écrivains. S'il a bien mérité des lettres, c'est, on ne saurait trop le redire, par l'achat des manuscrits, par la création des bibliothèques ; mais c'est surtout par l'académie platonicienne, son titre vraiment original. Il en avait conçu la pensée en assistant aux leçons du vieux George Gémiste, si grand admirateur de Platon qu'on l'avait

1. Voy. D. M. Manni, *Bart. Scalæ Collensis, equitis florentini ac Romæ senatoris vita*. Flor., 1768.

2. Poggio épousait, à cinquante-cinq ans, Selvaggia de Ghino Manenti des Buondelmonti qui en avait dix-huit. Voy. Ginguené, III, 303-325; Sismondi, II, 32, 33; Leo, II, 218. Voy. plus haut, p. 234, n. 3.

3. G. Capponi, II, 169, 170.

surnommé Pléthon. Appelé à Florence pour soutenir au concile les droits de l'Église grecque, lui dont on brûla le livre, parce qu'il y restaurait les dieux du paganisme, Gémiste enseignait aux néophytes du culte platonicien qu'on ne le pouvait joindre au culte du Péripatétique, et qu'entre ces deux oracles il fallait choisir [1]. Soutenu par Bessarion, combattu par Théodore Gaza, par Giorgio Scolario, nommé aussi Gennadius, tous deux disciples de George de Trébizonde dans l'art de l'invective et de l'injure [2], il avait fait bientôt pencher la balance : entre Aristote qui ne paraissait neuf que parce qu'on commençait à le lire dans le texte, et Platon qui l'était vraiment, puisqu'on ne l'avait jamais lu même dans des traductions, qui donc aurait pu longtemps hésiter? En tout cas, ce ne fut pas Cosimo ; il se laissa persuader par son vieil hôte de restaurer l'académie platonicienne [3]. Il l'établit dans ses jardins, et ce fut, dans toute l'Eu-

1. Voy. le livre de Gémiste Pléthon, *De platonicæ atque aristotelicæ philosophiæ differentia*. Bâle, 1574.

2. George de Trébizonde était pourtant bien modéré dans ses invectives, se bornant à appeler ses adversaires *non philosophos, sed philotenebras*. Bessarion le réprimandait dans deux écrits, dont un porte ce titre : *In calumniatorem Platonis*. — Cette dispute est racontée tout au long dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. II, p. 775, ann. 1717 : *Querelles des philosophes du XVe siècle*, par M. Boivin le cadet. Voy. aussi Fabricius, *Bibliotheca græca*, t. XII, p. 1 sq. Hambourg, 1809 : on y trouve *Leonis Allatii De Georgis et eorum scriptis diatriba*. Les trois George sont George Gemiste, George Scolario, George de Trébizonde. M. Villari a donné un substantiel résumé de l'affaire dans la *Storia di Girolamo Savonarola*, I, 49-66. Flor., 1859. On peut consulter encore Tiraboschi, t. VI, part. 1, l. II, c. 2, § 16 sq.; Prezziner, I, 128; Brucker, *Historia philosophiæ*, Leipzig, 1743.

3. Cette origine se trouve relatée dans la lettre dédicatoire mise par Marsilio Ficino en tête de sa traduction de Plotin. On la trouve à la p. 1320 du volume intitulé : *Sententiæ pulcherrimæ cum multarum rerum definitionibus ex Marsilii Ficini operibus collectæ*. Bâle, 1576. Le volume commence à la p. 1013. Les phrases importantes du passage dont il s'agit ici ont été reproduites par Leo, II, 221.

rope, la première institution consacrée à la science qui s'affranchit des méthodes scolastiques.

Cette plante de serre chaude sembla d'abord tenir à la présence d'un homme : elle dépérit quand Gemiste Pléthon retourna au Péloponnèse. Mais Cosimo eut la main heureuse dans la recherche d'un autre jardinier. Il avait dans sa maison même le fils de son médecin, Marsilio Ficino, né en 1433, attiré par lui en 1451. D'un esprit agréable, d'un caractère doux parmi tant de batailleurs, et d'une vie exemplaire parmi tant de débauchés, peut-être parce que son tempérament débile avait besoin de la solitude [1], Ficino ne jurait, dans le principe, que par Aristote; c'est plus tard seulement qu'il s'était converti au culte de Platon. Il y montra dès lors tant de ferveur qu'il tenait une lampe allumée devant le buste de son idole, comme d'autres devant les images saintes, et, ce qui vaut mieux, il en publiait la première traduction exacte et complète.

Il n'est, toutefois, qu'un néo-platonicien d'Alexandrie. C'est ce succédané de la doctrine mère qui s'était maintenu en Grèce, et que transplantaient en Italie ses derniers sectateurs [2]. Il n'est pas même un païen. Prêtre à quarante-deux ans et chanoine de San Lorenzo par la grâce des Medici, il s'efforçait de concilier le platonisme et le christianisme. Singulier chrétien qui avait besoin, pour démontrer sa religion vraie, de Platon, de Porphyre, de Virgile, des Sibylles [3], et qui partageait les

1. Voy. sur Ficino Leopoldo Galeotti, *Della vita e degli studi di Marsilio Ficino,* dans l'*Arch. stor.*, nuova serie, t. IX, part. 2, p. 27-91; Prezziner, I, 128; Ginguené, III, 362.

2. Villari, I, 52.

3. Voy. Brucker, *Hist. phil.;* Giov. Corsi, *Marsilii Ficini vita,* publiée par Ang. Mar. Bandini; Villari, I, 57.

superstitions grossières, la croyance aux esprits dont n'étaient pas exempts les matérialistes eux-mêmes [1]. Dans la querelle entre les platoniciens, qui soutenaient que la nature agit en vertu d'un dessein, et les péripatéticiens qui pensaient qu'après avoir appris son métier, elle agit d'instinct, il avait pris une position intermédiaire : il soutenait que les choses ont une tierce essence, une âme, immortelle quoique inséparable des corps, et qu'elles répondent autant à l'idée de Platon qu'à la forme d'Aristote. La notion de la Divinité, qui était pour les juifs le Tout-Puissant, mais pas autre chose, et pour les chrétiens le père des croyants, devient pour les néo-platoniciens l'absolu philosophique ; ils sont sur le grand chemin du panthéisme, tout en étant persuadés qu'ils ne font qu'une chose, renouveler, au moyen de Platon, le christianisme et lui donner une forme plus rationnelle.

Dans le principe, ces spéculations élevées manquaient de base. La philosophie bégayait. Longtemps elle s'était bornée, pour les érudits du temps, à des extraits d'auteurs anciens sur la gloire, l'amitié, le mépris de la mort, le souverain bien, le bonheur et la vertu. Puis, en abordant Platon, elle n'avait pas vu en quoi il différait d'Aristote, ni même qu'il en différât.

1. Landino, si grave, tirait l'horoscope de la religion. Il conclut de la conjonction de Jupiter et de Saturne qu'une grande réforme religieuse aura lieu le 25 novembre 1484. Notons, à titre de curiosité, que Luther naquit en novembre 1483 ou 1484. (Landino, *Commento alla Divina Commedia*, Flor., 1481, dans Villari, I, 61.) Machiavel est porté à croire que l'air est plein d'esprits compatissants aux mortels et qui les avertissent par de sinistres augures des maux qui les attendent. (*Discorsi*, l. I, c. 56, p. 217 A.) Guicciardini, bien plus affirmatif, déclare avoir vu des esprits. (*Ricordi politici e civili*, Ric. 211. *Opere ined.*, I, 162.) Le siècle qui a cru aux esprits frappeurs et aux tables tournantes fera bien de ne pas jeter la pierre au délié Florentin.

Si Marsilio Ficino débutait par une étude sur le platonisme, il n'avait sous les yeux que de mauvaises et incomplètes traductions, et Cosimo dut l'exhorter à l'étude du grec, pour remonter aux sources. Il le fit, enseigna ce qu'il venait d'apprendre, communiqua le fruit encore un peu vert de ses méditations, d'abord aux fils et petits-fils de Cosimo, puis aux auditeurs plus nombreux du *Studio*, puis aux amis qui se réunissaient à lui et au patron dans les jardins du palais Medici : Cristoforo Landini, dont les *Disputationes camaldulenses* nous font connaître dans un grand détail les discussions de ces néo-platoniciens ; Leone Battista Alberti, érudit, écrivain et architecte, un des grands noms du siècle ; Donato Acciajuoli, Antonio Canigiani, Naldo Naldi, Peregrino Agli, Alamanno Rinuccini, Giovanni Cavalcanti et d'autres encore[1].

De telles réunions n'ont jamais été chose rare. Nous en avons eu de semblables, au XVII[e] siècle, quoique pour un objet moins sérieux, chez Malherbe, chez Conrart. A Florence, des doctes se réunissaient déjà dans la cellule de Marsigli ou dans celle de Traversari. Quand ils se réunirent chez Cosimo, l'importance du lieu, la présence de l'hôte, les cérémonies imaginées attirèrent davantage l'attention sur ce produit spontané, beaucoup moins calculé qu'on ne s'est plu à le croire, d'une société avide de savoir. Le 7 novembre, jour de la naissance et de la mort de Platon, selon la tradition alexandrine, Ficino avait repris l'usage de Plotin et de Porphyre,

1. Voy. cette excellente exposition dans Villari, *G. Savon.*, I, 53-59, et *N. Machiavelli*, I, 172-189. C'est au point de vue orthodoxe que Tiraboschi se place quand il écrit cette phrase au sujet des platoniciens de Florence : « Il lor trasporto per esso (pour Platon) gli condusse sino a scriver pazzie che non si possono leggere senza risa. » (T. VI, part. 1, l. II, c. 2, § 18.)

qui célébraient cet anniversaire : on dînait ensemble, puis on s'engageait dans une dispute philosophique, aboutissant à une apothéose de Platon, presque à un hymne religieux. Il ne faut chercher dans le nom d'académie platonicienne, que prirent ces réunions, rien qui rappelle les innombrables académies par lesquelles l'Italie s'est couverte plus tard de ridicule : point de règle, point de statuts; ce nom est tout simplement un souvenir du grec et du maître qu'on voulait honorer et rajeunir.

L'âme de l'académie, c'est Ficino. Elle naît et meurt avec lui. Ce qui en fait le lien, le ciment, c'est l'affection que ses amis lui portent, c'est la foi que ses disciples ont en lui. Aucun d'eux n'est un vrai philosophe, tous ils reproduisent les idées qu'il leur communique, même dans la seconde période où paraissent non sans éclat, autour de Ficino vieilli, Lorenzo, petit-fils de Cosimo, et Pico de la Mirandola. Quant à Cosimo, il ne fut au début qu'un hôte bienveillant [1].

De cette hospitalité, de cette bienveillance il a, comme on sait, obtenu sa récompense avec usure. Les lettrés, qui exploitaient habilement les aspirations par eux provoquées, s'érigent en dispensateurs de la gloire, promettent une louange éternelle, menacent d'une flétrissure indélébile, selon qu'on sert ou dessert la cause

1. Beaucoup d'auteurs ont parlé de l'Académie : Ficino dans plusieurs de ses lettres; Giov. Corsi dans sa *Vita Ficini;* Fabroni, Tiraboschi, Roscoë, Gibbon, Ginguené, et, plus récemment Harford, *Life of Michel-Angelo Buonarroti,* Londres, 1858; Sievcking, *Die Geschichte der platonischen Akademie zu Florenz.* Hambourg, 1844; Galeotti, *Saggio intorno alla vita ed agli scritti di M. Ficino,* dans *Arch. stor.*, n. ser., t. IX, disp. 2, et t. X, disp. 1. Dans l'ouvrage de Bandini (*Specimen litt. flor. sec. XV*) se trouve surtout une biographie de Landino. Sur les doctrines, Ritter, *Geschichte der neuern Philosophie,* part. I, l. II, c. 4; Schultze, *Geschichte der Philosophie der Renaissance,* Iéna, 1874.

qui leur est chère, d'autant plus chère qu'ils la confondent avec leur propre intérêt. Il y a là une sorte d'action doublement réflexe des choses sur les hommes et des hommes sur les choses, des lettrés sur Cosimo et de Cosimo sur les lettrés[1]. Il en est de même des sculpteurs et des peintres : ils rendent en gloire ce qu'on leur a donné en commandes. Dans la chapelle du *Carmine*, les Medici prennent place parmi les témoins du miracle de saint Pierre et de saint Paul, tandis qu'au *Campo Santo* de Pise ils servent de modèles pour les figures des patriarches[2]. C'est dans l'ordre, mais ce n'en est pas moins une des curiosités de l'histoire dans ce temps-là.

Pas plus que les belles-lettres, les beaux-arts ne datent des Medici. Ils ont, dans toute l'Italie, de plus anciens titres de noblesse. La Toscane qui avait produit, Florence qui avait encouragé Giotto et Orcagna, étaient déjà hors de pair. Si pour avoir manqué de génie, trop imité le maître, trop caché le nu par de longs habits flottants, les deux écoles des giottesques accusent de bonne heure cette décadence que constatait Taddeo Gaddi[3], du moins elles se distinguaient encore par le respect des grandes lois de la composition, qui vont justement être méconnues, oubliées sous le règne des Medici[4].

1. J. Burckhardt a très bien montré ce rôle des lettrés. (*La civilisation de la Renaissance en Italie*. Florence, 1876.)

2. Voy. le travail de M. Eug. Müntz : *Un Mécène italien au XVe siècle*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er nov. 1881.

3. Dans une conversation que rapporte Sacchetti. Voy. notre tome V, p 466, 467, note 1.

4. Voy. Crowe et Cavalcaselle, *A new history of painting in Italy*, I, 506; H. Delaborde, *Études sur les beaux-arts en France et en Italie*, I, 102; A. Bartoli, *I precursori del Rinascimento*, Flor., 1874; Fiorillo, *Geschichte der zeichnenden Künste von ihrer Wiederherstellung bis auf die neuesten Zeiten*, Gottingue, 1789-1808; Riepenhausen, *Geschichte der Malerei in*

Les derniers jours si troublés de la démocratie florentine n'avaient pas été, tant s'en faut, stériles pour l'art. Alors dominaient sans partage les disciples de Giotto. Bien des travaux, dont on fait honneur au xve siècle qui les termina, avaient été commandés, entrepris, parmi les confuses ou terribles agitations de la démagogie. En 1360, on reprenait ceux de Santa Maria del Fiore, depuis longtemps interrompus. En 1363, on y élevait, d'après les dessins d'Agnolo Gaddi, le monument de Pier Farnese. En 1366, on commençait, au Baptistère, le devant d'autel en argent qui ne fut terminé qu'en 1480. En 1371, Francesco de Volterre exécutait les fresques de Job au *Campo Santo* de Pise. En 1374, on décidait d'édifier la *loggia* des *lanzi* ou lansquenets, et, le 22 septembre de la même année, on en posait les fondements[1]. Si le nu était trop caché par les amples costumes, la magnificence de ceux-ci et celle des fêtes d'une cité où tous vivaient dans la rue, sous le soleil et le ciel bleu, fournissaient un aliment à l'art. Le nu même ne manquait pas autant qu'on peut le penser : il y avait à Rome, et probablement ailleurs, des courses d'hommes nus comme aux anciens jeux de la Grèce, des priapées comme aux cirques de l'empire romain[2], et les mœurs libidineuses des hommes de l'art ne permettent guère de croire qu'ils ne vissent pas le nu plus souvent que de raison.

Ce qui est sur le point de changer, c'est moins l'art que la condition de ceux qui s'y consacrent. Dans la

Italien nach ihrer Entwicklung, Ausbildung und Vollendung, Stuttgart, 1810 (inachevé) ; Schnaase, *Geschichte der bildenden Künste*, Dusseldorf, 1842-44.

1. Reumont, *Tavole cronologiche*. Sur la Loggia, voy. notre t. V, p. 461.
2. Taine, *Philosophie de l'art*, I, 170, 187. Paris, 3e éd., 1881.

vieille Florence, être architecte, sculpteur, peintre, c'était exercer *un* art, c'est-à-dire un métier, qu'on ne séparait pas des métiers mécaniques : les vernisseurs, par exemple, figuraient au livre des peintres. La différence des uns aux autres n'était que dans la durée de l'apprentissage, long d'ailleurs pour tous : douze années au XIVe siècle, selon Cennino Cennini [1].

Sous l'oligarchie, dans le calme relatif que faisait régner l'oppression, le goût des arts, en même temps que celui des lettres, se développe à Florence comme partout. Ce Niccolò Niccoli, qui aimait tant les livres [2], aimait aussi les tableaux, les sculptures, les objets d'art de tout genre. Sa maison semblait un musée toujours ouvert, comme sa bibliothèque [3]. Poggio pareillement aimait, recherchait les chefs-d'œuvre antiques, ceux surtout de la sculpture, mais pour ses propres jouissances bien plus que pour celles d'autrui ; il en ornait « son académie du Val d'Arno, où il voulait jouir du repos [4] ». Niccolò d'Uzzano, qui donnait beaucoup à l'église de Santa Lucia, avait voulu y avoir son portrait peint par Lorenzo de Bicci. Giovanni des Medici, père de Cosimo, commandait aussi à ce même peintre des portraits pour l'ancien palais de la famille [5]. Simultanément, les Pitti,

1. « Sappi che non vorrebbe essere men tempo a imparare », etc. ; Cennino Cennini, *Libro dell'arte o trattato della pittura*, cap. 104, dans Janitschek, *Die Gesellschaft der Renaissance in Italien und die Kunst*, p. 109, n. 67. Stuttgart, 1879.

2. Voy. sur sa bibliothèque, même chap., p. 236.

3. *Poggii Opera*, p. 276, dans Roscoë, ch. 9. Trad. t. II, p. 244, n. 2.

4. Poggio à Niccolò Niccoli, dans Roscoë, *ibid.* Roscoë publie (p. 245) la traduction de plusieurs passages d'une lettre de Poggio témoignant de sa passion pour les œuvres de la sculpture.

5. Ce palais, qui passa à Lorenzo, frère de Cosimo, fut appelé plus tard palazzo Ughi, puis divisé en plusieurs maisons. Il était contigu au palais commencé par Cosimo, achevé par les Riccardi, dont il porte encore le nom. Voy. Milanesi dans Vasari, éd. Lemonnier, in-12, t. II, p. 226, n. 1.

les Pazzi contribuaient par leurs riches commandes aux progrès de l'art.

Ce Lorenzo de Bicci, architecte et peintre, le plus soigneux, le meilleur d'un temps assez stérile[1], perpétuera la tradition giottesque au milieu de la nouvelle école, comme l'école byzantine s'était continuée au milieu des giottesques. Son petit-fils, Neri de Bicci, restera encore fidèle à cette tradition, quand elle sera délaissée[2]. Avant qu'elle le fût, et à côté de Lorenzo, un autre peintre s'attachait à imiter Giottino : c'est un des nombreux et obscurs Lippo qui figurent au livre de l'art[3].

Cette stagnation de l'art sous l'oligarchie tient à des causes diverses : le hasard économe de génies ; le dédain ou la négligence des érudits, tout entiers à leurs études et à leurs querelles philologiques, car Niccoli et Poggio, associant le musée à la bibliothèque, sont des exceptions. Les autres ne cherchent dans les débris antiques que des renseignements, et ils les y trouvent trop rares pour n'en pas détourner promptement les yeux. Quant aux papes, s'ils sont des Mécènes, ils ne le sont jamais à la fois pour les livres et les objets d'art[4]. Mais les encouragements n'ont point l'importance qu'on leur attribue : dès l'année 1423, les Medici ont entrepris d'illustrer leur nom par de dispendieuses bâtisses : ils

1. 1350? — 1420. Vasari, éd. Lem., in-12, t. II, 225-234. Les dates sont données par Milanesi qui avertit que cette vie est un tissu d'erreurs, et qui les relève dans ses notes.

2. C'est à Lorenzo de Bicci que Niccolò d'Uzzano s'adresse pour édifier son collège de la Sapience. Sur cet artiste, voy. outre Vasari, Ranalli, *Storia delle belle arti in Italia*, p. 121. Flor., 1845; Rosini, *Storia della pittura italiana*, II, 245. Pise, 1840; Rio, *De l'art chrétien*, I, 355. Paris, 1874; Delaborde, I, 104.

3. 1354 — vers 1410. Vasari, éd. Lem., in-12, II, 205-208 ; Ranalli, p. 122.

4. Voy. Eug. Müntz, *Un Mécène italien au* XVe *siècle*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er novembre 1881, p. 178.

faisaient relever, en grande partie à leurs frais, la vieille basilique de San Lorenzo incendiée, et, par leur ordre, en 1432, on y construisait les tombeaux de la famille. L'esprit ne soufflait pas encore. Lorsqu'il eut commencé de souffler, les Medici en profitèrent. C'est eux qui sont les obligés de l'art. Leurs bienfaits sont subordonnés à trop de caprices ou de calculs, et même, quoi qu'on en dise, trop parcimonieux pour avoir, beaucoup plus que d'autres, soutenu ou suscité les talents[1].

Ce fut le bonheur des Medici, comme l'honneur de Florence, que trois génies incomparables, formés sous le règne de l'oligarchie, dans la boutique de l'orfèvre, — selon l'usage d'alors, — illustrèrent la période suivante des chefs-d'œuvre de leur maturité. Brunelleschi (1377-1446), Ghiberti (1378-1455), Donatello (1386-1468), sculpteurs d'abord, deviennent architectes, sans être étrangers à la peinture[2] : le xve siècle ne séparait point les diverses branches, il fallait être universel. Ce n'en est pas moins la sculpture qui, pour la seconde fois, va régénérer l'art, par l'étude de l'antique, cet irrésistible courant qui entraîne tout le monde. L'art chrétien s'en

1. Cosimo pouvait bien mettre Filippo Lippi sous clef pour le forcer au travail (Fabroni, *Vita Cosmi*, textes, p. 157); mais dans une lettre à Giovanni des Medici qui lui avait fait une commande pour laquelle il avait laissé les travaux par lui entrepris à Prato, Lippi soutient que ce ne serait pas trop de 100 florins. Or il ne lui en a été avancé que 14, et il a grand peine à obtenir davantage (juillet 1457, dans Gaye, *Carteggio inedito d'artisti*, I, 175. Cf. Crowe et Cavalcaselle, II, 331).

2. On sait notamment que Ghiberti avait peint une chambre pour Pandolfo Malatesti à Rimini, et l'on se douterait, ne le sût-on pas, qu'il maniait le pinceau, rien qu'à voir sa sculpture. Quant à Brunelleschi, s'il n'a pas employé les couleurs, il s'était tant exercé au dessin, qu'il put enseigner beaucoup à Masaccio. Voy. Rosini, II, 246. — Brunelleschi était encore ingénieur : l'histoire est connue de ses chimériques travaux dans la plaine de Lucques, quoique Vasari, pour ne pas diminuer la gloire de l'artiste, s'abstienne d'en parler. Voy. notre tome VI, p. 340.

trouve donc relégué au second plan. On continue sans doute de bâtir, d'orner des églises, et l'on se trompe sur les Medici quand on prétend qu'ils voulaient détourner leurs compatriotes d'une religion qui impose la soumission aux pieds des puissants; mais des églises, il y en avait à tous les coins; ce dont on manquait, ce qu'il fallait édifier, c'était des palais, et ce qu'on voulait dans les palais, ce n'était pas des scènes de piété, c'était des chasses, des joutes, des aventures amoureuses ou mythologiques, qui rappelaient l'art ancien, trop longtemps oublié pour ne pas paraître la vraie nouveauté.

L'éducation des apprentis de l'art par l'orfèvrerie n'est point chose indifférente : elle explique la similitude de leurs talents et de leurs procédés. L'orfèvrerie, très en faveur depuis longtemps [1] chez un peuple où les riches particuliers formaient légion, fournissait à leur goût intelligent de la vaisselle, des armes, des piliers de lit, des revêtements de cheminée, des incrustations de buffets. En maniant le stuc, le bois, le marbre, les pierres fines, l'apprenti orfèvre s'habituait à accentuer les saillies, les délicates nervures, et, plus tard, devenu sculpteur ou peintre, se trouvait préparé à faire saillir les muscles quand la science de l'anatomie le permettrait, à conduire l'art dans ces voies de la réalité qui sont les bonnes, quand on ne s'y pousse pas jusqu'à l'excès justement condamné sous le nom de réalisme [2].

C'est après s'être formé la main et le goût chez l'orfèvre, comme l'esprit dans les conférences philosophiques,

1. Déjà Niccolò Pisano sculptait des figurines.

2. Voy. Cicognara, *Storia della scultura*, passim. Prato, 1823; Vasari, éd. Lemonnier, in-8°, II, 168, n. 1. Cf. Taine, *Voyage en Italie*, II, 134. Paris, 1880, 4e éd.

où s'agitaient les doctrines dantesques, qu'on vit Filippo Brunelleschi partir pour Rome. Y ayant étudié les vieux édifices, bien plus nombreux alors dans leurs ruines que de nos jours et même que du temps de Léon X, ayant compris les raisons de leur forme et de leur solidité, les divers systèmes de construction, les procédés pour mettre en œuvre les matériaux, il revint à Florence où il reçut mission de continuer cette œuvre gigantesque de Santa Maria del Fiore, entreprise jadis par Arnolfo de Cambio[1], et que Saint-Pierre de Rome a pu seul égaler. S'il imite l'art antique, s'il emprunte au Panthéon la coupole, Brunelleschi, en la doublant, en y substituant l'ogive au plein cintre, en augmentant ainsi la solidité des voûtes, dépasse ses modèles et se montre original. Rigoureux observateur des justes proportions, il réduit les ornements à n'être que l'accessoire, à accuser les saillies et les divisions. Payé à raison de trois florins par mois, durant quatorze années, il conduit à bonne fin cette œuvre dont on contestait avec passion la solidité possible, même la possibilité. Le temps a répondu, et le chef-d'œuvre est debout encore, jeune comme au premier jour. Michel-Ange, de son coup d'œil d'aigle, avait jugé dès lors qu'on ne pouvait faire mieux, et Cosimo envoyait Brunelleschi à Eugène IV, le disant assez courageux pour retourner le monde[2]. Parmi tant de doutes et de jalousies, il faut louer cette sereine sagacité.

1. Sur Arnolfo de Cambio, voy. notre t. III, p. 487, 488.

2. « Io mando a V. B. un uomo a cui, cosi è grande la sua virtù, basterebbe l'animo a rivolgere il mondo. » (Citation de Vasari, éd. Lemonn., in-12, III, 235, n. 2.) Sur cette œuvre capitale de Brunelleschi voy. *Metropolitana fiorentina illustrata*. Flor., 1820; Cesare Guasti, *la Cupola di S. M. del Fiore illustrata*. Flor., 1857, et *S. M. del Fiore*, 1887; Ranalli, p. 135-139; Rio, I, 312; Delaborde, I, 104; Forster, *Geschichte der italienischen Kunst*, III, 24-31. Leipzig, 1870.

Que Brunelleschi eût perdu ce que d'aucuns appellent le sentiment religieux, et qui n'est que la tradition de l'art hiératique des vieux âges, on n'en saurait douter. Églises et palais, il entreprend tout sur des modèles antiques : San Spirito, San Lorenzo, San Marco, l'abbaye située au pied de la montagne de Fiesole [1], le palais Pitti, qu'il ne poussa, faute de vivre assez, que jusqu'au premier étage, le palais Quaratesi, commandé par Jacopo des Pazzi, l'ennemi fameux des Medici [2]. Mais il a, comme Giotto, le goût des formes naturelles, et il sait choisir dans ces formes : il aime la simplicité dans le grand. On sait qu'il reprochait à Donatello ce christ qui n'était qu'un villain, et que, mis au défi de faire mieux, il réduisit son rival à s'avouer vaincu [3]. S'il a, comme on l'a dit, la tête dans les cieux, ses pieds touchent la terre, il améliore les pratiques de l'art, il enseigne aux mosaïstes en bois et en marqueterie les lois de la perspective [4]. Il a donc poussé l'art vers la vérité, vers la réalité des choses, et, en bâtissant des églises qui sont des temples, encouru, comme tant d'autres, le reproche d'être païen.

Reproche fondé assurément; mais les dévots, qui le réservent au XV[e] siècle, devraient bien l'étendre au XIV[e]. Les mœurs n'y étaient ni plus pieuses ni plus chastes, et si le sentiment de la religion y était moins rare, cette religion manquait de pureté. Les Scaligeri de Vérone,

1. Fabroni, *Vita Cosmi*, texte, p. 194. San Spirito, qui offre dans son ensemble et dans toutes ses lignes une harmonie peut-être sans pareille, fut commencé en 1433, terminé en 1451.

2. Le palais Quaratesi, primitivement des Pazzi, est situé dans la via del Proconsolo. Voy. Ranalli, p. 133; Rio, I, 314.

3. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 198, 246. On peut voir le christ de Brunelleschi à S. M. Novella. Celui de Donatello est à S. Croce.

4. Reumont, *Tav. Cron.*

les Este de Ferrare, les Della Polenta de Ravenne, les Malatesta de Rimini, les Visconti de Milan, Castruccio, Robert de Naples, Clément V aussi, en son lupanar d'Avignon, goûtaient, à l'égal des Medici, ces fameuses nudités mythologiques qu'on accuse d'avoir perdu l'art chrétien. Toute la différence fut qu'au XIVe siècle, les commandes en ce genre étaient rares : la mode n'y était pas encore. Si Giotto, d'humeur si gaie et si profane, ne traita que des sujets graves ou religieux, c'est qu'il ne peignait point uniquement pour le plaisir de peindre ; ses pinceaux étaient son gagne-pain. Il fallut la forte impulsion de la Renaissance pour provoquer les hommes de l'art à s'affranchir, par des études désintéressées, du goût dominant, et par là, peu à peu, à le transformer[1].

C'est précisément par cette fière indépendance que Brunelleschi sait agrandir, élargir tout ce qu'il touche. On n'en saurait dire autant de Lorenzo Ghiberti, qu'il est bien difficile de lui comparer. En 1420, ils avaient été nommés ensemble architectes de la coupole ; trois ans plus tard, Ghiberti se retirait, confessant ainsi son infériorité dans l'architecture[2]. C'est dans la sculpture qu'il paraît supérieur. Son bas-relief de concours pour les portes du Baptistère, mieux calculé pour le plaisir des yeux, obtint la préférence sur celui de Brunelleschi, qui était plus conforme peut-être aux vraies maximes de l'art[3]. C'est que Ghiberti, moins affranchi des pratiques

1. Voy. outre les ouvrages cités, Ruhl, *Denkmäler der Baukunst in Italien*. Darmstadt, 1821 ; Stieglitz, *Beiträge zur Geschichte der Ausbildung der Baukunst*, Leipzig, 1834 ; Lübke, *Geschichte der Architektur*, Leipzig, 1855 ; Amico Ricci, *Storia dell'architettura in Italia*, Modène, 1857.

2. Reumont, *Tav. Cron.*

3. Crowe et Cavalcaselle, II, 273. Ces deux bas-reliefs, représentant le sacrifice d'Abraham, sont au musée des *Uffizi*, nos 391 et 392.

de l'orfèvre, était plus propre aux petites figures d'un travail achevé[1].

Ces mémorables portes nous le montrent tout entier. Voulant imiter celle qu'Andrea Pisano avait conçue, exécutée selon les principes de l'école byzantine et italienne, — peu de détails, de simples indications, — il y apporte ses instincts de peintre[2], il cherche l'effet dans l'action plus que dans la perfection, et, avec son père Bartoluccio qui l'aide[3], il se restreint à un petit nombre de figures qui se détachent nettement du fond. Mais le succès de cette seconde porte lui ayant assuré la commande d'une troisième[4], il fit venir à grands frais de nombreux fragments grecs. Alors ses yeux s'ouvrent à une lumière nouvelle : il recherche le fini du travail, l'effet plastique, et il l'atteint au moyen de cette perspective qui déjà s'introduisait dans la peinture, mais que la sculpture ne connaissait pas. Ces petits carrés de la troisième porte sont autant de tableaux en relief, méthode qui n'a produit que ce chef-d'œuvre : peinture et sculpture ont chacune son domaine, elles ne gagnent pas à empiéter[5].

1. Benvenuto Cellini, introduction à son Traité de l'orfèvrerie; Rio. I, 347.

2. « L'animo mio alla pittura era in grande parte volto. » (Second commentaire de Ghiberti dans Vasari, éd. Lem., in-12, t. I, p. xxx.)

3. La seconde porte, finie en 1424, est mise en place le 19 avril de la même année en face du Dôme. On la mit plus tard au nord. Le poids en est de 34,000 livres; la dépense fut de 22,000 fl. d'or. Voy. Reumont, *Tav. Cron.*

4. La troisième porte, commandée à Ghiberti le 2 janvier 1425, ne fut mise en place que le 16 juin 1452. Voy. Reumont, *Tav. Cron.*

5. Baldinucci, *Opere*, *Delle notizie de' professori del disegno da Cimabue in qua*, Flor., 1768. Dec. I, part. 1, sect. 3. p. 1-50; Vasari, éd. Lem., in-12, III, 100, n. 1; Forster, III, 46-65; Ranalli, p. 153-159; Perkins, *Tuscan sculpture from its revival to its decline*; Crowe et Cavalcaselle, II, 274-276; Rio, I, 343; Rumohr, *Italienische Forschungen*, II, 230, 243; Leo, *Hist. d'Italie*, trad. Dauchez, II, 211. De cette différence entre les deux portes

Ghiberti s'obstina dans ce système, trop nouveau pour ne pas plaire[1]; il lui dut la vogue, la popularité[2] qu'il méritait par des titres plus solides. S'il n'est pas le chef de cette grande école qui ne croit pas déroger en regardant la nature, du moins il marque le point de départ : de sa boutique — le mot d'atelier est français et moderne, — sont sortis les maîtres qui ont pris la tête de ce mouvement, dans la sculpture Donatello, dans la peinture Uccello et Masolino. Ils feront ce qu'il n'a jamais fait, des œuvres entièrement profanes, quelquefois avec de nobles aspirations vers l'idéal[3].

Le troisième par l'âge, dans cette trinité admirable, si huit ans d'écart pouvaient entrer en ligne de compte, mais le premier par son action, c'est Donato, ou plus communément Donatello[4]. N'étant pas plus architecte que Ghiberti, il échappe comme lui à toute comparaison rigoureuse avec Brunelleschi, qu'il avait pourtant suivi à Rome. Dans cette ville, les œuvres de la décadence romaine n'avaient point développé en lui le sens du beau, dont aurait eu besoin son rude et fort génie, pour discerner ce qui, dans la nature, mérite d'être reproduit, et il avait bien le sentiment de sa faiblesse comme de sa

de Ghiberti résultent des divergences d'appréciation : Reynolds et Crowe préfèrent la seconde, Vasari et Rumohr la troisième. On sait que Michel-Ange déclarait celle-ci digne d'être la porte du paradis.

1. On retrouve ce système dans le monument de San Zanobi à S. M. del Fiore, dont il reçut la commission en 1439. Voy. Gaye, I, 543.

2. « Poche cose si sono fatte d'importanza nella nostra terra che non siano state disegnate e ordinate di mia mano. » (Second commentaire de Ghiberti, Vasari, éd. Lem., in-12, I, XXXVII.)

3. C'est se moquer de prétendre, comme le fait Rio (I, 347, 354), que l'idéalisme de Ghiberti fut cause qu'il n'obtint jamais la faveur des Medici. On lit dans Fabroni : « Hic quoque a Cosmo liberaliter atque honorifice tractatus multisque in rebus adhibitus fuit. » (*Vita Cosmi*, textes, p. 160.)

4. Au *Catasto* il figure sous ce nom : Donato de Niccolò de Betto Bardi. On peut voir sur Donatello le récent ouvrage de M. Müntz, *les Artistes célèbres*, *Donatello*. Paris, 1885.

force, lui qui disait à Brunelleschi : « A toi les christs, à moi les *contadini*[1]. » Mais son culte pour la nature était un premier et grand pas dans les voies de la Renaissance, car il faut connaître le prix des choses réelles avant de faire un choix. Capable, du reste, de modérer sa fougue et de représenter le calme à la manière antique, même quand un sujet tel que Judith semblait l'en dispenser[2], s'il est habile plus que personne à sculpter une figure[3], il sait aussi inventer, composer une histoire : témoin les bas-reliefs des deux chaires de San Lorenzo, exécutées sur ses dessins.

Rien ne frappe les imaginations autant que la hardiesse. Donatello devint donc aisément le favori du public et des Medici, échos plutôt que guides du sentiment général. C'est sous sa direction que Cosimo commença cette collection de sculptures antiques, noyau de la belle galerie qu'on estimait, à sa mort, vingt-huit mille florins[4]. C'est par lui surtout qu'il fait orner ses palais et ses villas, si bien que Donatello, sollicité d'autres travaux hors de Florence, ne put se résoudre à s'éloigner. Recommandé par Cosimo à son fils Piero, il en devint le familier. S'il a peu d'élèves directs, sa méthode prévaut jusqu'en ses excès, durant tout le siècle, et, au siècle

1. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 247.

2. Ce groupe de Judith, tiré du palais Medici en 1494, à la chute de cette famille, fut transporté sur la place de la Seigneurie avec cette inscription : *Exemplum salutis publicæ cives posuere.*

3. Voy. au campanile de S. M. del Fiore son fameux Zuccone (chauve), qui est le portrait de Barduccio Cherichini, grossier de près, superbe de loin, car il avait le juste sentiment des conditions nécessaires à observer pour produire l'effet. Voy. aussi ses autres chefs-d'œuvre, son David berger aux *Uffizi*, saint Georges, saint Pierre, saint Marc, à Or san Michele. On sait que Michel-Ange disait un jour, dans son admiration, à la statue de saint Marc : Pourquoi ne me parles-tu pas ?

4. Fabroni, *Vita Cosmi*, Doc., p. 231. Ce document a été reproduit par Roscoë, append. 70, trad. II, 470.

suivant, il a cette glorieuse chance d'être continué par Michel-Ange sans lui paraître sensiblement inférieur. Dans une collection de dessins de ces deux génies, Vincenzo Borghini a écrit en grec ces paroles : « Ou Donatello fait du Buonarroti, ou Buonarroti du Donatello [1]. »

Ces trois initiateurs si divers trouvèrent, de leur temps même, un continuateur habile et sage qui réunit en soi leurs mérites, tout en restant au dessous d'eux : c'est Michelozzo de Bartolommeo Michelozzi (1396?-1472). Disciple de Ghiberti [2], il associe son ciseau plus calme à celui de Donatello [3], et il finit par se consacrer à l'architecture, champ plus vaste de travail où il trouve pour modèle Brunelleschi. Il en porte la saisissante réforme au dehors, en Ombrie, en Lombardie, et jusqu'à Venise où il avait suivi Cosimo dans son exil. A lui bien plus qu'aux trois autres, les faveurs, les préférences. Ce sont ses plans que Cosimo adopte, moins parce qu'ils sont plus modestes que parce qu'ils seront plus promptement exécutés ; l'épicurien qui a fait la commande veut jouir de ses palais, de ses villas [4].

1. Η Δωνατὸς βοναῤῥωτίζει, ἢ Βοναῤῥωτὸς δωνατίζει. Voy. sur Donatello, Baldinucci, Dec. I. part, 1, sect. 3, t. III, p. 73-83; Vasari, éd. Lem., in-12, III, 243-260, et trad. Jeanron, II, 228; Crowe et Cavalcaselle, II, 276-282; Rio, I, 322-335; Rumohr, II, 243; Leo, II, 212; Forster, III, 65-82; Ranalli, p. 150-153; Runge, *Der Glockenthurm der Doms zu Florenz*, Berlin, 1857; H. Semper, *Donatello, seine Zeit und Schule (Quellenschriften zur Kunst*, t. IX, Vienne, 1875).

2. Gaye, I, 117 sq.; Vasari, éd. Lem., in-12°, III, 270, n. 2.

3. Voy. son saint Matthieu à Or san-Michele et son saint Jean-Baptiste aux *Uffizi*.

4. Machiavel regarde le palais Riccardi, commencé en 1430, achevé en 1440, comme digne d'un si grand citoyen, et les villas de Cafaggiolo, Careggi, Fiesole, Trebbio, comme dignes d'un roi : « Una nella città di quello essere che a tanto cittadino si conveniva... Tutti palagi non da privati cittadini, ma regii. » *Ist fior.*, l. VII, p. 103 B. Cf. Fabroni, *Vita Cosmi*, texte, p. 152; Reumont, *Tav. Cron.*

Une si constante faveur n'était point mal placée. Michelozzo fit faire un pas notable au grand art de l'architecture. Dans un temps où le goût public ne se plaisait qu'aux édifices qui laissaient une impression de force, comme les palais Pitti et Strozzi en leurs premières assises, il introduit dans les siens la belle et variée ordonnance de l'art antique, il en superpose les ordres élégants sans s'y asservir, sans donner moins de soin à la solidité de l'ensemble, aux commodes distributions de l'intérieur, ce besoin tout moderne[1]. En même temps qu'il fixe, au moins pour des années, l'architecture domestique et laïque, il se rend cher au clergé par la construction de couvents aussi habitables que ses maisons et ses palais[2], et c'est sur l'ordre du païen Cosimo qu'il les construit[3].

Cet art nouveau ou renouvelé trouve, dans le même temps, son théoricien. Leone Battista Alberti (1404-1472) écrit un traité *De re ædificatoria* qui circula manuscrit de son vivant, imprimé après sa mort[4]. D'ailleurs, il prêchait d'exemple comme de précepte; bien des ouvrages de lui sont restés célèbres, où la finesse et la naïveté prennent un caractère presque original[5]. Mais ce Florentin, aussi entendu aux lettres[6] et aux sciences

1. Voy., outre le palais Riccardi, le palais Tornabuoni, aujourd'hui Corsi.

2. De Michelozzo est la Bibliothèque de San-Giorgio à Venise, commandée par Cosimo, durant son exil, et à Florence le noviciat de Santa-Croce, San-Miniato, la Nunziata.

3. Vasari, éd. Lem., in-12°, III, 270-286; Reumont, *Tav. Cron.*; Ranalli, p. 146-147; Rio, I, 316-319; Forster, III, 32; Leo, II, 214.

4. En 1485. Ce traité a eu depuis bien d'autres éditions. Cosimo Bartoli le traduisit en 1550 et trouva beaucoup d'imitateurs. (Reumont, *Tav. Cron.*)

5. Fontaine de Trevi, palais Rucellai, chœur et tribune de la Nunziata, San-Andrea de Mantoue, San-Francesco de Rimini.

6. En langue vulgaire, voy. son livre *Della famiglia*, dont le troisième livre a fourni la matière de l'ouvrage de Pandolfini; en latin, sa comédie intitulée *Philodoxios* (1450) et signée *Lepidus comicus*, où fut pris Alde

qu'aux arts, travailla peu pour Florence. S'il en avait vu se rouvrir devant lui les portes par la volonté de Cosimo triomphant et tenu à rappeler les ennemis des Albizzi, il alla bientôt vivre et travailler hors de sa patrie, car il ne put se faire pardonner d'être le petit-fils de Cipriano Alberti, de ce citoyen qui avait dressé sa fière indépendance devant la tyrannie oligarchique[1]. Bon chien chasse de race, pensait le chef des Medici, et la disgrâce de ce pacifique, de cet universel génie n'est pas à son honneur[2].

Comme Michelozzo dans l'architecture, Luca della Robbia (1400-1482) aurait pu continuer dans la sculpture la grande tradition de leurs trois maîtres, lutter peut-être avec eux, si, après avoir montré sur le bronze la vivacité, la grâce de la jeunesse[3], il n'avait mieux aimé devenir chef d'école en créant une nouvelle branche de l'art. Dans sa carrière d'inventeur, il est encore tributaire de Ghiberti, dont la sculpture picturale l'amène à ces œuvres en terre cuite qu'il coloriait, sorte de compromis entre la sculpture vraie et l'ancienne peinture en émail, pour assurer la décoration des édifices par des œuvres durables, à quoi il réussit pleinement[4]. Ce

Manuzio qui la publia comme d'un ancien. (Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 52, n. 2, vie de L.-B. Alberti.)

1. Voy. notre t. VI, p. 18, 101, 107.

2. *Memorie e documenti inediti per servire alla vita letteraria di L. B. Alberti* (anonyme et sans date); G.-B. Niccolini, *Elogio di L. B. Alberti*, Flor., 1819; Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 52-66; Reumont, *Tav. Cron.*; Ranalli, p. 144; Capponi, II, 168; Forster, III, 33-39.

3. Voy. à S. M. del Fiore les portes de la sacristie auxquelles il travailla après Donatello, Michelozzo, Maso de Bartolommeo (1464), et un chœur d'anges au-dessous de l'orgue, d'une rare perfection.

4. Voy. ses deux ouvrages qui surmontent les portes des deux sacristies de S. M. del Fiore, ses médaillons emblématiques sur le mur extérieur d'Or San-Michele, son couronnement de la Vierge à l'église d'Ognissanti, une Madone au *Mercato vecchio*.

n'est là qu'un art secondaire; car, sans toucher à la question controversée de la polychromie, la terre pétrifiée, couverte d'un vernis contre les injures de l'air, ne laisse point paraître les finesses du travail; mais rien de plus propre à l'ornement. L'imitation de la nature y arrive jusqu'au trompe-l'œil, et c'est merveille de voir comment, dans des conditions très difficiles, le dessin correct de Luca, un peu froid comme celui de Ghiberti, son modelé ferme et savant comme celui de la plupart des Florentins, atteignent l'expression la plus vraie, la plus gracieuse, la moins maniérée. Il excelle, en un mot, au style monumental.

Ce n'est pas lui, c'est son école qui, exagérant son système, eut le tort de rivaliser avec la peinture. Et toutefois quand ses frères Ottaviano et Agostino, quand son neveu Andrea (1437-1528) travaillent avec lui, on ne peut toujours distinguer, dans leur œuvre commune, ce qui appartient à tel ou tel d'entre eux. Deux fils d'Andrea iront en France procréer une lignée de disciples qui seront Léonard Limosin, Pierre Courtois, Bernard de Palissy. Très répandu au XVI[e] siècle, cet art est d'ordre inférieur sans doute; mais il tient sa place, et il méritait une mention[1].

Les peintres en tiennent une bien plus considérable dans l'histoire de l'art. C'est qu'ils sont légion. C'est donc chez eux surtout qu'on voit à quel point l'étude de la nature prend les devants sur l'étude de l'antique, et devient, jusqu'en ses excès, la règle de toute une génération. L'excès seul, en effet, c'est-à-dire le dédain de

1. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 59-75; trad. Jeanron, II, 54; Rumohr, II, 292; Leo, II, 577; Forster, III, 82-90; Rio, I, 427; Ranalli, p. 159-161; Cavallucci et Molinier, *les Della Robbia, leur vie et leur œuvre*. Paris, 1884.

tout choix, est alors une nouveauté. Landino et Alberti n'accusaient-ils pas déjà le giottesque Stefano d'être le singe de la nature[1]? Un vieux peintre, dont on ne parle guère, marque la transition, est comme l'anneau oublié d'une chaîne qui paraît rompue sans l'être, car en rien, on le sait, la nature ne fait de sauts.

Ce peintre, c'est Giuliano d'Arrigo, dit Pesello (1367-1466). En 1390, il travaillait, avec Agnolo Gaddi, au monument de Piero Farnese. En 1419, il voyait les plans de Brunelleschi pour la coupole de la cathédrale préférés aux siens[2]; mais, dès l'année suivante, il était nommé substitut de son rival, pour le cas où celui-ci viendrait à mourir ou à renoncer. Son nom n'apparaît au livre des peintres qu'en 1424, et il vécut assez pour obtenir les faveurs de Cosimo devenu puissant[3]. Chez lui comme chez son petit-fils Francesco, dit Pesellino (1422-1457), qui le continue, on trouve la trace des innovations qu'accomplissaient à côté d'eux des hommes plus jeunes et supérieurs par le talent. Ces portraits, que le goût du temps introduira si volontiers dans toutes les peintures, ils sont déjà dans celles des Peselli, preuve qu'ils ont substitué l'imitation de la nature aux fantaisies nobles, mais moins étudiées, de l'âge précédent. Ainsi, ce sont des giottesques qui produisent les premiers, au XV[e] siècle, quoique timidement et sans génie, cette innovation qui, le génie inspirant et conduisant la hardiesse, va transformer l'art[4].

1. Voy. notre tome V, p. 449 et n. 3.
2. Voy. Ces. Guasti, *la Cupola*, etc., p. 25-26.
3. Cosimo lui avançait de l'argent pour marier une de ses filles. *Giornale storico degli archivi toscani*, 1862, p. 31; Crowe, II, 356.
4. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 180-183; Crowe et Cavalcaselle, II, 358, 359, 365. — Ces deux auteurs anglais, qui ont écrit après les Milanesi,

Le premier grand pas après les Peselli, c'est Masolino de Panicale qui le fait (1383-1447). Ce n'est pas, à vrai dire, sans une perte sensible : Masolino néglige les grandes lois de la composition, que suivaient les giottesques. Moins varié qu'eux, il ne s'attache pas, comme eux, à grouper les figures ; mais il a moins de sécheresse et de crudité. A la réalité sans choix, conquête de ses devanciers, il ajoute le clair-obscur, sa conquête à lui, une vraie révolution. Il y ajoute la perspective, l'entente du relief, du mouvement, des raccourcis, de l'expression, de la pureté classique, dont il est redevable aux modèles de Ghiberti [1], comme à ceux qu'il vit dans un voyage à Rome. Était-il coloriste? on ne sait, car ses couleurs sont effacées [2]; mais Starnina, son maître à cet égard, passait pour le plus grand coloriste du temps [3], et Parri Spinelli, son élève, faisait bien, lui aussi, puisque, selon Vasari, on ne pouvait faire mieux [4]. Masolino a, en outre, une douce harmonie de tons, avec de hardis contrastes d'ombre et de lumière, en quoi il est comme un précurseur de Léonard, de Giorgione, du Caravage, de Titien [5].

éditeurs de Vasari, corrigent sur ces peintres, qu'ils ont beaucoup étudiés, les erreurs de cette excellente édition. Cf. Forster, III, 135. Sur Pesellino, voy. Baldinucci, Dec. VI, part. 2, sect. 3, 2, t. IV, p. 29-31. Nous renvoyons une fois pour toutes à *l'Histoire des peintres de toutes les écoles,* par Ch. Blanc, au volume notamment intitulé *Ecole florentine.*

1. Vasari (éd. Lem., in-12, III, 135) fait de Masolino l'élève de Ghiberti, mais la critique contredit aujourd'hui cette assertion. Voy. Milanesi, éd. in-8° de son Vasari, II, 264, n. 1.

2. Les seules œuvres que nous ayons de Masolino sont de 1405.

3. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 135, n. 2. Sur Gherardo Starnina (1354-1408 ?) voy. Vasari, éd. Lem., in-12, II, 200-204.

4. « Non si può desiderar meglio, ed i colori suoi non hanno paragone. » (Vasari, éd. Lem., in-12, III, 145.) Cf. Ranalli, p. 163-164; Forster, III, 141.

5. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 135-143; Rosini, II, 249-251; Ranalli, p. 163; Rio, I, 371; Crowe et Cavalcaselle, II, 506; Forster, III, 151.

Plus d'une fois déjà, nous avons prononcé le nom de la perspective, cette profondeur idéale qui est l'application des mathématiques à l'art. C'est qu'elle est le grand souci du temps et qu'on y veut réussir mieux que par le passé. Brunelleschi en enseignait déjà les éléments ; Ghiberti l'introduisait dans les bas-reliefs ; Masolino n'y était pas indifférent. Un zèle ardent à ce progrès suffit pour transformer en initiateur un simple « garçon de boutique » chez Ghiberti[1]. Il se nommait Paolo de Dono, et on le surnommait Uccello, parce qu'il excellait à peindre les bêtes, surtout les oiseaux (1397-1475). Il vit dans la perspective la réforme du dessin qui, pour lui comme pour les Grecs, était le principal de l'art ; il y vit la proscription de ces figures fixes, mornes, glacées, de ces membres grêles et inertes, de ces pieds battant dans le vide dont nul jusqu'alors n'avait su s'affranchir. Il n'est pas un peintre, il est un savant qui peint. Ses contemporains eux-mêmes n'étaient que médiocrement satisfaits de ses œuvres, et, au besoin, les lui faisaient recommencer[2]. Sa peinture monochrome était monotone, et, quand il essayait de la polychromie, il faisait des paysages bleus et des villes rouges[3]. Son dessin même, où il concentre tous ses soins, manque de correction comme d'élégance, et force la nature. On ne saurait imaginer rien de moins giottesque[4]. On lui passa tout.

1. En 1407. Voy. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 87, n. 1. — On connaît sa réponse à sa femme qui l'invitait à prendre quelque repos : « Si tu savais comme la perspective est douce ! »

2. Ainsi son Hawkwood équestre de S. M. del Fiore (1436), « quare non est pictus ut decet ». (Gaye, I, 536 ; Vasari, éd. Lem., in-8°, II, 212 et note 2.) Uccello s'était engagé à donner à cette peinture l'apparence d'une statue équestre sur son piédestal. L'illusion ne parut pas suffisante.

3. Voy. son histoire des pères du désert à San Miniato.

4. Voy. le cloître de S. M. Novella.

C'était un enivrement de voir la perspective appliquée aux fonds, aux figures, aux raccourcis, de voir fuir un fossé, une allée, les sillons d'un champ labouré, de mesurer la distance entre deux personnages, de comprendre comment pouvait paraître si petit un homme couché les pieds en avant. C'est qu'on ne voulait plus de symboles, d'hiéroglyphes ; on exigeait que la forme vînt en aide à l'idée ; on tenait enfin qu'il faut reproduire la nature, et qu'embellir, comme enlaidir la vie, c'est la falsifier [1].

Cosimo partageait l'engouement de ses contemporains. Tandis qu'un obscur marchand, Torino Baldese, faisait exécuter par Uccello, à Santa-Maria Novella, édifice public, une histoire de la Genèse, il employait ce même peintre et son ami Daniello ou Dello, plutôt décorateur, à orner les diverses chambres de son palais, édifice privé [2]. Des deux amis, Dello l'emporte peut-être au maniement du pinceau ; mais qu'il est loin d'occuper la même place qu'Uccello dans l'histoire de l'art ! C'est peut-être qu'il se laissa attirer en Espagne, où il n'a jamais fait bon se confiner [3].

Uccello a pu beaucoup par son zèle d'apôtre ; mais il n'est pas un solitaire, un météore. D'autres, auprès

1. De là ce goût pour les portraits. On peut voir au Louvre un petit tableau d'Uccello qui le représente lui-même avec Giotto, Brunelleschi, Donatello, Manetti, etc. Ce tableau a été acheté en 1847 à la vente Stevens, pour 1,467 fr. Vasari, éd. Lem., in-8°, II, 215, et note de la p. 216.

2. Vasari parle avec admiration des sujets du règne animal et végétal dont Uccello avait orné le palais de Cosimo. (Ed. Lem., in-12, III, 91.) A Dello, Cosimo avait commandé une chambre entière, avec ses caissons, lits, corniches, etc. Sur ce peintre, né en 1404, et qui vivait encore en 1455, voy. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 46, 54, 91 ; Rosini, II, 244 ; Ranalli, p. 119-121 ; Rio, I, 355.

3. Sur Uccello, voy. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 87-90 ; Baldinucci, Dec. II, part. I, sect. 4, t. III, p. 122 ; Roscoë, c. 9, trad. t. II, p. 226 ; Rosini, II, 247 ; Ranalli, p. 123 ; Crowe et Cavalcaselle, I, 519, II, 285 ; Delaborde, I, 104 ; Taine, *Voyage en Italie*, II, 137-140.

de lui, marchent dans les mêmes voies, en même temps qu'ils acclimatent à Florence la peinture à l'huile. Ce procédé nouveau était connu dès le XIVe siècle, puisque Cennino Cennini en parle dans son traité de la peinture, mais contesté encore jusqu'à la fin du XVe siècle, puisque Ghirlandajo préfère encore peindre à la détrempe, au blanc d'œufs. Domenico de Venise, Andrea del Castagno ont remarqué combien l'huile est préférable pour reproduire exactement la nature, comme pour assurer la durée aux œuvres de leur art, et ils l'emploient, ils en répandent l'usage sur les bords de l'Arno [1]. Domenico, quoique Vénitien, peut être rangé dans l'école florentine. Cosimo goûtait fort sa personne et son talent [2]. Quant à Andrea del Castagno (1390-1457), appelé de son Mugello par Bernardo des Medici, il gagna le cœur et les ducats de Cosimo en peignant, pendus par les pieds, les chefs vaincus de l'oligarchie, d'où son nom d'*Andrea degl' impiccati*, André des pendus.

Pour cette besogne de parti, il était désigné d'avance par son talent alors sans pareil à représenter fidèlement la figure humaine : il est de ceux qui aimaient à mettre partout des portraits. Représente-t-il les apôtres ? on reconnaît parmi eux Rinaldo des Albizzi, Puccio Pucci, Antonio de Vieri, dit Farganaccio, ce *sensale* ou courtier à l'art du change qui avait joué un rôle dans la captivité de Cosimo [3], et jusqu'à lui-même sous les traits de Judas

1. Il faut espérer qu'on ne reproduira plus la fable du meurtre de Domenico par Andrea, jaloux de lui dérober le secret, qui n'en était plus un, de la peinture à l'huile, Andrea étant mort quatre ans avant Domenico, comme les frères Milanesi en ont fourni la preuve dans leur dernière édition de Vasari, éd. Lem., in-8, II, 688.

2. Crowe et Cavalcaselle, II, 313, 317 ; Rosini, III, 123 ; Forster, III, 145.

3. Voy. sur le vrai nom de Farganaccio Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 150; sur son rôle, notre t. VI, p. 399.

Iscariote, ce qui n'était pas précisément d'un bon chrétien [1]. Les physionomies qu'il peint sont rudes, désagréables, tournent à la caricature tant elles grimacent, tant le dessin est irrégulier et le coloris livide, peu humain. Il tient par là de Pesellino, comme de Donatello par la force et d'Uccello par la perspective, par la hardiesse des raccourcis [2].

En somme, il a étudié la nature, il a du style, et il est chef d'école, d'une école, il est vrai, qui est déjà la décadence, qui abusera du réalisme, qui l'abaissera plus que n'avait fait Uccello, qui ignorera l'art de transformer les corps réels en beaux corps par les variétés du mouvement et de la physionomie, par les courbes gracieuses et les proportions idéales, qui représentera l'homme si bosselé de muscles que Léonard le trouve semblable à un sac de noix, mais qui montrera du moins qu'elle connaît les muscles, qu'ignorait Giotto, et qu'elle sait attacher solidement les membres à des troncs solidement établis [3]. Andrea del Castagno vit dans un temps où de bien plus grands maîtres donnent de bien meilleures leçons; mais les siennes sont plus faciles à suivre : il endoctrine donc Andrea del Verrocchio et les Pollajuoli, après cet Alesso Baldovinetti, qui, dans son réalisme sec et cru, fait ressortir les moindres mousses sur les pierres, les nuances diverses de verdure sur les deux côtés des feuilles, les grosses mains, les larges pieds des *contadini* qu'il prend pour modèles. Art inférieur sans

1. Rio, I, 391.

2. Baldinucci et Lanzi font d'Andrea l'un l'élève, l'autre l'imitateur de Masaccio. Il n'y a d'autre fondement à cette assertion que la possibilité pour lui d'avoir étudié la chapelle Brancacci, puisqu'il mourut après Masaccio, qui était plus jeune.

3. Sur Andrea del Castagno voy. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 139-151; Baldinucci, Dec. III, part. 1, sect. 5, t. III, p. 195-203; Forster, III, 148.

aucun doute ; mais comment en parlerait-on avec dédain, puisque Baldovinetti fut le maître de Ghirlandajo, qui le devint de Michel-Ange[1] ?

Parallèlement et comme par contraste, plus que par opposition, le vieil art hiératique, renouvelé de Byzance, trouvait, au fond des cloîtres, un regain de fortune. Les chefs des ordres religieux aimaient à avoir sous la main leurs peintres pour enluminer leurs livres de chœur et leurs missels, pour décorer les vastes et nues murailles de leurs couvents et de leurs églises. C'est pourquoi ils essayaient leurs moines à ce travail et y consacraient les mieux doués. Ces enlumineurs, ces décorateurs sous le froc reproduisaient incessamment les miniatures du moyen âge qu'ils avaient devant les yeux, dans leurs sacrés manuscrits. Ils en suivaient les procédés naïfs et gauches, les couleurs claires et brillantes. Que le hasard donne talent ou génie à quelqu'un d'entre eux, et l'on aura le système de la miniature agrandi, perfectionné, mais toujours reconnaissable. En cessant d'être hideux, cet art est resté byzantin[2].

On y veut voir une école nouvelle, l'école « mystique », qu'on oppose à l'école « réaliste » ou « naturaliste ». Les mystiques, en peinture, sont une mystification. Ils se proposent, dit-on, de représenter l'invisible, comme si l'objet de la peinture, Poussin l'a dit, n'était pas le visible ! Point d'école, d'ailleurs, sans disciples groupés autour d'un maître, s'attachant à ses enseigne-

1. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 101-107 ; Baldinucci, Dec. III, part. 1, sect. 5, t. III, p. 185-189 ; Roscoë, c. 9, trad. t. II, p. 236 ; Rosini, III, 16 ; Ranalli, p. 248 ; Rio, I, p. 424 ; Crowe et Cavalcaselle, II, 372-374. Il est assez curieux que Rio (I, 401) veuille rattacher ce réaliste à l'école mystique.

2. Voy. Rumohr, II, 310 ; Leo, II, 579.

ments, reproduisant ses exemples. C'est ce qu'on trouve à Florence parmi les « réalistes » ; mais des « mystiques », on en a trouvé à Venise, à Milan, à Sienne, en Ombrie, qui ne se sont jamais vus, dont quelques-uns sont antérieurs à leurs prétendus maîtres. C'est affaire de sentiment personnel ou même de métier. Les « naturalistes », quand ils ont reçu commande d'un tableau de piété, le savent faire religieux, sauf qu'ils ne se croient pas tenus de peindre les hommes laids. Brunelleschi n'avait-il pas osé faire le Christ beau[1]? Qu'un peintre du cloître s'avise d'introduire la beauté dans les miniatures élargies, entre les deux courants il n'y a plus d'abîme. Ainsi vont les choses à Florence et ailleurs : le vieux Chelini représente, au Bigallo, la croisade prêchée en 1290 par Pierre martyr contre les Florentins[2] ; Lorenzo le camaldule est un miniaturiste giottesque, sauf qu'il lui manque de savoir composer[3]; Gentile de Fabriano se fait un nom dans sa patrie[4] ; Guido de Fiesole (1387-1455), en religion Fra Giovanni, et, presque aussitôt après sa mort, peut-être auparavant, Fra An-

1. C'est Rio qui est, en France, le glorificateur de l'école mystique. Jeanron et Leclanché, dans les commentaires de leur traduction de Vasari, ont vivement combattu sa doctrine. Voy. t. VII, p. 281-287.

2. Omis par Vasari, Chelini a été mentionné par Rumohr avec des éloges exagérés. Rio (I, 357-359) avoue que ce qu'il y a de plus intéressant dans sa peinture du Bigallo, c'est le sujet.

3. Lorenzo le camaldule, dont on ne sait ni quand il naquit, ni quand il mourut, mais dont la première mention comme peintre est de 1410, rappelle Agnolo Gaddi, Spinelli d'Arezzo ; tel de ses tableaux, à l'Académie des beaux-arts ou aux *Uffizi*, a pu être attribué à Giotto, à Taddeo Gaddi. Voy. Vasari, éd. Lem., in-12, II, 209-217; Rosini, II, 242; Rio, II, 280; Crowe et Cavalcaselle, I, 551-553 ; Forster, III, 137.

4. Gentile de Fabriano, né vers 1370, mort vers 1450. Il fut le maître de Jacopo Bellini et dut avoir quelque influence sur les deux fils de ce dernier, Giovanni et Gentile. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 152-168; Rio II, 180; Ranalli, p. 169; Crowe et Cavalcaselle, III, 96. Baldinucci (Dec. IV, part. 1, sect. 6, t. III, p. 221) appelle Gentile de Fabriano disciple d'Angelico ; mais il ajoute qu'il florissait en 1425.

gelico, Fra Beato Angelico, les dépasse tous de cent coudées[1].

Né d'un obscur habitant du Mugello, formé à l'art, dans l'ombre du cloître, par l'assidue contemplation des missels et manuscrits enluminés, comme par les conseils d'un certain Père Giovanni, dès le premier jour qu'il tient un pinceau, il a fixé sa manière. S'il l'élargit, c'est que l'exode de son couvent, quand Florence s'est déclarée pour Alexandre V contre Grégoire XII, l'ayant transplanté à Foligno (1409), puis à Cortone (1414), le met, au sanctuaire d'Assise, en face des fresques de Stefano et de Giottino. Il y apprend à faire des diptyques, des tabernacles, sans rien changer, d'ailleurs, à ses personnages d'expression religieuse et touchante, mais roides, hiératiques, sans anatomie ni modelé. Comment voudrait-il se modifier, si c'est Dieu, comme il en est convaincu, qui dirige sa main? Peintre des élus et du paradis dantesque, qu'il devait avoir visité, disait Michel-Ange, avec permission d'y choisir ses modèles, il est moins habile à peindre les réprouvés, qui sont parfois des moines, des cardinaux, des papes; il est bien inférieur, dans l'enfer, à Luca Signorelli, à Rubens, surtout au grand Buonarroti[2]. Invariablement doux, il donne, dans son *Massacre des Innocents,* de la douceur,

1. Le P. Domenico de Corella, prieur de S. M. Novella en 1483, a écrit un poème héroïque où on lit :

> Angelicus pictor quam finxerat ante, Johannes
> Nomine, non Jotto, non Cimabove minor.

Ainsi, trente ans après sa mort, on l'appelait couramment Angelico. Voy. le P. Marchese, *Memorie dei più insigni artefici domenicani,* I, 199, n. A; Crowe et Cavalcaselle, I, 566, n. 2.

2. Voy. à l'Académie des beaux-arts, de Florence, son *Jugement dernier.*

de la bonté aux visages des bourreaux. Il vit dans un monde à lui, qu'il peuple de saints, en rien semblables à ses contemporains perfides et corrompus[1].

Mais de retour à Fiesole (1418) et bientôt établi, avec les dominicains ses compagnons, au couvent de San-Marco par Cosimo, jaloux de désarmer leur opposition (1436), s'il est resté miniaturiste, on voit bien qu'il est devenu giottesque. Négligent et incorrect, comme les giottesques, quand il figure les extrémités du corps humain, il sait, comme eux, couvrir avec aisance de vastes espaces[2]. Il s'éclaire de Giotto et il épure Orcagna. Cet ascète, qui ne prend pas son pinceau sans murmurer une prière, qui ne peint pas un Christ sans que son visage se couvre de larmes, cherche pourtant et trouve dans la nature ces types vivants et doux qu'il nous a transmis en les corrigeant. Il tient donc, dans une certaine mesure, des giottesques, qui sont déjà le passé, et des naturalistes, qui sont le présent, l'avenir. Il rappelle Masolino, tout en lui étant fort supérieur. Comment ne le serait-il pas, s'il soutient la comparaison avec les plus grands génies! Au Vatican, si Michel-Ange l'emporte par la force et Raphaël par la forme, Angelico est sans rival pour le sentiment religieux. On peut l'admirer encore après avoir admiré les deux autres. Les premiers Medici, qui ne pouvaient faire cette comparaison instructive, eurent du moins le mérite, malgré leur goût pour le naturalisme, de ne pas mécon-

1. Marchese, I, 224-226; Delaborde, I, 104-115; Rio, II, 288-303; Ranalli, 167-169; Rumohr, II, 257; Leo, II, 212; Crowe, I, 573.

2. Voy. les panneaux pour la Nunziata qui ont passé à l'Académie des beaux-arts (nos 11-24), représentant des scènes de la vie du Christ; ses belles peintures de la salle du Chapitre à San Marco, etc.

naître cet idéaliste, et de le protéger comme ils protégeaient Andrea del Castagno[1].

S'ils étaient les naturalistes exclusifs qu'on prétend, n'auraient-ils pas accordé leur faveur à cet étonnant Masaccio, qui est alors le grand rénovateur de l'art? Or ils le négligent, quoique Masaccio, ayant appris à Rome le retour de Cosimo, se fût empressé de revenir à Florence[2]; quoique ce provincial de San-Giovanni au val d'Arno fasse la réforme matérielle de l'art, comme Cimabue et Giotto en ont fait la réforme morale; quoiqu'il mette la pratique à la hauteur de l'intention; quoiqu'il transforme ou améliore les procédés pour atteindre le but, qui est le retour à la nature. A proprement parler, il n'est pas un novateur, il est un collecteur; il s'approprie les conquêtes de ses devanciers : il a pris de Masolino la tendresse mélancolique; de Brunelleschi ce sens rare et exquis de représenter les choses comme elles sont d'ordinaire, non par exception; d'Uccello les lois de la perspective. Mais comme il est un collecteur de génie, il fait de tout ce qu'il combine un ensemble harmonieux, et il pousse en avant, il accomplit un progrès. Sa perspective, à lui, combine savamment les lignes avec le jeu de la lumière et fait merveilleusement ressortir les raccourcis, les colonnades qui se perdent dans

1. Vasari, éd. Lem., in-12, VI, 25-44; Baldinucci, Dec. II, part. 1, sect. 4, t. III, p. 89-101; Ranalli, p. 167-169; Rosini, II, 253-258; Rio, II, 288-304, 393; Delaborde, I, 104-117; Taine, *Voyage en Italie*, II, 152; Crowe et Cavalcaselle, I, 573-579, 595; Rumohr, II, 257; Leo, II, 212; Forster, III, 188-215; Marchese, I, 247; du même, *San Marco, convento dei padri predicatori in Firenze*, avec la Vie d'Angelico, Flor., 1850; E. Breton, *Fra Angelico et ses fresques* (*Revue de l'art chretien*, oct. 1859); Cartier, *Vie de Fra Angelico da Fiesole*, Paris, 1857.

2. «Ut Cosmum ab exsilio revocatum audivit, Roma Florentiam rediit.» (Fabroni, *Vita Cosmi*, texte, p. 156.) Vasari a écrit que Masaccio était « molto aiutato e favorito » de Cosimo (Ed. Lem., in-12, III, 158); mais cela n'est plus admis aujourd'hui. Voy. Rio, I, 379.

le lointain. Ses personnages baignent dans l'atmosphère qu'Uccello avant lui ne sait pas, que Mantegna après lui ne saura point rendre. Dans l'art, déjà moins roide et plus familier qu'au XIVe siècle, il introduit le goût du mouvement et de la vie, sans cesser de s'appuyer au passé : il se rattache à Giottino, c'est-à-dire aux principes de Giotto. Giottesque par la transparence du coloris comme par sa médiocre intelligence des détails de la forme, il dépasse les disciples et le maître par l'heureuse combinaison de la lumière et des ombres, par un choix judicieux entre les modèles que fournit la nature, par un tact délicat pour supprimer ou subordonner l'accessoire, par les moyens qu'il a trouvés d'indiquer les proportions, les distances, la gradation des plans rapprochés ou lointains, et, derrière les couleurs de la surface, la profondeur et la plénitude, la chair et les os. Dessinateur d'un grand style et coloriste magique, il a du peintre les deux qualités suprêmes. Il continue Giotto avec l'énergie et l'audace d'un Donatello exempt d'exagération ; lui-même il trouvera des continuateurs dans Andrea del Sarto et Correggio. Pour rendre cette chaîne solide, après Giotto et Orcagna, c'est assurément Masaccio qui a fait le plus. D'autres génies viendront ensuite, plus grands que le sien sans aucun doute ; mais le pas, cela est certain aussi, est bien plus marqué de Giotto à Masaccio que de Masaccio à Raphaël : de Giotto vient la renaissance de la peinture, et de Masaccio son pas le plus décisif vers la perfection. Celui-ci n'est pas plus grand que celui-là, et cependant il fait mieux ; de même que l'homme dont parle Pascal, qui, perché sur les épaules de plus grand que lui, voit plus loin[1].

1. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 159-191 ; Baldinucci, Dec. III, part. 1,

On a beaucoup dit que Masaccio fut un précurseur méconnu pendant un demi-siècle. Rien n'est moins vrai, sauf en ce qui concerne Cosimo. Leone Battista Alberti met cet étonnant génie sur le rang de Brunelleschi, de Ghiberti, de Donatello, de Luca della Robbia[1]. Quand fut ouverte, dans l'église du *Carmine,* cette chapelle des Brancacci qu'il avait décorée en grande partie, la sensation fut profonde, les fresques d'Angelico furent abandonnées, et Angelico lui-même, dans la candeur de sa belle âme, suivit le torrent, vint se mettre à l'école de son heureux rival, — heureux si on peut l'être quand on meurt en pleine gloire à vingt-six ans, — et rapporta de cette étude, pour ses œuvres nouvelles, plus de vivacité, de fierté, de grandeur. Au reste, l'injustice de l'engouement ne fut pas de durée : Vasari, parlant le premier au nom de la postérité, devait bientôt remettre en honneur ce moine qui égale Giotto et surpasse Masaccio par la grâce et l'élégance, par la pure expression du sentiment religieux. Giottesques tous les deux, chacun dans sa direction, supérieurs aux giottesques par l'inspiration ou les procédés, si l'on pouvait les fondre ensemble on aurait Giotto, tel qu'on conçoit qu'il eût été, vivant au xv[e] siècle. Mais il y a entre eux cette différence, qui importe à l'histoire florentine, qu'Angelico n'aura de disciples que sur le sol de l'Ombrie, des disciples qui tiennent peu de place dans l'histoire de l'art et dont les ouvrages ont même disparu[2], tandis que tous

sect. 5, t. III, p. 149 ; Ranalli, p. 164-168, 268-269 ; Crowe et Cavalcaselle, I, 519-549 ; Jeanron et Leclanché, I, 491, II, 137-142 ; Rio, I, 374 ; Delaborde, I, 96 ; Taine, *Philosophie de l'art,* I, 16-25 ; *Voy. en Italie,* II, 136, 142-146 ; Forster, III, 151-188.

1. *Traité de la peinture.* Rio (I, 375) le reconnaît, quoiqu'il soit de ceux qui accusent Masaccio d'avoir, par son naturalisme, fait dévier l'art.

2. Par exemple, Zanobi Strozzi, Domenico de Michelino.

les bons peintres subséquents, dont le talent se forme et s'épanouit à Florence, procèdent de Masaccio, de sa mémorable chapelle, le plus grand monument de la peinture italienne jusqu'aux *Stanze* de Raphaël, les chefs-d'œuvre qui font définitivement entrer dans l'art religieux le sentiment du vrai, de l'humain[1].

Assurément Filippo Lippi (1406?-1469) n'a pu être disciple de Masaccio[2], et il l'a été certainement d'Angelico, qui fut au moins son premier modèle[3]; mais, l'ayant comme tant d'autres abandonné par la suite[4], il s'était si vite et si bien pénétré de la nouvelle manière, qu'on disait que l'âme de Masaccio était entrée dans le corps de Fra Filippo[5]. Ce carme, qui a jeté son froc aux orties, fait moins pour le progrès de l'art que n'ont fait les Peselli, Uccello, Domenico de Venise, Andrea del Castagno; mais il évite les vulgarités des premiers réalistes; il vient après Masaccio pour la distribution parfaite et l'arrangement; il supplée à ce qui lui manque par le mouvement, la vie, la grâce, le charme du coloris, la sensibilité, parfois même la grandeur, car il n'est jamais plus à l'aise que dans les vastes fresques qui

1. Voy. Vasari, éd. Lem., in-12, III, 162; Rio, II, 132; Delaborde, I, 119, 124; Ranalli, p. 167-169; Crowe et Cavalcaselle, I, 564, 568.

2. Fra Filippo Lippi n'apparaît qu'en 1420, comme peintre, sur le livre du Carmine, où il était moine, et en 1432 il disparaît de ce livre, sans doute à cause de ses aventures. Si beaucoup de celles-ci sont controuvées (voy. les preuves dans Vasari, éd. Lem., in-8°, II, 615, n. 1; Crowe et Cavalcaselle, II, 323), on ne peut nier qu'âgé de cinquante ans, il enleva la novice Lucrezia Buti. (Vasari, éd. Lem., in-8°, II, 637, et, à la suite, le commentaire des Milanesi.)

3. Sa *Nativité* de l'Académie des beaux-arts, n° 26, salle des petits tableaux, a été attribuée à Angelico. Voy. Rio, I, 383.

4. Crowe et Cavalcaselle (II, 335) attribuent à Peselli la *Nativité* qui, au musée du Louvre, est attribuée à Lippi. Cela marque le passage de Lippi à sa seconde manière.

5. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 116.

demandent de l'action[1]. Il élargit la manière de Masaccio : aux fonds d'architecture, aux jeux de perspective savants, mais roides, il substitue des fonds de paysage, des sites champêtres riants, variés, trop finis peut-être, en tout cas si beaux qu'ils font oublier les personnages du premier plan et permettent de voir en lui le principal paysagiste des écoles italiennes, le seul qui rivalise avec les Flamands. Il plaît tant à l'œil, et même à l'esprit, que, pour ne pas exagérer son mérite[2], on doit dire qu'il en eut moins à améliorer un art déjà excellent, que Masaccio à en réformer un encore fort défectueux[3].

Trait singulier de sa carrière, jamais ce moine si ardent à l'amour, si décrié dans sa vie, ne peignit ces scènes de carnaval, ces divertissements champêtres, que la peinture, alors, empruntait, pour plaire, aux *Contes* de Boccace et aux *Métamorphoses* d'Ovide. Il ne retrace que des sujets religieux, et il en retrace à lui seul plus que tous les autres peintres florentins ensemble, dans les églises et les couvents, chez les seigneurs et les bourgeois, pour Florence et la Toscane, pour Rome et pour Padoue. C'est que, l'y croyant propre par le séjour qu'il avait fait au cloître, on lui en avait fait des commandes que multiplia le succès de ses premiers ouvrages. De plus en plus, il devient manifeste que le paganisme de la Renaissance n'excluait point le goût des peintures religieuses. Les Medici, à cet égard, pensent comme tout le

1. Voy. ses travaux admirables à Prato, et la tribune de la cathédrale de Spoleto.

2. Ce mérite a pourtant, on ne sait trop pourquoi, été méconnu par Vasari et par Lanzi.

3. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 114-130 ; trad. Jeanron, IV, 39-41 ; Baldinucci, Déc. IV, part. 1, section 6, t. III, p. 212-220 ; Roscoë, ch. 9, trad., t. II, p. 227 ; Rosini, III, 8, 9 ; Ranalli, p. 167 ; Rio, I, 383-388 ; Rumohr, II, 269 ; Leo, II, 213 ; Forster, III, 215.

monde. Cosimo ne faisait-il pas enfermer Lippi pour le contraindre à travailler[1] ?

Comme les violences réussissent mal avec un caractère fougueux, indépendant, et qu'aussi bien Fra Filippo, fuyant ses créanciers ou la peste, s'est retiré à Prato; comme les peintres deviennent rares et que Pesellino, qu'Andrea del Castagno sont morts, c'est à Benozzo Gozzoli (1424-1485?) que Cosimo, après 1457, accorde surtout sa faveur[2]. A l'exemple de Lippi, qu'il n'égale point, Gozzoli se rattache aux deux maîtres du temps, Angelico et Masaccio. Giottesque d'intention au début[3], il ne sait peindre pourtant que dans le genre des miniatures, ornement des missels. Ayant suivi à Rome le suave dominicain de Fiesole, son imagination féconde, faute de lui savoir prendre ses grandes qualités, prodigue les détails dans un style moins original que brillant, mais qui fait de lui l'éducateur de l'Ombrie. Puis, après son chef-d'œuvre de Montefalco, il prend le vent, il s'aperçoit que pour faire de son art un métier lucratif, il faut sacrifier au dieu du jour, et, en homme pratique, il se fait « réaliste », il cherche l'agrément et la vie : que de murailles à orner au palais Medici ! Ce sceptique travaille donc indifféremment dans le genre profane et dans le genre dévot; mais c'est par son œuvre considérable du *Campo-Santo* de Pise, où il sait reproduire le

1. On sait que Lippi, en furie de liberté et d'amour, s'échappa par la fenêtre au péril de sa vie, et que Cosimo résolut de ne plus l'exposer. Voy. Vasari, *loc. cit.*

2. Son vrai nom est Benozzo de Lese de Sandro. Gozzoli est un surnom. Les frères Milanesi (Vas., Lem., in-12, IV, 184, n. 1) ne disent pas si ce surnom a un sens. *Gozzo*, en italien, veut dire gorge ou goître.

3. Au chœur hexagonal de Montefalco, où Benozzo a mis son chef-d'œuvre (1452), est le portrait de Giotto à côté de ceux de Dante et de Pétrarque, avec cette inscription : *Pictorum eximius lottus fundamentum et lux*. Voy. Crowe et Cavalcaselle, II, 501.

vrai, inventer et composer avec art, que Benozzo Gozzoli deviendra, sous Lorenzo, un grand excitateur[1].

Nous parvenons ainsi à la limite des deux périodes, car Piero le Goutteux, qui domina si peu de temps sur Florence, ne compte pas, et c'est à son père qu'il convient de le joindre, bien plus qu'à son fils. Comme Cosimo, il ne veut être Mécène qu'au plus juste prix, et ses flatteurs font rire quand ses libéralités deviennent, sous leur plume, une « rosée fécondante ». S'il continuait à peupler son jardin d'antiques, il excipait de sa maladie pour ne point venir voir les travaux qu'il avait commandés, et il les critiquait, sans les avoir vus, pour ne pas trop redouter le quart d'heure de Rabelais. Il laissait Benozzo Gozzoli mourir presque de faim; il ne lui accordait que des acomptes, qui semblaient des aumônes. Benozzo, croyant son travail assez avancé, se risque-t-il à demander quarante florins pour ses provisions d'hiver, il n'obtient pas de réponse. Il s'en plaint en affamé, et dans sa main tendue Piero finit par déposer dix florins[2]. C'est après avoir subi quatre années de misère, et parce qu'il n'a plus de travail à Florence (1461-1465), qu'il en va chercher à San Gemignano, puis à Pise (1468)[3]. De même, Bernardo Gamberelli de Rossellino (1409-1470) et son frère Antonio (1427-1490)[4] attendent si longtemps de Cosimo, d'Ottaviano

1. Voy. la chapelle du palais Riccardi et les vingt-quatre compartiments du Campo-Santo de Pise, qui représentent l'histoire de la création. Dans l'*Incendie de Sodome* il est sans modèle. Cet immense travail fut fait en deux ans. — Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 184-203; Baldinucci. Déc. III, part. 1, sect. 5, t. III, p. 191-194; Ranalli, p. 247, 248; Rio, II, 322, 329, 333; Rumohr, II, 257; Forster, III, 275. Crowe et Cavalcaselle (II, 498, 503) sont trop sévères pour Benozzo Gozzoli.

2. Gaye, I, 191-194.

3. Rio, II, 333.

4. Sur ces deux peintres, voy. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 217-226.

des Medici un maigre salaire, qu'ils en sont réduits au désespoir [1]. Parcimonie d'autant plus inexplicable qu'elle est impolitique, les peintres, en ce moment-là, étant en fort petit nombre.

Il faut donc renoncer à cette séculaire légende du champ de l'art fécondé par la rosée que répand un homme ou une famille. Cosimo des Medici avait eu un rare bonheur : en son temps et sous sa domination, le capricieux hasard réunissait à Florence des génies aussi nombreux que divers, l'universel Brunelleschi, le poli, l'élégant Ghiberti, le rude mais puissant Donatello, Angelico si suave et Masaccio si viril. Dans cette œuvre commencée par Giotto, continuée, mais compromise par les giottesques, de régénérer l'art par la recherche du vrai et tout ensemble du beau, ces incomparables génies ont fait l'essentiel, que Benvenuto Cellini résume d'un mot trop absolu, mais qu'il faut retenir, à savoir que, dans l'art du dessin, le tout est de bien faire un homme et une femme nus. Seulement Cosimo vécut assez pour voir la fin de cette floraison admirable, éclose sur les bords de l'Arno, bientôt propagée par toute l'Italie, et pour sentir le vide autour de lui. Son petit-fils verra, il est vrai, une floraison nouvelle, mais inférieure à celle qui précède, comme à celle qui suivra.

1. Le doc., dans Gaye, I, 188. Cf. Rio, I, 451.

LIVRE II

CHAPITRE PREMIER

PIERO DES MEDICI.

— 1464-1469 —

Objection de principe à la domination de Piero. — Résignation de fait. — Adhésion des princes. — Réserve de Sforza. — Piero met de l'ordre dans sa fortune. — Faillites nombreuses. — Doutes sur la solidité de Piero et opposition naissante. — Luca Pitti, Angelo Acciajuoli, Dietisalvi Neroni, chefs des mécontents. — Niccolò Soderini, l'homme d'action. — Rappel des exilés différé. — Victoire de Luca Pitti dans les conseils et rétablissement du tirage au sort (16 sept. 1465). — Niccolò Soderini gonfalonier de justice (1er novembre). — Ses vagues et vains projets de réformes. — Mort de Sforza (8 mars 1466). — Opposition des conseils à l'alliance de Galeaz-Maria. — Complot ourdi au dehors par Dietisalvi. — Le complot échoue au dedans (28 août). — Défection de Luca Pitti. — Démonstration du duc de Modène en faveur des mécontents. — Assemblée à parlement (2 septembre). — Désarroi, platitude et fuite des principaux conjurés. — Leur condamnation (11 septembre). — Autres rigueurs. — Luca Pitti épargné. — Retour à une politique de clémence (15 septembre). — Les chefs vaincus dans l'exil. — Leurs complots. — Bartolommeo Colleoni leur capitaine. — Bataille de la Molinella (23 juillet). — Désir général de la paix. — Négociations entravées par Paul II. — Paix conclue (26 mai 1468). — Rigueurs nouvelles. — Piero prépare son fils Lorenzo à lui succéder. — Mort de Piero (2 décembre 1469).

La mort de Cosimo devait être, dans cette Florence qu'il avait comme concentrée en lui, le signal d'une crise. On l'avait désiré, accepté, soutenu parce qu'il était hors de pair par sa richesse, ses talents, sa prudence ; mais plus d'une objection s'élevait contre la grandeur de son fils. D'abord l'objection de principe : une ville qui conservait et caressait l'illusion de sa liberté ne pouvait sans répugnance voir le fils prendre toute chaude

la place du père. Que Piero eût paru valoir Cosimo, on eût plus aisément fermé les yeux sur une hérédité scandaleuse; mais il ne se distinguait par aucune supériorité de l'esprit; on ne citait de lui aucune action d'éclat. On le disait avare, altier, de peu d'expérience. En outre, à quarante-six ans, il pliait sous les misères de santé qui avaient accablé la vieillesse paternelle; il ne bougeait plus de son lit ou de sa litière; il résidait le plus possible aux champs, en bon air. Sur aucun point la comparaison ne lui était favorable. Comme l'a écrit Comines, « l'auctorité de ses prédécesseurs nuisoit à Pierre de Médicis[1] ».

Par malheur, quoi qu'en dise La Boëtie, il ne suffit pas de ne plus soutenir un maître pour qu'il tombe. L'a-t-on laissé s'affermir, il faut, si l'on est las de la sujétion, le renverser, effort difficile et bien superflu, quand il ne s'agit que de changer de joug. Qu'il y fallût un effort au moment où Cosimo venait de disparaître, rien ne montre mieux les racines qu'avait poussées son pouvoir et l'abjection croissante des Florentins. Plus tard seulement ils sentirent que laisser Piero dans cette grandeur, c'était se condamner à une servitude sans remède[2].

A la première heure, il parut n'y avoir rien de changé[3] : l'exil et la ruine avaient réduit les ennemis à l'impuissance; il leur fallait le temps de se reconnaître. Quant aux amis, ils obtenaient l'unique bienfait du prin-

1. Comines, l. VII, ch. 6, t. II, p. 338.

2. Jacopo Pitti, *Istoria florentina*, l. I, dans *Arch. stor.*, 1a ser., I, 19. Cet auteur (1519-1589) était neveu de Buonaccorso Pitti, dont nous avons souvent cité la chronique. Voy. préface de M. Polidori, p. XX, XXI.

3. « Da poi morl, le cose si passano dolcemente; e chi era grande, mi pare che rimanga. » (Lettre de Bonsi, 15 sept. 1464, dans *Lettere di una gentild.*, p. 327.)

cipe d'hérédité, dont il eût été téméraire de demander la proclamation. Partout ailleurs, en Italie, à l'étranger, on trouvait toute naturelle cette succession du père au fils, qui faisait rentrer Florence dans le rang. Le roi de France, allié séculaire de la République, mais ami des Medici, comptait bien que Piero et Sforza, d'accord, « feroient les Vénitiens se replonger dans l'eau [1] ». Les seigneurs de Piombino et de Faenza, le duc de Modène, le marquis de Mantoue, les Malatesti, tous les principicules prodiguaient les protestations d'amitié [2]. Le pape Pie II déclarait « qu'ayant toujours vu en Cosimo un père, il verrait un frère en Piero, pour lequel il ferait toute chose, comme s'ils étaient nés d'un même corps [3] ».

Ces protestations, ces propos flatteurs enivraient le podagre héritier de Cosimo. Pie II vient à mourir (15 août 1464) ? Il parle avec indifférence des hasards d'une élection, et avec dédain du saint-siège. « La foi, disait-il, a beaucoup décliné depuis Martin V, par la pompe, par la licence des papes et de leur cour ; elle se perdrait avec leur considération, s'il n'y remédiait [4] ». Paul II, exalté dans la quinzaine (30 août), est un Vénitien, donc un ennemi des Medici [5] ? S'il en fut mé-

1. Francesco Nori à Piero, Chambéry, 30 mars 1465, dans Buser, append., p. 431.

2. Nicod. à Sforza, 7 sept. 1464. Orig., 1590, f° 391.

3. Propos rapportés par Giovanni Tornabuoni, « principal à la banque des Medici », dans une lettre à Piero, et par Nicodemo à Sforza, 11 août 1464. Orig., 1590, f° 342.

4. Nicod. à Sforza, 23 août 1464. Orig., 1590, f° 361. La foi se perdait bien plus par la violence. Simoneto de Camerino, des frères ermites de Saint-Augustin, écrit à Sforza : « Come el focho l'auro, cussi la inquisition purifica lo homo. » (Padoue, 15 oct. 1464. *Ibid.*, f° 450.)

5. Pietro Barbo, évêque de Cervia, cardinal de Saint-Marc, pape sous le nom de Paul II. Voy. les détails de son élection dans Sismondi, VI, 410. (16 nov. 1464.)

content, il n'en prit pas d'inquiétude[1] : le nouveau pape n'avait que de bonnes paroles[2]. Un seul point noir à l'horizon : le fidèle Sforza, momentanément sevré de ducats, nullement certain de la stabilité de Piero, se tenait sur une réserve boudeuse et prudente. « Ou le Seigneur n'est plus, disait Piero à Nicodemo, ou il ne pense plus à ses affaires et aux nôtres. Ne sait-il pas que nous lui pouvons faire mille biens ? Ne fait-il plus cas de nous ? Lui aurait-on fait quelque étrange rapport ? Il n'y a pour nous qu'un Dieu au ciel, et sur terre que Sa Sublimité[3]. » Malgré ces démonstrations abjectes, Nicodemo, qui voyait de près les choses, ne poussait point son maître à changer d'attitude, car, osait-il lui écrire, « ce peuple vous a plus servi en apparence qu'en réalité[4] ». Noire ingratitude, à coup sûr ; mais a-t-on de la reconnaissance pour un instrument, surtout quand il paraît refuser ses services ?

Or tel était le cas. A l'exemple de son père et de son oncle, lorsqu'était mort son aïeul, Piero avait donné ordre à ses associés, à ses facteurs, à tous ceux qui tenaient ses nombreux comptoirs, de ne plus faire le trafic jusqu'au 25 mars suivant, afin qu'il eût le temps de reconnaître « dans combien de pieds d'eau il se trouvait[5] ». Qu'il voulût voir clair dans ses affaires, établir le difficile bilan de ses richesses répandues en tant de lieux, administrées par tant de mains, embarrassées par tant de dépenses et de libéralités, rien de plus naturel ;

1. « Et non dubito che la brigata qui ne restarà di mala voglia. Io non me ne voglio amazare. » (Nicod. à Sforza, 31 août 1464. *Ibid.*, f° 373.)

2. Nicod. à Sforza, 7 sept. 1464. *Ibid.*, f° 391.

3. « Come alias me havia decto, vole uno Dio in celo, et in terra vostra sublimità. » (Nicod. à Sforza, 15 déc. 1464. *Ibid.*, f° 530.)

4. Nicod. à Sforza, 7 sept. 1464. *Ibid.*, f° 391.

5. Nicod. à Sforza, 16 août 1464. *Ibid.*, f° 349.

mais que, suivant son inclination d'avare et les conseils de Dietisalvi Neroni, il parlât d'opérer des rentrées, c'était passer les bornes : Cosimo avait-il jamais réclamé aucun remboursement? Ses débiteurs s'endormaient dans la douce habitude de regarder leurs dettes comme éteintes. De là le mécontentement du réveil, au dedans et au dehors, une grande perturbation des affaires, de nombreuses faillites à Florence, Venise, Avignon, partout [1]. Depuis l'année 1339, on n'avait point vu pareille crise financière [2]. Piero disait bien qu'il voulait donner assistance aux faillis [3] ; la meilleure eût été de ne pas les mettre en faillite.

Aussi vit-on des choses scandaleuses. Un des plus compromis dans ces banqueroutes, un certain Lorenzo Larioni, qui en faisait une de cent soixante mille florins [4], eut l'ingénieuse idée de charger l'auteur de sa ruine d'arranger ses affaires. Ses créanciers obtinrent « à peine quelques sous par livre », et le débiteur sortit de ses embarras, « plus riche qu'il n'était dix ans auparavant, mais aux dépens de son honneur [5] ». Un autre, Giovan Francesco Strozzi, exilé, fils de ce Palla Strozzi si durement traité et qui méritait un meilleur sort [6], apportait sa rancune et sa passion politique dans

1. *Cron. Bol.*, XVIII, 761; Machiavel, VII, 106; M. Bruto, l. II, dans Burmann, t. VIII, part. 1, p. 28. Machiavel n'hésite pas à voir dans les réclamations de Piero la cause des faillites. On en trouvera l'énumération dans Alam. Rinuccini, p. 94.

2. Lettre d'Angelo Acciajuoli, 22 déc. 1464, dans *Lettere di una gentild.*, p. 350.

3. « Dato qualche buono assesto a questi falliti. » (Nicod. à Sforza, 15 déc. 1464. Orig., 1590, f° 530.)

4. Alam. Rinuccini, p. 95.

5. Lettre d'Alessandra Macinghi, n° 41. *Lettere di una gentild.*, p. 358.

6. Voy. la vie de Palla Strozzi, par Vespasiano, dans *Spicil. Rom.*, t. I, et dans *Arch. stor.*, 1ª ser., t. IV, p. 362.

le payement de ses dettes : ayant désintéressé tous ceux de ses créanciers qui n'étaient pas ses compatriotes, il invitait à sa table ses créanciers florentins, leur donnait des fêtes, y prodiguait les joyaux, les perles, l'argenterie, et leur disait ensuite : — Je ne veux rien retrancher de tout cela pour vous payer [1].

Par sa faute, Piero s'était donc mis dans l'impossibilité de demander de l'argent à son peuple mécontent [2]. Il était devenu si impopulaire, qu'on n'osait lui conseiller de briguer, comme avait fait son père, le poste éminent de gonfalonier de justice [3]. Des doutes s'élevaient de plus en plus sur la stabilité de son pouvoir. Un des habiles du temps, Angelo Acciajuoli, écrivait : « Aux pauvres manque le pain, aux riches la cervelle, aux sages la sagesse [4]. » Se promenant à cheval avec Nicodemo, il lui disait : « Cette terre se gâte, ceci ne durera pas. » Nicodemo croyait le contraire [5], sans en être bien sûr pourtant, car on lit dans une autre de ses dépêches à Sforza : « Piero ne peut périr, si vous le soutenez [6]. » Mais Sforza le soutiendrait-il, sachant qu'il

1. Lettre de Bernardo Salviati à Filippo Strozzi, 30 mars 1465, dans *Lettere di una gentild.*, p. 351.

2. « Molti de questi principali de lo stato hano rasonato meco che quantum che questa cità stia meglio che may, tamen quando questi che governano cercassero de metter questo popolo in spesa, se metteriano a pericolo de irritarsi el popolo contra, ex consequenti de perdere lo stato. » (Nicod. à Sforza, 31 août 1464. Orig., 1590, f° 374.)

3. On conseillait à Piero de se faire gonfalonier en janvier 1465 (il ne le fut ni alors ni depuis). Nicodemo ne l'y poussait pas trop : « Non gli ne fo gran calcha, perboche cognosco anche del amaro, et che giovaria più a la reputatione de fora che ad quella de qui, *che è l'opposito del bisogno suo.* » (21 déc. 1464. Orig., 1590, f° 538.)

4. Lettre à Fil. Strozzi, 22 déc. 1464, dans *Lettere di una gentild.*, p. 350.

5. « Questa terra se guasta et che non durarà, etc. Io credo l'opposito. » (Nicod. à Sforza, 21 août 1464. Orig., 1590, f° 354.)

6. « Nè po perire finchè V. Cels. el risguarda cum gli ochii pari. »

était ladre et nullement esclave de la parole donnée [1] ? Piero saurait-il lui-même se défendre contre ses amis qui le tenaient pour bon [2], tourbe « de présomptueux, d'ambitieux, qui, ne trouvant en lui ni l'autorité, ni la réputation, ni le sens de son père, le tiraient en arrière pour l'amener à leurs vues et ensuite s'élever [3] » ?

Moins dangereux, assurément, étaient ses ennemis, les hommes, dont le nombre diminuait chaque jour, qui avaient mal supporté le joug du père, et se sentaient supérieurs au fils par l'âge, la santé, les services, les talents. Dépourvus de franchise, comme tout le monde en leur temps, ils ne rompaient point en visière ; ils prenaient le masque provisoire de l'amitié, prêts pourtant à mener le chœur d'une sournoise opposition.

Le principal, c'était Luca Pitti. Longtemps réduit au rôle d'instrument utile, il aurait voulu, grâce à sa grande fortune, et même du vivant de Cosimo, prendre la direction. Combien, à plus forte raison, ne se flattait-il pas de reléguer Piero au second rang ! Dans le principe, il ne parut faire avec lui « qu'une seule et même chose » ; mais personne n'était dupe : il était suspect de « faire

(21 déc. 1464. *Ibid.*, f° 538.) Ainsi le doute subsiste encore dans son esprit après quatre mois.

1. « Io dixi... che havesse advertencia quando me faceva scrivere a V. Subl. ch'io non scrivessi una cosa, poy ne fosse un altra, che seria toglier credito principalmente a luy poy ad me, et che in questo haveva a benedicere la memoria del patre, che may me havia facto scrivere cosa che poy non l'havesse observata. » (Nicod. à Sforza, 4 févr. 1465. Orig., 1591, f° 16.)

2. « Per rispecto a la bontà del M^co Piero » (Nicod. à Galeaz-Maria, 5 sept. 1466. *Ibid.*, f° 369.) Exemple : l'affaire de deux monnayeurs. L'un est juif, on le brûle ; l'autre trouve plus de clémence. (Nicod. à Sforza, 29 déc. 1465. *Ibid.*, f° 228.) Il est permis de croire qu'on ne se scandalisait pas alors pour si peu. Cf. sur Piero, Reumont, *Lor. de' Med.*, l. II, c. I, t. I, p. 195-209.

3. Nicod. à Sforza, 3 sept. 1465. *Ibid.*, f° 143.

la courtisane », de chercher partout des partisans [1]. Dès lors il y a deux factions à Florence : l'une, *il poggio* ou colline, parce que sur la colline San Giorgio Luca avait bâti son palais; l'autre, la plaine, par opposition, c'est-à-dire Piero et ses amis [2].

Moins riche que ces deux rivaux, mais plus capable sans être un génie, était Angelo (ou Agnolo) Acciajuoli. Familier de Cosimo et allié à sa famille [3], l'exil de Cosimo l'avait jeté dans une vie d'aventures. Relégué à Céphalonie, tombé, en s'y rendant, au pouvoir des Turcs, échappé assez tôt de leurs mains pour partager, en 1434, le triomphe du retour, ses manières distinguées le prédestinaient aux ambassades, et il en avait rempli de nombreuses, d'importantes, à Venise, en France, où il représentait le duc de Milan en même temps que la Seigneurie florentine [4]. Bavard et léger, au jugement de Louis XI [5], il n'en était pas moins un homme considérable, en évidence, qui aimait mieux la vie des cours que la vie dans son pays [6]. Divers mécontentements faisaient de lui un ennemi secret : il avait vu préférer,

1. « Piero e M. Luca sono una medesima cosa... M. Luca puttaneggia, ma con Piero si strigne; questo è vangelo. » (Lettre de Lor. Strozzi, 14 févr. 1465, dans *Lettere di una gentild.*, p. 382.)

2. Nerli, l. III, p. 50; Machiavel, VII, 106 B; Ammirato, XXIII, 93; Jacopo Ammanati, *Rerum tempore suo gestarum commentarii;* Reumont, *Lor. de' Med.*, l. II, c. 2, t. I, p. 231. Les divisions des deux partis paraissent dans les lettres d'Angelo, Dietisalvi, etc., publiées par Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 28-38.

3. Laudomia, sœur d'Angelo, avait épousé Pier Francesco des Medici, neveu de Cosimo et fils de son frère Lorenzo. Voy. dans Desjardins, I, 55, une notice sur Ang. Acciajuoli.

4. Voy. *passim* les dépêches de Nicodemo. Celle du 3 mai 1453, notamment, montre qu'Angelo est un des principaux amis de Cosimo. (Orig., 1586, f° 203.)

5. « Angelo Acciajoli del quale però non prendeva tropo admiratione per la solita legierezza e volubilità quale dice sempre cognobbe in lui. » (Panigarola à Galeaz-Maria, 8 oct. 1466, dans Buser, append., p. 434.)

6. Alam. Rinuccini, ann. 1466, p. 104.

pour l'archevêché de Pise, un des Medici à son fils : l'évêché d'Arezzo n'était pas une compensation[1]. Cosimo ne s'était point prêté à une nouvelle alliance entre les deux familles[2], et, invoqué comme arbitre dans une difficulté domestique, il avait prononcé entre un autre fils et la bru d'Acciajuoli, qui faisaient mauvais ménage, en ordonnant restitution de la riche dot[3]. On suscite à moins les inimitiés.

Comme Angelo Acciajuoli, Dietisalvi Neroni avait compté parmi les grands amis de Cosimo[4] : Cosimo mourant recommandait même à son fils de suivre les conseils d'un homme si avisé, et Piero le prenait pour secrétaire[5]. On sait moins quels motifs l'avaient, au fond du cœur, rendu hostile, et comme on ne sait pas, on veut voir en lui, malgré son caractère peu propre à entraîner la multitude, un champion de la liberté ; on prétend que deux fois, étant gonfalonier de justice, il avait tenté de la restaurer[6]. Mais le contemporain Nerli a bien vu que ce grand mot de liberté n'était plus, alors, qu'une couverture de l'ambition[7]. Était-ce de bonne foi que Dietisalvi avait donné à Piero des conseils économiques propres à le ruiner dans l'esprit de ceux qu'il ruinait ? On peut en douter, puisqu'il s'attachait à Pitti.

1. Voy., sur ce Fil. Medici, une notice de M. Desjardins (I, 102), qui commet entre l'archevêché et l'évêché une confusion rendue évidente par ce qu'il dit à la fin de cette notice et à la p. 57.

2. Desjardins, I, 57.

3. Machiavel, VI, 106 ; M. Bruto, l. II, dans Burmann, t. VIII, part. I, p. 32.

4. Voy. la dépêche de Nicodemo, du 3 mai 1453. Orig., 1586, f° 203.

5. Machiavel, VII, 106 A ; Ammirato, XXIII, 93.

6. En sept. 1449 et mai 1454. Voy. Alam. Rinuccini, ann. 1466, p. 104.

7. « Ricoprendosi col mantello della libertà, sotto il quale hanno usato di ricoprire la loro ambizione tutti quelli... hanno gridato questo nome. » (Nerli, l. III, p. 50.)

si inférieur à lui, et bientôt le prenait pour chef. Par son ardeur téméraire, ses grandes richesses, ses nombreux adhérents, comme par son âge et sa médiocrité, Luca Pitti était un chef précieux, facile à renverser, selon toute apparence, quand il aurait tiré les marrons du feu.

Mais un vieillard était-il propre à attacher le grelot, à prendre ostensiblement la tête du mouvement? Les mécontents avaient mieux sous la main. Étranger à la peur, prompt à la parole et à l'action, plutôt que propre au conseil, Niccolò Soderini était populaire : il avait toujours à la bouche les mots de justice et d'équité. Gonfalonier de justice, il avait conformé ses actes à ses paroles en faisant descendre à quatorze sous la gabelle du vin [1]. Par ses défauts comme par ses qualités, il rappelait Giano della Bella [2]. S'il eût réussi à renverser Piero au profit de Luca, dont il était, lui aussi, l'adhérent [3], et chez qui se tenaient les réunions [4], peut-être cet homme à courtes vues eût-il naïvement cru qu'il restaurait la liberté. Il était du nombre infiniment petit de ceux qui voulaient, dans le passé, remonter plus haut que les despotiques Albizzi. Sa bonne volonté est hors de doute, son jugement seul est en cause. Il aurait dû

1. Luca Landucci, *Diario*, p. 5. Luca ajoute : « Fu benedetto dal popolo. »

2. Alam. Rinuccini, p. 104; *Comment. Jacobi card. Papiensis*, à la suite des *Pii II comment.*, p. 381; Machiavel, VII, 108 A; Ammirato, XXIII, 94; M. Bruto, l. III, dans Burmann, t. VIII, part. 1, p. 51.

3. Ammirato, XXIII, 94.

4. « Fatto capo di questa parte M. Luca Pitti, si facevano nelle sue case tutti quanti i consigli. » (J. Pitti, l. I, *Arch. stor.*, 1re ser., I, 20.) Jacopo Pitti est dupe des mots : « Convennero molti gelosi della libertà della patria con costoro, quantunque e' detestassero l'usata da loro tirannia; ma pero giudicavano ottima cosa servirsi di quella potenza per la depressione de' Medici. » Mais de ce texte il résulte au moins que l'opposition se formait de deux courants.

comprendre que ses aspirations généreuses, désintéressées, n'étaient point le fait des ambitieux intrigants à qui il s'associait.

La première partie de la tâche leur était commune à tous. Il s'agissait de miner le terrain sous les pieds de Piero, et de lui ôter, au dehors comme au dedans, ses points d'appui : le duc de Milan, surtout [1], et même le nouveau pape, qu'on avertissait de ne pas se fier au fils de Cosimo [2]. Puis, il fallait épier le moment de pousser Luca Pitti au poste suprême de gonfalonier, de refaire les bourses, suivant la traditionnelle tactique, et aussi de renouer l'alliance avec Venise, qu'avaient rompue les Medici [3].

Le jeu de Piero était de faire contre ses ennemis ce qu'ils voulaient faire contre lui [4]. Il lui suffirait même d'en frapper quelques-uns pour l'exemple [5], tant les courages étaient affaiblis. En attendant l'heure propice, il décriait les chefs présumés du complot : Luca Pitti, homme médiocre, vendait l'État en détail; il avait sa maison pleine de bannis, de condamnés, de scélérats; sous les plus beaux dehors de courtoisie et de libéralité, il volait les particuliers et le public, confondait les choses

1. « Da poco in qua instigati da M. Dietisalvi se son conjurati contro de lui, sopra tucto de meterlo in vostra disgracia et de questo popolo : in la vostra cum metervi a vedere chel non po quel che credete, et che se havete a reputarlo como havete facto el patre et luy, ve perderete l'universale de la cità; ma che quando el lassiate redure al pare del altri o più basso, venite ad essere libero del debito havete cum luy et che de loro ve porete altramente aiutare che de luy. » Nicod. à Sforza, 14 sept. 1465. Orig., 1591, f° 151, et dans Buser, append., p. 432.)

2. « Alcuni cittadini de qui gli dicono (au pape) et mandano a dire che non se fidi de esso Piero. » (Nicod. à Sforza, 15 déc. 1464. Orig., 1590, f° 530.)

3. Nicod. à Sforza. *Ibid.*

4. « Dicono che Piero l'ha facto perchè M. Luca el volia fare. » (*Ibid.*)

5. *Ibid.*

divines et humaines, ne priait ni Dieu ni les saints[1]. Calomnieux ou véritables, ces propos indisposaient le public contre Luca, et, par contre-coup, l'inclinaient vers Piero, moins dangereux, croyait-on[2], et qui donnait des fêtes[3]. On lui passait d'être impitoyable aux exilés qui le sollicitaient par intermédiaires de leur grâce[4]. Les intermédiaires avaient beau être puissants, — un d'eux n'était rien moins que le roi de Naples[5], — comment Piero, à cette heure qui s'annonçait critique, aurait-il attiré autour de lui un surcroît d'ennemis militants? Il ne faisait donc que de vagues promesses[6], sur lesquelles les clairvoyants ne comptaient pas[7].

Le soleil du 16 septembre 1465 éclairait une grande, pacifique et populaire victoire de Luca Pitti. Une pétition qui avait passé, les jours précédents, par toute la filière, était votée en Conseil de la commune, à l'unani-

1. G. Capponi, *Stor. di Fir.*, II, 80.

2. « La brigata pur ne viene a sapere grado a Piero, perchè intendono che M. Luca se ne aiutava longe magis che Piero ». (Nicod. à Sforza, 14 sept. 1465. Orig., 1591, f° 151.)

3. Machiavel, VII, 107 A.

4. « Estimo che siate piutosto in migliore che piggiore. » (Aless. Macinghi à ses fils exilés, 15 sept. 1464. Lettr. 36. *Lettere di una gentild.*, p. 325.) Sur les difficultés du rappel, voy. les lettres 42 et 43, 5 et 7 févr. 1465, p. 366 et 374, et celle de Marco Parenti, du 27 juillet suivant, *ibid.*, p. 447. On sent bien que c'est à Piero seul qu'il faut s'adresser : « E signoria che ha fare la volontà di chi governa, e così sono tutte, che fanno quello è ordinato loro. » (Al. Macinghi, 26 janv. 1465. Lettre 41, p. 360.)

5. Lettre de Lorenzo Strozzi, 14 février 1465, *Lettere di una gentild.*, p. 384. — Piero songeait à envoyer son fils Lorenzo au Roi (20 juillet 1465, *ibid.*, p. 456); il lui envoyait, à titre gracieux, une galère que ce prince désirait acheter, et, dans cette négociation, il se servait même de l'intermédiaire d'un des exilés, Filippo Strozzi. (Lettre de Piero à Filippo, 4 mai 1465, *ibid.*, p. 412).

6. « Il Re vuole due cose da me : l'una è cotesta, l'altra è il fatto di Filippo. Questo posso fare io e farollo; quest'altro, cioè il vostro, bisogna che faccia anche quest'altri, e farassi quando fia tempo. » (Paroles de Piero rapportées dans une lettre de Marco Parenti, 22 juin 1465. *Ibid.*, p. 426.)

7. « Domanda grande. » (Lettre 39. *Ibid.*, p. 341. Voy. le commentaire de ce mot aux notes p. 349.)

mité moins six fèves blanches, et ce vote final lui donnait force de loi. Se trouvait supprimée sans plus de retard la *balie* qui ne devait prendre fin qu'avec le mois de septembre, et dont le renouvellement semblait assuré. On en revenait donc à l'ancienne méthode chère au peuple, à la nomination des officiers publics par le tirage au sort. Piero, qui tenait aux pratiques paternelles [1], avait en vain fait combattre la motion par ses fidèles, par Antonio de Puccio, Otto Niccolini, Luigi Guicciardini et Tommaso Soderini, qui ne marchait pas avec son frère Niccolò [2]. L'allégresse était générale. « Le pays tout entier, écrivait Angelo Acciajuoli, veut que le gouvernement redevienne ce que l'avaient fait nos pères [3]. » Ce politique avait toutes les illusions d'un conjuré.

Le sort a, cependant, des complaisances singulières. Pour la Seigneurie du 1er novembre, il donna, comme gonfalonier de justice, précisément Niccolò Soderini, un des chefs de la conjuration, et, si l'on peut dire, son porte-drapeau. La foule en liesse l'accompagna au palais et sur la tête lui posa, en route, une couronne d'olivier [4]. Mais, comme dit Machiavel, on vit alors une fois de plus combien il est peu désirable de prendre possession d'une principauté ou magistrature avec une

1. Voy. un exemple des tripotages de Cosimo, supprimant le *divieto* à ses amis, quand le divieto le gênait, dans une dépêche de Nicodemo, 3 mai 1453, orig., 1586, f° 203, et Buser, append., p. 382.

2. Ce Tommaso Soderini avait été ambassadeur et trois fois gonfalonier de justice. Machiavel (VII, 108 A) et Ammirato (XXIII, 94) l'appellent sage. Michele Bruto, tout ennemi qu'il est des Medici, le déclare pareillement : « vir æque moderatus ac gravis. » (L. III, dans Burm., t. VIII, part. 1, p. 51.)

3. Lettre d'Ang. Acciaj. à son fils Jacopo, 21 oct. 1465, dans *Lettere di una gentild.*, p. 484. Sur cette affaire voy. encore Alam. Rinuccini, p. 96; Morelli, *Del.*, XIX, 181 ; Ammirato, XXIII, 94.

4. Machiavel, VIII, 107 B ; Mich. Bruto, L. III, p. 51.

attente extraordinaire [1]. Soderini entrait en charge avec des airs de pourfendeur, ne parlant de rien moins que de bannir les partisans de Piero [2], peut-être Piero lui-même [3]; mais jusque dans le nombre de ses amis il allait trouver des adversaires. Luca Pitti et Dietisalvi Neroni, s'ils ne voulaient plus du gouvernement des Medici, voulaient moins encore du gouvernement populaire. Angelo Acciajuoli, malgré ses grands mots, pensait de même, et son unique but c'était la vengeance.

Le quatrième jour de sa charge, Soderini assemblait un conseil de cinq cents citoyens, puis, huit jours après, un autre de trois cents. Aux uns et aux autres il montra dans de beaux discours le désordre de la situation, et, au lieu de proposer un remède, ce qui était son office, il pria de monter à la tribune ceux qui en avaient un à proposer. Bien des avis divers furent émis, c'est dans l'ordre; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est que rien ne fut résolu. Avec ses amis personnels, le courageux gonfalonier essaya bien de revoir les comptes; l'opposition de Luca Pitti, enrichi par les abus, le fit échouer. Il voulait aussi supprimer le Conseil des Cent; la faction de Piero s'y opposa non sans succès. On le sentit vite impuissant. Dès les quinze premiers jours, les Florentins chassés des bourses en 1458, et qui s'étaient flattés d'y rentrer grâce à lui, en avaient déjà perdu toute espérance [4]. Pour fournir un dérivatif innocent au prurit

1. Machiavel, VII, 107 B.

2. Lettre d'Al. Macinghi, 25 janvier 1466. *Lettere di una gentild.*, p. 556 et n. 1.

3. « Dictogli (à Piero) essere avisato de bon loco chel confaloniero Nic. Sod. devia levare la terra a romore et confinar Piero et de l'altri. » (Nicod. à Sforza, 9 déc. 1465. Orig., 1591, f° 220.)

4. Lettre d'Aless. Macinghi, 15 nov. 1465. *Lettere di una gentild.*, p. 512 et n. 1.

de réformes dont son frère était dévoré, Tommaso Soderini lui donna le conseil de refaire les bourses, opération longue et laborieuse qui pouvait suffire à son activité durant son second mois de pouvoir.

Ce naïf se laissa prendre à la glu : il appela pour cette grande opération cinq cent trente citoyens. La démocratie aime les assemblées nombreuses; mais trop de monde fait peu de travail. Il fallait réformer les bourses pour tous les emplois, on ne les réforma que pour la Seigneurie [1]; encore Ammirato prétend-il que Soderini ne sut pas être impartial [2]. Il ne réussit guère, durant tout son office, qu'à faire rapporter une provision votée du temps que son frère était gonfalonier, laquelle accordait une récompense à quiconque tuerait un rebelle [3], humain retour sur une inhumaine loi de parti, mais qui ne pouvait qu'irriter Tommaso. Aussi celui-ci disait-il dédaigneusement de ce nouveau Giano della Bella : « Il est entré comme un lion, il sortira comme un agneau [4]. » Moins passionnée parce qu'elle n'est que témoin et non acteur, Alessandra Macinghi-Strozzi ne tient pas un autre langage : « Entré fier, il s'est abaissé. Quand il a vu que les fèves n'étaient pas en sa faveur, il a commencé à s'humilier. Je ne sais pas ce qui ad-

1. Alam. Rinuccini, p. 97. Il était un des *squittinanti* ou chargés de cette opération. Cf. Machiavel, VII, 108.

2. Ammirato, XXIII, 95.

3. Machiavel, VII, 108 A; Guicciardini, *Stor. fior. Op. ined.*, t. III, p. 20; Nerli, L. III, p. 51 ; Ammirato, XXIII, 94, 95.

4. Lettre d'Al. Macinghi, 11 janvier 1466. *Lettere di una gentild.*, p. 550. L'ayant sondé, on savait à quoi s'en tenir : « Molti homini da bene... forono al confalonero, al quale parve essere in mal loco et scursossi assay... parendomi essere certo che questa popolata fosse proceduta da M. Angelo et da M. Detesalvi per intendere se luy inviliva o non, et forse per trovar meglior condicione con lui, mostrandogli che non fossero in dispositione de consentir verun suo mancamento. » (Nicod. à Sforza, 9 déc. 1465. Orig., 1591, f° 220.)

viendra de lui ; mais, croyant atteindre le but, ils se sont frappés dans l'œil[1]. »

Dès la première moitié de décembre, en effet, un rapprochement s'était accompli entre Piero et les mécontents, inquiets de la voie où les voulait engager ce grand réformateur[2]. Sur un seul point persistait le désaccord : ils préféraient l'alliance de Venise, malgré de bien mauvais procédés[3], à celle de Sforza qui avait exprimé tout le suc de Florence sans rien faire pour elle, et prétendu même à la gouverner[4] ; mais quand à l'intérieur les intérêts personnels sont en jeu, que pèse la politique extérieure, où ils se sentent moins engagés ? Peu à peu Soderini fut donc abandonné de tous. Son ancienne popularité ne pouvait plus le défendre contre les ennemis qu'il s'était faits. Quand il eut remis à son successeur le gonfalon de justice, il n'osa plus paraître dans les rues qu'escorté de cinq ou six hommes armés jusqu'aux dents[5].

Précaution bien inutile ! Contre ce pauvre « lion » qui s'était laissé rogner les griffes, Piero se fit à peu de frais

1. Lettres des 11 janvier 1466 et 21 décembre 1465. *Lettere di una gentild.*, p. 550 et 527.

2. « Questo busbu ha dato animo a Francesco de Nerone et a de l'altri a tirar inanti nova reconciliatione fra costoro. (Nicod. à Sforza, 9 déc. 1465, Orig., 1591, f° 220.) Piero me disse che M. Detesalvi era stato questa matina a luy et usatogli le meglior parole del mondo, mostrando che questo loro discidio è in tuto sopito, et che delibera essere suo... » (16 déc., f° 223.)

3. En 1463, Venise s'opposait à ce que les Florentins envoyassent des galères dans le Levant pour la protection de leur trafic, sous prétexte que les Turcs, s'ils s'en emparaient, en useraient contre la chrétienté, et les avertissait que, s'ils passaient outre, le commandant de la flotte vénitienne avait de pleins pouvoirs, et que le sénat ne s'inquiétait jamais de ce que l'amiral faisait des galères. (Alam. Rinuccini, p. 91.)

4. Nicod. à Sforza, 16 déc., f° 223. Inutile de dire que Nicodemo réfute ces accusations et que Piero parle comme lui.

5. Lettre d'Al. Macinghi, 11 janvier 1466. *Lettere di una gentild.*, p. 550.

un renom de mansuétude. Ni Soderini ni Pitti ne furent inquiétés. Comme dit Guicciardini, « ils avaient perdu leurs plumes [1] ». Soderini tint même à honneur, pour montrer une âme sereine, de donner ouvertement, dans le Conseil de la commune, des fèves noires, c'est-à-dire favorables, aux projets inspirés par Piero, et d'inviter ses voisins à faire comme lui. Avec de tels adversaires, l'accord, l'esprit de suite n'étaient plus obligatoires pour les vainqueurs. Ils pouvaient, « comme font les enfants », changer de dessein tous les jours, et tourner « comme la feuille au souffle du vent [2] ».

Florence remise en son assiette au dedans, les questions du dehors reparurent. La mort de Sforza (8 mars 1466) remettait sur le tapis le problème des alliances [3]. Son successeur, son fils Galeaz-Maria [4], serait-il un solide point d'appui? Il n'était âgé que de vingt ans, il avait grandi dans l'oisiveté d'une cour fastueuse, sans apprendre le métier des armes, et rien n'annonçait en lui des talents naturels [5]. Mais il était beau-frère de Louis XI, et l'on pouvait espérer qu'il serait soutenu du puissant bras de la France [6]. Piero en doutait si peu

1. *Stor. fior.*, *Op. ined.*, t. III, p. 20.

2. Lettres d'Al. Macinghi, 25 et 30 janv. 1466, p. 555, 568.

3. Lettre des Vénitiens au roi de Naples, 11 mars 1466. *Arch. Sforz.*, Orig., 1591, f° 282. Le 7, on avait rappelé en hâte Galeaz absent à cause de « certo accidente che è sopravenuto da heri in qua all'Ill. S. tuo padre, el quale non è senza gran periculo de la sua salute. » (*Ibid.*, f°279.) Machiavel met la mort de Sforza avant l'affaire de Soderini; mais Ammirato (XXIII, 95) le dit si plein d'erreurs dans cette période qu'il renonce à les relever.

4. Trollope (III, 229) remarque que le nom de Galeaz est propre aux Visconti; que personne dans la famille de Sforza ne l'avait jamais porté, et qu'en le donnant à son fils six ans avant d'être duc, Sforza semblait avoir indiqué son ambition de le devenir.

5. Simoneta, XXI, 775, 780. Cet auteur finit ici. *Ist. Bresc.*, XXI, 905, *Ann. Placent.*, XX, 916.

6. Le 8 avril 1466, la seigneurie écrivait à Louis XI au sujet de cette mort et en marquait sa douleur. Louis XI exhortait Florence à rester amie

qu'il lui faisait l'offre de quarante mille ducats. Naturellement, Galeaz acceptait; mais, en vrai fils de son père, il montrait de l'humeur [1], jugeant que c'était peu, et réclamant davantage [2]. Obtiendrait-il? Ce n'était guère probable : même pour ce mesquin denier éclatait l'opposition dans les Conseils. Luca Pitti et ses deux acolytes, Angelo Acciajuoli et Dietisalvi Neroni, voyaient dans ce subside la continuation de l'alliance; or on n'était engagé qu'envers Sforza, dont les talents et la puissance militaire avaient leur prix, surtout pour les Medici. L'entourage de Piero répondait en son nom que si Florence abandonnait Milan, Venise s'assujettirait un prince jeune et peu capable, si bien que son incapacité même était une raison de plus de lui venir en aide. Mais les Conseils inébranlables ne votèrent même pas la somme offerte, sans laquelle périclitait l'alliance [3].

C'était un succès pour les opposants. Lui donneraient-ils un lendemain? Parviendraient-ils, comme dit Alamanno Rinuccini, « à supprimer le Conseil des Cent, ennemi de la liberté, et à rendre au peuple sa liberté [4] »? Il leur aurait fallu des agents hommes d'action rapide, capables d'union, et ils ne pouvaient compter, dans la

de Galeaz, et le 1er juillet suivant, il lui était répondu que tel était le dessein de la République. Voy. Desjardins, I, 136, 138, 140.

1. « Delle parole referte ad Fiorenza che V. S. et mi non portiamo quello amore ad quella signoria per li 40 mila ducati come facevamo inanzi... me pare che S. M. ricorda bene » (Galeaz à sa mère, 15 juillet 1466. Orig., 1591, f° 357.)

2. Juillet 1466. Guicciardini, *Stor. fior.*, *Op. ined.*, III, 19; Ammirato, XXIII, 95. Ne pas confondre cette ambassade avec celle de pure formalité qui avait, en avril, notifié l'avènement de Galeaz, et dont parle Al. Rinuccini, p. 99.

3. Guicciardini, *Stor. fior.*, *Op. ined.*, III, 20; Machiavel, VII, 107 A; M. Bruto, L. II, dans Burm., t. VIII, part. 1, p. 38; Ammirato XXIII, 95.

4. Alam. Rinuccini, p. 100.

Seigneurie, que sur quatre prieurs, plus le gonfalonier[1]; avec cinq voix sur neuf, impossible d'atteindre à la majorité légale des deux tiers. Peut-être le tirage au sort, plus propice une autre fois, permettrait-il de reprendre cette campagne manquée, d'ôter à Piero le maniement des deniers publics, de ruiner ainsi son crédit dans le trafic et sa puissance dans l'État. Mais le temps était long et Dietisalvi impatient. Tournant contre le fils l'habileté dont le père avait voulu assurer le bénéfice à sa race, il tenta d'ourdir au dehors une vaste conspiration, non avec des exilés, mais avec des princes. La tentative lui réussit peu : le roi de Naples tenait à rester neutre; une maladresse de Luca Pitti refroidissait le pape[2]; Venise, trop occupée des Turcs, se bornait à abandonner aux conjurés le *condottiere* Bartolommeo Colleoni, de Bergame, dont expirait la *condotta*. Faute de mieux, Dietisalvi comptait opposer Colleoni à Galeaz, le duc d'Anjou au roi Ferrante, si ce dernier se prononçait. Acciajuoli avait obtenu de Borso d'Este, duc de Modène, qu'il enverrait, avec un corps d'armée, son frère Ercole, pour soutenir la révolte à l'intérieur et devenir capitaine général de Florence affranchie[3]. Cette révolte, Niccolò Soderini se chargeait de la provoquer et de l'accomplir. Avec trois cents soldats allemands qu'il avait engagés, il devait chasser Piero, ou mieux, le mettre à mort; on se rappelait l'amer repentir des Albizzi d'avoir épargné Cosimo[4]. Les conjurés s'étaient liés entre eux par

1. Ammirato, XXIII, 97.
2. Voy. le détail dans G. Capponi, II, 84.
3. Interrogatoire de Francesco Neroni, frère de Dietisalvi, 10 sept. 1466, et lettre d'un certain ser Luca, 6 sept. dans Fabroni, *Vita Laurentii magnifici*, Doc., p. 28-32. Ce Luca n'est point Luca Pitti, dont il est parlé dans cette lettre même.
4. *Comment. Jacobi card. Papiensis*, l. III, à la suite des *Comm. Pii II*,

un serment solennel devant Dieu et devant les hommes, quoique secret comme leur complot[1]. Tout en s'armant, ils accusaient sans détour le Medici de créer et gouverner à sa guise les Seigneuries, d'appeler à Imola et plus près encore quinze cents cavaliers de Milan pour faire l'assemblée à parlement et expulser les citoyens hostiles[2].

L'accusation n'était point sans fondement. Des deux parts, les fers étaient au feu. Mais les conjurés surtout avaient intérêt à les en retirer promptement, pour que le mystère ne fût pas percé à jour. Ils ne firent point assez vite. De sa lointaine Bologne, Giovanni Bentivoglio eut le temps d'avertir Piero qu'Ercole d'Este était avec son monde à Fiumalbo, aux confins de Pistoia. Tout impotent qu'il était, Piero se fit en hâte transporter de Careggi à Florence (27 août)[3]. S'il eût attaqué pendant la nuit, il pouvait, dit un contemporain, tout terminer contre des adversaires qui n'étaient pas prêts encore; mais lui-même il ne crut l'être que le lendemain, quand il eut autour de lui tous les gens qu'il avait appelés du dehors[4].

p. 381; Machiavel, VII, 107; M. Bruto, l. II, p. 50; Ammirato, XXIII, 95. Cf. Luca Landucci, *Diario*, p. 9 : « el quale vollono amazzare, venendo da Careggi ».

1. Angelo Acciajuoli à son fils Jacopo, sans date, dans Fabroni, *Vita Laur.* Doc., p. 29.

2. Alam. Rinuccini, p. 100.

3. *Cron. Bol.* XVIII, 763. Al. Rinuccini (p. 101) croit les lettres de Bentivoglio simulées par Piero. Propos d'ennemi, et fort invraisemblable. Il faut tenir pour une fable le danger qu'aurait couru Piero d'être tué, dans ce court trajet, par une embuscade à Sant'Antonio del Vescovo, et le dévouement de son fils Lorenzo qui, chevauchant en avant, l'aurait sauvé en lui faisant prendre une voie détournée. Aucun contemporain ne souffle mot de cette aventure. Elle a été rapportée pour la première fois par Nic. Valori (*Laurentii Medicis vita*, p. 10, éd. de Flor., 1740), probablement pour commencer la légende du Magnifique, reproduite depuis par tous les auteurs, sauf par M. Bruto, qui l'a réfutée (l. III, p. 55).

4. Alam. Rinuccini, p. 101.

C'était le jour du tirage au sort pour la nouvelle Seigneurie, et l'on savait que, d'après le roulement d'usage, le gonfalonier serait pris dans le quartier de Santa-Croce, presque entièrement dévoué aux Medici. Le nom de Roberto Lioni sortit de la bourse spéciale. Il entraîna ses collègues dans la faction de Piero [1]. Le bruit courut que les bourses avaient été secrètement épurées [2]; on savait bien que le tirage au sort, gênant pour la tricherie, ne l'empêchait pas absolument. A peine nommés, les membres de la future Seigneurie se rendirent au palais comme pour prendre langue auprès des Seigneurs sortants, et, une fois entrés, ils ne voulaient plus en sortir, quoiqu'ils ne dussent être installés que le 1er septembre. Il fallut les mettre dehors [3]. Ainsi, pour les détenteurs du pouvoir réel, les vieilles institutions, les vieux usages, même en apparence, ne commandaient plus le respect.

Mis en éveil, les conjurés auraient dû regagner le temps perdu; mais ce corps à plusieurs têtes ne savait se mouvoir avec décision. Tout était prêt pour l'offensive et rien pour la défensive. En présence d'adversaires pleins de hardiesse, Soderini et Pitti se reprochaient l'un à l'autre de s'être trop écoutés réciproquement [4], et se renvoyaient le chapitre de la dépense, personne ne voulant se mettre en frais [5]. Piero, qu'on n'aurait pas cru

1. « Uomo sensato e buon popolano; ma l'ambizione lo volse alla parte di Piero. Gli altri signori altresì. » (J. Pitti, l. I, *Arch. stor.*, 1a ser., I, 22.)
2. Alam. Rinuccini, p. 101; Ammirato, XXIII, 97.
3. Alam. Rinuccini, p. 101.
4. Ammirato, XXIII, 97.
5. « I quali divisi e non concordi alle spese, attendendo ciascuno che l'altro somministrasse alla bisogna denari. » (J. Pitti, l. I, p. 22.) Celui qui parle ainsi est un descendant de Luca Pitti, favorable aux conjurés et qui dit qu'ils obéirent tous à la seigneurie en déposant les armes, tandis qu'une partie seulement des partisans de Piero en firent autant.

si habile, profitait de ces retards pour forcer les peureux, qui sont légion, à se compromettre en sa faveur; il faisait circuler des feuilles sur lesquelles ses adhérents devaient s'inscrire. S'y inscrivirent avec les zélés bien des indifférents et même bien des conjurés, les uns de bonne foi, et c'était autant d'amis de gagnés, les autres par grimace, et ils étaient dès lors perdus auprès de leurs complices plus fermes en leurs résolutions [1].

Le plus ferme, assurément, était Soderini, homme de convictions invariables, et certain d'ailleurs que Piero ne lui pardonnerait pas de s'être mis en avant le premier. Pouvant compter sur deux cents amis et trois compagnies allemandes, il sollicitait Luca Pitti de consentir enfin à une prise d'armes pour « courir la ville »; selon Rinuccini, ce pouvait être le salut [2]. Luca refusa; il alléguait son respect pour la famille de Cosimo, son désir d'épargner à la sienne les fureurs populaires [3]. Ces réflexions tardives, Dietisalvi Neroni les faisait de son côté; il s'apercevait que sa maison, étant voisine de celle de Piero, pourrait bien être brûlée ou saccagée en même temps [4]. Mais Luca fit un pas de plus et décisif. Dès le 29, il faisait visite à Piero toujours gisant sur son lit. Tous les deux s'embrassèrent et se baisèrent sur la bouche. On ne mit pas en doute qu'ils ne se fussent d'avance accordés sous les auspices d'Antonio de Puccio. Cet intermédiaire avait fait miroiter aux yeux du conjuré bien des séductions, bien des avantages, notamment le mariage de sa fille « avec une des personnes les plus chères à

1. Ammirato, XXIII, 97.
2. Alam. Rinuccini, p. 104.
3. *Comment. Jacobi card. Papiensis*, l. III, après *Comm. Pii II*, p. 381.
4. J. Pitti, l. I, *Arch. stor.*, 1e ser., I, 21

Piero ». Par ces mots, il laissait entendre Lorenzo, le futur héritier; mais, n'ayant prononcé aucun nom, il laissait le droit de dire plus tard qu'on n'avait jamais pensé à cette alliance[1]. Luca n'y prit pas garde; on croit si aisément ce qu'on désire !

Aux accords particuliers succédaient, le lendemain (30 août), les accords généraux. Les Seigneurs sortants et entrants se réunirent et invitèrent à se présenter devant eux les chefs des deux partis. Luca Pitti s'y rendit sans armes; Piero allégua, pour ne pas s'y rendre, sa goutte, qui ne l'avait pas cloué à Careggi, quand ses intérêts l'appelaient à Florence. Il se contenta d'envoyer ses deux fils porteurs des lettres de Bentivoglio qui annonçaient l'approche d'Ercole d'Este. Les Seigneurs, ayant défendu à ce dernier de pousser plus avant et ordonné à tous les citoyens de poser les armes dans les vingt-quatre heures, présentèrent les conditions d'un accord qu'acceptèrent et signèrent d'une part Luca Pitti, de l'autre Lorenzo et Giuliano des Medici.

Mais ici éclate, dans tout son lustre, la mauvaise foi de cette famille d'aspirants au principat. Tandis que les conjurés désarmaient, Piero faisait entrer mystérieusement et réunissait dans sa vaste demeure nombre d'hommes armés, jusqu'à six mille, dit-on[2], au moment même où il invitait les agents de Galeaz à faire retourner vers

1. Plus tard, en effet, à Lorenzo, Piero substitua un Tornabuoni, oncle de son fils. (J. Pitti, *loc. cit.*, p. 22-24; Nerli, l. III, p. 52; Ammirato, XXIII, 97; Jacopo Nardi, *Istorie della città di Firenze*, p. 21. Flor., 1842.) J. Pitti donne à son ancètre des motifs divers : souvenir de sa vieille amitié avec Cosimo; défiance de ses compagnons; désir de poursuivre la construction de son palais, de finir en paix ses jours, ayant déjà plus de 72 ans; promesse d'être fait *accoppiatore* et son frère Luigi des Huit à créer, plus le mariage en perspective.

2. Alam. Rinuccini, p. 101; J. Pitti, l. I, p. 23; Ammirato, XXIII, 98.

Milan les troupes que le jeune duc envoyait à son secours[1].

Il savait donc n'avoir plus rien à craindre de ses ennemis au dedans. Craignait-il beaucoup ses ennemis du dehors? On hésite à le croire. Toutefois, ayant appris que six mille fantassins et huit cents chevaux de Modène sont descendus à San Marcello, dans la montagne de Pistoia, il produit sans plus de retard ses satellites cachés, pour garder la place malgré les défenses de la Seigneurie, et il rappelle le contingent milanais, qui n'était pas loin. Son prétexte, dont il aurait pu s'aviser plus tôt, c'est que le lendemain on installait les nouveaux Seigneurs, et qu'on ne savait si, « avec des méchants sans foi ni amour de Dieu, ne surviendrait pas quelque mal irréparable[2] ».

Il n'en survint aucun[3]. Aussi, sans plus tarder, le 2 septembre, Piero se sentant le vent en poupe, fit-il fermer la porte San Gallo contre les surprises peu probables du dehors; puis il garnit la place d'un millier d'hommes armés, sous les ordres de deux membres de cette famille des Bardi à laquelle appartenait sa mère[4]. Tout était prêt dès lors pour l'assemblée à parlement. La cloche y ayant appelé le peuple, on y vit accourir sans armes tous ceux qui n'avaient rien à craindre de ce déploiement de forces, et même d'autres, des plus

1. « Hieri sera vi mandammo a dire per Sagramore de Arimino, poy ve habiamo scripto per tre nostre lettere che devessino recondure inderetto quelle gente d'arme duchesche, et questo parendoci havere bene assettate le cose de qui. » (Piero et Nicodemo à Orfeo de Ricavo et Antonio de Pesaro, familiers du duc de Milan, 31 août 1466. Orig., 1591, f° 364.)

2. *Ibid.*; Alam. Rinuccini, p. 102; Ammirato, XXIII, 99.

3. Luca Landucci, *Diario*, p. 9, dit cependant que l'assemblée à parlement eut lieu le 1er septembre.

4. Alam. Rinuccini, p. 103; Ammirato, XXIII, 99; Lettre de ser Luca, 6 sept. 1466, dans Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 31.

considérables, qui prévoyaient la fin et ne voulaient pas être rangés parmi les vaincus. De ceux-là étaient, non seulement Luca Pitti, déjà rallié, mais encore Dietisalvi Neroni. Le plus grand nombre se tenait sur la réserve. Luca Landucci, un contemporain dont la chronique a été tout récemment publiée, dit que la ville était fort émue, que les boutiques, pour n'être pas saccagées, se fermèrent plusieurs fois[1].

L'assemblée à parlement donna son fruit naturel. Balie fut accordée pour quatre mois, jusqu'à la fin de décembre, aux Seigneurs et Collèges de ces quatre mois, conjointement avec tous ceux qui avaient été gonfaloniers de justice depuis 1434, et avec cent citoyens à élire par les Seigneurs et Collèges en exercice. Cette commission de trois cents membres devait avoir un pouvoir égal à celui du peuple lui-même, pour réformer la ville et punir les coupables[2]. Le tour était joué, et il l'avait été sans peine, non toutefois sans soulever bien des colères. « Nous sommes à la discrétion de Piero, lit-on dans une lettre du temps; il peut faire ce qu'il veut. Je ne crois pas qu'il fasse mal. » Et un peu plus bas, sans nul souci de la contradiction : « Vous devez voir maintenant quel est son dessein. Dieu soit loué, mais non de cela. Faites la meilleure contenance que vous pourrez. Pour moi, je sue de colère en vous écrivant cette lettre, et il est matin, et il fait frais[3]. »

Justement, les vaincus ne savaient pas faire bonne

1. Luca Landucci, *Diario*, p. 9.

2. Pietro de Landriano à Bianca et Galeaz. Envoyé à Naples, de passage à Florence, il leur raconte ce qui s'y est passé. 13 sept. 1466. Orig., 1591, f° 374.

3. Lettre de ser Luca, 6 sept. 1466, dans Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 31, 32.

contenance. A leur triomphe, c'est visible, les Florentins n'eussent rien gagné. Angelo Acciajuoli, qui avait préconisé, contre Milan, l'alliance de Venise, jurait ses grands Dieux à Nicodemo que ce triomphe n'eût point nui à Milan[1]. Tout tremblant, il lui prenait les mains, l'adjurait de dire s'il y avait quelque chose à craindre, et il ne se sentait qu'à moitié rassuré par cette réponse « que Piero était bon, mais qu'ils en avaient usé d'étrange sorte[2] ». Aussi sollicite-t-il de son interlocuteur une nouvelle entrevue. Il l'obtient et se rend, le lendemain, dans l'église de Santa-Trinita, avec Dietisalvi. Là, à brûle-pourpoint, tous deux demandent à l'important Nicodemo s'ils doivent s'en aller au diable[3], attendu que la ville entière les menace de la relégation. L'orateur milanais leur répond en riant *quod nemo leditur nisi ab se ipso,* mais qu'il ne croyait pas que Piero les traitât comme ils l'auraient traité lui-même « s'ils l'avaient eu sous le vent ». Alors Angelo fait avancer sa mule, et ils se rendent tous les trois de conserve chez Piero. Là, les deux vaincus de la veille rivalisent de soumission, d'abjection; ils promettent d'être les premiers au palais, pour conseiller que les bourses se fassent *a mano,* et « que ces coquins, qui n'avaient pas su voir ce qu'ils devaient faire, restent dans leur fange[4] ».

1. « Quando gli fosse facta alcuna novità sotto el caldo vostro, non ce seria l'honore vostro. » (Nicod. à Bianca et Galeaz, 5 sept. 1466. Orig., 1591, f° 369.)

2. « Mi prese la mano et me scongiurò ch'io gli dicessi quel credevo certamente se gli doveva essere facta novità veruna, respondendoli ch'io credevo di nò per rispecto a la bontà del M^{co} Piero, etiam che luy havesse tenuti stranii modi. » (*Ibid.*)

3. N'oublions pas que les Italiens, gens pieux dans la forme, disent « s'en aller avec Dieu »; mais cette locution a le même sens que la locution opposée où les Français remplacent Dieu par le diable.

4. « Che questi gaglioffi che non havevano saputo cognoscere el partito loro, remanessero ne la feza. » (*Ibid.*)

On ne pouvait avec plus de désinvolture tirer son épingle du jeu. Mais ce n'est pas tout. L'archevêque de Florence, frère de Dietisalvi, étant retenu au logis par la goutte, supplie Nicodemo de l'y venir trouver, et là, les larmes aux yeux, lui recommande sa famille, quoique quelques-uns ne méritent guère l'indulgence. Nicodemo proteste du bon vouloir de son maître Galeaz, en quoi il s'avançait beaucoup et mentait peut-être[1]; le prélat sera sage d'inviter ses frères à se montrer reconnaissants, « à ne pas vouloir de ce monde plus qu'une partie ». De retour chez Piero, il y trouve de nouveau Dietisalvi, flanqué de deux de ses frères, qui recommencent leur concert de protestations dévouées, et Luca Pitti qui se fait parfois fort d'enlever les bourses *a mano* pour dix ans, ainsi que tout ce qui pourra contribuer à l'affermissement des Medici.

Dans l'après-midi du même jour, l'effronté escamotage s'accomplissait au palais. La *balie* décida en outre que le complaisant Conseil des Cent serait maintenu[2]: « toutes choses violentes et tyranniques, écrit Rinuccini, et déjà résolues depuis plusieurs mois, car j'en avais ouï parler[3] ». Propos d'ennemi, dira-t-on, soit; mais écoutons alors ceux d'un ami, d'un compromettant ami : « Il est certain, lit-on dans une dépêche de Nicodemo, qu'ayant les bourses *a mano* et par conséquent le

1. Le 4 sept. 1466, Bianca Maria et Galeaz-Maria écrivaient à Nicodemo pour marquer leur joie de la victoire de Piero, et l'inviter à faire en sorte, maintenant qu'il le peut, que de tels mouvements ne se produisent plus, car ils sont nuisibles à toute l'Italie. « Non bisogna fidarsi più de costoro nè de loro belle parole. » (Orig., 1591, f° 367.)

2. Nicod. à Bianca et Galeaz, 5 sept. 1466, Orig., 1591, f° 369; Alam. Rinuccini, p. 103; Ammirato, XXIII, 99; Lettre de ser Luca, 6 sept. 1466. dans Fabroni, *Vita Laur.* Doc., p. 31.

3. Alam. Rinuccini, p. 103. — « Per modo che Piero ha quel che chiede a pontino. » (Nicod. à Bianca et Galeaz, 5 sept. 1466, f° 369.)

palais à notre disposition, l'on ne pourra de longtemps machiner comme on faisait auparavant[1]. »

Piero, toutefois, qui jouait son va-tout, avait moins d'assurance. Il voyait le duc de Milan prêt à retirer ses troupes de Romagne ; le duc de Modène disposé à soutenir les mécontents; Soderini, Dietisalvi et les deux fils de ce dernier s'acheminant vers les États de ce seigneur ; Acciajuoli et les siens se réfugiant du côté de Sienne, c'est-à-dire chez des ennemis[2]. C'était prudent ; si quelques-uns croyaient que Piero aurait la main légère[3], d'autres craignaient qu'il ne l'eût lourde[4], et ceux-ci se trouvèrent avoir raison.

Avant le 10 septembre, Francesco Neroni, un des frères de Dietisalvi, avait été mis à la corde : la souffrance lui avait arraché l'aveu des secours demandés au duc de Modène, du conseil qu'aurait donné ce prince de tuer Piero, après quoi il se ferait médiateur entre les conjurés victorieux et les Vénitiens. Vingt autres citoyens avaient été incarcérés en même temps. Ce jour-là même, expirait le délai fixé aux fugitifs pour comparaître[5]. Le lendemain 11, ils furent condamnés à vingt ans de relégation, « pour avoir voulu introduire des gens armés et agir contre la liberté » : Dietisalvi et les siens en Sicile; Acçiajuoli et son fils dans le Royaume, au delà de Barletta[6] ; Soderini en Provence. Pour vingt ans aussi

1. Nicod. à Bianca et Galeaz, 5 sept. 1466, f° 369.

2. Nicod., 10 sept. f° 371; Pietro Landriano, 13 sept., f° 374; J. Pitti, l. I, p. 23, 24. Ils étaient partis, Soderini le 5, les deux autres le 6.

3. « Disposto a menare le mane molto leggiere. » (Nicod., 5 sept., f° 369.) « Parmi occelli a la gratia del populo. » (Nicod., 10 sept., f° 371.)

4. Vespasiano, *Vita di Agn. Acciajuoli*, c. 12, *Spicil. Rom.*, I, 473.

5. Nicod. 10 septembre, f° 371; Pietro Landriano, 13 sept., f° 374.

6. Acciajuoli suppliait Nicodemo de lui obtenir la permission de résider dans tout le Royaume; mais son cas était bien récent pour qu'il y eût chance de succès. (Nicod., 15 sept., f° 376.)

leurs adhérents furent privés des offices, sans parler d'amendes qui s'élevaient en tout à douze mille ducats[1]. Le dimanche suivant (14 septembre), pendant qu'on préparait une grande procession et que les prieurs, avec les autres officiers publics, entendaient la messe à la cathédrale, les Huit de garde faisaient appréhender au corps d'autres suspects, et, dans l'église même, un certain Salvestro Nardi, qui avait été de leur office. Parent du gonfalonier de justice, ce Salvestro chercha un refuge auprès de lui; mais cette haute protection ne le préservait point d'un exil perpétuel[2]. Guido Bonciani, un des capitaines de la *parte guelfa*, jadis si redoutée, fut saisi au milieu de ses collègues et conduit en prison[3]. D'autres familles moins considérables furent frappées de peines semblables[4]. La rage de la *Balie* et du peuple était telle qu'on faisait la chasse dans la ville. Les plus innocents, dans leur examen de conscience, se demandaient, anxieux, s'ils n'auraient pas, par hasard, médit de Piero l'an passé[5]. Luca Pitti lui-même eût été confiné, si Piero ne l'eût défendu comme un de ses parents[6]; mais cette clémence était le coup de grâce. Accusé d'avoir livré les noms de ses amis, le vieux Luca termina dans un mépris universel sa longue vie, ne trouvant

1. Pietro Landriano, 13 sept. f° 374; Alam. Rinuccini, p. 104; J. Pitti, l. I, p. 20; *Ist. Bresc.*, XXI, 1012; Nerli, l. III, p. 52; Ammirato, XXIII, 100. Morelli (*Del.*, XIX, 182) met ces proscriptions au 29 janvier, 1467. Les documents inédits confirment les autres auteurs.

2. J. Pitti, l. I, p. 24; Nardi, l. I, t. I, p. 21.

3. J. Pitti, l. I, p. 24.

4. Guernieri Bernio (*Storia d'Agobbio*, XXI, 1012) donne une longue liste de condamnés. Cf. *Comment. card. Papiens.*, après *Comm. Pii II*, l. III, p. 382; Machiavel, VII, 109 A; M. Bruto, l. III, p. 67; Ammirato, XXIII, 99, 100.

5. J. Pitti, l. I, p. 24.

6. Luca Pitti avait marié une de ses filles à Giov. Tornabuoni. Voy. Luca Landucci, *Diario*, p. 9.

plus personne qui voulût travailler à son palais [1]. L'histoire n'a même pas pris soin de noter son dernier jour [2].

Le premier pas fait, Piero en fit d'autres. Il décidait, le 15 septembre, de mettre fin aux rigueurs. C'était « le meilleur moyen qu'il eût trouvé de couper les ongles à quelques-uns de ces animaux qui ne peuvent ou savent vivre que de brigandage. Je crois, ajoutait l'inexorable Nicodemo, que c'est vouloir l'impossible; car jamais on n'a vu un état populaire où les forts n'aient pas voulu se grandir aux dépens des faibles; mais enfin Piero voudrait les réduire à lécher au lieu de mordre [3]. » Il fit plus . il accorda ce qu'il avait refusé jusqu'alors, le rappel d'un certain nombre des anciens exilés. C'est qu'ils s'étaient humiliés à ses pieds : « Dieu, lui écrivaient les Strozzi, a assuré votre victoire contre les mauvais citoyens; pour rendre grâces à Dieu, il faut rappeler les bannis [4]. » Le 20 septembre, ils recevaient la récompense de leur platitude [5], et s'ils ont une excuse, c'est dans la joie qu'ils ressentent de leur retour. « Faites en sorte, écrit Filippo Strozzi annonçant qu'il arrive, d'avoir à souper autre chose que des saucisses [6]. »

Mais les Strozzi étaient d'anciens exilés : il fallait faire un effort de mémoire pour retrouver les causes de

1. Le palais Pitti resta inachevé jusqu'au jour où les Medici, devenus princes, l'achetèrent pour y établir leur résidence.

2. Alam. Rinuccini, p. 104; lettre de ser Luca, 6 sept. 1466, dans Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 31; Nardi, l. I, t. 1, p. 22; Nerli, l. III, p. 52; Machiavel, VII, 109 B; Ammirato, XXIII, 99, 100.

3. Nicod. à Bianca et Galeaz, 15 sept. 1466. Orig., 1591, f° 376. Le 4 septembre, Bianca Maria et Galeaz Maria exhortaient Piero à la rigueur (f° 367); le 13, ils se réjouissaient de ce qui s'était passé, de ce que tout le monde allait pouvoir dormir en paix (f° 374).

4. Voy. *Lettere di una gentild.*, p. 581, 582.

5. Le texte de la décision se trouve aux registres de la *Balie*, p. 16-18. M. Guasti l'a publié dans les *Lettere di una gentild.*, p. 581.

6. 27 nov. 1466. *Ibid.*, p. 582.

leur disgrâce. Les proscrits de la veille n'avaient pas à compter sur pareille clémence. Ils devaient s'arranger pour vivre, momentanément au moins, dans l'exil. La Seigneurie, exposant à Louis XI l'historique de leur défaite, leur prêtait les plus noirs desseins, montrait en eux des bêtes fauves dont le peuple avait réprimé la criminelle fureur en « constituant la liberté[1] ». On aurait dû plutôt les comparer à des bêtes viles et rampantes, car ils ne surent pas conserver la dignité de leur exil, et ils n'avaient pas, comme les Strozzi, l'excuse d'avoir longtemps souffert hors de leur foyer. La seule qu'on puisse alléguer, si c'en est une, c'est qu'ils devaient se trouver fort mal à l'aise, dans des villes étrangères, en présence des fils encore bannis de ceux qu'ils avaient persécutés, quand on chassait les fauteurs de l'oligarchie. Angelo Acciajuoli, qui avait été un de ces persécuteurs, se flattait d'obtenir son rappel, en souvenir de ses services. Avec une hauteur de langage qui dissimulait mal la bassesse de la pensée, il écrivait de Sienne à Piero, dès le 17 septembre, — il était de ceux qui ne savent pas attendre, — qu'il y allait de l'honneur des Medici de le rétablir dans son état. A quoi Piero répondait, d'un ton tout ensemble hautain et doucereux, qu'il pardonnerait bien, quant à lui ; mais que la République, « qui a pleine et libre puissance sur nous », ne le pouvait, et, pour l'exemple, ne le devait[2]. Dietisalvi, moins fort de son

1. « Inflati superbia atque avaritia, et pessimis occecati libidinibus... immanissimarum ferarum ritu... Populus arma sumens brevi eorum perditissimum furorem penitus reprensit, libertatem constituit... Firmata et corroborata undique libertas est. » (Texte dans Desjardins, I, p. 141, 142. La réponse de Louis XI, 14 janv. 1467, p. 143, n'est qu'une paraphrase.)

2. Voy. le texte de ces deux lettres dans Fabroni, *Vita Laur.* Doc., p. 36. Cf. Vespasiano, *Vita di Agn. Acciajuoli*, c. 12, *Spicil. Rom.*, I, 473, qui dit formellement que Piero voulait rappeler Agnolo.

passé que n'était Angelo, n'évoquait pas ses services; mais il cherchait à en rendre, pour mériter sa grâce : il révélait les projets des exilés, il s'offrait, une fois de retour, à montrer les remèdes, à s'employer pour maintenir Piero. Il avait si bien le sentiment de mal faire, qu'il priait l'ami dépositaire de ses confidences de n'en faire part « qu'à Madonna et au Seigneur[1] ». C'est la première fois que nous constatons, à Florence, l'emploi du mot *seigneur* en parlant d'un citoyen, et même à un citoyen. Jusqu'alors, on ne l'employait au singulier qu'à propos des tyrans italiens, et au pluriel que pour faire politesse aux prieurs. L'abaissement public a donc fait un pas de plus. C'est la bassesse des âmes qui, au lendemain d'une victoire semblable à celles que remportait Cosimo, sacre Piero seigneur[2].

On aime à voir, parmi tant d'être vils, un homme fier, médiocre d'esprit sans doute, mais non de caractère. Niccolò Soderini montra plus de fermeté, et son exemple trouva des imitateurs, — loin du maître, il est vrai. Plutôt que de s'astreindre à vivre isolés dans les résidences à eux assignées, bon nombre de proscrits suivirent Niccolò à Venise, où ils étaient hors d'atteinte, où ils retrouvaient la liberté de leurs paroles, de leurs actes,

1. « Ti priego di questo non parli se non con Madonna e col Signore. » (De Pigello, 8 oct. 1466, dans Fabroni. *Vita Laur.*, Doc., p. 35.) On peut lire l'épitaphe de Dietisalvi, mort seulement en 1482, à l'âge de 81 ans, dans Reumont, *Lor de' Med.*, l. II, c. 3, t. I, p. 259. On peut bien dire que la mauvaise foi, la perfidie étaient le mal du temps; mais les Italiens passaient partout pour plus malhonnêtes que les autres peuples. « E dicevano che nuy Italiani non servamo may fede. » L'ambassadeur Maletta, qui rapporte à son maître Sforza ce propos de la cour de Louis XI, ne s'indigne pas, ne dit pas qu'il ait protesté. (20 déc. 1463, dans Buser, append., p. 418.)

2. Ce progrès de l'abaissement public est constaté par le courtisan. Nerli, l. III, p. 52.

au milieu de bannis plus anciens, jadis leurs adversaires, maintenant leurs alliés. Soderini, dont l'honorable pauvreté était connue, obtint même de la sérénissime République une provision mensuelle de cent ducats [1]. C'était le reconnaître, le proclamer chef des exilés.

Dans l'exil et dans la plénitude de leur liberté recouvrée, que pouvaient faire ces Florentins aigris ? Naturellement, ils conspiraient. Parviendraient-ils à embarquer Venise dans une nouvelle aventure ? Tout était là. Les hostilités contre les Turcs absorbaient les forces, l'attention du Conseil des Dix. Mais, sollicité avec insistance et machiavélique avant la lettre, ce Conseil indiqua un moyen terme. Le plus renommé capitaine de la péninsule, depuis la mort de ses rivaux, le *condottiere* lettré Bartolommeo Colleoni, libre de tout engagement, en souhaitait un sur ses vieux jours, pour finir, comme Sforza, dans la peau d'un duc, d'un seigneur. Sans actions d'éclat à son actif, il en avait la cervelle hantée, il ruminait d'étranges desseins [2]. Les mécontents de toute provenance lui faisaient une sorte de cour. Ceux de Milan lui représentaient qu'il pourrait tout contre Galeaz-Maria, un enfant incapable. Ceux de Florence lui murmuraient aux oreilles qu'il pouvait devenir l'arbitre de l'Italie : il n'avait qu'à renverser les pouvoirs établis dans leur ville, seule assez puissante pour dissoudre cette alliance de Naples avec Milan qui faisait échec à Venise.

1. Romanin, *Stor di Venez.*, l. XI, c. 1, p. 326, n. 1, d'après les archives vénitiennes, Secr., XXIII, 69.

2. Voyez son biographe, qui avait vécu auprès de lui à Malpaga, *Antonii Cornazzani vatis placentini de vita et gestis Bartholomæi Colei principis bello invictissimi commentariorum libri sex* (sans millésime), dans Burmann, t. IX, part. 7, p. 1-38; Malipieri, *Annali veneti*, dans *Arch. stor.*, 1re sér., VII, 211; Ricotti, III, 120-126, 205-207; Reumont, *Lor. de' Med.*, l. II, c. 3, t. I, p. 236.

Dans ces conditions, la lutte s'engageait-elle, Venise promettait de l'argent par-dessous main, prête à profiter des événements s'ils tournaient bien, à les désavouer s'ils tournaient mal. C'était facile : elle pouvait soutenir, établir que Colleoni n'était plus à sa solde[1].

Les orateurs de Florence suivaient de l'œil et signalaient à leur gouvernement ces menées à peine secrètes, des allées et venues suspectes, de nombreux pourparlers. Tous les jours, écrivaient-ils, on voyait Dietisalvi, soit au Conseil des Pregadi, soit au camp de Colleoni. Dès lors, plus de ménagements à garder envers ces confinés en rupture de ban. On les déclare rebelles, d'où la confiscation de leurs biens et le droit, pour quiconque le pourrait, de les mettre à mort (décembre 1466, janvier 1467). En même temps, la Seigneurie écrivait aux princes que les intrigues des bannis forceraient peut-être Florence à la guerre, quoiqu'elle ne souhaitât que la paix[2].

Mais ces condamnations par contumace n'effrayaient point. La confiscation même, seule effective, ne l'était qu'à moitié, grâce à l'usage, général chez les trafiquants florentins, de disséminer leurs comptoirs et leurs capitaux. Ils restaient donc assez riches pour payer le concours de Colleoni, pour traiter avec les princes italiens, comme eût fait un État, pour prendre à leur solde Ercole d'Este avec quatorze cents chevaux[3], puis les seigneurs de Carpi, de la Mirandola, de Forlì, de l'Anguillara, de Faenza. Ce dernier, Astorgio Manfredi, avait promis à Piero de garder les défilés du val de Lamone;

1. Malipieri, *Ann. ven.*, loc. cit., p. 211.
2. Ammirato, XXIII, 100.
3. *Ist. Bresc.*, XXI, 908; Pigna, *Stor. de' principi d'Este*, l. VIII, p. 730.

sa défection mettait en grand danger l'armée florentine, qu'il avait reçue dans ses domaines[1]. Il n'était pas jusqu'à Alessandro Sforza, frère du feu duc de Milan, lui, l'ancien allié de Florence, qui n'envoyât son fils Costanzo à l'armée des exilés. C'est que de leur côté penchaient tous les anciens amis de la République florentine, comme si le pouvoir naissant des Medici eût inspiré partout crainte ou répulsion.

Ainsi, lorsque Colleoni passa le Pô (10 mai), l'armée sous ses ordres ne comptait pas moins de huit mille chevaux et six mille fantassins de bonnes et vieilles troupes. Sous aucun *condottiere*, depuis Piccinino, on n'avait vu, en Italie, si belle armée[2]. Le malheur est que le vieillard mis à sa tête ne manœuvrait qu'avec une lenteur sénile, laissait à Florence tout le temps de se mettre sur ses gardes. A loisir, la République resserrait ses alliances avec Galeaz-Maria, avec le pape[3], avec le roi de Naples; elle formait et grossissait son armée, presque égale, une fois les renforts reçus, à celle des exilés; elle en confiait le commandement au valeureux Federigo de Montefeltro. Ce qui maintenait la balance, c'est que Montefeltro, lui aussi, était vieux, incapable de la fougue qui eût triomphé d'une temporisation obstinée. La prudence excessive de ces deux capitaines, Machiavel l'appelle « une merveilleuse lâcheté[4] ».

La guerre traîna donc en longueur, inutile et ruineuse pour les deux partis. Le 6 novembre, après six mois

1. *Comment. card. Papiens.*, l. III, p. 384; M. Bruto, l. IV, p. 82, 83; Ricotti, III, 207; Sismondi, VI, 459.

2. Ammirato, XXIII, 100; Ricotti, III, 207; G. Capponi, II, 90; Sismondi, VI, 459.

3. Le 11 juin 1467, Florence remerciait Louis XI de lui avoir concilié la bienveillance de Paul II. Texte dans Desjardins, I, 149.

4. *Comment. card. Papiens.*, l. III, p. 387; Machiavel, VII, 110 B.

d'évolutions sans but et sans effet, Colleoni était enfin avec Dietisalvi, Soderini et autres rebelles à Dovadola, sur le territoire d'Imola, marquant ainsi son dessein d'entrer en Toscane par la Romagne. A cette nouvelle, les Dix de la guerre étaient nommés, et, dans le nombre, se trouvait Piero lui-même[1]. Des frères de Dietisalvi, trois furent jetés aux *Stinche*[2]. Mais il fallait compter avec l'inepte Galeaz, allié plus dangereux qu'utile, dont la présomption doublée d'ignorance compromettait tout. Deux fois, abusant de son autorité princière, il avait entraîné mal à propos le capitaine général Montefeltro au combat, et, deux fois, saisi d'une terreur panique, il l'avait abandonné au moment de l'action. Plus entreprenant, Colleoni eût détruit l'armée florentine. Il fallut, sur la demande de Montefeltro, appeler Galeaz à Florence, en prétextant le besoin, pour les Dix, de conférer avec lui[3]. Le jeune seigneur arrivait bientôt (21 juillet), portant attachée à la manche de son pourpoint une bourse ouverte et vide, digne emblème d'une race quémandeuse. Cette fois, le peuple florentin lui fit grise mine : ignorant les motifs de sa venue, il l'accusait d'avoir quitté le camp par peur, par lâcheté[4].

Au camp, en son absence, on se préparait à combattre. Les deux armées étaient en présence, Montefeltro près d'Imola, Colleoni à la Mulinella, où il s'était

1. Ammirato, XXIII, 101.

2. Morelli, *Del.*, XIX, 184. Le 19 février suivant, deux autres frères du même Dietisalvi étaient déclarés rebelles. Ils sortirent de prison en juillet 1468. (*Ibid.*, p. 184-185.)

3. *Comment, card. Papiens.*, l. III, p. 387; Machiavel, VII, 110 B; Ammirato, XXIII, 101. Sismondi (VI, 460) croit à tort, par une interprétation exagérée de quelques mots du cardinal, que le rang de Galeaz avait forcé de lui déférer le commandement, car le fils du roi de Naples était aussi au camp; mais il y devait avoir une part d'autorité.

4. Morelli, *Del.*, XIX, 183; Alam. Rinuccini, p. 107, 108.

fortifié. Le 23 juillet, dans l'après-midi[1], Montefeltro donna le signal de l'attaque. Aucun combat, prétend-on, ne fut plus acharné dans ce temps-là[2]; mais tout est relatif. Les espingardes ou pièces de campagne, employées pour la première fois ailleurs que dans des sièges, avaient fait plus de bruit que de mal. Pour les avoir établies sur de petits chariots que ses soldats démasquaient au moment de tirer, Colleoni passa pour barbare et méchant[3]; quant à ceux qui le flétrissaient de ce nom, ils criaient, selon l'ordre de leurs chefs, *carne! carne!* c'est-à-dire pas de quartier! Si la nuit ne sépara point les combattants, c'est qu'ils continuèrent leurs évolutions et leurs attaques peu meurtrières, comme dans une joute à la lueur des torches. D'ailleurs, un des *condottieri* ayant enfin invité l'autre au repos, on vit capitaines et soldats s'avancer dans l'espace qui les séparait, se donner la main et se féliciter de leur santé conservée[4].

Le 27, quand tout fut fini, on laissa Galeaz repartir pour le camp[5]. Mais lui, blessé qu'on l'eût empêché de

1. Cette date est donnée par *Diario Ferrarese*, XXIV, 211. La plupart des auteurs disent le 25, et *Cron. d'Agobbio*, XXI, 1013, le 24. Mais on voit dans Morelli (*Del.*, XIX, 183) que la nouvelle de la bataille arriva à Florence le 25. La lutte ayant commencé dans l'après-midi, la date du 25 se trouve écartée et celle du 24 même rendue peu probable.

2. Sabellico, Dec. III, l. VIII, p. 733. Machiavel (VII, 110 B) n'en dit pas moins, pour la troisième fois dans son histoire, qu'il n'y eut personne de tué. Quelques auteurs donnent le nombre des morts et des prisonniers. Pigna (l. VIII, p. 731) dit mille des uns et autant des autres; Ammirato (XXIII, 102) dit de 300 à 800 pour les seuls Vénitiens.

3. P. Jove, *Elogia*, III, 237. Bâle, 1571. Texte rapporté par Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 38, et Ricotti, III, 208.

4. Baldi, *Vita di Federico d'Urbino*, l. VIII, p. 99, Bologne, 1826, cité par Ricotti, III, 209. Sur cette bataille voyez, outre les auteurs déjà cités, *Comment. card. Papiens.*, l. III, p. 389; Cornazzani, *Vita Colei*, l. IV, dans Burm., t. IX, part. 7, p. 18-24; Marin Sanuto, XXII, 1184.

5. Morelli, *Del.*, XIX, 183.

faire des sottises, il repassa le Pô pour s'occuper de ses propres affaires, pour repousser Philippe de Bresse, beau-frère du duc de Savoie, qui menaçait le Milanais. Une trêve de vingt jours avait été conclue : ce n'était pas trop après un si grand effort. Venise, qui était toute reposée, n'en confisquait pas moins sur mer les marchandises et les navires des Florentins, en même temps qu'elle provoquait à se révolter contre Milan la rivière de Gênes.

Mais sentant bien qu'elle avait contre soi toute l'Italie[1], elle inclinait à la paix, pourvu qu'on lui laissât sur mer les coudées franches, et elle le prouvait bientôt en restituant les marchandises confisquées[2]. Ce sentiment était général. Le roi de Naples prêchait la défensive, Colleoni n'étant pas un foudre de guerre[3]. Colleoni eût volontiers livré Dovadola aux exilés florentins; mais il ne voulait pas attiser l'incendie. Tommaso Soderini, orateur de Piero à Venise, aurait tenu à honneur d'y signer la paix. Les exilés, en effet, n'étaient plus à craindre : courts d'argent, on les dédaignait; pis encore, on les livrait. Furent amenés à Florence trois frères et un neveu de Dietisalvi qui soulevaient Prato et le Mugello, tandis que sa femme provoquait, dans sa patrie même, une levée de boucliers chez ses parents et ses amis[4]. « Tout le monde est mécontent, écrivait Nic-

1. Malipieri, *Ann. ven.*, dans *Arch. stor.*, 1re sér., t. VII, p. 216-218 et 221-224, donne les discours que Galeaz aurait tenus sur ce sujet aux ambassadeurs vénitiens, et G. Capponi (II, 91-93) les reproduit.

2. G. Capponi, II, 93.

3. « Non erit hic Coleo is qui uno morsu devoret tot robustissima quot illi opposuimus presidia. » (Le roi de Naples aux Flor., 23 mai 1467. *Arch. stor.*, 1re sér., XV, 186, 189.)

4. Le 22 novembre, le capitaine de la Balie confinait cette femme hors du *contado*. Voy. Ammirato, XXIII, 103.

colò Roberti à son maître Borso d'Este, duc de Modène; peu de gens travaillent, chaque jour se ferme quelque boutique. Si Venise s'oppose à la paix, on ne parle de rien moins que d'aller dans son golfe, malgré la crainte que Piero ne mette la main sur l'argent des impôts. La charge en est lourde à ce point que si la guerre continue, on verra chacun partir ou s'accomplir quelque nouveauté[1]. »

Piero faisait donc sagement, quand il sollicitait de sa médiation Borso d'Este, duc de Modène : pacifier l'Italie était, depuis le commencement du siècle, un vœu traditionnel dans la famille de ce seigneur. L'obstacle, c'était le pape, qui s'acharnait à mettre des bâtons dans les roues. Paul II représentait à Borso que les discordes des grandes puissances sont le salut des petites, et qu'elles relevaient le saint-siège; aux Florentins, qu'il pourrait bien s'allier à eux contre Venise[2]. Or, tout à coup, il fait la plus imprévue des volte-face, il veut supplanter Borso comme médiateur. Mais il s'y montre inhabile; il ne sait ramener à ses vues Florence, qui ne veut qu'une paix générale, et Piero, qui en prétend exclure ses exilés. Alors, perdant patience, il abandonne ces infortunés à leur destinée, et il impose l'accord par l'excommunication (2 février 1468).

Tout était facile, puisque, personne n'ayant fait de conquêtes, personne n'avait rien à restituer. Par une clause inattendue, il brouilla tout : il exigeait pour Col-

1. Dép. en chiffres de Niccolò Roberti au duc Borso d'Este. Flor., 12 janvier 1468. *Atti e memorie delle deputazioni di storia patria per le provincie modenesi e parmensi*, t. I, p. 249. Modène, 1863.

2. Pigna, l. VIII, p. 732, 734. Cet auteur donne ou fait le discours de Francesco Naselli, orateur de Ferrare, qui essaye de déjouer les menées du pape sans l'offenser. Cf. Sismondi, VI, 462.

leoni, nommé général de la chrétienté contre les Turcs en Albanie, une paye annuelle de 100,000 ducats[1], et chacun craignait que cet or, que ce capitaine ne fussent employés à asservir la péninsule. Le duc de Milan, le roi de Naples protestent avec hauteur, menacent de prendre les armes, d'en appeler des foudres papales au concile futur. Piero, plus modestement, avait déjà fait cette réserve que Florence ne payerait sa quote-part qu'une fois Colleoni sur le territoire turc. En même temps, il imposait la République de 1,200,000 florins à percevoir en trois ans, et ses lettres, répandues par toute l'Italie, y déclaraient intolérable la grande situation de ce Colleoni qui, ayant causé la guerre, n'avait pas su y triompher.

Sur le vieux *condottiere*, comme sur les proscrits florentins, Paul II lâcha pied; il retira de sa bulle tout ce qui concernait sa créature (25 avril), et à ce prix la paix fut conclue. La promulgation en eut lieu à Florence le 26 mai[2]. Piero n'avait pas sujet d'être mécontent : il ne perdait aucun territoire, il avait gain de cause sur ses victimes, destinées à finir au dehors une vie sans espoir[3]. Tout récemment (28 février), il avait acheté

1. La part contributive de chaque État était même fixée, et les chiffres sont curieux : le Saint-Siège, Naples, Venise, Milan, chacun 19,000 ducats ; Florence, 15,000; Sienne, 4,000; Modène, 3,000; Mantoue, Lucques, 1,000 chacun. Le décret se trouve dans *Ann. eccl.*, 1468, § 15-20, t. XXIX, p. 454, et dans Malipieri, *Ann. ven.*, *Arch. stor.* 1re sér., VII, 231. Cf. *Comment. card. Papiens.*, l. IV, p. 392; Navagero, XXII, 1185; Alam. Rinuccini, p. 109; Ammirato, XXIII, 103.

2. Morelli, *Del.*, XIX, 184; Alam. Rinuccini, p. 111. Ammirato (XXIII, 104) confond la publication et la conclusion. Sur les faits, voy. en outre, *Ist. Bresc.*, XXI, 910; Malipieri, *Ann. ven.*, *Arch. stor.*, 1re sér., VII, 236; Pigna, l. VIII, p. 742, 743, 747.

3. Dietisalvi se retira à Ferrare, où le duc Borso d'Este pourvut à ses besoins; Soderini vieillit et mourut à Ravenne, où il vivait de la petite provision que lui servaient les Vénitiens. (Machiavel, VIII, 110 B.)

pour 37,000 florins[1], à Luigi de Campofregoso, Sarzana et sa forteresse Sarzanella, plus Castelnuovo de Lunigiana, places situées sur les routes de Gênes et du val de Taro, familières aux envahisseurs lombards[2]. Mais un cauchemar le poursuivait, comme il avait poursuivi Cosimo : avide de popularité, il devait acquérir Lucques, éternel et décevant mirage qui fit son désespoir et celui de tous les Medici.

Ne pouvant être populaire, il se fera redoutable. Moins sanguinaire qu'on ne l'a dit, il n'a pourtant pas horreur du sang. Il fait couper la tête au fils de Papi Orlandi, accusé de vouloir livrer Pescia aux exilés[3]. Sur seize citoyens qui, poussés, dit-on, par eux, avaient comploté de leur ouvrir Castiglionchio, au territoire de Marradi, les quinze dont on s'est emparé n'échappent point au dernier supplice[4]. L'année suivante, exécution de deux d'entre les Nardi, accusés d'avoir voulu s'emparer de Prato[5]. Supposer des complots et frapper ceux qu'on incrimine, c'est en empêcher de véritables, et tout ensemble donner satisfaction à la cupidité, à la haine. Dans les anciennes familles, désormais divisées, quelques-uns, inquiets pour leur vie, l'ont sauvée par la fuite : ils sont déclarés rebelles, c'est-à-dire abandonnés

1. Alam. Rinuccini, p. 110, Morelli, *Del.*, XIX, 184, donnent ce chiffre. Ammirato, XXIII, 104, le réduit à trente mille.

2. Sarzana avait été cédée en fief aux Fregosi, le 2 nov. 1421, par traité conclu entre la Rép. de Gênes et le duché de Milan. Voy. Morelli, *Del.*, XIX, 184; *Ricordi di Lorenzo,* dans Roscoë, *Life,* etc., Append., XII, p. 96.

3. Mai-juin 1468. Ammirato, XXIII, 104.

4. Septembre-octobre 1468. *Ibid.*

5. Machiavel, VII, 112 B. Les éloges de Guicciardini (*Op. ined.*, III, 24), qui vante « sa facile et clémente nature, toute tournée au bien, qui ne punissait pas plus que ne l'exigeait la nécessité, et plus encore qu'il n'eût voulu », prouvent que le célèbre historien se payait de mots et de légendes à l'occasion.

à leurs ennemis et ruinés par la confiscation[1]. Persécuter sans relâche, sans scrupules, sous toutes les formes, à tous les degrés, est un des principes fondamentaux de la politique pour les Medici[2]. Dira-t-on que Piero n'est pas responsable, parce que sa goutte le retenait sur son lit de douleur, le plus souvent hors de Florence? Nous avons vu qu'il savait y rentrer en litière, quand il y croyait son pouvoir menacé. Ses villas de Careggi, de Cafaggiuolo étaient aux portes. Et puis, nul besoin de sauter à bas du lit, de se tenir sur ses pieds pour donner des ordres. Piero put ignorer certains abus, certains excès de détail; mais il resta toujours l'âme du gouvernement. Ses fils étaient trop jeunes pour l'y pouvoir remplacer.

Ce n'est pas qu'il n'eût fait effort pour mûrir Lorenzo, celui de ses fils qui promettait le plus. Il l'avait envoyé, dès l'âge de dix-huit ans, à la cour des princes, à Bologne, Ferrare, Milan, Rome, Naples et même Venise[3]. Il le suivait au loin de ses conseils, il lui communiquait les affaires courantes, il lui demandait son avis[4]. Tant de soins n'avaient pas été perdus. Les éloges du roi Ferrante n'étaient peut-être que des compliments à l'italienne[5], comme ceux dont Nicodemo accablait sans vergogne l'inepte Galeaz; mais tout porte à croire que

1. Mars-avril 1468. Voy. les noms dans Ammirato, XXIII, 104.

2. Morelli, *Del.*, XIX, 184-185.

3. Sur les commencements de Lorenzo, voy. Reumont, *Lor. de' Medici*, l. II, c. 2 et 4, t. I, p. 211, 261.

4. Voy. plusieurs lettres de Piero à Lorenzo dans Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 47-53. G. Capponi (II, 96) donne deux phrases tirées de ces lettres.

5. « Con quanta prudentia, virilità e animo vi siate portato in la reformatione del novo reggimento... congratulomene etiam al populo flor., che habia si notabile difensore de la sua libertà. » (D. Ferrante à Lorenzo, 28 sept. 1466, dans Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 38.)

déjà, dans une certaine mesure, ils étaient mérités. Gentile d'Urbino et le Grec Argyropoulos avaient été pour Lorenzo les maîtres des premières années. Sa mère, Lucrezia Tornabuoni, sans être précisément lettrée, n'était pas dépourvue du sentiment poétique : elle a laissé des poésies religieuses, et Lorenzo, formé à son école, composait très jeune encore des chants d'amour. A l'âge de vingt ans, on lui avait imposé pour femme Clarice Orsini, fille d'un prince romain[1]. Ce fut une faute, car il fallait plaire aux Florentins, à l'heure où on les transformait en sujets, et leur étroit patriotisme blâmait, chez leurs maîtres, toute alliance étrangère. On leur fit avaler la pilule grâce à de brillantes joutes où Lorenzo parut avec honneur[2]; mais Cosimo, c'est incontestable, avait montré, en mariant Piero à une Florentine, un sentiment plus juste de la situation et de ses intérêts.

Dans l'art seul de la guerre, si négligé d'un peuple de trafiquants, on avait oublié d'exercer Lorenzo. Peut-être son père le regrettait-il, car, dans ses derniers jours, il n'était pas sans craintes sur l'avenir. Pour l'assurer, il pensait, paraît-il, sur l'heure du tard, à rappeler les bannis : il fit venir à sa maison de Cafaggiolo, Angelo Acciajuoli, et longuement s'entretint avec

1. 4 juin 1469. « Io tolsi Donna Clarice, ovvero mi fu data. » (*Ricordi di Lor.*, dans Roscoë, *Life*, etc., append., 12, t. III, p. 96. Sur ce mariage on peut voir *Tre lettere di Lucrezia Tornabuoni a Piero de' Medici ed altre lettere di vari concernenti al matrimonio di Lorenzo il magnifico con Clarice Orsini*, publiées d'après un ms. des Archives flor. par Ces. Guasti, Flor., 1859, et sur Clarice, Reumont, l. II, c. 4, t. I, p. 270 sq.

2. Ces joutes coûtèrent 10,000 florins. *Ric. di Lor.*, dans Roscoë, *loc. cit.*, t. III, p. 97; Morelli, *Del.*, XIX, 185. Luca Pulci a chanté ces exploits avec le soin minutieux d'un biographe, plutôt qu'avec l'art d'un poète.

lui des conditions de leur commune patrie [1]. Avait-il un dessein? On ne sait. En tout cas, il n'aurait pas eu le temps de l'accomplir. Ses jours étaient comptés. Le 1er décembre 1469, Lorenzo annonçait la mort prochaine de son père au jeune duc de Milan : « Vous, lui écrivait-il, qui, par le passé, avez toujours soutenu notre état et grandeur, veuillez, dans le présent, *me* prendre sous votre protection pour *mon* salut [2]. » On voit que si sa douleur l'empêchait de se rappeler qu'il avait un frère, dont les droits à l'héritage étaient égaux aux siens, en ne tenant compte de la primogéniture, elle ne l'empêchait pas de penser à ses intérêts personnels. Le lendemain, 2 décembre, Piero achevait de mourir [3]. Il laissait de lui un souvenir médiocre à des contemporains qui ne pouvaient le comparer qu'à son père. Il s'est amoindri encore devant la postérité qui le compare à son fils.

Ce n'est pas, à coup sûr, son piètre gouvernement qui peut mériter à la domination des Medici les indulgences de l'histoire. Ce qu'on peut dire de mieux en faveur de Piero, c'est qu'il ne renversa point l'édifice

1. Machiavel, VII, 111 B; G. Capponi, II, 96, qui cite à tort Vespasiano. Le fait de l'entrevue de Cafaggiolo est mentionné en note à cette vie, dans la publication qui en a été faite par l'*Arch. stor.*, 1re sér., t. IV, part. 1, p. 358, n. 1.

2. « Pregarla che come per il passato sempre (V. Ill. Sign.) è stata fautrice dello stato et grandezza nostra, così al presente voglia pigliare la protectione et conservatione mia. » (Lorenzo à Galeaz, 1er déc. 1469, dans Buser, Append., p. 441.)

3. Cette date est donnée par Lorenzo lui-même dans ses *Ricordi* (Roscoë, *loc. cit.*, p. 97) et confirmée par deux documents qu'a publiés M. Guasti, *Lettere di una gentild.*, p. 607, 610, ainsi que par Rinuccini, p. 112. La date communément adoptée est le 3. (Reumont, I, 286; Cipolla, p. 560; Ammirato, XXIII, 106.) Celle du 13, donnée par Morelli (*Del.*, XIX, 185), n'est peut-être qu'une faute d'impression. Sur les funérailles de Piero, voy. une lettre de Marco Parenti, dans les *Lettere di una gentild.*, p. 607. Le 4 décembre, Lorenzo et Giuliano écrivaient à Galeaz pour lui annoncer la mort de leur père. (Buser, append., p. 442.)

que des mains plus habiles venaient d'élever. Mais qu'eût-il fait, s'il avait vécu et régné longtemps, en bonne santé? C'est ce que personne ne peut dire. Les apologistes contre vent et marée allèguent que, sous lui, les affaires furent simplifiées; comme le plus ardent parmi eux ajoute qu'elles le furent dans un sens peu favorable, on ne voit pas sur quel fondement appuyer cette assertion que Florence, alors, n'était pas malheureuse[1]. Peut-être ne l'était-elle pas beaucoup plus que par le passé, puisqu'elle avait perdu le sens de la liberté, puisqu'on prétend que les malades se sentent soulagés quand on les retourne sur leur lit de douleur. Toutefois, de nouvelles misères s'ajoutaient aux anciennes, plutôt qu'elles ne les remplaçaient : la violence se compliquait de perfidie et les haines civiles de concussion, non plus dans l'ombre, comme jadis, mais désormais au grand jour. De tout temps, l'or avait été un des dieux de Florence : grâce aux Medici, il était devenu le principal. Le culte même des lettres et des arts cédait le pas au culte du veau d'or. Ce n'est pas le moindre grief de la postérité contre cette famille de marchands, qu'elle a présidé à cette évolution fâcheuse, qu'elle l'a hâtée et complétée.

1. Voy. Leo, l. VII, c. 4, t. II, p. 226.

CHAPITRE II

LORENZO DES MEDICI. LA CONJURATION DES PAZZI.

— 1469-1478 —

Lorenzo et Giuliano des Medici succèdent à leur père. — Leur autorité reconnues dans une réunion des principaux citoyens (2 décembre 1469). — Adhésions au dehors. — Galeaz-Maria à Florence (15 mars 1471). — Caractère de Lorenzo. — Sa politique pacifique. — Tentative de soulèvement à Prato (6 avril 1470). — Différend avec Volterre (1472). — Soulèvement des Volterrans (26 avril). — Campagne contre eux (mai). — Leur soumission (18 juin). — Sac de Volterre. — Relations difficiles avec Sixte IV. — Affaires d'Imola et de Città di Castello (1474). — Politique intérieure. — Création des *accoppiatori* (3 juillet 1471). — Tentatives de coup d'État. — Création d'une *balie* viagère (novembre 1471). — Remaniement des offices. — Dilapidation des deniers publics. — Despotisme hypocrite de Lorenzo. — Conjuration des Pazzi (1477). — Elle se noue à Rome. — Les Pazzi. — Mésintelligence entre eux et les Medici. — L'archevêque Salviati. — Jacopo des Pazzi gagné au complot. — Leurs appuis au dehors. — L'assassinat (26 avril 1478). — Tentative de Salviati sur le palais. — Défaite sans combat. — Les châtiments. — La puissance de Lorenzo accrue.

Les deux fils que laissait Piero[1] étaient bien jeunes pour s'imposer à une ville qu'eût mise hors des gonds le mot d'hérédité. Lorenzo n'avait que vingt et un ans, Giuliano que seize. Des hommes mûrs subiraient-ils le joug de deux enfants? On ne le croyait guère; généralement on s'attendait à un changement dans l'État[2]. La

1. Piero avait eu quatre garçons et trois filles dont deux étaient mariées. Voy. *Ricordi di Lorenzo*, dans Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 9. Sur les commencements de Lorenzo, voy. Reumont, l. II, c. 2, t. I, p. 211-231.

2. « Dubitossi non partorisse novità o scandolo nella città. » (Alam. Rinuccini, p. 112.)

première habileté de Lorenzo fut de dissimuler ses inquiétudes : avant même que son père eût cessé de vivre, il déclarait à l'orateur de Milan, Filippo Sacramoro, qu'il avait tout réglé avec les principaux citoyens, et qu'il se sentait bien en selle. Paroles mensongères, car il appelait les hommes d'armes du Parmesan et du Bolonais, car il promettait de n'avoir pas les manières arrogantes de son père ; mais il les prenait dans le moment même, ou, pour mieux dire, il les gardait : « Je ne permettrai pas, disait-il, qu'on me pose le pied sur la gorge[1] ! »

Il n'en est pas moins vrai que Lorenzo et Giuliano succédant à Piero, comme Piero avait succédé à Cosimo, c'était, aux yeux des Florentins, une « nouveauté », un « scandale ». Pour faire accepter cette nouveauté peu nouvelle, ce scandale déjà toléré, il ne fallait pas moins que la connivence des plus considérables d'entre eux, et notamment de Tommaso Soderini, que son âge, ses talents, ses services mettaient au premier rang[2]. Il aurait pu travailler pour lui-même : il manqua d'ambition ou de confiance. Peut-être se flattait-il en secret de gouverner ces deux jeunes gens, dont il était le beau-frère par sa femme Dianora Tornabuoni, et d'exercer le pouvoir sans responsabilité[3]. Le soir même de la mort et des obsèques de Piero, cinq ou six cents citoyens dont il était, tous amis des Medici, se réunirent dans

1. Filippo Sacramoro à Galeaz-Maria, 1er déc. 1469. *Arch. Sforz.*, dans Buser, app., p. 443. Les dépêches de ce successeur de Nicodemo, envoyé à Alexandrie, sont insignifiantes en général, et relativement peu nombreuses.

2. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, *Op. ined.*, III, 25 ; Machiavel, VII, 112 A ; Ammirato, XXIII, 106 ; Reumont, l. II, c. 5, t. I, p. 292.

3. C'est l'explication que Guicciardini (*ibid.*) donne de la conduite de Tommaso en cette occurrence.

l'église de Sant'Antonio. Il y prit le premier la parole, bientôt soutenu par Ridolfo Pandolfini. Ils rappelèrent les bienfaits de la maison de Cosimo, « qui, pour ce motif, avait tenu le principat dans cette terre[1] » ; ils signalèrent les dangers d'un mouvement des exilés, et ils exhortèrent les *popolani*, qui avaient toujours joui de la faveur des Medici, à rester tous étroitement unis sous la bonne semence que Cosimo et Piero laissaient après eux[2]. Deux ou trois autres encore, Manno, gendre de Luca Pitti qui n'était pas venu, Giannozzo Pitti, Domenico Martelli ajoutèrent « qu'il fallait reconnaître un seigneur supérieur qui traitât toutes les affaires concernant l'état de cette haute seigneurie[3] ». C'était enfin déchirer tous les voiles, dissiper toutes les fictions.

Les adversaires des Medici riaient de ce conciliabule, sans importance à leurs yeux[4]. Ils croyaient qu'avant peu de jours toutes les affaires seraient « ramenées au palais public » ; mais la diplomatie observatrice pensait au contraire que Lorenzo, « ayant entre les mains le gouvernement et les bourses, conduirait la barque au port qu'il voudrait, attendu que, selon le philosophe : *principium est plus quam dimidium totius*[5] ». Elle voyait juste. Si nombreux que fussent les adversaires,

1. Niccolò Roberti au duc Borso d'Este, 4 déc. 1469. *Atti e memorie delle RR. deputazioni di Storia patria per le provincie modenesi e parmensi*, t. I, 250.

2. Lettre de Marco Parenti, 3 déc. 1469, dans *Lettere di una gentil.*, p. 609. Cf. Guicciardini (*loc. cit.*, p. 24-25), qui ne sait pas si cette réunion eut lieu le jour même ou le lendemain. Machiavel (VII, 112 A) se trompe plus gravement sur la date, et fait parler Lorenzo, qui n'assistait pas à cette réunion. Voy. Ammirato, XXIII, 106.

3. Niccolò Roberti au duc Borso d'Este, Flor., 4 déc. 1469. *Atti e mem.*, I, 250.

4. « Fu una cerimonia e stimasi atto di poco pondo... Il che non seguitò. » (Alam. Rinuccini, p. 112.)

5. N. Roberti, *loc. cit.*, p. 250.

— et Tommaso Soderini, après son pas décisif, en sembla lui-même grossir le nombre, tant il se réservait et s'enveloppait de silence [1], — plus nombreux encore furent les moutons de Panurge, entraînés par les résolutions du conciliabule, par l'irrésistible impulsion qui jetait l'Italie entière aux pieds de ses maîtres de hasard. Plus d'initiative; aucun désir de participer, comme jadis, à la vie publique. Agnolo Pandolfini appelle la vie politique « vie d'injures, d'envie, de dédains, de soupçons [2] ». Échappe-t-on un moment aux soucis du trafic? la richesse, les lettres, les arts suffisent au bonheur, donnent la considération, privilège autrefois de qui avait accès aux offices. Quant aux petites gens qui ne peuvent devenir riches, abattus par leurs défaites, avilis par le dédain, ils n'aspirent plus qu'à vivre de leur travail ; ils trouvent une vengeance dans le pouvoir prépondérant d'une famille dont les mains savaient être percées, et sa domination moins dure pour eux, à tout prendre, que celle de l'oligarchie.

Deux jours après le conciliabule, ceux qui se ruaient, les yeux fermés, à la servitude, venaient inviter les « chefs de l'État », ainsi que l'on commençait à dire [3], à en prendre soin après leur père et leur aïeul. Ce bon apôtre de Lorenzo prétend « qu'il se résigna mal volontiers et seulement pour le salut de ses amis, pour la conservation de leurs richesses, parce que, à Florence, il est difficile de vivre riche, si l'on ne dispose de

1. Fil. Sacramoro à Galeaz-Maria, Flor., 4 mai 1476. *Arch. Sforz.*, Orig., 1592, f° 74; et dans Buser, App., p. 456.

2. Dans son *Trattato del governo della famiglia*, p. 21. Ed. de Venise, 1841.

3. Guicciardini, *Stor di Fir.*, *Op. ined*, III, 34.

l'État[1] ». En somme, il se « résignait » à être le maître, et le tour était joué, avec l'assentiment général.

Au dehors, on y mit moins de façons encore. L'adhésion fut unanime. Venise même, la dernière des républiques importantes, ne croyait plus pouvoir différer la sienne. Les seigneurs d'Italie envoyèrent des ambassades de condoléance, des lettres de félicitations, des protestations d'amitié et de dévouement. Les princes et monarques étrangers firent chorus. Louis XI qui, en mai 1465, concédait à Piero le privilège de porter trois fleurs de lis dans ses armes, et se disait honoré de ce que son beau cousin avait bien voulu accepter[2], complimentait Lorenzo par une flatteuse missive[3], et le nommait son conseiller, son chambellan, lui accordait les honneurs, franchises, pensions, émoluments affectés à ces charges[4]. Avec le duc de Milan, plus voisin, tout faisait présager des relations de bon voisinage et même d'amitié. Lorenzo, du vivant de son père et en son lieu et place, avait fait le voyage de Lombardie pour tenir sur les fonts baptismaux le fils aîné de Galeaz-Maria (1469), et donné en cette occasion une marque de ce faste non encore personnel, mais qui le devint, dont la postérité croit à tort retrouver le souvenir dans ce sur-

1. « Perchè a Firenze si può mal vivere ricco senza lo Stato. » (*Ric. di Lor.*, dans Fabroni, Doc., p. 42; et Roscoë, *Life*, etc., append., III, 97.) Sur les différentes relations de Lorenzo, voy. Reumont, *Lorenzo il magnifico*, l. II, c. 3, t. I, p. 232-260.

2. Fabroni, Doc., p. 117. — « Mio bello cusino Piero di Cosmo si he degnato farmi honore grande cum acceptare le arme mie. » (Paroles de Louis XI à l'amb. Panigarola, qui les rapporte à Galeaz-Maria, 8 oct. 1466, dans Buser, append., p. 436.)

3. 8 juin, dans Buser, append., p. 445.

4. « Consiliarium et cambellanum nostrum ad honores, præeminentias, libertates, vadia, pensiones et alia jura, utilitates et emolumenta consueta retinuimus ac retinemus. » Lettre du 10 août 1470. (Fabroni, Doc., p. 119.)

nom de « magnifique » qui a un sens différent, tout banal, et que portaient déjà, après bien d'autres, son père et son aïeul[1]. On l'avait vu faire présent à la duchesse d'un collier d'or avec diamants, du prix de trois mille ducats, ce qui arrachait à Galeaz cette déclaration naïve qu'il ne voulait pas d'autre parrain pour ses autres enfants[2]. Piero, qui vivait encore, n'aurait pas souhaité « tant d'oranges » de qui n'était pas ambassadeur[3]; mais une fois de plus le proverbe avait raison : à père avare enfant prodigue.

Le jeune duc, au reste, n'entendant pas être vaincu en prodigalités et en politesse, venait bientôt à Florence avec sa femme, Bonne de Savoie (15 mars 1471). Douze chars couverts de drap d'or furent transportés à dos de mulet sur les pentes de l'Apennin, dépourvu alors de routes carrossables. Cinquante haquenées suivaient, menées à la main pour le service de la duchesse, et cinquante chevaux richement caparaçonnés pour le service du duc. La garde du couple princier se composait de cent hommes d'armes et cinq cents *fanti*, cinquante esta-

1. Que la postérité ait joué sur le mot, cela n'est pas douteux. Aux dépêches du temps on voit Cosimo et Piero constamment appelés *vestra magnificentia*. Voy. notamment les lettres de Nicodemo. Bien plus, ce titre banal était donné jusqu'en Suède, à de simples sénateurs. Voy. Agardh, *la Suède*, traduite par M[lle] R. du Puget. Paris, sans millésime, 1879 environ. Sismondi a vu clair sur ce point. Voy. t. VII, p. 170, note. Reumont prétend que cette épithète désignait la noblesse de la naissance ou de la situation de Lorenzo. Voy. *Gœrres-Gesellschaft, historisches Jahrbuch*, Bd. V, Heft 1, Munich, 1884.

2. *Ric. di Lorenzo*, dans Fabroni, Doc., p. 53; et Roscoë, *Life*, etc., III, 96, append. Fabroni donne aussi sur ce voyage des lettres familières que Lorenzo faisait écrire à sa femme par Gentile Becchi d'Urbino, plus tard évêque d'Arezzo, qui avait été son précepteur et celui de son frère.

3. « Tu sai che mal volentieri decti licentia a Lorenzo per molti rispecti et maxime per non fare dimostratione di questa mandata... Di a Lorenzo che non esca dello ordine in cosa alcuna, e non faccia tante melarancie, non essendo imbasciadore, ch'iò non determino che paperi menino a bere l'oche. » (Lettre de Piero à sa femme. Careggi, 13 juillet. *Arch. Medic.*)

fiers revêtus de drap d'argent et de soie, en tout deux mille hommes au moins, sans compter cinq cents couples de chiens pour la chasse, un grand nombre de faucons et d'éperviers; ce luxe stupide avait coûté deux cent mille florins d'or [1]. Avec la moitié de cette somme dit Sismondi, l'île de Négrepont aurait pu être défendue, et ne serait point tombée, peu de mois auparavant, entre les mains des Turcs [2].

Hébergé au palais Medici, Galeaz y put remarquer un faste plus délicat, plus raffiné que n'était le sien et celui de Milan : des sculptures, des peintures de maîtres renommés, résidant à Florence, des chefs-d'œuvre antiques recueillis à grands frais en Italie et en Grèce, qu'il admirait de confiance, moins pour leur beauté que pour leur prix. Les Cisalpins de sa suite trouvaient le même sujet d'étonnement dans les maisons des particuliers, jadis si simples, où ils étaient logés aux frais de la commune. On les régala de trois « représentations » sacrées, dans le genre des mystères : en l'église de San Felice, l'annonciation ; au *Carmine*, l'ascension ; à San Spirito, la descente de l'esprit-saint sur les apôtres, fête qui s'y célébrait chaque année, mais dont le lendemain fut, cette fois, un incendie qui força de rebâtir l'édifice et donna occasion d'y introduire l'élégance souveraine qu'on y admire aujourd'hui. Ce sinistre mit en fuite les superstitieux Lombards : ils repartirent deux jours après [3]. Comme eux, les Florentins y voyaient un signe

1. Ant. de Ripalta, *Ann. placent.*, XX, 929 ; Tommasi, *Sommario della Storia di Lucca*, Flor., 1847, p. 336 ; L. Pulci, *Lettere*, 19 mars, p. 51, Naples ; Ammirato, XXIII, 108 ; Corio, part. VI, c. 2, t. III, p. 260 ; Reumont, l. II, c. 6, t. I, p. 315.

2. Sismondi, VII, 50.

3. Alam. Rinuccini, p. 115-116 ; Machiavel, VII, 113 B ; Ammirato, XXIII, 108.

de la colère céleste, mais contre leurs hôtes, contre cette race du Nord si amollie qu'elle scandalisait leur mollesse, si corrompue qu'elle faisait rougir leur corruption, et si indévote qu'en plein carême, loin de jeûner, elle mangeait de la viande [1] ! Ce peuple sceptique, mais pratiquant, en était révolté.

Son nouveau chef, au contraire, n'en avait cure. Païen jusqu'aux moelles, son attention était aux choses de ce monde, à ses propres intérêts. Il ne craignait point, pour le moment, la rivalité de son frère, trop jeune, trop doux, trop ami du plaisir; mais il se sentait trop jeune lui-même pour trancher tout d'abord du maître. Ayant des parties d'un politique, d'un chef d'État, il conservait les apparences modestes qui avaient réussi à ses deux devanciers. Il disait qu'écouter beaucoup d'avis et en tenir compte, c'était avoir, en sus de sa cervelle, la cervelle d'autrui [2]. Il prenait donc les conseils de Tommaso Soderini, de Giovanni Canigiani, d'Antonio Pucci, de Luigi Guicciardini, de Matteo Palmieri, de Paolo Minerbetti [3]. Mais il les prenait séparément, et à ses conseillers d'importance, soutenus par toute une clientèle, il en préférait de plus modestes, qu'il pouvait contredire, contrarier sans inconvénients [4].

1. Machiavel, VII, 113 B. Sismondi s'est fait de singulières idées sur Florence : il semble croire que c'est cette invasion passagère des Lombards qui apporta la corruption dans cette ville jusqu'alors vertueuse.

2. Nic. Valori, *Laurentii Medicei vita,* p. 15. Flor., 1740. Ouvrage dédié à Léon X. L'auteur, disciple de Marsilio Ficino, fit partie de l'académie platonicienne.

3. G. Capponi, II, 98 ; Sismondi, VII, 48.

4. Après Tommaso Soderini, Lorenzo lui-même désignait comme ceux qui méritaient le plus de confiance, Antonio Pucci, Bernardo Bonhieronymo, Roberto Leone, Hieronymo Morelli, « quali havea per certi fidatissimi et de bon judicio ». (Fil. Sacramoro à Galeaz, Flor., 4 mai 1476. Orig., 1592, f° 74.) Pour ce qui est de Soderini, on a vu plus haut (p. 343) qu'il ne le tint pour sûr qu'assez tard.

C'est que déjà il n'en voulait faire qu'à sa tête : sa déférence n'était que grimace, un reliquat d'atavisme dont il ne tarderait pas à s'affranchir [1].

Quel était donc ce jeune homme devant qui pliait Florence abâtardie? La nature ne l'avait point fait pour plaire. Au physique, grand de taille, large d'épaules, laid et noir de visage, avec une bouche démesurément grande et un nez étroit, il avait l'odorat presque nul, la voix rauque, la vue si faible qu'à peine il voyait. Sa démarche eût pu être majestueuse; il la rendait commune par l'exubérance de ses gestes et ne la relevait que par la magnificence de ses habits [2]. Au moral, il était d'intelligence versatile, mais vive, porté par son éducation aux études littéraires, à l'érudition et aussi à la poésie. Comme son aïeul, il était plein de zèle à rechercher, à acquérir des manuscrits, et il ressentit une vive joie à la découverte d'un portrait de Platon, qu'il se plut, avec une critique médiocre, à croire authentique [3].

Il aimait trop les arts de la paix pour goûter fort ceux de la guerre, et sur ce point encore il pensait, il sentait comme ses compatriotes et ses contemporains. Niccolò Bendedei, orateur de Ferrare à Florence, écrit à Ercole d'Este, en 1474, ces paroles significatives : « Il y a tant de loisir en Italie, qu'à moins d'incidents on écrira sur les batailles des chiens et des oiseaux plus que sur celles des hommes. Et je tiens pour assuré qu'il

1. M. Bruto, l. VII, dans Burmann, VIII, part. 1, col. 143; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 4, *Op. ined.*, III, 34.

2. Nic. Valori, *Laur. Med. vita*, p. 15; Bart. Cerretani, *Storia*, l. III. Ranke en a publié de longs extraits à la suite de son travail intitulé : *Savonarola und die florentinische Republik*, dans ses *Historische-biographische Studien*, Leipzig, 1877, p. 335 sq.

3. Nic. Valori, *Laur. Med. vita*, p. 18.

n'en résultera pas moins de gloire pour ceux qui gouvernent pacifiquement l'Italie que pour ceux qui la faisaient belliqueuse [1]. » Dès l'an 1466, la Seigneurie florentine, écrivant à Louis XI pour se condouloir de la mort de Francesco Sforza, attestait le désir unanime de la paix et la résolution d'écraser quiconque la troublerait [2]. Quand, en 1470, le cardinal de Rouen écrivait à Pier Francesco des Medici que, si la guerre continuait, la faute en serait aux Florentins [3], c'est que, au loin, on ne savait pas encore quelles seraient, chez Lorenzo, les pensées de derrière la tête; mais, de près, les fins observateurs ne pouvaient s'y tromper : il ne serait point, à cet égard, un obstacle au désir général. Certes, la guerre s'imposait contre les Turcs qui, de Constantinople, leur nouvelle conquête, et après celle de Négrepont, s'étaient avancés jusqu'aux côtes d'Albanie, d'où ils étaient une menace permanente pour les côtes italiennes; mais ni Florence, absorbée par l'établissement d'un pouvoir nouveau, ni Gênes qui perdait alors ses possessions dans le Levant, ni le roi de Naples se bornant à la défensive, quoique plus menacé que personne, ni le pape lui-même, qui aurait dû donner l'exemple, ne soutenaient dans cette lutte Venise, qui l'avait entamée par intérêt mercantile [4]. Il n'y avait plus, on peut le dire, de chrétienté.

Chacun ne pensant qu'à soi, Piero des Medici, en pré-

1. Dép. du 22 janv. 1474. *Atti e mem.*, I, 251.

2. « Summus pontifex, Rex neapolitanus, ceteri principes et populi Italiæ paci student, et vim omnem turbatoribus minantur quietudinis tranquillitatisque Italiæ. » (8 avril 1466, dans Desjardins, I, 137.)

3. « Fu scritto per il card. Roano a Pietro Francesco de' Medici, come, non seguendo la pace, non è cagione altro che Fiorentini. » (Nic. Roberti à Alberto d'Este. Flor., 24 mars 1470. *Atti e mem.*, I, 251.)

4. Voy. Sismondi, VII, 65.

vision de dangers possibles, avait négocié avec Louis XI l'envoi de secours français [1]. Piero mort, Louis XI recherchait l'amitié de Lorenzo, et même sa médiation pour fiancer le Dauphin, âgé de quatre ans, à la fille aînée de don Ferrante. Il eût fait volontiers à ce prince le sacrifice des prétentions de la maison d'Anjou sur Naples, en échange d'un appui sérieux contre la maison d'Aragon, et, pour cette affaire importante, il désirait à sa cour un orateur florentin qui ne communiquât qu'avec lui [2]. Il amadouait la République en lui accordant réparation de dommages commerciaux pour une somme de 29,626 écus [3]; mais le Napolitain ne se laissait point amadouer : il prétexta sa répugnance à guerroyer contre son oncle d'Aragon. Au fond, il redoutait les agrandissements de la France, alliée de tous les États italiens, sauf de Venise [4]. Lorenzo, lui, se riait des menaces de Charles le Téméraire [5]; mais il ne rira pas toujours à la pensée d'une expédition de Louis XI et du duc de Bourgogne contre Galeaz, chimérique épouvantail dont finira pourtant par le rassurer le caractère irréfléchi du duc, et ce qu'il appelle la « lâcheté » du roi [6]. Il

1. Instructions à Francesco Nori, mars 1476, dans Desjardins, I, 147.

2. « Hunc vellemus præmonitum ne alicui se committat ex magnatibus et dominis de sanguine nostro, sed nobis tantum. » (Louis XI à Lorenzo. 19 juin 1473, dans Desjardins, I, 161, et Fabroni, Doc., p. 66.) On voit, dans cette lettre, poindre le dessein, exécuté en 1476, d'abandonner René. En terminant, Louis demande un chien à Lorenzo. On sait que ce prince peuplait de chiens sa cour. Voy. le passage de Chastellain cité par Desjardins, p. 163, n. 1. De cet auteur on n'a que des fragments publiés de ci et de là. Voy. la Biogr. Hœfer-Didot.

3. Lettres de Louis XI, 20 avril 1475, dans Buser, app., p. 452.

4. Lettre de D. Ferrando à Lorenzo, 9 août 1473, dans Desjardins, I, 163, et Fabroni, Doc., p. 68.

5. Charles le Téméraire aux Florentins, 7 déc. 1473, dans Buser, app., p. 448.

6. « La viltà del Re da uno canto et il grande e poco considerato animo di Borgogna me ne fanno dubitare. » (Lorenzo à J. Guicciardini, à Milan, 2, 4 mai 1476. *Arch. Sforz.*, Orig., 1592, f° 74; et Buser, app., p. 452.)

avait de plus sérieux motifs pour prendre confiance : sans préjudice de la ligue générale conclue à Lodi en 1454, renouvelée en 1471, une ligue particulière entre Florence, Milan et Venise allait consolider l'assiette de l'Italie (novembre 1474) [1]. Les Florentins goûtaient peu cet accord; mais ils n'y faisaient pas opposition, parce que, conclu en vue de l'avenir, il n'exigeait aucun sacrifice immédiat. A leur opposition, d'ailleurs, Lorenzo eût passé outre ; il avait trop d'intérêt à cette paix du dehors que lui assuraient les circonstances [2]. C'est au dedans, c'est en Toscane qu'il avait, alors, à porter son attention : les exilés, les sujets de la République continuaient de s'agiter.

Quoique sans danger désormais, les menées de l'exil tenaient toujours les Medici en éveil. Or, le 6 avril 1470, poussé par la pauvreté, par les misères d'une vie sans foyer, Bernardo Nardi, fils d'Andrea Nardi, gonfalonier de justice en 1446, banni en 1466, avait profité des mécontentements locaux de Prato et de ses intelligences parmi les Panciatichi, pour y tenter un soulèvement au cri de : Vive le peuple de Florence et la liberté ! S'il tenait quinze jours cette place, Dietisalvi Neroni lui promettait le secours de Bologne et de Ferrare. Mais la trame était si ténue qu'il suffit d'un homme d'initiative pour tout faire rentrer dans l'ordre : Giorgio Ginori, Florentin et chevalier de Rhodes, y parvint avec une poignée de ses compatriotes, présents à Prato, et avant l'arrivée de tout renfort. Bernardo, déjà prisonnier, ne

1. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 3. *Op. ined.*, III, 32 ; Ammirato, XXIII, 113. Sur les affaires générales de l'Italie en ce temps-là, voy. Cipolla, p. 572 et suiv.

2. En six ans, Ammirato, si minutieux pour les choses du dehors, ne trouve à remplir que quatre pages. Voy. XXIII, 111-114.

fut ramené à Florence que pour y être décapité. Sur trente conjurés à peine qu'avait réunis cette pitoyable échauffourée, dix-huit la payèrent de leur vie. C'était là une sévérité presque sans exemple. Les Medici ont décidément usurpé leur renom de douceur [1].

Plus grave de beaucoup, de tout autre nature, et bien moins encore à leur honneur, fut l'incident de Volterre. Les Florentins prétendirent en être surpris comme d'un coup de foudre dans un ciel serein [2]; mais ils mentaient, à leur habitude. Réduire leurs protégés volterrans à la condition de sujets était depuis longtemps dans leurs visées. Il fallait une occasion; Lorenzo la fit naître, ou, très perfidement, en profita. Assez longs furent les malhonnêtes préliminaires; l'honnête Morelli déclare qu'il aime mieux s'en taire que d'en parler [3].

Un Siennois, Benuccio Capacci, avait obtenu à ferme, de la commune de Volterre toujours maîtresse de son gouvernement intérieur [4], une mine d'alun, située à Castelnuovo dans la Maremme. Des bénéfices inespérés lui faisant craindre le retrait de la ferme ou des conditions plus onéreuses [5], sur cinq associés il en avait pris trois Florentins, pour s'assurer, avec plus de capitaux, une protection sérieuse [6]. Lorenzo souhaitait fort d'en-

1. Alam. Rinuccini, p. 112; M. Bruto, l. V, dans Burmann, VIII, part. 1, p. 107; Nerli, l. III, p. 53; Ammirato, XXIII, 107; Carlo Livi, *Tumulto di Bernardo Nardi*, dans le *Calendario pratese*, 1846; Reumont, l. II, c. 7, t. I, p. 331.

2. « Repentina res volaterrana fuit. » (Lettre à Louis XI, 30 juillet 1472, dans Desjardins, I, 160.)

3. Morelli, *Del.*, XIX, 189.

4. Voy. sur ce gouvernement Ant. Ivani, *De bello volaterrano*, R. I. S., XXIII, 6. « Suis legibus vivunt... »

5. « Egli arieno voluto l'utile in comune loro che venne in privati cittadini qui della città. » (Morelli, *Del.*, XIX, 189.)

6. Les noms de ces Florentins sont dans Cecina, *Notizie di Volterra*, p. 235.

trer dans cette lucrative affaire. De l'héritage paternel il tenait déjà la ferme des mines d'alun de la Tolfa, toujours au pays de Volterre : Piero les avait obtenues du pape Sixte IV, lors de son exaltation [1]. Jointes à celles de Castelnuovo, elles supprimaient la concurrence, assuraient le monopole, rendaient leur possesseur maître du prix de l'alun. Le rusé Medici envenima-t-il le différend entre Volterre et les concessionnaires? On le soupçonne, sans pouvoir l'affirmer. Toujours est-il qu'il obtint d'eux une part dans les bénéfices [2], et qu'il eut la chance, sans doute préparée, d'être pris pour arbitre. Ne craignant point de devenir juge quand il était partie, il prononça en faveur du fisc florentin (8 janvier 1472). Florence n'était-elle pas le vrai seigneur du lieu, puisque Volterre vivait sous sa protection [3] ?

Mais Volterre protégée se croyait libre, n'ayant consenti qu'à recevoir dans ses murs un podestat ou capitaine et à payer un tribut annuel de 1,000 florins. Elle

1. « Non so quello harete eseguito dipoi circa la depositaria dello allume, la quale son contento che accepti in mio nome. » (Piero à Lorenzo, 22 mars 1466, dans Fabroni, *Doc.*, p. 50.) — « Desiderando Lorenzo di ottenerle per se. » (Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 3, *Op. ined.*, t. III, p. 29.) Cf. notes de Tabarrini à une chronique de Volterre, *Arch. stor.*, Append., III, 331.

2. « Benedetto Riccobaldi et Paolo Inghirami non volendo esser d'accordo con la loro communità di Volterra, s'accostarono a Lorenzo... e questo messono per compagno e parziale del guadagno di detta lumiera. » (Notes de Zaccharia Zacchi de Volterre, dans Fabroni, *Doc.*, p. 62.) Le nom de Lorenzo ne paraît pas au contrat où sont nommés les membres de la Compagnie, mais Zacchi est une autorité, et rien n'est plus vraisemblable que la dissimulation. On peut voir comment la genèse du conflit est présentée par Stan. Gatteschi, trad. de Bruto, l. 6, t. II, p. 190. Flor., 1838. 2 vol. in-4°. Les sources où puise cet auteur, c'est la confession de Montesecco, que le traducteur donne en note (p. 190). Étant « delle scuole pie, » il s'efforce de disculper le pape de toute complicité. (notes, p. 188, 196, 199.) Il paraît peu comprendre les textes qu'il lit.

3. Il y a une provision déclarant « quidquid pertinebat ad com. Volaterrarum et præsertim alumen, æs, sulphur, salina et omne id quod foditur transiisse sub gubernatione et mero et mixto imperio com. Flor. » (Dans Fabroni, *Doc.*, p. 63.)

repoussa donc la décision arbitrale et retira même la concession. Le capitaine, Bernardo Corbinelli, essaya de calmer l'agitation croissante en envoyant à Florence quelques-uns des plus agités. Ce fut en vain. Des pourparlers, engagés entre les deux villes, restèrent sans effet. A bout de patience, le peuple volterran se révolte, met à mort un de ses compatriotes, un des concessionnaires, Paolo Inghirami, homme violent. et nomme, pour gouverner, un Conseil de dix citoyens (26 avril). Mais ce ne fut qu'un feu de paille, qu'éteignit, comme fait un seau d'eau, la nouvelle que Lorenzo, et à sa suite les Florentins, marquaient un grand courroux. Une ambassade alla faire d'humbles offres de soumission.

A Florence, les sages, et notamment Tommaso Soderini, le plus sage de tous, conseillaient de préférer « un maigre accord à une grosse victoire[1] »; Lorenzo n'y consentit pas : ses intérêts personnels étaient engagés. Il tint la dragée haute, fit des conditions humiliantes, exigea une demande formelle de pardon et la mort de deux coupables. C'en était trop : Volterre rompit sans plus tarder, et, se retournant vers les ennemis de son ennemie, implora leur secours. Elle croyait pouvoir compter sur les exilés florentins, sur Sienne et Venise[2], sur tous les seigneurs d'Italie, sauf Galeaz[3], et même sur le roi de Naples, mécontent d'une récente

1. Machiavel, VII, 114 A.

2. « Questo successo (la défaite ultérieure des Volterrans) ha dispiaciuto alla signoria, perchè continuando la guerra tra Volterra e Firenze, se podeva solevar qualche novità in quella terra, e fuorusciti alcuni da Volterra saria entrati in Firenze. » (Malipiero, dans *Arch. stor.*, 1[a] ser., VII, 238) ; Ivani, *De bello volat.*, R.I.S., XXIII, 15 ; *Cron. volt.* dans *Arch. stor.*, App. III, 330 ; Alam. Rinuccini, p. 116 ; Cipolla, p. 564.

3. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 3, *Op. ined.*, III, 29.

pointe des Florentins vers Piombino[1]. Quant au pape, il se montrait ouvertement favorable à Lorenzo, qui avait reçu de lui quelques chevaux[2].

Ce n'était là qu'une petite guerre; Lorenzo la poussa avec plus de vigueur qu'il n'eût fait une grande : l'entreprise était facile et sa bourse en dépendait. Les Dix de la guerre sont doublés et parmi les vingt que l'on crée se trouvent les principaux citoyens : Luca Pitti, Antonio Pucci, Tommaso Soderini, Roberto Leoni, Giovanni Canigiani, tous clients, tous amis du maître, et le maître lui-même[3]. Une somme de 100,000 florins est votée, à prendre sur le *monte*[4]. Pour commander l'armée, on a Federigo de Montefeltro : il était vieux, mais réputé habile; étant, d'ailleurs, à la solde du roi de Naples, si le roi de Naples le cédait, c'était signe que les rebelles n'avaient rien à attendre du midi (10 mai). Lorenzo, au contraire, attendait des renforts du duc de Milan comme du pape[5], et même de Louis XI, qui en promettait *sumptibus nostris*[6]*;* mais il avait pris les devants.

Dès le 20 mai, grâce aux forces disséminées sur le territoire de Pise et sans tirer l'épée, Montefeltro s'était rendu maître de tous les châteaux du territoire de Volterre[7]. Bientôt, accru des auxiliaires de Lombardie et

1. Mars 1471. Alam. Rinuccini, p. 116.

2. Vespasiano, *Vita di Federico, duca d'Urbino*, c. 12, *Spicil. Rom.*, I, 109. Malipieri entre même dans des détails tendant à établir que D. Ferrando aurait agi par-dessous main en faveur des Florentins. (*Arch. stor.*, 1[a] ser., t. VII, p. 238. Cf. Luca Landucci, *Diario*, p. 11, 12.)

3. Ammirato, XXIII, 110.

4. Lettre de Lorenzo, sans date, dans Fabroni, *Doc.*, p. 62; Al. Rinuccini, p. 120.

5. Lettre à Louis XI, 1[er] juillet, dans Desjardins, I, 159.

6. Lettre de Louis XI aux Florentins, 30 juin, *ibid.*, I, 158.

7. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 3, *Op. ined.*, III, 29.

de Rome, il mettait le siège devant la ville révoltée. Les communications des assiégés restaient libres encore ; mais nul ne venait à leur aide, pas même les voisins siennois que Donato Acciajuoli, par ordre, invitait sévèrement à la neutralité, et, dans Volterre même, le parti de la paix reprenait le dessus. C'est que le parti de la guerre, composé des hommes de basse condition, ne savait combattre que par le bras des aventuriers à sa solde, et que ceux-ci, désintéressés dans la lutte, tournaient leur insolence contre ceux qui les payaient mal et qui, avant peu, ne pourraient plus les payer du tout. Le 18 juin, Volterre se rendit donc[1], sous condition que les personnes et les biens seraient respectés. Elle n'en fut pas moins mise à sac; les églises furent pillées, les citoyens emprisonnés, les femmes flétries : rien n'avait pu retenir une soldatesque effrénée[2].

A ce peuple vaincu, spolié, outragé, il eût été juste d'accorder une compensation. Envers ses pères, deux cents ans auparavant, quand leurs murs furent pris d'assaut, les Florentins usaient de clémence; mais que les temps étaient changés! Toutes les libertés sont supprimées. Du rang d'alliée, la malheureuse Volterre est réduite au rang de sujette, et, pour la contenir, on construit une forteresse sur l'emplacement du palais épiscopal, rasé à cet effet[3]. L'exécution terminée, Lorenzo

1. Le 16, d'après Morelli (*Del.*, XIX, 189), et le 17 d'après Rinuccin (p. 120). La date du 18 est donnée par un Volterran contemporain, Zaccheria Zacchi, cité par Fabroni, Doc., p. 62.

2. On a accusé de ce sac la perfidie de Lorenzo. Il avait intérêt, au contraire, à recevoir Volterre entière et riche comme avant la rébellion. C'est ce que reconnaît Guicciardini, *Stor di Fir.*, c. 3, *Op. ined.*, III, 30. Luca Landucci (*Diario*, p. 12) dit que ce fut un connétable vénitien qui cria le premier *à sac*, et qu'il entraîna ainsi l'armée. Le Vénitien et un Siennois furent pendus par ordre du comte d'Urbino.

3. Voyez sur ces faits Ant. Ivani (R. I. S., XXIII, 5-20); *Cron. volt.*

alla visiter ses victimes. Ce qu'il fit pour panser des plaies dont la responsabilité, en somme, remontait jusqu'à lui, on ne saurait le dire; ce qu'on peut dire, c'est que, neuf mois après le sac de Volterre, le Volterran Antonio Inghirami, remerciant par écrit le magnifique vainqueur de sa visite, laissait paraître, dans ses périodes de courtisan, la triste situation de sa patrie[1].

Ce facile et odieux succès rendait Lorenzo populaire à Florence et affermissait son pouvoir, sans prouver encore qu'il fût un grand politique, et il faut bien avouer que ses autres actes de ce moment-là ne le prouvent guère davantage. Ainsi, il ne sut pas entretenir avec Sixte IV les bonnes relations établies avant que ce mineur observant se fût assis dans la chaire de Pierre. C'est à Santa-Croce de Florence que Francesco de la Rovere[2] avait été élu, en 1467, général de son ordre[3]. En septembre 1471, Lorenzo se trouvait un des six ambassadeurs envoyés pour le complimenter à son avènement, et, remportant pour récompense, en même

(*Arch. stor.* App., III, 330); Vespasiano, *Vita di Federigo duca d'Urbino*, c. 13, 14 (*Spicil. Rom.*, I, 109-112); Al. Rinuccini, p. 120; Guicciardini, c. 3 (*Op. ined.*, III, 29); Machiavel, VII, 114; Ammirato, XXIII, 111; Cecina, *Notizie di Volterra*, p. 235-40; Reumont, l. II, c. 7, t. I, p. 338. Il ne faut lire qu'avec précaution les deux premiers auteurs cités. Ivani de Sarzane, chancelier de Volterre depuis 1466, était à la solde de Florence. Il charge les Volterrans. Voy. Préf. de Muratori. De plus, c'est un prévaricateur. Une provision d'octobre 1471, citée par Cecina (p. 238) mentionne « falsitates et fraudes quæ factæ fuerant in actis cancellariæ communis »; ces fraudes doivent être jugées en conseil. La *Chron. volt.*, publiée par Tabarrini dans l'*Arch. stor.*, glisse sur le sac, en accuse la mauvaise organisation de la *balie*, déclare qu'il eut lieu malgré les commissaires florentins, et n'ajoute rien à Ivani.

1. Lettre du 10 mars 1473, dans Fabroni, Doc., p. 63.

2. Les Della Rovere étaient une branche de l'ancienne famille du Roure, originaire du Viennois, et qui, après s'être établie au Gévaudan et au Vivarais dans le XIIe siècle, avait passé en Italie. Il ne faut pas la confondre avec la famille piémontaise du même nom, qui est plus illustre.

3. Voyez sur les deux chapitres généraux de l'ordre, tenus en 1449 et 1467, à Santa-Croce, les *Ricordi* des Rinuccini, p. 73 et 107.

temps que de belles sculptures antiques, le titre de dépositaire de la chambre apostolique, « il avait gagné un trésor[1] ». De même, son oncle Giovanni Tornabuoni et d'autres Florentins qui résidaient à Rome pour y veiller aux intérêts des Medici, avaient fait de gros bénéfices en achetant à vil prix de Sixte IV des joyaux payés fort cher par Paul II[2]. Ces relations excellentes étaient bien connues, car c'est à Lorenzo que Louis XI s'adressait pour obtenir du pape qu'il ne relevât point le duc de Berry, frère du roi de France, du serment de fidélité[3].

Mais, comblé de bienfaits et par là mis en appétit, Lorenzo en voulait plus encore. Il ambitionnait pour son frère Giuliano le chapeau de cardinal qui, en frayant les voies ecclésiastiques à cet associé, à ce rival possible dans celles du pouvoir civil, aurait affranchi de toute crainte celui des deux frères qui restait laïque, grandi leur maison, rendu plus libre envers l'Église la politique des Medici[4]. Or il ne sut pas flatter les passions du pape, même sa passion dominante, le népotisme : les neveux, les

1. *Ricordi* de Lorenzo, dans Fabroni, Doc., p. 57. — « Lorenzo, tra gli altri benefizi che ha ricevuti da S. B. ha guadagnato con quella un tesoro. » (Instructions de la curie à Ant. Crivelli envoyé au roi D. Ferrando. Il n'y a pas de date ; mais ce document est postérieur à l'affaire de Città di Castello dont il sera question plus bas, puisqu'il y en est parlé. Ce document, tiré de la bibliothèque de Gino Capponi, a été publié par lui à l'app. 2 de son t. II. Le passage cité est à la p. 508.

2. Nic. Valori, *Vita Laurentii*, p. 20.

3. « Pour ce que avons esté adverty que estes bien amy de notre sainct Père. » (Lettres du 20 août, dans Desjardins, I, 155. L'année manque. M. Desjardins croit qu'il s'agit de 1470 ; mais dans une autre note de la même page, il dit que le pape était alors Sixte IV, lequel ne fut exalté qu'en 1471.)

4. La demande est dans une lettre de Lorenzo au pape, 21 nov. 1472. Voyez Fabroni, *Doc.*, p. 61. Dans deux lettres à Lorenzo, des 25 avril et 15 mai 1473, Jacopo Ammanati, cardinal de Pavie, bon courtisan, entretient le seigneur des chances de cette candidature et des moyens de la faire aboutir. Voy. Fabroni, *Doc.*, p. 58-61.

fils de Sixte IV, en qui l'on a voulu voir, soit ses mignons, soit ses fils incestueux, et qui l'étaient peut-être[1], ne trouvaient chez Lorenzo aucune complaisance. Un d'eux, Girolamo, devenu comte par son mariage avec une bâtarde de Galeaz, obtenait du pontife qu'il achetât pour lui à Taddeo Manfredi de Faenza la seigneurie d'Imola[2], dont Lorenzo rêvait d'accroître le territoire florentin. Lorenzo, dépité de cette compétition, ne se résigna point à la défaite : il voulut empêcher son compatriote, le marchand Francesco des Pazzi, établi à Rome, de se porter garant du prix de vente[3]. C'était, du coup, se faire trois implacables ennemis.

Dans les procédés hostiles, comme en toutes choses, le premier pas est le seul qui coûte : on fait les autres par entraînement, par logique ; on est agresseur et l'on croit user de représailles ; on trouve de bonnes raisons pour une mauvaise politique. Les rapports entre Rome et Florence s'envenimèrent donc avec une extrême facilité, et les difficultés naissaient comme d'elles-mêmes. Sixte IV voulait ramener à l'obéissance de l'Église celles des villes pontificales qui s'en étaient affranchies. Un de ses neveux, le cardinal Giuliano de la Rovere, chargé de l'expédition et déjà vainqueur de Todi, de Spolète, car il montrait dès lors ces talents de capitaine qu'il porta plus tard sous la tiare, n'avait plus qu'à mettre le siège devant Città di Castello. Dans cette ville dominaient les Vitelli, et comme ils étaient ses vicaires, le pape les vou-

1. Voy. Sismondi, VII, 57.

2. Burselli, *Ann. Bonon.* R. I. S. XXIII, 901 ; *Vitæ Rom. pontif.*, t. III, part. 2, p. 1060. Sismondi (VI, 59-62) indique d'autres sources. Fabroni (Doc., p. 106) cite plusieurs lettres de Manfredi à Lorenzo, datées de Milan, puis de Venise.

3. Nic. Valori, *Vita Laurentii*, p. 21 ; Onofrio Panvinio, *Vita Xysti IV*, à la suite de Platina, p. 319.

lait réduire à une sujétion effective[1]. Que le saint-siège devînt une monarchie militaire, c'est ce que Lorenzo ne pouvait voir sans inquiétude. Città di Castello tout à fait dans la main du chef de l'Église, qu'adviendrait-il de Borgo San-Sepolcro si voisin? Rome, qui l'avait cédé, ne voudrait-elle pas le reprendre?

Par intérêt et comme d'instinct, les Medici avaient donc noué des liens d'amitié avec Niccolò Vitelli qu'ils ne redoutaient point. Piero Nasi venait, en leur nom, à Città di Castello, et, secrètement, promettait des secours[2], pas si secrètement toutefois que Sixte IV n'en eût vent et n'en fût cruellement blessé. Ignorant sans doute quelle folie c'est de compter sur la reconnaissance des peuples et des princes, il ne comprenait pas cette ingratitude envers lui, qui n'avait pas marchandé son concours pour la répression de Volterre, recommandée pourtant à son prédécesseur, envers lui qui, par surcroît de bonne grâce, avait payé tous les frais de son contingent[3]. Il tenait les Florentins, comme les Milanais, pour obligés à seconder ses desseins, par sentiment de reconnaissance, d'honnêteté, de justice[4], et déçu dans son attente, il les proclamait étrangers à ces nobles

1. G. Capponi (II, 105) prétend que Sixte voulait seulement que Niccolò, le chef de cette famille, rendît hommage à l'Église, et s'en reconnût le vassal en venant de sa personne à Rome. Il prétend le prouver par un document qu'il publie tout au long à l'appendice n. 2 de son t. II, p. 507. Ce sont des instructions à Ant. Crivelli. On y lit : « Mostrare obedienza... saltem con il segno di venire a far riverenza a S. B. » Mais le même document montre les exigences pontificales bien plus étendues : « quod pejus est, i governatori mandati per S.S. fuerunt potius gubernati quam gubernatores (p. 507). Et perciò sta in fermo et constante proposito di voler la *vera* obedienza da M. Nicolò et da quella città (p. 509). »

2. Ammirato, XXIII, 113.

3. Sixte IV revient deux fois sur ce point de l'expédition à ses frais dans les instructions à Ant. Crivelli. Voy. G. Capponi, app. n. 2, t. III, p. 508.

4. *Ibid.*, p. 509.

sentiments. Il dut composer avec Niccolò Vitelli et se contenter d'obtenir qu'il accueillît auprès de lui deux cents soldats pontificaux (1er septembre 1474): faiblesse inexcusable aux yeux du sacré collège[1], succès relatif pour Lorenzo, mais insuffisant au gré de ses convoitises, et qui n'apaisait ni chez lui, ni chez le pape, des ressentiments gros de conséquences. L'achat d'Imola, la guerre de Città di Castello contenaient en germe la conjuration des Pazzi. Mais pour lever, ces germes devaient tomber sur un sol bien préparé. Le sol de Florence l'était, et nous devons montrer comment, en jetant sur la vie intérieure de cette ville un rapide coup d'œil.

Uniquement occupé, comme son père et son aïeul, d'affermir son pouvoir, Lorenzo s'étudiait à supprimer, toujours sous des dehors hypocrites, tout ce qui restait de la liberté. En mai 1471, Bardo Corsi, gonfalonier de justice, lui en avait fourni le prétexte. Les auteurs du temps disent que ce chef officiel de deux mois était bien porté pour la liberté du peuple, ce qui veut dire simplement qu'il était hostile aux Medici. Il essayait, en effet, de contrarier leur politique, de lier par un prêt d'argent la République au roi de Naples. Si les clameurs des puissants l'empêchèrent d'accomplir son dessein, s'il n'en retira que la disgrâce, l'*ammonizione*, la privation des offices[2], ce dessein même était pour Lorenzo une leçon : il ne fallait plus qu'un gonfalonier de justice pût s'éman-

1. Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 21; Card. Papiens. *Epist.* 570, à la suite des *Comment. Pii II*, p. 833; *Ann. eccl.*, 1474, § 17, t. XXIX, p. 555; Litta, *Famiglia Vitelli;* Fabretti, *Capitani venturieri dell' Umbria;* Roberto Orsi, *De obsidione Tifernatum*, Città di Castello, 1538; Reumont, l. II, c. 8, t. I, p. 348.
2. Alam. Rinuccini, p. 117.

ciper à ce point. Sans tarder, la Seigneurie suivante était chargée d'y pourvoir.

A peine installée (3 juillet 1471)[1], Lorenzo fait proposer par elle, puis décider à l'unanimité par les Conseils[2], la création de cinq *accoppiatori*, office commode qui, n'étant jamais tiré au sort, n'avait donné, depuis le retour et la domination de Cosimo, que des créatures de la famille. C'est eux qui nommaient à leur gré, c'est-à-dire au gré du maître latent, les Seigneurs, le gonfalonier de justice, et qui leur en transmettaient, comme si elles venaient d'eux-mêmes, les occultes, mais impérieuses volontés[3]. Ces *accoppiatori* reçurent, cette fois, la faculté d'élire, en même temps que les membres de la Seigneurie, quarante autres citoyens, lesquels, à leur tour, en désigneraient deux cents pour former un *Consiglio Maggiore* ou Grand Conseil. A cette assemblée seraient dévolus tous les pouvoirs du peuple florentin, sauf celui de fixer le *catasto* et de lever la *decima*[4]. L'opposition des Conseils du peuple et de la commune étant prévue à une création qui les dépossédait, on décida que pour donner force de loi à cette provision, il suffirait du vote du Conseil des Cent, illégalité flagrante, véritable coup d'État, qui, en d'autres temps, eût provoqué une légitime prise d'armes. Si impopulaire était la réforme, que, même en ce Conseil des Cent, où l'on s'était flatté

1. G. Capponi dit 1470, mais ce n'est sans doute qu'une faute d'impression, car il est en désaccord avec tous les auteurs.

2. « E tutti a una fava. » (Morelli, *Del.*, XIX, 188.)

3. « Quegli achopiatori facevano essere de' signori chi credevano faciessi a lor modo; el gonf. di giust. facievano sempre di quel numero ghovernava, e tutti e signori ubbidivano a quello nelle chose di stato. » (G. Cambi, *Del.*, XXI, 2.)

4. Alam. Rinuccini, p. 117; Morelli, *Del.*, XIX, 188; Guicciardini, c. 3, *Op. ined.*, III, p. 28; Ammirato, XXIII, 109.

de ne trouver que des complices, que des instruments, la provision, mise aux voix à deux reprises, n'obtint pas la pluralité légale des deux tiers, si bien que les Seigneurs durent l'abandonner[1]. Le coup était manqué, mais il en restait des rancunes, des défiances, des ferments de haine, que d'autres mesures vinrent aigrir et envenimer.

Sur l'avis de la Balie, en effet, la Seigneurie de septembre 1471 ordonnait la vente des biens de la *parte guelfa* et de l'office de la *mercanzia*, pour les appliquer, jusqu'à concurrence de vingt mille florins, à divers services[2]. La magistrature de la *parte*, jadis si puissante, si redoutable, se trouvait ainsi réduite au soin des travaux publics[3]. Dans un temps où les papes n'étaient pas plus guelfes que les empereurs, le peuple florentin ne pouvait voir qu'avec indifférence rogner les ongles à une tyrannie devenue impuissante; mais ceux qui maniaient ces deniers se trouvaient, d'amis, transformés en ennemis, ou, tout au moins, en mécontents.

Le 20 septembre, une mesure plus hardie réduisait à cinq les quatorze arts mineurs, et confisquait les biens des arts supprimés. Comme on ne supprimait aucun des sept arts majeurs, le retour à la petite aristocratie marchande était manifeste. Cette fois encore, l'émotion publique fut vive. On craignait à ce point qu'un commencement déjà si grave ne cachât quelque projet plus liberticide encore, qu'il fallut renoncer à l'exécution[4]. Mais la défiance était éveillée; elle ne devait pas s'assoupir de sitôt.

1. G. Capponi, II, 100.
2. Morelli, *Del.*, XIX, 188; Alam. Rinuccini, p. 118.
3. G. Capponi, II, 101.
4. Alam. Rinuccini, p. 118.

La leçon, du moins, profitait à Lorenzo. Avec la Seigneurie de novembre 1471, il en revint à des réformes plus modestes, d'un succès moins douteux. Le droit de nommer des *accoppiatori* n'étant pas contesté, il pouvait, en les choisissant bien, disposer de toutes choses à son gré, puisque leur mission était toujours de substituer à l'aveugle tirage au sort le choix éclairé, trop éclairé. Il en fit nommer dix et se mit du nombre, avec ses plus intimes, en sorte que tout se fit en famille (20 novembre)[1]. Jusqu'alors avaient concouru à la nomination du Conseil des Cent tous les anciens gonfaloniers de justice. Comme tous ces derniers n'étaient pas sûrs, on décida que les quarante citoyens précédemment désignés pour cette opération[2] s'adjoindraient cinquante seulement de ces gonfaloniers, qu'ils désigneraient eux-mêmes. Comme ces *accoppiatori*, au contraire, étaient absolument sûrs, Lorenzo leur fit accorder et par conséquent se fit accorder à lui-même la balie viagère[3], innovation monstrueuse dans un État qui affectait encore les formes démocratiques.

Ainsi c'était lui, désormais, avec ses fidèles, qui désignerait les membres de chaque Seigneurie. Mais il eût été fastidieux et même compromettant d'agir en personne, tous les deux mois, sur neuf prieurs nouveaux,

1. Alam. Rinuccini, p. 119.
2. Voyez plus haut, p. 190-192.
3. « E durassi la balia loro tutta la vita. » (Morelli, *Del.*, XIX, 188.) « Che questi stessino a vita. » (G. Cambi, *Del.*, XXI, 3.) Sur les chiffres, il y a des variantes. Cambi parle de trente, puis quarante citoyens, et il dit que les gonfaloniers du passé pouvaient s'adjoindre aux soixante-dix ; mais l'autorité décisive ici paraît être Rinuccini, car il déclare qu'il était membre de cette *balie*. Voy. Al. Rinuccini, p. 117 ; G. Cambi, *Del.*, XXI, 3 ; Ammirato, XXIII, 109. Ce dernier n'est pas d'accord avec Rinuccini sur les dates des mois. Il met en novembre 1471 la création des *accoppiatori*, en janvier 1472 la réduction des vingt arts.

pour les plier à sa politique, à ses desseins : c'est pour n'être pas tenu d'en prendre le soin qu'il poussait de plus en plus à faire du gonfalonier de justice le chef véritable de l'office principal : il n'avait plus désormais qu'à lui communiquer ses volontés pour que cet officier les transmît à ses collègues [1]. Le gonfalonier semblait prendre tout sous son bonnet, user et abuser de son initiative personnelle; mais nul ne s'y trompait.

L'histoire de ces empiétements, tout ensemble audacieux et sournois, doit être complétée. A la vieille charge de capitaine du peuple, protecteur des petits, fut substituée celle d'un juge ordinaire, bien moins important [2]. Le podestat s'efface de plus en plus devant les Huit de garde, sans qu'il soit besoin d'aucune provision, par l'effet de l'habitude et par les encouragements du maître. Ces Huit, dont la mission primitive n'était que de rechercher les délits et les crimes, avaient déjà reçu de Cosimo, en 1434, « balie de sang » : ils font des procès, ils jugent, ils condamnent, ils ne laissent au piteux podestat que le mandat impératif de ratifier et de promulguer les sentences par eux prononcées [3]. Le podestat échappe à la suppression qui atteint le capitaine; mais de ces deux colonnes de l'ancien gouvernement,

1 Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 3. *Op. ined.* III, 27, et Ammirato, XXIII, 112. Voy. plus haut, p. 362, n. 3, un texte de Cambi.

2. Al. Rinuccini, p. 126.

3. Voyez la formule des sentences : « Magnifici octoviri custodiæ et baliæ civ. Flor. in numero sufficienti collegialiter congregati, intellecto et recepto qualiter... Et ideirco habito super predictis omnibus et singulis sano et maturo consilio, etc., deliberaverunt, scribunt, committunt, imponunt et mandant vobis præsenti Domino Potestati dictæ civ. Flor. quatenus vigore præsentis deliberationis ac commissionis et bullettini, per vestram sententiam declaretis, pronuntietis et sententietis dictos... » (*Sentenze pubblicate tra i documenti di corredo all' edizione del commentario della congiura dei Pazzi per Angiolo Poliziano,* dans G. Capponi, II, 108, n. 2.)

celle qui reste debout ne soutient plus rien, n'est plus rien. Du podestat on ne se moque même plus, comme au temps de Boccace, et au lieu de le remplacer tous les six mois, on ne le remplace plus que tous les ans. Quant à l'exécuteur de justice, qui, jadis, était aussi un magistrat, et un magistrat d'importance, il n'est plus qu'un *bargello*, un exécuteur, au sens étroit et français de ce mot[1].

Restaient les Conseils. Le Conseil des Cent fut modifié dans sa composition par les *accoppiatori :* ne venait-il pas de tromper les espérances, de se montrer peu malléable ? Une fois épuré, il reçut le droit de délibérer sur toutes les pétitions relatives aux intérêts publics, sans en référer aux Conseils du peuple et de la commune qui se trouvaient ainsi non supprimés, mais annulés[2]. D'autres Conseils ou offices disparurent ou furent pareillement réduits dans leurs attributions. De ce nombre, la fameuse *mercanzia :* le but était de ramener au palais, de concentrer autant que possible aux mains de la Seigneurie toutes choses, jusqu'à la connaissance des affaires privées. Quant au *contado*, pour le dominer, ce qui était essentiel, mais beaucoup plus facile, il suffit d'instituer un *bargello* spécial, dont la charge, créée d'abord pour quatre mois, puis pour six, finit par durer beaucoup plus longtemps[3].

Désormais donc, tout ce qui ne disparaît pas est af-

1. Morelli, *Del.*, XIX, 190 ; Al. Rinuccini, p. 121.

2. Al. Rinuccini, p. 117. Cet auteur est ici, répétons-le, une autorité décisive ; car il était membre de cette balie, ce qui prouve qu'à côté de Lorenzo et de ses amis qui y étaient en majorité, on avait laissé s'introduire une minorité de ces amis de la seconde catégorie qui deviennent si aisément des ennemis.

3. Al. Rinuccini, p. 126.

faibli, amoindri, avili. La Seigneurie elle-même n'est plus qu'un vain décor. La scène sérieuse est dans la coulisse, dans les réunions secrètes de ces dix *accoppiatori* dont est Lorenzo. Le mécanisme nouveau se fonde sur une réciprocité habilement conçue : la Balie et sa pérennité reposent sur les Medici, qui n'auraient qu'à retirer leur main pour la replonger dans le néant; les Medici, en retour, reçoivent de ces pouvoirs subordonnés l'autorisation tacite de puiser pour leurs propres affaires dans le trésor public, et, quand il est vide, de le remplir par des impôts qui sont aisément des exactions. Ils peuvent diminuer les taxes pour leurs favoris ou leur remettre ce qui n'en est point payé encore, abaisser l'intérêt des créances inscrites au livre du *monte*, augmenter les gabelles du vin, en créer de nouvelles pour payer les intérêts, et, ce qui semble plus exorbitant encore, frapper d'une seconde sentence pour extorquer de l'argent, des hommes qui, depuis la première qu'ils ont encourue, n'ont commis aucun délit. Tous ces actes se font sans en rendre compte à personne. C'est l'arbitraire, le despotisme déguisé, masqué, avec ses abus les plus monstrueux. On vit employer cent mille florins à sauver d'une faillite la maison de banque dirigée à Bruges par Tommaso des Portinari pour le compte de Lorenzo, et « la pauvre commune, écrit le sincère Cambi, paya toute chose [1] ». Encore n'est-ce pas la seule fois que le trésor public servit à débrouiller les affaires embrouillées de Lorenzo, car il continuait le trafic, les opérations de ses aïeux, sans y donner comme eux tout son temps, sans s'y être préparé, sans en con-

1. G. Cambi, *Del.*, XXI, 3.

naître les principes, les règles, le délicat et compliqué fonctionnement[1]. Il en voulait les bénéfices, mais par le travail d'autrui. Le bien lui devait venir non en dormant, mais tandis qu'il s'occupait ailleurs, et surtout de diplomatie, de politique. C'est par ses goûts personnels, et non par sa situation, qu'il diffère de ses deux devanciers.

Guicciardini a donc tort de prétendre que Lorenzo commençait alors à vouloir être le maître[2]; il l'était comme Piero, comme Cosimo; seulement il n'évitait plus, à leur exemple, de le paraître. Ouvertement, il donne sa faveur à des hommes de peu, disant que si son père eût fait ainsi, il n'eût pas couru risque, en 1466, de perdre l'État[3]. Obstinément il maintient en exil les grandes familles dont le retour lui donnerait de l'ombrage[4], sous le seul prétexte d'intimider les homicides qui, grâce à l'inexécution des lois, bravaient les parents de leurs victimes[5]. Ses points d'appui sont les familles peu nombreuses, dont il a éprouvé le dévouement, qu'il a admises au partage du pouvoir, comme au pillage du trésor; les gens de lettres, qu'il flatte en se disant un d'eux; les peintres et les sculpteurs qu'il honore de ses éloges et de ses commandes; la populace, enfin, qu'il

1. Ammirato, XXIII, 114; Sismondi, VII, 99; G. Capponi, II, 107.
2. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 3, *Op. ined.*, III, 28.
3. *Ibid.*
4. M. Bruto, l. VI, dans Burmann, VIII, part. 1, p. 142.
5. Le 16 mars 1478 sera rendue une provision ou il est dit : « Si dà comodità a chi l'omicidio conmette di potere sanza pena o timore alcuno essere nel conspetto, tutto il giorno, e di quegli che anno ricevuta sanza grande indegnazione e perturbatione d'animo, tali homicidiali possono risguardare. E benchè le leggie del popolo flor. acremente vendichino e punischino tali delicti..., nondimeno, qual se ne sia la cagione, o la troppa humanità, che veramente più tosto crudeltà chiamar si debbe, o il disordinato amore, non si observano tali ordini e onesti e giustissimi. » (Voy. ce texte dans Luca Landucci, *Diario*, p. 16, note 2.)

amuse de fêtes, de spectacles, qu'il corrompt par ses largesses. Les traditions des Medici ont atteint en lui leur plein développement.

Il a plu à Angelo Poliziano, à peine âgé de vingt ans, de célébrer le repos dont, malgré les colères de Sixte IV, jouissait en ce moment-là Florence[1]; mais des hommes déjà pliés à la servitude pouvaient seuls s'accommoder d'un régime fondé sur le mépris de la dignité humaine, sur le bon plaisir d'un seul, toujours maître, grâce à cette *balie* qu'il a su rendre permanente, de faire condamner, sans responsabilité personnelle comme sans procédure légale, les gens que, par défiance ou caprice, il tient pour suspects. La plupart des contemporains, et les plus estimables, Rinuccini, Morelli, et après eux Cambi, parlent en termes amers de ce système de gouvernement que n'excusait même pas l'état de guerre, puisque, depuis dix années, n'avait point cessé la paix[2]. Plus tard, les auteurs sérieux, premiers organes de la postérité, ne parleront guère autrement. Le sagace Guicciardini voit bien et laisse voir ce qu'a d'odieux la

1. Fiorenza lieta in pace si riposa,
Nè teme il vento o' l minacciar del cielo,
Nè giove irato in vista più crucciosa. (Stanze, IV.)

Voy. sur la date de ce poème une note de G. Capponi, II, 107, n. 3.

2. En dehors de l'insignifiante affaire de Prato et de celle de Volterre, la paix n'était troublée, sous Lorenzo, que par les attaques de Carlo Fortebraccio de Montone, bâtard du fameux capitaine, contre Sienne. Comme l'accord ne régnait guère entre les deux républiques (voy. Fil. Sacramoro à Galeaz, 8 nov. 1477. Orig., 1598, f° 128), Florence était accusée de prêter hypocritement les mains à ces attaques : « Ciò mandavano ogni dì una buona lettera e il conte Carlo ogni dì una cavalcata. » (Allegretti, R. I. S., XXIII, 782 mai-juin 1477.) Cf. Malavolti, IIIe part., l. 3, f° 72 v° ; Machiavel, VIII, 119 A. Reumont (l. II, c. 9, t. I, p. 371-74) cite une lettre du pape tirée des archives d'Urbino. La vengeance de Sienne fut de contracter une étroite alliance avec Naples et le pape, qui leur permit d'avoir des troupes sur la frontière florentine. C'est le 27 septembre 1477 que Montone fut pris à Carlo et qu'on « lui tondit la laine ». (Allegretti, XXIII, 783.)

domination des Medici. L'ardent Michele Bruto la flétrit avec la passion d'un ennemi, et il a été de mode, pour ce motif, de lui refuser toute autorité. Mais contestera-t-on aussi celle du Génois Antonio Galli? Secrétaire de l'office de San Giorgio à Gênes[1], il écrivait vingt ou vingt-cinq ans après la période qui nous occupe. Il ne voyait les choses ni de trop près, ni de trop loin, d'assez loin toutefois pour n'apercevoir que les grandes lignes, plus favorables à Lorenzo que les misères et les méchancetés du détail, exempt dans tous les cas de ces haines et jalousies locales qui peuvent troubler le jugement. Or voici ses paroles : « La ville de Florence était tenue par le tout-puissant Lorenzo sous des apparences de liberté. Il était considéré comme à peine inférieur aux princes d'Italie, et pourtant à peine différent de ses concitoyens par sa manière de vivre. Il avait des clients innombrables, des possessions territoriales immenses, des troupeaux en grand nombre. Tout, en lui, excédait la mesure de ce qui constitue un simple particulier. Il ne souffrait pas qu'une personne qui lui déplaisait demeurât dans la ville[2]. » Ne dominer qu'à la condition de proscrire, et jusqu'au dernier de ses ennemis, n'était-ce pas mettre les armes aux mains de quiconque pouvait craindre, ayant déplu, d'être traité comme tel? Pas n'était besoin, pour maudire et vouloir briser ce joug, d'avoir le regret de la liberté.

Les conjurations avaient désormais leur théorie : elles la trouvaient tout au long dans les auteurs anciens. Entre le soulèvement et l'assassinat, point de moyen terme : il fallait choisir. L'un et l'autre, souvent tentés

1. Voy. la préface de Muratori, à Ant. Galli, R. I. S., XXIII.
2. Ant. Galli, *De rebus genuens.*, R. I. S., XXIII, 282.

chez les Romains et chez les Grecs, avaient réussi plus d'une fois. Les imitations mêmes, fruit de l'érudition, n'avaient pas toujours échoué. Mais, à cet égard, et dans les derniers temps, la balance n'était pas égale entre les deux méthodes : Stefano Porcaro à Rome (1453), Girolamo Gentile à Gênes (juin 1476), Niccolò d'Este à Ferrare (septembre 1476) venaient de tenter des soulèvements[1], aussi vains que ceux de Prato et de Volterre, tandis qu'à Milan, en décembre de la même année, l'assassinat accomplissait son noir dessein. Sur les excitations de Cola Montano, professeur de belles-lettres, exalté de patriotisme à l'antique autant qu'aigri de rancunes personnelles, trois gentilshommes poignardaient Galeaz-Maria dans l'église même où il était venu entendre la messe. Leur succès, ils l'avaient payé de leur vie, comme d'autres leur échec[2]; mais au loin le sang versé, les têtes coupées n'effrayent guère, et nul ne se sentait découragé. On ne se contentait pas de plaindre les meurtriers; on les exaltait. « Ce fut, écrit Rinuccini parlant du meurtre de Galeaz, une digne, virile et louable entreprise, que devrait imiter quiconque vit sous un tyran ou sous un maître semblable à un tyran; mais la lâcheté des hommes accoutumés au joug fut cause que cet exemple, alors, servit de peu ou de rien[3]. » L'allusion à Florence est ici évidente, sans être séditieuse, puisque ces *Ricordi* n'étaient point destinés à la publicité, et médiocrement fondée, puisque la mort de Galeaz ne profitait qu'à son oncle; d'autant

1. Voy. Sismondi, VI, 267-75, VII, 77, 83.
2. Sur la mort de Galeaz-Maria, voy. Cipolla, p. 577, qui indique les sources.
3. Alam. Rinuccini, *Ricordi*, p. 125.

plus significative par conséquent pour témoigner de l'état d'esprit des Florentins. L'assassinat pouvait réussir, on venait de le voir, à condition d'y mettre sa propre vie pour enjeu. Lorenzo et son frère, par politique, affectaient d'aller partout seuls et sans armes. Et puis, on se flatte toujours de prendre mieux ses précautions, d'échapper au châtiment. En ce siècle d'érudition, l'on oubliait que le poignard de Brutus n'avait pas empêché le triomphe d'Antoine, c'est-à-dire d'un César sans génie. Les flatteurs des Medici seraient les premiers, s'ils voyaient Lorenzo et Giuliano morts, à en maudire la tyrannie et la mémoire, car les deux frères n'étaient pas tenus, comme Galeaz à Milan, pour maîtres légitimes. L'espoir du succès était donc plausible, et, de fait, rarement conjuration fut mieux ourdie que celle qui allait éclater.

C'est à Rome qu'elle s'ourdit, de deux éléments fort distincts, entre Romains et Florentins. Rien n'était moins rare, dans la ville éternelle, que les gens qui voulaient mal de mort aux nouveaux maîtres de Florence. Sixte IV en menait le chœur. Il n'avait oublié ni la ligue du Nord, ni les secours donnés à Niccolò Vitelli, ni les intrigues de Lorenzo pour empêcher Girolamo Riario, le fils favori, d'acquérir Imola, et pour tarir les sources où il aurait pu puiser de l'argent. Riario, de son côté, ne renonçait point à se tailler une belle principauté en Romagne, et il voyait dans Lorenzo l'obstacle, en cas de succès l'ennemi, l'ennemi voisin, spoliateur pressenti du jour où la tiare passerait sur une autre tête. Qu'au contraire Florence, aidée à propos, reconquît sa liberté, ou se donnât, se laissât imposer de nouveaux maîtres, on y pourrait trouver un appui

solide, à titre de réciprocité. Déjà le roi de Naples, grand ami du pape, s'avançait jusqu'à Sienne avec son armée. Que les Medici disparussent, que l'alliance florentine avec Milan, Venise et la France fût rompue, il pourrait passer la frontière, dicter des lois au peuple qui avait si souvent fait le jeu de la maison d'Anjou [1].

L'autre élément, c'était les exilés, constante préoccupation des Medici. Dès le 6 avril 1470, pour plaire à ces derniers, Louis XI désavouait hautement son ambassadeur à Rome, dont l'unique tort avait été de fréquenter ces vaincus, de leur promettre d'intervenir pour procurer leur rappel [2]. Auprès d'eux et nécessairement mêlés à eux, vivaient à Rome, par libre choix, d'autres Florentins mécontents, et dans ce nombre le riche marchand Francesco des Pazzi. Ame inquiète, passionnée, ambitieuse, ce petit homme, si petit et si grêle qu'on l'appelait Franceschino, resté célibataire, ne trouvait pas au logis et ne trouvait qu'à moitié dans son trafic l'emploi de sa dévorante activité [3]. Lié d'ailleurs avec les fils du pape et contrarié par Lorenzo dans ses lucratives opérations de banque [4], il gardait rancune à l'oppresseur de sa patrie; contre la famille de cet oppresseur il avait, en outre, comme les siens, des griefs séculaires qui doivent être rappelés.

La famille des Pazzi appartenait à cette ancienne noblesse du *contado* que sa défaite avait confinée dans

1. *Diarium parmense*, R. I. S., XXII, 277. L'auteur anonyme de cette chronique, honnête autant que prudent, à en juger par son langage, commence en 1477 et finit en 1481. Il est donc tout à fait contemporain.

2. Voy. la lettre de Louis XI dans Desjardins, I, 152.

3. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 4. *Op. ined.*, III, 35. Voy. son portrait dans Politien, *Conjurationis commentarium*, 1478, f° 1 v°.

4. Voy. plus bas, p. 377, 378.

Florence et réduite à vivre sous la terrible loi des ordonnances de justice[1]. Mais au lieu d'imiter tant d'autres hobereaux qui, trop nobles pour rien faire, étaient classés parmi les *scioperati* ou oisifs, ils s'étaient livrés au trafic, avaient acquis de grandes richesses, et conquis, parmi tous ces marchands, une place qui eût été plus grande encore, sans la hautaine arrogance qu'ils tenaient de leur origine. Ce qui restait sur eux de défaveur disparut, au reste, en 1434, alors que Cosimo, de retour, faisait, pour s'affermir, mille avances aux opprimés de la démocratie et de l'oligarchie marchande, à l'ancienne noblesse. Les Pazzi, plus avisés que la plupart de leurs pareils, n'avaient pas refusé d'être « faits du peuple », car au prix d'un certain froissement de l'esprit de caste, ils obtenaient, par ce changement d'état, le droit d'aspirer aux offices, et un moyen, s'ils les obtenaient, d'accroître encore leur opulence, principal objet de leur ambition. C'est ainsi qu'ils étaient peu à peu devenus la plus riche peut-être des familles florentines. Trafiquant par toute l'Italie, ils y étaient en grand renom[2].

Le premier d'entre eux qui siégea dans la Seigneurie fut Andrea des Pazzi (1439). Il recevait somptueusement le roi René dans sa maison et devenait son grand

1. Litta, qui consacre aux Pazzi de Florence dix de ses tableaux, ne veut pas que l'on confonde ces anciens guelfes venus de Fiesole avec les Pazzi du Val d'Arno, nobles aussi, mais tous gibelins. Cette différence de sentiments et de parti prouve peu : il y avait une branche gibeline et une guelfe des Guidi, tous issus du même tronc. De plus, l'origine fiesolane n'était souvent, Litta le reconnaît lui-même (*Tav.* 1), qu'une vanterie des hobereaux, pour pouvoir se prétendre d'origine romaine, et il est certain que les Pazzi avaient cette prétention, puisqu'ils profitaient, pour la bien établir, de la découverte, à San Firenze, d'une inscription où est nommé un certain M. Paccius. (*Ibid.*)

2. Guicciardini, c. 4, *Op. in.*, III, 34.

ami. Deux de ses cinq fils[1] s'élevaient plus encore, à la dignité suprême de gonfalonier de justice : Piero en mai 1462[2], Jacopo en janvier 1469. Cette dignité avait été pour Piero comme une récompense à son retour de la solennelle ambassade envoyée à Louis XI pour le complimenter lors de son avènement (20 octobre 1461) : il y avait pris part en tiers avec Filippo des Medici, archevêque de Pise, et Buonaccorso de Luca Pitti. Porté aux voluptés et aux compagnies, au faste et à la dépense, il tenait table ouverte, il se ruinait en copistes, en livres, en miniatures. Il était bien de son temps. A la mort de son père, il se trouvait avoir gaspillé douze mille florins dont on ne trouvait pas de traces; aussi, pour sa part d'héritage, recevait-il des terres, moins faciles à dissiper[3]. Qu'il eût ses fumées de gloire et d'ambition, c'est probable : il évitait, en mars de l'année suivante, de rentrer à Florence avec ses deux collègues d'ambassade. Il rentrait seul, le lendemain, à cheval. Tous les chevaliers, tous les docteurs, les principaux citoyens et les étrangers considérables, présents dans la ville[4], allaient à sa rencontre jusqu'en dehors des portes, l'accompagnaient au palais de la Seigneurie, où il recevait la bannière du peuple, puis à sa maison, bientôt pleine de visiteurs[5]. Était-ce un rival redoutable

1. Il avait en outre trois filles. Voy. Litta, *Tav.*, 7.
2. Et non 1461, comme le dit Ammirato (XXIV, 116).
3. Vespasiano, *Vita di Piero de' Pazzi*, c. 1, 2, 6, *Spicil. Rom.*, I, 485, 490; vie publiée aussi dans l'*Arch. stor.*, 1ª ser., t. IV, part. I, p. 363. Cf. Burckhardt, *Die Cultur der Renaissance*, t. I, p. 259. Cet auteur rapporte une curieuse anecdote de la jeunesse de Piero, reproduite dans un article de M. Müntz, *Revue des Deux Mondes*, 1er nov. 1881, p. 171. Il est bien clair que les Medici n'ont pas seuls, à Florence, le goût des lettres et des arts.
4. Notamment le frère et le fils du marquis de Mantoue, ainsi que Nicodemo de Pontremoli.
5. Lettres d'Alessandra Macinghi et de Marco Parenti, son gendre, 15 mars 1462. *Lettere di una gentild.*, p. 255, 261.

qui s'annonçait pour les Medici ? Alessandra Macinghi n'en croit rien. « Sur tout cela, écrivait-elle, il ne faut pas faire grand fondement. Quelquefois, à Florence, manifester et agir font deux... Souviens-toi qu'à mon avis, qui est avec les Medici s'en est toujours bien trouvé. Avec les Pazzi, c'est le contraire : ils sont toujours battus [1]. » Ils se battaient donc, quoique obscurément, quoique l'histoire s'en taise. On voit même, par ces judicieuses paroles, qu'entre les deux familles la mésintelligence datait de loin.

De tous les Pazzi, Piero passait pour le plus sage, pour le plus réservé [2]. Aussi Cosimo, quoiqu'il ne le tînt pas pour un ami sûr [3], avait-il donné en mariage sa petite-fille Bianca à Guglielmo des Pazzi, fils d'Antonio et neveu de Piero, alliance qui avait valu à toute cette famille une décharge d'impôts [4]. Comment ce lettré, ce prodigue, cet habile déplaisait-il au peuple ? Le fait est que, de tous les Pazzi, le seul que Florence agréât, c'était un de ses dix-neuf enfants, Renato, qui paraissait avoir hérité de sa cervelle; mais ni le père ni le fils ne devinrent jamais chefs de la famille. Le chef, c'était Jacopo, l'aîné des fils d'Andrea, décrié comme joueur, comme blasphémateur [5]. Il avait figuré dans la solennelle *balie* créée pour l'entreprise de Volterre [6]. Lui non

1. Lettre d'Alessandra Macinghi, *Ibid.*, p. 255, 256.
2. « Era d'altra discrezione che non era ignuno di quella casa. » (Vespasiano, *loc. cit.*, c. 2, *Spicil. Rom.*, I, 487.)
3. Voulant ouvrir une négociation secrète avec Sforza, Cosimo recommandait à Nicodemo de n'en parler à personne, surtout à Piero : « Guarda non ne scrivere al signore, nè ne participare cum persona per Dio,.. et non voglio che M. Piero de' Pazzi el senta » (Nicod. à Sforza, 24 mars 1462, dans Buser, app., p. 414.)
4. Vespasiano, *loc. cit.*, c. 2, *Spicil. Rom.*, I, 486.
5. Politien, *Conjur. Comment.*, f° 1 r°; Guicciardini, c. 4, *Op. in.*, III, 34.
6. Ammirato, XXIV, 119.

plus, il n'était donc pas traité en ennemi. Deux lettres qu'il adressait à Lorenzo montrent bien que, quels que fussent, au fond, leurs sentiments, ils cherchaient encore à sauver les apparences [1].

Ce qui avait brouillé les cartes, c'était l'affaire d'Imola [2]. Pour cette entreprise, Sixte IV avait besoin d'argent et n'en pouvait demander à Lorenzo, son dépositaire, dont elle contrariait les vues et les convoitises. D'autre caisse où il pût puiser, il n'en trouvait que chez son trésorier Franceschino des Pazzi, fils d'Antonio et petit-fils d'Andrea [3]. Or Lorenzo avait prié Franceschino de ne point faire les fonds. Trop bon banquier pour perdre une occasion de gain, et trop peu ami des Medici pour leur être agréable à son dam, le Pazzi avait compté trente mille ducats. Bien plus, il avait fait connaître au pape le refus que Lorenzo exigeait. C'était jeter de l'huile sur le feu ; Lorenzo perdait, du coup, la lucrative charge de dépositaire, et, pour la faute d'un seul, tous les Pazzi devenaient ses ennemis, se voyaient poursuivis, accablés de vexations [4]. Franceschino reçoit l'ordre de revenir à Florence, pour se défendre d'accusations portées contre lui, en d'autres termes, de mettre lui-même sa tête dans la gueule du loup [5]. Giovanni, son frère, qu'on avait sous la main, ressentit toute la lourdeur de cette main. Devant ses yeux s'ouvraient des perspectives de Crésus, par le fait de sa femme, fille unique de l'opulent Giovanni Borro-

1. Jacopo le comblait d'éloges pour obtenir un dégrèvement d'impôts, 21 et 23 décembre 1474, Avignon. Dans Fabroni, *doc.*, p. 103, 105.

2. Voy. plus haut, même chap., p. 359.

3. Litta, *Tav.*, 7; Ammirato, XXIV, 116. — Antonio avait deux autres fils, Giovanni et Guglielmo.

4. Guicciardini, c. 4, *Op. in.*, III, 35.

5. M. Bruto, l. VI, dans Burmann, VIII, part. 1, p. 142.

mei : une provision fut rendue qui, en cas de mort *ab intestat*, donnait le pas, pour hériter, au neveu de tout défunt sur sa fille, et comme cette provision était faite pour une espèce, on lui accordait sans vergogne effet rétroactif. Ainsi allait à Carlo Borromei, créature des Medici, toute la fortune d'un homme qui, mort avant la perfide mesure, n'avait naturellement pas eu l'idée de tester en faveur de son unique enfant. L'iniquité était si énorme que Giuliano, plus prudent que son frère, quoique plus jeune, l'en eût voulu détourner. Il ne l'avait pu. Les haines de Lorenzo étant implacables, que restait-il à ceux qu'elles poursuivaient, sinon, étant données les idées du temps, de se défaire de lui [1] ?

L'âme du complot devait être l'ardent Franceschino. Résidant à Rome, il s'y trouvait libre de ses actions comme de ses paroles. Il y était en relations suivies avec le comte Girolamo Riario, qu'il avait plus d'une fois aidé de sa bourse, et qui craignait qu'à la mort du pape, Lorenzo ne le dépouillât de la Romagne [2]. Il rencontrait aussi un de ses compatriotes, non moins ennemi des nouveaux maîtres, Francesco Salviati, dont la famille, qui leur était suspecte, avait, par leur volonté, connu la proscription [3]. Cet auxiliaire que lui envoyait le hasard, Sixte IV l'avait fait archevêque de Pise à la mort de Filippo des Medici, n'ayant pu le faire archevêque de Florence. Pour le siège de Florence, Lorenzo lui avait fait préférer un parent de sa femme,

1. Nardi, l. I, t. I, p. 23; M. Bruto, l. VI, dans Burm., VIII, part. I, p. 142; Guicciardini, c. 4, *Op. ined.*, III, 36; Machiavel, VIII, 117 B; Ammirato, XXIV, 116. Nardi ajoute que cette loi de circonstance était encore en vigueur de son temps.

2. Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 22; Guicciardini, *loc. cit.*, p. 36.

3. Jacopo Salviati avait été déclaré rebelle par la volonté de Cosimo. (Ammirato, XXIV, 116.)

Rinaldo Orsini, et moins heureux pour le siège de Pise, il avait cependant fait différer trois ans l'investiture. Un mauvais procédé invite à en commettre d'autres, car pourquoi ménagerait-on celui dont on s'est fait un ennemi ? Telle est la loi des passions humaines. Salviati avait pourtant fini par prendre possession à Pise ; mais soit défiance, malgré son caractère sacré qui n'offrait plus qu'une protection douteuse, soit qu'il ne tînt à son diocèse que pour les profits, il vivait le plus souvent à Rome[1].

Entre ces trois personnages durèrent, toute l'année 1477, les pourparlers de la conjuration. Il y fallait tout d'abord gagner le chef de la famille des Pazzi, le vieux Jacopo[2], et ce n'était pas chose aisée : il y était « plus froid que glace[3] ». — C'est folie à eux, disait-il, de vouloir devenir maîtres de Florence ; j'entends mieux qu'eux ces choses-là, qu'on ne m'en parle plus[4].— Son neveu Renato, la forte tête de la famille, représentait, de son côté, les affaires privées de Lorenzo comme si compromises que la banqueroute était prochaine, et qu'en perdant fortune, crédit, il perdrait aussi sa

1. Politien, *Conjur. Comment.*, f° 1 v°; Guicciardini, c. 4, *Op. in.*, III, 36; Machiavel, VIII, 117 A; Ammirato, XXIV, 116. Politien fait de ce prélat un portrait hideux, même au physique; il lui prête tous les vices; mais il ne faut pas croire sur parole un homme aussi aveuglément dévoué à Lorenzo. Cf. Reumont, l. II, c. 9, et l. III, c. 1, t. I, p. 368, 384, 393.

2. « Come haviamo lui, la cosa è spacciata. » (Paroles de l'archevêque Salviati à G. B. de Montesecco, un des conjurés, dans la confession de ce dernier, publiée par Politien à la suite de son Commentaire, puis par Fabroni, Roscoë, et enfin G. Capponi, preuve de l'importance de ce document aux yeux de tous les historiens. Nous citons d'après le texte de Capponi, que nous avons sous les yeux. Voy. t. II, p. 512, app. 3. L'authenticité a été contestée, mais elle ne semble pas contestable. Sur Montesecco, voy, Reumont, l. III, c. 1, t. I, p. 387.

3. Paroles de Montesecco, *ibid.* Cf. Guicciardini, *loc. cit.*, p. 36.

4. Paroles de Jacopo à Montesecco, *ibid.*, p. 514.

situation prépondérante dans l'État[1]. Mais quels conjurés ont jamais su attendre? Pour décider Jacopo, il fallait lui montrer le succès certain, ou, tout au moins, probable. Franceschino lui dépêcha Gian Battista de Montesecco, *condottiere* dévoué à Girolamo Riario, et qui consentait à entrer dans le complot. Le pape, tenant Lorenzo pour un grand villain, donnait son consentement, pourvu qu'il n'y eût pas de meurtre[2]. Et comme son neveu Girolamo lui disait qu'on ferait en sorte d'éviter l'effusion du sang, mais que si elle devenait nécessaire, il la pardonnerait bien : — Tu es une bête, répondait-il ; je te dis que je ne veux la mort de personne. — Toutefois, en congédiant les trois conjurés, il leur donnait sa bénédiction, il leur promettait « de les appuyer par une troupe armée ou par tout autre moyen qui serait nécessaire[3] ». Ce langage, tenu devant témoins, n'avait point paru décourageant pour les poignards. Hors d'état de faire la guerre à Lorenzo, pourquoi le pape eût-il fourni une troupe armée, sinon pour le meurtre? L'honneur du saint-siège, celui du comte Girolamo consistaient à ne point paraître y avoir trempé[4].

Ces assurances, données par l'officieux Montesecco à Jacopo des Pazzi, le convainquirent sans doute, car, à

1. Guicciardini, c. 4, *Op. ined.*, III, p. 41.

2. Confession de Montesecco, *ibid.*, p. 512, 514.

3. « E con questo ci levassimo denanzi de S. S. facciendo poi conclusione esser contento dare omne favore et aiuto de giente d'arme ed altro che acciò fosse necessario. » (*Ibid.*, p. 514.) Cf. Machiavel, VIII, 118 B.

4. Pour M. Reumont, la grande affaire est de disculper le saint-siège de toute complicité. Les paroles du pape lui paraissent probantes à cet égard. Voy. t. I, p. 280). Nous en jugeons d'une manière tout opposée, et la *Revue historique*, rendant compte du livre de M. Reumont, en a jugé comme nous. (Voy. sept. 1884, p. 164.) Elle s'étonne de trouver dans Reumont des paroles prêtées au pape et qui ne se rencontrent pas dans le texte tel que le donne Capponi. Elles ne sont pas plus dans celui de Fabroni.

partir de ce moment, on vit ce joueur qui secourait les pauvres, ce blasphémateur qui enrichissait les églises, payer ses dettes, consigner à leurs propriétaires toutes les marchandises qu'il avait en dépôt pour le compte d'autrui [1], en un mot se mettre en règle pour le cas d'une fin tragique, et, au rebours du passé, « avoir besoin non de l'éperon, mais du mors [2] ». Deux des Pazzi restèrent seuls étrangers au complot : le prudent Renato, qui crut marquer sa désapprobation et se couvrir suffisamment contre tout soupçon de complicité en se tenant enfermé dans sa villa [3], et le mari de Bianca des Medici, Guglielmo, devenu intime avec les deux frères, dont l'alliance tournait du blanc au noir ses sentiments [4].

Déjà les plans étaient arrêtés. Trop lié avec le pape pour ne pas le suivre, le roi de Naples se flattait, d'ailleurs, qu'une révolution à Florence le rendrait l'arbitre de l'Italie, et ses troupes, du côté de Sienne, pouvaient, sans obstacle, s'avancer jusqu'à la frontière florentine [5]. Une armée pontificale devait, sous prétexte d'attaquer Montone et de venger l'injure faite par le comte Carlo aux Siennois et aux Pérugins, s'assembler dans l'État de Pérouse ; Lorenzo Giustini, de Città di Castello, rival de Niccolò Vitelli, lever des soldats pour le tenir en échec ; Gianfrancesco de Tolentino, un des *condottieri* du

1. Machiavel, VIII, 121 A.
2. Confession, *ibid.*, p. 516.
3. Machiavel, VIII, 119 A.
4. « Guglielmo et tu con Pigello insieme habbiatene consiglio et fatene deliberatione. » (Piero à Lorenzo, 4 mai 1465.) — « La brigata di Guglielmo sta benissimo. » (*Id.*, 11 mai 1465.) Textes dans Fabroni, Doc., p. 52, 53. En treize ans, il est vrai, bien des changements peuvent s'accomplir; mais Politien déclare que Guglielmo, comme Renato, fut reconnu étranger à la conjuration (*Conjur. Comm.*, f° 2 r°). On ne voit donc pas bien pourquoi G. Capponi émet des doutes sur la conduite de Guglielmo.
5. Guicciardini, c. 4, *Op. in.*, III, 38.

pape, passer avec sa troupe en Romagne, tandis que l'archevêque Salviati, Franceschino et Montesecco se rendraient à Florence, soit pour prendre part au meurtre, soit pour en tirer parti[1]. Au moment où tomberaient les deux victimes désignées, du dehors on attaquerait la ville, de deux côtés à la fois.

Montesecco arriva le premier, avec des soldats, qu'il conduisait soi-disant à l'entreprise de Montone. Lorenzo fut-il sa dupe? Le fait est qu'il le reçut à merveille, fraternellement, paternellement[2]. On s'étonne vraiment qu'avec tant de complices le secret fût gardé. Déjà étaient enrôlés, initiés les complices du second rang : deux Salviati, l'un frère, l'autre cousin de l'archevêque; Giacomo, fils de l'historien Poggio Bracciolini, tête folle, cervelle à l'envers, besogneux et prêt à tout pour refaire sa fortune perdue, même à oublier que la faveur des Medici avait fait de son père, humble maître d'école, le secrétaire de la République[3]; Bernardo de Bandino Baroncelli[4]; Napoleone Franzesi, client de Guglielmo des Pazzi[5], et obligé de se cacher de son patron; puis deux prêtres, Antonio Maffei de Volterre, scribe apostolique, exaspéré contre Lorenzo depuis le sac de sa

1. Confession, *ibid.*, p. 512, 516; Guicciardini, *ibid.*, p. 38; Machiavel, VIII, 119 A. Voy. aussi la sentence du Milanais Matteo des Toscani, podestat de Flor., d'après les mss. Strozziani, à la suite de l'édition du *Comment.* de Politien publiée à Naples en 1769 par Giovanni Adimari.

2. « Che veramente non s'averia possuto parlar per niuno fratello più amorevolmente... con li più amorevoli ricordi che possesse mai patre a figliulo. » (*Confession*, p. 513.) Cf. Reumont, l. III, c. 1, t. I, p. 391.

3. Politien, *Conjur. Comment.*, f° 2 r°; Ammirato, XXIV, 117.

4. On l'appelle généralement Bernardo Bandini (voy. notamment le contemporain Fil. Strozzi, dans G. Capponi, II, 521, app. 4); mais Bandino était le nom de son père. (Voy. Burselli, *Ann. Bonon.*, XXIII, 901.) La tendance était de plus en plus marquée à faire du nom patronymique un nom de famille.

5. Politien, f° 2 r°.

patrie [1] ; Stefano de Bagnone[2], curé de Montemurlo, scribe ou secrétaire de Jacopo des Pazzi, monstre d'impudicité, s'il faut en croire l'impudique et suspect Poliziano [3]. Les dernières réunions, quand le temps parut venu d'agir, se tenaient dans la maison de campagne de Jacopo des Pazzi, à Montughi, sous les murs mêmes de Florence.

On voulait, dès le principe, frapper ensemble les deux frères ; la difficulté était de les trouver réunis hors de chez eux [4]. On s'avisa alors que les frapper séparément n'était pas sans avantage, car ils ne pourraient se porter réciproquement secours. Giuliano étant sur le point d'épouser, à Piombino, la fille du seigneur de cette cité, si l'on pouvait attirer Lorenzo à Rome, sous couleur de le réconcilier avec le pape [5], ils seraient loin tous les deux non seulement l'un de l'autre, mais du gros de leurs amis. Par malheur, il aurait fallu attendre quelque temps encore et courir le risque des indiscrétions. On résolut donc, pour se hâter, d'en revenir au projet primitif et de frapper les deux coups à la fois.

Restait à trouver ou à faire naître l'occasion. Un jeune Raffaello Sansoni, fils d'une sœur de Girolamo Riario, et à peine âgé de vingt ans, fréquentait alors, pour ses études, l'université de Pise. Fut-ce hasard

1. Fil. Strozzi l'appelle Marco Maffei (Capponi, *ibid.*).

2. Bagnone, dans le val di Magra, à sept milles de Pontremoli, en Lunigiane. Le torrent Bagnone a donné son nom à cette localité. (Voy. Repetti, I, 249, 254.)

3. Politien, f° 1 v°, 2 r°; Machiavel, VIII, 119 A; Ammirato, XXIV, 117.

4. « Res difficilis admodum videbatur quod juvenes raro simul erant, nec nisi in tuto conveniebant. » (Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 23.)

5. « Laudaria assai che la magnificentia vostra fesse pensiere e determinatione venir personalmente al conspecto della prefata sanctità, la quale non dubito vi vedrà volontieri. » (Lettre de Girolamo Riario à Lorenzo, 15 janv. 1478, dans Fabroni, Doc., p. 106.) Cf. Guicciardini, c. 4, *Op.in.*, III, 37.

ou calcul? il y recevait tout ensemble le chapeau de cardinal et la commission de légat à Pérouse[1]. Pour se rendre à son poste, il devait naturellement passer par Florence, et son passage ne pouvait manquer d'y être l'occasion de fêtes, de banquets où assisteraient sans doute les deux Medici. Ils furent, en effet, invités à Montughi, chez Jacopo des Pazzi, avec l'imberbe cardinal-légat; mais Giuliano, qui souffrait d'un mal de jambe, n'y vint point. Lorenzo, à son tour, fêtait leur hôte dans sa villa, près de Fiesole : pour la même raison ou pour une autre, Giuliano était encore absent. Un troisième festin devait avoir lieu le dimanche 26 avril, dans la maison que les deux frères occupaient à Florence même : cette fois encore, on apprit que Giuliano n'y serait point[2]. A bout de patience, les conjurés décidèrent donc de frapper, le jour même, à la cathédrale, pendant la grand' messe : Giuliano, qui s'abstenait, pour le moment, des plaisirs, ne s'abstiendrait certainement pas de cet acte officiel de dévotion. En effet, Lorenzo et lui étaient convenus de rejoindre, au pied des autels, le cardinal Sansoni, et de l'emmener, la messe dite, à leur maison[3].

Ces dispositions étant connues, un signal fut donné à Montesecco, qui arriva aussitôt à la tête de trente arbalétriers à cheval et de cinquante fantassins : il disait

1. Relation de la conjuration par Filippo Strozzi, publiée d'abord à la p. 55 du vol. intitulé : *Vita di Fil. Strozzi il vecchio, scritta da Lorenzo, suo figlio, per cura di Gius. Bini e Pietro Bigazzi*, Flor., 1851; puis par G. Capponi, t. II, p. 520, app. 4.

2. Ant. Galli (*De rebus genuens.*, XXIII, 282) prétend même qu'il devait souper dehors. En ce cas, il aurait eu sans doute quelque grief contre le jeune Sansoni; mais il est plus probable que, convalescent, il se ménageait. Voy. Machiavel, VIII, 119 A, et Ammirato, XXIV, 117.

3. Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 23; M. Bruto, l. VIII, dans Burm., VIII, part. I, p. 148; Guicciardini, c. 4, *Op. in.*, III, 38; Machiavel, VIII, 119 A; Ammirato, XXIV, 116.

venir d'Imola pour servir d'escorte au cardinal [1]. Le double meurtre devait être consommé au moment où le prêtre officiant, après avoir donné la communion, prononce ces mots, en se tournant vers l'assistance : *Ite, missa est* [2]. A ce moment, quoiqu'il y ait encore quelques prières à dire, chacun se lève, sort de sa place, s'achemine vers les portes. Il y a dans l'église un va-et-vient, un brouhaha très favorable aux violences. En outre, les cloches sonnent alors ; elles devaient avertir l'archevêque Salviati et Giacomo Bracciolini d'occuper sans plus de retard le palais de la Seigneurie. Quant à la besogne de l'église, Franceschino des Pazzi et Bernardo Baroncelli s'étaient chargés de Giuliano : on tenait leur tâche pour la plus difficile et la plus dangereuse, ce jeune homme, faible et timide, portant, d'ordinaire, une cuirasse sous ses vêtements. Montesecco s'était engagé à frapper Lorenzo ; mais déjà ébranlé par le bon accueil qu'il en avait reçu, il reculait, à la dernière heure, devant l'horrible sacrilège d'un meurtre en lieu saint. Il fallut donc le remplacer, et on le remplaça par les deux prêtres obscurs du complot. L'habitude de vivre dans l'église les rendrait, pensait-on, plus indifférents à l'idée de la profaner [3]. C'était un avantage ; mais l'habitude de frapper

1. Carlo Giovannini, *Brev. Chron.*, à la suite de Politien, éd. de Naples, p. 68 ; Cipolla, p. 584.

2. Les auteurs postérieurs ou étrangers disent au moment de l'élévation ou même du *Sanctus*. (Voy. Comines, l. VI, ch. 4, l. II, p. 199.) Mais Filippo Strozzi, qui était présent, fait autorité. (Voy. G. Capponi, II, 521, app. 4.) Il est d'ailleurs d'accord avec Nic. Valori (p. 24) et Guicciardini (p. 39).

3. « Parumper hæsitatum est, cum obtruncando Laurentio miles delectus, et multa emtus mercede, negaret sese in loco sacro cædem ullam perpetraturum, deinde alio negotium suscipiente, qui familiarior, utpote sacerdos, et ob id minus sacrorum metuens. » (Ant. Galli, *De Reb. genuens.*, XXIII, 282.) Le chroniqueur Jean Molinet (mort en 1507) dit par deux fois que le prêtre Étienne (Stefano) chantait la messe. (*Chronique*, ch. 61, t. II.

assure la main : rien ne remplace pour pareille besogne un homme d'armes ou un boucher [1].

La foule des Florentins encombrait déjà l'ample vaisseau de Santa Maria del Fiore. Lorenzo et le cardinal étaient arrivés, la messe commençait et Giuliano ne paraissait point. Allait-il donc tout faire manquer? Ses deux bourreaux impatients sortirent pour le rejoindre et l'amener. Sa présence, lui dirent-ils, était nécessaire. Chemin faisant, et comme par badinage, ils passaient les bras autour de son corps, pour s'assurer s'il portait ou non sa cuirasse. A cause de son mal de jambe, il n'avait pris aucune armure, aucune arme, pas même son couteau de chasse, son compagnon inséparable, parce que le membre malade en eût été touché. Quand l'officiant eut prononcé le sacramentel *Ite, missa est*, les deux frères, s'étant levés, circulaient déjà autour du chœur, mêlés à bien d'autres et faciles, par conséquent, à aborder, à serrer de près.

Aussitôt, Bernardo Baroncelli frappe à la poitrine Giuliano, qui, après avoir fait quelques pas, tombe à terre; Franceschino des Pazzi se précipite sur lui et l'achève avec fureur [2]. Au même instant, les deux prêtres attaquaient Lorenzo ; mais l'un d'eux, Antonio Maffei, lui ayant mis la main sur l'épaule, attire son attention par cette imprudence, et, s'il le blesse au col, la bles-

p. 179 et 182, publiée en 1828 par Buchon, en 5 vol. T. XLIII à XLVII de la (*Collection des chroniques nationales et étrangère.*); mais il se trompe évidemment.

1. Selon Guicciardini (c. 4, *Op. in.*, III, 42), cette substitution fut le salut de Lorenzo.

2. Machiavel (VIII, 119 B) dit que Franceschino, dans sa fureur aveugle, se blessa grièvement à la cuisse; mais Politien et Belfradello des Strinati (*Cronichetta*, à la suite de la *Storia di Semifonte*, Flor., 1753, p. 132) permettent de croire qu'il fut blessé dans la bagarre qui s'ensuivit.

sure est légère. Rapide, Lorenzo se dégage, enveloppe de son manteau son bras gauche pour parer les coups, et se défend, soutenu de deux familiers, Antonio et Lorenzo Cavalcanti. Les deux prêtres assassins perdent courage et lâchent pied. A cette vue, Franceschino, quoique blessé, accourt, en leur lieu et place, contre l'ennemi encore debout, et Bernardo Baroncelli, qui le suit, tue Francesco Nori, qui lui barre le chemin [1]. Lorenzo eut le temps de sauter dans le chœur, asile d'un moment, puis de se réfugier dans la sacristie. Poliziano et d'autres amis en ferment sur lui la porte de bronze, faite naguère sur l'ordre de Piero des Medici, loin de se douter alors qu'il préparait le salut de son fils. Antonio Ridolfi suce la blessure et y met un premier appareil. De leur retraite, ils entendent un grand vacarme dans l'église, des cris et un cliquetis d'armes, mais ils ne voient rien, et ils ne savent rien de Giuliano. A la fin, on frappe à l'épaisse porte. Sortez ! vocifère-t-on. Mais sont-ce des amis ou des ennemis qui crient ? Est-ce un avis qu'il n'y a plus rien à craindre, ou une injonction de forcenés prêts à tout ? Pour s'en éclaircir, un jeune homme dévoué monte, par un petit escalier, à la tribune de l'orgue, d'où il pouvait voir l'intérieur de l'église. Il aperçoit Giuliano étendu à terre dans son sang, mais il constate que des amis seuls frappent à la porte de la sacristie. On se décide enfin à l'ouvrir, après une longue heure de séjour dans ce réduit sacré, et Lorenzo, entouré d'hommes armés en grand nombre, est reconduit à sa maison, située, on le sait, à deux pas [2].

1. Ce Nori avait été envoyé ambassadeur à Louis XI, en mars 1467. Voy. Desjardins, I, 147.

2. Fil. Strozzi, relation dans G. Capponi, II, 521, app. 4; Politien, *Conjur.*

Que s'était-il donc passé durant cette bienheureuse, mais émouvante réclusion ? Dans l'église, la plupart des conjurés, voyant tomber Giuliano, n'avaient pas douté de la mort de Lorenzo et s'étaient précipités dehors, dans la direction du palais public, où devait s'accomplir le second acte du drame. Le jeune cardinal, dont personne ne s'inquiétait, suait la peur près de l'autel, si épouvanté qu'il en resta pâle toute sa vie. Les prêtres de la cathédrale le mirent à l'abri, et ce n'est qu'un peu plus tard qu'il fut conduit par deux des Huit, sous bonne garde, au palais où on le retint prisonnier, sans même vouloir le rendre au pape, audace impie que châtiait bientôt une formelle sentence d'excommunication [1].

Au dehors, l'archevêque Salviati avait entendu sonner les cloches qui annonçaient la fin de la messe, et que le sonneur mettait en branle au moment accoutumé, sans rien savoir du meurtre qui allait s'accomplir. Avec quelques parents, quelques amis, quelques Pérugins exilés, une trentaine environ, le violent prélat s'était incontinent porté vers le palais. Laissant plusieurs des siens à l'entrée, pour assurer sa sortie, il montait avec les autres et les cachait dans la chancellerie ; mais ces gens en ayant tiré sur eux la porte, elle se trouva fermée par un ressort, sans pouvoir s'ouvrir du dedans, si ce n'est avec la clef, qu'ils n'avaient pas. Ainsi l'on ne pouvait plus compter sur leur concours.

Comment., p. 2 v°, 3 r°; Morelli, *Del.*, XIX, 193; Nerli, l. III, p. 54; Malavolti, part. III, l. 3, f° 73 r°; Guicciardini, c. 4, *Op. in.*, III, 39; Machiavel, VIII, 119 B, 120 A; Ammirato, XXIV, 118; Comines, l. VI, c. 4, t. II, p. 198 seq.

1. Fil. Strozzi, *loc. cit.*, p. 521; Politien, f° 3 v°; Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 24; *Diarium parmense*, XXII, 277; Molinet, c. 61, t. II, p. 184.

En ce moment-là, les prieurs se trouvaient à table. L'archevêque, l'oreille tendue au bruit de la place, trop faible à son gré, demanda au nom du pape à parler au gonfalonier de justice. Cesare Petrucci, qui tenait alors le gonfalon, était un homme de peu, créature des Medici. Jadis, grâce à eux, commissaire à Prato, il avait pensé périr dans la minuscule conjuration de Bernardo Nardi. Il lui en était resté un certain esprit de défiance qui lui servit fort en cette occasion. S'étant levé de table pour recevoir dans la salle d'audience l'intrus qui le dérangeait, de son œil scrutateur il le vit changer de visage, tourner ses regards vers la porte; il l'entendit tenir des propos incohérents, tousser comme pour un signal. Bondissant aussitôt dans le corridor, il appelle à soi ses collègues et les *famigli* présents au palais. Il se heurte à Jacopo Bracciolini dont la présence lui est justement suspecte, il le saisit par les cheveux, le donne à garder aux *famigli* accourus à sa voix. Avec les prieurs, qui l'ont rejoint, il traverse la cuisine, y saisit une broche, et, ainsi armé, se met en garde à la porte de la tour, où se retire la Seigneurie.

Toutes les issues furent bientôt occupées, et l'on put attaquer séparément les conjurés. A mesure qu'on se saisissait d'eux, ils étaient mis à mort ou jetés vivants par les fenêtres. Mais au bruit du dedans, les conjurés du dehors, selon leur consigne, s'étaient emparés de la porte d'entrée, et, l'ayant fermée sur eux, ils soutenaient une sorte de siège contre les amis des Medici qui envahissaient la place et les mettaient ainsi comme entre deux feux [1].

1. Politien, *Comment.*, f° 3 v°; Fil. Strozzi, *loc. cit.*, p. 521; Al. Rinuc-

Ces amis, il est vrai, s'y étaient mis eux-mêmes et non sans un grand danger. Peu nombreux parce qu'on disait empoisonné le poignard qui avait frappé Lorenzo et qu'on prédisait à celui-ci une mort prochaine [1], ils voyaient Jacopo des Pazzi s'avancer de la porte *alla Croce*, qu'il occupait avec Montesecco, vers la place où le drame allait se dénouer. Les deux prêtres meurtriers venaient d'être taillés en pièces; Bernardo Baroncelli, voyant le coup manqué, s'était mis en sûreté hors de la ville; Franceschino, affaibli par le sang de sa blessure, avait dû se retirer chez son oncle; mais il suffisait de cet oncle, de ce vieillard, que ses prières instantes poussaient au combat avec une centaine d'hommes, pour mettre en péril les amis de Lorenzo, si la masse des indifférents, appelés aux armes pour la liberté, n'eussent fait la sourde oreille. La Seigneurie ne put empêcher la défaite de ses rares défenseurs qu'en jetant, des fenêtres, les pierres dont elle avait toujours provision au palais : c'était, depuis des siècles, son artillerie défensive.

Ce n'est qu'après avoir entendu sonner le tocsin de la tour et appris que le gonfalon de justice déployait ses plis à la vue de tous, qu'accoururent en nombre des braillards qui criaient : *Palle! Palle!* sans avoir nulle envie d'en venir à l'action. « Il n'y en avait pas un, écrit mélancoliquement Rinuccini, qui criât *Marzocco* ou autre chose [2]! » Des deux côtés manquait également

cini, p. 127; Morelli, *Del.*, XIX, 193; *Diarium parmense*, XXII, 278; Guicciardini, c. 4, p. 40; Machiavel, VIII, 120 A; Ammirato, XXIV, 118.

1. Ant. Galli, *De rebus genuens.*, XXIII, 283.

2. Marzocco, c'est le lion de Florence; « autre chose », c'est évidemment la liberté. (Al. Rinuccini, p. 128.) — « Eorum tamen plus initio voces quam manus pilas clamando operabantur. » (Ant. Galli, *De reb. genuens.*, XXIII, 283.)

l'énergie des anciens jours. Bientôt, Jacopo des Pazzi quitta la partie, se retira chez lui, y attendit deux heures, pour voir si le ciel n'aiderait pas qui cessait de s'aider soi-même; puis, voyant que miséricorde se perdait, il opéra sa retraite par la porte *alla Croce*, toujours fortement occupée; il se réfugia en Romagne avec deux cents des siens [1]. Que ces deux cents hommes se fussent joints aux cent qu'il avait amenés sur la place, ils auraient peut-être suffi à changer la face des choses. Mais, dans tout coup de main, qui songe à sa sûreté n'a pas foi au succès.

Quand on connut le départ de Jacopo, la bravoure vint aux plus poltrons. Ils coururent en foule à la maison des Medici, pour offrir leur dévouement; ils demandèrent à voir Lorenzo, qui dut se montrer, le col enveloppé de linges. Au palais public, la porte put s'ouvrir, la communication s'établir entre ceux du dedans et ceux du dehors. Le gonfalonier Petrucci, qui, lui du moins, avait fait preuve de courage en temps utile, — courage réel, puisqu'il ne savait rien des faits de la cathédrale, — apprit tout alors et, dans son courroux, fit pendre aux fenêtres du palais l'archevêque Salviati, son frère, son cousin et Jacopo Bracciolini. De tous ceux qui l'avaient envahi à leur suite, un seul échappa, qu'on découvrit, quatre jours après, sous un tas de bois où il s'était caché : il parut assez puni par la peur et par la faim.

Ce fut le seul acte clément dans cette orgie de ven-

1. Fil. Strozzi, *loc. cit.*, p. 522; Politien, f° 4 r°; Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 26; *Diarium parmense*, XXII, 278; Ant. Galli, *De reb. genuens.*, XXIII, 282; M. Bruto, l. VI, dans Burm., VIII, part. 1, p. 152; Guicciardini, c. 4, *Op. ined.*, p. 40; Machiavel, VIII, 120 B. — Luca Landucci, *Diario*, p. 18.

geance et de répression. Le peuple mettait en pièces ceux qu'on lui désignait comme ennemis des Medici, comme amis des conjurés. Il traînait dans les rues leurs cadavres, il en portait sur des piques la tête, les membres déchirés, sans même respecter les restes sacrés « d'un prêtre de l'évêque[1] ». Franceschino, tiré du lit où le retenait sa blessure, où l'avait abandonné son oncle, fut conduit sans vêtements, comme il était, au palais de la Commune et pendu à la même fenêtre que l'archevêque. Renato, ayant cessé de se croire en sûreté dans sa villa, voulut s'enfuir sous un habit de *contadino*. Reconnu, arrêté, conduit à Florence, il y fut pendu malgré son innocence certaine. Ses frères, tout aussi peu coupables, furent jetés dans les prisons de Volterre. Guglielmo s'était réfugié dans la maison même de Lorenzo : il dut aux liens de la parenté de n'être condamné qu'à la relégation dans le *contado*, à plus de cinq milles et à moins de vingt ; on voulait l'avoir sous la main. Tandis que sa femme restait à Florence, il s'enfuyait prudemment à Rome. Le voyant à l'abri, on le ménagea, on lui laissa quelque espoir de rentrer en grâce[2].

Moins encore que la maison de Lorenzo les églises furent des asiles protecteurs : on en tira les deux frères de Jacopo Bracciolini pour les confiner. L'un d'eux était pourtant chanoine à la cathédrale[3]. C'est à Santa-Croce qu'on trouva, sous des habits de femme, Galeotto de Piero des Pazzi, et au monastère des Anges qu'on mit la main sur Giovanni d'Antonio[4]. Piero Vespucci fut jeté

1. Luca Landucci, *Diario*, p. 19.
2. Instruction de Lorenzo à son fils Piero allant à Rome en novembre 1484, dans Fabroni, Doc., p. 268.
3. Ammirato, XXIV, 119.
4. G. Capponi, II, 118.

aux *Stinche* pour le seul crime d'avoir favorisé la fuite de Napoleone Franzesi[1]. Montesecco, après un curieux interrogatoire qui nous a été conservé, eut la tête coupée, quoiqu'il eût refusé de frapper et fait des aveux, double titre à l'indulgence[2]. Les exécutions continuèrent jusqu'au 18 mai[3]. En quelques jours périrent environ cent personnes[4], et parmi elles combien d'innocents!

On en allait chercher au dehors et au loin, avant même qu'on n'eût plus de coupables, de suspects à châtier. Jacopo des Pazzi, arrêté par les *contadini* de l'Apennin, implore d'eux la mort; il ne peut l'obtenir. Conduit à Florence, il l'y trouva, avec l'ignominie du gibet (27 avril). Son corps fut enseveli dans le tombeau de sa famille ; mais comme il plut beaucoup ces jours-là, l'opinion s'établit que le ciel punissait la ville d'avoir mis en terre consacrée ce grand blasphémateur qui, même en mourant, invoquait le diable. On le retira du sépulcre pour l'enfouir au pied des murs (16 mai). « Des enfants, l'ayant déterré une seconde fois le lendemain, le traînèrent par les rues, avec un morceau de corde qu'il avait encore au cou; puis, las de ce plaisir,

1. Al. Rinuccini, p. 128; Ammirato, XXIV, 119. Ce Franzesi devait mourir, l'année suivante, dans l'armée du duc de Calabre, devant Florence. Voy. sur ce fait et sur la famille, G. Capponi, II, 119, 120.

2. 4 mai. Voy. un ms. cité par Adimari, à la suite du commentaire de Politien, éd. de Naples.

3. Sur les sentences diverses exécutées par l'ordre des Huit, du 28 août jusqu'au 18 mai, voy. les sentences du podestat Matteo des Toscani, à la suite de ce même commentaire de Politien, p. 136-155. Reumont (l. III, c. 1, t. I, p. 402) renvoie pour une liste plus ou moins exacte des blessés et des morts, à un ms. de la Magliabechiana, appendice à l'édition séparée du récit d'Ammirato, p. 86-88.

4. Filippo Strozzi dit 80 (dans Capponi, II, 522); Ammirato (XXIV, 119), 70; Al. Rinuccini (p. 127), 140; Allegretti (*Diari sanesi*, XXIII, 784), 200. Luca Landucci (*Diario*, p. 19) évalue à 20 environ le nombre des pendus du premier soir, et en trois jours à plus de 70. Il continue ensuite d'énumérer les exécutions.

ne sachant plus que faire de leur cadavre, ils l'allèrent jeter dans l'Arno, au pont Rubaconte, chantant une chanson improvisée :

Messer Jacopo giù per Arno se ne va.

« Ce fut tenu pour grand miracle, car les enfants ont peur des morts, et celui-là puait tant qu'on n'en pouvait approcher. Du 27 avril au 17 mai, pensez s'il devait puer! Et ils durent le toucher de leurs mains pour le jeter dans l'Arno. Les ponts étaient garnis d'une foule curieuse de le voir s'en aller en aval de Florence. Un autre jour, du côté de Brozzi [1], d'autres enfants le retirèrent de l'eau, le pendirent à un saule, le bâtonnèrent, enfin le rejetèrent au fleuve. On dit qu'il fut vu passer sous les ponts de Pise [2]. »

Ainsi parle un témoin oculaire. Un autre contemporain, qui n'avait rien vu de ses yeux, dit au contraire que le corps, jeté à l'Arno, ne se retrouva plus; c'est, ajoute-t-il, que des démons l'avaient emporté comme son âme [3].

Vingt mois n'amenèrent point, chez des vainqueurs sans combat, l'apaisement. Bernardo Baroncelli s'était retiré à Constantinople. La vengeance de Lorenzo l'y poursuivit, et Mahomet II livra le réfugié, par horreur, dit naïvement le chroniqueur Burselli, d'un meurtre sacrilège, commis dans une église [4]. Bernardo fut pendu

1. Brozzi, Val d'Arno florentin, à cinq milles ouest de Florence, entre cette ville et Poggio a Cajano. Voy. Repetti, I, 363.

2. Luca Landucci, *Diario*, p. 21, 22.

3. *Diarium parmense*, XXII, 279; Machiavel (VIII, 121 A) ne dit que des choses vraisemblables; Ammirato (XXIV, 120) croit, comme Landucci, que le cadavre s'en alla au fil de l'eau.

4. Burselli, *Ann. Bonon.*, XXIII, 902. Landucci (p. 33 dit que Baroncelli fut pris le 23 décembre 1479. Les fureurs de la vengeance avaient eu tout le temps de s'apaiser.

aux fenêtres du *bargello* le 29 décembre 1479[1]. En 1480, en 1481, on fait mourir dans d'horribles supplices ou à la potence des malheureux vaguement accusés d'avoir voulu tuer Lorenzo[2]. Si la famille des Salviati ne fut pas entièrement ruinée pour la faute d'un de ses membres, c'est que les Medici trouvèrent bon de s'apparenter à quelques-uns d'entre eux[3]. Mais pour les Pazzi, il n'y eut point de pitié. Le 22 mai, une provision ordonnait que leurs armes seraient effacées de tout édifice public ou privé et remplacées par celles du peuple florentin. Le carrefour appelé *Canto dei Pazzi* devait perdre ce nom maudit. Le char du feu sacré pour la fête du samedi saint[4] ne devait plus avoir rien de commun avec eux, tout en étant maintenu, car, disait la provision, « c'est l'honneur des Pazzi et non l'antique usage qu'on veut supprimer[5] ». Tous les survivants de cette famille changeront leurs armes et leur nom dans les deux mois, s'ils sont sur le territoire; dans les six, s'ils sont au dehors. Quiconque prendra femme dans la descendance masculine d'Andrea des Pazzi ou donnera sa fille en mariage à un de ces descendants sera, ainsi que tous les siens en ligne masculine, *ammonito* et privé à jamais de tous offices et dignités[6].

1. *Cronachetta* de Belfradello des Strinati, à la suite de la *Storia di Semifonte*, p. 133. Cf. Guicciardini, c. 4, p. 42.
2. 27 sept., 15 oct. 1480. Voy. dans Landucci (p. 36) les détails des supplices dans lesquels mourut un ancien ermite, accusé parce qu'il était venu à Poggio a Caiano, chez Lorenzo. On verra plus loin d'autres supplices pour une conjuration moins hypothétique.
3. G. Capponi, II, 120.
4. Voy. notre t. I, p. 111, 112.
5. « Ut Pactiorum decus, non mos sublatus videatur. » (Provision dans Fabroni, Doc., p. 113.)
6. Provision du 22 mai, dans Fabroni, Doc., p. 114, 115. Cf. Fil. Strozzi dans G. Capponi, II, 522, App. 4.

A peine est-il besoin de dire que le vieux châtiment de peindre les coupables la tête en bas et dans les plus étranges attitudes, sur la muraille de la tour, au palais du Bargello, ne fut pas épargné aux Pazzi. Le peintre Sandro Botticelli, très dévoué aux Medici, y avait mis tout son talent. La postérité en devait rapporter l'honneur à Andrea del Castagno, mort dès 1457[1]. On effaça plus tard cette peinture infamante. Le peuple continua ou recommença d'appeler *Canto dei Pazzi* le petit carrefour qui avait si longtemps porté leur nom ; mais jamais les Pazzi eux-mêmes ne se sont relevés[2].

Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire de la République florentine, même en ses heures d'extrême violence, d'un si implacable acharnement. Dans les commotions populaires, on tuait jadis trois ou quatre personnes. Sous le régime princier, la cruauté est en progrès, sinon pour le raffinement des supplices, au moins pour la facilité à les ordonner et pour la durée des ressentiments, des vengeances. Qui en éprouverait de la surprise ne connaîtrait pas le XVe siècle. Quant à ceux qui tiennent le pouvoir d'un seul pour la condition normale des peuples, ils ne songent pas à s'indigner : la rébellion appelle le châtiment, et le châtiment n'est pas tenu de se proportionner au crime, parce que le crime prend, à leurs yeux, des proportions énormes, qu'ils caractérisent de ce mot sinistre, plein de sang : lèse-majesté. Les historiens modernes eux-mêmes voient volontiers dans le meurtre la

1. Voy. plus haut, p. 57, n. 2. Cf. Vasari, *Andrea del Castagno*, IV, 150 ; Reumont, l. III, c. 1, t. 1, p. 406 ; G. Capponi, II, 120. Les éditeurs Milanesi (p. 151, n. 4 de Vasari) eux-mêmes ne sont pas bien informés sur ce point.

2. « Fu spenta in pochi dì una si nobile, ricca e potente famiglia. » (Al. Rinuccini, p. 128.)

scélératesse des sujets et le droit des princes. Ils admettent qu'un soulèvement de six semaines appelle, mérite une répression de six mois. Et s'il en est un parmi eux qui regrette l'esprit d'impartialité, de justice, peut-il se flatter lui-même d'être juste, impartial?

Comme il était naturel, l'infortuné Giuliano reçut de magnifiques funérailles. On sut qu'une femme, issue des Gorini, était enceinte de lui. L'enfant fut élevé avec les fils de Lorenzo : il devait être un jour le pape Clément VII [1]. Quant au survivant des deux victimes désignées, on lui moula des statues de grandeur naturelle, avec la figure et les mains en cire; on les recouvrit de vêtements en tout semblables à ceux du modèle; on les plaça en vue dans l'église de la Santissima Annunziata et dans celle d'un couvent de la rue San Gallo. La ressemblance était frappante. La curiosité attirait et attira longtemps la foule; ces figures existaient encore au temps de Vasari [2].

Lorenzo des Medici était un homme heureux. Il venait d'échapper à une mort presque certaine et se voyait débarrassé d'un frère qu'il aurait dû faire disparaître, si ce frère eût prétendu, quelque jour, au partage du pouvoir. Pour le défendre, le peuple avait pris les armes et, plus que jamais, le reconnaissait pour chef. On ne lui refusa point le privilège d'avoir pour sa sûreté une garde d'hommes armés, dont il resta maître de fixer le nombre. L'attentat de ses plus sérieux ennemis le débarrassait d'eux et lui fournissait une occasion précieuse, légitime

1. G. Capponi, II, 121.
2. Andrea Verrocchio avait donné le dessin pour les figures, qui furent exécutées par un habile mouleur en cire du nom d'Orsini. Voy. Vasari, *Andrea Verrocchio,* V, 152.

en apparence, de sévir contre quiconque le gênerait. Le bruit que fait au dehors l'événement grandit l'homme qui a « providentiellement » échappé aux poignards. Les rois le félicitent et le traitent de cousin[1]. Ainsi, son pouvoir grandit, et tout ensemble devient plus sûr. Désormais ses compagnons sont des sujets, le peuple est esclave, l'hérédité est consacrée. A sa mort, elle subira sans désastre immédiat, et, après une crise accidentelle, sans désastre durable, la plus ordinaire et la plus dangereuse épreuve des pouvoirs héréditaires, le remplacement d'un prince prudent et capable par un imbécile ou un fou[2].

La conjuration des Pazzi pouvait-elle réussir? Il est permis d'en douter. Si elle avait de puissants appuis au dehors, ces appuis étaient de nature à la rendre impopulaire au dedans. Elle avait négligé de s'y assurer la faveur générale, ou tout au moins de fortes intelligences, précaution pourtant bien nécessaire, car si Lorenzo était peu aimé, Giuliano l'était beaucoup, pour sa jeunesse, son caractère doux et facile, son goût vraiment florentin des fêtes et des plaisirs. Enfin, ce fut une imprudence de commettre le meurtre dans une église : la multitude n'était pas insoucieuse, comme les prêtres, de la sainteté du lieu, ou gagnée, comme les conjurés, par l'esprit païen de la Renaissance : pour elle, le meurtre, péché véniel, devenait mortel par le sacrilège[3]. Échouer en de telles conditions, c'est perdre à jamais sa cause ou en retarder

1. Louis XI aux Florentins au sujet de la conjuration, 12 mai 1478, dans Fabroni, Doc., p. 119, et Desjardins, I, 171.

2. Dès le XVIe siècle, Guicciardini constatait ce danger : « E spesse volte di uno savio viene in uno pazzo, che poi dà l'ultimo tuffo alla città. » (*Stor. di Fir.*, c. 4. *Op. in.*, III, 43.)

3. Quelques-unes de ces idées ont été judicieusement indiquées par G. Capponi, II, 120.

indéfiniment le succès. Les Pazzi, on peut le dire, ont contribué pour une bonne part à l'affermissement des Medici.

La ruine des Medici eût elle, à cette heure tardive, été un bonheur pour Florence ? Ici encore le doute est permis, si même on ne va jusqu'à la négative. Alamanno Rinuccini montre peu de clairvoyance quand il dit que l'entreprise des Pazzi était juste, honnête, parce qu'elle avait pour but de rendre à la patrie sa liberté. Nous l'avons dit maintes fois, la liberté alors n'était plus qu'un vain mot, qu'un prétexte, et comme un drapeau pour les ambitieux. En face des Medici, progressivement usurpateurs et encore mal assurés, les anciens *popolani* et les anciens nobles, leurs rivaux, qui souffraient de leurs dédains, de leurs rigueurs, de leurs injustices, tendaient non à obtenir d'eux plus de justice, mais à secouer le joug, à le placer sur la tête et de ceux qui le leur imposaient et de ceux qui semblent destinés à le porter toujours[1]. Que les Pazzi eussent réussi, ils auraient remplacé les Medici, comme les Medici avaient remplacé les Albizzi. Peut-être eussent-ils partagé le pouvoir avec les Salviati, jusqu'au jour où ils se seraient entre-déchirés, où l'une des deux familles aurait entrepris cette campagne que les Medici avaient menée à bien par la patience et l'intrigue, les Pazzi à mal par l'impatience et l'assassinat. Toute la différence, c'est que ce nouveau règne d'une oligarchie eût retardé quelque temps encore le règne définitivement héréditaire d'un seul, terme fatal de l'évolution, à Florence comme partout en Italie, en vertu de la loi d'affinité. Pour ga-

1. Rinuccini le reconnaît lui-même, au risque de se contredire : « Mostrarono avere animo virile e generoso, e non potere sopportare molte ingiurie e sdegni gli eran suti fatti da Lorenzo medesimo. » (P. 128.)

gner quelques jours était-ce la peine de recourir au crime, de tenter une révolution? Oui, pour les familles qui eussent profité de la victoire, puisque l'horreur du sang, alors, n'était pour arrêter personne ; non, pour le peuple florentin, qui n'avait plus qu'à porter philosophiquement son bât. L'observateur, l'historien ne voit pas plus de raison de regretter l'échec des Pazzi que d'applaudir au triomphe des Medici.

CHAPITRE III

LUTTE DE LORENZO DES MEDICI AVEC LE SAINT-SIÈGE.

— 1478-1480 —

Puissance de Lorenzo après la conjuration des Pazzi. — Sixte IV excité contre Florence. — L'orateur florentin outragé. — Les marchands florentins incarcérés. — Florence frappée d'interdit (1er juin 1478). — Le cardinal Sansoni élargi (12 juin). — La guerre de plume. — Consultation du clergé florentin. — Négociation avec Louis XI. — Réunion du clergé français à Orléans (septembre). — Relations avec Venise. — L'armée pontificale à la frontière. — La guerre déclarée (7 juillet). — Désarroi de l'armée florentine. — Les opérations militaires. — Prise de Montesansavino par les pontificaux (8 novembre). — Ambassade française à Rome (janvier 1479). — Armistice (11 avril). — Échec et départ des ambassadeurs (2 juin). — Affranchissement de Gênes (26 novembre 1478). — Diversion de San Severino en Lunigiane (février 1479). — Incapacité, discordes des chefs florentins. — Dévastations des ennemis. — Lodovico il Moro duc de Milan (8 septembre.) — Mécontentement des Florentins. — Départ de Lorenzo pour Naples (6 décembre). — Ses ennemis à Florence. — Sa magnificence, ses négociations à Naples. — Son retour (1er mars 1480). — La paix promulguée (25 mars). — Réforme des institutions florentines. — Le Conseil des soixante-dix (8-19 avril). — Opposition des Florentins. — Nouvelles alliances. — Siège et prise d'Otrante par les Turcs (28 juillet, 11 août). — Florence délivrée de ses ennemis — L'interdit levé (3 décembre). — Lorenzo affermi.

C'est un lieu commun de l'histoire que la conjuration manquée des Pazzi fut, pour la victime échappée à leurs coups, l'origine et le commencement du pouvoir absolu. Mais pour soutenir cette insoutenable thèse, il faut avoir oublié que déjà le père et l'aïeul de Lorenzo ne vivaient plus en citoyens, et jurer sur les paroles des historiens courtisans. Lorenzo était le second de sa race qui parvenait au faîte en vertu du principe non avoué encore, mais implicitement admis de l'hérédité. Dans la

voie que Cosimo et Piero lui avaient tracée, il marchait dès le premier jour et, grâce à eux, d'un pas plus sûr qu'eux. Le poignard de ses ennemis l'avertit seulement de regarder avec plus de soin à ses pieds, pour écarter les pierres d'achoppement.

Ces pierres, à vrai dire, devenaient plus rares par le fait même de l'échec des Pazzi, car personne n'osait plus en poser après leur terrible expiation. Plus que jamais les gens paisibles se ralliaient, par crainte du désordre et de l'inconnu, au jeune seigneur si miraculeusement protégé par le ciel. C'est du dehors que pouvait venir le danger. Ce n'était pas peu de chose que d'avoir, dans le feu de la colère, tué deux prêtres, pendu un archevêque, incarcéré un cardinal, neveu du pape, sans la moindre preuve de complicité dans la conjuration. Tout d'abord, cette incarcération, qui ne pouvait être de durée, avait laissé Sixte IV assez froid. Il écrivait aux Florentins des lettres de condoléance et au cardinal de Mantoue, son légat à Bologne, qu'il ne reprochait point aux Bolonais les secours envoyés à Florence, alors que Florence « n'avait encore rien fait contre la dignité ecclésiastique[1] ». Mais il avait trop près de lui l'instigateur déçu du grand complot, pour n'être pas facilement retourné.

En effet, le comte Girolamo Riario ne négligeait rien pour brouiller les cartes, pour faire sortir des gonds son oncle et le sacré collège. Bien informé des actes et

1. « Cum nihil adhuc Florentini in ecclesiasticam dignitatem moliti essent... Nos quoque casum ipsum primum indoluimus, et commiserationis nostræ testimonium per literas nostras ad Florentinos dedimus. » — Cette lettre se trouve dans la commission ms. du pape au cardinal de Bologne. Gino Capponi, qui la possédait dans sa bibliothèque, en rapporte (p. 123, n. 2) les passages ci-dessus, et il ajoute qu'aucun historien florentin n'en fait mention, non plus que de l'autre.

paroles de ses ennemis florentins, il rapportait, soulignait, envenimait toutes choses. Malgré le pape, qui s'obstinait à distinguer entre Lorenzo et ses concitoyens, il étendait de l'un aux autres la responsabilité de griefs fondés ou imaginaires, et il dirigeait à Rome une démonstration contre l'orateur de la République, le docte et respecté Donato Acciajuoli[1]. Suivi d'hommes armés, il enlevait de sa demeure ce personnage inviolable, et, malgré ses énergiques protestations, l'emmenait entre les piques au palais pontifical.

On voulait l'y avoir sous la main et non le conduire devant le pape; mais on ne put lui refuser cette satisfaction, qu'il réclamait avec instances. Devant Sixte IV, dont on avait enfin allumé la colère, à la surprise générale il se fit humble : loin de soutenir le droit des Florentins offensés dans la personne de leur jeune chef, il protesta de n'être pour rien dans les événements, d'en tout ignorer, d'en tout désapprouver. Les armes fussent tombées des mains au pontife, alors même que les ambassadeurs de Milan et de Venise ne les lui eussent arrachées : comme ils protestaient de tenir pour fait contre eux-mêmes tout ce qui serait tenté contre leur collègue, Sixte IV dut donner ordre de ramener Donato à son logis. Donato, s'il avait eu le sentiment de sa dignité outragée, de son inviolabilité violée, aurait dû profiter de sa liberté reconquise pour secouer la poussière de ses souliers et retourner à Florence. Platement il resta à Rome, avili, impuissant. Ses dépêches recommandaient d'élargir en toute hâte le jeune cardinal, uni-

1. Michele Bruto dit de Donato : « Vir nobilitate et probitate vitæ pariter domi forisque habitus clarus. » (L. VII, dans Burm., t. VIII, part. 1, p. 166.)

quement emprisonné, — il en avait juré ses grands dieux, — pour l'arracher aux mains d'un peuple en furie. Les magnifiques Seigneurs n'avaient-ils pas promis de le rendre quand il serait réclamé? Or il l'était, on ne pouvait l'ignorer, par l'évêque de Pérouse, envoyé à Florence dans ce dessein[1].

Mais on n'avait garde de rendre ainsi un précieux otage. Tant de marchands florentins se trouvaient à Rome menacés dans leurs personnes et leurs biens! Ils avaient reçu secrètement avis de mettre leurs marchandises en sûreté, d'évacuer la ville éternelle, et mal gardé le secret; Sixte IV, craignant à son tour de perdre les otages qui répondaient des biens déposés par ses courtisans dans les banques florentines, faisait occuper les passages des routes et jeter au château Saint-Ange quelques personnes suspectes d'un prochain départ; puis, après quatre heures de détention, il les relâchait sur promesse de ne point s'éloigner[2]. Le cardinal d'Ostie, informant de ces faits Lorenzo, son ami, ajoutait, dans sa missive, que cinq membres du sacré collège venaient d'être nommés pour instruire le procès « de Florence », — et non pas de Lorenzo seul, comme le pape affecta plus tard de le dire, — si le cardinal de San-Giorgio n'était relaxé sans plus de retard[3]. Cédez, disait-il encore, sans quoi les résolutions des cinq cardinaux, ratifiées par le sacré collège, pourraient être

1. Vespasiano, *Vita di D. Acciajuoli*, c. 16., *Spicil Rom.*, I, 451; G. Capponi, II, 121, 122.

2. Lettre du cardinal d'Ostie, chargé de remettre les marchands florentins en liberté, à Lorenzo des Medici, Rome, 24 mai 1478, dans Fabroni, Doc., p. 116.

3. « La santità di N. S. ha deliberato procedere per via di rasone contro quella vostra Excelsa Comunità, se non si rende liberamente el R^{mo} Mgr le card. di S. Giorgio. » (*Ibid.*, p. 116.)

graves, attendu que le sacré collège ne meurt jamais[1]. Venise, de son côté, donnait le même conseil; elle suggérait cette excuse, déjà mise en avant par les Florentins, que la captivité de Raffaello Sansoni n'avait été qu'une précaution pour son salut, et elle concluait que, tout danger ayant cessé, l'argument perdait sa valeur, si la libération se faisait plus longtemps attendre[2].

La lettre du cardinal d'Ostie était du 24 mai. Le 1er juin, Sixte IV fulminait déjà l'excommunication contre Lorenzo, la Seigneurie, les Huit et tous les complices de leurs œuvres détestables. Il énumérait tous ses griefs, anciens et nouveaux, fondés ou non : secours fournis à Niccolò Vitelli, dans la guerre de Città di Castello; faveur marquée à Carlo Fortebracci, dans la tentative contre Pérouse et son expédition sur le territoire siennois; asile donné un moment à Deifobo de l'Anguillara, fugitif de Rome. Lorenzo et les Huit étaient accusés d'avoir voulu, « emportés comme des chiens d'une rage insensée », chasser ou tuer nombre de citoyens pour rendre le chef des Medici plus fort, en vue de ses vengeances; de l'avoir, à cet effet, introduit, contre le vœu général, dans la balie[3], d'où tant de discordes publiques et privées; d'avoir refusé, trois longues années, à l'archevêque de Pise la prise de possession de son diocèse; pendu ignominieusement la personne sacrée de ce prélat

1. « Purchè sapete che il sacro collegio non more mai. » Lettre du card. d'Ostie, *ibid.*, p. 116. — On peut trouver une partie du texte de cette lettre dans Capponi, II, 123.

2. On peut voir le texte de cette lettre de Venise, datée du 22 mai, dans Romanin, t. IV, p. 389. G. Capponi en rapporte un passage, p. 123, n. 1.

3. « Ægre hoc ferentibus civibus. » (Excommunication du 1er juin, texte dans *Ann. Eccl.*, 1478, § 5-10, t. XXIX, p. 582-585. Les mots cités sont à la p. 584.)

à une fenêtre, puis laissé tomber à terre son cadavre; tué d'autres ecclésiastiques[1]; injurié, incarcéré un cardinal de la sainte Église, preuve « d'une soif dévorante d'injustice et de cruauté contre les clercs, contre l'Église que ces téméraires voulaient dépouiller ». Circonstance aggravante, ces méfaits avaient eu lieu un dimanche! Le bref n'avait garde de dire que le meurtre des Medici avait été commis le même dimanche, en lieu saint, que des prêtres y avaient trempé et qu'on ne remet pas à demain la répression de gens qui vous veulent tuer aujourd'hui.

Lorenzo était donc déclaré *iniquitatis filius et perditionis alumnus*[2], condamné avec ceux que le pape flétrissait en même temps que lui, comme infâmes, abominables, inhabiles, eux, leurs fils et descendants, à recevoir les dignités ecclésiastiques, à obtenir les offices civils, à hériter, à ester en justice, à y être entendus en qualité de témoins. Défense était faite à tout homme de contracter avec eux, d'avoir avec eux commerce ou conversation; leurs biens devaient être dévolus au fisc, leurs maisons détruites et à jamais laissées en ruines, pour conserver à la postérité le souvenir de leur scélératesse et de leur châtiment. La ville de Florence, si elle ne les avait pas, dans le délai d'un mois, livrés aux tribunaux ecclésiastiques, serait soumise à un interdit rigoureux, ainsi que les diocèses de Fiesole et de Pistoia[3].

1. Sans doute ces deux meurtriers de Giuliano.

2. *Ibid.*, p. 582.

3. On peut voir l'analyse du texte qui est aux *Ann. Eccl.*, dans Cipolla (p. 586), Sismondi (VII, 117) et Capponi (II, 124), qui la donne plus étendue. Ammirato (XXIV, 120) passe pieusement sous silence ce bref monstrueux et ne parle que de la colère du pape. Capponi, pour le dis-

Ce bref de mauvaise foi, ce langage cynique et furieux servaient Lorenzo, loin de lui nuire, puisqu'on voyait le père des fidèles prendre fait et cause pour des assassins, dans un temps où on ne lui reconnaissait plus le moindre titre à s'ingérer aux affaires intérieures des puissances voisines. Mais la politique ne perdait pas ses droits à Florence. Cinq jours plus tard, le 5 juin, la République, non sans ménager la transition, commençait à se soumettre. Du palais Medici, où il avait été jusqu'alors détenu, le cardinal Sansoni était conduit au couvent des *Servi*, et on lui permit d'en sortir le 12 juin. Il ne se le fit pas dire deux fois. Le sol de Florence lui brûlant les pieds, il était, dès le lendemain, à Sienne, toujours pâle et tremblant, en route vers Rome[1]. Quand il y fut arrivé, les Florentins y comptèrent un ennemi de plus.

Allaient-ils les braver tous? On put le croire, car, le 13 juin, à peine le cardinal élargi avait-il tourné les talons, qu'étaient nommés les Dix de la guerre, dont faisaient partie Tommaso Soderini et Lorenzo lui-même[2]. Mais ce n'était là qu'une satisfaction d'amour-propre, qu'une bravade, et cette élection n'équivalait plus,

culper dans la mesure du possible, dit (p. 125) que Gir. Riario avait dicté, et que Sixte s'était borné à signer. Comme si, quand on signe un acte si grave et si aggravé par les termes, on était bien venu à en décliner la responsabilité !

1. *Codex* LXVII *abbatiæ florentinæ*, cité par Fabroni, Doc., p. 115. Cf. Allegretti, *Diarii Sanesi*, R. I. S., XXIII, 784. On trouve dans les *Atti della sinodo fiorentina* (Fabroni, Doc., p. 158) une lettre du card. Sansoni au pape, datée du 10 juin, et par conséquent du couvent des *Servi*. Il s'y loue beaucoup des procédés de Lorenzo à son égard et exprime son regret que ses prières au pape, pour en tempérer l'acharnement, restent sans effet. Si cette lettre n'est pas fausse, — et elle est contestée, — elle s'expliquerait fort bien : Sansoni n'était pas encore en liberté ; la griffe qui rentrait dans la patte du lion florentin pouvait ressortir encore.

2. Ammirato, XXIV, 120.

comme jadis, à une déclaration de guerre immédiate. Personne, en tout cas, n'était prêt. Les esprits étaient distraits des plus sérieuses affaires par un singulier fléau qui, de Venise à Florence et au delà, désolait alors l'Italie. Des nuées de sauterelles s'étaient abattues partout, notamment au pays de Mantoue et de Brescia. Des milliers de bras s'employaient à tuer ces insectes dévastateurs, aucun à les enterrer. De leur décomposition à ciel ouvert, résultait une peste redoutable qui, en un mois, enlevait à la République plus de deux mille soldats, plusieurs de ses principaux officiers. Venise était déserte, on n'y pouvait plus assembler les Conseils, et, à supposer que Rome fût encore indemne, Sixte IV n'aurait pas de sitôt envoyé ses troupes au foyer de l'infection[1].

La guerre de plume remplaçait donc, pour le moment, la guerre d'épée. La chancellerie florentine répondait au pape sur l'excommunication et répandait ses doléances au loin. Mais il avait fallu tant de temps à Bartolommeo Scala pour « fourbir » et aligner ses amples, ses belles périodes latines, qu'elles ne furent prêtes que le 11 août[2]. Lorenzo prenait l'avis des théologiens, même hors de Florence[3]. Leur avis étant que les foudres

1. *Diario parmense*, XXII, 280; Ammirato, XXIV, 125; Sismondi, VII, 135.

2. Cette réponse a été publiée pour la première fois par Adimari à la fin de la Conjuration des Pazzi de Politien, éd. de Naples, p. 171-176. La partie principale en est la confession de Montesecco, qui était une révélation sur la réalité et la gravité, assez peu contestables, on l'avouera, de la conjuration. C'est l'*Excusatio Florentinorum* publiée par Fabroni, Doc., p. 167-181. Voy. Cipolla, p. 587, et Capponi, II, 125.

3. C'est une question controversée de savoir si ces théologiens se réunirent en synode. Reumont et Cipolla le croient. Fabroni le nie. Roscoë et son traducteur italien Mecherini penchent du même côté. Capponi doute. Lami déclare qu'on a vu un exemplaire ms. de la contre-excommunication et qu'il s'est perdu bien des mss. moins « orridi ». (*Lezioni di antichità toscana*, t. I, préf., p. 135. Flor., 1766). Ammirato (XXIV, 123) nomme les théologiens consultés.

pontificales n'avaient, dans l'espèce, aucune valeur, ordre fut donné aux trois diocèses interdits de sonner les cloches, de dire la messe, d'administrer les sacrements comme à l'ordinaire. La consultation de ces doctes en droit canon fut rédigée sous forme d'une réponse au pape, en termes très vifs, datée de Santa-Reparata le 23 juillet[1], expédiée à l'empereur, aux rois de France, d'Espagne, de Hongrie, à tous les princes chrétiens. Elle demandait appui contre tant de violence, réparation d'un scandale offensant pour tous. Vrai coup d'épée dans l'eau, on le sentait bien.

Aussi, dans le même moment, la Seigneurie écrivait-elle au pape une lettre apologétique, où elle feignit de prendre au pied de la lettre son assertion qu'il entendait uniquement chasser Lorenzo[2]. Telle était, en effet, la thèse, l'attitude de Sixte : il voulait se poser en libérateur. S'il écrivait à Federico d'Urbino (25 juillet) que « Dieu avait ôté aux Florentins l'intelligence et le sentiment pour les punir de leurs péchés[3] », il ne s'en prenait pourtant qu'au geôlier de son neveu[4]. Bien naïfs ceux qui acceptaient ces paroles du pontife comme paroles d'Évangile : il avoua plus tard avoir poursuivi les sectateurs

1. On trouve cette consultation sous ce titre : *Atti della sinodo fiorentina*, dans Fabroni, Doc., p. 136-166, et dans Roscoë, append. n. 27, t. III, p. 167 sq. Le rédacteur en fut, selon Fabroni, Gentile Becchi, évêque d'Arezzo, selon Reumont (I, 441), Rinaldo Orsini, archevêque de Florence, l'un ancien précepteur de Lorenzo, l'autre parent de sa femme Clarice.

2. « Ejicere nos e civitate vis Laurentium de Medicis... et quod tyrannus noster sit et publico christianæ religionis bono adversetur. » Voyez le texte dans Galli, *De rebus genuens.*, R. I. S., XXIII, 293-295. Il n'y a point de date.

3. Texte dans Fabroni, Doc., p. 130.

4. « Non agimus quicquam contra alios nisi contra illum ingratum, excommunicatum et hæreticum filium iniquitatis Laurentium de Medicis. » (*Ibid.*, p. 130.)

de Lorenzo comme Lorenzo lui-même, pour mettre Florence en liberté[1]. Mais, dans le principe, il était tiraillé en sens divers : le cardinal de Pavie, Jacopo Ammanati, lui conseillait de gagner du temps[2], et beaucoup de membres du sacré collège l'exhortaient à la conciliation, tandis que le roi de Naples criait vengeance contre le Florentin qui avait accédé à la ligue contre lui[3], tandis qu'à la cour pontificale Girolamo Riario et Raffaello Sansoni menaient le chœur des belliqueux.

A feindre ainsi de séparer Lorenzo de Florence, Sixte IV avait-il quelque avantage ? Sans aucun doute il pouvait espérer que Florence, bientôt lasse de la guerre et de l'interdit, y mettrait fin par l'expulsion du « tyran ». C'était une politique ; mais il aurait fallu la pratiquer avec suite, ne pas irriter les Florentins en pillant leurs comptoirs à Rome et à Naples, ne pas provoquer ainsi, dans ces deux villes, un courant d'opinion en leur faveur[4]. Si les papes étaient dès lors infaillibles, ce n'est pas en tant que princes temporels.

De son côté Lorenzo, sentant l'orage céleste s'amon-

1. « Di comune consenso fu deliberato di prender l'armi contro Lorenzo et suoi seguaci come contra petram scandali et perturbatore della pace et quiete d'Italia per metter la città di Firenze in libertà. » (Février 1480. Instructions du pape à Antonio Crivelli envoyé au roi de Naples. Texte dans Capponi, append. n° 5, t. II, p. 524, d'après un ms. de sa bibliothèque. Dans ces instructions se trouve une sorte de résumé du passé.)

2. Le 16 juillet, Jac. Ammanati écrivait dans ce sens au pape, l'engageait à promettre de recevoir les Florentins en grâce s'ils se repentaient, à différer de recevoir les ambassadeurs de France tant que durerait la peste, qui empêchait les cardinaux de se réunir. (Card. Papiens. Ep. 693, analysée par Sismondi, VII, 119-121, mentionnée par Capponi, II, 131.

3. « Instando (il Re) per l'espulsione di Lorenzo... etiam che vi fossero molti cardinali che ci dissuadessero detta esclusione. » (Instruct. à Ant. Crivelli, *ibid.*, p. 525.)

4. *Diar. parm.*, XXII, 279 ; Giovanni di Juzzo, dans les *Cronache di Viterbo* publiées par Ignazio Ciampi, Flor., 1872, p. 419, et citées par Cipolla, p. 587.

celer sur sa tête, s'adressait, pour le conjurer, à tous les saints. La réponse de Bartolommeo Scala, qui avait fini par être prête, prit, comme la consultation du clergé florentin, le chemin de toutes les cours. Au nom d'une ville jadis si guelfe, elle en appelait formellement à l'empereur[1]. Avec Louis XI, Lorenzo, se fondant sur des relations plus intimes[2], n'avait pas attendu si longtemps. Dès le 27 mai, répondant aux lettres de condoléance sur le meurtre de son frère que lui avait apportées Philippe de Comines[3], il plaidait assez humblement « non coupable », comme disent les Anglais; il déclarait que son seul crime avait été de ne pas se laisser tuer ; il promettait au roi l'amitié des trois États alliés, Florence, Milan, Venise, et le sollicitait d'opérer résolument contre le pape, d'assembler un concile[4]. Il affectait de se trouver fort relevé en ses affaires par la venue de ce « très illustre seigneur d'Argentan » qui, après un an de séjour, proclamait lui-même son impuissance[5]. Mais il était trop clairvoyant pour ne pas reconnaître qu'il avait peu à espérer de Louis XI. Ce monarque positif n'était disposé à combattre qu'à coups de dépê-

1. Voyez Fabroni, Doc. p. 181.

2. On peut voir dans Desjardins (t. I, *passim*) que les dépêches ne sont pas purement diplomatiques. On y demande des chiens, un anneau magique et la manière de s'en servir, etc., détails qui témoignent de relations fort étroites.

3. Ces lettres sont du 12 mai. Voy. Desjardins, I, 171.

4. Lettres des 27 mai et 19 juin. Voy. Buser, p. 194; Cipolla, p. 589; Fabroni, Doc., p. 131. Capponi (p. 126) juge les paroles de la lettre du 19 juin « fiere e dignitose ». Il m'est impossible de leur trouver ce caractère.

5. « Que res rebus nostris multum attulit favoris et dignitatem multum ornavit... insurgunt in nos isti crudelissimi hostes et multa succedunt, quia sunt adorti improvisos... » (Texte dans Desjardins, I, 172-173). « La faveur du roy leur fit quelque chose, mais non pas tant que j'eusse voulu, car je n'avois armée pour les ayder. » (Comines, l. VI, ch. 4, t. II, p. 204.)

ches et d'ambassades[1]. Il exhalait son mécontentement; il appelait le comte Girolamo « homme naguères comme incongneu, de basse et petite condition »; il se plaignait « de la grant vuidange d'argent qui se tire de nostre royaume[2] ». Dans une lettre au pape extrêmement vive, il citait l'Écriture, l'Apocalypse, au sujet de ceux qui, ayant causé des scandales, y persistent atrocement; il exprimait l'irrévérencieux regret que Sa Sainteté ne sût pas ce qu'elle faisait, ne fût pas immaculée dans tant de choses criminelles[3]. Ne pouvant se faire écouter quand il demandait la réunion d'un concile, pour unir les chrétiens contre le Turc, il en convoquait un lui-même, à Orléans, au mois de septembre, uniquement composé de prélats français qui lui devaient obéissance et soumission.

Même sur ce terrain, le sien propre, il était joué par l'ambassadeur pontifical[4], malgré les efforts de l'ambassadeur florentin[5]. Entravé par les belles promesses du nonce[6], ce concile national, présidé par Pierre de Bourbon, composé de trois cents députés du clergé et d'un grand nombre de seigneurs, n'aboutit qu'à la déclara-

1. On le voit assez par les dépêches que publie Desjardins, I, 173-186.

2. Ord. de Selommes, 16 août 1478. *Ordonnances des Rois de France*, t. XVIII, p. 425, 427.

3. « Utinam Sanctitas Vestra dignaretur considerare quod egit.... Utinam a tam nefandis rebus Sanctitas Vestra immaculata foret. » (Lettre du 10 août 1478, dans Malipieri, *Arch. stor.*, 1re sér., t. VII, p. 247.)

4. Gian Andrea des Grimaldi, évêque de Fréjus, ambassadeur du Saint-Siége à la cour de France. « Il n'est venu fors pour dissimuler et nous cuider abuser. » Lettre de Louis XI aux cardinaux, 17 oct. 1478, dans Buser, append., p. 483. Cf. p. 197 du même.

5. Baccio Ugolini, envoyé par Lorenzo à l'empereur et au roi de France. 14 août 1478. Buser, p. 196-197.

6. « L'assanblée à Orliens de' prelati di Francia si tiene et è vi gran giente, ma non credo vi si conchiuga nulla per la speranza che questo vescovo a dato al Re che Papa farà. » (Lettre de Leonardo des Rossi à Lorenzo, Lyon, 26 sept. dans Buser, append., p. 478.)

tion suivante, où les intérêts de la France paraissent mieux sauvegardés que ceux de l'Italie : « Le royaume italique et les autres puissances confédérées avec le roy très chrestien, ayant interest à ce qu'un concile général soit tenu tous les dix ans, le pape sera requis d'en convoquer un le plus tost possible, et jusqu'à ce que ledict seigneur pape ait déposé les armes prises par luy contre les chrestiens, aucun argent ne sera envoyé à la chambre apostolique, dans la crainte qu'il ne serve à la continuation de la guerre[1]. » Voilà le fin mot de la politique française : elle avait trouvé un prétexte pour ne plus envoyer d'argent. Lorenzo ne dut pas s'y tromper.

Pouvait-il mieux compter sur Venise? Venise était liée par la ligue à Florence, et le pape s'attendait à l'avoir contre lui[2]. Elle l'en avait averti (7 juillet), en même temps qu'une ambassade venait assurer Lorenzo que des pourparlers avaient lieu avec Ferrare et Milan sur les secours à lui fournir. L'orateur vénitien en cour de Rome devait répondre au pape, si le pape le renvoyait au comte Girolamo, que la sérénissime républi-

1. Bibl. nat. fonds français, ms. 3880 : *Relation exacte de la négociation faicte par les ambassadeurs de Louis XI pour traicter de la paix entre le pape Sixte IV et le roy de Naples d'une part, et la Rép. de Venise, les ducs de Milan et de Ferrare et la Rép. de Florence d'autre part ès années* 1478 *et* 1479. Ce ms. n'est qu'une copie, mais il contient trop de fautes pour être d'un faussaire. Il est d'ailleurs au nombre de ceux qui furent donnés à la Bibl. par Antoine Lancelot nommé en 1732 inspecteur du Collège Royal. Montfaucon l'indique (*Bibliotheca bibliothecarum manuscriptorum*, t. II, p. 1667-1669) et M. Dantier en donne une analyse intéressante. (*L'Italie, études historiques*, II, 172 sq.) Cf. Gilles André de la Roque, *Hist. de la maison d'Harcourt*, t. I, p. 445, Paris, 1662, in-4°. Cet auteur ne voit les questions agitées à Orléans qu'au point de vue français. Labbe ne dit qu'un mot sur cette assemblée; les historiens n'en parlent même pas.

2. « Ad Venetos habbiamo justificatamente riposto se faranno cose injuste, Deus est desuper, qui retribuit unicuique juxta opera sua. » (Lettre du pape à Fred. d'Urbino. 25 juillet 1478, dans Fabroni, Doc., p. 131.)

que ne l'avait accrédité qu'auprès de sa Béatitude[1]. Deux mois plus tard, le Conseil des Dix représentait à Sixte IV, comme l'avait fait Louis XI, combien il serait urgent de mettre fin à cette guerre pour se tourner contre le Turc (18 septembre), et, le 7 décembre, ils écrivaient à l'empereur, au roi de France, pour les confirmer dans le dessein de provoquer un concile général[2]. Autant de démarches superficielles, qui n'engageaient point, en ce siècle où la parole signée elle-même n'engageait guère. Lorenzo n'ignorait pas que Venise l'accusait de l'avoir embarquée dans cette maudite guerre d'Italie[3].

Il était donc seul, ou peut s'en faut. Le pape, au contraire, pouvait compter sur le roi de Naples et sur Federico d'Urbino, petit seigneur, mais « grant et saige homme et bon capitaine[4] », qu'il mit à la tête de son armée. Il se rappelait ce mot d'un de ses prédécesseurs, Pie II, qui disait que ce borgne voyait plus avec un œil que les autres avec deux[5]. Il estimait en lui un soldat d'aventure qui avait appris à l'école de Piccinino la circonspection et l'exactitude, à celle de Sforza la rapidité

1. « Si Beatitudo ipsa vos, ut solet, remitteret ad comitem Hieronymum, dicite esse oratorem nostrum ad sanctam sedem apostolicam et ad illius Beatitudinem, si Summus Pontifex esse voluerit memor debiti et officii sui, non ad comitem Hieronymum. » (Arch. de Venise, Sen. secr., XXVIII, f° 103, 7 juillet 1478, dans Brosch, *Papst Julius II und die Gründung der Kirchenstaates*, notes, p. 304, n. 3. Gotha, 1878.

2. Documents des *Secreta*, indiqués par Romanin, IX, 389-392.

3. « Resto avvisato che del fatto de' denari non mi bisogna stare a speranza, che Dio sa quanto sono suto contento, maxime intendendo le cagioni, e che costi reputano che io li habbi messi in guerra.... Vorrei piutosto haverci perduto 10 m. ducati non che accatatili con tanto stento e vituperio che havere letto simili parole. » (Lorenzo à Girolamo Morelli, 13 nov. 1478, dans Buser, append , p. 485.)

4. Comines, l. VI, ch. 4, t. II, p. 203.

5. Ricotti, III, 228. Federico, né en 1422, était encore dans toute la vigueur de l'âge.

de pensée et d'exécution. Il le savait disposé à former une compagnie, à accepter une *condotta* pour se tailler quelque part une principauté, celle de son père Guidantonio de Montefeltro devant être l'héritage du fils légitime, non du bâtard[1].

Ce brillant *condottiere*, avec Alfonse de Calabre, fils de Ferrante, était, dès le 3 juillet, sur la frontière florentine. Le 11, ils campaient près de Montepulciano, en communication avec Sienne, et envoyaient par un simple trompette leur dédaigneuse déclaration de guerre à Florence. Ce trompette était porteur d'un bref pontifical daté du 7, signifiant aux Florentins que les injures de Lorenzo rendaient la guerre inévitable, mais qu'elle cesserait s'il était chassé, rien n'empêchant plus alors la République de prendre part, avec tous les autres États chrétiens, à l'entreprise contre le Turc[2].

Même défiée, Florence s'ébranlait lentement. Lorenzo la haranguait de sa langue bien pendue[3]. « Ils ne nous menacent, écrivait le pape, que de schisme et de désobéissance[4]. » Dociles à l'éperon, les Dix de la guerre quêtaient partout hommes et argent ; mais l'argent venait mieux que les hommes. Venise n'envoyait que quelques soldats, ne se croyant même tenue d'en

1. *Cron d'Agobbio*, XXI, 996; Sacchetti, *Novelle*, nov. 119, t. II, p. 174; Ricotti, III, 223-225. Cf. Ugolini, *Storia dei conti e duchi d'Urbino*, Flor., 1859; James Dennistoun, *Memoirs of the dukes of Urbino*, Londres, 1851.

2. Luca Landucci, *Diario fior.*, p. 23. Cette curieuse chronique, publiée en 1883, était connue en manuscrit d'Adimari, l'éditeur de la conjuration des Pazzi de Politien : il la cite à l'append., p. 49, n. 113. Cf. Ammirato, XXIV, 222.

3. Ammirato (XXIV, 122) et Machiavel (VIII, 121 B) rapportent de lui un grand discours que Capponi (II, 127) reproduit d'après Ammirato.

4. Lettre de Sixte IV à Ferd. d'Urbino, 25 juillet, dans Fabroni, Doc., p. 131.

envoyer aucun contre une personne privée, contre le comte Girolamo [1]. De Milan ne venaient que de rares et maigres escadrons, commandés par Alberto Visconti et par Gian Jacopo Trivulzio, ce noble capitaine déjà serviteur de Louis XI contre la Ligue du bien public [2], plus tard maréchal de France aux guerres d'Italie. Que pouvait-il avec ses cent hommes d'armes [3], que pouvait Alberto Visconti, quelle confiance auraient-ils inspirée, alors que, l'année précédente, une bâtarde de Galeaz-Maria, sœur du jeune duc Gian Galeaz, avait épousé justement ce même comte Girolamo [4]? On comptait presque autant de capitaines que de soldats, et les meilleurs étaient déjà à la solde du pape [5]. Le commissaire civil à l'armée, Jacopo Guicciardini, manquait d'autorité, et l'on ne pouvait mettre la main sur un capitaine général. Quand on eut engagé pour ce poste Ercole d'Este, duc de Ferrare, Venise éleva des objections contre un seigneur trop son voisin pour être son ami, gendre du roi de Naples, peu ardent, par suite, contre son beau-frère le duc de Calabre [6], et Louis XI partageait cet avis [7].

Ercole n'en vint pas moins au camp devant Poggio

1. Malipieri, dans *Arch. stor.*, 1re sér., VII, 247; Guicciardini, *Stor. di. Fir.*, c. 5, *Op. ined.*, III, 48; Machiavel, VIII, 122 B.

2. Voy. Rosmini, *Vita di G. J. Trivulzio,* p. 11. Milan, 1815. Cf. sur ses premiers exploits Ricotti, III, 216.

3. Rosmini, *ibid.*, p. 53.

4. En 1477. Giov. di Juzzo, *loc. cit.*, p. 414; Cipolla, p. 589; Litta, *Famiglia Sforza*, tav. 5.

5. Voy. quelques noms dans Capponi, II, 128.

6. Marin Sanuto, XXII, 1209; Malipieri, *Arch. stor.*, 1re sér., VII, 246.

7. « Egli (Louis XI) è molto grandemente maravigliato che voi abbiate fatto lo ducha di Ferrara chapitano gienerale, et dicie che se non vi viene più di male di questo che del parentado che è suto fatto, che non ve ne verrà mai punto. » (Comines à Lorenzo. Turin, 23 sept., dans Buser, append., p. 481.)

Imperiale. Il y était dès le 13 septembre, et il n'y recevait que le 27, à dix heures et demie, ou seize à l'italienne, son bâton de commandement : ainsi l'avaient voulu les astrologues. Il devait toucher soixante mille florins en temps de guerre, quarante en temps de paix. Il était défrayé de tout, lui et les siens, tant qu'il serait sur le territoire[1], ce qui signifiait qu'il devrait se porter au dehors, et qu'au dehors la guerre nourrirait la guerre. Mais qu'on pût prendre l'offensive, rien n'était moins probable : Trivulzio, dans ses lettres, montre l'armée florentine sans provisions, sans *guastatori*, sans ordre, les hommes épars, les compagnies mêlées l'une à l'autre, ou distantes l'une de l'autre d'un demi-mille; à peine cent cinquante fantassins armés convenablement. A leurs propres soldats les Florentins, sans vergogne, vendaient les vivres le plus cher possible; ceux qui venaient du dehors, ils les taxaient au passage de droits à peu près prohibitifs[2]. La discipline, l'élégance de la soldatesque lombarde, admirées pourtant du commissaire civil[3], furent une leçon perdue pour ce peuple de marchands. « Voici comment guerroient nos soldats d'Italie, écrit un contemporain

1. Al Rinuccini, p. 129.

2. « Vidi questa gente de' signori fior. cum uno tristissimo ordine per modo ch'io ne ebbi disgusto, senza ordine alcuno, l'uno homo d'arme lontano dall'altro... spesso una squadra meschiata coll'altra, per modo ch'io non li comprehendeva regola... una squadra era lontana dall'altra mezzo miglio... Fano vendere le victualie più caro sii possibile senza limitatione di pretii ad le robe... Sel vene robe in campo nè della Lombardia nè d'altro, li fano pagare tanti dazi chel è una meraviglia et che è pezo le reteneno nè le lassano passare Fiorenzia. » (Trivulzio au duc de Milan, dans Rosmini, *Vita di Trivulzio*, t. II, Doc. 2 et 4, p. 31, 32, cf. p. 36, et dans Ricotti, III, 218, n. 1.)

3. « Il commissario fior. che accompagnava l'esercito rimase molto maravigliato e contento della disciplina ed eleganza della soldatesca lombarda. » (Rosmini, t. I, p. 53.)

découragé, Luca Landucci : tu voleras là-bas et nous ici; nul besoin de nous approcher trop les uns des autres; on laisse bombarder plusieurs jours un château, et jamais n'arrive de secours. Il faudra qu'il vienne, quelque jour, de ces ultramontains, pour nous enseigner la guerre[1]. » Ce chroniqueur, cet épicier patriote était prophète sans le savoir.

Lorenzo, moins clairvoyant, n'avait eu jamais l'intelligence de l'art militaire; il était plein de confiance, il ne croyait pas possible que les ennemis prissent sérieusement l'offensive[2]; il ne voyait d'eux que le faible, non le fort. Comines, qui était là, voyait l'un et l'autre : il observait les Pontificaux et Napolitains parcourant le Chianti, rayonnant dans le val d'Elsa et sur les hauteurs qui dominent le val d'Arno, minant le pays par le pillage et l'incendie, assiégeant les châteaux des énergiques Ricasoli[3]. « Ils prenoient, écrit-il, toutes les places qu'ils assiégeoient, mais non pas si promptement comme on feroit ici, car ils ne sçavoient point si bien la manière de prendre places, ne de les deffendre, mais de tenir un champ et de y donner bon ordre, tant aux vivres que aultres choses qui sont nécessaires pour tenir les champs, ils le sçavoient mieulx que nous[4]. »

A la fin, l'armée florentine s'était massée; elle était prête à agir. Urbino et Calabre évacuèrent aussitôt le

1. Luca Landucci, *Diario*, p. 24, 25.

2. « Le cose della guerra si stanno allo usato et pare che i nostri nemici habbino poca speranza d'offenderne, perchè tucti i buoni luoghi sono bene provisti... Sono a campo a uno piccolo palazzo d'uno nostro cittadino dimorato già dieci giorni. Chredo lo haranno, che vi hanno piantato due grosse bombarde. » (Lorenzo à Comines, 24 sept. dans Buser, append., p. 482.)

3. Ammirato, XXIV, 127. Les Ricasoli ayant perdu leurs châteaux, après une vigoureuse défense, obtinrent des privilèges et furent enfin déclarés aptes aux offices. Voy. Al. Rinuccini, p. 130.

4. Comines, l. VI, ch. 4, t. II, p. 203.

Chianti, se portèrent sur le val de Chiana et mirent le siège devant l'importante place de Monte San Savino, qui commandait, sur la frontière, l'entrée des plaines d'Arezzo et de Cortone, du val d'Ambra et du val d'Arno. Ils prenaient donc l'offensive, contrairement aux prévisions de Lorenzo, et le duc de Ferrare, quittant en hâte le territoire siennois, où il avait pris quelques bicoques, devait se porter sans retard, avec toute l'armée, au secours de la place en péril[1].

Tout autour se concentrait maintenant une guerre jusqu'alors éparpillée, où l'avantage s'annonçait pour les ennemis de Florence. Peu capable, peu résolu, le capitaine florentin perdait un temps précieux en discussions avec le commissaire civil, avec ses officiers. Il ne trouvait jamais son camp bien établi. Il avait toujours de bonnes raisons pour se tenir à distance respectueuse[2]. Il laissait se multiplier les désertions. Il accordait à ses adversaires une trêve de huit jours, sans exiger l'interruption des travaux du siège. En fallait-il tant pour qu'on le soupçonnât de trahir[3] ? Par surcroît, son frère Alberto, que le roi de Naples envoyait soulever Ferrare contre un prince déclaré déchu par le pape[4], lui ayant fait visite à l'armée[5], ce ne pouvait être, pensait-on, que pour le détourner de ses engagements. La chute de Monte San Savino, succombant sous ses yeux (8 novembre), aug-

1. Ammirato, XXIV, 128 ; Sismondi, VII, 126.

2. « E'l nostro campo non volle mai andare a trovare e nimici. » (Luca Landucci, *Diario*, p. 28, 29. Voy. la note 1 de cette même page sur les efforts infructueux du gouvernement florentin pour obtenir des hostilités plus sérieuses.)

3. « Dissesi che'l nostro capitano non volle vincere e che non faceva el dovere, e non si diceva altro per popolo. » (*Ibid.*, p. 32.)

4. *Ann. eccl.*, 1479, § 16, t. XXIX, p. 599.

5. *Diario parm.*, XXII, 288.

mentait la défiance et la colère, quand on vit le vainqueur prendre paisiblement ses quartiers d'hiver sur les hauteurs qui dominent la Chiana, tandis qu'Ercole logeait en bas ses troupes humiliées, entre l'Olmo et Puliciano [1].

Sismondi s'étonne que Lorenzo, durant toute cette campagne faite à cause de lui, n'eût pas paru à l'armée [2]. Il est certain que son incapacité militaire n'est pas une excuse : les commissaires civils n'étaient guère plus capables que lui, et sa présence eût suffi pour donner aux siens du courage. Qu'il eût intérêt à ne pas s'éloigner de Florence, encore peu sûre, soit ; mais Monte San Savino n'en était qu'à quinze lieues : on y pouvait aller, on en pouvait revenir plusieurs fois facilement. Apparemment il estimait que ces hostilités ne résolvaient rien, et il préférait le champ clos de la diplomatie, où il était passé maître, dans un temps où les maîtres n'y manquaient pas.

Il serait long d'énumérer tous les ambassadeurs qui, pour ces affaires d'Italie, usaient du sabot de leur cheval les routes de l'Europe. La conduite du pape paraissait exorbitante aux potentats, qui voyaient en Lorenzo un cousin, un frère. Tandis que ce dernier se justifiait par orateur à une diète qu'avait convoquée en Allemagne l'empereur Frédéric III [3], il en recevait un de Mathias Corvinus, roi de Hongrie (12 novembre),

1. L'Olmo est dans le val de Chiana sur la route de Pérouse. Il y a plusieurs Puliciano. Celui dont il s'agit ici est naturellement le plus rapproché de l'Olmo. Voy. Repetti, III, 657, et IV, 683. — Sur les faits, Allegretti, XXIII, 784 ; Ammirato, XXIV, 129 ; Machiavel, VIII, 123 A ; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 5, *Op. ined.*, III, 49 ; Luca Landucci, *Diario*, p. 28, qui met au 1[er] novembre la prise de Montesansavino.

2. Voy. Sismondi, VII, 127.

3. « Per giustificare le cose nostre e li incharichi che ne ha dati il papa iniustamente. » (Lorenzo à Comines, 24 oct. 1478, dans Buser, append., p. 486.)

qui venait proposer la médiation de ce prince[1]. Venise, libre du côté des Turcs[2], n'excipait plus, pour s'abstenir, du caractère privé de la guerre : elle représentait aux ambassadeurs pontificaux que le pontife « offensait spirituellement et temporellement les Florentins, sur la demande d'autrui, pour la satisfaction d'appétits déshonnêtes[3] ». C'était mensonge, disait-elle, de prétendre qu'on ne s'attaquait qu'à Lorenzo, poursuivi de tant de calomnies. Au fond, « c'est à l'État de Florence, à la forme de son gouvernement qu'on en voulait[4] ».

Louis XI faisait plus encore que Venise. En décembre 1478, il envoyait en Italie huit ambassadeurs, deux pour chacune des villes de Milan, Rome, Naples, Florence[5]. Leurs instructions contenaient l'invitation renouvelée au pape de réunir « un consille général en lieu décent et compétant, là où nostre dict Sainct-Père, se son plaisir estoit, se pourroit trouver en personne, ou y commettre et depputer legat[6] ». Ils devaient proposer Lyon[7], faire l'apologie des Florentins, qui « se sont toujours montrés et exibés bons et loyaux François »,

1. Lorenzo à Girolamo Morelli, 13 novembre 1478, dans Buser, append., p. 485.

2. Venise avait conclu la paix avec les Turcs le 26 janvier 1479. Voy. Sismondi, VII, 149.

3. « A petitione d'altri e per satisfare dishoneste voglie e appetiti di chi si sia. » (Secreta, p. 91 ; Romanin, IV, 390. Texte dans Capponi, II, 132, n. 2.)

4. « Perchè ben intendemo tutti nui questa offesa no'esser fatta più alle particularità de Lorenzo innocentissimo di tutte quelle calunnie si sono apposte, che al presente stato e forma de governo de la città di Fiorenza. » (*Ibid.*)

5. *Diario parm.*, XXII, 294. Malipieri (p. 247) se trompe quand il dit que ces amb. arrivèrent à Venise le 24 nov., car leurs instructions sont datées du 20 (Bibl. nat. ms. 3880, f° 17) et l'on voit dans ce ms. (f° 29 v°), dans Buser (p. 203), qu'ils entrèrent à Milan le 27 décembre.

6. Voyez ces instructions dans le ms. de la Bibl. nat., n° 3880. Le passage cité est au f° 17 r°.

7. *Ibid.*, f° 20 r°.

représenter que la guerre à eux faite par Riario était la seule cause qui les empêchât de seconder Venise pour la défense de la foi[1]. Le 15 janvier 1479, les ambassadeurs de Louis XI à Florence disaient, dans leur audience officielle, que le pape « avoit fait sçavoir au Roy... qu'il estoit content luy remettre la pacification de la dissention qui estoit entre nostre dict Sainct-Père et le roy Ferrand d'une part, icelle Seigneurie de Florence, le magnifique Laurens et la ditte illustrissime Ligue d'autre[2] ».

Les Seigneurs qui donnaient l'audience voyaient les actes au bout de ces belles paroles. — Allez donc, dirent-ils, anges royaux, sous la conduite des anges divins, allez où vous êtes envoyés et rendez à l'Italie la paix qui lui est due[3] ! — Mais Lorenzo lisait plus clair[4] dans le jeu de Louis XI, vieux et malade, masquant sa fin prochaine devant l'Europe par des négociations ou des menaces, peu porté, au fond, vers des entreprises qu'il n'aurait plus la force de suivre[5]. Il n'attendait guère les cinq cents lances promises, qui, en effet, n'arrivèrent point, et qui étaient l'important à

1. Bibl. nat. de Paris, mss., n° 3880, f° 21 r° v°.

2. *Ibid.*, f° 50 v°.

3. « Agite igitur, angeli regii, divinis angelis comitantibus, vadite quo mittimini, et reddite Italiæ debitam pacem. » (*Ibid.*, f° 55 r°.) On voit que l'orateur florentin connaît le double sens du mot *angelus* et qu'il joue agréablement dessus.

4. « Noi abbiamo poca speranza di pace per questo mezzo di Francia, per molte ragioni che intendete meglio di me, et pero vorremmo che non ci nocessi quello che non speriamo ci possi molto giovare, et che questa giustificatione della speranza della pace non ci tirassi uno altro anno la guerra adosso et fussimo trovati sproveduti. » (Lorenzo à Tommaso Soderini, orateur à Venise, 11 déc. 1478, dans Buser. append., p. 484.)

5. « Il faisoit tant de semblables choses et telles qu'il estoit plus crainct de ses voisins et de ses subjectz qu'il n'avoit jamais esté : car aussi c'estoit sa fin, et le faisoit pour ceste cause. » (Comines, l. VI, ch. 7, t. II, p. 234.)

ses yeux [1], car il ne désirait nullement la paix, on le savait bien [2]. Quand il connut les conditions qu'y mettait le Saint-Siège, il s'empressa de les communiquer à Louis XI par ses meilleurs diplomates, Donato Acciajuoli, si maltraité à Rome, et, après que Donato en route eut trouvé la mort à Milan [3], Guidantonio Vespucci, légiste renommé [4]. Sixte IV exigeait que le soin des négociations fût remis aux rois de France et d'Angleterre, avec un légat, avec l'empereur et son fils Maximilien, marié à l'héritière de Bourgogne. Or, comme Louis XI était mal avec ces princes, les Florentins devaient se trouver soutenus d'un seul allié, trop suspect de tiédeur [5]. Que s'ils voulaient la paix sans attendre l'arbitrage, ils devraient implorer absolution et

1. « A me pare che questa deliberatione del Re del mandare nuova ambasciata in Italia, sia buona, se al medesimo tempo le gente d'arme ancora loro passassino et non si lasciassi indrieto la convocatione de' prelati a l Orliens. » (Lorenzo à Comines, 24 sept. 1478, dans Buser, append., p. 482.)

2. « El Re di Francia ha rivocati li amb. che mandava in Italia, et so che sarà tenuta mia opera, et che la prima cosa che dirà el Re di Francia alli amb. nostri sarà che Lor. de' Medici ha voluto che li rivochi, » etc. (Lettre de Lorenzo, novembre 1478, dans Buser, append., p. 483.) En décembre, à propos de la nouvelle ambassade française, Lorenzo écrivait : « De leur venue il adviendra facilement que nos compagnons (de la Ligue) qui sont naturellement froids, le deviendront d'autant plus par l'espoir de la paix. A quoi il y a deux remèdes : l'un de pousser les préparatifs de la guerre ; l'autre, que les membres de la Ligue adjoignent chacun un orateur aux ambassadeurs français pour empêcher un trop long séjour à Rome, si les réponses du pape étaient belliqueuses ou seulement dilatoires ». (Lorenzo à Tomm. Soderini, 11 déc. 1478, dans Buser, append., p. 484.)

3. D. Acciajuoli mort fut comblé d'honneurs, sa famille de faveurs, pour encourager les serviteurs de l'État. Ses deux fils furent pris en tutelle par la Rép., ses deux filles dotées. La famille entière fut, pour quinze ans, dégrevée de tous ses impôts. Voy. la provision dans Fabroni, Doc. p. 191 (sans date). Cf. Vespasiano, *Vita di D. Acciaj.*, c. 20, *Spicil. Rom.*, I, 455 ; Rinuccini, p. 129 ; Machiavel, VIII, 123 B ; Ammirato, XXIV, 126 ; M. Bruto, l. VII, dans Burmann, t. VIII, part. 1. p. 166.

4. Machiavel, VIII, 123 B ; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 5, t. III, p. 50.

5. Voy. *Ann. eccl.*, 1478, la réclamation des amb. au pape et la réponse de celui-ci, § 19, 20, t. XXIX, p. 588.

pardon, faire des aumônes, dire des messes, bâtir une chapelle expiatoire pour les ecclésiastiques tués dans la conjuration, effacer l'effigie infamante de l'archevêque Salviati, promettre de ne pas attaquer les États de l'Église, payer une indemnité pécuniaire ou restituer Borgo San Sepolcro et même Modigliana, Castrocaro, places acquises par eux longtemps avant cette guerre.

En communiquant ces conditions léonines à ses alliés, la Seigneurie les conjurait de lui en procurer de plus douces par le moyen d'un concile; mais elle nourrissait si peu d'espérance, qu'en même temps elle priait Venise de lui céder le *condottiere* Fortebracci[1]. Le besoin était grand de sérieux secours : les voisins qui ne s'étaient pas déclarés ennemis n'en étaient pas moins hostiles. Sienne pactisait avec Rome et Naples. A Lucques, le jeune Pier Capponi, fils de Neri, envoyé pour contenir cette ville, faillit perdre la vie dans un tumulte provoqué par Cola Montano, qui poursuivait la tyrannie dans la personne de Lorenzo, comme il l'avait poursuivie dans celle de Galeaz-Maria[2]. Les amis, au contraire, restaient inactifs : Venise retenait Bentivoglio, tyran de Bologne, et Manfredi, seigneur de Faenza, d'attaquer la principauté d'Imola, parce qu'elle appartenait au comte Giro-

1. Dépêche au roi de France, 9 févr. 1479, analysée dans Desjardins, I, 184. Cf. Ammirato, XXIV, 136.

2. Ammirato, XXIV, 130, 133; Machiavel, VIII, 123 B; M. Bruto, l. VII, dans Burm., t. VIII, part. 1, p. 167. On voit dans une lettre du 14 février 1482 que Cola Montano, allant par mer à Rome, fut pris par les Florentins pendant une relâche où l'obligeait le mauvais temps, et qu'il dut poursuivre son voyage par terre après avoir offert à ceux qui le gardaient un argent que sans doute ils acceptèrent. (*Atti e memorie delle deputazioni di storia patria delle provincie modenesi e parmensi*, t. I, p. 259.) Capponi (II, 133) voit dans cette lettre la preuve que Cola complotait contre la vie de Lorenzo; il n'y a rien de plus que ce que nous avons dit. Le même auteur avoue que les papiers de son ancêtre Pier Capponi ne contiennent rien d'intéressant sur sa mission à Lucques.

lamo, et qu'il ne fallait pas que la guerre s'allumât en Romagne[1]. Le duc de Milan seul y allait bon jeu bon argent, et le roi de Naples se préparait à lui mettre des bâtons dans les roues.

En de telles conjonctures, était-il croyable que les ambassadeurs français fussent écoutés à Rome où devait être prise la décision suprême? Ils s'y trouvaient le 20 janvier 1479. Ayant soumis au pape les propositions de leur maître, arbitrage du roi, pacification de l'Italie, concile général, ils furent frappés de l'irritation passionnée que ne dissimulait pas Sixte IV, et ils déclarèrent que si l'on prétendait « oster au Roy la seigneurie de Florence, ses hommages et droits de Gennes et Savonne et autres seigneuries de ses parents, alliez et confédérez de l'illustrissime Ligue, il avoit délibéré, à l'aide de Dieu, de les sçavoir deffendre et ayder comme feroit ou faire pourroit son propre royaume[2] ». Le pape ayant repoussé la médiation de Louis XI, et l'ambassadeur impérial ajouté que son maître soutiendrait le Saint-Siège, et qu'à l'exemple des autres puissances « il ne requéroit consille[3] », les Français protestèrent aussitôt contre cette immixtion de l'empereur qui se posait ainsi en protecteur exclusif; mais, faisant un pas en arrière, ils crurent devoir dire qu'ils ne demandaient le concile que si Sa Béatitude continuait ces guerres, et, par là, ouvrait l'Italie au Turc[4]. A quoi Sixte IV, mécontent d'être poussé et sollicité d'une décision prompte, répondait avec une mauvaise humeur visible : — Aux con-

1. Voy. Sismondi, VII, 129.
2. Bibl. nat., ms. 3880, f° 81 v°.
3. *Ibid.*, f° 103 v°.
4. *Ibid.*, f° 103 r°, 104 v°.

damnez à estre pendus en ce pays-ci, on leur donne quinze jours d'espace [1].

On n'allait lui en donner que huit. C'est que, au fond, on le devinait dévoré d'inquiétude : il craignait le soulèvement, qu'on lui dénonçait probable, du peuple romain et des seigneurs soumis à l'Église [2]; il craignait la réunion d'un concile général, que réclamaient tous les princes, sauf l'empereur, et où l'on eût signalé l'irrégularité de ses mœurs, les actes de simonie dont son élection avait été entachée. Il consentait donc à concéder un armistice et à suspendre les censures que Florence n'observait pas (14 avril). Ce demi-succès enhardissant les ambassadeurs, ils annoncent aussitôt leur dessein de quitter Rome dans les huit jours, si la paix n'était conclue auparavant (18 mai) [3].

Mais la diplomatie ne part pas toujours quand elle a annoncé son départ. Nouvelle audience le 22 mai, où le Vénitien Badoer est chargé de porter la parole. Il maintient les propositions antérieures. Il déclare que « au cas que le Sainct-Père, dans huit jours, n'auroit accordé la paix, selon les offres des dicts Estats, les députez se départissent de Rome et s'en allassent devant leurs seigneurs, lesquels mettroient peine à se deffendre et de chasser les mauvaises herbes d'Italie [4], ce dont ils avoient ordre, sous peine de perdre la tête [5] ». Mis ainsi au pied du mur, Sixte trouve encore moyen de se retourner. Le 31 mai, de nouveau il convoque les ambassadeurs, et malicieusement il leur demande si c'est bien

1. Audience du 31 mars. Bibl. nat., mss., n° 3880, f° 134 r°.
2. *Ibid.*, f° 133 r°.
3. Dépêche analysée dans Desjardins, I, 185.
4. Bibl. nat., ms. 3880, f° 162 v°.
5. *Ibid.*, f° 178 r°.

pour combattre le Turc qu'ils veulent la paix, au moment où Venise vient de la conclure avec le sultan de Constantinople. Badoer ne peut nier ce scandaleux traité de la veille : — Venise, dit-il, a combattu soixante-dix ans les infidèles; abandonnée seule en face d'eux, elle a dû conclure un arrangement, et elle s'y tiendra, sans cesser, d'ailleurs, d'être favorable aux intérêts de la chrétienté. — Les orateurs de Milan et de Florence approuvent cette réponse, faisant bien voir par là que, dans toutes ces négociations, le Turc n'avait été que ce qu'on appelle vulgairement une tête de Turc; mais le pape s'empare de l'aveu et du fait pour se refuser à toute conclusion pacifique et pour lever la séance. Le surlendemain, 2 juin, les ambassadeurs de la Ligue prennent congé en plein consistoire et quittent Rome, invitant ceux de Louis XI à les imiter, ordonnant aux prélats de leurs nations de s'éloigner sans retard[1].

La guerre continuait donc après ce nouveau et vigoureux coup d'épée dans l'eau; mais dans quelles conditions pour Florence! Elle n'avait qu'une sérieuse alliée, Milan, et tous les efforts de ses ennemis tendaient à embarrasser de difficultés Bonne de Savoie, régente en qualité de veuve du duc défunt. Dès l'année précédente, Sixte IV poussait les Suisses du canton d'Uri à attaquer le Milanais[2], et, par-dessous main, encourageait les prétentions des oncles du jeune Gian-Galeaz, qu'elle avait dû exiler. Dans cet exil, un d'eux, Lodovico, était venu en Lunigiane, d'où il s'entendait avec le roi Ferrante et les exilés génois pour provoquer un sou-

1. Bibl. nat., ms. 3880, f° 178 v°, 179 r°; dépêche analysée dans Desjardins, I, 185.
2. Sismondi, VII, 153; Zeller, p. 323.

lèvement à Gênes. Après force incidents, Gênes avait, une fois de plus, recouvré sa liberté (26 novembre 1478) [1].

C'était pour Lorenzo une grave complication. Bonne de Savoie avait bien donné l'ordre à son capitaine, Sforzino, de se porter au secours de Florence après avoir battu les Génois ; mais, au lieu de les battre, il en avait été battu. Les Florentins payaient cher leur inhabileté à se servir de Livourne et de Pise. Au pouvoir de l'allié milanais, Gênes était le grand entrepôt de leur trafic maritime ; libre, protégée par la flotte napolitaine, elle leur échappait. Or quatre galères, chargées de marchandises pour plus de trois cent mille florins, y étaient attendues : elles seraient saisies, perte considérable, diminution des ressources pour continuer la guerre, cause de découragement pour le trafic. Lorenzo devait donc, loin d'aider la régente à recouvrer Gênes, y envoyer ses félicitations au doge nouveau, Battista de Campo Fregoso, y solliciter son amitié, et par là blesser malgré ses excuses, refroidir Milan [2].

Justement, à cette heure, Roberto de San Severino, capitaine de grand renom, mais turbulent et factieux, banni de Milan, chassé de Gênes, suivi de quatre mille soldats, attaquait la Toscane du côté de Pise, d'accord avec les oncles, avec Sixte, avec Ferrante [3]. Pris à l'improviste, obligés de faire face à ce nouvel ennemi, quand ils avaient à dos, du côté de Sienne, Urbino et Calabre, les Dix de la guerre, espérant que ceux-ci, en février, ne croiraient pas l'heure venue de quitter leurs quartiers

1. Voy. Sismondi, VII, 129-134.
2. Galli, XXIII, 296-300; Sismondi, VII, 134.
3. *Diar. parm.*, XXII, 295; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 5, t. III, p. 50; Machiavel, VIII, 123 B; Rosmini, *Vita di Trivulzio*, II, 34, 42, 49; Sismondi, VII, 131.

d'hiver, coururent au plus pressé. Des commissaires civils partirent, pour soutenir le premier choc, lever des hommes, former, au val de Nievole, un corps d'observation contre un mouvement possible des Lucquois, et le duc de Ferrare fut rappelé à la tête de l'armée. Mais aussi lent et mou que peu sûr, redoutant un ennemi inférieur en nombre, Ercole d'Este mettait trois semaines à faire cinquante milles, de Pise à Sarzane. A San Severino qui reculait devant lui, il laissait toujours l'avance de deux ou trois marches. Jamais il ne l'entrevit; jamais ses soldats ne purent férir un coup de lance. Des Dix il recevait force gourmades ; mais il n'en avait cure ; il répondait même à « ces marchands » qu'ils n'y entendaient rien. Il revint avec la même lenteur vers ses quartiers à la frontière siennoise, où il vit qu'Urbino et Calabre avaient mis le temps à profit. N'osant renvoyer ce piteux capitaine, que son rang princier protégeait sans doute, Lorenzo le flanquait de *condottieri* en renom, le comte Carlo de Montone, fils du célèbre Braccio et obtenu des Vénitiens, Deifebo de l'Anguillara, puis de vrais seigneurs, Roberto Malatesta de Rimini, Costanzo Sforza de Pesaro[1], Antonello Manfredi de Forlì, ces trois derniers enlevés au pape, sans doute à prix d'or[2]. Il comptait principalement sur Carlo de Montone; mais ce chef des *Bracceschi* avait hérité de leur haine contre Malatesta et les *Sforzeschi :* ce n'était entre leurs soldats que défis, que duels. Un moment, on

1. Costanzo Sforza était fils d'Alessandro Sforza et neveu du célèbre Francesco.

2. *Diar. parm.*, XXII, 303; Ammirato, XXIV, 133, 134, qui dit (p. 137) avoir écrit cette partie de son histoire d'après le livre des Dix, lequel a une lacune du 21 juin au 14 août 1479; Machiavel, VIII, 123 B; M. Bruto, l. VII, dans Burm., VIII, part. 1, p. 167.

craignit entre eux une bataille générale : il fallut, pour l'éviter, pousser Carlo sur Pérouse, où il avait des adhérents, où il pouvait diviser les forces papales. Enlevé par la mort (17 juin), c'est par son rival Malatesta qu'il était remplacé dans sa diversion[1]. Celui-ci, vainqueur près du lac Trasimène, et ayant attiré sur lui le gros des forces ennemies, ôtait ainsi tout prétexte à l'inertie d'Ercole. Mais après avoir enlevé un simple bourg du territoire siennois, Ercole pensait en venir aux prises, pour un misérable butin, avec le marquis de Mantoue, son rival à lui[2], et Urbino en profitait pour couper les deux corps d'armée en prenant position à l'extrémité du val de Chiana. C'est le moment que choisissent Mantoue et Ferrare, d'accord sur ce seul point, pour retourner au pays de Reggio, sous prétexte d'empêcher les Sforza exilés de passer l'Apennin (10 août). Les Florentins, du coup, se trouvaient sans chef, car Sigismondo d'Este, qu'Ercole son frère laissait à sa place, ne comptait pas[3].

Comme toujours, la guerre donna un pitoyable spectacle. Sur le Poggio Imperiale, les Florentins se gardaient mal. On eût dit des Français. L'ennemi s'en aperçoit et, de Ponte a Chiusi, accourt à marches forcées (7 septembre). A la vue de la poussière qu'il soulève sur sa route, l'armée florentine s'enfuit à tire d'aile abandonnant munitions, chariots, artillerie. « Il suffisait alors, dit Machiavel, qu'un cheval tournât tête sur queue, pour déterminer une panique, et la perte d'une entreprise[4]. » Ici cesse toute similitude avec la France, où

1. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 5, t. III, p. 50; Machiavel, VIII, 124 A; Ammirato, XXIV, 136; Reumont, I, 463.
2. Le marquis de Mantoue était venu à la solde de Milan.
3. Voy. Sismondi, VII, 158; Cipolla, p. 595.
4. Machiavel, VIII, 124 B.

l'on sait du moins se défendre et mourir. Les habitants du val d'Elsa, du val de Pesa, ne se voyant plus couverts, se réfugient à Florence avec leurs biens. Il faut le retour des troupes envoyées au pays de Pérouse pour rendre quelque confiance à leurs lâches camarades, et ensemble ils font enfin face aux pontificaux, sur les hauteurs de San Casciano, à huit milles de la capitale. Urbino et Calabre, aussi peu braves qu'habiles, et qui n'avancent que quand on recule, n'offrent ni n'acceptent la bataille : il est moins périlleux de se répandre dans les vallées, plus lucratif de les ravager, d'y piller les châteaux. Le siège du château de Colle les retint soixante jours, quoique la garnison en fût si faible que les femmes avaient dû se joindre aux hommes sur les remparts. Ce bel exploit ayant épuisé la force assaillante, Calabre s'empressa de reprendre ses quartiers d'hiver, d'accepter une trêve de trois mois, que le pape proposait [1].

Cette trêve, Lorenzo dut l'accueillir avec joie, car il ne savait plus à quel saint se vouer. Il se croyait à la veille de perdre l'alliance milanaise, son ancre de salut. Bonne de Savoie, faible et mal conseillée, serrée de près par ses beaux-frères, n'avait su les empêcher de revenir à Milan, où les rappelaient les ennemis de Cecco Simoneta, son vieux ministre. Elle les avait même admis à participer au gouvernement, à la tutelle du jeune duc; mais bientôt elle avait dû quitter la place, où l'oncle Lodovico, celui que nous appelons Ludovic le More, restait le maître (8 septembre 1479) [2].

1. Allegretti, XXIII, 793-797; Machiavel, VIII, 124 B; Ammirato, XXIV, 138, 142; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 5, t. III, p. 54; M. Bruto, l. VII, dans Burm., VIII, part. 1, p. 170.
2. Alb. de Ripalta, *Ann. placent.*, XX, 959; Sismondi, VII, 159 sq.

Ce nouveau seigneur, artificieux entre tous, ne laissait point voir de quel côté il pencherait dans la querelle entre le Saint-Siège et Florence; mais certains bruits faisaient croire à Lorenzo qu'il finirait par se prononcer en faveur du Saint-Siège [1]. Il le croyait parce qu'il le craignait. Comment ne pressentait-il pas, lui, politique si avisé, que, Bonne éliminée et Gian Galeaz à terre, Lodovico renoncerait à l'alliance du pape, qu'il ne recherchait que pour leur faire échec ? L'alliance florentine n'était-elle pas, depuis l'avènement des Sforza, dans l'intérêt comme dans les traditions des maîtres de Milan ? Mais la peur ne raisonne pas, ou elle raisonne mal. Lorenzo n'espérait plus qu'en la maison d'Anjou, dont les droits étaient douteux et l'intervention peu probable, au moins pour le moment [2].

C'est qu'à l'intérieur on murmurait. Jusque dans les Conseils on accusait, comme font les peuples vaincus. Échecs subis, fautes commises, dépenses ruineuses et inutiles, impôts injustes, troupes dissipées, forteresses perdues, pays ravagé, trafic compromis par la défiance des trafiquants et les confiscations qu'ordonnait le pape, on reprochait tout à Lorenzo. Pour un peu plus, on eût mis à son compte la peste des sauterelles. Fallait-il pour un seul perdre la ville entière ? Un ami, un confident, Girolamo Morelli, osait lui dire que Florence était lasse

1. Capponi, II, 135.

2. La maison d'Anjou était alors représentée par René II, fils de Ferry, comte de Vaudemont et d'Yolande, fille de René Ier, laquelle avait apporté à la maison de Lorraine tous ses droits plus ou moins douteux. Ses deux frères étaient morts sans enfants. Le vieux René, qui n'avait consenti que pour recouvrer sa liberté au mariage de sa fille, l'avait déshéritée au profit de Charles, comte du Maine, fils de son plus jeune frère, par testament du 22 juillet 1474. Ce Charles devait mourir en 1481, léguant tous ses droits à Louis XI, d'où ceux de Charles VIII. Voy. Sismondi, VII, 163.

de la guerre, qu'elle ne voulait plus, pour défendre les Medici, subir l'interdit et l'excommunication [1].

Que faire donc? A l'esprit perplexe de Lorenzo revint le vieux précepte : diviser pour régner. Mais duquel de ses deux ennemis chercherait-il à se faire un ami? Le pape était irréconciliable : les reproches de la chrétienté l'aigrissaient, sans l'éclairer. Le roi de Naples, au contraire, faisait une guerre politique, sans ressentiments personnels. Maître incontesté du midi de la péninsule, puissant dans le nord par l'affranchissement de Gênes et la domination du More à Milan, à la veille, il pouvait le penser, d'être reconnu seigneur par Sienne, dont son fils occupait le territoire, comment aurait-il redouté Lorenzo, souhaité bien vivement son expulsion, quand il le voyait inférieur par les armes et battu en brèche par une opposition que les mécomptes grossissaient [2]?

Dans cette vue judicieuse de son cas, Lorenzo, dès le 24 novembre 1479, avait chargé Filippo Strozzi, marchand enrichi durant son exil au royaume de Naples, de dire au roi Ferrante qu'il se remettrait sans conditions aux mains de Sa Majesté, si elle voulait bien rétablir la paix et restituer à Florence les places enlevées [3]. Il avait dû communiquer sa démarche au duc de Calabre, car il la faisait au moment même de la trêve qu'avait consentie ce prince colérique, sans cœur et méchant [4].

1. Jacopo Nardi, l. 1, t. I, p. 25; Ammirato, XXIV, 142.

2. Voy. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 6, t. III, p. 56.

3. « A dire alla Maestà del Re che totalmente gli si rimetteva nelle braccia, e che in quello modo che S. M. lo volesse, o grande o basso, dentro o fuori, era contento di modo che S. M. rendesse pacie alla ciptà e le terre tolte. » (Relation de la conjuration des Pazzi par Fil. Strozzi, dans Capponi, II, 523, append. 4.)

4. Ammirato, XXIV, 142. — Le duc de Calabre « è di cattiva natura e collera, oltre che sia di natura che come ha fatto il fatto suo, non conosce

Les choses étaient donc en bonne voie; mais afin de hâter la conclusion, et n'ayant confiance qu'en lui-même, il résolut de partir pour Naples.

Les historiens courtisans ont admiré cette résolution comme hardie. Lorenzo, disent-ils, pouvait laisser derrière lui la révolte. Dans une aventure semblable Piccinino avait trouvé la mort [1]. Ils ne sentent pas que leur idole avait assez avili les Florentins pour n'avoir plus à les craindre; ils ne réfléchissent pas que la comparaison avec Piccinino est boiteuse, que ce *condottiere* supprimé ne laissait derrière lui personne pour le venger, tandis que Florence pourrait bien vouloir venger mort le maître qu'elle maudissait vivant, ou tout au moins mettre son honneur à en continuer la politique.

Rien de moins improvisé, de mieux préparé que ce voyage de grand effet. Le roi Ferrante avait été pressenti, puisqu'il envoyait à Livourne deux galères pour recevoir l'illustre voyageur. Celui-ci, au moment de partir, donnait avis de son départ aux deux capitaines de l'armée ennemie, et exprimait par écrit l'espoir de tout trouver en bon ordre, à son retour, comme il le laissait (6 décembre) [2]. Le soir du jour où il avait expédié cette lettre, il réunissait au palais des Dix une pratique de quarante des principaux citoyens, non pour

più nè amico nè benevolo ». (Aldovrandino Guidoni à Ercole d'Este, 1er oct. 1486. *Atti e memorie*, etc., I, 287.)

1. Piccinino avait été tué au pays napolitain le 24 juin 1465. Voy. notamment Cristof. da Soldo, *Ist. Bresc.*, XXI, 903. Ricotti (III, 195) et Sismondi (VI, 439) indiquent beaucoup d'autres sources.

2. « Mi parto per essere a Pisa e dipoi a Livorno, secondo l'ordine dato per trasferirmi a piei della Maestà del Re. Qui lascio le cose bene in ordine et in modo che ho speranza di trovarle come le lascio. » (Lorenzo au comte d'Urbino et au duc de Calabre, 6 décembre 1479, dans Malavolti, part. III, l. IV, f° 76 r°. Leo (II, 237) a reproduit, d'après Malavolti, cette lettre en son entier.)

prendre leur avis, mais pour leur communiquer son dessein[1]. Ainsi font les rois absolus; seulement l'usurpateur mal établi motivait ses volontés. —Florence, dit-il, a besoin de la paix, car les alliés ne font pas leur devoir. Puisqu'à moi seul on prétend faire la guerre, c'est à moi d'aller chercher la paix. Quand mes ennemis m'auront entre leurs mains à Naples, on verra bien si c'est à moi qu'ils en veulent. — Il se disait, du reste, plein de confiance, et il n'en recommandait pas moins aux personnes présentes sa famille, sa maison[2]. Très divergents étaient les avis; mais nul n'osa émettre le moindre blâme, donner des conseils non réclamés[3]. Pour mieux dire, Lorenzo n'en laissa point le temps. A peine avait-il fini de parler, qu'il sortit du palais. Il venait de jouer les Decius, assez bien pour duper ses compatriotes et même des princes[4], mais non les Vénitiens, judicieusement convaincus d'un accord préalable entre lui et l'Aragonais[5].

Le soir même, il quittait Florence[6]. Le lendemain, 7 décembre, il écrivait de San Miniato al Tedesco à la

1. « Non ricercava lo consigliassino, ma solamente che lo sapessero. » (Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 6, t. III, p. 56.)

2. Guicciardini, *ibid.*, p. 56; Ammirato, XXIV, 143.

3. « I pareri furono in se varii, nondimeno perchè gli aveva detto non ci ricercare drento consiglio, nessuno lo contradisse. » (Guicciardini, *ibid.*, p. 57.)

4. Ercole d'Este écrit à son orateur, Antonio Montecatino, le 22 décembre, qu'on ne sait bien ni pourquoi Lorenzo est allé à Naples, ni ce qui en peut résulter. Et il poursuit : « Ne avvisate di alcuni discorsi che vi fate con lo intelletto di quello che abbia a seguire in quella magnifica città o tornando o non tornando il M^co Lorenzo... Starete attento di intendere quello si sentirà lì de la sua arrivata a Napoli, e de l'onore gli sarà stato fatto e de le opere sue. » (*Atti e memorie*, etc., p. 252.)

5. La seigneurie de Venise écrivait dans ce sens à Louis XI, 14 déc. 1479. Voy. Buser, p. 216 et p. 217, sur ce qu'en pensait Louis XI. Malavolti, qui a publié la lettre de Lorenzo, reconnaît l'accord préalable. Cf. Capponi, II, 138, et Reumont, I, 487.

6. Allegretti, XXIII, 797.

Seigneurie, s'excusant de ne lui avoir parlé de rien, sur ce que les circonstances voulaient des actes, non des paroles : mauvaise raison, puisqu'il s'était ouvert à d'autres, moins qualifiés. Il créait, il développait déjà la légende, se posant en victime qui s'offrait en sacrifice pour détourner le courroux de puissants ennemis [1]. Comment put-on lui donner créance? De Pise, le 10, il annonce que les galères napolitaines sont arrivées, conduites par un familier de Calabre, et qu'il compte s'embarquer la nuit suivante. Il se fait petit et se recommande à Dieu [2]. La *balie* des Dix de la guerre, dont il était membre, le poursuit à Livourne pour lui remettre une commission d'orateur auprès du roi de Naples, commission qu'ils auraient même voulu demander au Conseil des Cent; mais ils n'osèrent, craignant qu'elle n'y fût refusée, ce qui eût été d'un bien fâcheux effet [3].

Lorenzo arriva devant Naples le 18 décembre [4]. A peine avait-il un pied sur le rivage, qu'on vit bien qu'il

1. On peut lire cette lettre dans Roscoë, I, 296; *Atti e memorie,* etc., p. 239; *Lettere de' principi,* I, 3, Venise, 1581.

2. « ... Giantomaso Caraffa del conte di Matalone, e Prinzivalle de Gennaro, la conditione del quale appresso del duca di Calabria credo vi sia nota. Sono venuti per accompagnarmi, benchè sia compagnia da honorare molto maggior huomo che non sono io. A Dio piaccia condurmi e ricondurmi a salvamento et con qualche frutto. » (Lorenzo à Antonio Montecatino. Pise, 10 déc., dans *Atti e memorie,* etc., p. 240.)

3. « Decemviri collegæ tui oratorem te post discessum tuum ad Neapolitanum regem statuerunt. Idem quoque novi decemviri decreverunt. Putabam autem posse id fieri a centumviris honoratius, sed quibusdam amicis id attentare non est visum, in quorum ego sententiam facile concessi, quod in tanta suspensione animorum atque expectatione rerum quid melius factu sit non est facile cognoscere. » (Bartolommeo Scala à Lorenzo, dans Roscoë, append. 30, t. III, p. 224. Roscoë donne pour cette lettre la date du 5 décembre; mais c'est par erreur, puisque Lorenzo ne partit que le 6 au soir, comme on le voit dans Allegretti (XXIII, 797).

4. Relation de Fil. Strozzi, dans Capponi, II, 523, append. 4; Malavolti, part. III, l. 4, f° 76 r°; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 6, t. III, p. 57. — Sur le voyage, Allegretti, XXIII, 797; Jacopo de Volterre, XXIII, 100.

était reçu en ami. Le deuxième fils et le petit-fils du roi l'attendaient; ils l'entourèrent de grands honneurs [1]. Tel fut l'accueil du roi lui-même que son hôte crut avoir la paix en main et qu'il écrivit dans ce sens à Florence. Il se trompait. Les choses traînèrent en longueur, soit que Ferrante craignît d'offenser le pape, soit qu'il attendît pour voir si l'éloignement de Lorenzo ne provoquerait pas dans sa patrie quelque commotion.

L'occasion était belle, en effet. Si avilis que fussent les Florentins, il y avait encore parmi eux des mécontents [2]. Comme ils manquaient de chef, ils crurent en trouver un dans Girolamo Morelli, cet ami grondeur qui donnait des avis qu'on ne lui demandait pas, homme important qui avait jadis été orateur à Milan, et qui était alors un des Dix de la guerre. Les ardents osèrent dire qu'il n'était pas bon qu'une poignée d'hommes se substituât aux Conseils pour la répartition des impôts. Les habiles se bornaient à émettre tout haut des craintes sur le sort réservé à Lorenzo. Ils rappelaient celui de Piccinino, peut-être pour suggérer l'idée d'une homicide récidive. Ils s'opposaient, dans les Conseils, aux propositions des partisans de Lorenzo. Ils affectaient l'inquiétude sur la présence du duc de Calabre à la frontière de Sienne, et l'indignation à la nouvelle qu'Agostino Fregoso, au mépris de la trêve, venait de surprendre Sarzane, depuis plusieurs années vendue par son père Lodovico aux Florentins [3]. Sans chef reconnu, car Morelli se dérobait, et sans desseins arrêtés, ils n'étaient

1. Nic. Valori, *Vita Laurentii*, p. 34.
2. Voy. plus haut, p. 372 sq., 432.
3. *Diar. parm.*, XXII, 327; Machiavel, VIII, 125 B; Ammirato, XXIV, 143.

guère redoutables[1] ; mais on ne craint pas toujours en raison des motifs qu'on a de craindre : des lettres alarmées pressaient Lorenzo de hâter son retour.

Lui, malgré son désir conforme, il sentait le besoin de dissimuler, et il dissimulait en homme qui n'a pas besoin, pour ce faire, de forcer son talent. Il cherchait à plaire, et il plaisait à la cour par ses festins et ses fêtes[2] ; au peuple, par le luxe de ses équipages; à tous par ses présents, par ses largesses. On le voyait constituer des dots à une foule de jeunes filles qui l'en venaient supplier, tirer des galères cent captifs, leur donner à chacun dix florins d'or, plus un habit et des chausses en drap vert[3]. Le roi Ferrante, d'âme si renfermée, l'observait, l'épiait pour le pénétrer, essayait de le capter par ses belles paroles, ses manières aimables, la justesse et la profondeur de ses vues politiques, dont Michele Bruto résume la substance en une solennelle harangue[4]. Fit-il entrevoir une prochaine invasion des Français? Non sans doute : Louis XI régnait encore, et le futur Charles VIII n'était qu'un enfant. Mais il dut faire beaucoup pour s'assurer l'alliance florentine, car l'âge et la maladie de Sixte IV lui donnaient lieu de craindre une élection prochaine, un nouveau pape qui suivrait, selon l'usage, une politique opposée à celle de son prédécesseur, et par conséquent pencherait du côté de Florence. Restait à savoir si les Florentins étaient de

1. Ainsi en jugent Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 6, t. III, p. 59; Machiavel, VIII, 126 A ; Sismondi, VII, 169 ; Capponi, II, 137.

2. Voy. une lettre fort gracieuse adressée à Lorenzo par Hippolita d'Aragon, bru du roi, dans Fabroni, Doc., p. 223.

3. *Diar. parm.*, XXII, 335; Nic. Valori, *Vita Laurentii*, p. 35; Ammirato, XXIV, 144.

4. M. Bruto, l. VII, dans Burm., t. VIII, part. 1, p. 176. Sismondi (VII, 167) résume la harangue.

cœur avec Lorenzo : à cet égard, leur attitude paisible pendant une si longue absence semblait probante. C'est ainsi que les pourparlers se prolongèrent deux mois.

Dans les diverses cours on en soupçonnait bien le sujet. Sixte IV surtout en était fort ému. L'honneur du Saint-Siège, écrivait-il à son allié de Naples, ne serait sauf que si Lorenzo venait s'humilier à Rome, ce que devait exiger le prince qui le tenait entre ses mains [1]. Si ardent jadis à exiger que Lorenzo fût chassé de Florence, le pontife entrait donc en composition : à quoi bon chasser cet intrus, s'il devait, comme son aïeul, revenir avant peu ? Impuissant à guerroyer seul, Sixte faisait de nécessité vertu, se laissait « arracher des mains le triomphe, la satisfaction d'expulser ce tyran, de rendre la liberté au peuple florentin, la paix et le repos à toute l'Italie ». Mais cette amende honorable à Rome, minimum exigé par l'amour-propre pontifical et sollicité par Ferrante, Lorenzo se refusait à la faire. Il fallait donc l'y contraindre, disait Sixte IV, puisqu'on l'avait entre les mains. Le pouvait-on ? Lui-même, il ne le croyait guère, car après avoir ainsi couvert sa retraite, il finissait par se résigner au pardon, après avoir, écrivait-il tristement, dépensé un puits d'or pour obtenir cette victoire qui lui échappait [2].

Lorenzo avait flairé ces pratiques, et il pensait bien qu'elles pouvaient contrarier les siennes; mais, n'en connaissant pas le fin mot, il croyait prudent de quitter Naples sans plus de retard. Il était à Gaëte le 1[er] mars

1. Commission de Sixte IV à Antonio Crivelli, envoyé par lui à Naples, février 1480, publiée par Capponi, II, 524, append. 5, d'après un ms. de sa bibliothèque.
2. *Ibid.*, p. 526, 527.

1480. Il y fut poursuivi par une longue lettre de Ferrante qui le rappelait avec instances : que craignait-il ? le pape lui accorderait toutes les sûretés désirables. Ne dirait-on pas que son départ avait pour cause le mauvais état des affaires de Florence ? Aucun de ses amis ne serait surpris ni choqué de son retour à Naples, alors surtout qu'il leur annoncerait comme imminente la conclusion de la paix [1].

Par ses correspondants, Lorenzo savait bien qu'il n'avait rien à redouter de Florence [2] ; mais trop heureux d'être sorti de l'antre, il fit la sourde oreille à qui le sollicitait d'y rentrer, et il poursuivit son chemin. En désespoir de cause, le roi lui fit courir après, pour soumettre à sa signature le traité déjà signé de la main royale. Il y mit son nom à son tour, et la paix fut promulguée, le 25 mars, dans tous les États contractants [3]. Ce jour-là, qui était celui de l'Annonciation, le premier de l'année florentine, on fit dans Florence une grande procession en guise d'actions de grâces. Toutefois, « il ne parut point, écrit Rinuccini, que le peuple en prît beaucoup de consolation et de joie, car on dit que le traité

1. La lettre du roi est datée de Castello-Novo de Naples, le 1er mars 1480. Elle se trouve dans Fabroni, Doc., p. 213, et dans Roscoë, III, p. 226, append. 3.

2. Lettres d'Agnolo de la Stufa, sans date ; d'Antonio Pucci, 11 janvier 1480. Pucci exhortait Lorenzo à conclure avec le roi, ne pût-il se mettre d'accord avec le pape, et il ajoutait : « La ciptà si riposa bene ; qui non si sente rinnovazione alcuna. » (Fabroni, Doc., p. 207, 210, 213.) « Tutto il popolo dubitava che el Re nollo lasciassi tornare a sua posta... Idio l'aiutò. » (Luca Landucci, *Diario*, p. 33, 34.)

3. Sur la date de la signature, les auteurs ne sont pas d'accord : Ammirato (XXIV, 145) dit le 6 mars ; Malavolti (part. III, l. 4, f° 76 r°), Allegretti (XXIII, 798), Rinuccini (p. 131), le 13 ; Cipolla (p. 602), le 17. Rinuccini ajoute que la nouvelle en parvint à Florence le 17. La date du 13 est donc probable. C'est le *Diario parmense* (XXII, 336) qui met au 25 la promulgation.

contenait beaucoup d'articles secrets qui n'étaient ni utiles ni honorables à notre malheureuse cité[1] ».

Si c'est l'opposition qui parle par cette bouche, médisante uniquement dans le huis clos de ses *Ricordi*, la persistance de l'opposition est à noter dans le moment du succès, alors qu'une population avide du repos savait gré de la démarche qui l'assurait au maître dont, par reconnaissance, elle consolidait le pouvoir. Les conditions de la paix, quand elles furent connues, se trouvèrent être sans gloire et même sans grands avantages : Lorenzo n'obtenait pour son établissement à Florence la garantie du roi qu'au prix de soixante mille florins annuels à verser entre les mains du duc de Calabre. Il n'obtenait même pas la restitution des localités enlevées à la République, cette restitution devant dépendre de la volonté royale. Enfin, il faisait un cruel sacrifice d'amour-propre en élargissant ceux des Pazzi qu'il détenait dans la tour de Volterre, quoiqu'ils n'eussent pris aucune part à la conjuration[2].

Pour qu'il payât si cher la paix, il fallait qu'il subît la pression de ce qu'on appelle aujourd'hui l'opinion publique, ou qu'en cette occurrence du moins il manquât singulièrement de coup d'œil. Plus que lui-même le duc de Calabre désirait un accord pour s'établir fortement à Sienne où il se trouvait, et s'acheminer plus tard à la conquête de la Toscane, rêve ancien des rois de Naples dont la réalisation, trois fois poursuivie[3], semblait devenir facile par cette paix. Vingt ans plus tôt, Florence

1. Al. Rinuccini, p. 131.
2. Luca Landucci, p. 33; Nardi, l. I, t. I, p. 25; Machiavel, VIII, 126 A; Ammirato, XXIV, 145.
3. En 1446, 1452, 1456.

s'indignait et tremblait en voyant les Napolitains acquérir quelques misérables châteaux dans la Maremme toscane, et maintenant qu'elle les voyait en permanence à ses portes, elle les autorisait à y rester ! Que si les choses s'arrangèrent plus tard, ce fut par un de ces hasards qui échappent aux prévisions humaines. Comment Lorenzo aurait-il prévu que Sienne serait bientôt si mécontente de ses nouveaux maîtres qu'elle offrirait à Venise la seigneurie de ses destinées[1], et surtout qu'une prochaine invasion du royaume de Naples par les Turcs affranchirait Florence de toute crainte du côté de Sienne ? M. Trollope a raison : ce troisième des Medici était un homme heureux.

Lui et Ferrante d'accord, que pouvaient faire les autres belligérants, sinon opiner du bonnet ? Lodovico le More y était tout disposé. Ercole d'Este de même ; il recommandait seulement que Lorenzo ne négligeât pas l'amitié de Milan[2], et qu'il s'abstînt d'aller à Rome où il pourrait courir des dangers[3]. Sixte IV grondait, se plaignait de ne pas avoir été consulté, mais il subissait la nécessité ; son orateur, Lorenzo Giustini, accordait, sans autorisation spéciale, son approbation au traité, et le pape n'osait y faire rayer son nom[4]. Quant à Venise, si elle restait en dehors, on lui laissait toute liberté d'accéder. Mais elle s'y montrait peu disposée. Elle aurait voulu entraver ce groupement nouveau des forces ita-

1. Voy. Brosch, *Papst Julius II*, p. 303, doc. du 24 mai 1481 ; Jacopo de Volterre, XXIII, 108 ; Malavolti, part. III, l. 5, f° 78 ; Machiavel, VIII, 126 B ; Ammirato, XXIV, 145 ; Sismondi, VII, 171 ; Cipolla, p. 602.

2. « Perchè sono due stati che troppo si affanno insieme e sone attissimi a conservarsi l'uno con l'altro. » (Dép. à Ant. Montecatino, Ferrare, 19 mars 1480. *Atti e memorie*, p. 253.)

3. « Per fuggire ogni pericolo. » (Dép. du 20 avril 1480. *Ibid.*, p. 253.)

4. Jacopo de Volterre, XXIII, 100, 105.

liennes, qui pouvait pour elle n'être pas sans danger. Elle profita du moins de la mauvaise humeur pontificale pour conclure avec Sixte IV, en avril, une ligue séparée, grosse d'une nouvelle guerre. Pour capitaine général, en effet, cette ligue acceptait le comte Riario[1] et engageait comme lieutenant René II, avec deux mille ducats par mois[2].

Lorsque les pouvoirs absolus remportent quelque succès au dehors, on peut être assuré qu'ils en profiteront pour faire au dedans ce qui leur semblait difficile, si même ils n'ont pas recherché, dans ce dessein, le prestige que donne le triomphe. « Jamais, écrit Machiavel, notre ville n'avait été en si grand péril de perdre la liberté[3]. » L'exécution de projets intérieurs, depuis longtemps ruminés, est le second acte de cette comédie.

Le but avoué de la réforme, ou, pour mieux dire, de l'espèce de coup d'État que Lorenzo allait tenter, c'était de donner au *monte delle doti* une organisation nouvelle; le but secret, de s'en approprier les fonds. Rinuccini le dit formellement[4], et il doit dire vrai, puisque, plus tard, à la mort de Lorenzo, le peuple courut à la maison d'Antonio Miniati, provéditeur du *monte* et qui avait été le bras droit du maître en cette affaire, pour s'emparer des livres secrets où l'on devait trouver la preuve de ces tripotages financiers[5].

1. 17 avril 1480. Sanuto, XXII, 1211; Malipieri, *Arch. stor.*, 1a ser., t. VII, p. 250; Romanin, IV, 394. Cf. doc. du 23 mars 1480, dans Ugolini, *Storia dei conti e duchi d'Urbino,* I, 514.

2. Romanin, IV, 394, qui cite Commemoriali, XVI, p. 154, document sur la solde reçue, signé « René. Par Mgr le Duc et son conseil, Fontaines. »

3. Machiavel, VIII, 126 B.

4. Al. Rinuccini, p. 147.

5. Nardi (I, 26, 27) donne sur ces tripotages de curieux détails. Cf.

Pour les pratiquer en toute sécurité, sur une plus large échelle, Lorenzo ne se croyait pas armé suffisamment. Il avait bien à sa discrétion ces fameux *accoppiatori* qui puisaient à coup sûr dans les bourses savamment composées, ne livraient les neuf places de la Seigneurie qu'à des amis sûrs et ne leur permettaient de rien faire sans prendre les ordres au palais Medici, par l'intermédiaire du gonfalonier de justice[1]. Mais toute *balie* n'exerçait qu'une dictature temporaire, ne pouvait être prolongée ou créée à volonté. Or l'instinct monarchique en progrès faisait désirer des institutions permanentes. Au moment où, par la paix, cessait la *balie* des Dix de la guerre, qui concentrait les pouvoirs en temps de lutte[2], Lorenzo voulut s'assurer un intermédiaire permanent entre lui et les offices publics.

Il ne se mit pas en frais d'invention. Il ne sut que marcher dans l'ornière, qu'instituer un nouveau Conseil qui serait, sans en supprimer aucun, consulté avant tous les autres et qui, par conséquent, donnerait le ton. Pour une œuvre pareille, on eût jadis convoqué l'assemblée à parlement ; cette fois, le 8 avril 1480, c'est-à-dire à peine revenu de Naples, Lorenzo convoqua, sans sonner la cloche, sans remplir aucune des formalités ordinaires, une réunion d'amis dont Rinuccini dit qu'elle fut comme un parlement[3], ce qui n'est pas faire l'éloge de cette

Cerretani, histoire manuscrite, citée par Capponi, note aux documents à la suite des Histoires de Jacopo Pitti, *Arch. stor.*, 1a ser., t. I, p. 318.

1. Cambi, *Del.*, XXI, 2.

2. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 6, t. III, p. 62.

3. « Sanza suono di campana o altra dimostrazione feciono, si può dire, un parlamento. » (Al. Rinuccini, p. 131.) L'autorité de Rinuccini est capitale ici, car il fut un des membres de cette balie permanente. On peut donc croire qu'il se gardait d'exhaler, dans la pratique de la vie, la mauvaise humeur d'opposant qui se fait si souvent jour dans ses *Ricordi*.

vieille manière d'imposer la carte forcée. Ces amis, ces compères adoptèrent et firent adopter, le même jour, par le Conseil des Cent, puis le 9, et le 10, par les Conseils du peuple et de la commune, une résolution portant que les Seigneurs, à la pluralité légale des six fèves, désigneraient trente citoyens pour élire, conjointement avec la Seigneurie et les Collèges, une balie de deux cent dix membres âgés de moins de trente ans, de ceux, par conséquent, qui n'avaient connu que par ouï dire le régime antérieur et ne pouvaient le beaucoup regretter. A ces deux cent dix élus se joindraient les Trente, les Seigneurs, les Collèges pour former une nouvelle *balie* qui durerait jusqu'au 30 juin avec toute l'autorité des trois Conseils réglementaires [1], et, ce qui était le point essentiel, avec le droit de déléguer tous les pouvoirs à un moindre nombre, s'ils le jugeaient à propos [2]. Naturellement, ils devaient le juger et ils le jugèrent à propos.

Au mois de novembre, ils allaient entreprendre la besogne ordinaire du *squittinio*, c'est-à-dire former les bourses, écrire les noms des Florentins jugés aptes aux offices [3]. C'est Lorenzo qui, ayant réfléchi, craignit qu'un trop petit nombre de conseillers ne devinssent une oligarchie dangereuse ou, tout au moins, gênante: il voulut que les Trente reçussent la faculté de s'adjoindre quarante nouveaux collègues pour ces délicates opérations (19 avril) [4]. Ainsi était créé un corps de

1. C'est-à-dire du Conseil des Cent, des Conseils du peuple et de la commune.

2. « E oltre a questo potessino dare qualunche autorità et alia a minore numero di cittadini, come a loro paresse. » (Al. Rinuccini, p. 131.) Cf. Cambi, *Del.*, XXI, 2.

3. Les mêmes et Capponi, notes à J. Pitti, *Arch. stor.*, 1e ser., I, 316.

4. Pour cette nomination, les trente durent s'adjoindre quarante-huit

soixante-dix membres qui admit les arts mineurs dans la même proportion qu'aux autres offices[1], qui devait nommer à tous les emplois, qui fit durer le *squittinio* quatre années[2], qui reçut le droit exorbitant de remplacer lui-même ceux de ses membres enlevés par la mort ou autrement[3], et qui, enfin, s'achemina ainsi de la permanence à la pérennité. Lorenzo pensait évidemment que des auxiliaires nommés à vie[4] n'auraient plus, ne pourraient plus avoir d'autres intérêts que les siens propres. Il partagea en deux sections, fonctionnant chacune six mois, à tour de rôle, ce Conseil qui devint le principal rouage de l'État, presque le seul important.

En effet, il éclipsa bientôt le Conseil des Cent, qui avait éclipsé lui-même les vieux Conseils du peuple et de la commune, pierre angulaire de la République. On ne le supprima point, ces suppressions répugnant aux mœurs florentines; on l'annula, en décidant d'abord que, pour en désigner les membres, se réuniraient aux Soixante-Dix les gonfaloniers de justice passés et futurs[5], tous amis de la première catégorie, et ensuite qu'au

citoyens, douze par quartier. Voy. Rinuccini, p. 131, 132. La provision du 19 avril se lit dans l'*Arch. stor.*, 1a ser., I, 329.

1. Provision du 19 avril, dans *Arch. stor.*, 1a ser., I, 329 sq.

2. Cambi, *Del.*, XXI, 3.

3. J. Pitti, l. I, *Arch. stor.*, 1a ser., I, 25, et Capponi, notes aux documents, *ibid.*, p. 316. Le document contient des restrictions sur le nombre des gens de chaque famille ou *consorteria* qui pourront être admis simultanément dans le conseil des 70. (*Ibid.*, p. 330, 334.) Deux familles seulement furent exemptées de tout *divieto* à cet égard. « Je me figure, dit malicieusement le grave Capponi, que l'une fut celle des Medici, et l'autre, une obscure, de peu d'importance. » (Capponi, II, 143.)

4. « Feciono che questi 70 ciptadini stessino a vita, e fussi un altro chonsiglio della ciptà. » (Cambi, *Del.*, XXI, 3.) Cf. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 6, t. III, p. 62.

5. Al. Rinuccini, p. 133. Les gonfaloniers de l'avenir étaient connus, puisqu'on avait mis dans la bourse spéciale les noms de ceux qu'on voulait promouvoir à cette charge.

lieu d'être consulté avant les deux anciens Conseils, déjà si effacés, il ne le serait qu'après[1]. C'était donner à une des quatre roues du carrosse le cinquième rang. Pour mieux dire, les rangs entre elles étaient confondus[2] : le carrosse ne roulait plus sur ses roues ; un seul homme le traînait ou l'entraînait, tout ensemble par sa force propre et par la force de la vitesse acquise, deux puissances qui ne peuvent compter sur le temps.

Les Soixante-Dix sont si bien, après Lorenzo, le pouvoir unique, qu'ils nomment directement les douze procurateurs chargés de fixer les impôts, de gouverner le *monte*, de surveiller la *mercanzia* et les consuls de mer[3], de désigner les Huit de balie, dont l'autorité s'étend aux causes criminelles et aux causes civiles[4], d'élire même tous les six mois les Huit de pratique qui se substituent tout doucement aux Dix de la guerre, non supprimés, mais réduits à n'être qu'un décor.

Il faut ajouter un dernier trait, si l'on veut bien comprendre, dans toute sa portée, ce machiavélique mécanisme. Aucun particulier n'avait le droit d'adresser une proposition ou seulement une pétition aux Soixante-Dix : tout devait provenir de l'initiative des Seigneurs,

1. Provision du 19 avril, p. 330; Rinuccini, p. 132; Cambi, *Del.*, XXI, 3; J. Pitti, *loc. cit.*, p. 25, 26. « Che hogni provixione che sordinava savessi prima a vinciere per questo chonsiglio de' 70, e di poi pel chonsiglio del popolo e di poi pel chonsiglio del comune, e di poi pel chonsiglio del ciento. » (Cambi, *Del.*, XXI, 3.)

2. Le 6 mars 1482, Filippo Sacramoro, orateur de Milan, écrit à son maître que, la veille, on a proposé une provision de trois cent mille ducats à lui allouer pour deux ans, d'abord au conseil des 70, puis au conseil de la seigneurie et des collèges, puis au conseil des 100, le tout dans la même journée, contrairement aux usages. Il ne souffle mot des conseils du peuple et de la commune. (*Arch. Sforz.*, Copies, ms. 1610, f° 320.)

3. Document dans *Arch. stor.*, 1^a ser., I, 334.

4. *Ibid.* et Capponi, II, 143.

suivant les formes établies[1]; mais comme les Seigneurs sont dans la dépendance de ce Sénat, tout y aboutit, de même que tout en sort. Y arriver est l'ambition suprême, les autres offices ne sont plus qu'autant de marchepieds.

Armé de ce précieux instrument, Lorenzo pouvait, comme les Dix de Venise, avoir une politique secrète, et c'est ce qui fit désormais sa force à l'extérieur. Mais, à l'intérieur, la redoutable innovation ne fut point tout d'abord approuvée. Les citoyens, écrit Cambi, s'avilissaient, se faisaient les serviteurs de qui donnait les offices[2]. Rinuccini déclare que toute liberté est supprimée, que le peuple est réduit en servitude; il parle de l'insolence et de la tyrannie de Lorenzo, de trois citoyens qui furent pendus pour l'avoir voulu couper en morceaux[3]. Jacopo Pitti, qui n'est pas contemporain[4], mais qui voit encore les choses d'assez près, dit que cette création, que cet ensemble de mesures fut accueilli par tout le monde avec beaucoup de mécontentement[5]. Le courtisan Ammirato, qui adoucit et efface les teintes, n'ose pas méconnaître que le petit-fils de Cosimo « tirait insensiblement à soi les affaires publiques, l'autorité des lois, et finissait par ne plus trouver de résistance quand il s'emparait de tout[6] ».

1. Capponi, II, 143.
2. Cambi, *Del.*, XXI, 3.
3. Al. Rinuccini, p. 132-135. Rinuccini dit, il est vrai, que ces trois suppliciés avaient comploté avec des exilés et avec le comte Girolamo Riario; mais le fait important ici, ce sont leurs sentiments à l'égard de Lorenzo.
4. Jacopo Pitti était né le 26 janvier 1519.
5. « Con malissima satisfazione dell' universale. » (J. Pitti, l. I, *Arch. stor.*, 1a ser., I, 25.)
6. « Tirando pian piano a se le faccende pubbliche, e insiemement l'autorità delle leggi, non trovando alla fine più contrasto del tutto si fosse insignorito. » (Ammirato, XXIV, 145.)

Entre temps s'étaient poursuivies les négociations des puissances italiennes et formés de nouveaux groupes d'alliance : d'une part, le pape, Venise, le duc d'Anjou [1]; de l'autre, Naples, Milan, Ferrare, Florence, par un nouveau traité [2] et par le mariage d'Hippolita, fille de Calabre, avec Gian Galeaz [3]. De là, malgré toutes les ambassades de Lorenzo, un refroidissement sensible de Louis XI, qui pouvait bien ne pas exercer ses droits sur Naples, mais qui n'entendait pas les abandonner [4]. L'interdit, l'excommunication continuaient de peser sur Florence, rigueur intolérable en temps de paix; mais tout ce qu'on avait pu obtenir du rancuneux Sixte IV, c'est qu'il ne continuât pas la guerre.

Pour le rendre plus malléable, il fallut le moins attendu des coups de théâtre, une descente des Turcs sur la côte napolitaine de l'Adriatique. Mahomet II avait bien vu que les divisions des Italiens lui fournissaient une occasion favorable, et même, parmi eux, des alliés. Point d'accord possible entre les marines de Venise, de Rome, de Naples, non plus que de Florence, qui n'avait d'ailleurs jamais su devenir une puissance maritime ; un accord certain, au contraire, de Venise avec le sultan. De bonne heure, la sérénissime République en fut soupçonnée [5] ; un ambassadeur turc l'accusa même formellement d'avoir suggéré l'idée de l'expédition [6]. Elle s'en défen-

1. Voy. plus haut, même chapitre, p. 442, 443.

2. 25 juillet 1480. Cipolla, p. 602, n. 6.

3. Voy. doc. du 28 décembre 1479, dans Rosmini, *Storia di Milano*, IV, 173, Milan, 1820; Cipolla, p. 602, n. 7.

4. Buser, p. 219; Cipolla, p. 603.

5. Les soupçons ne sont pas douteux : on peut s'en assurer en lisant Sanuto (XXII, 1213), Navagero (XXIII, 1165), Machiavel (VIII, 126 B), qui ne connaissaient pas les documents. Ces soupçons étaient naturels, puisque tout récemment Venise avait conclu la paix avec les Turcs et refusé de prendre part à la ligue contre eux.

6. Capponi, II, 140. Cet auteur allègue une lettre ms. de Pier Capponi,

dait sur les bords du Bosphore, elle y enjoignait à son orateur de conjurer « l'entreprise du golfe[1] », elle proposait au pape René de Lorraine pour capitaine général de la ligue chrétienne[2]. Mais les documents, si longtemps secrets, ont parlé, et l'on y voit que l'amiral vénitien Vettor Soranzo avait ordre, si la flotte ottomane assaillait le port de Naples, de se retirer à Corfou, de veiller à la conservation de l'île, des navires de la République et de la paix avec le Croissant[3].

On a également accusé les Florentins de connivence[4]; mais on n'a point, jusqu'à présent, trouvé de preuves. Il ne semble pas, du moins, que Lorenzo, malgré ses liens avec Naples, fût très alarmé d'une flotte d'infidèles prête à appareiller vers les côtes d'Italie[5]. Par les marchands, ses compatriotes, il avait des relations faciles, amicales avec Mahomet. Depuis qu'il en avait obtenu l'extradition de Bandini, on disait qu'il pouvait tout auprès de lui.

Quoi qu'il en soit, tandis que, vers la fin d'août, une flotte turque était repoussée de Rhodes par le grand

datée de Naples, le 18 avril 1483, et adressée aux Dix. Il ne dit pas où elle se trouve. C'est très probablement dans ses papiers de famille.

1. Secreta, p. 99, 102, dans Romanin, IV, 396.

2. Sanuto, XXII, 1211.

3. Dépêche du 23 mars 1480. Secreta, p. 86, dans Romanin, l. XI, c. 3, t. IV, p. 385.

4. « Tra quei che ciò procurarono, disero i Ragonesi essere stati i Florentini. » (Camillo Porzio, *La congiura de' Baroni del Regno di Napoli contra il Re Ferdinando I°*, f° 2 r°, Rome, 1615.) Capponi (II, p. 140, n. 4) est en défiance contre le témoignage de cet auteur, peu soigneux, dit-il, sur les faits. Mais Porzio se borne à rapporter ce que pensaient les Aragonais.

5. On ne peut rien tirer de clair d'une lettre écrite le 12 juillet 1480 par la Seigneurie (ou les Dix) à Guidantonio Vespucci, orateur près de Louis XI, pour lui signaler le mouvement des Turcs. « Tout reste en suspens, est-il dit avec une extrême froideur, rien de décidé. » Voy. le texte dans Desjardins, I, 186.

maître d'Aubusson[1], une autre de cent vaisseaux, comme pour punir Ferrante d'avoir secouru les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, naturelle conséquence de son étroit accord avec le pape, portait l'armée du grand visir Keduk Ahmed à Velona ou Aulone, sur le rivage d'Albanie, en face d'Otrante. Soixante voiles vénitiennes l'escortèrent comme pour l'empêcher d'entrer dans le golfe; mais, sans même l'essayer, elles la laissèrent mettre le siège devant Otrante (28 juillet), en se retirant, selon l'ordre reçu, à Corfou, pour attendre l'issue[2]. Le bruit courut qu'elles fournissaient des vivres aux assiégeants[3]. La place capitulait le 11 août, et les Turcs, disent les auteurs, se montrèrent barbares; l'étaient-ils plus que les civilisés? Ils avaient désormais un point de débarquement pour se répandre dans toute la péninsule et la dévaster[4]. Le roi Ferrante faisait savoir au pape que, si l'Église n'envoyait de prompts et puissants secours, il traiterait avec les Turcs et leur livrerait passage dans leur marche sur Rome[5].

Cette catastrophe, qui troublait l'Italie entière, lui avait, selon Lorenzo, reconquis le repos. C'est ce qu'il écrivait à Louis XI quatre jours plus tard[6], et, au

1. Epist. Petri d'Aubusson ad Pontificem, 13 sept. 1480, dans *Ann. eccl.*, 1480, § 2-13, t. XXIX, p. 606; Hammer, *Hist. de l'empire ottoman*, trad. Dochez, Paris, 1840, l. XVII, t. I, p. 328-332. Il y a aussi de cet ouvrage une traduction italienne par Romanin. Les autres sources sont indiquées dans Sismondi, VII, 176.

2. Sanuto, XXII, 1213; Malipieri, *Arch. stor.*, 1a ser., VII, 130.

3. *Diar. parm.*, XXII, 379.

4. *Histoire de l'Empire Othoman*, par Demetrius Cantimir, prince de Moldavie, trad. de M. de Jonquières, chanoine à Montpellier, Paris, 1743. t. III, p. 29; Ammirato, XXIV, 146; Sismondi, VII, 177.

5. Sanuto, XXII, 1213; Sismondi, VII, 178.

6. « Essendo quietate queste nostre cose d'Italia in gran parte... Senza dubitatione questa pace e quiete d'Italia abbiamo pel caldo e favore la S. M. ne ha fatto. » (Lorenzo a G. Vespucci, 15 août 1480. Texte dans Desjardins, I, 187.)

point de vue florentin, il n'avait pas tort. Florence n'était pas, tant s'en faut, le premier État que menaçât l'invasion. Le duc de Calabre, rappelé par son père, abandonnait le pays de Sienne, où il occupait tant de places [1], aux vengeances, aux revendications, aux conquêtes de la République voisine, et le roi de Naples en venait même (mars 1481) à exiger des Siennois qu'ils rendissent gorge spontanément, pour éviter que Florence, leur déclarant la guerre dans son intérêt propre, n'en fût détournée d'expédier les secours qu'il en espérait contre le Turc [2]. De son côté, Sixte IV, qui jusqu'alors avait refusé tout pardon tant que Lorenzo ne serait pas venu se prosterner à ses pieds, consentait à recevoir, en son lieu et place, des ambassadeurs. Le 4 novembre 1480, il en était désigné douze [3]. Leurs instructions portaient que si Sa Béatitude ne donnait sans retard l'absolution, si elle demandait de l'argent pour la levée de l'interdit, si elle excluait du pardon quelque personne particulière, — ce dernier mot désignait Lorenzo, — ils devraient aussitôt quitter Rome [4]. Lorenzo sentait bien qu'à la faveur des circonstances, il pouvait parler haut et net.

Le 25 novembre, les ambassadeurs, entrés de nuit dans Rome, furent reçus en consistoire secret, puis, le 3 décembre, premier dimanche de l'avent, ils se rendirent sous le portique de Saint-Pierre. Le pape y vint

1. Entre autres Colle, Poggibonsi, Poggio Imperiale, Montesansavino, Monte Domenichi, la Castellina, San Polo.

2. Allegretti, XXIII, 808; Malavolti, part. III, l, 5, f° 79 v°; Machiavel, VIII, 127 B.

3. Les noms de ces ambassadeurs se trouvent dans Rinuccini, p. 134, et Cipolla, p. 602.

4. Voyez ces instructions dans Fabroni, Doc., p. 219. Capponi (II, 144) donne une demi-page du texte.

avec ses cardinaux, la grande porte restant close derrière lui, et il s'établit sur son siège. Aux Florentins prosternés il adressa un discours où il disait, entre autres gracieusetés : « N'allez pas, comme les chiens, retourner à vos vomissements[1]. » Les formalités habituelles s'accomplirent ensuite. Le pontife prit des mains du grand pénitencier la baguette, pour en frapper les épaules de chaque ambassadeur, lesquels, à tous les coups, baissaient la tête et répondaient par les versets du *Miserere*. Ils furent alors admis au baisement des pieds et reçurent la bénédiction. La grande porte pouvait maintenant s'ouvrir : Sixte IV fut ramené au grand autel, et les Florentins fustigés entrèrent, à sa suite, sous les voûtes sacrées[2]. Leur maître et leur patrie étaient réconciliés à l'Église. Comment le chef de l'Église ne s'avisa-t-il pas, dès ce moment, de ce qu'il prétendit exiger un peu plus tard, que la République armât quinze galères contre les Turcs? Il l'eût peut-être obtenu[3].

Tout est bien qui finit bien. Quand Florence eut recouvré sur la frontière de Sienne les places perdues et vu son ennemi, le duc de Calabre, pour longtemps retenu dans le sud, quand elle eut recouvré le droit d'assister aux « fonctions » ou cérémonies, et de recevoir les sacrements d'une religion dont les dogmes en-

1. « Nolite, ut canes, redire ad vomitum. » (Voy. ce discours dans *Ann. eccl.*, 1480, § 40, t. XXIX, p. 619, d'après Jacopo de Volterre (XXIII, 114), qui était présent à la cérémonie.)

2. Toutes ces simagrées étaient encore en usage au temps d'Henri IV, pour qui Duperron et d'Ossat reçurent l'absolution. Voyez notre ouvrage *l'Église et l'État sous le règne d'Henri IV et la régence de Marie de Médicis*, t. I, p. 132. Paris, 1872.

3. Jacopo de Volterre, XXIII, 113-115; *Ann. eccl.*, loc. cit.; Machiavel, VIII, 127 A; Ammirato, XXIV, 146; Reumont, I, 512; Capponi, II, 141; Cipolla, p. 602.

couraient ses railleries, cette ville, « avide de parler, dit Machiavel, et qui jugeait des choses par le succès, non par les conseils, changea d'avis, porta Lorenzo aux nues, disant que sa bonne fortune lui avait fait regagner par la paix ce que la mauvaise lui avait fait perdre par la guerre [1] ». Ce n'était pas être tout à fait juste. La résolution, l'adresse avaient préparé et mérité la bonne fortune; le ciel n'aide que ceux qui s'aident eux-mêmes, et on ne gagne au jeu qu'à la condition d'y mettre. Lorenzo fut un habile joueur et un fin politique. C'est pourquoi, malgré bien des traverses encore, bien des inquiétudes et des déceptions, il devait finir ses jours dans la plénitude de cette puissance qu'il tenait de son aïeul et que compromit, que perdit plus tard son fils.

1. Machiavel, VIII, 127 B.

CHAPITRE IV

LORENZO DES MEDICI DEPUIS SA RÉCONCILIATION AVEC LE SAINT-SIÈGE JUSQU'A L'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE ITALIEN.

— 1480-1491 —

Intrigues pontificales pour créer une principauté à Riario Sforza (1480). — Guerre de Ferrare (3 mai 1482). — Les deux ligues. — Campagne de 1482. — Incapacité et mort des capitaines. — Vains efforts pour réunir le concile. — Paix conclue (12 décembre). — Mécontentement des Florentins. — Diète de Crémone (28 février 1483), — Guerre stérile contre Venise. — Paix entre Venise et Milan (7 août 1484). — Projets d'agrandissements territoriaux. — Entreprise contre Sarzana (septembre 1484). — Prise de Pietrasanta par les Florentins (8 novembre). — Pontificat d'Innocent VIII. — Guerre du saint-siège contre le roi de Naples (1485). — Embarras de Lorenzo. — La paix débattue dans le sacré collège (mars 1486). — Ambassade française en Italie (mai). — Paix conclue (11 août). — Duplicité de Lorenzo. — Campagne des Génois contre Sarzana (1487). — Victoire des Florentins (13 avril) et siège de Sarzana. — Capitulation de Sarzana (22 juin). — Mésintelligence entre Milan et Florence au sujet de Gênes. — Gênes aux mains des Milanais (août 1488). — Négociation pour le mariage d'une fille de Lorenzo avec Franceschetto Cybo et l'élévation d'un de ses fils au cardinalat (1486-1489). — Le contrat signé (20 janvier 1488). — Mort de Clarice, femme de Lorenzo (juillet). — Le chapeau accordé (9 mars 1489) et remis (10 mars 1492). — Girolamo Riario assassiné (14 avril 1488). — Accusations contre Lorenzo. — La veuve entre dans sa famille. — Galeotto Manfredi assassiné (31 mai 1488). — Lorenzo protecteur de Faenza, d'Imola, de Forlì, médiateur entre les puissances. — Sa grandeur au dehors.

La guerre autour d'Otrante, pour rejeter le Turc à la mer, était la sauvegarde de Lorenzo. L'énergie, les talents de Mahomet II pouvaient éterniser cette lutte : sa mort y mit brusquement fin (3 mai 1481). La rivalité armée de ses deux fils, Bajazet II et Djem, permettait à Sixte IV de rappeler sa flotte, au duc de Calabre

de reprendre la ville perdue (10 août)[1]. Le foyer d'agitation se trouvait reporté au nord. En père tendre, le pape n'avait plus qu'une idée, faire de la Romagne entière l'apanage du comte Girolamo. A la principauté d'Imola, proie de ce parasite insatiable, il avait déjà réuni celle de Forlì (4 septembre 1480) enlevée aux Ordelaffi, qui la possédaient depuis cent cinquante ans. Soit manque d'esprit politique, soit qu'ils fussent occupés ailleurs, les États italiens avaient laissé s'accomplir cette flagrante iniquité[2]. Riario, maintenant, aurait-il Faenza? Les Dix, à Venise, n'y faisaient pas opposition[3]. On pouvait même leur parler de la conquête de Naples : c'était, disaient-ils, un dessein à peser mûrement, à tenir secret[4]. Pour mûrir ces réflexions complaisantes, l'ambitieux se faisait envoyer à Venise, sous prétexte de resserrer l'alliance[5], et il y recevait des honneurs tels, écrit un de ses ministres, salarié par Lorenzo, qu'on n'en aurait point rendu de si grands à l'empereur[6]. C'est qu'en liant partie avec un pape

1. Navagero, XXIII, 1168; Jacopo de Volterre, XXIII, 148-152, qui donne surtout des discours; Sismondi, VIII, 184.

2. Jacopo de Volterre, XXIII, 111, 112; *Diar. parm.*, XXII, 345; Sanuto, XXII, 1211; Sismondi, VII, 185.

3. « Si forte intelligeritis D. Comitem Hieronymum aspirare ad statum Faventie sicut alias aspiravit... Respondeatis Dominum nostrum esse contentum. » (27 janvier 1481.) Le conseil des Dix à Zach. Barbaro, orateur à Rome, dans Brosch, *Papt Julius II*, p. 305, n. 50.

4. « Reliquum est ut ad eam partem aliquid dicamus, que continent verba vobiscum D. Comitis super Regno et super expulsione Regis, etc., que verba et cogitata visa nobis sunt digniora maximo silentio et taciturnitate quam conferimento et consultatione... bono gravi et modesto modo cum vobis acciderit hortamini D. Comitem ut conceptum suum in illa materia cum nemine omnino aperiat aut aliquem nutum faciat. » (9 nov. 1480, à Barbaro, *ibid.*, p. 305, n. 51.)

5. Jacopo de Volterre, XXIII, 140; Sismondi, VII, 185.

6. Lettre de Matteo, archidiacre de Forlì à Lorenzo, dans Fabroni, Doc., p. 226; Jacopo de Volterre, XXIII, 143; Pietro Cirneo, *Comment. de bello ferrariensi*, XXI, 1195; Cipolla, p. 611.

vieilli, la République des lagunes espérait bien, à sa mort, tirer pied ou aile des remaniements géographiques auxquels elle se prêtait. Ainsi se noua l'entreprise contre le duc de Ferrare, de tous les principicules, au centre, le plus facile à plumer [1].

Il manquait un prétexte; Venise en trouva plusieurs. Elle se souvint d'avoir, un moment, en 1308, possédé Ferrare. Elle montra de l'humeur du récent mariage d'Ercole d'Este avec Leonora, fille de Ferrante. Elle se plaignit de ce qu'un vidame, qu'elle entretenait à Ferrare pour la protection de ses sujets, avait été, à propos d'une question de taxe, excommunié par l'évêque [2]. En vain le duc arrange l'affaire du vidame : Venise interdit de faire du sel dans les lagunes de Comacchio, annexe pourtant du territoire ferrarais, et soulève de nouveau la question toujours pendante de la frontière [3]. Involontairement La Fontaine, son loup et son agneau nous reviennent en mémoire.

Le 3 mai 1482, la guerre fut déclarée au nom de Venise, du pape et de son favori. Mais le temps n'était plus où elle pouvait rester localisée : les intérêts étaient devenus solidaires [4]. L'Italie fut bientôt en feu et partagée en deux ligues. Avec Venise, Sixte IV et Riario

1. Brosch, p. 22; Reumont, II, 250; Cipolla, p. 611.

2. Lettre du 10 juillet 1481, en partie dans Romanin (t. IV, p. 402, n. 3) qui éclaire très bien cette question. Cf. P. Cirneo, XXI, 1194; Sabellico, Dec. IV, l. I, p. 813.

3. Cipolla, p. 612; Sismondi, VII, 187.

4. Antonio Montecatino, orateur d'Ercole d'Este à Florence, lui écrivait un peu plus tard : « Appartiene a quelli M[ri] Signori avere maggior cura di questo stato che del proprio, perchè, perduto questo, il loro anche anderà in ruina, e se bene si perdesse Ferrara, non resterà che il papa non sia papa, et non si curerà de la condizione futura de li successori; sicchè se quelli M[ri] Signori desiderano di non andare in servitù nè loro nè i suoi figliuoli, bisogna che ci aiutino a conservare questo stato. » (5 déc. 1482. *Atti e memorie*, etc., I, p. 264.)

marchent Gênes et le marquis de Montferrat. Pour Ferrare se prononcent le roi de Naples, le duc de Milan, le marquis de Mantoue, Bentivoglio et Bologne, Lorenzo et Florence [1]. Les chefs militaires sont : pour Ercole d'Este, Alfonse de Calabre et le vieux duc d'Urbino, ce grand ami des arts qui se vantait d'avoir gagné presque toutes ses batailles [2]; pour le pape, Roberto Malatesta, seigneur de Rimini, gendre d'Urbino et de renom presque égal ; pour Venise, Roberto de San Severino, déclaré rebelle par Lodovico le More qu'il avait mis en possession de la régence [3].

Le plan des Ferrarais était de faire attaquer par Urbino l'État vénitien en Lombardie, tandis que Calabre occuperait, retiendrait les pontificaux autour de Rome. Lorenzo promettait d'aider Niccolò Vitelli à reconquérir Città di Castello, tandis qu'Antonio, fils d'Urbino, tenterait de reprendre Forlì ; de son côté, Venise, plus rapide, entourait déjà Ferrare d'un cercle de fer et de feu. Sa flotte et une armée de terre opéraient vers Ravenne ; Malatesta attaquait Bagnacavallo ; San Severino prenait Castelnuovo, Ficcarolo, en suivant la rive gauche du Pô, après un court siège qu'Urbino, Ercole, Bentivoglio furent impuissants à lui faire lever [4]. Ce fut,

1. Jacopo de Volterre, XXIII, 171 ; P. Cirneo, XXI, 1195-1201 ; Infessura, *Diar. Rom.*, t. III, part. 2, p. 1149. Après avoir vainement détourné le pape de cette guerre, Lorenzo rappelait de Rome ses ambassadeurs. Ils en partaient le 14 mai.

2. Ricotti, III, 229.

3. *Ann. placent.*, XX, 964 ; Sismondi, VII, 191, 193, 196.

4. Vespasiano, *Vita di Fed. d'Urbino*, c. 18, 19, 21. *Spicil. Rom.*, I, 115, 117 ; P. Cirneo, XXI, 1201 ; *Diario ferrarese*, XXIV, 260 ; Sabellico, Dec. IV, l. I, p. 829 ; Sanuto, *Commentari della guerra di Ferrara*, p. 28, Venise, 1829 ; Machiavel, VIII, 128 A ; Ammirato, XXV, 150 ; Sismondi, VII, 191 sq. Voyez encore sur les incidents de la guerre les dépêches d'Antonio Montecatino à Ercole d'Este, 26, 30 août 1482, dans *Atti e memorie*, etc., I, p. 261.

dit Vespasiano, qui appartient au parti vaincu, la plus belle campagne qu'on eût vue depuis longtemps en Italie [1].

Le naïf papetier a l'admiration facile. En fait, les Florentins murmuraient contre le renommé duc d'Urbino. « Notre ligue a manqué de sens », écrivait de son côté l'orateur de Ferrare [2]. Ces mécontents avaient raison. Dans ces plaines coupées de marais, de canaux, de torrents, de rivières sans ponts et dont l'embouchure encombrée de sables faisait refluer leurs eaux sur un sol plus bas que leur lit, avec ces milliers d'îles ou polésines à l'atmosphère aussi humide que les eaux stagnantes qui les entouraient [3], les corps d'armée restaient isolés, n'écoutaient que leurs propres convenances; d'où des combats insignifiants, sans résultats. Il n'y avait de meurtrier que l'incurie ou l'inexpérience des chefs, que l'infection de l'air qui, durant cet été de 1482, fit périr, dit-on, vingt mille hommes, dont trois commissaires florentins et le duc d'Urbino [4]. Le même jour (10 septembre), mourait à Rome Roberto Malatesta, vainqueur de Calabre à Torre di Campomorto, près de Velletri (21 août) [4].

Cette double mort du beau-père et du gendre était,

1. *Vita di Fed. d'Urbino*, c. 19, *Spicil. Rom.*, I, 115.

2. « Non si contentano molto... ma pur con qualche riguardo lo calunniano, di non aver consultato e fatto quello si conveniva... La nostra lega ha havuto carestia di senno. » (Ant. Montecatino à Ercole, 23 août 1482. *Atti e memorie*, etc., I, p. 260, 261.)

3. La plus considérable est la polésine de Rovigo, limitée par l'Adige et le Pô. Voy. Sabellico, Dec. IV, l. I, f° 831; Sismondi, VII, 190; Reclus, *Géogr. univ.*, I, 356-369.

4. Sabellico, Dec. IV, l. I, f° 832; *Diario ferrarese*, XXIV, 263; Jacopo de Volterre, XXIII, 179; Navagero, XXIII, 1177; Sanuto, XXII, 1224; Allegretti, XXIII, 811; Infessura, *Diar. Rom.*, III, part. 2, p. 1157; Machiavel, VIII, 128 AB; Ammirato, XXV, 152; Ricotti, III, 223.

pour le comte Girolamo, un coup de fortune, car le bâtard de Malatesta, son héritier selon la coutume de cette famille, se trouvait sans protecteur, et l'occasion était belle de mettre la main sur l'État de Rimini. Florence n'hésitait point à soutenir ce fils d'un ennemi mort, contre un ennemi vivant, et le plus redoutable de tous. Elle envoyait des troupes de ce côté, mais avec moins de confiance dans ses armes que dans ses négociations.

Déjà Lorenzo avait repris cette proposition de concile faite par Louis XI et agréée de l'empereur [1]. Pour mieux dire, il avait saisi au vol celle d'un prédicateur de rouvrir le concile de Bâle qui jamais n'avait été clos. Ce prédicateur était un dominicain allemand, archevêque de Krain, et nommé Andreas. Envoyé à Rome, il avait connu les cachots du fort Saint-Ange pour avoir mal parlé du pape. Sur sa motion, Ferrante et Lorenzo avaient pris feu, comme l'empereur : tous les trois ils envoyaient à Bâle des délégués [2]. Mais le délégué de Lorenzo, Baccio Ugolini, un vétéran de sa diplomatie, vit, sur les lieux, plus clair que lui. Il ne venait point de prélats, le pape rappelant avec énergie qu'on lui avait jadis promis à Mantoue de ne plus en appeler au concile [3]. L'archevêque de Krain entassait inepties sur

1. Sismondi, VII, 196; Capponi, II, 148.

2. Lorenzo envoyait Baccio Ugolini, qui arrivait à Bâle le 14 septembre avec un délégué de Milan. Voy. Buser, append., p. 503. Sur cette affaire, Capponi (II, 148) mentionne des lettres de Lorenzo au nom des Dix, en date des 21 septembre et 14 octobre, qui se trouvent dans la *Legazione manoscritta di Pier Capponi a Napoli*, c'est-à-dire dans ses papiers de famille. Il cite même de ces lettres quelques mots qui sont une exhortation d'un ton hypocritement religieux à Pier Capponi de pousser au concile. Voy. aussi J. Burckhardt, *Erzbischof Andreas von Krain, und der letze Consilzversuch in Basel*, 1482-1484. Bâle, 1852, et, sur ce travail, une étude de Reumont, dans *Arch. stor.*, n. sér. II, part. 2, p. 249.

3. « Il papa dice il Re non si aver potuto appellare, perchè già a Mantova

inepties, prêt à se livrer à qui lui donnerait la sécurité. Pousser cette affaire, ajoutait Baccio, ce serait faire avaler la médecine à un mort. Le tout, dit sur ce ton de plaisanterie qu'il savait agréable au maître [1], mais, au fond, très sérieux : l'indiscret, l'évaporé prélat fut mis en prison, et son procès ne prit fin que lorsqu'on l'y eut trouvé pendu [2].

Ce n'est pas de ce côté que pouvait venir la paix, et Lorenzo, qui la poursuivait [3], aurait dû le comprendre. Vaincu à Campomorto, Sixte IV écrivait aux princes quatre jours plus tard (29 août) pour la solliciter, et à l'empereur Frédéric III pour obtenir sa médiation [4]. Ces dispositions pacifiques d'un pape belliqueux trouvèrent des incrédules et même des mécontents. Quand les Florentins apprirent que, le 12 décembre, la paix avait été

quando si fue quella dieta al tempo di papa Pio, tutti li potentati d'Italia promisero non si appellare mai ad futurum concilium. Item che S. M. promise expresse a papa Sisto non si appellare mai. » (Dép. de l'amb. de Modène, Flor., 12 sept. 1482, dans *Atti e memorie*, etc., I, 296.)

1. Baccio Ugolini à Lorenzo, Bâle, 25 oct. 1482, dans Fabroni, Doc., p. 232-233. Ces lettres sont au nombre de trois et datées des 20, 30 sept. et 25 oct. Fabroni, Doc., p. 227-233.

2. Le 13 nov. 1484, après la mort de Sixte IV. Voy. Infessura, t. III, part. 2, p. 1153; *Ann. eccl.*, 1482, § 23, t. XXX, p. 25.

3. Ant. Montecatino rapporte une conversation qu'il avait eue avec Lorenzo : « Mi doglio che a Roma non abbia V. M[ta] qualcuno che proponesse de li partiti... Lorenzo incominciò a ridere e disse : Antonio, tu dì il vero, ma lassa passare qualche giorno, forse che tu intenderai vi sarà qualcheduno a questo effetto; ancora spero io avrò frutto circa questa pace più che niuno... E vidi non volea essere da me più tentato. Dionisio Pucci suo compagno e provveditore de li M[ci] Signori X, il quale intende ogni cosa, questo dì mi disse ragionando che avea più speranza ne le pratiche di Lorenzo che di niun altro con la pace. » (4 déc. 1482; *Atti e memorie*, etc., I, p. 264.)

4. La lettre de Sixte IV à l'Empereur se trouve dans *Ann. eccl.*, 1482, § 9, t. XXX, p. 20, et Rinaldi dit à la suite que le pontife s'adressa aussi aux autres princes chrétiens. On peut voir de lui deux autres lettres datées de la veille et du lendemain de la paix, l'une aux Vénitiens, 11 décembre, l'autre aux cardinaux, 16 décembre, dans Malipieri, *Arch. stor.*, 1[a] ser., t. IV, p. 269, 271. La première est aussi dans P. Cirneo, XXI, 1209, et dans *Ann. eccl.*, 1482, § 19, t. XXX, p. 23.

conclue dans sa chambre [1], comme ils ignoraient la part que Lorenzo y avait prise [2], ils osèrent s'en déclarer peu satisfaits [3]. La question de Romagne n'était pas résolue; les seigneurs romagnols restaient à la discrétion du pape ou de son fils; ils ne seraient donc pas cette ceinture dont Florence voulait de nouveau s'entourer contre toute attaque éventuelle venant de Lombardie. Lorenzo lui-même, quand il connut les conditions de la paix, partagea le sentiment de ses compatriotes. Il ne donna son acquiescement que sur les instances d'Ercole d'Este [4], et parce qu'il n'osait compter sur l'appui du roi de France [5]. — Pour moi, disait-il aux orateurs de Milan, il me suffirait d'avoir sauvé Ferrare; mais les mœurs d'aujourd'hui ôtent à ce peuple toute confiance dans l'avenir. Il ne veut pas se ruiner sans l'espoir de quelque avantage [6]. — Les Dix de la guerre disaient, de leur côté, qu'ils entendaient se tenir sur la réserve, ne pas s'aliéner le roi très chrétien, à cause des nombreux marchands florentins qui se trouvaient dans ses États [7].

1. Jac. de Volt., XXIII, 181; Sanuto, XXII, 1225; Machiavel, VIII, 128 B.

2. Ant. Montecatino remerciant Lorenzo le 13 décembre, Lorenzo lui répondait que « non accadeva ringraziare, ma che mi volea mostrare una lettera per la quale io vedria così essere stato il vero ». (*Atti e memorie*, etc., I, p. 264.)

3. Capponi, II, 149-150, qui cite la légation manuscrite ci-dessus indiquée de son ancêtre Pier Capponi.

4. Voy. Lettres d'Ant. Montecatino à Ercole, 17 et 20 déc. 1482, d'Ercole à Lorenzo, 5 janv. 1483. *Atti e memorie*, I, p. 265, 266.

5. Buser, p. 230; Cipolla, p. 619, n. 2.

6. « Salvamo Ferrara, che bene farimo. S. M^tia dixe : Quanto a mi bastaria, ma a questo populo li modi d'hora gli fanno manchare la fede in l'avenire et dubitare che quando bene Ferrara sia salvata, gli sia dicto come adesso che habino pacientia expectando il tempo, alegando avvi impedimenti, etc. Si che non deliberano disfarsi, dove non sperano uno fructo al mondo. » (Lettres des amb. milanais, Antonio Trivulzio et Malatesta Sacramoro, 23 décembre 1482. Arch. Sforz., Copies, n° 1010, f° 321.)

7. Des mêmes, 24 déc. *Ibid.*, f° 324.

Au demeurant, les choses tournèrent mieux qu'on ne l'espérait à Florence, car Venise prit mal ce traité de paix, retira son ambassadeur de Rome [1] et en recueillit l'excommunication [2]. La guerre n'était donc pas terminée; mais la ligue ennemie était rompue, et l'on allait se trouver tous ensemble contre les ambitieux Vénitiens.

L'hiver fut consacré aux préparatifs. Le 28 février 1483, se réunissait à Crémone une diète où intervinrent Lodovico le More, Ascanio Sforza, le duc de Calabre, Ercole d'Este, le marquis et le cardinal de Mantoue, Giovanni Bentivoglio et Lorenzo, qui, à peine revenu de Rome, où il s'était fait envoyer en qualité d'orateur [3], avait tenu à recevoir pour Crémone une semblable mission. Il tint, dans cette diète, plus de place qu'il ne pouvait prétendre par son titre officiel [4]. Il y fit admirer la supériorité de son esprit et de son éloquence. Peut-être contribua-t-il pour une bonne part à la décision qui fut prise de faire franchir le Pô aux armées pour les pousser sur le territoire vénitien [5].

Les Vénitiens, de leur côté, avaient franchi l'Adda, dans l'espoir de provoquer une révolte à Milan, en même temps que, par mer, ils s'emparaient de Gallipoli dans la Pouille [6]. Sur terre, la campagne fut dérisoire : les armées s'enfermaient en vue l'une de l'autre, ne fai-

1. 27 déc. Documents indiqués dans Romanin, IV, 411.

2. Capponi, II, 150.

3. Févr. 1483, avec Bernardo Rucellai. Voy. les instructions relatives à cette ambassade, 5 févr. 1483, dans Fabroni, Doc., p. 241.

4. Ammirato, XXV, 155.

5. Voy. sur cette diète Jacopo de Volterre, XXIII, 184; *Ann. placent.*, XX, 970; Sanuto, *Comment.*, p. 65. Cipolla (p. 60) indique encore d'autres sources.

6. Voy. Angelo Tafuro, *Guerra de' Sign. Viniziani contra la cettate di Gallipoli*, R. I. S., XXIV, 913.

sant sentir les maux de la guerre qu'aux populations amies dont elles occupaient le territoire. « On aurait dit que les soldats italiens ne connaissaient plus d'autre moyen pour entrer dans une place que d'attendre le moment où leurs ennemis en sortiraient [1]. » Tout contribuait à l'inaction : le climat malsain, les chefs continuellement changés [2], la mauvaise intelligence des confédérés, leurs calculs politiques. Lodovico le More supportait avec impatience que le duc de Calabre commandât en Lombardie où il protégeait contre de noirs desseins son gendre Gian Galeaz. Venise, qui avait suggéré à Louis XI l'entreprise de Naples, au duc d'Orléans celle de Milan, et vainement poursuivi ces négociations avec Anne de Beaujeu trop affairée [3], finissait par traiter avec le More qu'elle voyait prendre racine au sol milanais [4]. Le déplaisir était grand pour le duc de Ferrare qui voyait Venise maîtresse de la polésine de Rovigo, des bouches du Pô et de l'Adige, pour le

1. Sismondi, VII, 202. Cf. Ammirato, XXV, 156.

2. René de Lorraine, venu en avril 1483 à Venise pour remplacer San Severino, repartait le 8 septembre, sous prétexte de la mort de Louis XI, survenue le 30 août. Voy. Malipieri, *Arch. stor.*, 1ª ser., VII, 279, 285; Navagero, XXIII, 1182; Sanuto, XXII, 1226, et *Comment.*, p. 77; Cipolla, p. 620. On peut lire dans Desjardins (I, 200-204), le texte des instructions données, le 8 nov. 1483, aux ambassadeurs envoyés à Charles VIII pour lui porter des condoléances sur la mort de son père, des félicitations sur son avènement.

3. Lettre de Lionetto des Rossi, 14 mai 1484, traduction dans Buser, p. 242. Cipolla (p. 623, n. 1) indique d'autres sources. Il faut ajouter que les relations étaient mauvaises entre Venise et le pape : l'orateur vénitien est parti de Rome « di mala voglia per non aver potuto parlare a la santità del N. S. dicendo : Questo non si saria fatto ad un Turco. Mostrava aver paura che 'l papa non gli publicasse addosso la crociata, e che S. S. lo facesse, non sperasse mai pace, e che prima si accorderiano col diavolo. » (Ant. Montecatino à Ercole, 28 févr. 1483. *Atti e memorie*, etc., I, p. 265.)

4. Traité de Bagnuolo, à quelques milles de Brescia, 7 août 1484. Voy. le texte dans Du Mont, t. III, part. 2, p. 128 sq.

pape, sans qui se faisait une paix qu'il avait voulu procurer [1], pour son fils Riario à qui il semblait qu'on enlevât ce qu'on ne lui laissait pas prendre, qui protestait avec le légat pontifical [2], mais à la veille de la mort de Sixte IV, déjà malade [3], et achevé peut-être par la mauvaise nouvelle [4]; pour Lorenzo, enfin, qui n'obtenait pas qu'on lui rendît Sarzana.

A ce dernier la déception dut être cruelle, car il avait trempé dans la paix. De Bagnuolo même où elle se concluait, Calabre, qui ne faisait rien sans le consulter, lui avait envoyé Giovanni Albino, diplomate et historien napolitain, avec Gioviano Pontano, son secrétaire, cheville ouvrière du traité [5]. Mais l'avantage était trop grand de mettre fin à une guerre qui l'épuisait d'argent et d'hommes, qui le détournait d'affaires plus personnelles et plus pressantes, pour que Lorenzo s'arrêtât longtemps à un mécompte de détail.

S'il ne voulait, en effet, que les Medici parussent

1. « S. B. volentieri vorrebbe ogni accordo... Il papa ha gran desiderio di pace, e oggi a tutti noi oratori ha confessato quelle pratiche. » (G. Vespucci à Lorenzo, Rome, 23 oct. 1483, dans Fabroni, Doc., p. 250.) Malipieri (*Arch. stor.*, 1ª ser., t. VII, p 269) parle des efforts de Sixte pour la paix et de la défiance de Venise envers un pape pour qui la parole jurée n'avait aucune importance. On peut voir dans Jacopo de Volterre (XXIII, 196, 198) comment il avait décapité le protonotaire Colonna, après avoir promis de le remettre en liberté, si l'on remettait en ses mains sacrées la forteresse de Marino, qui, en effet, lui avait été remise.

2. Navagero, XXIII, 1190.

3. Jacopo de Volterre, XXIII, 200; Infessura, t. III, part. 2, p. 1182; Burselli, XXIII, 904; Sanuto, XXII, 1234; P. Cirneo, XXI, 1218; Machiavel, VIII, 129 B, 130 A; Ammirato, XXV, 155, 162. — Rien de dur comme le jugement porté par Infessura sur Sixte IV.

4. Voy. dans Jacopo de Volterre (XXIII, 199) comment il accueillit la nouvelle de la paix.

5. Dans son ouvrage *De Prudentia*. Voy. Carlo Rosselli del Turco, *Essai sur Pontano,* dans la *Rivista universale,* fascic. 181, nov. 1877, et Cipolla, p. 625. Quelques mois plus tard, le 8 octobre 1484, Calabre, retournant au royaume de Naples, passait par Florence. Voy. Al. Rinuccini, p. 140.

inférieurs aux Albizzi qu'ils avaient remplacés au pouvoir, il lui fallait des acquisitions territoriales. Lucques restait toujours insaisissable; mais Sienne semblait alors une proie toute prête. Quand le duc de Calabre avait été rappelé vers le sud pour reprendre Otrante et chasser les Turcs, Lorenzo l'avait remplacé comme protecteur officieux de la République siennoise, tombée des mains de l'aristocratie aux mains du peuple, ou même de cette plèbe qu'un des hautains Ricasoli représentait alors comme « folle, prête à se tourner vers qui lui remplirait le ventre, et à faire vingt-cinq révolutions en un jour pour une bouteille de vin[1] ». Ce protectorat, elle l'avait acheté par la restitution des terres florentines occupées pendant la guerre[2], et d'officieux il pouvait devenir officiel, se transformer même en une conquête pacifique. Le tout était sans doute d'y mettre le prix.

Il fallait de l'or aussi, et probablement davantage, pour recouvrer Sarzana, enlevée par Agostino Fregoso et retenue par la jalousie des voisins. Fregoso, ne se sentant plus assez fort pour défendre seul cette place, l'avait livrée à la Banque de San Giorgio, compagnie puissante qui dirigeait alors tout le trafic génois[3], avec

1. Après avoir raconté en détail aux Dix un mouvement à Sienne, Pietro de Giovanni Ricasoli ajoute : « Loro vogliono ad ogni giuoco essere li maestri. Ma niuno fondamento si può fare sopra le pazzie loro, che è proprio un brodetto di pazzi, e quella plebe si volgerà sempre con chi avrà meglio il modo ad empire loro il corpo, che non vi è niuno di quegli plebei che per un fiasco di vino non faccia il dì 25 mutazioni. » (Lettre transcrite par Ant. Montecatino, dans sa dépêche du 2 nov. 1482. *Atti e memorie*, I, 262.)

2. La principale de ces places était la Castellina. Elle fut l'objet de longues négociations, auxquelles Sixte IV prit part. C'était, du reste, une vieille question. Voy. Jacopo de Volterre, XXIII, 164, et dans Fabroni (Doc., p. 233) une lettre des Dix, en date du 17 fév. 1483.

3. Sur cette compagnie, Trollope (III, 425) renvoie à Serra, *Storia di Genova*, 5e discours à la fin du t. IV de l'édition de Capolago, 1835, et à la

son gouvernement représentatif, son trésor, son armée, son système d'administration, bien supérieur à celui de l'État[1]. Outre Sarzana, elle possédait Pietrasanta, gage d'un prêt aux Lucquois, et dont elle ne voulait plus se dessaisir, même contre payement[2]. Ce voisinage était intolérable aux Florentins. Ils avaient bien perdu, depuis 1343, tout droit sur cette place, par eux vendue, et possédée tour à tour par les Pisans, par les Lucquois[3]; mais toujours jaloux de mettre à ceux-ci « une bride dans la bouche[4] », et par conséquent de ravoir Sarzana, ils ne le pouvaient étant menacés par la garnison de Pietrasanta, de cette place qui était la clef de la Lunigiana. Heureusement ils se rappelèrent à propos qu'un podestat florentin l'avait bâtie au XIIIe siècle. A défaut de droit, c'était une apparence de droit.

L'occasion, d'ailleurs, se présentait favorable : l'anarchie régnait à Gênes[5], et le traité de Bagnuolo laissait à Florence les mains libres. Dès le mois de septembre 1484 les *condottieri* de la République étaient en Lunigiana[6]. Des chariots de munitions, de vivres, destinés à leurs troupes, furent attaqués et pris au passage par la garnison de Pietrasanta. Ils étaient si faiblement escortés que les faire défiler ainsi sous les murs d'une place ennemie ne pouvait être qu'une provocation pour justifier d'ultérieures représailles. L'automne touchant à sa fin, on n'était plus dans la saison des sièges, sur-

Descrizione di Genova e del Genovesato, publiée à l'occasion du congrès scientifique tenu dans cette ville en 1846, part. III, p. 148.

1. Machiavel, VIII, 130 B; Sismondi, VII, 232.
2. Cambi, *Del.*, XXI, 25.
3. Voy. notre t. IV, p. 352, n. 3.
4. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 7, t. III, p. 70.
5. Voy. Sismondi, VII, 236; Cipolla, p. 639.
6. Ammirato, XXV, 162.

tout dans une plaine resserrée entre la mer et les montagnes, transformée en marécages par l'insuffisance de ses pentes, hantée des fièvres paludéennes. Toutefois Lorenzo ne voulut pas attendre le printemps : il avait hâte de riposter aux Génois, qui venaient de faire une descente à Vada et battaient de leur artillerie la tour de Livourne[1].

Le début ne fut pas brillant : les Florentins continuaient d'être pitoyables à la guerre. Ils y évitaient de combattre. Les batteries n'étaient pas encore dressées devant Pietrasanta que les trois capitaines tombaient malades, un d'eux emporté d'un coup de feu, et deux commissaires civils de la fièvre. Mais les adversaires n'étaient ni plus braves ni plus habiles. Le 5 novembre un assaut est donné et un bastion pris, il n'en faut pas davantage pour qu'ils offrent de se rendre, et Lorenzo n'a qu'à venir pour recevoir leur capitulation, pour en tirer à soi tout l'honneur (8 novembre)[2].

L'honneur n'était pas grand, et le profit fut contesté. Les Lucquois, qui pendant le siège refusaient aux Florentins des hommes pour ne pas se brouiller avec Gênes, des vivres à cause de la disette, et qui n'accordaient que de maigres fourrages, réclamèrent cette place de Pietrasanta, qu'ils avaient jadis possédée[3]. Sienne se préparait, elle aussi, à prendre les armes, et l'on annonçait la prochaine arrivée de René[4]. Tout le

1. Folieta, l. XI; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 7, t. III, p. 70; Sismondi, VII, 237; Capponi, II, 152; Cipolla, p. 629.

2. Cambi, *Del.*, XXI, 25; Bizarro, l. XV, p. 358; Valori, *Vita Laur.*, p. 44; Machiavel, VIII, 131; Ammirato, XXV, 164.

3. Gir. Tommasi, *Sommario della storia di Lucca*, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. X, p. 339, et indication des documents, p. 347, note 21; Machiavel, VIII, 131 B.

4. Aldovrandino Guidoni à Ercole d'Este, Florence, 1485, aux premiers mois. *Atti e memorie*, I, 269.

monde était excédé de cette guerre, qui de la Toscane pouvait s'étendre au reste de l'Italie. Lodovico le More, Ferrante de Naples négociaient à l'envi la paix, secondés par le successeur de Sixte IV [1].

L'élection d'un nouveau pape, quel qu'il fût, ne pouvait qu'être favorable à Lorenzo : la mort le délivrait d'un grand ennemi, que l'historien du Saint-Siège, Infessura, appelle un monstre, ou pour mieux dire de deux, car Girolamo Riario, loin du trône pontifical, cessait d'être à craindre. Mais le Génois Giambattista Cybo, pape sous le nom d'Innocent VIII [2], aurait pu être plus utile. S'il ne fit pas le mal, il le laissa faire. Son indolence ne fut guère moins funeste que la turbulence de son prédécesseur. Son règne fut celui des favoris, des neveux, des fils, car, mettant de côté toute vergogne, renonçant à appeler neveux ses bâtards, il en reconnaissait publiquement sept, qu'il avait eus de diverses femmes [3].

En politique son cynisme ne fut pas moindre. Élevé à la cour d'Alfonse de Naples, il avait reçu de Ferrante son premier évêché, l'évêché d'Amalfi [4]. Mais il était résolu à l'indépendance du cœur, et les prétextes pour s'affranchir ne lui manquaient pas. Les Napolitains étaient irrités, les barons impatients d'un joug odieux, les créatures d'Alfonse portées vers la maison d'Anjou. Il faut entendre les contemporains au sujet de

1. Voy. Capponi, II, 152, qui cite des lettres adressées aux Dix par Pier Capponi, commissaire à Pise pour la guerre.

2. 29 août 1484. Sur son élection, on peut lire les lettres écrites de Rome à Lorenzo. Elles sont dans Fabroni, Doc., p. 256-263.

3. Infessura, t. III, part. 2, p. 1190; Sismondi, VII, 217; Gregorovius, *Geschichte der Stadt Rom.*, t. VII; Reumont, *Geschichte der Stadt Rom.*, t. III, part. 1 et 2.

4. *Ann. eccl.*, 1484, § 28, 40-46, t. XXX, p. 68, 72-74.

la maison d'Aragon. Un chroniqueur vénitien, Girolamo Priuli, appelle Ferrante « Dieu de la chair », et ajoute qu'il faudrait plus d'un « grand livre » pour raconter « la tyrannie, la cruauté, la luxure, les appétits déshonnêtes, les trahisons, les vols, les assassinats du roi et surtout du duc, père de trahison, conservateur des ribauds, au prix desquels Néron est un saint [1] ». — « Nul homme, écrit le froid Comines, n'a esté plus cruel que le duc de Calabre, ne plus mauvais, ne plus vicieux, plus infect, ne plus gourmand. Le père estoit plus dangereux, car nul ne se congnoissoit en lui ne en son courroux, car en faisant bonne chère il prenoit et trahissoit les gens... Jamais en lui n'y avoit grâce ne miséricorde..., et jamais n'avoit eu aucune pitié ne compassion de son povre peuple. Quant aux deniers, il faisoit toute la marchandise du royaume... et vendoient le plus cher qu'ils pouvoient. Et si ladite marchandise s'abaissoit de prix, contraignoient le peuple de la prendre, et par le temps qu'ils vouloient vendre, nul ne pouvoit vendre qu'eux [2]. »

Ce monopole commercial, ce trafic scandaleux, qu'admettait Sixte IV, Innocent VIII ne l'admettait point. De plus, poussé par le cardinal de la Rovere, tout-puissant auprès de lui, il réclamait avec hauteur le tribut pécuniaire que Ferrante avait obtenu de remplacer par le don d'une haquenée [3]. Il revendiquait la

1. Priuli, *De bello gallico*, R. I. S. XXIV, 16. Muratori a, par erreur, publié cette chronique sous le nom de Sanuto. Voy. Cipolla, p. 630.

2. Comines, l. VII, c 13, t. II, p. 375-377. Camillo Porzio est postérieur (la première édition de sa *Congiura de' baroni* est de 1565, Rome), et il veut être indulgent; il ne peut pourtant dissimuler l'odieux de ces deux caractères.

3. *Ann. eccl.*, 1485, § 40, t. XXX, p. 103.

suzeraineté du Royaume et invitait à porter plainte devant lui contre leur roi les barons féodaux qui, comme en France sous Louis XI, défendaient contre l'esprit moderne l'esprit du moyen âge [1]. Les habitants d'Aquila révoltés ayant imploré son assistance, il décida la guerre, et pour la conduire il obtint de Venise Roberto de San Severino [2].

De cette nouvelle et imprévue prise d'armes Lorenzo éprouvait un déplaisir extrême. Son traité avec Naples l'obligeait, ainsi que le duc de Milan, s'ils en étaient requis, à fournir des secours à cette couronne. Or ces secours en étaient tout l'espoir [3] ; aux derniers jours d'août la demande fut faite formellement par ambassadeurs [4]. Lorenzo ne déclinait point ses obligations [5] : son ancien précepteur, Gentile Becchi, évêque d'Arezzo, un des plus diserts orateurs du temps, adressait bientôt à Innocent VIII, au nom des députés de la ligue, une belle harangue déclamatoire en faveur de Ferrante [6]. Mais si quelques préparatifs étaient faits [7], auxquels poussait, tout en restant inerte, le cauteleux Lodovico [8], Lorenzo manquait de zèle. Aux objurgations, aux flatteries de

1. Voy. Sismondi, VII, 219; Cipolla, p. 631.
2. Voy. Capponi, II, 153.
3. M. Cipolla (p. 631-632) cite un fragment d'une lettre de Naples, d'après M. Rosselli del Turco : « Et confortamo la magnificenza vostra ad sperare che le cose de qua omne dì piglieranno migliore aspetto. »
4. Ammirato, XXV, 169.
5. On peut voir les menus détails dans les dépêches d'Ald. Guidoni à Ercole, depuis le 27 nov. 1485. *Atti e memorie*, I, 273 sq.
6. Le texte est dans Desjardins, I, 205-214.
7. Ammirato, XXV, 171.
8. La lettre de Lodovico est du 10 oct. 1485, dans Fabroni, Doc., p. 269-271. Elle fut écrite à l'occasion du départ de San Severino quittant les États vénitiens pour porter secours au pape et aux barons. Voy. aussi lettre de A. Guidoni à Ercole, 22 oct. *Atti e memorie*, I, 273. Elle contient des exhortations analogues à celles de Milan.

Ferrante, qui l'appelait « son premier ami en Italie[1] », il répondait par des conseils, par des reproches, exprimant le regret que le roi n'eût plus la réputation d'être riche d'hommes et d'argent, comme au temps où il était tenu pour le juge de la péninsule[2]. Ce fut bien pis quand il vit le duc de Calabre, après avoir, pour tout succès, pris quarante mulets et occupé un pont sur le Tibre[3], être trahi par les Orsini; quand il entendit le comte de Pitigliano, capitaine des Florentins, accuser les Dix de la guerre de l'avoir jeté dans les bras de ces traîtres[4], afin d'avoir un prétexte de s'enfuir et de se retirer à Milan[5] : alors il refuse à son allié une entrevue, sous prétexte de maladie; il refuse à Calabre la permission de venir à Florence[6]; il va jusqu'à prononcer ces incroyables paroles : — Je ne veux plus d'affaires, car je n'y réussis pas. Je ne veux plus que me donner du plaisir et du bon temps[7].

1. Lettres de Ferrante, rapportées par l'historien Giov. Albino (*De bello intestino*), son orateur à Florence et à Milan. Cf. Fabroni, p. 130, et lettre de Francesco Gaddi à Lorenzo, 23 oct. 1485, dans Fabroni, Doc., p. 271-274.

2. « Dogliomi che lo Sign. Re non habbia quella reputatione aveva altro tempo de' denari et de gente d'arme, che S. M. era stimato lo judice d'Italia. » (Fabroni, Doc., p. 268.) Sismondi ne soupçonnait donc pas le vrai motif des retards, quand il le voyait dans la lenteur ordinaire des Florentins à se mettre en mouvement. (T. VII, p. 226.) — « Ayez l'œil à tout, écrivait Lorenzo, et en certaines choses feignez de ne pas entendre. Je suis affligé au fond du cœur que le seigneur duc ait ce renom de cruauté qui lui est injustement fait. Que Son Excellence s'étudie par tous les moyens à s'en affranchir. Par exemple, si les peuples supportent mal volontiers les gabelles, qu'il les supprime et revienne aux gabelles ordinaires, car il vaut mieux avoir un carlin avec plaisir et amour que dix avec déplaisir et colère : les peuples supportent malaisément les innovations. » (Lettre du 3 nov. 1485, dans Fabroni, Doc., p. 269. Capponi, I, 154, n. 1, a reproduit en partie le texte.)

3. Ald. Guidoni à Ercole, 5 déc. 1485. *Atti e memorie*, I, 276.

4. *Id.*, 18 janv. 1486. *Ibid.*, p. 278.

5. *Id.* 17 janv. *Ibid.*, p. 278.

6. *Ibid.* et lettre du 25 janv., p. 279.

7. « Io non mi voglio più intromettere in faccende alcune, perchè le mie

Conséquent à cette déclaration éhontée, lorsque Trivulzio, en route pour rejoindre Calabre, traversait Florence, il lui faisait visite à l'auberge de l'Ange et lui tenait un langage pacifique[1]. S'il n'osait défendre que Pier Capponi, qui était au camp avec les renforts florentins, marchât sur Rome[2], sans autre résultat d'ailleurs qu'une rencontre indécise (7 mai)[3], il avait toujours, ainsi que tout le monde, les regards fixés sur les Alpes. Comme les barons révoltés qui attendaient René de Lorraine, leur messie; comme Ferrante qui cherchait des alliés en Bourgogne[4], il croyait à tout instant voir déboucher une armée française en marche sur Milan ou sur Naples, et il avait, ainsi que ses compatriotes, trop d'intérêts mercantiles en France pour se mettre à dos le roi très chrétien.

Lodovico le More n'était pas moins excédé d'hostilités poursuivies aux frontières napolitaines où il n'avait rien à prétendre, où, des deux parts, on manquait de chefs capables[5], ni moins inquiet d'une invasion des Suisses, des Français, dont la menace toujours pendante l'obligeait à réserver ses forces[6]. C'est pourquoi, tandis

vanno a la rovescia, e voglio attendere a darmi piacere e buon tempo. » (Paroles citées par Ald. Guidoni, 19 janv. 1486. *Ibid.*, p. 279.) — Il faut ici bien remarquer la date. En la rapprochant des précédentes, on voit que c'est au moment même des disgrâces que ce médiocre allié lâche pied.

1. Ald. Guidoni à Ercole, 9 févr. 1486. *Atti e memorie,* I, 279.

2. Vincenzo Acciajuoli, *Vita di Piero di Gino Capponi,* dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. 2, p. 22, 23.

3. Voy. les sources dans Cipolla, p. 635.

4. C. Porzio, *la Congiura de' baroni,* p. 69, 70.

5. « Il peggio che vi sia è che nè il papa, nè Milano, nè Fiorenza non si trovano pur un capo, s' egli bisognasse, da poter operare ne l'armi », etc. (Ald. Guidoni, 28 déc. 1487. *Atti e memorie,* I, 298.) C'était tenir bien peu de compte de Trivulzio.

6. Une lettre de Baccio Ugolino à Lorenzo, 30 juillet 1484 (dans Buser, p. 511), montre qu'à la cour de France, l'ambassadeur de Ferrante avait appris que le duc d'Orléans méditait l'entreprise contre Milan.

que Lorenzo négociait un accord avec Gênes[1], il proposait sa médiation aux belligérants[2]. Le pape accueillait avec faveur ces ouvertures. Il avait compté sur Venise, et il guerroyait seul, épuisant ses dernières ressources, trahi par son capitaine, dont Lorenzo avait fait habilement tomber entre ses mains des lettres vraies ou supposées[3]. L'opposition à son désir venait de ce Roberto de San Severino qui, gardant encore son masque, « demandait des choses que les épiciers ne tiennent point[4] », et surtout du cardinal La Balue, qui soutenait, comme Français, qu'après avoir mis le roi de France de la partie, Sa Sainteté ne pouvait l'abandonner. Mais le Sacré Collège, de moitié dans les sentiments d'Innocent VIII, en vint aux altercations les plus violentes avec l'ancienne victime de Louis XI : — N'écoutons pas un ivrogne, — disait le cardinal vice-chancelier, Roderico Borgia. L'ivrogne avait beau jeu de reprocher, en retour, à son collègue, le « mécréant Espagnol », sa naissance, ses mœurs, son manque de foi; tant et si bien qu'ils faillirent tous deux en venir aux mains[5]. Le 6 mars 1486, en consistoire, Ascanio

1. Ces négociations avec Gênes remontent pour le moins aux derniers jours de 1485. (Ald. Guidoni à Ercole, 2 janv. 1486. *Atti e memorie*, I, 277.) A la date du 8 mai suivant, les espérances de cette paix « s'en étaient allées en fumée ». (*Ibid.*, p. 282.)

2. Lettre du cardinal Ascanio Sforza, frère de Lodovico, au duc de Calabre. Rome, 6 mars 1486, à la fin de la vie de Pier Capponi par V. Acciajuoli, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. 2, p. 66.

3. Ald. Guidoni à Ercole, 22 mars 1486, *Atti e memorie*, I, 280; Bruto, l. VIII, dans Burm., t. VIII, part. I, p. 208; *Ann. eccl.*, 1486, § 16, t. XXX, p. 19. Bruto affirme seul que les lettres de San Severino étaient supposées; Rinaldi, qui le dit également, ne le dit que d'après lui; mais cela suppose du moins que l'annaliste de l'Eglise tenait pour véritable l'assertion de l'ennemi des Medici.

4. Ald. Guidoni à Ercole, 12 juin 1486. *Atti e memorie*, I, 283.

5. Infessura, t. III, part. 2, p. 1204.

Sforza, autre cardinal et frère du More, prétend démasquer la France dont le but est, non de soumettre Ferrante au pape son seigneur féodal, mais de substituer à ce monarque un autre prince, selon la volonté du cardinal d'Angers. De là une nouvelle altercation qui, interrompue par Innocent, recommence hors du consistoire. — L'état de mon frère, dit Ascanio, ne repose pas sur le dos des grenouilles. Les Français peuvent venir, ils trouveront à qui parler. Mais on sait bien qu'ils n'arrivent jamais. On sait comment, dans la précédente guerre de Toscane, ils sont venus en aide au magnifique Lorenzo [1].

Tenir cet imprudent langage, c'était jouer avec le feu. A défier le Français, on risquait de l'attirer sur soi bien plus qu'en l'appelant. L'Italie qui, par un si grand nombre de ses enfants et depuis tant d'années, exploitait commercialement la France, ne pouvait ignorer que les États généraux s'étaient plaint, en 1484, du large tribut que la France payait annuellement à l'industrie italienne, et qu'à la cour du roi très chrétien on regardait comme lui appartenant le royaume de Naples, le duché de Milan, la Ligurie [2]. Louis XI aurait voulu supprimer la question, quant au royaume de Naples, en mariant son héritier à Beatrice, fille de Ferrante, sous condition que Ferrante l'aiderait dans sa guerre contre Juan II d'Aragon. Plutôt que de se tourner contre un parent, le Napolitain avait donné la jeune

1. Voy. deux lettres d'Ascanio Sforza à son frère, 6 mars 1486, à la suite de la vie de Pier Capponi dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. 2, p. 67-71. Le passage résumé ci-dessus est dans la seconde de ces lettres, p. 70-71.

2. Voy. ce que dit à ce sujet M. Agenore Gelli, *Arch. stor.*, 3a ser., t. XV, p. 294, ann. 1872.

princesse à Mathias Corvinus[1]. Ce refus avait aigri la cour de France et mûri ses projets d'expédition en Italie.

Voilà comment, en mai 1486, des ambassadeurs français venaient à Florence souffler le feu de la guerre contre Naples[2]. Le sire de Faucon, leur chef, s'était abouché, à Lyon, avec Cosimo Sassetti, banquier de Lorenzo, s'efforçant de le gagner aux idées qu'il avait mission de faire prévaloir sur les bords de l'Arno[3]. Mais ces idées étaient bien vagues encore, et surtout d'exécution bien lointaine, puisque Charles VIII était mineur. Il fallait donc, en attendant, se plier à la paix que souhaitaient, avec le peuple romain assiégé depuis trois mois[4], Innocent VIII et Lodovico le More, Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon. Ferdinand craignait pour sa Sicile la présence des Français à Naples, et pour la mauresque Grenade l'encouragement d'une diversion des Turcs sur la côte de Catane ou de Palerme[5].

Ainsi voulue de tous, la paix fut conclue le 11 août[6]. Ferrante, heureux de sortir du guêpier au prix de quelques sacrifices d'amour-propre[7], remerciait Lorenzo

1. La lettre de Louis XI à Lorenzo, contenant cette proposition, est du 19 juin 1473; la réponse de Ferrante, adressée aussi à Lorenzo, du 9 août suivant. Elles ont été publiées par Fabroni, Doc., p. 66-70, puis par Desjardins, I, 161, 163.

2. Ald. Guidoni à Ercole, 15 mai 1486, *Atti e memorie*, I, 282. Cf. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 8, t. III, p. 74, 75.

3. Voy. lettre de Cos. Sassetti à Lorenzo, Lyon, 6 avril 1486, dans Buser, p. 513.

4. C. Porzio, *la Congiura de' baroni*, f° 71 v°.

5. Voy. Sismondi, VII, 227.

6. Trivulzio au duc de Milan, 6 et 12 août 1486, dans Rosmini, *Vita di Trivulzio*, II, 149, 150; Ald. Guidoni à Ercole, 13 août. *Atti e memorie*, I, 285.

7. Ald. Guidoni à Ercole, Flor., 16 août, *Atti e memorie*, I, 285; Porzio,

avec des démonstrations méridionales : « Dieu sait combien notre cœur et notre volonté sont désireux de faire tout au monde pour vous marquer notre gratitude de vos continuels bons offices. Tout ce que nous pourrons pour vous et votre maison n'atteindrait pas à la millième partie de ce que nous avons l'ardent désir de faire[1]. »

Malgré cette monnaie de singe, malgré les feux de la réjouissance officielle, malgré les cloches sonnant *a gloria*, Lorenzo n'était pas plus que le More[2] content d'une paix qui ne donnait à Florence ni Sarzana, ni Sienne. Il s'épanchait en paroles « étranges », et l'on pressentait une prochaine entreprise contre Sarzana[3], car, d'ordinaire, il faisait le sphinx, « ne disait jamais quatre sans l'avoir dans le sac », et, quand il craignait de se livrer, évitait de voir les gens, souffrait horriblement de « ses gouttes ». Aux offices, faits à son image, il inspirait la même réserve mystérieuse[4]. Les ambassadeurs étrangers savaient peu, et les Florentins rien du

la Congiura de' baroni, f° 63 r°; Allegretti, XXIII, 829; Infessura, t. III, part. 2, p. 1211; *Ann. eccl.*, 1486, § 13, 14, t. XXX, p. 119.

1. Ferrante à Lorenzo, 23 août. Texte dans Desjardins, I, 214.

2. Sur Milan, voy. Ald. Guidoni à Ercole, 11 sept. *Atti e mem.*, I, 286.

3. Ald. Guidoni à Ercole, 16 août. *Atti e mem.*, I, 285. — Cette prétention à obtenir Sarzana et Sienne est formellement attestée par Guidoni.

4. « Che le condizioni non ce le dicevano al presente, per qualche buono rispetto; questi signori X sono uomini che risguardano molto sottilmente il tutto. (Ald. Guidoni à Ercole, 2 janv. 1486. *Atti e mem.*, I, 277.) — Li fatti e le pratiche di questi sign. Fior. il più de le volte si bisognano conietturare e indovinare, perchè con li oratori..., non dicono mai o ben rare volte cosa alcuna, se non quando la si sa universalmente per ognuno. (*Id.*, 3 janv. 1486, p. 278.) Questi M^ci signori X a me non vogliono dire cosa alcuna. (*Id.*, 4 mars 1486, p. 280.) Poichè V. M^za non mi vuol dire a me quello che le domando. (*Id*, 3 avril 1488, p. 299.) — È un uomo che non si allarga a parlare nè a dire niuna sua pratica, se prima non la ha in termine che sia per assettata..., e non dire mai quattro se non l'ha nel sacco. » (Manfredo Manfredi à Ercole, 25 avril 1489. *Ibid.*, I, 307.)

tout[1]. De là beaucoup de défiance, surtout chez les villes libres. On sentait son alliance peu sûre, on la voyait variable selon ses intérêts personnels, on la comparait à celle de ces seigneuries de deux mois qui montraient plus de suite dans les idées, plus de bonne foi dans les paroles et les actes. Il finissait ainsi par ne plus tromper personne. Il disait de la cour de Rome qu'elle avait ruiné l'Italie, qu'elle mettait en péril le monde entier par son ignorance et son incapacité dans l'art de conduire les hommes[2]; le pape avait peu de cervelle, se gouvernait chaque jour plus sottement, ou, pour mieux dire, était mal gouverné[3]; de lui on devait attendre tout le mal possible[4]. Mais, en fait, il mettait tous ses soins à se rapprocher du pontife dont il parlait avec tant d'aigreur[5]; le roi de France en était si bien informé qu'il le prenait pour intermédiaire dans ses relations avec le Saint-Siège[6], et Innocent VIII lui-même,

1. On le voit bien à la stérilité des contemporains, Lionardo Morelli, Tribaldo des Rossi et aussi Giovanni Cambi. Ammirato lui-même, qui a fouillé les archives, n'en sait guère plus long qu'eux.

2. « Questo stato ecclesiastico è sempre stato la ruina d'Italia, perchè sono ignoranti e non sanno modo di governare stati; però pericolano tutto il mondo. » (Paroles de Lorenzo à Ald. Guidoni, rapportées par celui-ci, 20 nov. 1486. *Atti e mem.*, I, 291.) Ce n'est pas ce jugement qu'on reprocherait à Lorenzo, Trivulzio en disait bien davantage : « Dice de la viltà, miseria e tristizia del papa quello che si può dire de uno gaglioffo, e conclude che se non si tien vivo e non se gli faccia animo, che è perso più tristamente che uomo vile mai si perdesse... Egli è un coniglio. » (Paroles de Trivulzio, rapportées par Guidoni, 6 sept. 1487, p. 296.)

3. « Sta malissimo contento de li modi del papa e pargli si governi ogni dì ed ora più scempiamente... Si vede che 'l papa, senza gente d'armi e con poco cervello, è mal governato. » (Ald. Guidoni à Ercole, 28 déc. 1487, *ibid.*, p. 298.)

4. « Io ne credo ogni male di questo papa. » (Paroles de Lorenzo, rapportées par Guidoni, 20 nov. 1486, p. 291.)

5. « Il M^co Lorenzo attende con ogni ingegno a domesticarsi con il pontefice. » (Ald. Guidoni, 9 sept 1486. *Atti e mem.*, I, 286.)

6. Voy. deux lettres copiées par M. Agenore Gelli dans le *Carteggio mediceo* et publiées à la suite d'un discours prononcé par lui le 6 avril

tenant peu de compte de propos qu'emportait le vent, faisait dire à Florence, par Trivulzio, qu'il dormait avec les yeux de Lorenzo, et que Lorenzo pensât à le bien diriger, sans quoi ils seraient perdus l'un et l'autre[1]. Ainsi la duplicité ne faisait plus de dupes, mais elle trouvait des censeurs indulgents, quand on la voyait si générale, quand on la comparait à celle de ce roi Ferrante qui mettait à mort, sous de vains prétextes, les mêmes barons que, par un traité solennel, il avait juré d'épargner[2].

Alors même qu'il crut sonnée l'heure d'attaquer Sarzana, Lorenzo essayait encore d'endormir les puissances italiennes. « Le dessein de notre ville, disait-il à l'ambassadeur de Ferrare, est de ne rien entreprendre contre Sarzana de quelques années, mais de temporiser jusqu'à ce que nous voyions nos affaires en meilleur état. Car nous savons fort bien que le seigneur Lodovico a conclu une ligue avec les Génois. Ce seigneur montre bien qu'il connaît mal la manière dont se gouverne Florence. Quand nous sommes à la dépense, nous y allons gaillardement; mais quand nous sommes en repos, il faut beaucoup de choses pour nous mettre en danse. Maintenant que cette Seigneurie a déposé les armes, il faudra de graves circonstances pour qu'elle les reprenne de nouveau[3]. »

1873 au lycée Dante de Florence, sous ce titre : *Lorenzo de' Medici*, p. 23, n. 17.

1. « Che esso pontefice dormia con gli occhi di esso Lorenzo, e che volesse pensare a governarlo bene... Che se lo governava male, seguiria la ruina de l'uno e de l'altro. » (*Id.*, 6 sept. 1487, p. 296.)

2. Voy. pour les détails Ald. Guidoni à Ercole, 11 juillet 1487. *Atti e mem.*, I, 295; Infessura, t. III, part. 2, p. 1214; Porzio, f° 67; Burselli, XXIII, 906; Comines, l. VII, c. 2, t. II, p. 301; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 8, t. III, p. 76; Machiavel, VIII, 132 A; Ammirato, XXV, 176, 177.

3. Ald. Guidoni à Ercole, 4 nov. 1486. *Atti e mem.*, I, 290.

Rien de plus précis qu'un tel langage, et pourtant il n'endormait point les intéressés : Gênes proposait à Venise une alliance secrète contre Florence [1]. Lorenzo, fort mécontent [2], espérait encore que la ligue des Génois avec Milan mettrait parmi eux la division et les détournerait de Sarzana [3]. Il ne tarda pas à perdre cette dernière illusion. Aux premiers jours de 1487, sans même attendre le printemps, les Génois passaient la Magra, investissaient, occupaient, brûlaient le bourg de Sarzanello, attaquaient avec leur artillerie la *rocca* où s'étaient réfugiés les Florentins qui avaient la garde du pays.

Il faut repousser sans retard cette audacieuse attaque. Le comte de Pitigliano, capitaine général, part pour le camp. Appel est fait aux *condottieri*, aux connétables, aux alliés de la République. Plusieurs y répondent : les Orsini aux gages de Florence ou de Milan, les seigneurs de Piombino, de Faenza, de la Mirandola. Six galères napolitaines abordent à Livourne, pour une diversion sur la Corse. Lodovico le More envoie quatre cents lances. De ce dernier, Lorenzo espérait plus ; mais comment eût-il souri à Sforza de voir les Florentins maîtres de Sarzana, par conséquent plus près de Gênes, sur laquelle il avait des prétentions [4] ? Il n'i-

1. Ercole à Guidoni, Ferrare, 18 nov. 1486. *Atti e mem.*, I, 291.
2. Ald. Guidoni à Ercole, 20 nov. 1481, *ibid.*, p. 291.
3. *Id.*, 10 janv. 1487, p. 292.
4. « Non li pareva (aux Doria et au card. de Gênes) che si potesse mettere fede in questa ultima di dare Gienova alla celsitudine vostra. » (Stefano Taberna au duc de Milan, 2 juin 1487, d'Ospedaletto près de Volterre, où Lorenzo était pour ses gouttes. *Arch. Sforz.*, copies, nº 1610, fº 328 rº-329 vº. Le passage cité est au fº 328 vº.) Plusieurs lettres du même Taberna montrent que si, après la prise de Sarzana, il reçut ordre de féliciter Lorenzo, celui-ci ne crut pas les félicitations sincères. Taberna proteste que son maître n'a pas eu « uno minimo pensiero ad interumpere il desiderio

gnorait pas, d'ailleurs, que Lorenzo se plaignait amèrement de lui [1]. Or on ne se concilie pas plus les gens par des récriminations qu'on ne prend les mouches avec du vinaigre.

Devant Sarzana, les Florentins remportèrent la victoire, fait peu commun dans leurs annales. Ils firent prisonnier le capitaine génois Gian Luigi del Fiesco (13 avril 1487). Pitigliano entreprit aussitôt le siège, longue opération. Le 9 juin seulement, il put s'emparer d'un ouvrage avancé. Lorenzo vint alors, selon sa coutume, passer au camp deux ou trois jours, cueillir les lauriers de ses soldats. Il s'était trop pressé, tout n'était pas fini encore. Il vit élever trois redoutes entre la Magra et la place, braquer contre celle-ci cinq bombardes qui tonnaient nuit et jour, mais à de respectables intervalles, et dont la plus grosse portait sept cent cinquante livres de pierres. Dans la ville assiégée régnait la discorde : depuis deux jours on n'y mangeait plus que du biscuit; le vin manquait, et l'eau allait manquer. On n'osait plus tenter de sorties : un arbalétrier pendu, deux jeunes garçons qui n'étaient rentrés qu'en

loro in la impresa di Serzana ». La seigneurie le croit sur parole, Lorenzo non : « Il M[co] Laurentio, ben chè mi habii quasi risposto in medesima sententia, nondimeno ha dimostrato non havere l'animo ben libero di questa cosa. » (7 juillet 1487. *Ibid.*, f° 344.)

1. « Io stava tutto allegro e contento de la pace fatta, parendomi che le cose avessero a stare tranquille e quiete; ma poiche vedo tante cose sorgere, io son disperato e vienmi voglia di andarmene a casa del diavolo, per non udir nominar Fiorenza, poichè non posso stare in pace nè senza affanno uno giorno. Mai non sento da Milano se non minaccie, mò di una cosa, mò di un' altra... Abbiamo sopportate tante cose fuori di ogni dovere da lo stato di Milano.. E se vi volessi contare di molte altre ingiurie a noi fatte per Milano, quali avemo tollerate, ve ne potrei dire un migliaro. E noi non potiamo essere sopportati di cosa veruna; questo ci dimostra malo animo e stomaco verso di noi. » (Paroles de Lorenzo à Guidoni, rapportées par celui-ci, 12 oct. 1486, *Atti e mem.*, I, 288.)

laissant leur nez aux mains de l'ennemi commandaient la prudence[1]. Le 16 juin, le blocus étant complet, on continua la mine; avec six bombardes on tirait, par jour, cinquante coups[2] ! Cela suffit pourtant. Le 22, la garnison capitulait[3]. Dès le lendemain, Lorenzo était de retour à Florence, où le peuple le recevait en triomphateur[4]. Telle était, à ce moment, sa gloire, si facilement acquise, qu'on disait — des ennemis sans doute — qu'il pensait à s'emparer de toute l'Italie[5].

Ces ennemis, c'étaient surtout les Génois et les Milanais. Le More ne pouvait voir de bon œil amoindrir Gênes, sa future conquête[6], et son orateur Taberna ne le disculpait point sans embarras d'un mécontentement qui le trahissait trop tôt[7], qui gênait les Florentins dans leur projet de passer la Magra, suggéré par les *richiesti* en plein Conseil. « Ce serait, y disait Pier Filippo Pandolfini, un des oracles du moment, le meilleur moyen de restituer Gênes au duc de Milan. » A ces hypocrites propos, Taberna riait jaune : « Si l'on passe la Magra, répliquait-il, les Génois pourraient bien se

1. Stef. Taberna au duc de Milan, 9 juin 1487. *Arch. Sforz.*, copies, n° 1610, f° 330.

2. Stef. Taberna, 16 juin. *Ibid.*, f° 338 r°, 339 r°.

3. Lettre des commissaires Jacopo Guicciardini et Piero Vettori, Sarzana, 22 juin 1487, copie envoyée par Ald. Guidoni au duc Ercole, *Atti e mem.*, I, 294. Sismondi (VII, 239) dit donc à tort le 22 mai, et Ammirato (XXV, 179), qu'il invoque, ne lui donne pas raison.

4. « Il M^co^ Lorenzo venne la vigilia di San Giovanni qua, fu visto e accarezzato più che fosse mai da questo popolo, che gli pare avere questa vittoria di Sarzana più da lui che da altri. » (Ald. Guidoni à Ercole, Flor., 26 juin. *Atti e mem.*, I, 294.)

5. Ald. Guidoni informe son maître de ce propos. (7 juillet. *Ibid.*, p. 295.)

6. « Mi pare che l'avuta di Genova per Milano farà stare questi signori sospesi e li darà che pensare. » (Ald. Guidoni à Ercole, 11 juillet. *Atti e mem.*, I, 295.)

7. Stef. Taberna au duc de Milan, 26 juin. *Arch. Sforz.*, copies, n° 1610, f°s 338-340.

jeter dans les bras du roi de France [1]. » Pris entre l'enclume et le marteau, Lorenzo exhalait sa mauvaise humeur, rudoyait les ambassadeurs des puissances italiennes, refusait de s'expliquer, parlait « en désespéré », disait qu'il voudrait s'en aller en quelque lieu où il n'entendrait, de six mois, souffler mot des affaires d'Italie, souhaitait ouvertement, enfin, que le roi de France se rendît maître de toute la péninsule [2]. « Le seigneur Messer Lodovico fait tout ce qu'il peut pour que le pape et les Florentins se jettent aux pieds de Sa Majesté le roi; eh bien! on s'y jettera, et puisque le seigneur Lodovico veut mettre en péril les choses d'Italie, je l'y aiderai [3]. »

L'orateur de Ferrare, à qui étaient dites ces paroles « mortelles et désespérées », comme il les appelle, n'y pouvait répondre que par le conseil, si Lorenzo était sage à l'égal de ses ancêtres, de s'entendre avec Milan [4]; mais il devait reconnaître son peu de succès. Déjà une année auparavant, il appelait « méchant et vicieux » ce parvenu qui ne feignait le courroux que pour dissimuler son intimité avec le roi de France, dont le More était si mécontent, si inquiet [5]. Un moment, ce diplomate put croire que la perfidie de Ferrante envers ses barons « serait la thériaque qui ramènerait la paix entre Lodovico

1. Voy. deux lettres de Taberna, 28 juin, *Arch. Sforz.*, copies, n° 1610, f°s 341-343.

2. Ald. Guidoni à Ercole, 7 juillet. *Atti e mem.*, I, 294. Il faut citer textuellement la phrase dépitée sur l'invasion éventuelle des Français : « Spera vedere esso Re di Francia signore di tutta Italia. » (p. 295.)

3. « Che il sign. M. Lodovico facea ciò che potea per fare ch' el papa e Fiorentini si buttassero ne' piedi a la M. R. e che si faria, e che poscia ch' el sign. Lodovico volea le cose d'Italia pericolassero, che S. M^{ta} etiam aiuteria a pericolarle. » (Ald. Guidoni à Ercole, 18 juillet. *Ibid.*, p. 295.)

4. *Ibid.*

5. Guidoni appelle Lorenzo « cattivo di nido..., cattivo e vizioso ». Voy. cette lettre, 12 août 1486. *Atti e mem.*, I, 285.

et Lorenzo; mais je ne sais que dire, ajoutait-il : ils sont si malades que lorsqu'un membre est guéri, le mal se porte sur un autre [1] ». Le mal s'aggravait même, car en octobre suivant, Lorenzo refusait de recevoir Stefano Taberna, l'orateur de Milan, et les amis de Lorenzo se plaignaient « véhémentement » qu'on en usât avec lui d'une manière peu convenable, qu'on cherchât à faire peser sur lui toutes les charges. Pour le calmer, écrivait Taberna, il faudra montrer un grand zèle au roi de Naples, à qui il voudrait faire un bienfait immortel [2].

Ce diplomate le croyait : il y était trompé comme tout le monde. Sur cette case de l'échiquier, Lorenzo ne jouait pas plus franc jeu que sur les autres. Dans ce même mois d'octobre, ses dépêches, longtemps ignorées, nous le montrent engageant le pape à se tenir en garde contre un traité secret que lui proposait Ferrante, contre une alliance particulière avec Naples, et à rester ferme dans la ligue, seule en état d'assurer l'équilibre et le salut de l'Italie [3]. « J'en ai dit plus que vous ne m'en demandiez, écrit-il à son orateur en cour de Rome; j'ai

1. Ald. Guidoni à Ercole, 21 juillet. *Ibid.*, p. 295.

2. Cette lettre importante étant inédite, il peut être bon de la transcrire en partie : Taberna écrit qu'il a voulu aller à Pise rejoindre Lorenzo. « Mi venne ad trovare ser Nicolò Michelozi, il quale dolendosi vehementemente cum dire che al M^co Laurentio erano usati modi poco convenienti et che si ciercava di darli tutti li carichi, non usciendo però ad alcuna particolarità, mi disse chel parere di quelli quali havea lassato qui il prefato M. Laurentio era che io fossi contento di non voler andare alla sua M^tia per non li adiungere caricha et che volessi aspectarlo qui, et volendo io pur intendere di dove nascievano queste doglienze, et perseverando in proposito di volere cavalchare, mi disse che per alhora non mi posseva dire più ultra, ma che poy mi farebbe intendere il tutto, et circha lo andare mio mi parlò in forma che mi parse bene soprasedere... Liberare la maestà sua di grande affanno et farli uno benefitio immortale. » (7 oct. 1487. *Arch. Sforz.*, copies, n° 1610, f°s 356-358.)

3. Lorenzo à son orateur à Rome, 22 oct. 1487. Texte dans Desjardins, I, 214-219.

cédé à mon naturel, à mes obligations, à mon affection envers Notre Seigneur. Je sens bien que ce n'est pas sans péril. Je désirerais que Sa Sainteté fît entendre au roi que mes actes auprès d'elle ont été toujours dans l'intérêt de Sa Majesté... J'ai écrit cette lettre de manière que vous la pussiez lire tout entière au pape, et je pense que vous devez faire ainsi [1]. »

Mais Lorenzo avait beau réunir en soi la fourbe d'un petit Tartufe à la ruse d'un Machiavel manqué, il n'en eut pas moins le déplaisir de voir Gênes tomber aux mains des Milanais. En août 1488, Agostino Adorno en recevait le gouvernement pour dix années, au nom du duc Gian Galeaz. Ce résultat, quoique prévu dès l'année précédente [2], fut très pénible aux Florentins. Indépendante, la vieille république n'était pas très redoutable. Combien ne le devenait-elle pas dès qu'elle n'était plus que le port du grand État de Milan [3] !

C'est ce grave mécompte, suivant de si près une victoire qu'il s'était flatté de rendre fructueuse, qui rapprochait Lorenzo d'Innocent VIII. A ce rapprochement le pontife avait un intérêt manifeste : entre ses deux voisins du nord et du sud, il devait préférer celui du nord, qui était le plus faible, et qui n'avait été son adversaire que par accident. On voit moins clairement l'intérêt de Florence : il ne lui importait pas, comme au pape, de se prémunir contre les dangers d'une nouvelle guerre napolitaine, et rien ne semblait moins probable, moins à craindre qu'une collision de Naples avec Milan [4]. C'est Lorenzo qui avait à l'amitié du pape un

1. Lorenzo à son orateur à Rome. *Ibid.*, p. 217-219.
2. Voy. plus haut, p. 482, n. 6.
3. Sismondi, VII, 244, Cipolla, p. 646, qui indiquent les sources.
4. G. Capponi dit pourtant (II, 157) que l'alliance d'Innocent et de

intérêt tout personnel [1] : il s'agissait pour lui d'entrer de plus en plus dans la grande famille des princes. Certes, les princes lui rendaient de signalés honneurs : son fils Piero, aux noces d'Ysabel d'Aragon et de Gian Galeaz, était accueilli avec beaucoup plus d'égards que les autres ambassadeurs de Florence, ses collègues [2] ; mais les cours reculaient encore à contracter des alliances matrimoniales dans une dynastie de marchands. S'allier au pape, qui n'était qu'un prince d'occasion, semblait un moyen terme, un biais ingénieux, avec ce particulier avantage de tirer à soi une partie de l'autorité morale du Saint-Siège, dernière puissance qui restât au successeur de Pierre.

Dans ce genre de négociations, Lorenzo avait débuté, dès la fin de 1486, par l'intermédiaire du cardinal de San Marco [3]. Au nombre des bâtards qu'avait reconnus Innocent VIII se trouvait Franceschetto Cybo, jeune homme de nul talent, tenu pour tel, qui ne parvint jamais, même sous le pontificat de son père, à faire figure, et qui était, au point de vue matrimonial, d'un placement difficile [4]. Lorenzo avait trouvé le joint. En mars 1487, Giovanni Lanfredini, orateur florentin à Rome, arrêtait le mariage de Franceschetto Cybo avec

Lorenzo, qui détenaient le centre de l'Italie, était fort importante pour empêcher les puissances de la péninsule d'en venir aux mains; mais ils ne séparaient Naples que de Milan; entre ces deux États une lutte continentale n'était guère à prévoir, et Venise, le cas échéant, restait toujours libre d'infester par mer les côtes napolitaines.

1. On peut voir *Lettere di Lorenzo il Magnifico al S. P. Innocenzo VIII*, publiées par Moreni. Flor., 1830.

2. G. Cambi, *Del.*, XXI, 39.

3. Pandolfini, orateur à Rome, à Lorenzo, 13 déc. 1486, lettre indiquée par Buser, p. 256.

4. Franceschetto perdait au jeu, en une nuit, 14 m. florins, et accusait auprès du pape le cardinal Riario, avec qui il jouait, d'avoir triché. Voy. Villari, *Niccolo Machiavelli*, Introd., t. I, p. 77.

Maddalena, la troisième fille de Lorenzo, « l'œil de la tête » de sa mère Clarice[1]. En même temps était conclue l'union de Piero de Lorenzo avec Alfonsina, fille du feu cavalier Orsini, laquelle apportait une dot de trente mille ducats[2].

Au mois de juin suivant, s'ouvrait une autre négociation, non moins délicate : il s'agissait d'octroyer le chapeau de cardinal au fils puîné de Lorenzo, encore tout enfant. Comme les princes, comme les nobles, Lorenzo tenait à voir un des siens dans l'Église, et, avec de secrètes pensées d'ambition, il y destinait le plus capable de ses trois fils. A l'âge de sept ans, Giovanni des Medici avait reçu la tonsure. A huit, il possédait quatre abbayes, notamment en Italie celle de Monte Cassino, si importante, et en France celle de Fontdoulce, au diocèse de Saintes[3]. Louis XI y eût ajouté l'évêché d'Aix, sans les difficultés que fit Sixte IV pour poser la mitre sur la tête d'un bambin; mais ce pontife, pour consoler le père, nommait le bambin protonotaire apostolique (1483), si bien qu'on ne l'appela plus dès lors que Messer Giovanni[4]. Le roi Ferrante

1. Ald. Guidoni écrit à Ercole, le 3 mars 1487, que Lorenzo l'a invité à notifier ce mariage à son maître. *Atti e mem.*, I, 292. Cf. Reumont, II, 329 sq.; Cipolla, p. 643. — Franceschetto était né à Naples en 1449.

2. Lorenzo notifiait lui-même ce mariage à l'orateur de Ferrare. (Guidone à Ercole, 3 mars 1487. *Atti e mem.*, I, 292.)

3. Voy. dans Buser, Doc., p. 506, une lettre de Louis XI au cardinal-évêque de Mâcon, en date du 27 mai 1483, l'invitant à demander au pape l'abbaye de Fontdoulce, de l'ordre de Saint-Benoît, au diocèse de Saintes pour « Jehan de Medicis, fils de mon cousin Laurens ». Louis XI annonce qu'il écrit une autre lettre au pape sur ce sujet. On peut voir aussi Hergenrœther, *Leonis X Pont. Regesta*, Fribourg en Brisgau, 1885; mais ce cardinal invoque souvent pour autorité Roscoë.

4. *Ricordi di Lorenzo*, dans Fabroni, Doc., p. 299 sq. Desjardins (I, 190, n. 3) cite les sources des archives florentines et publie (p. 189 et 190) deux lettres de Louis XI sur ce sujet, l'une du 3 févr. 1483 en français, l'autre du 17 févr. 1483 en mauvais italien. Dans toutes les deux il est

accordait aussi plusieurs bénéfices à ce petit clerc, juste récompense, disait-il, des obligations qu'il avait à Lorenzo[1].

Mais si, pour la mitre, on avait craint le scandale, ne le craindrait-on pas pour le chapeau? Innocent VIII hésitait; il estimait tout au moins que c'était bien prématuré. Dans son insistance, Lorenzo couvrait son intérêt personnel d'un intérêt florentin : Milan, Venise, Naples, la France étaient représentées au Sacré Collège, Florence ne l'était pas. Il demandait qu'on se hâtât, car il se sentait vieux avant l'âge. En juin 1487, il faisait soutenir son orateur Lanfredini, diplomate pourtant éprouvé, par les cardinaux Sforza, Borgia, La Balue, Zeno, divisés sur tous les autres points, d'accord sur celui-là[2]. Mieux encore, il tâchait d'améliorer la situation difficile du pape. Il suppliait les princes d'en user bien avec le père des fidèles, de ne pas désespérer de lui, attendu qu'il ne voulait ni ne pouvait faire la guerre[3]. Il invitait « le magnifique » Bernardo Oricellaro, autrement dit Rucellai, à se plaindre au roi de Naples de tout ce qu'on faisait pour irriter le pontife[4].

question de Guillaume d'Estouteville, cardinal de Rouen, mort octogénaire cette année même, et qui exerçait sa très grande influence à Rome en faveur des Florentins. A la p. 190, note, est indiquée une lettre de ce cardinal à Lorenzo, en date du 17 déc. 1483, où il le prie de faire fléchir la loi en faveur de la pauvre famille de Niccolò Buonaparte.

1. Texte dans Desjardins, I, 214.

2. Voy. Reumont, II, 488-490.

3. « Cum la santità sua usare bone parole et procedere umanamente, et che la maestà sua (Ferrante) non dovea far signo di disperarsi del papa, nè altre dimostratione gagliarde, presertim sapendo che la santità sua non si trovava in termini da fare guerra, la quale, quando volessi fare, non li sarebbe permessa. » (Taberna au duc de Milan, 15 juin 1487. *Arch. Sforz.*, copies, n° 1610, f° 333 v°.)

4. « Per l'ultimo cavallaro che expedi ad Napoli, scrisse al M^co Bernardo Oricellaro in nome de la sua M^tia si dolesse col sign. Re de li modi che si

A ces services en paroles dites évidemment pour être répétées, Lorenzo ajoutait depuis longtemps des services en actes, d'une efficacité immédiate. A peine s'était-il réconcilié avec Innocent VIII, qu'il décidait Boccolino Gozzoni, citoyen d'Osimo dans la Marche, qui avait enlevé sa patrie au Saint-Siège et s'en était déclaré seigneur, à la lui restituer moyennant finance : succès d'adresse bien remarquable, car Boccolino tenait à sa conquête au point d'offrir à Bajazet de se reconnaître son feudataire, s'il voulait lui garantir Osimo et Jesi[1]. Ainsi Lorenzo payait d'avance, bon moyen de conclure les bons marchés.

S'il était pressé du chapeau, le pape l'était du mariage : entre ces deux affaires la connexion est évidente. Donner le chapeau à un enfant, c'était dur; mais donner sa toute jeune fille à un quadragénaire incapable[2] l'était davantage, sans compter que Florence ne goûtait pas les mariages princiers, et que pour enchaîner les mauvaises langues, Lorenzo devait s'empresser de fiancer ses autres filles, bien loin encore d'être nubiles, à des Florentins[3]. Il aurait voulu ne pas livrer si tôt Maddalena; sa femme Clarice, atteinte d'une maladie

usavano ad irritare il pontefice. » (Taberna au duc, 27 juillet 1487. *Ibid.*, f° 351.) Du même, 2 sept. 1487, f° 354, nouvelles instances dans le même sens.

1. Les documents relatifs à cette affaire sont dans Rosmini, *Vita di Trivulzio*, II, 158 sq. Cf. Infessura, t. III, part. 2, p. 1217; Landucci, *Diario*, p. 62, 63; *Ann. eccl.*, 1487, § 7, t. XXX, p. 141.

2. Franceschetto avait trente-neuf ans.

3. « Lorenzo, per dimostratione che non ha animo a volersi imparentare con potentati altrimenti, pubblicato che avrà l'affinità con il figliuolo del papa, marita le altre sue figliuole, quantunque siano fanciulle, qui in Fiorenza. » (Ald. Guidoni à Ercole, 16 mars 1487. *Atti e mem.*, I, 293.) Lucrezia épousa, en effet, Giacomo Salviati; Contessina, Pietro Ridolfi. Luigia, promise à un des Medici, mourut avant d'être mariée. (Note de Cappelli, *ibid.*, I, 315, append.)

mortelle, ne demandait qu'à finir en paix ses jours comptés, et le futur gendre ne paraissait pas, malgré sa naissance, dans des conditions bien avantageuses[1]. Néanmoins, aux premiers jours de novembre 1487, la moribonde dut partir pour Rome[2].

Grave comme une matrone romaine qui n'avait jamais goûté la mobilité florentine, elle fut reçue, ainsi que ses enfants, avec les plus grands honneurs. Son père même en obtint sa part, le turbulent Virginio Orsini qui, depuis le commencement de ce pontificat, vivait en guerre avec le Saint-Siège. Tous les Orsini, objet comme lui d'une persécution si acharnée, furent rappelés et reprirent dans la ville éternelle leur ancienne puissance. A l'occasion d'un grand banquet, offert à ses hôtes le dimanche 18 novembre, Innocent VIII donnait à sa bru un joyau de huit mille ducats, à son fils un de deux mille[3]. Le contrat fut signé le 20 janvier 1488[4]. On n'est pas aussi bien fixé sur le jour où fut célébré le mariage; mais entre ces deux actes il ne dut pas s'écouler beaucoup de temps : Innocent VIII était pressé d'en finir[5].

1. Lorenzo s'en expliquait avec son ambassadeur Lanfredini et même avec le pape. Voy. quelques-unes de ses lettres à Innocent VIII, publiées par Moreni.

2. Le dimanche 4 sept. 1487, Guidoni annonçait à son maître le départ de Clarice pour le dimanche suivant 11. (*Atti e mem.*, I, 296.)

3. Ald. Guidoni à Ercole, 24 nov. 1487. *Atti e mem.*, I, 297.

4. Gregorovius, *Das Archiv der Notare des Capitols in Rom und das Protocolbuch des Notars Camillus de Beneimbene.* Munich, 1872, p. 503; Reumont, II, 347.

5. Roscoë (trad. fr., II, 189) dit que le mariage fut célébré à Rome en 1488; Sismondi (VII, 233), Reumont *Tavole sincrone* et *Lorenzo il M^co*, II, 347) en novembre 1487. Fabroni (p. 171) parle du mariage de Maddalena, puis de celui d'une de ses sœurs, qu'il place en 1487. Les noces romaines seraient donc quelque peu antérieures. Il semblerait bien invraisemblable que les noces eussent précédé le contrat. Elles sont, dans tous les cas,

Clarice revint ensuite à Florence avec la trop jeune mariée, dont elle avait obtenu de n'être pas séparée pendant les derniers jours qu'elle avait à vivre. Lorenzo était fort mécontent de cette hâte qui le mettait en retard pour compter la dot[1], comme de l'incurie du pape à remplir ses engagements pécuniaires, inévitable cause de gêne pour les époux[2]. Franceschetto, qui connaissait son père, attendait de son beau-père la constitution de quelque principauté, Piombino, Città di Castello, Sienne même. Mais le beau-père ne voulait rien aliéner ni de l'État florentin, ni de ses plus casuelles espérances. Il renvoyait la balle à Innocent VIII, quoiqu'il le sût peu disposé à la recevoir. « Sa Sainteté, écrivait à Lorenzo l'infortuné Franceschetto, est de telle nature qu'en toute chose que je lui souffle de mes affaires, elle entre en défiance et fait le contraire de ce que je lui dis. Je ne vous demande, à vous, que de vous souvenir de vos enfants. N'attendez pas que Notre Seigneur y vienne de lui-même : il faut le piquer comme on fait un bœuf[3]. » Était-ce bien la lenteur, l'inertie du bœuf? On y croit voir plutôt la rouerie du

antérieures au 10 avril 1488, comme on le verra par un texte de cette date.

1. Texte dans Fabroni, Doc., p. 312.

2. « A me pare che N. S. in questa e nell' altre cose sue vadi molto freddo e che insino a ora abbi a gangheri quel poco che ha; che oltre al bene del sign. Francesco, mi duole che la figliuola mia abbi a stentare, e sono mezo disperato di questa e dell' altre cose, veduta la lunghezza, la varietà e la poca cura che se hanno alle cose di costà. » (Lorenzo à Lanfredini, 10 avril 1488, dans la préface mise par M. Isidoro del Lungo en tête d'une lettre de Matteo Franco, publiée par lui dans l'*Arch. stor.*, 3e sér., t. IX, part. 1, p. 34. Le passage cité est à la p. 35. Ce travail de M. del Lungo et la lettre de Matteo Franco, serviteur de Maddalena, font connaître la maîtresse et le serviteur d'une manière assez touchante.)

3. Rome, 10 mars 1488. Texte dans Fabroni, Doc., p. 334-336. Le passage cité est à la p. 336.

renard, du père de famille peu honnête pour qui l'établissement d'un fils ou d'une fille n'est qu'une occasion de tromper et un bon débarras.

La famille des Medici entrait alors dans la période des tristesses domestiques. Elle cherche bien à donner et à se donner le change : quand Franceschetto, impatient de n'être qu'un mari *in partibus*, vient chercher sa femme, des fêtes sont célébrées en son honneur, à la grande joie d'une population qui n'en avait pas vu depuis dix longues années, depuis le jour tragique où Giuliano tombait baigné dans son sang. Le palais de ce Jacopo des Pazzi, qu'elle avait alors jeté à l'Arno, appartient désormais au fils du pape, qui entend crier sur son passage : Cybo et *Palle*[1] ! Mais quand Piero de Lorenzo revient dans sa patrie, y ramenant la jeune femme qu'il venait d'épouser, la mort de Bianca, sœur de son père, épouse de Guglielmino des Pazzi, est cause qu'il ne fait point dans Florence une entrée solennelle, et qu'il ne peut célébrer qu'à Careggi le banquet nuptial[2]. Lorenzo perdait encore, coup sur coup, Luigia, sa dernière fille, fiancée à Pier Francesco des Medici, et Clarice, sa femme, qui eut du moins la consolation suprême d'être assistée, à son lit de mort, par « l'œil de sa tête », sa fille Maddalena. Pour se débarrasser de Franceschetto, on l'avait envoyé en mission à Pérouse, et Lorenzo, mari indifférent, sec de cœur, s'en était allé, à cette heure de deuil, soigner « ses gouttes » aux eaux de Filetta[3].

1. On sait que les *palle* ou balles, ou boules, figuraient dans les armes des Medici. Les acclamer était une manière de se déclarer partisan de cette famille.

2. Ald. Guidoni à Ercole, 22 et 29 mai 1488. *Atti e memorie*, I, 301.

3. Filetta, près de Macerato; c'étaient les eaux qu'avait prises jadis Henri VII de Luxembourg atteint de la maladie qui l'emporta. Voy. G. Villani, l. IX, c. 51, t. XIII, p. 468.

Il craignait tant ce qui pouvait assombrir sa vie, qu'il ne revint que quatre ou cinq jours après les funérailles, lesquelles eurent lieu, le soir même de la mort, « sans démonstration, sans pompe aucune [1] ». Sa triste Clarice avait tenu si peu de place dans son existence, que l'orateur de Ferrare, Aldovrandino Guidoni, n'informait Ercole d'Este de la longue maladie qu'après la fatale issue, et il ajoutait négligemment : « Je n'ai pas pris soin de vous en donner avis plus tôt, parce que ce n'était pas chose d'importance [2]. » Expressive oraison funèbre qui éclaire tout ensemble l'insignifiance de la femme et l'égoïsme du mari [3].

Le chapeau se fit attendre près d'une année encore. Innocent VIII, visiblement, répugnait à le placer sur une tête de quatorze ans. Mais à force d'entrer dans la chair du bœuf, l'aiguillon le décida, à la grande indignation du pontifical Rinaldi, l'annaliste du Saint-Siège [4]. La promotion, déjà annoncée à Florence aux derniers jours de février 1489, ne le fut officiellement que le

1. Ald. Guidoni à Ercole, 1er et 4 août 1488. *Atti e mem.*, I, 303; Isid. del Lungo, préface citée. Cf. Machiavel, VIII, 132 AB; Ammirato, XXV, 177; Reumont, II, 347.

2. « Non mi son curato darne avviso con più celerità, perchè non mi parea fosse cosa importasse altrimenti. » (Ald. Guidoni, 1er août 1488, p. 303.) — Fabroni, un de ceux qui ont contribué à fabriquer la légende : « conjunctissime vixit cum Clarice uxore ». Elle ne peut venir de Cafaggiolo à Florence sans une expresse permission. Elle se plaint que Poliziano lui dit « mille villanie », desquelles, néanmoins, ajoute-t-elle, « se è di vostro consentimento, sono patiente ». (Clarice à Lorenzo, 28 mai 1479, dans Fabroni, Doc., p. 288.)

3. Clarice semble, au point de vue moral, avoir valu mieux que son mari, à en juger par une lettre d'elle que M. Agenore Gelli a publiée dans son *Lorenzo de' Medici, Discorso letto nel R. Liceo Dante*, 6 avril 1873, p. 21-22. Voy. sur Clarice trois lettres de Lucrezia Tornabuoni à Piero des Medici, et d'autres à divers sur le mariage de Lorenzo, publiées par M. Guasti. Flor., 1859.

4. *Ann. eccl.*, 1489, § 19, 21, t. XXX, p. 168; G. Cambi, *Del.*, XXI, 63.

10 mars[1] : la veille, Giovanni des Medici, avec deux autres, venaient d'être nommés *in petto*. Le secret était réclamé par le pape, qui voulait différer trois ans la publication, et, pour faire patienter Lorenzo, lui promettait qu'en cas de vacance du Saint-Siège, son fils serait proclamé, prendrait part au conclave. Lorenzo était mécontent; il préférait un tiens à deux tu l'auras. Pour lier les mains à Innocent VIII, il n'observa point le secret demandé; il communiqua, le jour même, la bonne nouvelle aux puissances amies; il fit célébrer des fêtes, sauf à s'en excuser ensuite, et à écrire en cour de Rome qu'il n'avait pu les empêcher[2]. Il se croyait des droits à une satisfaction dès lors entière : n'avait-il pas dépensé, pour gagner cardinaux et pape, deux cent mille florins[3] ?

En fait, il ne perdit rien pour attendre. Les trois ans écoulés, pendant lesquels le jeune cardinal fit ses études à Pise[4], arriva le bienheureux chapeau. La consécration eut lieu, le 10 mars 1492, dans l'abbaye de Fiesole, en présence des ambassadeurs étrangers : ce n'était pas un simple citoyen qui revêtait la pourpre. Puis, le jeune cardinal fit dans Florence une magnifique entrée. Au-devant de lui vinrent des évêques, des prêtres, trois cents laïques vêtus de soie, cinq cents chevaux. Il alla saluer la Seigneurie et se rendit chez son père. Le lendemain, dimanche, furent célébrées au

1. Voy. les lettres d'Ald. Guidoni, 23 février, 2, 9, 10, 16 mars 1489. *Atti e mem.*, I, 306, 307. Lanfredini annonce la nomination à Lorenzo par une lettre datée de Rome le 7 mars (nonæ martii). Elle est dans *Atti e mem.*, I, 247. Cf. Roscoë et Hergenrœther.

2. Lorenzo à Lanfredini, sans date. Fabroni, Doc., p. 300 ; Lorenzo à Ercole, 10 mars 1489, pour lui annoncer la nomination, *Atti e mem.*, I, 247.

3. Al. Rinuccini, p. 147.

4. Voy. Hergenrœther, *Leonis X Pont. Regesta*.

Dôme de belles cérémonies : huit évêques y chantèrent une messe solennelle. Après la messe, un grand festin réunit chez Lorenzo les ambassadeurs et une soixantaine des principaux Florentins. Très malade, l'amphitryon n'en vint pas moins saluer les convives et leur faire honneur. Le cardinal reçut divers présents : de la Seigneurie un objet d'argent travaillé qui pesait plus de dix livres et valait plus de dix mille florins ; de la communauté de l'État, et même des Juifs, de riches et beaux vases d'argent. Il refusa tout, dit-on, sauf ce que lui offraient les membres de sa famille. Le témoignage de Giovanni Cambi permet de croire qu'il n'en fut pas tout à fait ainsi[1].

Nommé légat pontifical dans l'État florentin, Giovanni se rendit à Rome, pour se prosterner aux pieds du pape (12 mars)[2]. Son père lui écrivit, au sujet de ses nouveaux devoirs, une lettre sensée : « Vous êtes, disait-il à cet enfant, le plus jeune non seulement des cardinaux existants, mais encore de ceux qui ont jamais existé[3]. » Le succès n'en était que plus grand : selon Machiavel, « cette affaire fut une échelle pour faire monter au ciel les Medici[4] ». Elle nous a fait, pour

1. « Che costò al comune, *con quel gli fu donato dappoi fu chardinale*, scudi 50 m. d'oro. » (G. Cambi, *Del.*, XXI, 54.)

2. Manfredo Manfredi à Ercole, 13 mars 1492. *Atti e mem.*, I, 311 ; Lettres de Pietro Delfino, gén. des camaldules. Flor., 11 mars, dans Fabroni Doc., p. 305 ; Rinuccini, p. 145 ; Cambi, *Del.*, XXI, 63 ; Ammirato, XXVI, 184, 186 ; Roscoë, append. 65, t. III, p. 336. Les cérémonies sont tout au long dans Burckhardt, *Diario*, ann. 1490, p. 162-177, Flor., 1854.

3. Voy. cette lettre dans Fabroni, Doc., p. 308, Roscoë, append. 66, t. III, p. 330, et Capponi, append. 6, t. II, p. 528.

4. Machiavel, VIII, 134 A. Voy. les détails dans les *Lettere di Jacopo da Volterra a papa Innocenzo VIII*, publiées par Marco Tabarrini dans l'*Arch. stor.*, 3e sér., part. VII, t. II, p. 11, 17, 18, lettres des 11 et 20 sept., du 6 oct. 1487. Cinq autres lettres du même sont au t. X, part. 2, p. 7-19 de l'*Arch. stor.* Elles portent la date du 22 janv. 1488 et se rapportent

en voir la conclusion, devancer l'ordre des temps; il nous faut maintenant revenir sur nos pas.

Ayant établi ses fils et marié ses filles, Lorenzo devait encore, pour mener à bonne fin sa tâche de père de famille, faire un sort à son triste gendre. A qui prendrait-il des terres pour lui constituer une principauté? A qui? à l'ennemi de tous les temps, à ce comte Girolamo, qui, depuis la mort de Sixte IV, son père, vivait retiré dans ses domaines de Forlì et d'Imola. Girolamo n'était pas sans appuis : sa femme étant bâtarde du dernier duc de Milan, il comptait sur le More, et, à Rome même, le puissant cardinal Giuliano de la Rovere se faisait un point d'honneur de défendre ce parent. Mais l'Église lui était foncièrement hostile, comme à tous les barons et seigneurs établis sur des territoires ecclésiastiques[1]. En tâchant de lui substituer Franceschetto Cybo, Lorenzo suivait la politique vraiment florentine d'entourer Florence de principicules inoffensifs, gravitant dans son orbite[2]. Même ce dessein, antérieur à toute idée de mariage, remontait au jour déjà éloigné où Innocent VIII avait ceint la tiare : à peine un mois plus tard (septembre 1484), de Florence arrivaient à Rome les premières ouvertures pour « la nouveauté de l'État du comte », et elles trouvaient le pape disposé à laisser faire plus qu'à permettre qu'on

au séjour de l'ambassadeur Jacopo Gherardi de Volterre à Milan. Cf Cipolla, p. 644.

1. Voy. une lettre de Ald. Guidoni, 25 avril 1488. *Atti et mem.*, I, 300.

2. Sua M[tà] saria di volontà che Forlì ed Imola fossero più presto di signori particolari che si fossero di altra sign. potente... e quando pure detto stato dovesse toccare a verun potentato, che lui saria di parer di voler più presto Milano che la chiesa. » (*Ibid.*) Guidoni explique ensuite les raisons pour lesquelles Lorenzo préfèrerait Milan. C'est comme un cours de politique.

s'autorisât de son nom[1]. La négociation avait traîné en longueur, car l'entourage pontifical n'inspirait pas confiance[2], et le menacé Riario faisait bonne garde autour de Forlì[3]; l'union de Maddalena avec Franceschetto fut un fort stimulant pour remettre les fers au feu. Seulement, ce n'est plus d'une conquête qu'il s'agit, c'est d'un assassinat : les documents parlent d'envoyer non une armée, mais quelques hommes affidés pour « faire cette chose » à Faenza, après les fêtes de Noël[4]. Si « cette chose » n'aboutit qu'après trois années d'étude, c'est qu'avant de frapper, Lorenzo voulait du pape plus qu'une verbale adhésion[5].

L'avait-il obtenue ou s'était-il lassé de l'attendre ? Le fait est que, le 14 avril 1488, Riario, entouré de conspirateurs jusque dans sa maison, y tomba sous leurs poignards. Son corps nu fut jeté par la fenêtre ; la populace le traîna par les cheveux à travers la ville, car, cupide et cruel, on le haïssait[6].

1. Mi par comprendere che il papa desidererebbe la novità dello stato del conte, ma non vorrebbe fare sed solum permettere.... e che quegli signori facessino come da loro. » (Guidantonio Vespucci, orateur à Rome, à Lorenzo, 24 sept. 1484. Fabroni, Doc., p. 316.)

2. « Pensate se voi volete stare in sulle parole o un breve di credentia... o se pur volete altre maxime circa questo caso, quando vi bisognassi far spesa, perchè io non mi fido molto della stabilità di questi che sono presso al papa. » (Du même, 14 déc. 1484. *Ibid.*, p. 318.)

3. « Che in questo caso siano necessarie queste cose, prima uno grande secreto et una extrema simulatione, non far dimonstratione nessuna adversa alli amici del conte per non lo fare ombrare. (*Ibid.*) Si concluse la impresa essere difficile ~~par~~ per la gran guardia sa fare il conte fuora di Furlì. » (*Ibid.*, p. 317.)

4. « Si è concluso che facte le feste Savello si parta et sia con voi et vada a Bologna, et che, parendo a voi, si deputi el luogo a Faenza, dove se debba pratichare questa cosa con huomini fidati. » (*Ibid.*, p. 318.)

5. Sur les faits qui amenèrent le meurtre, voy. Cipolla, p. 646.

6. Les principales autorités sur ce coup de main sont Leone Cobelli (*Cronache forlivesi*, p. 303 sq.) qui était présent, puis deux lettres adressées à Lorenzo les 19 et 21 avril, et publiées dans Fabroni, Doc., p. 318, 320.

Sans avoir rien su du complot on en connut l'issue[1]. Florence en éprouva une vive surprise et une satisfaction plus vive encore : « de la famille du comte elle aurait voulu qu'il ne restât pas même la queue[2] ». Quant au pape, s'il montrait du déplaisir, il ne semblait pas inconsolable[3], et celui-là seul pouvait redouter ses menaces[4], qui se savait accusé d'avoir fait le coup. Marin Sanuto, dans sa chronique, écrite au jour le jour, l'impute formellement à Lorenzo[5]. Les deux principaux meurtriers, Lodovico et Checco dell'Orso, lui écrivent (19 avril) avoir accompli « cette chose divine plutôt qu'humaine », pour le bien de la République et pour leur intérêt propre, pour tirer le peuple de l'enfer. Le pape est content, disent-ils; mais pour en obtenir l'appui et le secours, ils implorent l'intervention du magnifique Lorenzo[6]. Stefano de Castrocaro, qu'il avait jadis envoyé au seigneur de Faenza, en lui recommandant de voir les conjurés et de leur témoigner sa bienveillance[7], lui raconte le drame par le menu (21 avril).

Voy. aussi Borselli, XXIII, 907; Allegretti, XXIII, 823; Sanuto, XXII, 1244; Infessura, t. III, part. 2, p. 1219; Bruto, l. VIII, dans Burm., t. VIII, part. 1, p. 213; Machiavel, VIII, 133 A, et *Discorsi*, l. III, c. 6, p. 262 A.

1. « Nientedimeno non intendo che di tale trattato se ne sia sentito cosa alcuna di qua innanzi il fatto. » (Ald. Guidoni à Ercole, 24 avril 1488, *Atti e mem*, I, 300.)

2. « A questa città è piaciuto il caso successo del conte, et sia certa V. Ecc. che qui si vorria non gliene rimanesse coda de la famiglia del conte. » (*Ibid.*)

3. « Il papa mostra gli rincrescesse il caso del conte Girolamo, e sin qui se ne passa molto leggermente. » (*Ibid.*)

4. « Il M^co Lorenzo per le cose di Forlì è in parere che il papa faccia per effetto molto peggio che non dica in parole. » (*Id.*, 25 avril, p. 300.)

5. « Si diceva ch'era stato opera di Lor. de' Med. e di Giov. Bentivoglio, per dare quelle terre al sign. Franceschetto Cybo. » (Sanuto, XXII, 1244.) Ce témoignage formel n'empêche pas Roscoë d'invoquer l'autorité absolument nulle de Pignotti pour soutenir que Lorenzo ne fut point accusé par les contemporains.

6. Voyez cette lettre dans Fabroni, Doc., p. 319.

7. « Io le dissi che havendomi V. M^tia mandato al sign. di Faenza, mi

Et comme les meurtriers inquiets demandent ce que feront les Florentins : — Ils danseront, répond Stefano, selon la musique que feront les autres; le magnifique Lorenzo veut finir ses jours en repos[1]. — La musique de ce seigneur qui cherchait son repos dans le sang d'autrui n'était pas pour plaire à ses instruments : il leur refuse l'accès du territoire florentin et les réduit à chercher vers Rome un refuge[2], ce qu'ils ne font pas sans lui lancer comme la flèche du Parthe : « ils sont satisfaits, disent-ils, d'avoir vengé le sang innocent de Giuliano des Medici[3] ». Ce reproche indirect laissait froid le prudent Lorenzo : il ne s'était pas montré dans la bagarre et il se dérobait au danger des suites. Ayant eu satisfaction, ce n'était point maladroit.

Il lui fallut, pourtant, se contenter d'une stérile vengeance. Le fruit qu'il avait fait mûrir, il ne le cueillit point. Caterina Sforza, veuve de la victime, fut plus avisée que les rebelles qui essayaient de tirer pour Lorenzo et Franceschetto les marrons du feu. Elle leur persuada de la laisser entrer dans la *rocca*, pour persuader de la rendre à celui qui y commandait. Ils y consentirent; ils croyaient n'avoir rien à craindre d'elle, puisqu'ils détenaient ses enfants comme otages. Mais elle, une fois entrée, fit tirer sur les assiégeants. Ceux-ci menaçant de tuer les fils de ses entrailles, elle répondit qu'elle en avait encore un à Imola, un dans le

havea anche commesso vedessi di abboccharmi con loro et farli intendere per quanto potevate, che naturalmente eravate disposto al favore et benefitio loro. » (Lettre de Stefano de Castrocaro, dans Fabroni, Doc., p. 320.)

1. « In ultimo me adomandorono quello faranno e Fior. Io li dissi : loro balleranno secondo che altri sonerà... V. M. intendeva vivere in più tranquillità e pace che li fussi possibile questo resto dell'età. (*Ibid.*, p. 323.)

2. Ald. Guidoni à Ercole, 8 mai 1488. *Atti e mem.*, I, 301.

3. Lettre de Stefano, dans Fabroni, Doc., p. 324.

ventre, et, ajouta-t-elle avec un geste impudiquement énergique, les moyens d'en faire d'autres. Elle intimida ainsi ses ennemis, elle resta ou redevint maîtresse, et, le 29 avril, Ottaviano son fils, le propre fils de Riario, était proclamé seigneur de Forlì et d'Imola [1]. Lorenzo ne bouda point. Vrai politique, il comprit ce que valait cette virago résolue à devenir, s'il le fallait, une mère Gigogne, et il la mariait bientôt à Giovanni des Medici, petit-fils d'un frère de Cosimo et père de cet autre Giovanni qui fut plus tard célèbre dans les guerres comme chef des bandes noires [2]. Ainsi la vaillante Catarina entrait dans la famille puissante que son premier mari avait voulu détruire, et qui, par représailles ambitieuses, avait entrepris contre lui, contre elle, l'œuvre de destruction [3].

Quant à Franceschetto Cybo, il restait Franceschetto sans terres, comme devant. Si son beau-père Lorenzo réussissait mieux ailleurs, c'était pour son compte à lui et pour le compte de Florence. Galeotto Manfredi cherchait à vendre Faenza aux Vénitiens, grand sujet d'alarmes pour Florence, qui fût devenue par là limitrophe de Venise. Le 31 mai 1488, il fut assassiné par sa femme Francesca, dont le père, Giovanni II Bentivoglio, de Bologne, avait armé le bras. La jalousie féminine venant ainsi en aide à la politique conquérante, les

1. Cobelli, *Cronache forlivesi;* Infessura, t. III, part. 2, p. 1220; Bruto, l. VIII, dans Burm., t. VIII, part. 1, p. 213; Machiavel, VII, 133 A, et *Discorsi*, l. III, c. 6, p. 262 A; Sismondi, VII, 251; Capponi, II, 156.

2. Giovanni des bandes noires avait reçu au baptême le nom de Lodovico. Voyez les généalogies des Medici dans Litta, Reumont, etc.

3. Sur ce mariage voy. Lettres de Pietro Nasi à Lorenzo, Faenza, 3 févr. 1489, et de Dionisio Pucci au même, Faenza, 29 août 1489, dans Fabroni, Doc., p. 325, 328, ainsi que d'autres documents de 1489 et 1490, cités par Reumont, II, 374. Cf. Sismondi, VII, 254.

Florentins n'ont rien gagné : ce sont les Bentivogli, de proches voisins, qui étendent leur main sur Faenza. A cette nouvelle, connue dès le lendemain dans Florence, « toute la ville fut en l'air » et manifesta l'intention que le fils de Galeotto lui succédât [1]. Comme c'était aussi le vœu du peuple de Faenza et des paysans du val de Lamone, ces sujets fidèles, virtuellement appuyés par la république voisine, s'emparèrent du gouvernement au nom du jeune Astorre Manfredi, se mirent sous la protection de Florence et en obtinrent aisément des hommes d'armes [2], d'autant plus aisément que la récompense était au bout : Lorenzo retint sur la frontière la bonne forteresse de Piancaldoli, enlevée naguère aux Florentins par le comte Girolamo [3]. Cette fois, par extraordinaire, le droit était de leur côté, comme le reconnaissait l'orateur de Ferrare : la restitution avait été promise plusieurs fois [4].

Cette place reprise, Lorenzo put se montrer clément envers Bentivoglio. Il avait exigé qu'on le lui remît, et malgré les réclamations de la femme du prisonnier, des ambassadeurs eux-mêmes, il le retenait [5]. Quand fut enfin tombée la *rocca* de Faenza (9 juin), il ouvrit la cage et laissa s'envoler l'oiseau, non sans avoir eu avec lui de longues conversations, où « ils

1. Ald. Guidoni à Ercole, 2 juin 1488. *Atti e mem.*, I, 301.
2. Du même, 5 juin. *Ibid.*, p. 302.
3. Avant le meurtre de Galeotto, le 3 avril, cette affaire de Piancaldoli est l'objet d'une longue lettre d'Ald. Guidoni, *Atti e mem.*, I, 298. Sur ce fait, voy. *Ricordanze di Tribaldo de' Rossi*, dans *Delizie degli eruditi toscani*, XXIII, 241.
4. « Si seguita la impresa di Piancaldoli, quale già fu loro, e più volte le fu promesso restituircelo. » (Ald. Guidoni à Ercole, 24 avril 1488. *Atti e mem*, I, 300.)
5. Du même, 9 juin, p. 302.

firent une bonne lessive du tout [1] », lessive dont Bentivoglio fit les frais, car il ne put obtenir ni que sa fille fût rétablie à Faenza, ni que son geôlier plein de grâce lui permît, par des alliances, de s'apparenter aux Medici [2]. Ce n'était pas se faire un ami de ce voisin.

Mais qu'importait à Lorenzo? Protecteur désormais reconnu de Forlì, d'Imola, de Faenza, il dominait sur les petits États de Romagne, il prenait de plus en plus sur les uns une prépondérance, sur les autres une influence marquée. C'est que de plus en plus ami du plaisir et ennemi des affaires qui le gênaient pour s'y livrer, il aplanissait les différends et menaçait toujours de se porter du côté de l'offensé. La menace suffisait le plus souvent au succès de l'équilibriste. Dans sa politique extérieure est sa gloire, gloire non immaculée, à coup sûr, et que souillent manques de foi, perfidies, violences et crimes, mais qu'il serait injuste de contester.

Dans le temps même où prenait fin la guerre que l'empereur faisait à Venise, Lorenzo calmait les ressentiments réciproques d'Innocent VIII et de Ferrante, l'un irrité du tribut refusé autant et plus que du massacre des barons napolitains, l'autre menaçant de paraître devant Rome la lance sur la cuisse. Le médiateur pouvait compter sur Ferrante, reconnaissant de ce qu'il avait procuré la fin de la dernière guerre et empêché qu'elle ne recommençât; sur Innocent qu'il avait dé-

1. Ald. Guidoni à Ercole, 15 juin, p. 302.

2. Du même, 17 août, p. 303, et note 2 de Cappelli. Sur cette affaire voy. en outre *Cronaca di Faenza*, p. 240; *Cronaca forlivese*, p. 346; Burselli, XXIII, 907; Allegretti, XXIII, 823; Graziani, *Cronaca perugina* dans *Arch. stor.*, 1re sér., t. XVI, part. 1, p. 675; Infessura, t. III, part. 2, p. 1221; *Diario ferrarese*, XXIV, 280; Bruto, l. VIII, dans Burm, t. VIII, part. 1, p. 214; Ammirato, XXVI, 183.

barrassé d'un fils dont nul prince ne voulait pour gendre; sur Louis XI, attentif aux intérêts économiques communs aux deux États, et qui intervenait obligeamment dans les négociations relatives au chapeau [1]; sur Lodovico le More, qu'il avait grandement servi en détournant le duc de Calabre de prendre les armes pour la défense de son gendre Gian Galeaz. Il entretenait des relations amicales avec Mathias Corvinus. Le soudan d'Égypte lui marquait son estime par l'envoi d'une girafe et d'un lion apprivoisé [2]. On a vu, enfin, qu'il était en faveur auprès de Mahomet II. Ainsi il assurait la paix du dehors, comme la tranquillité du dedans, à sa patrie trop accoutumée à vivre au cliquetis des armes. Cette paix dura depuis la prise de Sarzana jusqu'à sa mort.

Les plus ombrageux des Florentins lui surent gré de ce répit, en même temps qu'ils étaient flattés des honneurs rendus au premier d'entre eux, à celui qui, désormais, personnifiait la République. S'il tenait, nous l'avons vu, ses négociations secrètes, par calcul personnel autant que par nécessité politique, ce n'est pas une raison pour lui en retirer l'honneur avec la responsabilité, comme l'a fait Sismondi dans le dessein de relever par la comparaison ses chers Albizzi, dont il fait les champions de la « liberté », et même de la démocratie. On ne peut sans injustice ne voir qu'intrigues dans les lettres de Lorenzo à Lanfredini que Fabroni a publiées.

1. Buser (p. 288 sq.) résume rapidement la correspondance entre Lorenzo et Sassetti, son envoyé en France, qui y avait rendu de bons offices, comme à Florence Comines.

2. Lettre de Pietro Bibbiena à Clarice, énumérant les présents du Soudan. Sans date, dans Fabroni, Doc., p. 337. Voy. sur tous ces faits Sismondi, VII, 275, et Capponi, II, 159.

L'habile homme d'État, très occupé des projets d'intervention étrangère, en supputait, en voulait écarter les périls. La victoire du duc de Lorraine lui en paraissait un très grand [1], moins, toutefois, que celle du roi de Naples, car Ferrante dépendait de l'Espagne plus que René de la France [2]. Il indiquait au pape trois partis à prendre : avoir raison du roi de Naples par les armes, s'accorder avec lui, temporiser en attendant une meilleure occasion; mais en aucun cas, ajoutait-il, Sa Sainteté ne doit demander appui à la France ou à l'Espagne [3]. Conseil opportun autant que sage, au lendemain du jour où (11 septembre 1489), en présence de l'ambassadeur napolitain, Innocent VIII rendait publique la protestation du 11 août, qui accusait Ferrante d'avoir violé la paix et le considérait comme déchu [4]; au moment où, après s'être plaint aux rois très chrétien et très catholique des injures qu'il recevait du Napolitain, il traitait avec eux [5], quoiqu'il reconnût que le roi très catholique n'était point sûr, et que le roi très chrétien aspirait à la possession tout ensemble de la république de Gênes et du royaume de Naples [6].

Que Lorenzo ne fût pas resté à l'écart de ces négociations, le fait est hors de doute : c'est à un orateur florentin que le duc de Calabre déclarait le roi son père

1. Lorenzo à Lanfredini, 24 mars 1489, dans Fabroni, Doc., p. 359-361.
2. Du même, 17 octobre 1489. *Ibid.*, p. 366.
3. *Ibid.* Cf. une autre lettre du même au même, 8 août 1489, *ibid.*, p. 361-365, et les analyses de Buser, p. 268-269.
4. Infessura, t. III, part. 2, p. 1229. La bulle du 11 septembre est dans Fabroni, Doc., p. 340 sq.
5. Innocent VIII lui-même en fait l'aveu à Lanfredini. (Lanfredini à Lorenzo, dans *Arch. stor.*, 3e sér., 1872, t. XV, p. 296.)
6. Lanfredini à Lorenzo, 23 oct. 1489, lettre publiée par Ag. Gelli dans *Arch. stor.*, 3e sér., t. XVI, p. 386.

prêt à traiter avec le pape à des conditions raisonnables [1]. Cette intervention était délicate, car Lorenzo tenait fort à l'amitié de Ferrante [2], car Innocent VIII parlait d'accorder à Charles VIII l'investiture du Royaume et se déclarait prêt, s'il n'obtenait un sincère appui des potentats italiens, à passer les Alpes, pour revenir bientôt en Italie escorté des ultramontains [3]. Si envenimée était la querelle qu'à la fête de la Saint-Pierre, en 1491, Ferrante ayant, selon l'usage et les traités, offert la haquenée, le pape la refusa, parce qu'on n'y avait pas joint le tribut tombé en désuétude [4]; et pourtant, aux premiers jours de décembre suivant, grâce surtout à Lorenzo, l'accord était fait [5]. Ce ne fut pas sa faute si ce grand succès trouva au nord une fâcheuse compensation, si Lodovico le More se réconciliait avec le duc d'Orléans, si par là cessait d'appartenir à Florence la direction des événements. La patiente araignée recommençait aussitôt sa trame rompue, et peut-être, sans la mort, l'eût-elle conduite à bonne fin.

Déçu ou non dans ses calculs et ses espérances,

1. Déclaration faite le 29 janvier 1490. Carteggio mediceo, filza 49-228, dans C. de Cherrier, *Histoire de Charles VIII*, t. I, p. 341. 2e éd. Paris, 1870.

2. Pier Vettori à Lorenzo, Naples, 9 mars 1489, dans Fabroni, Doc., p. 344-347.

3. « Dichiarando che quando sia offeso del Re et non ajutato come si conviene, delibera partirsi et andarsene di là da' monti, dove sarà ben visto, et dove spera non solo poter procedere contra al Re in ogni altro acto, ma ancora si rende certo in breve tempo poter ritornare con favore di ultramontani. » (Pandolfini à Lorenzo, 28 juillet 1490, dans Fabroni, Doc., p. 355. Cf. du même, 8 juillet 1490, *ibid.*, p. 352.)

4. Manf. Manfredi à Ercole, 3 juillet 1491, *Atti e mem.*, I, 309.

5. Le pape publiait le traité d'accord, le 28 janv. 1492. Voy. *Ann. eccles.*, 1492, § 10, t. XXX, p. 190, et lettre de Manfredi à Ercole, 6 déc. 1491, 31 janv. 1492, *Atti e mem.*, I, 310.

Lorenzo n'en faisait pas moins très grande figure en Europe. Il y passait pour ce qu'il était en effet sans l'avouer, pour le maître de Florence. Les offices publics, prieurs, dix de la guerre, continuent bien d'expédier des dépêches aux ambassadeurs de la République; mais Lorenzo en expédiait de son côté, et les siennes étaient à ce point les plus importantes que les autres s'y référaient [1]. C'est lui que reconnaissent, c'est à lui que s'obligent les seigneurs du voisinage et tous ceux qui s'engagent à la solde de la commune. C'est avec lui seul que correspondent les têtes couronnées. Il est à leurs yeux un prince, comme tous ceux qui en portent ouvertement le nom.

Bien au contraire, à l'intérieur, Lorenzo est réduit à biaiser, à se faire petit, à n'avancer que pas à pas. C'est le revers de la médaille. Mais, à un autre point de vue, c'en est aussi l'endroit, car c'est par sa vie de Mécène, bien plus que par le succès ou l'importance de ses négociations, qu'il tient un rôle si considérable dans l'histoire de Florence, et l'on pourrait presque dire dans l'histoire de l'humanité.

1. « Delle cose seguite di qua sappiamo Lor. de' Medici v' informa a pieno; però per ora altrimenti non ci distenderemo... Alle sue lettere ci riferiamo. » (Dépêche à Francesco Gaddi, 5 déc. 1480, dans Desjardins, I, 189.)

CHAPITRE V

LA DOMINATION DE LORENZO DES MEDICI A L'INTÉRIEUR DE FLORENCE JUSQU'A SA MORT.

— 1481-1492 —

Absolutisme croissant et mal déguisé de Lorenzo. — Conjuration réprimée (juin 1481). — Difficultés du trafic. — Mauvaise gestion financière privée et publique. — L'impôt progressif ou *scala* (1480-1487). — Affaire des gonfaloniers de compagnie (1489) : Lorenzo châtie le gonfalonier de justice. — Il maintient par la rigueur l'ordre sur la place publique. — La balie des dix-sept placée au-dessus du conseil des soixante-dix (1490). — Les monnaies remaniées. — Tripotages sur les *monti*. — Lorenzo immobilise et accroît sa fortune. — Il protège les lettres et les arts. — Son éducation littéraire. — Son dilettantisme. — Son goût pour les plaisirs. — Angelo Poliziano. — Marsilio Ficino et l'académie platonicienne. — Pico de la Mirandola. — Patronage de Lorenzo. — Opposition à l'esprit païen : Girolamo Savonarola (1483-1490). — Mission qu'il se donne. — Ses prophéties. — Son opposition à Lorenzo. — Fra Mariano de Ghinazzano lui est opposé (1491). — Entrevue de Lorenzo mourant avec Savonarola (avril 1492). — Mort de Lorenzo (8 avril). — Jugements des contemporains et de la postérité.

Cette puissance de Lorenzo, que nous avons vue grandir au dehors, était affermie au dedans depuis la conjuration des Pazzi. L'échec des conjurés, leur châtiment avaient été pour leurs émules possibles une leçon. Nul danger dès lors, tous les auteurs le reconnaissent, les plus anciens comme les plus modernes[1], dans une ville peuplée d'hommes « plus curieux des trafics privés

1. Voy. J. Pitti, *Arch. stor.*, 1re sér., t. I, p. 25; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 4, t. III, p. 43; le P. Marchese, *Scritti vari,* San Marco di Firenze, l. II, p. 125; Canestrini, p. 238.

que des affaires publiques[1] ». Lorenzo en avait trop le sentiment pour songer, comme le prétend son peu critique biographe Roscoë, à abdiquer en faveur de son fils. Il projetait même, une fois parvenu à l'âge légal de quarante-cinq ans, de se faire nommer à vie gonfalonier de justice[2], ou plutôt d'injustice, comme dit Rinuccini[3], curieux scrupule de légalité pour commettre l'illégalité la plus flagrante et la plus contraire aux traditions florentines. En attendant, c'est lui qui reçoit les princes, les ambassadeurs étrangers, qui leur donne fêtes et festins avec une somptuosité princière. Il n'aime pas que d'autres se rendent agréables par des réceptions de ce genre, fût-ce pour les noces, réjouissances domestiques. Il surveillait d'un œil jaloux les démarches, les amitiés, les intérêts de ses compatriotes. Il formait des sectes, des compagnies secrètes qui s'ignoraient l'une l'autre et tenaient la balance égale entre les factions. Les orateurs de Florence, on les appelle « ses orateurs[4] ». Ammirato le dit « prince du gouvernement[5] », et il l'était en réalité. Il voulait l'être et, sinon le paraître, du moins qu'on sût qu'il l'était.

En cela justement consiste sa manière, qu'il convient de caractériser. Il se faisait humble, il vivait avec sa famille et ses amis en simple citoyen, il cédait le pas, le haut du pavé, à toute personne plus âgée que lui, il invitait son fils à l'imiter dans ses ambassades[6],

1. J. Pitti, *Arch. stor.*, 1e sér., t. I, p. 25.
2. *Ibid.*, p. 26.
3. Al. Rinuccini, p. 137.
4. « Li oratori soy... » L'orateur milanais au duc de Milan, 23 déc. 1482. *Arch. Sforz.*, copies n° 1610, f° 321. Le nom de cet orateur n'est pas au document. Ce doit être Sacramoro.
5. Ammirato, XXVI, 184.
6. « Portati gravemente e costumatamente e con umanità verso gli altri

sachant bien, d'ailleurs, qu'il y marcherait de pair avec les plus grands personnages, même avec le duc de Milan[1], et ne négligeant pas, au besoin, de lui recommander une attitude qui le distinguât de ses collègues[2]. Il visitait modestement à leur auberge, quand il n'avait pas sujet d'être mécontent ou de mauvaise humeur, les envoyés des puissances italiennes et jusqu'à de simples capitaines de guerre. Dans les assemblées où il évitait de paraître, Pier Filippo Pandolfini, « le premier citoyen de la ville après lui et son cœur dans les conseils », écrit Aldovrandino Guidoni[3], lui servait de truchement. Dans chaque office, il entretenait, selon la coutume de son père et de son aïeul, un chancelier de confiance, dépositaire de sa pensée et de ses volontés, véritable chef de l'office auprès duquel il était accrédité. Il avait, en outre, à ses côtés un autre chancelier, son secrétaire général, comme on dirait aujourd'hui, Piero de Bibbiena, auquel aboutissaient les fils de toutes les affaires[4]. C'est ainsi que la pieuvre étendait ses tentacules et réduisait, pour le moment du moins, sa victime à la résignation, à l'insensibilité.

Le plus singulier, c'est que des hommes d'ordi-

pari tuoi, guardandoti di non preceder loro, se fossino di più età di te; poichè per essere mio figliolo, non sei però altro che cittadino di Firenze, come sono ancor loro. » (Lorenzo à Piero, dans Fabroni, Doc., p. 264.)

1. G. Cambi, *Del.*, XXI, 39. — Capponi (II, 159) cite une lettre qui se trouve dans Fabroni (Doc., p. 296), mais qui ne dit rien sur le rang de Piero aux fêtes de Milan.

2. « Ma quando poi parrà a Giovanni di presentarti al papa *separatamente*, prima informati bene di tutte le cerimonie si usano, ti presenterai », etc. (Lorenzo à Piero dans Fabroni, Doc., p. 264.)

3. « P. F. Pandolfini in consiglio è il cuor del M^co Lorenzo, ed egli è il primo cittadino della città. » (A Ercole, 14 mai 1488. *Atti e memorie*, I, 301.)

4. Capponi, II, 161; Cipolla, p. 666.

naire avisés prenaient le change. « Il n'est pas seigneur de Florence, écrit un orateur milanais, mais citoyen ; et quoiqu'il ait un peu plus d'autorité qu'il n'en devrait avoir dans sa condition, il est tenu d'être patient, de se conformer à la volonté du plus grand nombre[1]. » Or, dans la même dépêche, celui qui écrit ces lignes appelle « orateurs de Lorenzo » ceux qu'on appelait jusqu'alors orateurs de la République[2] », contradiction naïve, qui nous montre ce qu'il faut penser. Lorenzo est donc le maître, et un maître qui frappe désormais sans rencontrer de résistance, quoiqu'il frappe au moindre soupçon. Donnons un exemple de ces rigueurs si souvent peu justifiées.

C'était en 1481, au mois de juin. Le 2, étaient arrêtés deux citoyens de bonne famille, mais déchus de leur rang, Marotto Baldovinetti et Battista Frescobaldi. On les accusait d'avoir voulu, au Dôme encore, comme les Pazzi, et durant les fêtes de la Pentecôte, tuer Lorenzo avec des poignards empoisonnés[3]. Marotto était suspect pour avoir récemment vu à Rome Girolamo Riario, l'ancien ennemi des Medici[4]. Quant à Battista,

1. « Attento che la non è signore di Firenze, ma cittadino, et licet de qualche auctorità più che non li tocharia per la sorte sua, tamen in simili casi è necessitato anchora luy ad havere patientia et conformarse col volere de' più. » (Au duc de Milan, 23 déc. 1482. *Arch. Sforz.*, Copies, nº 1610, fº 321.)

2. Voy. plus haut, page 508.

3. Bartolommeo Sgrippi, chancelier de Montecatino à Montecatino, alors à Ferrare, 6 juin 1483. *Atti e memorie*, I, p. 253. Rinuccini (p. 134) dit que le coup devait avoir lieu le 31 mai, jour de l'Ascension. Il se trompe, puisque l'arrestation préventive est du 2 juin. Le témoignage du chancelier modenais est probant, écrit, comme il l'est, au moment même. Luca Landucci le confirme. Voy. *Diario*, p. 38.

4. « E ancora non si è potuto intendere se questi aveano pratica con il prefato conte. » (Bartolommeo Sgrippi, 3 juin 1481. *Atti e memorie*, I, p. 253.) « Hieronymus quoque comes belli tempore ejus vitæ sæpius per sicarios insidiatus est. » (Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 60.)

serviteur jadis dévoué, représentant de la République à Pera, il avait aidé Lorenzo à obtenir la scandaleuse extradition de Bandini. Mais le proverbe dit « ami jusqu'à la bourse ». Il prétendait avoir déboursé du sien dans cette mission, et il ne pouvait obtenir remboursement. Était-ce assez pour armer sa main, et même sa main s'était-elle armée? On ne sait; mais la torture lui délia la langue, lui fit avouer le faux peut-être autant que le vrai. Il chargeait Neri Acciajuoli et déchargeait Riario. De la confession même résulte pourtant que Neri ne pouvait être bien coupable : étrange conjuré qui conseillait de laisser l'ancien complice des Pazzi hors du complot, en vertu de cet autre proverbe : « chat échaudé craint l'eau froide[1] ! »

Mais pour condamner il n'en faut pas davantage : les deux inculpés sont pendus, le 6 juin, aux fenêtres du Bargello, et comme leur ami Francesco Balducci a pu prendre la fuite, on pend avec eux son frère qui, pourtant, blâmait le complot[2]. Telle était la justice distributive des Medici. Antonio Montecatino, orateur de Ferrare, croit à la réalité de cette conjuration qui aurait, dit-il, mis tout sens dessus dessous, car « ces pauvres gens (*poveretti*) étaient venus avec beaucoup d'ardeur ». Il raconte qu'aux visiteurs qui les venaient consoler, ils répondaient avoir regret non de la vie, mais de l'affranchissement de Florence, qu'ils avaient voulu procurer, comme devraient faire tous les Floren-

1. « Perchè il predetto conte avea avuto assai carico, che al presente rifiuteria questo. » (B. Sgrippi, 6 juin 1483. *Atti e memorie*, I, p. 254.)

2. B. Sgrippi, 6 juin. *Atti e memorie*, I, p. 254. Cf. Al. Rinuccini, p. 134; Allegretti, XXIII, 808; Ammirato, XXV, 148. Leon. Morelli (*Del.*, XIX, 196) met ce supplice au 13 juin. Il est contredit par Sgrippi, Rinuccini, Landucci, et le priorista Rinuccini, dans Fabroni, Doc., p. 224.

tins. Et pourtant il ajoute : « On ne pouvait légalement leur donner la mort, car, n'en étant venus à aucun acte extrinsèque, ils ne la méritaient pas[1]. »

Ce n'en est pas moins à l'occasion de cette affaire que la Seigneurie et les Soixante-Dix, par ordre ou par flatterie, déclarèrent formellement que qui offensait Lorenzo commettait le crime de lèse-majesté, « ce qui, dans l'opinion de plus d'un, écrit le même Montecatino, lui nuit plutôt que de le servir, car plus il affecte de vouloir dominer, plus il se fait d'ennemis[2] ». Ces ennemis, il ne les craignait guère. D'autres complots sont indiqués par les apologistes, où l'on fait, comme toujours, une part à Girolamo Riario[3] ; mais ce qu'on en dit est si peu de chose, ils ont laissé si peu de traces dans l'histoire, en un temps où l'on pendait les suspects, qu'il est bien difficile de prendre au sérieux ces contes, inventés sans doute pour justifier de persistantes rigueurs.

Chacun pouvant se sentir menacé, l'inquiétude troublait tout citoyen qui n'avait su ou voulu se faire agréer comme ami, et avec l'inquiétude régnait un malaise dont la cause était dans l'impuissance, dans l'incapacité de Lorenzo à relever la situation financière. Malgré ses relations extérieures, il n'obtenait point de ses

1. « Non poteano de jure morire, perchè non essendo venuti ad altro atto estrinseco, non meritavano la morte. » (Ant. Montecatino à Ercole, 9 juin. *Atti e memorie*, I, p. 255.)

2. « E così dichiararono expresse che chi offende Lorenzo ed offenderà commetterà crimen lesæ majestatis, che pure tribuisce onore e riguardo a Lorenzo, quantunque sia che dica che questo più presto gli nuoce, perchè quanto più se le fa atto di dominare li altri, tanti più inimici si fa... » (*Ibid.*)

3. Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 60, et d'après lui Ammirato, XXV, 148, parlent d'un complot d'un certain Baldinotti de Pistoia, dans lequel aurait trempé Girolamo Riario.

alliés un traitement favorable pour le trafic florentin. Même en France, où ce trafic passait pour jouir de réelles immunités, sa condition était précaire, dépendait du caprice, des besoins du moment, qui faisaient tout à coup et trop fréquemment frapper d'un droit les draps de Florence[1]. A l'occasion, des navires florentins étaient capturés par la marine française[2]. Si des amis faisaient vivre le trafic en de perpétuelles alarmes, que n'avait-il pas à redouter des indifférents, des ennemis?

A l'intérieur de l'État éclatait au grand jour la mauvaise gestion des finances. Durant la guerre, le *monte* avait dû suspendre le payement des intérêts. On s'en excusait, au préambule de la provision qui instituait l'ordre des Soixante-Dix, sur les maux de la peste, sur les dépenses qu'elle avait causées. Ne fallait-il pas en décharger une guerre entreprise par Lorenzo, moins pour la République que pour lui-même[3]? On ne sut remédier au mal que par des expédients qui ne remédiaient à rien, en terminant la vente des biens de la *parte guelfa* et de l'office de la Tour, en recherchant les dettes arriérées des débiteurs de la commune, quoiqu'ils eussent pris avec les officiers du *monte* des arrangements dont la violation était une iniquité[4].

Mais comment Lorenzo eût-il bien géré les finances publiques, quand il gérait mal ses finances privées? Celles-là, d'ailleurs, lui servaient à réparer les brèches de celles-ci. Ses apologistes ont écrit qu'il avait hor-

1. Dépêche du 27 déc. 1483, analysée dans Desjardins, I, 204, 205.
2. 1485. Dépêche analysée dans Desjardins, I, 205. Capture de deux navires au marchand Bartolommeo Frescobaldi.
3. Voy. un fragment du texte dans Capponi, II, 145, n. 1.
4. Alam. Rinuccini, p. 135, 137.

reur du trafic[1], et, sur leur témoignage, Machiavel n'a pas craint d'affirmer qu'il n'avait pas continué les affaires. C'est une erreur, les documents le démontrent. En 1489, il s'en occupait encore[2]. Il restait l'associé de Francesco Sacchetti et autres marchands établis à Lyon. Le directeur de la banque, dans cette ville, était Leonetto des Rossi, marié à une sœur naturelle de Lorenzo[3]. Seulement, avec une négligence de grand seigneur, il laissait à ses agents la bride sur le col. Ceux-ci, n'ayant plus à craindre du maître d'imprévus voyages d'inspection et de surveillance, négligeaient à leur tour les intérêts confiés à leurs soins, les compromettaient même par leurs dépenses exagérées, leur luxe, leurs plaisirs. A Bruges, Tommaso Portinari, en déficit de cent mille ducats et plus, pensa mettre en faillite la banque des Medici, tout aussi compromise dans d'autres succursales[4]. Si, comme le croit Capponi[5], la compagnie de Bernardo Cambi et Antonio de Rabatta, à Bruges, était indépendante, du moins réduite à la banqueroute par le prêt à Marie de Bourgogne, femme de l'empereur Maximilien, de sommes qui ne furent jamais restituées[6], elle compromit les capitaux de tiers nombreux, et notamment ceux de Lorenzo[7].

1. « Mercaturam exhorruit. » (Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 38.)

2. Voy. dans *Atti e memorie*, I, 315, append., une lettre d'affaires signée *B. Des. al banco de' Medici Florentie.*

3. *Documenti di Storia italiana*, copiés par Giuseppe Molini, Florence, 1836, t. I, p. 13-16, et cités par Cappelli, *Atti e memorie*, I, 316, append.

4. « Riparare a Bruggia alla sua ragione, la quale ghovernava Thomaxo Portinari, che v'andò più di flor. 100 m. tra quivi e altre ragioni, perchè bisogniava si schoprissino falliti. » (Cambi, *Del.*, XXI, 2.)

5. *Stor. di Fir.*, II, 145, n. 3.

6. Al. Rinuccini, p. 136.

7. Voy. Lettre d'Antonio Pucci à Lorenzo, dans Fabroni, *Doc.*, p. 212, et Cambi, *Del.*, XXI, 2.

De là, pour ce dernier, la nécessité de faire flèche de tout bois, d'autant plus qu'il ne voulait ni supprimer ni suspendre les vastes projets de son ambition. Il emprunte donc à ses amis, à ses parents. Dès 1478, ses cousins, fils de Pier Francesco des Medici, lui prêtaient soixante mille ducats, et recevaient en garantie sa villa de Cafaggiuolo, ses possessions dans le Mugello[1]. Ce qui est pis, c'est qu'il couvre le déficit de sa fortune privée par des opérations où il a pour complaisants, pour complices, les officiers publics. Il mettait la main sur les gabelles, sur les capitaux des *monti*, en un mot, s'il est permis d'employer ce terme ignoble, il « tripotait » sur les deniers de l'État. Quand, au mois de décembre 1479, Tommaso Soderini, « détestable citoyen, vieux rapace, tyran inique », faisait supprimer un impôt, étant gonfalonier de justice, pour en dégrever les « gouverneurs[2] », il n'était qu'un instrument. Niccolò Valori, le panégyriste par excellence, avoue lui-même que son héros puisait dans les caisses publiques[3]. Lorenzo supprimait les fondations pieuses, faites par la République et par un grand nombre de familles[4]. Il faisait payer les soldats par la banque Bartolini, où il était intéressé; mais sur la solde il retenait 8 pour 100; comment s'étonner si les *condottieri*, qui savaient compter, eux aussi, ne lui en donnaient que pour son argent? Et tous ces abus, toutes

1. Lettre d'Ant. Pucci à Lorenzo, dans Fabroni, Doc., p. 212; G. Cambi, *Del.*, XXI, 2; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 9, III, 87.

2. Al. Rinuccini, p. 131.

3. « Fuit necesse ejus quoque rationibus ne fides deficeret, ex ærario publico providere. » (Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 38.)

4. Sismondi (VII, 276) donne des chiffres qui ont trop peu de certitude pour que nous les reproduisions.

ces prévarications, tous ces grappillages ne le relèvent point. En 1484, pour échapper à la faillite, il est contraint d'emprunter à Lodovico le More quatre mille ducats, et de vendre, pour en toucher quatre mille autres, la maison qu'il possédait à Milan, don de Francesco Sforza à Cosimo[1].

C'est donc Lorenzo qui est, en grande partie, cause des embarras du *monte* et de sa patrie. Comme l'a dit Sismondi[2], pour éviter la banqueroute privée, ilp rovoquait la banqueroute publique. Ce qu'il faisait lui-même, il ne put ou ne voulut empêcher ses amis de le faire; il les laissa piller ces deniers de la commune « qui sortaient du sang et des os des pauvres citoyens[3] ». Aussi, les accusations dont ses instruments étaient l'objet remontaient-elles jusqu'à lui, et parfois elles étaient portées par les nombreux agents qu'il entretenait dans les diverses places d'Europe[4]. Florence avait donc eu le tort, qui n'est pas nouveau dans le monde, de confier la gestion de ses finances à qui ne savait pas gérer les siennes propres, et Lorenzo embrouillait tout, à dessein peut-être autant que par insuffisance : compromettre la fortune publique, engager les fortunes privées est souvent un moyen de prendre assurance contre les révolutions.

Chez un maître obéré, chez des financiers sans initiative comme sans droiture, tout l'art de la finance consiste à créer des ressources en multipliant les impôts ou en en remaniant l'assiette, sous cette seule réserve,

1. Al. Rinuccini, p. 147; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 9, *Op. ined.*, t. III, p. 87, 88.
2. Sismondi, VII, 276.
3. Guicciardini, *Del reggim. di Fir.*, l. I, *Op. ined.*, II, 43.
4. Capponi, II, 146.

ordinaire aux pouvoirs démagogiques, de ménager le peuple. Encore cette réserve n'était-elle que théorique : un des chanceliers ou notaires nombreux qui dépendaient des Medici, qu'ils entretenaient auprès du *monte* et de la commune pour servir leurs desseins financiers, Piero Cennini, écrivait la note suivante au bas de la minute d'un projet d'impôt : « Qui que tu sois, dès que tu es riche et que tu gagnes beaucoup, tu n'es pas ami des pauvres, quoique tu feignes de l'être. Comme tu as peu de fils, tu condamnes, tu repousses le *catasto*, tu imposes aux misérables un lourd fardeau [1]. »

Si le *catasto* fut maintenu, ce fut seulement en apparence. Il faisait l'impôt proportionnel, on le voulut progressif. Pour mieux dire, l'impôt progressif existait déjà : les Medici avaient toujours eu le goût de ce système qui leur permettait de favoriser leurs partisans, d'opprimer leurs adversaires, de paraître bienveillants au menu peuple [2]. Le 18 mai 1480, on l'établit, sous le nom de *scala*, pour sept années et par tête, mais seulement sur le revenu [3]. On distingue trois classes d'imposés. La première comprend ceux qui ont de 1 à 50 florins de revenu : ils sont taxés à 5 pour 100 ; la troisième, ceux dont les revenus sont de 1,200 florins et au-dessus : ils sont taxés à 16 2/3 pour 100. Cette

1. « Quisquis es, quia dives es, et plurimum lucraris, non es amicus pauperum, tametsi simulas amicissimum; quoniam vero paucos filios habes, catastum damnas atque explodis, et cervicibus inopum grave onus imponis. » (Texte dans Canestrini, p. 228.) Pour comprendre le membre de phrase sur le petit nombre des enfants, il faut se rappeler que par chaque enfant qu'un citoyen avait à sa charge, on retirait 200 fl. du capital imposable. Il semble aussi que dès lors le riche était peu prolifique.

2. Capponi, II, 144; Reumont, II, 239 sq.; Cipolla, p. 610.

3. Voy. sur la *scala* sous Cosimo, même vol., ch. I, p. 84.

imposition ne devait cependant, en aucun cas, dépasser le dixième du revenu[1].

Malheureusement, rien de moins fixe que ces décisions. A quelques mois de distance, le 31 janvier 1481, on élève la taxe de la troisième classe à 22 pour 100. La latitude qu'on laissait aux répartiteurs était limitée par les exigences fiscales, car il est dit que la *scala* devra produire le dixième de tous les revenus, ou au moins vingt-cinq mille florins. C'est ce qu'on appelle la *decima scalata* ou *a scala*[2]. L'impôt de capitation est également progressif et suit la même progression. Qui paye 7 sur son revenu paye de capitation 1 florin 4 sous 4/5[3]. Qui paye 22 sur son revenu paye 4 florins 4 sous 4/5 de capitation[4]. Cette *scala* dura jusqu'en 1487, non sans être modifiée au gré des besoins du jour. Ainsi, le 5 mars 1482, on décidait de percevoir cent cinquante mille ducats par an pendant deux ans, et même que ce qui était exigible pour une année pourrait être exigé dans les six premiers mois[5].

Au mois de juin suivant, comme si l'arbitraire ne tenait pas encore assez de place, Lorenzo imagina le *dispiacente sgravato*[6], mécanisme ingénieux qui laissait

1. Canestrini, p. 232-233, qui donne les sources.

2. *Ibid.*, p. 234, 235. Canestrini donne le tableau de l'échelle. De 1 à 50 florins.

3. C'est-à-dire 1 florin, plus la 20e partie du florin.

4. Canestrini, p. 235.

5. Filippo Sacramoro au duc de Milan, 6 mars 1482. *Arch. Sforz.*, copies, n° 1610, f° 320.

6. Ces deux mots, intraduisibles en français, ont besoin d'être expliqués. L'*aggravo* et le *sgravo* étaient la faculté laissée aux répartiteurs de charger ou de décharger les contribuables. Le *piacente* et le *dispiacente* étaient les noms que prenaient les taxes quand on remettait en vigueur quelque vieil impôt, ou que l'on faisait une combinaison d'impôts déjà perçus, en laissant aux citoyens le droit de payer l'un plutôt que l'autre. Naturellement, l'imposé choisissait le moins onéreux, qu'on appelait *pia-*

tout ou presque tout à la décision des répartiteurs. Comme ils restaient libres même de s'écarter de la *scala* établie, le maître l'était par eux de favoriser, d'accabler qui il voulait, de tenir tout le monde dans sa dépendance. Voici quelle fut, cette fois, l'opération : l'on réunit un *dispiacente* de 1479 et un sixième *sgravato* de 1482. Du total on prit les trois cinquièmes, qui donnèrent le chiffre d'un nouveau *dispiacente,* avec droit de dégrèvement pour un quart. Si les répartiteurs croyaient devoir dégrever davantage, ils devaient en obtenir l'autorisation de la Seigneurie et des Collèges. Ce *dispiacente sgravato,* joint à la *decima scalata* de 1480-1481, constitua l'imposition nouvelle, qui fut payée, en l'une de ses deux parties, alternativement chaque mois, et même plus d'une fois par mois, jusqu'en novembre 1488.

Ainsi, de septembre 1482 à novembre 1488, on perçut 44 *dispiacenti* et 33 demi-*decime scalate,* le tout payé comptant ou au moyen de l'intérêt des sommes que le contribuable avait au *monte;* mais comme le *monte* retenait parfois ces intérêts ou la moitié, lè tiers, le quart, sous prétexte d'amortissement, il en résulte que, de 1485 à la fin de 1487, on trouve vingt-six payements, tous au comptant [1].

Nous serions bien surpris si les financiers de nos jours tenaient pour bonne cette gestion financière.

cente; mais, dans certains cas, une provision rendue obligeait à payer le plus lourd, qu'on appelait pour ce motif *dispiacente* ou déplaisant. Voy. Canestrini, p. 185-187, qui indique les documents, et aussi Léon Say, *les Solutions démocratiques de la question des impôts,* t. I, p. 244. Paris, 1886. M. Say s'est aidé de Canestrini pour expliquer, à Florence, ces questions financières qu'il entend si bien.

1. Canestrini, p. 241, 242.

Mais à tout prix il fallait de l'argent, et pour les dépenses publiques, d'autant plus fortes que l'horizon politique s'élargissait davantage, et pour récompenser ou punir, pour tenir tout le monde en suspens dans l'espoir de faveurs qu'il fallait mériter, comme dans la crainte de ces impôts mobiles qu'on pouvait sans cesse aggraver. Par ces moyens, Lorenzo devenait de plus en plus maître absolu, et, ce qui est nouveau, de moins en moins il craignait de le paraître. On ne peut entrer ici dans le détail de tous les faits qui établiraient cette assertion. Il suffira d'en citer deux, tous les deux se rapportant à l'année 1489.

Il s'agissait d'un tirage au sort dans les bourses, et invitation avait été faite aux membres des Collèges de ne pas s'absenter. Si relâchés étaient les liens de l'obéissance que, l'heure de la réunion venue, les gonfaloniers ne se trouvèrent pas en nombre pour délibérer légalement. On se mit à la recherche des absents, et on les trouva, on les amena tous, sauf un, le sexagénaire Piero Borghini, qui, découvert plus tard que les autres, à une distance de cinq milles, fit cette réponse sensée que, dans le temps employé à cette chasse, les gonfaloniers avaient dû venir en nombre, et que le tirage devait être fait. Il aurait pu l'être, mais il ne l'était pas : on s'était buté à l'idée d'attendre ce retardataire. Sur un nouveau message, Borghini arrive enfin, assez tard dans la soirée, en bottes et chaperon noir. On tire au sort les noms de la Seigneurie entrante. Mais la Seigneurie sortante, qui présidait à l'opération, ne pardonne point à qui l'a tenue en échec. Neri Cambi, gonfalonier de justice, soutenu des Collèges, a beau ajourner au lendemain toute décision, la nuit ne porte

pas conseil. Au matin, les neuf fèves, en d'autres termes l'unanimité de la Seigneurie, frappent d'*ammonizione* pour trois ans Piero Borghini, avec trois autres gonfaloniers.

Lorenzo apprit à Pise cet acte d'autorité. Il en fut choqué comme d'un empiétement sur ses droits. Il envoya son chancelier pour faire connaître ses volontés; mais les Seigneurs, blessés à leur tour et comme piqués au jeu, refusèrent de recevoir message et messager. En vain ses amis conseillent-ils au maître bravé la prudence : par les Soixante-Dix, par les Huit de pratique il fait condamner à l'*ammonizione* pour trois ans, — c'est la peine du talion, — Neri Cambi, le gonfalonier de justice, et rétablir dans leur office les quatre gonfaloniers de compagnie *ammoniti* [1]. D'un juste coup d'œil il avait vu qu'il pouvait oser contre qui avait pris l'initiative de la brutalité, et même contre qui y avait un moment fait obstacle, contre ce Neri Cambi, « hypocrite et pervers, dit un contemporain, prévaricateur, souillé de tous les vices, même du vice de sodomie, connu pour ses nombreuses vilenies, âneries et méchancetés, si bien que sa condamnation fut agréable à tout le peuple [2] ». Rinuccini, qui parle ainsi, quoiqu'il exécrât Lorenzo, médit probablement plus qu'il ne calomnie; mais alors qu'était devenue la moralité publique, quand, les charges n'étant plus tirées au sort, le choix des gouverneurs mettait à la tête du principal office un homme si décrié ?

1. G. Cambi, *Del.*, XXI, 39-47; Al. Rinuccini, p. 144. — Ce dernier dit même que Neri Cambi fut *ammonito* pour toute sa vie. Giovanni Cambi, fils de Neri, et auteur de cette chronique que nous invoquons si souvent, ne dit pas le nombre des années. Cf. Ammirato, XXVI, 184.

2. Al. Rinuccini, p. 144.

Pour l'autre fait caractéristique des progrès de Lorenzo, nous laisserons la parole à l'orateur de Ferrare.

« Comme j'allais sur la place, il s'y faisait un grand bruit, parce qu'on menait un jeune homme en justice pour avoir tué un familier des Huit. Il s'était enfui à Sienne, mais Sienne l'avait livré, en vertu des conventions. Le peuple criait : *Scampa! Scampa*[1]*!* et l'aidait même à échapper. Les Huit vinrent en personne sur la place et ordonnèrent, sous peine de mort, qu'elle fût incontinent évacuée. Les orateurs de Milan et de Gênes intervinrent alors pour demander grâce. Lorenzino, Giovanni et Pier Francesco des Medici intercédèrent pareillement. Lorenzo leur donna de bonnes paroles; mais, s'étant rendu au palais, il ordonna de pendre le prisonnier à une des fenêtres du Bargello. Puis, il fit appréhender quatre de ceux qui criaient : *Scampa!* Il fit donner à chacun quatre coups du supplice de la corde, et les bannit pour quatre ans. Il ne voulut point quitter la place avant d'y avoir vu le bon ordre complètement rétabli[2]. » C'est ainsi qu'il le rétablissait dans le présent et l'assurait pour l'avenir. Sur sa main de fer on ne voit plus le gant de velours[3]. Chez lui, la clémence est rare, et elle n'est jamais que calcul.

Sentant sa force et l'ayant éprouvée, il fit, l'année suivante (1490), un pas de plus, et très marqué, vers le pouvoir absolu. Le Conseil des Soixante-Dix, sa création, était composé de ses créatures. Il ne l'avait associé que dans une faible part à l'autorité. Mais, nommé à

1. C'est-à-dire : Sauve-toi.

2. Ald. Guidoni à Ercole, 19 janvier 1489. *Atti e mem.*, I, 305.

3. Sismondi (VII, 290-291, note) énumère treize actes de violence reprochés à Lorenzo, et cette liste, assurément, est incomplète.

vie, se renouvelant lui-même et trop nombreux à son gré, ce Conseil pouvait se croire quelque droit à l'indépendance et contenir quelques amis douteux. Lorenzo en prit de l'ombrage et lui ôta le pouvoir de créer la Seigneurie. C'était le réduire à n'être plus qu'un corps consultant, qu'on pourrait se dispenser de consulter. La précaution paraissant encore insuffisante, il l'annihila bientôt (13 août) au moyen d'une *balie* de dix-sept *accoppiatori,* dont il eut soin de faire partie, pour disposer de tout dans la ville[1].

Des réformes qu'accomplit cette *balie*, la réforme financière mérite seule de nous arrêter : c'est surtout du trésor que Lorenzo voulait disposer, pour remédier au désordre persistant de ses affaires, des affaires de sa famille[2]. Les « Réformateurs », comme ils se faisaient appeler, décrièrent les monnaies en cours, sous prétexte qu'elles étaient vieilles et noires. Ils décidèrent qu'elles ne seraient plus reçues dans les caisses publiques qu'en perdant un cinquième de leur valeur, tandis que l'État continuait de les donner en payement au cours du marché. Les gabelles durent être payées en monnaie blanche nouvellement frappée, où entraient deux onces d'argent par livre, et qui valait un quart de plus que l'autre.

Ainsi, par la fraude, les revenus publics augmentèrent d'un cinquième, les recettes de la ville s'accrurent sensiblement; mais le peuple criait beaucoup, car toutes choses nécessaires à la vie renchérirent. Il eut encore

1. « Che potessino disporre di tutte le cose della città. » (Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 8, t. III, p. 80.)

2. Ammirato (XXVI, 185) dit formellement à ce sujet : « Fu necessario rimediare a disordini della casa Medici. »

d'autres griefs. En réduisant à un et demi pour cent l'intérêt de la dette, qui était de trois, on discrédita les *luoghi di monte* ou actions. Ces actions de 100 écus se vendaient 27 écus; elles tombèrent à 11 1/2. L'argent placé par les pères au *monte delle doti*, pour constituer une dot à leurs filles, était une tentation de tous les jours. On imagina des moyens de ne pas le compter à l'échéance. Les trois quarts des intérêts furent affectés au payement des impôts. Le reste ne fut plus remboursable qu'au bout de vingt ans, à raison, il est vrai, de 7 pour 100. Mais de ce long délai il résulta que, les gendres n'acceptant qu'espèces sonnantes, on eut beau porter le chiffre de la lointaine dot, qui était, en général, de 1,100 écus à 1,500, 1,800 et bientôt 2,000, les mariages restaient rares, sans compter qu'ils devaient obtenir l'assentiment de Lorenzo [1].

Ces pratiques déshonnêtes rétablirent une fortune compromise. Restait à la protéger dans l'avenir. Lorenzo y parvint en la retirant, autant qu'il put, d'un trafic aléatoire. Il en immobilisa une partie. Il employa les capitaux qui rentraient ou qu'il s'appropriait indûment à acheter de vastes fonds de terre et des maisons, surtout dans les provinces et les villes ruinées, à Pise par exemple et dans son district, où tout était à vil prix. Pour augmenter la valeur de ces acquisitions, il résidait souvent, s'adonnait à l'agriculture, commandait aux plus habiles architectes constructions, réparations, embellissements, faisait d'énormes dépenses auxquelles

1. G. Cambi, *Del.*, XXI, 54; Al. Rinuccini, p. 147; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 8, 9, t. III, p. 80 sq.; Machiavel, VIII, 134 A; Ammirato, XXVI, 185; Sismondi, VII, 276, 277; Capponi, II, 158.

subvenaient sans le savoir ses concitoyens, relevait, à Pise, le *Studio* désert, et le transformait en université bientôt florissante (1472)[1]. Pise en profita, mais lui bien davantage. A ce ménage de ses richesses recouvrées il montra plus d'aptitude qu'au trafic.

C'est en reconstituant *per fas et nefas* sa fortune, qu'il se mit décidément hors de pair. Toutefois, il n'y fût point parvenu sans l'habile usage qu'il fit de ses trésors. On lui savait déjà gré de la paix rétablie au dehors, du calme maintenu au dedans, des gros bénéfices que ce calme permettait aux trafiquants. On lui sut plus de gré encore des fêtes splendides et d'un goût tout profane qu'il donnait sans faire de jaloux[2], des encouragements lucratifs qu'il distribuait à bon nombre de ceux qui tenaient la plume, le pinceau, le ciseau. Personne ne prenait plus ombrage du faste, des largesses d'un homme qui, parvenu au faîte, n'était plus un simple citoyen, et tout le monde aspirait à cette rosée bienfaisante dont le bienfait était surtout pour celui qui la répandait. C'est à ce prix que s'achètent les louanges de ces contemporains qui dictent leurs jugements à la postérité.

Lorenzo avait reçu une éducation littéraire. De doctes maîtres avaient cultivé sa jeunesse. Gentile Becchi d'Urbino, plus tard évêque d'Arezzo et orateur disert dans mainte ambassade ; Cristoforo Landino, le célèbre érudit ; Marsilio Ficino, ce prêtre, créature de la famille, qui opposait le platonisme à la scolastique

1. Voy. Fabroni, Doc., p. 72-90; Ammirato, XXVI, 185.

2. Sur les fêtes qui contribuèrent à la popularité de Lorenzo, voy. *Ricordi d'una giostra fatta a Firenze, a di 7 febbr.* 1481, ms. de la Magliab. publié par Fanfani dans *Il Borghini*, t. II, p. 473-483, 530-542. Flor., 1864.

régnante et cherchait à le concilier avec la doctrine de l'Église[1]. Il reçut encore les leçons ou les conseils d'autres hommes remarquables qui se trouvaient de passage à Florence et y faisaient quelque séjour : Démétrius Chalcondyle, Guidantonio Vespucci, Bartolommeo de la Scala. Il dut à tant d'éducateurs d'être un singulier mélange des contraires. Il professait certaines opinions religieuses qu'on est convenu d'appeler des principes[2], et il écrivit des poésies sacrées ; mais, d'humeur naturellement gaie et de tempérament porté à la débauche[3], il en écrivit aussi de profanes, de licencieuses. On a vu que les affaires l'excédaient, parce qu'elles le détournaient des plaisirs[4]. Même dans l'âge mûr, il se mêlait à ceux de ses fils et de ses filles. Il se plaisait aux enfantillages, il n'aimait la société que des hommes facétieux et mordants[5]. Pour lui être agréable, c'est sur le ton

1. Ficino publia en 1482 une traduction latine de Platon, dont Filippo Valori fit les frais. Voy. Cipolla, p. 662; Capponi, notes aux documents à la suite de J. Pitti (*Arch. stor.*, 1a ser., I, 318); Leop. Galeotti, *Della vita e degli studi di Marsilio Ficino.* (*Arch. stor.*, nuova serie, t. IX, part. 2, p. 27-91.) On voit, à la p. 37, qu'il était entré chez les Medici à l'âge de dix-huit ans.

2. Voy. les détails et les preuves que fournit Cipolla, p. 662.

3. Nul doute sur ce point : « Fu libidinoso e tutto venereo e constante negli amori suoi che duravano parecchi anni, la qual cosa, a giudizio di molti, gli indebolì tanto il corpo, che lo fece morire, si può dire, giovine. » (Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 9, t. III, p. 88.) Machiavel (VIII, 34 B) parle des « vizi che maculassero tante sue virtù (!), ancora che fusse nelle cose veneree maravigliosamente involto ». Alessandra Macinghi parle de ses amours de jeune homme avec des femmes mariées (Lettres 44, 45, 46, 68 et les notes de Ces. Guasti). Deux ans plus tard (26 sept. 1467) son précepteur Becchi l'avertit « che in re venerea tu havessi riguardo... t'importa la vita ». Voy. cette lettre dans Buser, *Lorenzo il Magnifico als italienischer Staatsmann*. Leipzig, 1879. Il y a, dans cet ouvrage, bien d'autres témoignages de la vie relâchée de Lorenzo et de son frère. Marié, il ne fut pas plus rangé. Francesco Nacci lui annonce de Naples l'envoi de 50 belles esclaves. (24 déc. 1482, dans Buser, *ibid.*) C'était peut-être, dit-on, des servantes. Soit; mais à tout faire, alors.

4. Voy. chap. précédent, p. 472 et n. 7.

5. « Ancora... che si dilettasse d uomini faceti e mordaci, e di giuochi

de la plaisanterie qu'il fallait traiter les choses sérieuses. Sa maison était un lupanar, tout autant qu'une école ou un musée.

Un historien moderne, qui n'est point un ennemi, trace comme suit le tableau de cette vie compliquée. Après avoir fait rendre quelque loi pour détruire quelque reste de liberté, fait prononcer des confiscations ou une sentence capitale [1], il entrait dans l'académie platonicienne, disputait sur la vertu et l'immortalité de l'âme, se mêlait à la jeunesse débauchée, chantait ou composait des chants de carnaval, s'abandonnait au vin et aux femmes, recherchait les festins où l'on récitait des vers, où l'on discourait de poésie, et chacune de ces occupations semblait être, lorsqu'il s'y livrait, l'unique de son existence. Le plus singulier de tout, c'est que. dans le cours entier de cette existence, on ne trouve pas à citer un seul acte vraiment honnête et généreux envers son peuple, ses familiers ou même ses parents. S'il s'en était trouvé un, ses infatigables panégyristes ne l'auraient pas oublié. Il était donc une nature mauvaise, mais dans un temps très mauvais [2].

puerili più che a tanto uomo non pareva si convenisse, in modo che molte volte fu visto intra i suoi figliuoli e figliuole, tra i loro trastulli mescolarsi. « (Machiavel, VIII, 134 B.)

1. Voy. dans Guicciardini, *Del reggim. di Fir.*, *Op. ined.*, t. II, p. 43, les noms de ses victimes. Notons que Guicciardini, toujours froid, n'est animé d'aucune passion contre Lorenzo.

2. Villari, I, 45, 46. — Au nombre des panégyristes de Lorenzo, on est surpris d'en trouver un parmi nos contemporains les plus compétents, M. Agenore Gelli, dans son discours prononcé au lycée Dante et déjà cité. Le parti pris y paraît, mais les notes sont très utiles. — Nous ne trouvons trace d'un bon sentiment chez Lorenzo qu'envers sa mère, au moment où elle mourut (Lettres de Lorenzo au duc et à la duchesse de Ferrare, 25 mars 1482, *Atti e mem.*, I, 244); envers son ancien précepteur, Gentile Becchi, qu'il recommande à la duchesse, mais dans son propre intérêt, car Gentile était devenu un de ses principaux agents (23 avril 1487, *ibid.*, p. 247); envers ses enfants, si c'est une grande preuve de tendresse chez

On verra, au chapitre suivant, qu'il eut le goût sincère des lettres et des arts pour eux-mêmes plus que l'amour des lettrés, qu'il protégeait mollement; mais on ne saurait douter qu'il fît de la satisfaction de ce goût un calcul de sa politique : il savait très bien qu'en donnant cette direction aux esprits, il les détournait des affaires d'État, et qu'en amusant, comme en corrompant Florence, il y affermissait son empire. Entouré de tant d'éclat, le joug paraît aux hommes plus facile à porter.

Il en est pourtant toujours qui regimbent : l'esprit d'opposition ne perd jamais entièrement ses droits. C'est un « étranger » qui, aux dernières années de Lorenzo, représenta sous ses yeux cet esprit, au nom, il est vrai, d'un principe général qui ne connaît ni murailles ni frontières, le principe chrétien. Moine dominicain, il était originaire de Padoue et natif de Ferrare (21 septembre 1442), où la générosité de Niccolò III d'Este avait appelé son père, médecin renommé. Il s'appelait Hieronymo ou Girolamo Savonarola [1].

un père d'exprimer le vœu que sa fille ne soit pas dans une position mal aisée. (Lorenzo à Lanfredini, dans la préface à la lettre de Ser Matteo Franco publiée par M. Isid. del Lungo dans l'*Arch. stor.*, 3ª ser., t. IX, part. 1, p. 35.) Cf. Lettres de Poliziano dans les *Prose volgari inedite*, publiées par M. Del Lungo, Flor., 1867. M. Dantier (II, 200) cite et l'on pourrait citer beaucoup de belles paroles écrites par Lorenzo. Voy. notamment la lettre à son fils le cardinal, les instructions à Piero (dans Fabroni), et une lettre à Poliziano : « Si feræ partus suos, etc. », aussi dans Fabroni, p. 166. Mais les princes les plus pervers n'ont-ils pas eu souvent les plus belles maximes à la bouche?

1. Voy. l'arbre généalogique de Savonarola, très soigneusement dressé par M. Cittadella, dans les *Nuovi documenti e studi intorno a Girolamo Savonarola*, recueillis par le P. Bayonne, et publiés par M. Al. Gherardi, Flor., 1876. Sur Savonarola, voy. notre *Jérôme Savonarole, sa vie, ses prédications, ses écrits*. Paris, 1853, 1re éd., 2 vol. (les deux éditions suivantes ont été abrégées); P. Villari, *la Storia di Girolamo Savonarola e de' suoi tempi*, Flor., 1861 (nouv. éd. en 1887). Depuis, il a été beaucoup écrit sur Savonarola. Voy. entre autres Rev. William R. Clarke, *Savonarola and his life and time*, Londres, 1878; le P. Ceslas Bayonne, *Étude sur*

Esprit vigoureux et indépendant, il avait résisté au courant païen, et même au courant classique, parce qu'il voyait bien que celui-ci déterminait celui-là. En 1475, il s'était enfermé au couvent des frères prêcheurs à Bologne, et il écrivait à ses parents, désolés de sa résolution, « qu'il ne pouvait souffrir la grande méchanceté des peuples aveuglés de l'Italie [1] ». D'humeur trop belliqueuse pour se détourner seulement des choses qu'il blâmait, il voulut les aborder de front, entrer en guerre contre ce paganisme envahissant, cause, dans son opinion, que personne ne faisait plus le bien. Dans cette ville de Bologne où il avait vécu, ne voyait-on pas un professeur célèbre, Antonio Urceo, étaler dans ses leçons l'incrédulité, et, pis encore, le dédain de la foi [2]? Savonarola était pour lors en mission à Ferrare; mais il n'y voulait

Jérôme Savonarole, Paris, 1879, ouvrages sans critique; Ranke, *Savonarola und die florentinische Republik gegen Ende des fünfzehnten Jahrhundert* dans *Historisch-biografische Studien,* Leipzig, 1877; Glaser, *Savonarola,* Leipzig, 1882, etc. M. Cittadella a publié une bibliographie biographique de Savonarola, qui ne contient pas moins de 119 articles. Il y comprend, à vrai dire, des ouvrages d'imagination et des lettres de Savonarola.

1. Voy. cette lettre dans sa véritable leçon, Villari, t. II, documents n° 1, p. 3 sq. Elle avait déjà été publiée maintes fois, notamment par Burlamacchi, *la Vita del P. Gir. Sav.*, éd. de Venise, 1829, ouvrage publié d'abord dans le t. I des *Miscellanées* de Baluze. — Nous avons traduit et publié ladite lettre (voy. notre *Jér. Sav.*, I, 7) d'après le texte de Burlamacchi. Il n'est pas inutile de dire ici que l'authenticité de l'ouvrage de Burlamacchi a été contestée par de récents auteurs, Palermo, Ranke, etc.; mais il importe peu pour cette lettre dont l'autographe a été retrouvé au palais Gondi de Florence par le comte Carlo Capponi, et publié dans son opuscule *Alcune lettere di Fra Gir. Sav.* Au surplus, sur l'authenticité et la valeur des anciennes biographies de Savonarola, contestées par Ranke, voy. le mémoire de M. Villari dans le 1er n° de la *Rivista storica italiana*, où sont combattus par de solides arguments les doutes de l'illustre historien. Cette discussion se trouve aussi dans la préface de la nouvelle édition de son *Savonarola,* donnée en 1887 par M. Villari. Ce qui est certain, c'est que l'ouvrage attribué à Burlamacchi ne peut être de lui; mais, faute d'autre, on laisse ce nom à un écrit dont la valeur historique a résisté aux critiques dont il a été l'objet.

2. Carlo Malagola, *Della vita e delle opere di Antonio Urceo, detto Codro.* Bologne, 1878, p. 186 sq., cité par Cipolla, p. 666.

pas rester, car il savait bien, écrivit-il plus tard, que nul n'est prophète en son pays[1]. Le hasard le servit à souhait. Dans le temps où l'on craignait à Ferrare un assaut donné par les Vénitiens et le massacre des habitants, les dominicains qui y résidaient ou qui s'y trouvaient furent disséminés dans des villes alliées, et Savonarola reçut la destination de Florence, ce qui décidait de son avenir[2].

A Florence, en 1483, dans l'église de San Lorenzo, il prêcha comme il avait déjà prêché ailleurs[3]. Mais sa parole était rude, fruste, non assouplie; il avait le style lourd, la voix faible, les intonations fausses; il manquait d'adresse dans l'exposition. Aussi vingt-cinq personnes à peine assistaient-elles à ses sermons[4]. Comment aurait-il plu à ce peuple d'Athéniens élégants et frivoles? Il dut donc se replier sur lui-même, et il eut tout le temps de caresser ses rêveries, en un temps où toutes les têtes étaient plus ou moins à l'envers[5].

Dans ce couvent de San Giorgio d'Oltrarno où son ordre s'était établi dès 1435, il se représentait que pour huit raisons un fléau menaçait l'Église[6]. Le clergé a coutume, quand les choses ne vont pas à son gré, de pré-

1. Voyez lettre à sa mère, 25 janv. 1490, dans le recueil du P. Marchese, *Lettere inedite*, p. 40. Nous en avons donné la traduction, *Jér. Sav.*, I, 14, note 1.

2. Burlamacchi, p. 38.

3. Le P. Bayonne dit que ce fut en 1484, mais sans preuves à l'appui d'une assertion contraire à celle des auteurs. Sur la date de la première venue de Savonarola à Florence, voyez A. Gherardi, *Nuovi documenti e studi intorno a Gir. Sav.*, p. 45. Flor., 1878.

4. Burlamacchi, p. 38; Rastrelli, *Vita del P. Gir. Sav.*, ch. 2. Genève, 1781. Savonarola lui-même reconnaît ses défauts comme orateur, dans son *De veritate prophetica*, c. 6. Le texte est dans notre *Jér. Sav.* I, 42, note.

5. Voy. Tommasini, *la Vita e gli scritti di N. Machiavelli*, I, 106. Turin, 1883.

6. Edition de son premier procès publiée par Villari, t. II, Doc., p. 251. C'est Savonarola lui-même qui fait cette déclaration.

dire les cataclysmes. La prédiction du fléau à venir était un lieu commun de la chaire et des couvents, à la fin d'un siècle si corrompu [1]. Plus tard, Savonarola alla plus loin : pour sortir du lieu commun, il prédit la mort de Lorenzo atteint d'une infirmité incurable [2]; celle d'Innocent VIII et de Ferrante, fort avancés en âge [3]. C'est ainsi qu'à bon compte il passa pour prophète. Comme sa vie honnête était connue, il inspirait plus de confiance que les autres prédicateurs d'une Église où la corruption régnait non moins que dans la société laïque [4]. Si la railleuse et sceptique Florence restait rétive à sa parole, il n'en était pas de même d'autres villes où il la portait avec une sincérité ardente [5] qu'expliquent les visions de sa vie contemplative, de sa cellule ascétique : il croyait avoir reçu du ciel la mission d'annoncer les fléaux qu'il prévoyait. Mais à Florence même, quelques délicats avaient déjà flairé, sous l'écorce rude, le fruit savoureux. Pico de la Mirandola disait ne pouvoir vivre sans lui [6], et pressait Lorenzo de le rappeler, de le fixer au couvent dominicain de San Marco, tout près du palais Medici.

Lorenzo hésitait. Il se rappelait sans doute les embarras que lui avait donnés, en 1487, le franciscain Bernardino de Feltre, qui, prêchant le carême au Dôme, avait allumé les passions contre les Juifs, sauvés d'un

1. Voyez le P. Marchese, *Scritti vari. San Marco di Firenze*, l. II, p. 114.
2. Poliziano, lettre à Jacopo Antiquario, 18 mai 1492, dans Roscoë, t. II, append. n. 72.
3. Voyez l'indication des sources dans Villari, I, 139, 140. On trouvera celle de toutes les prédictions de Savonarola, à l'index de notre première édition, au mot *prédictions*, et, pour ce dont il est question ici, t. I, p. 48, 55, 60 du même ouvrage, *Jérôme Savonarole*, etc.
4. Le P. Marchese (*ibid.*, p. 115) le reconnaît, tout en adoucissant les teintes, par convenance d'état.
5. Le P. Marchese, p. 120, 123; notre *Jér. Sav.*, ch. 2, t. I, p. 21, 34.
6. Burlamacchi, p. 39.

massacre peut-être par la seule intervention des Huit de pratique. Il avait fallu alors congédier le prédicateur incendiaire, ce dont le peuple fut très marri[1]. D'autres, jusqu'à des mendiants, prophétisaient à tort ou à travers[2]. Mais ces souvenirs s'effaçaient vite. Lorenzo céda donc à des prières répétées[3]. Il obtint aisément des supérieurs lombards de Savonarola qu'ils le renvoyassent à Florence. Le prophète y était de retour en juin 1490[4].

Déjà à San Gemignano, à Reggio, à Gênes, à Brescia, colportant ses prédictions, il avait nettement dégagé sa pensée. Il voulait la réforme des mœurs par la foi, celle du clergé par lui-même, celle des fidèles par le clergé. Il résumait sa thèse en trois propositions : 1° l'Église de Dieu doit se renouveler ; 2° l'Italie sera flagellée ; 3° ces deux événements se produiront avant peu. On l'appelait, en conséquence, et non à tort, le prédicateur des mécontents, des désespérés[5]. C'est qu'il représentait ces intérêts moraux et religieux que Lorenzo ne comprenait pas ou dont il n'avait cure. La philosophie platonicienne, seule religion d'une élite, restant lettre close pour le grand nombre, le peuple, détourné de ses vieilles croyances par l'exemple et le conseil, restait

1. Luca Landucci, *Diario*, p. 53.

2. Voyez Tommasini, I, 106, 107.

3. M. Al. Gherardi (*Nuovi documenti e studi*, etc., p. 251-253) a prouvé que Pico ne put faire cette proposition à Lorenzo qu'en 1488 ou 1489. Il put donc y avoir un an ou deux d'intervalle entre la proposition faite à Savonarola et son retour. Cf. sur cette question controversée, notre *Jér. Sav.*, I, 37, 38, 52 et Villari, I, 81, n. 2. M. Gherardi semble avoir dit le dernier mot sur ce sujet. Toutefois, M. Ant. Cosci, dans un travail sur cette publication importante (*Arch. stor.*, 4e série, 1879, t. IV, p. 285), paraît ne croire encore que fort peu à cet appel.

4. Marchese, p. 124, 125, 129; notre *Jér. Sav.*, I, 34. Cf. Al. Gherardi, p. 249.

5. Jacopo Nardi, discours prononcé à Venise, en 1534, dans Villari, t. II, Doc., p. 59.

sans boussole. Livré au vide, ébranlé dans ses espérances d'outre-tombe, il formait comme une armée sans chef et avide d'en trouver un, prête, en tout cas, à suivre un homme d'énergie et d'enthousiasme, plus jaloux de frapper fort que d'insinuer avec finesse. Savonarola était cet homme. Sa parole, toujours fruste et un peu grossière, était propre à entraîner la foule ignorante, que le culte de l'antiquité n'avait pas rendue difficile[1].

Voyant en soi le réformateur futur, et vivant à Florence, il devait tenir cette ville pour le centre prédestiné de la réformation. N'espérant point y gagner le débauché Lorenzo, il ne pouvait que haïr en lui une des principales causes du mal. Qu'on ne s'y trompe pas : c'est l'obstacle à ses projets qui l'irrite, et non, comme le disent ses biographes, la domination, dans une cité jadis libre, d'un usurpateur, fils et petit-fils d'usurpateurs[2]. Mais la crainte retenait sa langue, l'empêchait de rompre ouvertement en visière. Il se bornait, pour lors, à prêcher la réforme des mœurs, et encore par manière de parabole, d'après l'Écriture[3], sans se dire inspiré de Dieu[4]. Prophète du probable, s'il prévoit une révolution, c'est qu'il voit les Medici épuisés, leurs discordes, l'aversion qu'ils inspirent ; s'il annonce l'in-

1. Cerretani, Guicciardini admirent l'éloquence de Savonarola et la jugent nouvelle; c'est sans doute qu'ils connaissaient mal le moyen âge et sa manie allégorique. Ils la disent aussi « naturelle ».C'est plus vrai : l'orateur vivait dans les vieilleries du moyen âge comme un poisson dans l'eau.

2. Voyez le P. Barsanti, *Della Storia del P. Gir. Sav.*, l. I, c. 22, p. 26, n. 3. Livourne, 1782.

3. Voyez le texte dans notre *Jér. Sav.*, I, 44. On trouve dans le même ouvrage (p. 51, n. 2) une preuve frappante du peu d'importance qu'avait la question d'usurpation et de république aux yeux de Savonarola : c'est une lettre très soumise à Piero, fils de Lorenzo, devenu le maître, et dont il espérait se servir.

4. Voyez Cipolla, p. 668 et n. 4, et Cerretani dans Ranke, *Historische Biographische Studien : Savonarola und die florentinische Republik*, p. 336.

vasion de Charles VIII, c'est que les apprêts s'en faisaient au grand jour[1]. Il attendra la mort de Lorenzo pour prédire que la réforme doit partir de Florence pour s'irradier dans toute l'Italie, puis pour convertir l'Orient[2]. Il n'osera qu'alors prononcer ces paroles : « La volonté de Dieu est que la cité de Florence soit gouvernée par le peuple, et non par des tyrans[3]. »

Se contenir ainsi était pour son tempérament fougueux un supplice; mais ce qui, à ses yeux, était retenu, dut paraître bien hardi à Lorenzo et à ses courtisans. Plus ou moins déguisées, les menaces étaient intelligibles, et ce séditieux de la chaire pouvait s'en trouver menacé : c'est pourquoi, en juillet 1491, pour le protéger et bien marquer qu'ils s'associaient à ses vues, ses frères de San Marco le choisirent pour supérieur[4].

Il en tira, effectivement, une force nouvelle qui l'enhardit. Déjà, malgré les persistants défauts de son éloquence, la vogue lui était venue : il la devait au tour nouveau, enflammé, prophétique de sa prédication. Du jardin de son couvent, qui en était d'abord l'étroit théâtre, il dut passer dans l'église plus vaste (1er août 1490), puis, pour le carême suivant, dans l'immense vaisseau de la cathédrale. D'autant plus éclatantes étaient les marques de mauvais vouloir qu'il ménageait de moins en moins à Lorenzo : il refusait d'aller, suivant la cou-

1. *Terza predica sopra i Salmi*, 13 janvier 1495. Venise, 1517, f° 12 r°. Le texte est dans notre *Jér. Sav.*, t. I, p. 48, n. 3.

2. *Prediche sopra Aggeo*, predi a 18e, p. 132 r°, 138 v°, 140 r°. Venise, 1544.

3. *Ibid.*, p. 140 r°. Cf. les *prediche* suivantes, qui sont un continuel appel à l'émancipation. Voyez aussi Marchese, p. 130; Cipolla, p. 667 n.

4. Marchese, p. 131.

tume, lui rendre hommage à son logis, et même de descendre de sa cellule, lorsque le seigneur venait au couvent[1]. Il ne repoussait point les présents que faisait à la communauté dominicaine cette main libérale; mais il se déclarait, en pleine chaire, non tenu à la reconnaissance. « Le bon chien, disait-il, aboie toujours pour défendre la maison de son maître. Si le voleur vient et lui jette, pour l'apaiser, un os ou quelque autre chose, le bon chien continue d'aboyer et de mordre le voleur[2]. »

Désespérant donc de se concilier ce malappris, et, comme dit un biographe de ce dernier, « de trouver là un terrain à planter la vigne[3] », Lorenzo résolut d'opposer au poison d'une bouche envenimée un puissant contre-poison. Il poussa dans la chaire un augustin de San Spirito, Fra Mariano de Ghinazzano, qui n'avait rien à lui refuser[4], et qui était en si grand renom qu'on l'appelait « l'ange de Dieu sur la terre[5] ». Les apologistes de Savonarola nous assurent qu'il eut le dessus dans cette lutte. En tout cas, elle avait eu l'inconvénient d'apprendre aux auditeurs des deux rivaux qu'on pouvait développer le même texte, d'une manière plausible, dans deux sens opposés, leçon fâcheuse, puisque le

1. Voyez notre *Jér. Sav.*, I, 51, 54, et Villari, I, 119, d'après tous les biographes.

2. Ces paroles se trouvent dans la seizième *predica sopra Amos*, prononcée le 4 mars 1496, par conséquent bien après la mort de Lorenzo (f° 78 v°. Venise, 1519). Mais Burlamacchi (p. 45) dit qu'il les répétait souvent, et Marchese (p. 132) affirme que, du vivant même de Lorenzo, il les avait prononcées. Cf. Villari, I. 121.

3. Burlamacchi, p. 46.

4. Lorenzo avait construit pour lui le couvent de San Gallo. Voyez Machiavel, VIII, 134 B.

5. Lettre des *Consules populi vetuste Nursie,* 1er mai 1489, dans Reumont, II, 525.

réformateur voulait remplacer ce bon oreiller du doute, dont parle Montaigne, par une foi aveugle à sa parole, à la parole de Dieu[1].

Les progrès d'une goutte héréditaire et aggravée par une vie de plaisir détournèrent Lorenzo de ces joutes oratoires. Ce mal qui l'obligeait à s'arrêter dans ses voyages, à rechercher les eaux plus ou moins curatives des stations balnéaires, à suspendre parfois les affaires et jusqu'à la réception des ambassadeurs[2], se compliqua d'accidents imprévus, peu connus, d'autant plus redoutables[3]. Les médecins qu'il appelait ou qu'on lui envoyait de loin dans sa maison de Careggi, d'où il ne bouge plus en 1492, le traitaient en richard, lui faisaient avaler des solutions de pierres précieuses, plus nuisibles à sa bourse qu'utiles à sa santé. On s'étonnait qu'il pût résister à ses cruelles souffrances[4]. On essayait bien, selon l'antique usage, de les mettre sur le compte du temps et de ses intempéries[5]; mais malgré quelques améliorations passagères[6], on le tient

1. Voy. pour les détails Marchese, p. 134; notre *Jér. Sav.*, I, 57, 58; Villari, I, 122, et tous les apologistes, Pico, Burlamacchi, Barsanti, Razzi, etc.

2. Voy. Dép. de Stefano Taberna, datée d'Ospedaletto, près de Volterre, 2 juin 1487. *Arch. Sforz.*, copies, nº 1610, p. 328, et lettres mss. de Lorenzo, conservées dans la bibl. de G. Capponi, indiquées par lui-même, *Stor. di Fir.*, II, 163. — « Lorenzo si gode le sue gotte, le quali li danno da gridare in modo che ancora non vuole che veruno gli parli. » (Ald. Guidoni à Ercole, 17 déc. 1488. *Atti e mem.*, I, 305.)

3. Rinuccini (p. 146) parle de grandes douleurs d'estomac et de corps. Poliziano de douleurs « iis qui quoniam viscerum cartilagini inhæreant, ex argumento hypocondrii appellantur ». (Lettre à Jacopo Antiquario, 18 mai 1492, dans Roscoë, t. III, 370, append. n. 77.)

4. Manf. Manfredi à Ercole, 11 février 1492. *Atti e mem.*, I, 310. — Niccolò Michelozzi à Piero de Lorenzo, Naples, 22, 24, 29 mars 1492, dans Desjardins, I, 429-432.

5. Du même, 8 mars, p. 311.

6. Le 11 février, on le croit à la mort; le 16, il est beaucoup mieux, on espère qu'il va retourner à ses affaires. Le 5 mars, rechute; le 8, améliora-

pour condamné [1]. Le 5 avril, il fut si mal qu'il ne put même voir Ercole d'Este, venu à Florence, et qu'il dut le faire recevoir par son fils Piero [2]. Savonarola avait beau jeu à dire : « C'est lui qui s'en ira, et moi je resterai [3]. »

Quand la mort approcha, dont on signalait dans tout incident l'infaillible présage [4], Lorenzo voulut voir son ennemi. Il pensait sans doute qu'une réconciliation *in extremis* avec ce moine d'autorité grandissante pourrait en assurer l'appui à Piero, héritier inquiétant de la puissance des Medici. Que se passa-t-il entre ces deux hommes? Savonarola mit-il à la paix du moribond avec l'Église des conditions inacceptables? L'Église n'est pas si dure, d'ordinaire, à qui implore ses suprêmes bénédictions. Assurément, le caractère peu souple du prieur de San-Marco permet de supposer plus de rigueur; mais les assertions sont contradictoires, le doute est permis [5]. Les probabilités sont même que le moribond l'avait

tion; le 25, il est mieux encore; le 5 avril, rechute grave. — On peut suivre ces vicissitudes dans les dépêches de Manfredo Manfredi à Ercole, *Atti e mem.*, I, 310-312.

1. « E vero che li medici non dubitano che sia infirmitas ad mortem. » (Du même, 11 février, p. 310.)

2. Manfredi à Eléonore d'Aragon, femme d'Ercole, 5 avril. *Ibid.*, p. 312.

3 « Io ho a stare qua e lui se ne ha andare. » (22e *Predica sopra Exodo*, 18 mars 1498, f° 274 r°. Venise, 1540.) C'est plus tard, on le voit, que Savonarola disait avoir dès lors proféré ces paroles; mais elles ne sont point invraisemblables, pas plus que celles ci : « Io predissi parecchi anni innanzi la morte di Lor. de' Medici. » (3e *Predica sopra i salmi*, 13 janv. 1495, f° 12 r°, Venise, 1517.) Cf. notre *Jér. Sav.*, I, 49 n. 3 et 56. Cette prophétie-là, tout le monde pouvait la faire : la question était de la laisser dans un vague suffisant pour n'être pas exposé, sur la date, à se tromper.

4. Voy. Valori, *Vita Laur.*, p. 67; Cambi, *Del.*, XXI, 68; Leon. Morelli, *Del.*, XIX, 198; Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 9, t. III, p. 83; Ammirato, XXVI, 186.

5. Nous avons cru devoir, en 1853, nous ranger à l'avis de Poliziano, qui affirme que la bénédiction fut donnée, et, depuis, M. Villari (I, 155) a fourni d'assez bonnes raisons pour montrer que ce témoignage n'a pas plus de certitude que les témoignages contraires. Mais il me paraît aller

appelé non pour mettre sa conscience en paix avec le ciel, mais pour concilier à son fils la bienveillance de l'homme influent dont il n'avait connu que la malveillance, et qu'au moment de le congédier, il lui demanda cette bénédiction banale que bien des mécréants désirent et demandent, quand ils voient s'ouvrir devant eux le grand inconnu.

Le 8 avril 1492, Lorenzo, âgé de quarante-quatre ans, mourut « d'une longue maladie », comme l'écrivait assez sèchement, le jour même, son fils Piero à Ercole d'Este[1]. Toute prévue qu'elle fût, la disparition d'un si

trop loin quand il ajoute foi à ces derniers : 1° Il a tort de prendre les assertions des apologistes de Savonarola pour plusieurs autorités : ils ne font que répéter ce que Savonarola avait dit. 2° Il suppose que Lorenzo ne pouvait appeler le moine que pour se confesser. Or c'est ce que rien ne prouve, Lorenzo ayant une sérieuse raison politique de chercher à s'entendre, dans l'intérêt de son fils, avec ce moine. Si c'était une confession, la version défavorable à Lorenzo ne pourrait être connue que par Savonarola, qui aurait ainsi manqué au devoir professionnel du secret. Si ce n'est pas une confession, tout s'explique, et les indiscrétions commises et la demande de bénédiction. 3° Il admet que la bénédiction ne fut pas donnée; mais ici encore les assertions sont contradictoires, et comment s'expliquer, dans cette hypothèse, certains termes de Poliziano? « Simul demisso capite vultuque et in omnem piæ religionis imaginem formatus, subinde ad verba illius et preces rite ac memoriter responsitabat. » (Lettre à Jacopo Antiquario citée plus haut.) 4° Savonarola put-il demander à Lorenzo de rendre la liberté aux Florentins avant de mourir? Lorenzo n'avait point d'autorité officielle, et il ne pouvait contraindre son fils sur un point si grave. 5° Poliziano, dit M. Villari, ne pouvait admettre un récit contraire à son protecteur, compromettre ainsi son avenir. Mais si la version de Savonarola était véritable, comment l'ami de Lorenzo aurait-il parlé de cet ennemi en termes élogieux, sûr moyen de se compromettre auprès du fils de Lorenzo? La question reste donc pour le moins douteuse, et la preuve, c'est que depuis la publication de l'ouvrage de M. Villari, M. Dantier (II, 202), M. Reumont (II, 559), M. Tommasini (I, 92), loin de le suivre, se prononcent pour l'hypothèse que nous avons déclarée la plus probable. C'est aussi que M. Cipolla (p. 669) qui expose, discute et indique en note les diverses opinions, les divers auteurs, s'abstient de se prononcer. Voir pour les détails notre *Jér. Sav.*, I, 59-63; Villari, I, 136 sq., 155-158; Reumont, II, 559.

1. Voy. cette lettre dans *Atti e mem.*, I, 248. Les derniers moments et la mort de Lorenzo ont été racontés par Poliziano dans sa lettre à Jacopo Antiquario, laquelle a été publiée par Roscoë, III, 370-380, append. 77.

grand personnage fit sensation. Dès la nuit suivante, le renommé médecin des dernières heures, Pier Leoni de Spolète, professeur à Pise, fut trouvé au fond d'un puits. On accusait d'empoisonnement, on voulait tuer ce bouc émissaire de la mort, et Piero dut retenir la main d'un de ses serviteurs [1]. Le suicide, dont on répandit la version, manque pourtant de vraisemblance : les médecins tuent, ne se tuent pas [2].

Le roi Ferrante s'écria, dit-on, que Lorenzo avait assez vécu pour sa gloire, mais trop peu pour l'Italie [3]. On pouvait, en effet, prévoir dès lors que le fils ne vaudrait pas le père, que Florence déclinerait, que la péninsule entière sentirait l'absence du grand pondérateur. Les amis, les lettrés qui avaient tant fait pour sa gloire, les peintres, les sculpteurs, les architectes qui avaient obtenu ou recherché sa faveur, se dispersèrent, quelques-uns le suivirent même prématurément dans la mort [4].

Il fut enseveli sans pompe, probablement selon sa volonté, car il craignait de provoquer l'envie, de la faire rejaillir sur son fils. Mais il eut la plus belle des pompes : toute une population qui, lui pardonnant, oubliant même ses torts, ses défauts et ses vices, suivit les funérailles de celui qu'elle appelle, à ce moment décisif pour

Cf. *Ex diario anonymi*, dans Roscoë, III, 386, append. 79; Valori, *Vita Laur.*, p. 66, 67; Reumont, II, 551 sq.

1. *Ricordanze di Tribaldo de' Rossi, Del.*, XXIII, 275.

2. « Si disse lo giptorono in un pozzo... Di poi chavorono bocie fuori s'era giptato per disperato. » (Cambi, *Del.*, XXI, 67.) Cf. *Rime di Jacopo Sannazaro nella morte di Pier Leone Medico,* dans Roscoë, III, 381, append. 78; Nic. Valori, *Vita Laur.*, p. 66; Allegretti, XXIII, 825.

3. Fabroni, p. 212, qui ne cite pas ses autorités.

4. Cambi, *Del.*, XXI, 67; Machiavel, VIII, 134 B. Poliziano, Pico moururent en 1494, quoique plus jeunes. Ficino, déjà fort vieux, ne lui survécut pas longtemps.

toute renommée, « le père, le maître de la ville[1] ». Elle lui rendit l'hommage plus grand encore de reporter sur ce fils de vingt et un ans des respects dont il n'avait pu encore, dont il ne devait jamais se rendre digne.

On s'explique très bien les jugements divers portés sur Lorenzo. C'est qu'il y avait en lui deux hommes, et l'on dirait volontiers quatre, quand on récapitule son œuvre tant extérieure qu'intérieure, quand on pense à son caractère, tantôt frivole, tantôt sérieux. Au dehors, il était parvenu à réconcilier sa patrie avec le Saint-Siège, à la faire craindre des deux plus puissants potentats de l'Italie, le duc de Milan et le roi de Naples, entre qui il sut tenir égale cette balance[2] dont le nom revenait souvent sur ses lèvres[3]. Il a tant de succès au jeu de la bascule[4], que les princes réclament son intervention dans leurs différends[5], et que, lui mort, Machiavel déclare qu'il n'y eut plus personne pour réprimer l'ambition de Lodovico le More[6]. Son habileté lui fit attribuer l'invention de la politique d'équilibre que Florence, des siècles avant lui, pratiquait dans ses rapports

1. «Pubblico padre e padrone della città. » (Guicciardini, *Stor. di Fir.*, III, 93.) — Reumont a publié dans l'*Arch. stor.*, 1883, t. XII, disp. 4, une note sur la sépulture de Lorenzo. En 1559, le duc Cosimo fit déposer les restes de Lorenzo et de Giuliano, son frère, dans le sarcophage de Giuliano le jeune, placé dans la nouvelle sacristie, ou chapelle des dépôts.

2. « Era venuto in tanta riputazione che e' signori di fuori, cioè el Re di Napoli, el ducha di Milano lo temevano, perchè apichandosi da una parte di questi due principi, dava di poi trachollo alla bilancia. » (Cambi, *Del.*, XXI, 67.)

3. Voy. *Atti e memorie*, etc., t. I, *passim*.

4. Voy. la remarquable lettre adressée par Lorenzo à son orateur auprès du saint-siège, 22 oct. 1487, dans Desjardins, I, 214-219.

5. Le duc de Calabre dit à Pier Vettori, orateur florentin à Naples, « che si conosceva manifestamente per tutta Italia quanto voi (Lorenzo) potessi nel papa, e che lo amb. flor. quodam modo lo governava... e si credeva che se voi facessi quello che voi potete, che le cose si assetirebbono. » (Pier Vettori à Lorenzo, 9 mai 1489, dans Desjardins, I, 215, note.)

6. Machiavel, VIII, 134 B.

avec les villes toscanes encore indépendantes, puis avec les États plus grands dont elle se vit entourée quand elle fut un État. Les malheurs mêmes qui suivirent sa mort n'ont pas peu servi à sa gloire : on se persuada qu'il aurait su rendre sage ce fol de Charles VIII, ou du moins l'arrêter en chemin. Il a eu ce précieux avantage des hommes éloquents, curieux de toutes choses et qui savent en bien parler : on les croit aptes à les conduire, et les déceptions, à cet égard, passent au compte du hasard ou de la fatalité.

C'est l'opinion qu'on avait de lui au dehors qui fit sa grandeur au dedans [1]. L'épicier-apothicaire Luca Landucci reflète dans son *Journal* le sentiment des simples : « Cet homme était, selon le monde, le plus glorieux qu'on pût trouver, le plus riche et de plus grand état, de plus grande réputation qui fût. Chacun disait qu'il gouvernait l'Italie, et, vraiment, c'était une tête sage, tout lui réussissait. Il a illustré non seulement sa maison, mais toute notre ville [2]. » Évidemment, à qui donnait la gloire, on pardonnait l'oppression.

L'oppression, en effet, ne saurait être niée. Lorenzo étouffait dans le sang des factions qui remuaient à peine, depuis le rude châtiment infligé aux Pazzi. Pour vaincre, il ne sait que faire tomber des têtes ou jeter des os à ronger. Or les rigueurs inutiles sont odieuses, et la vieille pratique romaine du *panem et circenses* est justement flétrie : l'économiste, pas plus que le moraliste, ne peut approuver Lorenzo. Que sera-ce donc si l'on

1. « La riputazione del prefato M^co^ Lorenzo è la stima che ne facciano li potentati d'Italia e signori di fuorvia; che non la avendo, non saria de la estimazione ne la terra che è. » (Ant. Montecatino à Ercole, 17 déc. 1482. *Atti e mem.*, I, 265.)

2. Luca Landucci, *Diario*, p. 65.

peut dire, comme on l'a dit, que les faveurs qu'il accordait ne coûtaient qu'au trésor public et que, « quand il avait à dépenser du sien, il penchait, et beaucoup, du côté de l'avarice, plutôt que du côté de la libéralité[1] » ? Ce ne sont pas ses largesses qui ont fait la splendeur des arts, nous avons vu qu'elle lui est antérieure. Si les lettres lui doivent davantage, parce qu'il était un lettré plus encore qu'un collectionneur, il ne les a pas empêchées de déchoir : c'est sous ses yeux que la philosophie et la littérature tombent dans la philologie, dans l'érudition, dans l'imitation; c'est grâce à lui que les écrivains aplatis devant sa puissance, immoraux à son exemple, sont des virtuoses, non des hommes et des citoyens.

On a dit quelquefois que de la liberté n'existait plus que le nom. On aurait pu dire pas même le nom, car les opposants seuls le prononçaient encore, tandis qu'au temps de Cosimo les « gouverneurs » s'en emplissaient la bouche. Tels sont les progrès de la sujétion, que cette hypocrisie ne paraît plus nécessaire, et tels ceux du pouvoir absolu, que si les offices prenaient une résolution sans le consulter, Lorenzo les forçait à la révoquer, à décider le contraire. On ne pouvait plus y remplacer un simple serviteur sans sa permission, et il fallait choisir celui qu'il désignait[2]. D'où, chez des citoyens avilis, le mépris de la chose publique. Giovanni Cambi, fils d'une de ses victimes, assez impartial, cependant, pour reconnaître son art d'équilibriste au dehors[3],

1. « Quello concedeva, non del suo, ma del publico, sanza modo o misura alcuna... Dove avea a spendere di suo, più presto pendeva, e non poco, nell' avarizia che nella liberalità. » (Rinuccini, p. 147.)
2. Al. Rinuccini, p. 147, 149.
3. Voy. plus haut, p. 444-448.

l'appelle « tyran hautain, pire que le duc d'Athènes, et qui, s'il eût vécu plus longtemps, eût mené les gens à la baguette, comme c'était son dessein [1] ».

Mener les gens à la baguette! c'était déjà chose faite, et il semble que les dernières paroles de Cambi sont bien faibles après les premières. Le contemporain Rinuccini, qui a été aussi un ennemi, mais qui ne doit plus l'être, du moins au même degré, puisqu'il avoue ne s'être pas vu refuser les honneurs qui lu étaient dûs [2], déclare que Lorenzo a été, « plusieurs années, le plus pernicieux et le plus cruel des tyrans » ; il l'accuse même « d'avoir causé plus de dommage et fait perdre plus de réputation à la patrie que n'avait fait, depuis longtemps, aucun citoyen [3] ». Que pèsent, au regard de ces témoignages concordants d'hommes qui ont souffert de ce régime, les panégyriques postérieurs, voulus et calculés, des courtisans de la famille régnante, ou des biographes plus récents encore qui n'ont fixé leurs yeux, parmi tant de documents authentiques, que sur ceux qui tournaient à la gloire de leur héros [4] ! Un de ces courtisans, après tout, l'historien Guicciardini, a écrit sans ambages : « Malgré les ménagements de Lorenzo, l'aspect de Florence n'était pas

1. « Diventò tiranno solo di tanta alturità che il ducha d'Atene non ebbe tanta, e se vivea più... si facieva signore a bacchetta, sechondo al suo disegnio. » (Cambi, *Del.*, XXI, 67.)

2. « Alcuni onori debitamente a me appartenenti. » (Al. Rinuccini, p. 147.)

3. « E in somma si può conchiudere lui essere suto molti anni perniziosissimo e crudelissimo tiranno alla città nostra e a quella aver fatto danno e diminuzione di reputazione quanto facesse già è gran tempo alcuno cittadino. » (Al. Rinuccini, p. 147.)

4. M. Villari, un des plus récents, en Italie, qui aient parlé de ces temps avec compétence, se montre fort sévère pour Lorenzo, et nous sommes heureux de pouvoir invoquer son témoignage à l'appui du nôtre. Voy. *Niccolò Machiavelli,* Introd., t. I, notamment p. 52.

celui d'une cité libre, mais d'une ville esclave; Lorenzo ne semblait pas un particulier, mais un tyran [1]. »

On a souvent comparé l'aïeul au petit-fils. Rinuccini estime que celui-ci n'est en rien inférieur à celui-là. Guicciardini, au contraire, préfère Cosimo, habile au trafic autant qu'à la politique, et qui sut maintenir, accroître encore sa fortune privée en élevant la fortune publique, tandis que Lorenzo, après s'être ruiné, ruina l'État, et que cet État, soutenu par Cosimo, sans qu'il y parût, ne le fut par lui qu'en courant de grands risques, tels que la conjuration des Pazzi et le voyage de Naples [2]. Guicciardini dit vrai, mais il ne dit pas tout. Il est juste d'ajouter que Cosimo montait au faîte à cette heure bénie où tout réussit, même les fautes, et que Lorenzo n'y parvenait qu'à celle où les souvenirs non encore effacés de l'ère des Albizzi, qui, dans le lointain, paraissait plus libérale, inspiraient un certain regret de la liberté, une certaine répugnance pour le gouvernement d'un seul. Avec lui commence l'ère des difficultés, et il en triomphe pour la plupart.

En outre, s'il est, et de beaucoup, plus mauvais trafiquant, il est infiniment plus prince, même par ses défauts, car aux princes appartient d'être mauvais ménagers de leurs finances, et de la vie comme de la dignité humaine. Ses défauts et ses vices sont en somme ceux de son rang et de son temps, d'un rang qui est

1. Guicc., *Stor. di Fir.*, chap. 9, *Op. ined.*, t. III, p. 91.

2. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 9, t. III, p. 93. Capponi (II, 161, note et 165) fait remarquer que Guicciardini ne se montre si sévère que dans un ouvrage écrit à l'âge de vingt-cinq ans, et qu'il est plus favorable au commencement de sa grande histoire d'Italie, œuvre de sa maturité. La sévérité pourtant ne nous paraît pas exagérée, sauf peut-être en ce qui concerne la préférence accordée à Cosimo.

celui des têtes couronnées, d'un temps où la parole donnée n'engage plus, où la débauche cynique devient la règle de la vie, où la religion n'est plus que grimace et instrument de règne, où le meurtre devient assassinat, où la perfidie s'ajoute à la cruauté, où le poignard perd du terrain devant le poison. Mais il a les dons naturels et les qualités acquises de ses plus remarquables contemporains. Autant et mieux que pas un il entend et pratique l'art compliqué de la politique et de la diplomatie; autant et mieux que pas un il a le don du commandement, l'intelligence et le goût de ces lettres, de ces arts qui accélèrent le large courant de la civilisation, de cette civilisation croissante qui sera toujours, devant la postérité, la meilleure défense de ce siècle par tant de points si révoltant[1].

1. Les deux membres de la famille Guicciardini qui ont, avec Canestrini, publié les œuvres inédites de l'historien leur ancêtre, ont recueilli les lettres de Lorenzo relatives à son gouvernement (pas les autres, qui seraient trop nombreuses), et annoncé le dessein de les publier à leur heure. Voy. une note aux œuvres inédites de Guicciardini, t. III, p. 85.

CHAPITRE VI

LES BELLES-LETTRES ET LES BEAUX-ARTS SOUS LORENZO DES MEDICI.

Piero des Medici, le goutteux. — Concours poétique (1441). — Piero protège les lettrés. — Lorenzo reconstitue l'Université de Pise (1472). — Il restreint le *Studio* de Florence. — Les examens. — Les maîtres ou lecteurs. — Filelfo rappelé (1481). — Angelo Poliziano courtisan, poète et lecteur. — Lorenzo *dilettante* de l'érudition. — Ses émules. — *Représentations* du théâtre antique. — Progrès de l'académie platonicienne. Bernardo Rucellai. — Pico de la Mirandola. — Retour à la langue vulgaire. — Lorenzo poète. — Les chants du carnaval et les fêtes. — Luigi Pulci et le *Morgante maggiore*. — Prédominance du dialecte toscan. — Décadence des beaux-arts. — Les restes de l'antiquité. — Caprices de Lorenzo. — La façade de la cathédrale ajournée (1491). — Théories de Lorenzo. — Le réalisme : Antonio et Piero del Pollajuolo. — Andrea del Verrocchio. — Cosimo Rosselli — Sandro Botticelli. — Filippino Lippi. — Retour au progrès par le retour au passé : Ghirlandajo. — Crise dans l'art : retour au sentiment religieux (1480). — Vandalisme involontairement provoqué par Savonarola. — Sa doctrine esthétique. — L'art après lui. — L'architecture arrêtée à la mort de Lorenzo. — Les peintres qui n'ont pas obtenu sa faveur : Léonard de Vinci. — Fra Bartolommeo della Porta. — Lorenzo de Credi. — Andrea del Sarto et Michel-Ange. — Caractère de l'art florentin. — Il s'impose à l'Italie.

C'est à tort, croyons-nous, qu'on parle du mouvement des lettres et des arts sous les trois premiers Medici sans distinguer entre eux. Si leurs efforts ont le même but personnel, il y a dans la direction imprimée et dans le résultat obtenu des différences sensibles qu'on ne doit pas négliger. L'orientation, la tendance des lettres sous Lorenzo est tout autre qu'elle n'était sous Cosimo, et l'on ne peut, sans un imprudent dédain de la chronologie, méconnaître que les beaux-arts ont terminé

sous l'aïeul, une évolution remarquable qui ne trouve point, sous le petit-fils, son équivalent.

Quant à Piero le goutteux, fils de l'un et père de l'autre, il tint trop peu de temps les rênes pour contribuer beaucoup à cette impulsion, qui est la gloire de sa famille. Mais, déjà, dans sa jeunesse, il s'était montré curieux des lettres. En 1443, il avait même pris l'initiative d'une sorte de concours poétique, fait nouveau dans cette histoire. De concert avec Leone-Battista Alberti, cet architecte doublé d'un mathématicien et d'un lettré, il proposait, pour qui traiterait le mieux, en vers, de la véritable amitié, un prix qui devait être une couronne d'argent, travaillée en ranche d'olivier.

Les particularités de ce concours méritent qu'on s'y arrête. Le 18 octobre, les compositions furent remises cachetées chez des notaires désignés. Le 22, qui était un dimanche, eut lieu la lecture publique dans la grande nef du Dôme, richement ornée, en présence de la Seigneurie, des ambassadeurs, des prélats, du peuple. Les secrétaires apostoliques d'Eugène IV, alors présent à Florence, avaient été institués juges du camp. Les noms des concurrents sont connus : Francesco Alberti, Antonio Alli, Mariotto Davanzati, Francesco Malecarni, Benedetto d'Arezzo, Michele de Gigante, Leonardo Dati. A ce dernier, on ne laissa pas le temps de réciter son sonnet jusqu'au bout. Le siège des juges était fait, et, on peut le croire, depuis longtemps, car, déclarant que plusieurs pièces étaient d'un mérite égal, ils décernèrent la couronne à la basilique même où avait eu lieu ce dérisoire concours[1]. Comme le dit Ginguené, « chacun fit

1. Le fait est constaté par un document que Lami a mis en lumière et que reproduisent Tiraboschi, t. VI, part. I, l. I, c. 2, et Prezziner, I, 106.

son rôle : Medici propos le prix, des poètes se le disputèrent, l'un d'eux le mérita sans doute, et ce fut l'Église qui l'obtint[1] ».

Piero rendit d'ailleurs aux lettres de plus efficaces services. Il ordonna à Ficino de publier sa traduction de Platon ; il accrut les collections de son père ; il soutint les établissements fondés par lui ; il reçut comme lui les dédicaces des ouvrages nouveaux[2] ; il veilla surtout à l'éducation de ses deux fils avec un soin jaloux[3].

Lorenzo, resté seul, grâce au poignard des Pazzi, différait de son aïeul : il faisait souvent par goût ce que Cosimo faisait toujours par calcul. Lui aussi, pourtant, il calculait à l'occasion ; son intérêt dictait aussi ses antipathies comme ses sympathies. S'il n'aimait pas le *Studio* et le collège de la *Sapienza*, c'est qu'il y trouvait un reste des libres corporations du moyen âge, une création des ennemis de sa famille. On le voit bien à ses actes. Il livre la *Sapienza* à un fabricant de voiles à la bolonaise[4]. En 1471, le Grand Conseil avait provoqué la nomination de cinq officiers chargés « d'organiser un beau et digne *Studio* à Florence et non ailleurs[5] ». L'année suivante, tout est changé. « Attendu les plaintes faites à la Seigneurie par les ambassadeurs de la commune de Pise, ayant vu par expérience que le *Studio*

1. Ginguené, III, 374-75.
2. Prezziner, I, 135, 136.
3. Voy. sur les maîtres de Lorenzo, chap. précédent, p. 525-526.
4. Gherardi, part. I, p. 180; Rondoni, p. 208. La *Sapienza* devait plus tard abriter les lions, les chevaux des grands-ducs. Aujourd'hui elle est le siège de l'Institut supérieur des Études.
5. « Abbiano autorità di provvedere all' ordine d'uno bello e degno Studio nella città di Firenze e non altrove. » Cette proposition obtient au Conseil des Cent 92 fèves contre 33; au Conseil du peuple 161 contre 80; au Conseil de la commune 103 contre 48. Voy. Gherardi, part. I, p. 179; Rondoni, p. 210.

ne pourrait facilement se faire à Florence à cause du manque de maisons et des plaisirs de la ville; attendu qu'aucun lieu n'est plus commode que Pise, où les étrangers peuvent venir par la voie de mer, où ne manque rien de ce qui est nécessaire à la vie (on oubliait que ces avantages, c'est Florence qui les avait quand on y voulut attirer le concile[1]), le *Studio* florentin y était transféré pour cinq ans, à partir du 1er novembre, avec un budget de six mille florins[2]. Que s'est-il donc passé pour que la girouette tourne si brusquement? Lorenzo a acquis des propriétés sur le territoire de Pise, et il veut, nous l'avons dit[3], leur donner plus de valeur.

Que le *Studio* florentin en fût amoindri, ce n'est pas contestable. Il n'a plus qu'un budget de 400 florins; les mêmes officiers présideront aux études à Florence et à Pise, sous la surveillance des Conseils, c'est-à-dire de Lorenzo[4]. Tandis que le nombre des chaires augmente dans l'université en faveur, il diminue dans l'université en disgrâce. Une provision admet dédaigneusement qu'il y faut bien « trois ou quatre maîtres de grammaire, et quelqu'un qui donne une idée des orateurs, des poètes, des ornements de la langue latine[5] ». Lorenzo y

1. Voy. plus haut, l. I, ch. 2, p. 68.

2. Gherardi, part. I, p. 181; Rondoni, p. 210, 211; Prezziner, I, 138. — On trouve le décret dans Fabroni, *Hist. Acad. Pis.*, I, 409.

3. Voy. chap. précédent, p. 524. — M. Rondoni ne se doute pas du motif égoïste de cette translation. Il croit que Lorenzo aimait le *Studio* et ne voulait que rompre les traditions du moyen âge. Prezziner (I, 149) parle de même.

4. Gherardi, part. I, p. 181; Rondoni, p. 211, 212.

5. « E perchè gli è necessario avere nella città di Firenze almeno tre o quattro maestri che insegnino grammatica e qualche uno che dia lumi degli oratori e poeti, e degli ornamenti della lingua latina a quegli cittadini che più oltre non vogliono seguitare gli studi, però si provvede : che per gli ufficiali dello Studio s'abbia non solamente a provvedere di quelli che legghino nello Studio a Pisa nelle facoltà necessarie negli studi generali

supprime donc l'enseignement scientifique, et l'on pourrait ajouter, si les témoignages n'étaient contradictoires, qu'il n'y comptait laisser, dans l'enseignement littéraire, que le grec, son dessein étant de réserver le latin à Pise[1]. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que pour peupler Pise de bons lecteurs, il en dépeupla Florence. Les engagements de ceux qui y lisaient la jurisprudence, la médecine et autres sciences furent annulés juste au moment où s'ouvrit le nouveau *Studio* (novembre 1473)[2]. Se trouvant sur le pavé, plusieurs s'estimèrent heureux qu'on leur offrît à proximité un asile et des gages[3]. On croit, sans en être sûr, que les lecteurs d'éloquence remontèrent un peu plus tard dans leurs chaires: mais des chaires scientifiques, il ne resta que celles où l'on enseignait la théologie et que protégeait l'archevêché : la théologie alors passait pour une science[4].

Si le mal fut réparé en partie, c'est que Lorenzo et les siens en devinrent bientôt victimes. Quand son fils Giovanni, le futur Léon X, voulut, à l'âge de treize ans, cueillir, trop verte encore, la *laurea* en droit canonique, le collège canonique n'existant plus, il fallut, pour ce petit garçon, déjà si grand personnage et qui ne pouvait décemment se déranger, que Rinaldo Orsini,

e degni, ma ancora di quegli che nella città di Fir. addottrinino nel modo detto e cittadini fior. e chi nella città di Fir. abitasse. » (Provision du 19 décembre 1472, dans Fabroni, *Hist. Acad. Pis.*, I, 411, et Prezziner, I, 150.)

1. Voy. à cet égard Roscoë (II, 96, n. 1, trad. fr.) qui indique les textes.

2. « Intendendo per vigore della presente le condotte di coloro che a Firenze insegnano salariati de' denari dello Studio, essere finite a dì 1° di novembre prossimo futuro, se durassino più tempo, o più là non durino. » (Provision du 19 décembre 1472, *loc. cit.*)

3. « Si portarono altrove ed alcuni di essi furono trasferiti alla nuova Università. » (Prezziner, I, 151.)

4. Prezziner, I, 151, 152.

vicaire général de l'archevêché, désignât lui-même deux docteurs florentins qui procéderaient à l'examen dans le palais archiépiscopal.

Sauf cette innovation nécessaire, on observa toutes les règles d'usage[1]. La planche étant posée, beaucoup d'autres y passèrent[2]. L'intérêt privé était venu cette fois en aide à l'intérêt public sacrifié; mais reconnaît-on là un homme d'État, et s'il faut employer déjà ce titre, un prince célèbre entre tous par ses lumières? C'est la liberté que lui et les siens ont achevé d'abattre, qui relèvera, dans sa renaissance de quelques jours, ce *Studio* amoindri, trop vieux et trop malade pour supporter sans périls une si grave amputation[3].

Ce qui prolongea son existence, c'est que quelques-uns de ces maîtres qu'on lui laissait comme par grâce entourent d'un certain éclat sa lente agonie. Au docte et gourmand Argyropoulo[4] succédait en 1471 Andronic de Thessalonique, surnommé Callisto, le plus fort helléniste du temps, après Théodore de Gaza, et qui fit de nombreux élèves[5]. En 1475, Lorenzo engage Démétrius Chalcondyle, dont le salaire, bientôt augmenté, est, au début, de

1. Prezziner, I, 166.

2. Prezziner dit (I, 173) qu'en 1475 Fra Aless. Balducci, mineur conventuel, puis beaucoup d'autres, obtinrent la *laurea* théologique. De 1473 à 1492, plus de cinquante personnes se rattachent au collège théologique à Florence.

3. M. Rondoni (p. 218) prétend que Florence était un centre trop important pour que le *Studio* y fleurît. Il oublie que l'Université de Paris avait été longtemps, était peut-être encore la première de l'Europe.

4. Voy. *Angeli Politiani Miscellaneorum centuria una*. Bâle, sans date, in-8°; Hody, p. 202, texte rapporté dans Roscoë, II, 99, note. Il est vrai que l'autorité, sur les vices d'Argyropoulo, c'est Paul Jove (*Elogia doctorum virorum*, n° XXVII, p. 60. Anvers, 1557), et Paul Jove, Roscoë le reconnaît, est trop vindicatif pour qu'on l'en puisse croire sur parole. Voy. Roscoë, II, 99 et Hody, p. 198.

5. Raffaello Maffei de Volterre, *Comm. Urban.*, l. XXI; Prezziner, I, 137.

168 florins[1]. Cristoforo Landino, qui avait contribué à former sa jeunesse, traduisait Pline, expliquait Horace et Virgile, Dante et Pétrarque, tenus déjà pour des anciens[2], contribuait ainsi à remettre en honneur la langue vulgaire, dédaignée par fanatisme de la langue latine, et préparait cette heureuse réaction de la fin du siècle, dont nous aurons bientôt à parler.

Il paraît que, malgré le coup funeste porté à son *Studio* d'une main si assurée, le séjour de Florence restait préférable, pour les doctes, au séjour de Pise, puisqu'on voit, en 1478, après la conjuration des Pazzi, le quinteux Filelfo renouveler des démarches déjà anciennes pour reprendre son poste de lecteur[3]. Tout en félicitant Lorenzo d'avoir échappé aux assassins, il rappelait que Cosimo, son ennemi, avait voulu mettre fin à son exil[4]. Ayant beaucoup souffert, il désirait quitter sa chaire de Rome et Rome même, où sévissait la peste[5]. « Je vous serais utile à Florence autant que le

1. Chalcondyle resta fort longtemps à Florence. Il y est encore en 1488; il n'y est plus en 1492, car on le trouve alors à Milan. Voy. Fabroni, *Hist. Acad. Pis.*, I, 163; Prezziner, I, 152, 154.

2. La première édition florentine de Dante parut en 1481 avec un commentaire de Landino. Voy. Cipolla, p. 662; Capponi, notes aux documents à la suite de J. Pitti (*Arch. stor.*, 1a serie, I, 318.) On peut voir les *Lettere di Luigi Pulci a Lorenzo il magnifico e ad altri*, publiées par Salvatore Bongi, Lucques, 1867. Elles sont très propres à faire connaître le développement littéraire de ce temps-là et la part qu'y prirent les Medici.

3. « Quanto sia stato el dispiacere ho ricevuto del vostro acerbissimo caso, per due altre mie lettere lo havete potuto comprendere. » (Filelfo à Lorenzo, Milan, 20 mai 1478. Texte dans Fabroni, *Laurentii Vita*, Doc., p. 102)

4. Voy. plus haut le chapitre sur les lettres et les arts au temps de Cosimo, p. 251.

5. On peut voir partout les pérégrinations de Filelfo, ses trois mariages, ses 24 enfants, sa misère à Milan sous Galeaz-Maria qui ne lui accordait pas la même faveur que Francesco Sforza, son installation à Rome, où Sixte IV lui avait donné une chaire de philosophie morale. Voy. notamment Rosmini, *Vita di Filelfo*.

petit nombre de vos amis. Je vous suis dévoué de corps et d'âme[1]. Vous savez que personne ne peut se comparer à moi dans ma partie[2]. » Lorenzo se montra bon prince. Il ne pouvait avoir plus de rancune que son aïeul. Il ne craignait plus un vieillard atrabilaire de quatre-vingt-quatre ans. Il lui donna à Florence la chaire de rhétorique et de philosophie, avec cinq cents florins, beaucoup plus que n'avait obtenu Landino, un ami de tous les temps. Filelfo reprit donc le cours de ses leçons, mais pour jeter le chant du cygne. Sa mort était prévue ou facile à prévoir[3]. Lorenzo ne s'engageait pas beaucoup en lui faisant un pont d'or.

Ce n'est donc pas cet octogénaire qui devait jeter quelque éclat sur le médiocre *Studio* de Florence. L'honneur en revient à Landino, à Chalcondyle, à Bartolommeo Fonte, célèbre alors, obscur aujourd'hui[4], mais surtout à Angelo Ambrogini de Montepulciano, qui, selon le goût du temps, se fit nommer Poliziano, du nom de sa ville natale (1454-1494). Philologue érudit, philosophe de l'école de Ficino, poète plus qu'aucun de ses contemporains, c'est la poésie qui fit sa fortune. Il l'assura par un poème harmonieux en langue vulgaire où il célébrait la victoire de Giuliano dans une joute en 1475, mais qu'il dédia au seul survivant des deux

1. « Ben ve avviso che io ve sarei così utile in Firenze quanto pochi amici voi habiate. Io ve ho dedicato el corpo e l'animo. » (Filelfo à Lorenzo. Milan, 20 mai 1478. Texte dans Fabroni, *Laur. vita*, Doc., p., 103.)

2. « Voi sapete che in questa etate niun altro se po mettere a comparatione mecho in la mia facholtà. » (Lettre citée par Prezziner, I, 156.)

3. Filelfo était remonté dans sa chaire le 15 juillet 1481. Il mourut le 31. Voy. Prezziner, I, 157.

4. Verino a écrit sur Fonte ces deux médiocres vers :

Fontius est rhetor, pubis moderator hetruscæ,
Judicio et nulli morum probitate secundus.

(*De illustribus Florentinis*, l. II, dans Prezziner, I, 164.)

frères[1]. Le poème n'était pas terminé que l'auteur devenait secrétaire, bibliothécaire de Lorenzo, précepteur de ses enfants, logé dans le palais, défrayé de tout. Le but atteint, il renonça à poursuivre l'ouvrage[2]. S'il revint à l'adulation poétique, ce fut en latin, sur l'injuste et cruel triomphe de son protecteur à Volterre[3], flatterie indigne qui n'a pas, quoiqu'on l'ait dit, la reconnaissance pour excuse, puisqu'il flattait déjà avant d'avoir reçu et pour recevoir[4].

Lecteur d'humanités au *Studio*, il y parut supérieur à Filelfo, à Guarino, à d'autres encore. C'est qu'il prêchait d'exemple autant que de précepte[5]. Si, grâce à d'autres, beaucoup, comme il l'assure, parlaient grec à Florence[6], en quoi peut-être il exagère, grâce à lui,

1. C'est le poème connu depuis sous le nom de *Stanze*. Il s'agit d'une joute ou tournoi qui eut lieu à Florence en 1475, et qu'il ne faut pas confondre avec celle de 1469 où Lorenzo fut vainqueur et que décrivit un des frères Pulci. Le vainqueur de la seconde, c'est Giuliano. Voy. Em. Giudici, I, 445; Isidoro del Lungo, *Uno scolare dello Studio fiorentino* (*Nuova Antologia*, t. X, p. 215, ann. 1869); *la Patria e gli antenati di Angelo Poliziano* (*Arch. stor.*, 3a ser., t. XI, p. 9); Villari, *Nic. Mach.*, I. 206.

2. Avec une grande naïveté, Sismondi (*De la litt. du Midi*, II, 44) prétend que Poliziano renonça à son poème parce qu'il sentait son héros insuffisant. Sans doute, car ce héros, c'était Giuliano, le vainqueur de la seconde joute, et Giuliano était mort, ne pouvait plus distribuer de faveurs. Voy. Reumont, II, 81; Cipolla, p. 665; Lombardi, *Delle attinenze storiche fra scienza ed arte in Italia*. Bergame, 1879, p. 230 sq.

3. *Sylvæ*, l. III, p. 45 sq. Voy. l'édition intitulée *Prose volgari inedite e poesie latine e greche edite ed inedite di Angelo Poliziano, raccolte ed illustrate da Isidoro del Lungo*, Flor., 1867.

4. Voy. sur Poliziano Ginguené, III, 378, 515; Em. Giudici, I, 446; Villari, I, 46; Mähly, *Angelus Politianus, Ein Culturbild aus der Renaissance*. Leipzig, 1864, et traduction en italien par l'abbé Brunetti, Venise, 1865; Bonafous, *De Angeli Politiani vita et operibus disquisitiones*, Paris, 1845. Voy. aussi notre *Histoire de la littérature italienne*, et celle de M. L. Étienne.

5. Si l'on jugeait des rangs par les gages, Landino serait le premier avec 300 florins, Poliziano le second avec 250, puis Chalcondyle avec 200, Fonte avec 60, Filelfo restant toujours hors de pair. Voy. Fabroni, *Hist. Acad. Pis.*, I, 373; Prezziner, I, 163.

6. « Primæ nobilitatis pueri..., ita sincere attico sermone, ita facile

le latin écrit, sinon parlé, atteint presque à la hauteur des modèles : il n'en imite aucun, il semble être un d'eux, et c'est d'eux qu'il s'inspire, autant que des Italiens, quand il fait usage de la langue vulgaire ; c'est à eux qu'il a dérobé les secrets de l'élégance et du style, du goût et de l'art[1]. Il sentait l'antiquité autant qu'il la savait, éclatante supériorité de « cet orateur de l'érudition, de ce poète de la critique[2] », de ce professeur écouté, de ce chanoine perdu de vices, qui fut employé aux ambassades, et qui mérita la faveur de son maître par les mérites peu enviables du lettré courtisan[3].

Ce maître, il ne le rendit point familier avec le grec et le latin, mais il lui en inspira le goût ; il contribua pour une large part à faire de lui un raffiné *dilettante*, qui fait, comme son aïeul, la chasse aux manuscrits précieux, chasse désormais difficile en Italie, où tous les seigneurs, tous les princes ont la même passion[4]. Les documents authentiques contiennent, à cet égard, des renseignements curieux. On y voit Lorenzo priant Ercole d'Este de lui prêter Dion Cassius, et Ercole refu-

expediteque loquuntur ut non deletæ jam Athenæ atque a Barbaris occupatæ, sed ipsæ sua sponte cum proprio avulsæ solo, cumque omni, ut sic dixerim, sua supellectile in flor. urbem immigrasse, eique se totas penitus que infudisse videantur. » (*Oratio in expositione Homeri,* dans Prezziner, I, 167.)

1. Voy. G. Capponi, II, 178.

2. Villemain, *la Littérature au moyen âge,* leçon XXII. Voy. F.-O. Mencken, *Historia vitæ A. Politiani.* Leipzig, 1736.

3. Voy. Villari, *Nic. Mach.*, I, 209.

4. En 1470, Niccolò Roberti, orateur de Ferrare à Florence, a fait copier la troisième décade de Tite-Live, traduite en langue vulgaire, et payé 40 bolognini d'or par cahier. Le copiste en voulait 45, soit 1 florin de suggello. Il demandait cinq mois, et l'on prévoyait qu'il lui en faudrait bien six. Il y avait, en effet, 52 feuilles. Avec les miniatures et la brochure, chaque cahier devait revenir à 1 ducat. (Roberti à Alberto d'Este, 2 mars 1470. *Atti e mem.*, I, 250, 251.) Ce même Roberti a trouvé la première décade de Tite-Live et l'a payée 18 ducats. (10 mars 1470. *Ibid.*, p. 251.)

sant, malgré leurs bonnes relations, ne l'autorisant qu'à prendre une copie. Si naturel paraît ce refus, que Lorenzo ne s'en formalise point : il revient plus tard à la charge; mais, se faisant plus modeste, il demande, au lieu de l'original, la traduction qu'en a faite Niccolò Leoniceno[1], et il avait préparé les voies, en prêtant lui-même au duc de Ferrare un exemplaire manuscrit du livre de Leone Battista Alberti sur l'architecture. Un biais ingénieux tire d'affaire le duc, qui, décidément, n'est pas prêteur de livres : en hâte il fait prendre une copie de la traduction sollicitée; encore ne l'envoie-t-il à Florence qu'à la condition qu'elle ne sera ni imprimée ni prêtée à personne[2].

Au loin, en pays opprimé ou barbare, Lorenzo obtenait plus de succès. C'est en son nom et avec la permission de Bajazet II, que Jean Lascaris parcourt la Grèce entière pour acheter et recueillir des manuscrits. Dans le second de ces voyages, il en acquérait deux cents en langue grecque, dont quatre-vingts encore inconnus[3]. La bibliothèque de Mathias Corvinus s'ouvrit, au lendemain de sa mort (1490), pour de nombreuses et belles acquisitions. Malgré le mauvais état de ses finances, Lorenzo dépensait annuellement en livres trente mille ducats et entretenait de nombreux

1. Leoniceno, médecin et philologue, né à Lonigo, dans le Vicentin, en 1428, un des premiers qui revinrent à la méthode des médecins grecs, Hippocrate, Paul d'Ephèse, etc. Voy. Angiolgabriello, *Biblioteca degli scrittori vicentini*, II, 188; P. Jove, *Elogia*, n° 70; Papadopuli, *Hist. gymnasii patavini*, I, 297; Fabricius, *Bibl. lat. med. et infimæ ætatis;* Tiraboschi, t. VI, part. 2, l. II, c. 3, § 20.

2. Lorenzo à Ercole, 5 févr. 1486. *Atti e mem.*, I, 246 et 247, n. 1. Cette traduction ne fut imprimée qu'en 1532 à Venise, et le texte grec qu'en 1548 à Paris.

3. Lascaris le rapporte lui-même. *Præfatio ad Anthologiam.* Flor., 1494. Voy Prezziner, I, 148.

copistes, qui, après lui, se trouvèrent sans travail. Même de son vivant, on sentait bien l'étendue du service qu'il rendait à cet égard : « Votre zèle à faire copier des livres grecs et à favoriser les doctes, lui écrivait Poliziano, vous fait tant d'honneur, qu'aucun homme, depuis bien des années, n'en a obtenu autant[1]. » Quand Fra Giocondo de Vérone, architecte et archéologue tout ensemble, eut formé un précieux recueil d'épigraphes antiques, sans exemple jusqu'alors, c'est à Lorenzo qu'il le dédia[2]. Appelés par Lorenzo ou attirés par le renom de son entourage, et sûrs de trouver dans son palais une bibliothèque riche de manuscrits précieux, un vrai musée d'antiquités et des encouragements, les doctes y affluaient de tous les coins de l'Italie. On y vit Bartolommeo Scala, Ermolao Barbaro le Jeune, Lorenzo Valla, parmi tant d'autres[3]. Ils aidaient à éditer les livres acquis. A Florence furent publiés pour la première fois les poèmes homériques, par les soins de Démétrius Chalcondyle et de Bernardo Nerli. Ce dernier en fit les frais et en offrit la dédicace à Piero, le jeune fils de Lorenzo (1488). Suivirent bientôt d'autres belles éditions des classiques grecs, en caractères majuscules[4]. On n'avait donc plus besoin d'aller à Constantinople pour apprendre le grec. Livres et maîtres abondent, même à Ferrare et à Milan. Petits nobles et bourgeois riches, comme hauts seigneurs et

1. Venise, 20 juin 1491. Voy. *Prose volgari*, éd. Isid. del Lungo, n. 30. Flor., 1867.

2. Cipolla, p. 665.

3. Sur Lorenzo Valla il y a des ouvrages spéciaux : Zumpt, *Leben und Verdienste des Laurentius Valla*, dans le *Journal des sciences historiques* du prof. Schmidt, t. IV, p. 397-434, ann. 1845; Bahlen, *Lorenzo Valla*, Vienne, 1865.

4. Capponi, II, 176.

princes, attirent les savants et se mettent en dépense, moins peut-être par goût sincère et personnel des lettres que par ostentation du luxe et par esprit d'imitation [1].

C'est à l'imitation des lettrés et poètes de Rome, réunis en académie, et qui, en 1470, avaient fait représenter en latin quelques comédies de Plaute, que Ferrare et Florence, faisant un pas de plus, en produisirent des traductions sur le théâtre, pour rendre populaire le vieux comique romain bien plus que pour propager la langue vulgaire. Ainsi, par nécessité ou désir de se faire entendre, nos prédicateurs du moyen âge en étaient venus à prêcher en français, malgré leur prédilection pour le latin. En 1486, Ercole d'Este faisait jouer à Ferrare les *Ménechmes* de Plaute dans une traduction italienne commandée exprès pour cette représentation. Deux ans plus tard, la même pièce était jouée à Florence, peut-être dans la même traduction [2].

Mais le résultat poursuivi ne fut obtenu qu'à moitié : l'idée n'était pas venue encore de donner des représentations fréquentes, régulières, où les spectateurs payeraient leurs places. Comme à Rome et en Grèce, le théâtre était une partie des fêtes publiques. Des princes, les yeux fixés sur le voisin, élevaient et décoraient à grands frais, dans l'espoir de le surpasser, un échafaudage pour une seule représentation. L'Italie était fière quand elle en avait deux en une année, dans telle ou telle de ses grandes villes. Pour savourer ce plaisir so-

1. Voy. Leo, II, 244.

2. Ald. Guidoni à Ercole, 12 mai 1488. *Atti e mem.*, I, 301. En 1528, à Venise, on imprima des *Ménechmes* une traduction italienne qui pourrait bien être celle-là. (Note de Cappelli aux pages 301 et 309 du t. I des *Atti e memorie.*)

lennel, on accourait de toutes parts, car le spectacle était gratuit, ce qui ôtait au public tout droit de se montrer difficile. Les chroniques locales ne parlent que de l'admiration universelle. La critique, pourtant, n'eût pas été hors de propos : on ne choisissait pas toujours les vrais chefs-d'œuvre; on préférait Sénèque à Sophocle, et dans Sénèque ce qu'on applaudissait avec frénésie, c'étaient les vaines déclamations, ou ces idées générales, inconnues du moyen âge, fruit nouveau de la Renaissance, qui les retrouvait chez les anciens [1].

Un titre plus particulier à Lorenzo, c'est la protection dont il entourait et le développement que prit, grâce à lui, l'académie platonicienne fondée sous les auspices de son aïeul. Il ne se bornait pas, comme Cosimo, à ouvrir un asile aux philosophes novateurs; il disputait avec eux dans ses jardins ou même à table, car ses banquets n'étaient parfois qu'un prétexte à philosopher[2], à émettre non sans danger[3] les plus hardies opinions[4]. Ses commensaux, ses interlocuteurs étaient les amis déjà nommés, Cristoforo Landino, que Machiavel

1. Voy. Sismondi, *De la litt. du Midi*, II, 50-52. — Il en est de même dans notre théâtre français du XVI[e] siècle.

2. Marsilio Ficino parle de deux banquets de ce genre, l'un à Careggi, villa de Lorenzo, l'autre à Florence, ce dernier organisé par Francesco Bandini, que Lorenzo avait nommé son architriclinus. Voy. Bandini, II, 38 sq., qui cite (p. 63) une lettre de Ficino à ce sujet. Prezziner, I, 169, donne les indications.

3. Voy. dans Janitschek, p. 103, note 31, un texte qui montre les accusations portées contre les Platoniciens dans les persécutions dont ils furent l'objet à Rome, sous le pontificat de Paul II.

4. Plus tard, Giovanni Nesi, dans un dialogue *De moribus*, dédié à Piero de Lorenzo, écrivait : « Si auctoritate incedendum est, Christi auctoritatem omnibus antepono; si ratione, apud Platonicos rationes quæ veritati nostræ magis consonent, præcipue reperturum me esse confido; post Platonem vero Aristotelem. » (Ms. de la Laurentiana, Plut. 77, cod. 24, dans Janitschek, *Die Gesellschaft der Renaissance in Italien, und die Kunst*, p. 103, note 30. Stuttgart, 1879. Ce sont quatre conférences.)

appelle le second père de l'académie florentine[1], Angelo Poliziano, Marsilio Ficino, Luigi Pulci et ses deux frères Luca et Bernardo, Girolamo Benivieni, Leone Battista Alberti, sur qui nous reviendrons, enfin Bernardo Rucellai et Pico de la Mirandola, dont il convient, ici, de dire un mot[2].

Bernardo Rucellai (1449-1514) était petit-fils de Palla Strozzi et beau-frère de Lorenzo. A peine âgé de dix-huit ans, il en avait épousé la sœur Giovanna. Marchand, diplomate, lettré, bon écrivain, auteur de petits écrits historiques[3] sous son nom latinisé d'Oricellarius, il devait, Lorenzo mort, le remplacer comme protecteur de l'académie et ouvrir aux philosophes ses beaux jardins[4], où l'on vit avec eux le poète Luigi Alamanni et l'immortel historien Niccolò Machiavelli, jusqu'au jour où l'exil, suite d'une conjuration avortée, mit fin à l'académie (1522)[5].

Giovanni Pico de la Mirandola était, dans cette société corrompue des Medici, un des derniers venus. Il n'y vint qu'en 1484, à peine âgé de vingt-deux ans. Nourri des plus sévères enseignements, entre autres par Savonarola qu'il aimait et admirait, il passait pour un

1. Prezziner, I, 133.

2. On trouve dans Bandini, *Specimen literaturæ florentinæ*, les noms des membres de l'Académie, et diverses particularités sur leurs travaux, leurs fêtes, leur destinée. Cf. Sieveking, *Geschichte der platonischen Akademie zu Florenz*. Gottingue, 1812; Puccinotti, *Di Marsilio Ficino e dell' Accademia platonica fiorentina nel secolo* xv°. Prato, 1865. C'est un extrait de la *Storia della medicina* du même.

3. *De bello italico, De bello pisano, De urbe Roma*. Ce dernier ouvrage est à la fois élégant et érudit.

4. Les fameux *Orti Oricellari*, entre la rue de la Scala et le pré, aujourd'hui *borgo*, d'Ognissanti. Nous en reparlerons plus loin.

5. Bandini, *Specimen*, etc., II, 82-85; Prezziner, I, 128 sq.; Ginguené, III, 404; Reumont, *Tav. Cron.*

savant et un saint[1]. Savant, il l'était autant et plus qu'homme du monde. Saint, c'est autre chose, il en perdit bientôt même la réputation. Il eut une aventure galante qui fit scandale et que lui reprochèrent jusqu'à ceux qui en étaient le plus capables. Cette aventure mérite d'être rapportée, elle est caractéristique du temps.

Pico s'était rendu à Arezzo, où il avait une maîtresse fort belle, mariée une première fois à « un épicier qui tenait des chevaux pour les courses du *palio* », et une seconde, l'année même qui l'avait faite veuve (1486), à un certain Giuliano des Medici, gabeleur à Arezzo, homme pauvre qu'elle avait enrichi. Quelques mois plus tard, elle était éperdument éprise de Pico, *cieca di si bel corpo,* comme dit la dépêche passablement matérialiste qui nous révèle cette histoire. Pour suivre son amant, la belle Margherita résolut d'abandonner la maison conjugale. Un beau jour, elle sortit de la ville comme pour aller à la promenade et rencontra Pico, qui avait avec lui, non par hasard sans doute, une vingtaine d'hommes tant à pied qu'à cheval. Sans vergogne ni mystère, elle lui sauta en croupe et il piqua des deux. Une telle impudence a ébruité l'escapade. Les cloches sont mises en branle, des gens donnent la chasse aux fugitifs et les rejoignent. De là une bagarre où il y eut morts et blessés des deux côtés, mais surtout du côté de Pico, qui y perdit presque toute son escorte. Lui et son chancelier — car, si jeune qu'il fût il en avait un, étant seigneur — échappent par la vitesse de leurs chevaux à la mort et au pillage; ils cherchent un refuge dans Marciano, mais ils y sont aussitôt incarcérés. Avis en est donné

1. « Oltre la dottrina sua, era riputato uno santo. » (Ald. Guidoni à Ercole, 12 mai 1486. *Atti e mem.*, I, 282.)

aux Dix : ils envoient l'ordre étonnant d'élargir le comte Pico et de retenir le chancelier. Puis, comme honteux, ils se ravisent, font de nouveau incarcérer le ravisseur, et, de nouveau, cinq ou six jours après, exigent qu'il soit remis en liberté[1], ce pelé, ce galeux de chancelier devant toujours payer pour son maître coupable. Quant à l'indigne créature, cause de tout le mal, on ne voulut voir en elle qu'une victime. Elle était sacrée par son mariage avec un des Medici, « pauvre sans doute, mais qui enfin était de la maison[2] ». Pas plus que les autres, dans cette vilaine affaire, le mari n'a le beau rôle. La fierté n'était pas son fait. L'infidèle n'eut qu'à dire qu'elle avait été enlevée contre son gré, pour qu'il la reprît incontinent. C'est qu'en la répudiant il eût dû rendre le sac aux écus[3].

Pico, assez penaud, se tourna plus que jamais vers l'étude et devint célèbre par sa proposition de soutenir à Rome neuf cents thèses *de omni re scibili*. Il y voulait démontrer, en bon disciple de Ficino, le lien qui unit le platonisme au christianisme; mais la curie déclara hérétiques treize de ces thèses, et Innocent VIII en interdit la soutenance[4]. Elles n'en firent que plus de bruit, et

1. Ald. Guidoni à Ercole, 17 mai 1486. *Atti e mem.*, I, 283.

2. « E abbenchè creda che il conte Giovanni non sia per avere male alcuno, credo che il cancelliero ne farà male, perchè è reputato che fosse uno capestro da cui sia processo ogni male. E credo che gli nuocerà assai lo essere stata quella donna moglie al presente di uno de' Medici; e benchè sia povero, pur è della casa. » (Ald. Guidoni à Ercole, 12 mai 1486. *Atti e mem.*, I, 282.)

3. Ald. Guidoni, *ibid.;* Domenico Berti, *Cenni e documenti intorno a Giov. Pico della Mirandola*, dans la *Rivista contemporanea*, t. XVI, Turin, 1859; note de Cappelli, d'après la minute des dépêches de Guidoni, *Atti e mem.*, I, 282. Berti croit à l'enlèvement de vive force, malgré l'assertion d'un certain Luigi della Stufa, qui soutient formellement le contraire. Il y a des arguments pour et contre les deux assertions, mais l'impudence et l'impudeur de la femme nous paraissent vraisemblables.

4. Bulle du 5 août 1486. *Bullarum Rom. ampl. collectio,* t. III, part. 3 p. 210, 211. Rome, 1743.

Lorenzo prit parti pour son familier; il en défendit les opinions et surtout la personne. « Le comte vit très saintement », écrivait-il, trois ans après le scandale érotique, à son ambassadeur en cour de Rome[1]. Lui-même il ne vécut pas assez pour voir l'absolution accordée à Pico. Elle ne le fut, en effet, qu'en juin 1493, par le nouveau pape Alexandre VI, qui ne pouvait avoir la manche trop large pour ce genre de méfait. Peu après, Savonarola en chaire, annonçant la mort de son ancien disciple, se montrait plus sévère : il l'envoyait en purgatoire, parce qu'il était venu tard à la religion[2].

L'attraction que Lorenzo exerçait sur tant d'hommes distingués s'explique en partie par la situation privilégiée qu'il tenait de son aïeul, puisque son père, si inférieur à tous les deux, en avait joui lui-même, après l'un et avant l'autre. Mais son esprit ouvert, large, curieux, y contribua pareillement. Il s'intéressait à toutes les questions agitées, et surtout à une qui aurait dû sembler résolue après Dante, Pétrarque et Boccace, celle de savoir si la langue italienne était propre, comme la latine et la grecque, à exprimer les idées générales, et par conséquent à remplacer l'une et l'autre. Avec sa sagacité accoutumée, il se prononçait pour l'affirmative[3] comme Leone Battista Alberti[4], et il portait à ce point

1. Lorenzo à Lanfredini, 19 juin 1489, dans Fabroni, *Vita Laur.*, Doc., p. 291. Cf. Reumont, II, 110 sq., et Roscoë, t. II, p. 113 sq. de la trad. fr.
2. *Prediche sopra Aggeo*, pred. 6, f° 46 r°. Venise, 1544.
3. Voy. un passage de lui traduit dans Etienne, *Hist. de la litt. ital.*, p. 182, et sur l'obstacle apporté par le culte de l'antiquité au développement de la langue vulgaire, Ugo Foscolo, *Prose letterarie*, t. III, p. 53, 61. Flor., 1850.
4. « Ben confesso quell' antica latina lingua essere copiosa molto e ornatissima; ma non però veggo in che sia la nostra oggi toscana tanto da averla in odio, che in essa qualunque benchè ottima cosa scritta ci dispiaccia? A me pare assai di presso dire quello che io voglio e in modo ch' io

la conviction dans certains esprits, que Bernardo Rucellai, si lettré pourtant, ne consentait plus, dans sa correspondance avec Erasme, à écrire en latin[1].

C'est qu'à l'appui de ses théories Lorenzo joignait la pratique. Comme fit plus tard Galilée, pour prouver le mouvement il marchait. Ou plutôt, sans rien vouloir prouver, il faisait la lumière. Son instinct, son goût l'y poussaient, et aussi sa trop faible connaissance des langues anciennes. Il n'est pas poète, mais il fait de bons vers, de jolis vers, et son mérite en est grand, car, depuis les temps de Pétrarque et de Boccace, on ne trouverait pas un poète en langue vulgaire qui valût d'être cité. Il renoue la chaîne rompue, il reprend la poésie où le XIVe siècle l'avait laissée.

Il avait de qui tenir. A l'exemple de sa mère, dont on a publié des laudes spirituelles[2], il écrivit des rimes sacrées. S'il n'y paraît pas mieux inspiré que Savonarola et Benivieni, auteurs plus tard de tant de religieuses inepties en vers, sauf pourtant dans sa *Représentation* ou mystère des saints Jean et Paul[3], il réussit mieux

sono pure inteso : ora questi biasimatori in quella antiqua sanno se non facere, et in questa moderna se non biasimare e vituperare chi non tace. » (L. B. Alberti, *Della famiglia*, préface au liv. III dans Janitschek, p. 102, n. 21.)

1. « Bernardum Auricularium, civem florentinum, cujus historias si legisses dixisses alterum Sallustium, aut Sallustii temporibus scriptas, nunquam tamen ab homine impetrare licuit ut mecum latine loqueretur. Subinde interpellabam : surdo loqueris, vir præclare, vulgaris linguæ vestratis sum ignarus quam Indicæ. Verbum latinum nunquam quivi ab eo extundere. » (Érasme, cité par Em. Giudici, *Stor. della lett. ital.*, I, 351.)

2. *Rime sacre del M^{co} Lorenzo de' Medici il vecchio, di Madonna Lucrezia sua madre e d'altri della stessa famiglia*, recueillies par Francesco Cionacci, prêtre florentin. 2e édit. Bergame, 1760.

3. La *Rappresentazione di San Giovanni e Paolo* se trouve à la suite des poésies de Lorenzo, édition de Bergame, 1763. Voy. à ce sujet Ginguené, III, 510-513.

dans le genre profane. Nous avons de lui plus de cent quarante sonnets et de vingt *canzone* en l'honneur de Lucrezia Donati, qu'il ne nomme point, et qu'il aime, comme Pétrarque aimait Laure, d'un pur amour de tête[1], tandis qu'il négociait à Rome son mariage[2]. On loue sa piquante satire contre l'ivrognerie, *I Beoni*, son poème philosophique et moral, *l'Altercazione*, clair et noble dans une langue rude et sans harmonie, revenue presque à l'enfance. Mais il mérite surtout l'éloge quand il emprunte aux *contadini* de la Toscane leur langage naïf, dans la *Nencia* (quenouille) *di Barberina*, et surtout dans ses *Canti carnascialeschi* ou chants du carnaval, que ses courtisans osaient mettre au-dessus des poésies de Dante. Qu'il en faille rabattre, et beaucoup, c'est évident; Lorenzo n'a pas même le mérite de l'originalité, qu'on lui veut accorder, puisque ce genre était en honneur antérieurement à Boccace[3]. Du moins, ces chants d'une grossièreté, d'une licence telle que les plus hardis hésiteraient, de nos jours, à les produire en petit comité, et

1. Voy. *Lorenzo de' Medici, Poesie*. Bergame, 1763. Une autre édition a été publiée par M. Carducci, Florence, 1859. Les œuvres de Lorenzo (*Lorenzo dei Medici Opere*) ont été réunies et forment plusieurs volumes; Florence, 1825. Voy. sur les poésies de Lorenzo, Ginguené, III, 489; Villari. *Nic. Mach.*, I, 200 sq. et aussi Capponi, Reumont, Carducci, dans un simple discours en tête des poésies de Lorenzo (éd. Barbera). Carducci, comme Roscoë et Ruth, exagèrent fort le mérite littéraire de Lorenzo.

2. Voy. *Tre lettere di Lucrezia Tornabuoni a Piero de' Medici ed altre lettere di vari concernenti al matrimonio di Lorenzo il Magnifico con Clarice Orsini*, publiées par Ces. Guasti, Flor., 1859. Villari (*Nic. Mach.*, I, 201) remarque que la mère de Lorenzo décrit le corps de Clarice, mais ne dit pas un mot de son cœur, de son esprit, de son caractère.

3. On peut voir dans Boccace (5[e] journée, 10[e] nouvelle, t. II, p. 387) la reine demander à Dioneo une *canzone*, un chant du carnaval, et Dioneo lui en proposer plusieurs fort licencieuses. Manni a montré que Boccace lui-même n'inventait pas en ce genre. Voy. là-dessus une note de Cappelli, *Atti e mem.*, I, 313, append. Cf. Reumont, II, 23, 24; Cipolla, p. 662; Villari, I, 45; Witte, *Ueber den Minnegesang und das Volkslied in Italien*, dans l'annuaire de Reumont, intitulé *Italia*. Berlin, 1838.

où l'on conseille uniquement de jouir de la vie, de se livrer au plaisir, de ne pas songer au lendemain, il les rajeunissait sans les rendre plus honnêtes, par l'expression vive, élégante, de pensées familières au peuple et à lui-même, et il en faisait comme l'assaisonnement de ces fêtes carnavalesques dont il devenait l'*impresario*, dont il décuplait l'ancienne splendeur, et qui tiennent trop de place dans son temps pour qu'on puisse n'en pas dire un mot.

Ses agents rassemblaient à grands frais chevaux, chars, trophées. Ils costumaient nombre de gens de basse condition pour représenter tantôt le triomphe d'un vainqueur, tantôt quelque trait de chevalerie, ou encore la pompe symbolique des arts et des métiers. Le soir et une partie de la nuit, défilait par les rues ce brillant cortège, à la lueur des torches fumeuses qu'agitaient des hommes à pied. Autour des chars, on comptait quelquefois jusqu'à trois cents cavaliers sous le masque, comme étaient aussi les personnages juchés sur ces tréteaux roulants. On entonnait des chants que répétait la foule et qui en réglaient les danses. C'étaient des ballades, des *canzone*, à une voix, à quatre voix ou en chœur, en un mot ces fameux chants du carnaval qui mettaient tout le monde en joie [1].

Lorenzo avait ordonné la pompe, fourni les poèmes, veillé à ce qu'ils fussent mis en musique, et il avait l'œil à tout dans l'exécution [2]. Il y trouvait son plaisir,

1. Voy. l'ouvrage intitulé : *Tutti i trionfi, carri, mascherate o canti carnascialeschi andati per Firenze dal tempo del M*[co] *Lorenzo de' Medici fino all' anno* 1559. *Cosmopoli*, 1750. Ce recueil a été fait par Anton Francesco Grazzini, surnommé Lasca. Voy. notamment sa dédicace à Francesco des Medici, prince de Florence, p. 39-44.

2. Ginguené, III, 503-505.

dont il n'aimait pas, on l'a vu, à être détourné par les affaires[1], et il en faisait un des ressorts de sa politique, plus étroite de moitié que celle des empereurs romains. De leur devise connue, en effet, il supprimait le pain et maintenait les jeux : il ne se croyait pas tenu de prévenir la disette, la famine, ou d'y remédier ; mais les spectacles faisaient oublier sa faim à un peuple qui les avait toujours recherchés. L'unique excuse de cette frivolité impardonnable et de cette tactique égoïste, imprudente sans aucun doute, est justement dans ces poésies qu'il écrivait pour le besoin du jour et qui réveillaient le goût de la langue vulgaire. Cet heureux résultat fut atteint plutôt que poursuivi, et les cicéroniens, par leurs exagérations, y contribuèrent bien plus que Lorenzo par ses exemples. Le jour, en effet, où il devenait de rigueur, en parlant latin, de n'employer que le vocabulaire de Cicéron, l'usage du latin se restreignait à une élite, le grand nombre y était de plus en plus étranger, et dans les continuels rapports de la vie, on lui devait parler le seul langage qu'il comprît. C'est ainsi que les érudits, par leur raffinement enragé, servirent la cause qu'ils voulaient desservir. Lorenzo eut sur eux le double avantage de savoir ce qu'il faisait quand il donnait le branle, et d'être si haut placé qu'il trouva des imitateurs.

Un heureux hasard voulut que, parmi ses courtisans, plus d'un fût bien doué pour les lettres, Luigi Pulci notamment, mieux vu qu'aucun autre, parce que sa gaieté et celle du maître étaient à l'unisson. On le vit bien à son œuvre, le *Morgante Maggiore*. La mère de

1. Voy. plus haut, p. 472, et n. 7.

Lorenzo, Lucrezia Tornabuoni, lui avait suggéré l'idée de ce poème d'un genre renouvelé des Français, mais qui, alors, parut nouveau [1]. Les guerres récentes contre les Turcs rendaient de l'intérêt aux récits de nos vieux trouvères sur les guerres de Charlemagne contre les Maures et les Sarrasins. Pulci à Florence, comme Bojardo à Ferrare [2], donnaient une forme élégante, *aulique*, aurait dit Dante, à ces chants d'une forme grossièrement populaire, mais sérieux au fond, et qu'ils rendent frivoles tout ensemble par le tour de leur esprit et par la langue encore dédaignée dont ils se servent. Pulci y est même si peu habile, que parfois il paraît grave quand il se joue, et plat quand il vise au beau style, tant il emprunte au dialecte toscan de vulgaires locutions.

Affranchi de toute croyance, comme la plupart de ses contemporains, ce chanoine de cinquante ans commence ses chants par des poésies d'église, le *Gloria in excelsis*, le *Magnificat*, le *Te Deum ;* mais il glisse aussitôt dans les témérités de la pensée, les licences de l'expression et du goût. Après l'invocation à la Vierge vient l'in-

1. Pulci avoue que c'est Lucrezia qui lui mit la plume à la main :

> Perchè donna è costì che forse ascolta,
> Che mi commise questa storia prima.
>
> (*Morgante Maggiore*, ch. XXVIII, st. 2.)

Le *Morgante* fut publié pour la première fois à Florence en 1482. Des trois frères Pulci, Luigi était le plus jeune (1431-1486). Luca Pulci est auteur du *Ciriffo Calvaneo*, publié vers 1490, réimprimé par Audin, à Florence, en 1832, et du *Driadeo d'amore*. Bernardo Pulci écrivit des poésies burlesques. Sur les origines de cette poésie de Pulci, voy. G. Paris, *Histoire poétique de Charlemagne*, Paris, 1865, et P. Raina, *Ricerche intorno ai Reali di Francia*, Bologne, 1872. Cf. Villari, *Nic. Mach.*, I, 220 sq.

2. Le comte Bojardo (1430-1494), homme d'État, gouverneur de Reggio, n'eut pas le temps d'achever son *Orlando innamorato* qui fut refondu, soixante ans plus tard, par Berni. Bojardo est bien supérieur à Pulci par la variété et la nouveauté des aventures, par la richesse du coloris.

vocation à Vénus, puis des scènes scabreuses et une satire de l'immortalité de l'âme, sans aucun dessein, chez ce jongleur attardé, de tuer la religion ou la chevalerie. A l'ironie la plus fine succède la plaisanterie la plus grasse sur les choses saintes, sur ces lecteurs qui accomplissent leurs devoirs religieux, qu'on empêche de souiller les coins des rues en y peignant saint Antoine armé de sa lance, mais qui ne croient plus, qui ne vont plus à l'église que pour se conformer à l'erreur populaire [1], comprennent à demi-mot, sourient ou rient aux éclats, même les femmes, que rien ne scandalise : Pulci nous présente le miroir du XVe siècle, comme Sacchetti celui du XIVe [2]. L'âme, dit-il, entre dans le corps comme les confitures enveloppées dans du pain blanc tout chaud. On croit qu'en l'autre monde elle trouvera des becfigues, des ortolans tout plumés ; mais une fois que nous serons descendus dans la vallée noire, nous n'entendrons plus chanter *Alleluia*. — Ce qu'il peut y avoir de sérieux dans le fond est compromis par la frivolité de la forme, et c'est pourtant par la forme que cet improvisateur a marqué sa place dans l'histoire littéraire : il enrichit la langue et perfectionne l'octave, plus légère chez lui que chez Boccace, et moins basse que chez les autres rimeurs. Sur ce point il sert de modèle à ceux qui viendront après lui [3].

1. Le temps n'est pas loin où Bandino déclare que, pour être bien vu en cour de Rome, il faut professer quelque opinion erronée sur le dogme, où Luther entend un prêtre qui célèbre sa messe, dire, au moment de la consécration : *Panis es et panis manebis*. On sait comment Luther quitta avec horreur Rome quatorze jours après y être entré avec respect. Voy. quelques paroles de lui dans Taine, *Philosophie de l'art*, I, 177. Paris, 1881, 3e éd.

2. Voy. Villari, *Nic. Mach*, I, 225; *Gir. Sav.*, I, 47; Cipolla, p. 663; Em. Giudici, I, 415 sq.; Sismondi, *Litt. du Midi*, II, 52-55.

3. Ce jugement, qui serait téméraire de la part d'un Français, est celui de Gino Capponi, juge si compétent. Voy. *Stor. di Fir.*, II, 117.

Ses vers, que tout le monde comprend et goûte, contribuent, comme ceux de Lorenzo, à la revanche de la langue vulgaire. On les récitait chant par chant, comme ceux des vieux jongleurs, car le poème, non fini encore, s'allongeait indéfiniment [1]. C'était un des passe-temps favoris à la table du maître, où ne présidait plus l'inspiratrice déjà morte du poète [2], dans ces orgies dont la présence de Clarice Orsini et des autres femmes de cette cour bourgeoise ne tempérait pas le trop libre caractère. On s'y reprenait du moins à croire que des pensées littéraires pouvaient être exprimées en italien, tandis que d'autres lettrés, en des genres différents, achevaient la démonstration. Ainsi, l'érudit Landino traduisait Pline l'Ancien (1476), commentait en langue vulgaire Dante (1481), que tout le monde commentait en langue latine, moyen assuré, surtout avec l'imprimerie, de répandre ces études sur le divin poète, qui étaient restées jusqu'alors le privilège des gens assez riches pour acheter des manuscrits, ou assez connus des doctes pour s'en faire prêter. Même Landino, s'interdisant les expressions triviales trop fréquentes chez Pulci et Lorenzo, parlait noblement cette langue depuis longtemps sans noblesse, service signalé, conquête importante. Ces efforts divergents rappellent ceux de notre XVI[e] siècle : Poliziano, cherchant les formes de la poésie italienne dans les auteurs grecs et latins, fait penser à Ronsard ; Lorenzo et Pulci à Malherbe, re-

1. Voy. Guicciardini, *Stor. di Fir.*, c. 9, t. III, p. 86, 90. Sur la poésie italienne de ce temps-là on peut consulter Ruth, *Histoire de la poésie italienne*, Leipzig, 1844; Ranke, *Zur Geschichte der italienischen Poesie*. Berlin, 1887.

2. Ma non pensai che innanzi al fin morisse.
(*Morg. Magg.*, ch. XVIII, st. 126.)

cueillant les vieux mots français sur la place Maubert et sur le port aux foins; Landino à tant d'écrivains que le dévergondage de la langue française révolte et qui s'imposent, pour l'imposer aux autres, la règle d'un langage noble, épuré. Seulement, il faut Landino et Lorenzo pour accomplir la tâche de Malherbe puisant aux deux sources et pliant tout à sa rude autorité.

A un autre point de vue encore ce rapprochement est légitime. De même que l'idiome de l'Ile-de-France envahissait les provinces françaises, de même l'idiome florentin, devenu d'abord toscan, devient italien par la force des choses, par l'attrait du mieux, et sans qu'on en puisse faire honneur à personne en particulier. Dans ce pays d'Italie où, bien plus que dans le nôtre, règnent les dialectes et les patois, tous ceux qui se piquent d'être éclairés écrivent en langue florentine, non pas uniquement dans leurs rapports avec les magistrats de la République, mais entre eux ou en s'adressant au public de toute la péninsule. Le toscan est désormais la langue commune. C'est en toscan que sont rédigées les dépêches de Nicodemo Tranchedini et de son successeur Sacramoro à leurs maîtres de Milan, celles d'Aldovrandino Guidoni, de Manfredo Manfredi à leurs maîtres de Ferrare, ainsi que les histoires du Milanais Bernardino Corio, et de Pandolfo Collenuccio, natif de Pesaro. Quand Lodovico le More écrit son testament, s'il emploie encore le dialecte de sa province, on voit bien qu'il s'efforce d'employer la langue toscane et qu'il croit même y être parvenu [1]. La différence, c'est que les

1. Documents d'histoire italienne copiés à Paris par G. Molini, t. I, à la fin. Citation de G. Capponi, II, 193.

Florentins y parviennent, comme il est naturel, mieux que personne ; mais le progrès, chez les autres, est sensible de Corio à Collenuccio [1], de Tranchedini à Guidoni. Si l'on veut se rendre compte de ce qu'il reste à gagner encore, il faut lire, après les dépêches des « étrangers », celles de Francesco della Casa et de Gentile Becchi sous le fils de Lorenzo, l'un fin et attique, l'autre piquant et plein de verve malgré son grand âge, tous deux bons écrivains [2]. Ce n'est pas sans peine que, même alors, les habitants des autres villes se mettent au diapason. Quand Savonarola arriva de Ferrare, ville lettrée pourtant, dans l'attique Florence, il parlait mal et faisait rire les autres moines [3]. Plus tard il sera plus correct, il connaîtra mieux la propriété des termes, sans atteindre jamais aux grâces du langage familier, où excellent les Florentins. L'Arioste y parviendra seul, méritera seul une place entre Berni et Machiavel [4].

Il y fallut du temps. N'en avait-il pas fallu aux prédécesseurs mêmes de ces deux exquis écrivains? On ne peut sans doute comparer aux belles dépêches de la fin du xve siècle celles de la période antérieure écrites en latin apprêté; mais qu'on en rapproche les lettres de Rinaldo des Albizzi, de ser Lapo Mazzei, d'Alessandra Macinghi-Strozzi, et l'on verra le progrès

1. Ce progrès est d'autant plus digne de remarque que, pour le fond, Corio est supérieur à Collenuccio.

2. Les dépêches de Nicodemo Tranchedini sont encore inédites à Paris, sauf quelques-unes imprimées par Buser; celles d'Aldobrandino Guidoni sont au t. I des *Atti e memorie;* celles de Francesco della Casa et de Gentile Becchi, avec d'autres encore, au t. I du recueil de M. Desjardins. Il sera fait largement usage de ces dernières au chapitre suivant.

3. Capponi (II, 194) renvoie pour ce fait à Cambi. Je n'ai pas su l'y retrouver.

4. Capponi, II, 194.

accompli par l'usage de ce latin plus châtié de la Renaissance, qui n'abandonne enfin la plume et les lèvres que pour se cantonner dans les esprits, où, en revanche de sa défaite partielle, il règne en maître comme il faut régner, sans faire sentir son pouvoir [1].

Ermolao Barbaro disait que les lettres devaient beaucoup aux Florentins, mais parmi eux, surtout aux Medici, et, parmi les Medici, surtout à Lorenzo [2]. C'est à ce mot qu'il faut s'en tenir. Lorenzo avait confessé dans les lettres une foi sincère, celle qui agit, celle qui les pratique avec amour.

Dans les beaux-arts, où il ne donne point l'exemple, où il n'est tout au plus qu'un *dilettante* [3], la décadence, au contraire, est sensible [4], et elle n'est qu'accidentelle, comme le XVIe siècle en fournira la preuve. On en cherche les causes : il faut les voir dans ces caprices de la nature qui tantôt accorde et tantôt refuse, tantôt isole et tantôt groupe les génies à son gré; dans l'insuffisance

1. Nous ne croyons pas devoir parler ici du progrès des sciences à la fin du XVe siècle, parce qu'il semble encore peu important, parce que la vraie science ne se dégage pas encore de la fausse. Mais on peut lire, à ce sujet, Roscoë, t. II, p. 136 sq., chap. 7, trad. fr.

2. Giov. Corsi, *Vita del Ficino*, publiée par Bandini, p. 34, citation de Prezziner, I, 137.

3. Nic. Valori (*Vita Laurentii*, p. 18) montre Lorenzo se passionnant quand on lui apporte des débris antiques. Ginguené va plus loin (III, 392) : il prétend voir en lui une connaissance de l'art presque égale à celle qu'en avaient les artistes. Cette assertion serait difficile à justifier.

4. On a dressé un tableau qui montre que les grands artistes du XVe siècle n'ont pu que devoir très peu à Lorenzo, né en 1448, mort en 1492.

Fra B. Angelico,	né en	1387,	florissait en	1447,	mourut en	1455.
Masaccio,	—	1401,	—	1420,	—	1428.
Brunelleschi,	—	1377,	—	1400,	—	1446.
Ghiberti,	—	1378,	—	1400,	—	1455.
Donatello,	—	1386,	—	1420,	—	1466.
Filippo Lippi,	—	1406?	—	1456,	—	1469.
Ghirlandajo,	—	1449,	—	1474,	—	1494.
Botticelli,	—	1447,	—	1460,	—	1510.

Les dates des naissances et des morts sont empruntées à la dernière édition que les frères Milanesi ont donnée de Vasari, I, in-8°.

des modèles, bustes, médailles, fragments de petites dimensions et de peu d'importance qu'exposaient aux yeux les jardins, le musée des Medici; dans les dangers mêmes de la faveur, s'il faut en croire Rumohr, parce que, pour plaire aux Mécènes et gagner davantage, on produisit beaucoup et sans un suffisant travail[1].

Que de réserves à faire cependant! Sous Cosimo, on avait vu des chefs-d'œuvre longuement médités, exécutés à loisir. Sous Lorenzo, Michel-Ange, qui se fût mieux formé à Rome, où abondaient les chefs-d'œuvre antiques, les statues entières, fit son éducation à Florence devant de maigres reliefs. Mais il est certain que si Lorenzo fit quelques commandes, celles d'un monument pour Filippo Lippi à Spolète, d'un buste pour Giotto à Santa Maria del Fiore, ce n'est pas la peine de s'extasier, car on ne saurait dire qu'il encouragea toujours, comme il l'aurait dû, les grands et utiles travaux. On peut citer un frappant exemple.

S'il y avait à Florence une œuvre utile, nécessaire, c'était l'achèvement, la décoration de cette cathédrale qu'Arnolfo de Cambio et Brunelleschi n'avaient pu terminer, qui restait sans façade comme Santa-Croce et tant d'autres églises, et où l'éternel vis-à-vis de l'admirable Baptistère rendait plus choquante cette laideur. Or, en 1491, un mouvement d'opinion très prononcé poussait à en finir. De partout on apportait des dessins. Les plus habiles maîtres étaient chargés de les juger, et parmi eux des étrangers, tels que le Pérugin, Luca Signorelli : c'était montrer qu'il ne s'agissait pas d'un intérêt purement communal, et que l'art, du moins, ne

1. Rumohr, II, 417.

connaissait plus de frontières. Le 5 janvier se réunirent les juges. Déjà les projets étaient classés, quand le chanoine Benci, invité à dire son avis, déclara, en bon courtisan et peut-être en compère, qu'il n'en pouvait avoir d'autre que celui de Lorenzo, qui était présent et s'entendait en architecture. Bartolommeo Scala, Antonio Malegonella opinent du bonnet. Piero Nasi, voyant bien qu'on veut ajourner, demande qu'au moins le délai ne soit pas trop long. Tous les yeux étaient tournés vers Lorenzo. Lui, il loue les projets, mais il insiste sur les difficultés et conclut à un ajournement indéfini. Piero Machiavelli, Antonio Manetti se rangent avec empressement à son avis, et les autres, ceux qui désapprouvent, gardent un silence prudent[1]. Et en voilà pour des siècles : nos yeux ont vu cette hideuse façade que Lorenzo aurait pu et qu'il ne voulut pas décorer.

Ses théories sur l'art ne méritent pas davantage l'approbation. Il professait cette doctrine assez singulière chez un fils de marchand, que les gens de sang noble peuvent seuls mener toutes choses à leur perfection, attendu qu'on ne voit ni leurs pensées, ni leur merveilleux génie chez ces gens de peu qui, travaillant de leurs mains, n'ont pas le loisir d'exercer leur esprit[2]. Conformément à sa thèse, il méconnaissait les maîtres de basse extraction qui lui donnaient tort, Léonard de Vinci, par exemple, sculpteur non moins que peintre[3], désigné à

1. Voy. le procès-verbal de cette séance dans Vasari, éd. Lem., in-12, VII, 243. Il est curieux que Vasari ne souffle mot de ce trait qui fait peu d'honneur à Lorenzo. Ailleurs, dans la vie d'Andrea del Sarto (VIII, 267) il parle pourtant de la façade en bois de S. M. del Fiore, architecture de Jacopo Sansovino, peinture d'Andrea del Sarto.

2. Vasari, éd. Lem., in-12, VII, 203, vie de Torrigiani, sculpteur florentin.

3. On sait qu'il avait fait, pour une des places de Milan, la statue de Lodovico le Moro, que détruisirent les soldats de Charles VIII.

ce titre aux faveurs d'un homme qui à la peinture préférait la sculpture, la mosaïque même, comme plus propres à perpétuer le souvenir des puissants de ce monde[1]. Il fallait, chez Lorenzo, un bien grand dédain des gens de peu et tout ensemble un bien médiocre jugement en ces matières, pour que cette préférence intéressée ne lui fît pas agréer les services d'un tel génie; alors qu'il regrettait, contre toute vérité, que les sculpteurs fussent en trop petit nombre au regard des peintres illustres de son temps[2].

Comment s'étonner que, dans cette très réelle disette de peintres, l'idéalisme eût disparu? Il suppose des esprits élevés, dédaigneux du succès, de l'intérêt. Or, dans les arts comme dans les lettres, ce sont les tendances réalistes que Lorenzo encourage; ce sont les peintres réalistes, réalistes à outrance, qui tiennent le haut du pavé. Les premiers, dans l'ordre chronologique, sont deux frères, Antonio et Piero del Pollajuolo (1433, 1443-1498). De leur père, orfèvre, ils avaient appris la précision des lignes, la clarté des surfaces; trop bornés pour s'affranchir, ils restèrent esclaves de leur éducation : toujours ils copièrent le bronze mieux que la nature. C'est même comme orfèvre qu'Antonio est surtout estimé et que ses contemporains l'appellent « unique dans sonart[3] ».

Ses nielles, genre oublié depuis l'antiquité, remis en honneur au XIV[e] siècle, négligé de nouveau quand il eut donné naissance à la gravure sur cuivre, propagent,

1. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 83, vie de Ghirlandajo.
2. *Id.*, XII, 163, vie de Michel-Ange. Voy. Ranalli, p. 221-224.
3. « Unico nell' arte sua. » (Lettre de la seigneurie à Domenico Bonsi, orateur à Rome, 13 février 1497, dans Gaye, I, 340.)

concurremment avec Maso Finiguerra, Sandro Botticelli, Andrea Mantegna [1], cet art trop dédaigné qui nous conserve, dans leur partie principale, les périssables chefs-d'œuvre de la peinture [2].

Mais même à la peinture, où se confinait son frère, Antonio rendit des services. Il est un de ceux qui propagent l'emploi de l'huile dans l'école florentine et il fait du nu une étude dont l'excès même est un enseignement. Si Vasari admire trop le gonflement des veines et la tension des muscles chez un archer peint qui se penche avec effort pour tendre la corde de son arbalète, ce n'est pas sans profit pour l'art que les deux frères écorchaient des cadavres, et Lorenzo le sentait sans doute lorsqu'il encourageait cette recherche du détail. Peut-être n'en voyait-il pas l'inconvénient, qui est de sacrifier l'ensemble de la composition, cette grande supériorité de Giotto et de son école. Pour conserver, avec la minutieuse et fidèle reproduction de la nature, le sens du choix, de l'idéal, il eût fallu plus de génie que n'en avaient les deux frères; ils eurent du moins la science, la vie, et ils continuèrent Andrea del Castagno, leur maître, sans le faire regretter [3].

1. Baldinucci, Déc. V, part. 2, sect. 3, t. III, p. 1-5; Rosini, III, 129; Reumont, *Tav. Cron.;* Capponi, II, 175; Ranalli, p. 214-216.

2. Entre autres *la Cène* de Léonard, déjà presque effacée, et l'œuvre de Masolino dans l'église collégiale de Castiglione, entre Tradate et Varese, province de Como. L'histoire de cette peinture est aujourd'hui connue : au XVIIIe siècle, l'architecte la voulut blanchir, pensant que le blanc produirait meilleur effet. Les manœuvres refusant de s'y prêter, il le fit en leur absence, ce qui provoqua de grands murmures. En 1843, on est parvenu à faire reparaître ces fresques. L'abbé Malvezzi les a ensuite publiées en 32 planches lithographiques avec notes. Voy. Vasari, éd. Lem., in-8°, II, 270, commentaire des Milanesi, à la *Vie de Masolino.*

3. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 90-103; Baldinucci, Dec. VI, part. 2, sect. 3, t. IV, p. 19-24; Rosini, III, 124; Rio, I, 397-399; Rumohr, II, 302; Leo, II, 578; Forster, III, 100, 102, 266; Crowe et Cavalcaselle, II, 386.

Ils sont continués eux-mêmes par Andrea de Domenico de Cioni, dit de Verrocchio (1432-1488), parce qu'il avait travaillé chez Giuliano Verrocchio, orfèvre [1]. Orfèvre lui-même, sculpteur, maître en perspective, peintre, et musicien par surcroît, Andrea del Verrocchio a sur ceux de son école l'avantage de représenter, quoique à un degré modeste, cette union de l'art et de la science que son disciple, Léonard de Vinci, représentera bientôt à un si haut degré. Ce n'est pas un médiocre éloge, pour l'éducateur de ce grand génie, que de bons juges puissent attribuer à l'un les dessins de l'autre [2]. Si leur style est le même, et si on l'admire chez le disciple, peut-on ne pas l'admirer chez le maître, ne pas le reconnaître original chez celui qui a donné le modèle? Que Verrocchio imite trop le bronze [3]; qu'en moulant les têtes des morts pour mieux reproduire la vie, il ne sente pas qu'elle n'est plus où règne la souffrance et déjà la décomposition, personne ne le nie; mais c'est lui qui plia Léonard à l'étude consciencieuse des lois anatomiques; c'est grâce à lui que Léonard atteignit, dans la reproduction des formes organiques, une sûreté de touche, une finesse, une profondeur d'expression inconnues jusqu'à lui [4].

On voit donc dès lors par où l'art échappera à la tyrannie du réalisme issu de Masaccio. Deux courants

1. Del Migliore, *Riflessioni al Vasari*, ms. magliab., cité par Milanesi, dans Vasari, éd. Lem., in-12, V, 139, n. 3.

2. Tel est le cas de Crowe et Cavalcaselle (III, 405), qui déclarent que Lorenzo de Credi, autre disciple d'Andrea del Verrocchio, les met dans le même embarras.

3. Voy. ses tombeaux de Giovanni et de Piero des Medici, à San Lorenzo.

4. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 139-155; Baldinucci, Dec. V, part. 2, sect. 3, t. IV, p. 25-29; Ranalli, p. 211; Crowe et Cavalcaselle, III, 401-403; Forster, III, 110-115.

y sont sensibles : l'héritage des Alexandre se partage toujours. D'une part, Filippo Lippi, qui sait dans la reproduction du réel conserver le mouvement, l'action, l'expression; d'autre part, Cosimo Rosselli, banal d'inspiration, lourd d'exécution dans sa touche propre et vigoureuse. Si Rosselli est un des derniers peintres de la période précédente [1], c'est dans celle-ci qu'il devient un oracle, non certes pour les tableaux religieux où il imitait Angelico sans suavité ni délicatesse [2], mais pour ceux où il abusait des dorures, des couleurs criardes. Triste oracle pourtant : par l'invention et le dessin [3] il est le plus médiocre des peintres qui ont décoré la chapelle Sixtine [4].

Sans unité comme lui, et travaillant au goût variable des gens qui payaient bien, Sandro de Mariano Filipepi avait pris, comme Andrea del Verrocchio, le nom de l'orfèvre chez qui il se formait : dans l'histoire de l'art il s'appelle Sandro Botticelli (1447-1515). Successeur du vieux Buffalmacco pour les grossières facéties [5], et de Filippo Lippi pour la peinture, il prit de ce dernier sinon la composition habile, du moins l'expression du

1. Rosselli, né en 1439, faisait son testament en 1506. Il avait à peine trente ans quand Cosimo mourut.

2. On a attribué à Angelico quelques-uns des tableaux de Rosselli, notamment son couronnement de la Vierge à Santa Maria Maddalena des Pazzi. (Rio, I, 423.) Pour Crowe et Cavalcaselle, Rosselli est un succédané très éloigné d'Angelico.

3. Vasari dit tour à tour que Rosselli dessine bien et qu'il dessine mal. Voy. éd. Lem., V, 27, 31, 32. Les frères Milanesi ont relevé cette contradiction.

4. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 118 sq.; trad. Jeanron, III, 165; Baldinucci, Dec. V, part. 2, sect. 3, t. IV, p. 6-9; Roscoë, ch. 9, trad., t. II, p. 236; Rio, I, 423; Eug. Müntz, *Un Mécène italien au XVe siècle* (*Revue des Deux Mondes*, 1er nov. 1881, p. 161); Rumohr, II, 265, 272; Leo, II, 213, 577; Crowe et Cavalcaselle, II, 520, 522.

5. Voy. Vasari, éd. Lemonnier, in-12, V, 118 sq.

sentiment, par où, Lippo mort, il passa pour supérieur à ses contemporains [1]. Mais incapable de voler longtemps de ses propres ailes, il revint à la manière des peintres orfèvres, il apprit des Pollajuoli, de Verrocchio, à maîtriser son imagination, sa fougue, sa main [2], jusqu'au jour où, sectateur fanatique de Savonarola, il en vint à abandonner, à honnir son art.

Dans sa voie hésitante le suit son principal disciple, Filippino Lippi (1460-1505), bâtard du carme Filippo Lippi et de la novice Lucrezia Buti, dont Vasari a conté le scandaleux roman. On n'étudie pas seulement son maître quand on a eu un tel père, et les exemples de celui-ci servent à surpasser celui-là. Bon coloriste, Filippino excelle, malgré des bizarreries, dans la miniature, dans le portrait, dans le paysage. Ce miniaturiste est surtout un décorateur pour les fêtes publiques, fonction importante sous la domination dissipée et dissipatrice de Lorenzo; ce décorateur est, comme les peintres dont nous venons de parler, un peintre de la décadence, d'une décadence très sensible et même progressive [3].

Il fallait pourtant les mentionner, ne fût-ce que pour marquer combien cette période diffère de la précédente. Mais le plus grand qu'elle ait produit, le seul qui permette d'y voir une étape de l'école florentine, c'est

1. Vasari, *Vie de Fil. Lippi*, éd. Lem., in-12, IV, 129.

2. Voy. aux Uffizi l'*Adoration des Mages* que les Medici lui avaient commandée pour S. M. Novella, et son histoire de Moïse, que Rumohr (II, 272) regarde comme un chef-d'œuvre d'exécution et d'expression. — Vasari, éd. Lem., in-12, V, 110-127; Baldinucci, Doc. VIII, part. 2, sect. 3, t. IV, p. 60-65; Rosini, III, 126-131; Ranalli, p. 253; Crowe et Cavalcaselle, II, 415-419; Rumohr, II, 272; Forster, III, 301.

3. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 242-263; Roscoë, ch. 9, trad., t. II, p. 232; Rosini, III, 131, 133; Ranalli, p. 258; Rio, I, 389, 421; Crowe et Cavalcaselle, II, 352; Rumohr, II, 272; Leo, II, 577; Forster, III, 328.

Domenico de Tommaso Curradi de Doffo Bigordi, dont le nom interminable a fait place dans la mémoire des hommes à son gracieux surnom de Ghirlandajo (1449-1498 environ) [1]. Fils d'un joaillier, il eut comme tant d'autres l'éducation de l'orfèvre; il subit pareillement l'influence de la sculpture coulée en bronze, mais il sut mieux revendiquer son indépendance. Esprit juste et vigoureux, il a le désir comme la puissance de créer, et il sent que la création doit s'appuyer au passé. Remontant dans ses études jusqu'à Giotto, il y a retrouvé les grandes lois de la composition, que négligeaient ses contemporains, et en les observant il parvient à cette unité qui manquait autour de lui. Ainsi, quoique inférieur à Giotto, il en reprend l'œuvre interrompue, et il s'éclaire de tout ce qui a suivi. Des architectes il apprend la perspective, les proportions, la lumière et l'ombre. Il applique au corps humain, comme à tout ce qui l'entoure, les lois du clair-obscur; il complète par la perspective aérienne les progrès d'Uccello et de Piero de la Francesca [2] dans la perspective linéaire, dernière victoire qu'eût à remporter la technique de la peinture. Par surcroît, à l'école de Masaccio, il prend des leçons de beauté, de dignité, de vérité. Il ne dédaigne pas même d'étudier Baldovinetti, dont on trouve chez lui comme des réminiscences [3].

1. Ou plutôt del Grillandajo, soit parce qu'il fabriquait des guirlandes, soit parce que son père en vendait.

2. Piero de la Francesca, né de 1415 à 1420, vivait encore en 1494, grand excitateur qui s'est pénétré des Florentins et pourrait être considéré comme un d'eux, quoiqu'il soit de Borgo San Sepolcro, car il a pris quelques-unes de leurs grandes qualités : il forme comme un anneau de la chaîne qui rattache Léonard et Fra Bartolommeo à Peselli et à Baldovinetti. Voy. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 13-24; Rio, I, 405; Ranalli, p. 174; Crowe et Cavalcaselle, II, 530.

3. Vasari, éd. Lem., *Vie de Baldovin.*, IV, 105; *Vie de Ghirland.*, V, 73-83.

Grâce à ces études consciencieuses et d'un cercle si étendu, il est comme un collecteur qui saurait conserver son originalité propre, espèce rare; il s'approprie les conquêtes précédentes et parvient à la perfection de cet art tempéré, mais viril, qui est celui des Florentins. Il ne s'élève pas au sublime, n'a pas les coups d'aile de Masaccio, ni même l'éclat de Lippi, mais il est d'un charme irrésistible. Ce charme tenait surtout, pour ses contemporains, aux portraits qu'il dessinait avec une fidélité, qu'il peignait avec une vérité, avec une énergie d'expression qui suppose un talent bien rapproché du génie. Même de nos jours l'intérêt est grand de cette société florentine disparue, qui revit sur les murailles dans ses costumes aussi exacts que peu convenables aux sujets traités, inconvénient dont, on le sait, il faut prendre son parti avec toute l'école italienne[1]. L'histoire ne le prend pas sans peine; quant à la critique d'art, plus tolérante sur ce point, elle s'attache aux mérites incontestés de ce peintre si attachant : l'expression vive et variée des têtes, l'ampleur naturelle des vêtements, la noblesse des compositions, et puisqu'il s'obstinait à dédaigner l'huile, cette peinture à la détrempe qu'il a su rendre durable pour des siècles[2]. Dans ces parties où il excelle, où il se perfectionne même en prenant de l'âge[3], un seul a réussi mieux que lui, et c'est

1. C'est ainsi que nous devons à Ghirlandajo les portraits fidèles et vivants des Medici, de Gentile Becchi, précepteur de Lorenzo, de Cristoforo Landino, de Poliziano, de Marsilio Ficino, de Ginevra des Benci et bien d'autres. Dès son enfance, il dessinait les passants au passage et comme au vol.

2. La peinture à la détrempe est une sorte de gouache sur fond sec, tandis que la fresque est exécutée sur enduit frais, *a buon fresco*. Ghirlandajo retouchait très peu. Voy. Delaborde, I, 116.

3. Voy. son *Saint Jérôme*, sa *Cène*, au couvent d'Ognissanti (1480), ses

Michel-Ange, qui fut son élève. L'avoir formé n'est pas, assurément, un de ses moindres mérites [1].

Ce chef de l'école régnante était encore plein de vie quand éclata dans l'art, vers 1480, une grave et dangereuse crise. Lorenzo n'avait pas su ou voulu donner aux peintres, aux sculpteurs, cette direction exclusivement païenne dont on lui prête le dessein d'après les idées qu'on lui connaît. Mais il en avait d'autres qu'on ignore ou qu'on néglige parce qu'elles dérangent les plis de cette robe si artificieusement drapée pour donner de l'unité au personnage et faire illusion à la postérité. Pas plus qu'aucun membre de sa famille Lorenzo ne se faisait faute d'encourager l'art religieux, de commander des tableaux de religion. Combien de fois n'a pas été traité pour les Medici le sujet de l'Épiphanie! Botticelli, Ghirlandajo les y représentaient en mages, en rois d'Orient [2]. Filippo Lippi, plus courtisan encore, peignait un page tenant sur la tête de Lorenzo une couronne royale, la seule qui manquât à sa domination [3]. Les riches *popolani* ne se montraient pas plus exclusifs. Un d'eux, en 1481, entreprenait de faire décorer à San Gemignano l'église de Sant' Agostino, en confiait

fresques de la chapelle Sassetti à Santa Trinita (1485), celles du chœur de S. M. Novella (1490). Ces dernières sont vraiment admirables.

1. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 65-89; Baldinucci, Dec. VIII, part. 2, sect. 3, t. IV, p. 54-59; Rosini, III, 140; Ranalli, p. 250-252; Rumohr, Leo, II, 577; Forster, III, 359-375; Crowe, II, 460-462; Rio, I, 402-409; Eug. Müntz, *Un Mécène*, etc., p. 161; Taine, *Voy. en Italie*, II, 148; *la Philosophie de l'art*, II, 395. MM. Crowe et Cavalcaselle, parlant de Ghirlandajo, poussent l'admiration jusqu'à l'enthousiasme. M. Taine est bien sévère; il semble même injuste. A l'exception de Michel-Ange, il traite la plupart des peintres, y compris Raphaël, comme il a traité, depuis, la Révolution française.

2. Voy. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 115, au sujet de l'Épiphanie de Botticelli, aujourd'hui perdue.

3. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 251 et n. 5.

le chœur à Benozzo Gozzoli, et demandait un couronnement de la Vierge à Antonio Pollajuolo [1]. C'est que les églises continuaient d'être les principaux lieux de réunion, tant profanes que sacrés; y trancher du Mécène était donc un moyen pour les richards de se grandir, et pour le seigneur de rappeler ses traits, selon la coutume des princes, aux compatriotes en passe de devenir sujets. Or c'est par exception seulement que, dans des édifices consacrés au culte, on osait orner les murs de scènes non empruntées à la religion.

Cet éclectisme des païens n'empêchait pas, bien entendu, le paganisme de prédominer dans l'art. Les peintres religieux servaient même, à cet égard, la tendance générale, par leur ignorance ou leur dédain des progrès techniques accomplis en peinture, et les chefs de l'Église poussaient le goût public sur la pente. Dans le temps où Bembo, secrétaire d'un pape et futur cardinal, parlait du « héros Jésus-Christ », et de la « déesse Vierge », on ne sera pas surpris qu'un Philarète sculptât les amours de Jupiter et de Léda sur les portes mêmes du Vatican [2].

Mais cette liberté n'en était pas moins une licence, cet usage un abus. De là une réaction religieuse qui s'annonça, et qui éclata quand les circonstances furent favorables. La mort lui fit le champ libre, en enlevant coup sur coup les trois ou quatre peintres naturalistes que l'admiration publique avait investis d'une autorité sans contrôle. Ce manque d'unité si sensible chez Botticelli, chez Rosselli, imitateurs tantôt d'Angelico,

1. Rio, I, 397.
2. Ch. Yriarte, *Florence*, Paris, 1881, et *Revue des Deux Mondes*, 15 oct. 1880, p. 817.

tantôt d'Andrea del Castagno, indique déjà un certain ébranlement des esprits. Ghirlandajo, sans être un idéaliste, ne s'abandonnait pas à la pente du réalisme païen. Le Pérugin, nourri par Piero de la Francesca aux préceptes de l'école florentine, et disciple, à Florence, d'Andrea del Verrocchio, y conservait ses aptitudes natives à la peinture religieuse, qui allaient faire de lui le peintre favori des couvents. Dans cette ville si anciennement portée à la raillerie en matière de religion, force gens restaient sous l'influence des moines et partageaient leur indignation contre les obscénités, même contre les nudités de l'art. Sur la porte d'un propriétaire ses voisins dégradaient, détruisaient une Charité toute nue d'Andrea del Castagno[1]. Subirent les mêmes outrages certaines fresques de Santa Croce où il avait représenté avec une crudité choquante pour la piété populaire plusieurs scènes de la passion. Les têtes, les bras des juifs disparurent. « Il semblait, dit Vasari, qu'on vengeât ainsi Notre Seigneur[2]. »

Savonarola, par ses ardentes exhortations, devait rendre générale et régulière l'explosion de ces sentiments. On verra plus loin qu'il fit à l'art de cruelles blessures en livrant au feu les nudités et les frivolités, trouvant pour complices ceux de ses amis qui étaient peintres, et dont plusieurs apportèrent au bûcher quelques-unes de leurs œuvres[3]. Ces fanatisés d'un jour renoncèrent pour un temps à l'art, leur gagne-pain, quoiqu'aucun d'eux n'appartînt à l'école séraphique d'Angelico, et qu'ils fussent tous, au contraire, plus ou

1. Vasari, éd. Lem., in-12, IV, 150.
2. *Id.*, IV, 144.
3. Vasari, éd. Lem., in-12, VII, 153, *Vie de Baccio della Porta.*

moins réalistes. Mais ce qu'il importe de remarquer ici, c'est que la brutalité de cette réaction n'était point nécessaire pour restaurer l'art chrétien, et qu'en fait elle ne le restaura nullement. C'est sous Cosimo, ce n'est ni sous Lorenzo ni postérieurement, que cet art atteignit son apogée et, par conséquent, entra dans l'ère de décadence. Le novateur dominicain avait sans doute, à ce sujet, les idées d'un spiritualiste, d'un catholique : il pensait que la beauté vient des proportions et que les proportions viennent de l'âme[1]; mais était-il donc exempt de la contagion du réalisme, lui qui blâmait les peintres de parer splendidement la Vierge, laquelle, dit-il, allait vêtue pauvrement[2] ? Au fond, il ne voulait qu'une chose, des arts comme de la poésie, c'est qu'ils ne contrariassent pas sa réforme morale[3]; mais il le voulait si fortement que, malgré des plaintes universelles, il renouvelait, en 1498, ses autodafés de 1497[4].

Quant aux hommes, ses amis, qui, par entraînement, brûlèrent ce qu'ils avaient peint et sans doute adoré, il suffit de regarder celles de leurs œuvres ou postérieures ou qui, n'étant pas des nudités, ont échappé aux flammes, pour reconnaître que leur foi ne les a point ramenés aux traditions chrétiennes de l'art. Botticelli, on l'a vu, n'est rien moins qu'un novateur; les Della Robbia marchent de leur mieux sur les traces profanes de leur oncle et de leur grand-oncle; on ne voit

1. *Pred.* 28 *sop. Ezechiel.* Venise, 1520, et Villari, I, 472.

2. *Pred. sop. Amos e Zaccaria*, samedi après le 2e dim. de carême, dans Villari, I, 473.

3. Voy. ses idées sur la poésie dans son *Opus perutile de divisione ac utilitate scientiarum : in poeticen apologeticus.* Venise, 1542. L'analyse s'en trouve dans Villari, I, 474-480.

4. Voy. *Pred.* 10 *sop. Ezechiel,* à la fin, 9 févr. 1497, et notre *Jér. Savonarole,* I, 253.

rien de la foi chrétienne dans les œuvres distinguées de ce Simone del Pollajuolo (1457-1508) que les Florentins appelaient par raillerie le Cronaca, à cause des chroniques ou récits qu'il faisait sans cesse sur les Romains[1]. Il a les mérites propres aux hommes de la Renaissance. Dans le palais Strozzi, dont il continue l'érection, commencée avec la rudesse grossière de l'ancienne architecture florentine, les parties supérieures qui lui sont dues, loin de rappeler, comme les inférieures et le palais Pitti, le style étrusque ou cyclopéen, sont d'une suprême élégance : elles attestent les progrès d'un goût formé à l'étude de l'art antique, en même temps que la substitution de la grâce à la force, signe de l'âge nouveau[2].

L'architecture, alors, a encore de beaux jours avec Benedetto de Majano (1442-1498), élève de Brunelleschi et de Michelozzi[3], avec Mino de Fiesole, Desiderio

1. Voy. la salle du Grand Conseil, la sacristie de San Spirito, l'église de San Francesco sur la colline de San Miniato, que Machiavel appelait *la sua villanella*, le palais Strozzi qu'il construisait pour Filippo Strozzi, fils de cette Alessandra Macinghi dont nous avons, en écrivant sur la période antérieure aux Medici, si souvent cité les lettres. Filippo, exilé à Naples, y avait trafiqué avec assez de bonheur pour pouvoir fournir au roi Ferrante de l'argent dans sa guerre contre les barons. Désireux de payer sa dette sans bourse délier, Ferrante avait obtenu de Lorenzo le rappel de Filippo, qui désormais continua de s'enrichir à Florence où il mourut en 1491, laissant l'ordre à ses héritiers de continuer son palais, sous peine d'être privés de ses biens. Ce palais pourtant n'est pas achevé encore aujourd'hui. Voy. Ranalli, p. 199. La *Vie du Cronaca* est dans Vasari, éd. Lem., t. VIII.

2. Peut-être n'est-il pas hors de propos, dans une *Histoire de Florence*, de dire que les fers des lanternes, au palais Strozzi, qui sont d'un si beau travail, sont l'œuvre d'un forgeron vraiment artiste, malgré ses mœurs rudes, Niccolò Grosso, surnommé Caparra parce qu'il prenait des arrhes pour toutes les ferrures qui lui étaient commandées. On l'a appelé le dernier des républicains, parce que, un jour qu'il travaillait pour de pauvres gens, Lorenzo étant venu de sa personne lui commander certains fers, il refusa de rien entreprendre pour lui tant qu'il n'aurait pas terminé ce qu'il faisait pour ces pauvres gens venus dans sa boutique avant le seigneur, et dont l'argent valait le sien. Voy. Vasari, éd. Lem., in-12, VIII, 119.

3. Vasari, éd. Lem., in-12, V, 128-138.

de Settignano, les deux San Gallo[1], les deux Rossellini. De Bernardo Rossellini on voit, à Santa-Croce, un superbe tombeau de Leonardo Bruni, d'un si frappant contraste avec ceux de Michel-Ange, de Galilée, d'autres encore, déshonneur de cette basilique funéraire, et c'est ce même architecte qui a donné les premiers plans, dirigé les premières constructions de Saint-Pierre de Rome[2]. Mais déjà apparaît la décadence avec Andrea Contucci de San Savino (1460-1529) : ce servile imitateur de l'antiquité ne s'excusait-il pas d'un défaut dans des colonnes qu'il élevait, en le montrant dans celles du Panthéon[3] ? Pour mieux dire, ce n'était pas la décadence, c'était la fin. Toute ardeur pour le grand et le beau tombe, chez les architectes, à la mort de Lorenzo. Au début d'une période de troubles qui pouvait être longue, ils émigraient, cherchant en des villes plus paisibles l'emploi lucratif de leurs talents[4].

La peinture n'était pas, au même degré, tenue à l'émigration : ses plus beaux chefs-d'œuvre coûtaient infiniment moins que les moindres bâtiments. Toutefois, si elle prospère encore à Florence, c'est grâce à deux génies qui comptent parmi les plus grands, sans avoir obtenu jamais la capricieuse faveur de Lorenzo : Léonard de Vinci et Fra Bartolommeo della Porta. Fra Bartolommeo s'en était aisément consolé, parce que ses

1. Giuliano de San Gallo (1443-1534) donnait des plans de palais à Lorenzo, au duc de Calabre; il construisait pour Lorenzo le couvent de San Gallo, et pour Giuliano Gondi, marchand revenu très riche de l'étranger, un palais en face de San Firenze. Voy. Vasari, éd. Lem., in-12, VII, 209-228; Ranalli, p. 203.

2. Voy. Ranalli, p. 207; Rio, I, 444-452; Jeanron, III, 119; Fil. Moisè, *Santa Croce di Firenze*, Flor., 1845.

3. Vasari, éd. Lem., in-12, VIII, 121-173; Ranalli, p. 205.

4. Ranalli, p. 203.

sentiments religieux lui ouvraient les horizons d'un autre idéal. Léonard, qui n'avait pas la même ressource, souffrait de n'être ni appelé à la cour du maître, ni chargé d'aucun travail, et prenait vite son parti de s'éloigner. Il ne revint plus tard qu'accidentellement en Toscane, et il n'y laissa point de ses œuvres [1]. A Rome, Léon X ne lui fut pas plus bienveillant que Lorenzo son père [2]. C'est auprès de Lodovico le More et de François I[er] que ce prestigieux génie trouva enfin plus de justice, de tact et de goût.

Formé par Andrea del Verrocchio, mais le dépassant de cent coudées, homme de science, ingénieur, architecte, sculpteur et peintre, il crée une théorie précise de l'anatomie, il a le sentiment raisonné des lois des contours, il montre le sens du réel par la fermeté de ses lignes, il y joint la naïveté primitive des peintures religieuses et de nobles aspirations vers l'idéal. Il met le sceau à cet art florentin des Peselli, des Uccelli, des Pollajuoli, mais avec une originalité qui leur manque. Par son patient travail il unit en soi, privilège unique, la force et la grâce. On pourrait presque dire qu'il est, à lui seul, Michel-Ange et Raphaël; tout au moins a-t-il plus de grâce que l'un et de force que

1. Léonard avait quitté Florence pour Milan en 1483. On ne sait trop ce qu'il avait fait jusqu'à l'âge de trente ans. Probablement, il avait étudié, car il était plus ardent à l'étude que pressé de produire, ce qui suffirait à expliquer son peu de faveur auprès des Medici. La tête de Méduse, aux *Uffizi*, est à peu près tout ce qui reste de son premier séjour dans sa patrie.

2. On peut lire dans Vasari une phrase assez dédaigneuse de Léon X sur la manière de travailler de Léonard : « Costui non è per far nulla da che comincia a pensare alla fine innanzi al principio dell' opera. » Le peintre avait commencé une œuvre commandée par le pape, « con stillare olii e erbe per far la vernice. » (Vasari, éd. Lem., in-12, VII, 35, *Vie de Léonard*.)

l'autre. Ce merveilleux peintre des perspectives vaporeuses, si remarquable par la finesse élégante du dessin et du modelé, par l'expression profonde et méláncolique des traits, sait descendre de ses hauteurs jusqu'aux bas-fonds de la caricature, en quoi il rappelle Shakespeare. Quant à cette Cène incomparable qu'il commençait en 1496, le sujet en était délaissé depuis le temps de Giotto : c'est tout ensemble une création nouvelle et un des chefs-d'œuvre de l'art, dû à un pinceau qui ne connut jamais la décadence et ne commit d'autre faute que de s'éparpiller un peu trop [1].

Léonard honore l'art florentin, dont il est issu, plus qu'il ne le représente, car il a assez de génie pour se frayer des voies personnelles. Le vrai, le dernier représentant de cet art sous Lorenzo et même après lui, c'est Bartolommeo ou Baccio della Porta (1469-1517) qui, fauteur ardent de Savonarola, dont il nous a laissé un si magistral portrait, se fit, à la mort tragique de son idole, dominicain comme lui pour s'assurer le salut [2]. Disciple de Cosimo Rosselli, il préférait, ainsi que son camarade et ami Mariotto Albertinelli [3], aux bas-reliefs et aux statues antiques des modèles plus rapprochés,

1. Vasari, éd. Lem., in-12, VII, 11-79; Amoretti, *Memorie storiche su Leonardo da Vinci*, Milan, 1804, reproduit en allemand par Gallemberg, mais sans critique ni nouveauté. C'est, dit Milanesi, le meilleur ouvrage sur Léonard. Crowe, III, 172-174, 121; Rio, 38-129; Leo, II, 578. Sur ce que Léonard fit en France, Léon de Laborde, *la Renaissance des arts à la cour de François Ier*, et Rio, III, 188.

2. Ce portrait a longtemps appartenu à un poète florentin, M. Ermolao Rubieri, qui me permit, en 1851, d'en faire prendre une copie, et qui, en mourant, a légué ce chef-d'œuvre au couvent de San Marco, dont il est aujourd'hui l'ornement.

3. Albertinelli (1475?-1520?) était partisan des Medici. Séparé un moment de Baccio par les sentiments politiques, il se rapprocha de lui plus tard et devint même son imitateur en peinture. Voy. Vasari, éd. Lem., in 12, VII, 180-187; Crowe et Cavalcaselle, III, 181-183.

ceux qu'avaient laissés Masaccio et Lippi, Orcagna et Giotto même, car il remontait jusqu'à Giotto dans ses études, et c'est par là qu'il est, comme Ghirlandajo, comme Léonard, un des anneaux de la chaîne qui, des primitifs, conduit à Michel-Ange. S'il n'en est pas l'égal, s'il n'en a pas la fougue, du moins il est de la même famille.

Habile aux grandes compositions autant qu'aux portraits [1], on loue en lui la beauté de l'ordonnance, la simplicité des procédés, la netteté des contours, la force du modelé, le calme de l'expression, l'entente de la perspective, les proportions exactes, le dessin correct, la couleur transparente et sobre, que ne fait pas trop pâlir l'éclat des Vénitiens. Ce dévot dessinait ses madones nues avant de les vêtir; aussi, sous les vêtements drapés, sait-il avec bonheur accuser le corps humain. Il unit donc en soi la pureté chrétienne des anciens maîtres à la beauté païenne des nouveaux, qu'il maintient dans les justes bornes d'une décence noble et grave, sans revenir à l'art hiératique. Mieux que personne il résume les tendances et les qualités des maîtres qu'il n'égale pas : il tient de Savonarola par sa piété et ses mœurs simples; de Léonard par son mouvement d'esprit et sa tendance à relever le réel par l'idéal; de Michel-Ange par son allure imposante; de Raphaël et d'Andrea del Sarto par la grâce. Comme Ghirlandajo, et plus encore peut-être, il est un grand collecteur; mais en colligeant il s'approprie, sait rester lui-même, n'encourt jamais le reproche de servilité. L'art florentin, ce com-

1. Voy. sa fresque du *Jugement dernier* à S. M. Nuova, et, sans parler à nouveau de son *Savonarola*, l'admirable *Saint Marc* du palais Pitti, qui est un tableau plutôt qu'un portrait.

posé merveilleux de goût épuré et de science acquise, se personnifie en ce moine et n'a pas de représentant qui en résume mieux l'ensemble, avec l'union si rare de si diverses qualités [1].

A Fra Bartolommeo, pour le moment, doit s'arrêter cette étude. Il n'y aurait intérêt à parler de Lorenzo de Credi (1459-1537) que pour montrer comment ce petit-fils de l'orfèvre Oderigo de Credi qui nous a laissé d'utiles *Ricordi* [2]; comment ce fidèle de Savonarola qui jetait au feu ses œuvres, ne fut que l'imitateur de Léonard, du Pérugin ses condisciples, de Fra Bartolommeo, son contemporain; comment il montra son infériorité par un soin trop minutieux du détail [3]; comment il est froid, si on le compare au Pérugin, dépourvu de génie, si on le compare à Léonard [4]. Ce n'est pas par lui, c'est par Andrea del Sarto (1488-1534), c'est par Michel-Ange (1475-1564) surtout, que l'école florentine dira son dernier mot [5]. Mais ils appartiennent, tous les deux, à une période postérieure [6]. A la fin du XVe siècle,

1. Vasari, éd. Lem., in-12, VII, 150-179; Marchese, *Memorie dei più insigni pittori, etc., domenicani*, II, 405; Baldinucci, Dec. IX, part. 2, sect. 3, t. IV, p. 82-89; Capponi, II, 174; Crowe et Cavalcaselle, III, 181-183, 427-436; Taine, *Voy. en Italie*, II, 181; Rio, *Léonard de Vinci et son école*. Paris, 1855; Ch. Clément, *Michel-Ange, Léonard, Raphaël*. Paris, 1861; G. Gruyer, *Bartolommeo della Porta e Mariotto Albertinelli*, in-4°. Paris, 1887.

2. Ces *Ricordi* sont au t. IV de l'*Arch. stor. ital.*, 1re série. Nous les avons cités plus d'une fois dans nos précédents volumes.

3. « La qual troppa estrema diligenza non era forse più lodevole punto che si sia una strema negligenza. » (Vasari, éd. Lem., in-12, VIII, 208.)

4. Vasari, éd. Lem., in-8°, VIII, 202-210; Crowe, III, 405; Villari, I. 470, note.

5. Un des principaux maîtres de Michel-Ange est Luca Signorelli de Cortone (né vers 1441, mort après 1524), élève de Piero de la Francesca, et qu'il admirait beaucoup. Voy. sur Signorelli Vasari, éd. Lem., in-12, VI, 136-158; Ranalli, p. 255-257.

6. Le moment où le nom de Michel-Ange commence à être dans toutes

ils n'ont pas encore assez d'autorité pour que le contraste rende ridicule l'obstination de quelques-uns à peindre d'un style antérieur au style de Masaccio, à prendre la sécheresse pour la grâce et la froideur pour la simplicité [1].

Il faudra l'œuvre de la chapelle Sixtine, due tout entière à des Florentins, si l'on excepte ce que le Pérugin y peut revendiquer, pour que le grand Buonarroti donne sa mesure, représente dignement avec les ressources restreintes de l'art la puissance divine, et inspire par le grandiose, par le colossal, une sorte de terreur religieuse ; pour qu'il apparaisse, ainsi qu'on l'a dit, « comme un aigle au milieu de petits oiseaux », et qu'il fasse tort à Raphaël lui-même [2]. Mais il faut reconnaître d'abord que les petits oiseaux feraient assez bonne figure, si l'aigle ne les avait pas comme amoindris ; ensuite qu'il plane trop haut pour qu'on l'emprisonne dans l'école florentine, cage trop étroite pour ce génie de haut vol qui eût brisé tous les barreaux. Cette école ne peut pas même le suivre, sauf par ses côtés faibles qui le rattachent à la terre, ou, pour mieux dire, par ses exagérations violentes qui rompent, au profit de la décadence, les traditions d'harmonie dues à Brunelleschi [3].

les bouches, c'est en 1511, quand Léonard revint à Florence. Voy. Crowe et Cavalcaselle, III, 221.

1. Rosini, III, 146.

2. *Id.* 147. Le sculpteur Etex racontait que quand il admirait Michel-Ange à la chapelle Sixtine, il lui arrivait de prendre Raphaël en pitié, injuste sentiment auquel n'a pas échappé M. Taine ; mais il ajoutait qu'allant ensuite continuer une copie de Raphaël, il lui demandait pardon de l'avoir méconnu. Voy. Etex, *Conférences à l'École des beaux-arts*.

3. Voy. Delaborde, I, 96 ; Leo, II, 584. On ferait une bibliothèque de tout ce qui a été écrit sur Michel-Ange. Nous n'avons point à y insister ici : nous y reviendrons. A peine indiquerons-nous quelques titres. Aurelio Goti, *M. A. Buonarroti*, Flor., 1875 ; un discours d'Augusto Conti, *l'Animo*

Mais cet art florentin avait eu ses jours de splendeur. Si l'on a pu dire de Florence qu'elle est la Mecque des artistes, l'Athènes de l'Italie, c'est que l'universalité des génies et des talents qui l'honorent attestait la grandeur de l'école; c'est qu'on ne pensait pas encore que chaque partie pût devenir le tout. Par là ils étaient vraiment disciples des Grecs, qui donnaient aux artistes le nom d'architectes-sculpteurs. La peinture se rapproche de la sculpture avec Andrea del Castagno et ses élèves, de même que Ghiberti et les siens avaient rapproché la sculpture de la peinture. Peselli et Baldovinetti ont sinon perfectionné, du moins innové; les Pollajuoli, Andrea del Verrocchio ont élargi la nouvelle méthode. Alberti, Léonard, Michel-Ange appuient l'art à la science, la fécondent par le sentiment, et ainsi la poussent ou la portent aux sommets. Or ils sont tous Florentins, comme Cimabue et Giotto qui ont renouvelé la peinture, comme Orcagna et Masaccio qui lui font faire de si grands pas vers la perfection, comme Ghirlandajo et Fra Bartolommeo qui en poursuivent l'heureux développement.

L'engouement public accepte partout les leçons que lui donne Florence, les mauvaises non moins que les bonnes, les erreurs des Pollajuoli et de Verrocchio non moins que la sagesse de Fra Bartolommeo, la vie de Léonard, les audaces de Michel-Ange. C'est aux Florentins qu'on demande partout statues et tombeaux : pour Venise, Donatello fait un Gattamelata équestre, et

del Buonarroti, dans *Atti della R. Accademia della Crusca*, 1875-1876, Flor., 1876, p. 5-31; Nagler, *Michel Angelo Buonarroti als Kunstler*, Munich, 1836; Herman Grimm, *Leben Michel Angelo's*, Berlin, 1862. Rio a extrait de son ouvrage sur l'*Art chrétien*, un volume intitulé *Michel-Ange et Raphael*, Paris, 1867; Ch. Clément, *Michel-Ange, Léonard, Raphael*, Paris, 1861.

Verrocchio un Piccinino ; ce sont des Florentins qui représentent en pied Sforza, Borso, Colleoni. C'est le génie de Florence qui règne à Sienne, à Urbino, à Ferrare, à Rimini, à Mantoue, à Padoue, et même, dans une certaine mesure, à Venise, qui a pourtant son art propre et particulier.

Les Florentins ont mérité cette faveur, si générale, si soutenue. Ils ne se bornent pas à être, comme on est en d'autres villes, des décorateurs pompeux; ils sont simples et vrais, savants et forts ; ils cachent leur science et leur force sous la grâce. Énergiques, mais sobres ; fiers, mais élégants, ils sont discrets de dessin et de coloris; ils ont la mesure, l'équilibre, le goût, la finesse; ils remettent en honneur le choix, si longtemps négligé, qui permet l'harmonie, pousse à l'idéal, et était jusqu'alors la gloire exclusive des Grecs. Ce merveilleux ensemble de facultés, ces échappées vers le mieux, qui offrent aux regards une humanité supérieure à la nôtre, c'est désormais la gloire des Florentins, œuvre admirable de concentration qui s'est accomplie peu à peu et sous tous les régimes[1].

Si l'on met à part, en effet, les heures de convulsions et les temps d'arrêt où la nature productrice semble sommeiller, la démocratie, l'oligarchie, la monarchie déguisée peuvent revendiquer chacune sa part. C'est sous la démocratie que fleurit Giotto et sa grande école;

1. Leo, fanatique des Medici, qu'il approuve d'avoir supprimé la république, veut diminuer l'art florentin pour mieux relever l'importance du service rendu par eux à cet art, et, pour ce faire, il lui oppose Sienne (II, 222, 246). S'il avait reporté sa pensée vers les temps antérieurs, il aurait vu toujours la même distance entre Florence et Sienne, car elle est au fond des choses et ne dépend point d'un accident, d'une famille, de deux ou trois hommes.

c'est sous l'oligarchie que naissent, grandissent, se forment les génies qui donneront leurs fruits savoureux sous la domination quasi monarchique de Cosimo.

D'autre part, il importe de le dire, c'est quand cette domination incline de plus en plus à la monarchie déclarée, c'est sous Lorenzo que l'art commence à faiblir. S'il doit s'élever un peu plus tard à des hauteurs encore inconnues, ce ne sera qu'à la veille, au milieu ou au lendemain de la révolution qui aura momentanément renversé les Medici. Enfin, c'est sous les Medici restaurés, devenus grands-ducs, par conséquent rois et rois absolus, après 1530, que s'accuse surtout l'irrémédiable décadence.

Cessons donc de croire, sinon à l'utilité des Mécènes, du moins à leur nécessité. Ils ne sont nécessaires qu'à l'architecte dont les conceptions dépassent l'étroitesse des bâtiments privés; mais alors l'État, quelle que soit sa forme, peut jouer ce beau rôle : l'aristocratique Venise, la démocratique Florence le firent bien voir, malgré les pensées mercantiles, les dépenses des guerres et les troubles de la place publique. C'est qu'il ne s'agit que de prendre l'habitude des choses : on s'habitue aux émotions troublantes de la vie libre comme au chaud et au froid. Tout est relatif en ce monde. Peut-être même les agitations d'un régime de liberté sont-elles plus propres à éveiller, à exciter les esprits que ne l'est la morne tranquillité de la servitude.

La période, en particulier, où Lorenzo est comme le coryphée, a été surfaite en ce qui concerne les arts : Léonard vit à l'étranger et Michel-Ange est postérieur. Dans les lettres mêmes, le mouvement vers l'érudition remonte plus haut et ne fait alors que se continuer. Ce

qui est nouveau, c'est le retour à la langue vulgaire, dont l'honneur revient en partie à Lorenzo, mais en partie seulement : si ses exemples ont pu déterminer quelques conversions, c'est peu pour justifier la vue de tous les progrès résumés en un seul homme, tort de l'histoire telle que l'ont faite les courtisans et reproduite ceux qui aiment mieux répéter que de juger et de contredire. Mais de ces exagérations qui la faussent, l'histoire est coutumière. C'est ainsi, pour ne parler que des Medici, qu'elle appelle siècle de Léon X ce XVIe siècle dont Léon X, répétons-le, n'a vu que les vingt et une premières années et où, plus d'une fois, nous le verrons, il fit preuve d'un goût peu sûr dans ses préférences. Autant et plus que lui avaient fait pour les lettres et les arts ses prédécesseurs Nicolas V, Sixte IV, Jules II, dont aucun n'a donné son nom à son siècle. Lorenzo sans doute pèse plus que son père et son fils, mais moins que son aïeul, dans la balance où s'évaluent leurs mérites, leurs services. Si par quelque endroit il paraît supérieur même à Cosimo, c'est que l'œuvre accomplie par ce dernier a facilité la sienne. Enfin si les Medici font grande figure devant la postérité, c'est surtout qu'ils forment une série, une dynastie, et que leur règne a duré.

ERRATA

Page 323, avant-dernière ligne des notes : au lieu de *Lucas*, lisez *Luca*.

Page 390, ligne 8 : au lieu de *Baroncell*, lisez *Baroncelli*.

Page 497, ligne 4 de la note 3 : au lieu de *par*, lisez *per*.

Page 555, lignes 1 et 2 de la note 1 : au lieu de *occuc*, lisez *occu-*; au lieu de *si-*, lisez *sic*.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE I

LA DOMINATION DE COSIMO DES MEDICI.

CHAPITRE PREMIER.

Affermissement de Cosimo par la politique extérieure et la guerre (1435-1441).

CHAPITRE II.

Affermissement de Cosimo par la politique intérieure (1435-1444).

CHAPITRE III.

Domination de Cosimo. Guerres et négociations pour la succession des Visconti (1442-1450).

CHAPITRE IV.

Domination de Cosimo. Guerres et négociations avec Venise et Naples (1450-1454).

CHAPITRE V.

Dernières années de Cosimo (1454-1464).

CHAPITRE VI.

Les belles-lettres et les beaux-arts sous Cosimo des Medici.

LIVRE II

CHAPITRE PREMIER.

Piero des Medici (1464-1469).

CHAPITRE II.

Lorenzo des Medici. — La conjuration des Pazzi (1469-1478).

CHAPITRE III.

Lutte de Lorenzo des Medici avec le Saint-Siège (1478-1480).

CHAPITRE IV.

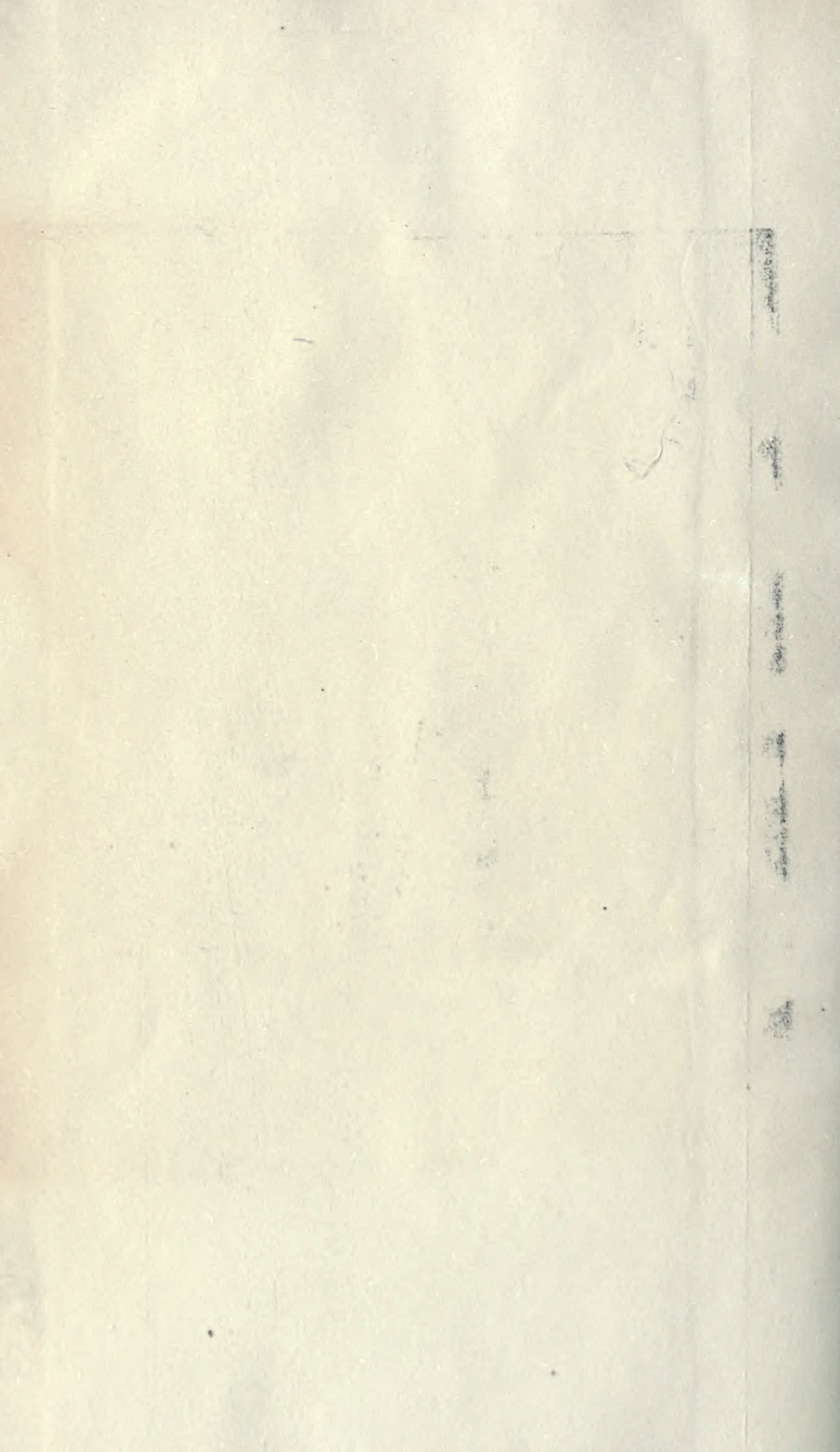
Lorenzo des Medici depuis sa réconciliation avec le Saint-Siège jusqu'à l'établissement de l'équilibre italien (1480-1491).

CHAPITRE V.

La domination de Lorenzo des Medici à l'intérieur de Florence jusqu'à sa mort (1481-1492).

CHAPITRE VI.

Les belles-lettres et les beaux-arts sous Lorenzo des Medici.



BINDING LIST OCT 15 1946

HI
P4553hi
Perrens, François Tommy 450592
Histoire de Florence depuis la domination
des Médicis jusqu'à la chute de la République.
Vol. 1.

DATE.	NAME OF BORROWER.
Sept. 21/46	Binding Dept. C.T.R.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED

